

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION D'ORIENT et la Grèce

THÈSE
POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 23 novembre 1929, à 14 heures

PAR

Augustin PASSADIS

JURY :

Président : M. L. LE FUR, professeur.
Suffragants : M. Geouffre de LAPRADELLE, professeur.
M. G. GIDEL, professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, Rue de Maubeuge, 45
PARIS

1929

*Thèse Paris
1929.*



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41543731_0070

**LA QUESTION D'ORIENT
ET LA GRÈCE**

*La Faculté n'entend donner aucune appro-
bation ni improbation aux opinions émises
dans les thèses ; les opinions doivent être con-
sidérées comme propres à leurs auteurs.*

UNIVERSITÉ DE PARIS -- FACULTÉ DE DROIT

LA QUESTION D'ORIENT et la Grèce

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le 23 novembre 1929, à 14 heures

PAR

Augustin PASSADIS

JURY :

Président : M. L. LE FUR, professeur.

Suffragants : M. Geouffre de LAPRADELLE, professeur.
M. G. GIDEL, professeur.

LES PRESSES MODERNES

IMPRIMERIE

45, Rue de Maubeuge, 45
PARIS

1929

* 20132



BIBLIOGRAPHIE

- ARNTZ (M.). Du différend né entre la Grèce et la Turquie par suite du Traité de Berlin du 13 juillet 1878. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1881).
- ARGYRIADIS (P.) et LAGARDE (P.). La solution de la question d'Orient. La confédération balkanique. Paris 1896.
- AZAMBUJA (Gabriel). Le conflit des races en Macédoine d'après une observation monographique. Paris, 1904.
- ALBIN (Pierre). Recueil des principaux textes diplomatiques depuis 1815, jusqu'à nos jours. Paris 1911.
- ALBIN (Pierre). Les grands traités politiques. Paris 1911.
- AULNEAU (J.). La question albanaise. Paris 1911.
- AULNEAU (J.). La question macédonienne. Paris 1912.
- AXÉLOS (Nicolas). La Grèce et les belligérants. Paris 1915.
- ARGYROPOLO (Georges). L'Allemagne ennemie de l'Hellénisme. Paris 1916.
- ARGYROPOLO (Georges). Grèce ressuscitée. Paris 1917.
- AZBEL. Les Etats-Unis d'Orient. Paris 1917.
- ALEXANDRIS. Les Balkans et les prétentions bulgares à l'hégémonie balkanique. Lausanne 1918.
- ANATOLE FRANCE. La Grèce et la paix. Paris 1919.
- ANDONIADES (Alexandre). La puissance de l'Hellénisme et le rôle économique des Grecs en Thrace. Paris 1919.
- ANDREADÈS (A.). La Grèce devant le Congrès de la Paix. Paris 1919.
- ANCEL (Jacques). Manuel historique de la question d'Orient. 1792-1923. Paris 1923.
- BÉTANT (E.-A.). Capodistrias (Cte Jean), correspondance. Genève 1839.
- BÉTANT (E.-A.). Le Traité de Berlin. Paris 1878.
- BRUNSWIK (Benoît). Le rôle et les aspirations de la Grèce dans la question d'Orient. Paris 1885.

- BIKÉLAS (D.). Le blocus pacifique. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1897).
- BARCLAY (Thomas). La Turquie et l'Hellénisme contemporain. La Macédoine : Hellènes, Bulgares, Albanais, Autrichiens, Serbes. La lutte des races. Paris 1893.
- BÉRARD (Victor). La Macédoine. Paris 1897.
- BÉRARD (Victor). La politique du Sultan. Paris 1897.
- BENGESCO (Georges). Essai d'une notice bibliographique sur la question d'Orient. Orient européen 1821-1897. Bruxelles 1897.
- BATY (Thomas). Le blocus pacifique. (Revue de droit international. Année 1898).
- BÉRARD (Victor). Les affaires de Crète. Paris 1898
- BECKER (Georges). La guerre contemporaine dans les Balkans et la question d'Orient 1885-1897. Paris 1899.
- BOUCHÉ-LECLERQ (A.). La question d'Orient au temps de Cicéron. Nogent-le-Rotrou 1902.
- BRANCOFF (D.-M.). La Macédoine et la population chrétienne. Paris 1905.
- BOIZARD (Lieutenant R.). La question d'Orient. Ses origines, son évolution et son état actuel. Paris 1907.
- BALKANICUS. Les Serbes et les Bulgares, dans la guerre balkanique. Coulommiers 1913.
- BARTH (Jacques). L'évolution de la guerre d'Orient. Paris 1914.
- BALKANICUS. La Bulgarie, ses ambitions, sa trahison. Paris 1915.
- BAMICHAS (Basile). Ainsi agit Venizelos. Genève 1917.
- BROWN (Mrs. Demetra Kenneth). Les intrigues germaniques en Grèce. Traduit de l'anglais par Paul Desfeuilles. Paris 1918.
- BASRI BEY. L'Orient débalkanisé et l'Albanie. Origines des dernières guerres et paix future. Paris 1919.
- BOTZARIS NOTI (Commandant). Les Hellènes et l'Asie Mineure. Traduction de Léon Melas. Paris-Nancy 1919.
- BOURDON (Georges). Ce qu'est devenue en Orient la politique de la victoire. Paris 1919.
- BOUCHIÉ DE BELLE (Ed.). La Macédoine et les Macédoniens. Paris 1922.
- BAREILLES (Bertrand). Le drame oriental. D'Athènes à Angora. Bordeaux 1923.

- BETHMANN-HOLLWEG (Th. Von). Considération sur la guerre mondiale. Limoges-Paris-Nancy 1923.
- CALEVRAS (Panagiotis). Lettres ou les événements pendant la révolution de la Grèce (en grec). Athènes 1856.
- CUINET (Vital). La Turquie d'Asie (Tome IV). Paris 1894.
- CHARMETANT (Félix). Le livre jaune et la question d'Orient. Paris 1897.
- CHOUBLIER (Max.). La question d'Orient depuis le Traité de Berlin. Paris 1897.
- COUTURIER (Henri). La situation de la Grèce au point de vue du droit international. Paris 1900.
- CHÉRADAME (André). La question d'Orient. La Macédoine. Le chemin de fer de Bagdad. Paris 1903.
- CHARNISAY (Ph. de). L'insurrection hellénique et la diplomatie européenne. Paris 1904.
- CAHUET (Albéric). La question d'Orient dans l'histoire contemporaine 1821-1905. Paris 1905.
- COSMETATOS (Phocas). Au lendemain des guerres balkaniques. Paris 1915.
- CVIJIC (Jovan). Questions balkaniques. Neuchâtel 1916.
- COMBOTHECRA (X. S.). La question constitutionnelle en Grèce. Genève 1916.
- COMBOTHECRA (X. S.). La Grèce indépendante. Genève 1917.
- COMBOTHECRA (X. S.). Trois pays garantis. (Belgique, Grèce, Suisse). Genève 1917.
- COMBOTHECRA (X. S.). Histoire ignorée du blocus grec. Genève 1918.
- COMBOTHECRA (X. S.). La Grèce royale, Grèce libre, Grèce enchaînée. Genève 1919.
- COSMETATOS (Phocas). La Macédoine, son passé et son présent. Lausanne 1919.
- CARAPANOS (Al. C.). Mémoire sur l'Épire du Nord, soumis à la conférence de la paix, le 29 janvier 1919.
- COMBOTHECRA (X. S.). La Grèce vénéziotique. Genève 1921.
- COSMIN (S.). Diplomatie et presse dans l'affaire grecque 1914-1916. Paris 1921.
- COLOCOTRONIS (V.). La Macédoine et l'Hellénisme. Paris 1919.
- COUCLÉLIS (P. Alexandre). Les régimes gouvernementaux de la Grèce de 1921 à nos jours. Paris 1921.
- COSMA (Aurel). La Petite Entente. Paris 1926.
- COSMIN (S.). L'Entente et la Grèce pendant la Grande Guerre. Paris 1926.

- CHURCHILL (Winston). La crise mondiale. Paris 1925-1928.
- DÉBITOUR (A.). Histoire diplomatique de l'Europe contemporaine depuis le Congrès de Vienne. Paris 1891.
- DUBOR (Georges de). La triple alliance des Balkans. Paris 1897.
- DROSSOS (Demètre). La question des blocus pacifiques (en grec). Athènes 1912.
- DAVID (Robert). La Grèce et l'Épire. Paris 1913.
- DIVARIS (P. N.). La guerre greco-bulgare et la politique russo-anglaise. Macon 1913.
- DJUVARA (Tj. G.). Cents projets de partage de la Turquie (1281-1913). Paris 1914.
- DAVID (Robert). Monsieur Jonnart en Grèce. (Revue hebdomadaire du 1^{er} décembre 1917).
- DERJAVINE (N. S.). Les rapports bulgare-serbes et la question macédonienne. Lausanne 1918.
- DEVILLE (Gabriel). L'Entente, la Grèce et la Bulgarie. Berne 1918.
- DESCHAMPS (Gaston). L'effort grec. Paris-Barcelone 1919.
- DESCHAMPS (Gaston). Venizelos et la nation grecque. (Revue des sciences politiques du 15 juin 1919).
- DIETERICH (Karl). L'Hellénisme en Asie-Mineure. Paris 1919.
- DUFAYARD (Charles). L'Asie-Mineure et l'Hellénisme. Paris 1919.
- DRIAULT (Edouard). Devant Constantinople. (Revue Bleue, 28 décembre 1918. 11 janvier 1919).
- DRIAULT (Edouard). La question d'Orient depuis ses origines jusqu'à la paix de Sèvres. Paris 1921.
- DIVARIS (P. N.). Appel à la France. Paris 1922.
- DRIAULT (Edouard) et LHÉRITIER (Michel). Histoire diplomatique de la Grèce de 1821 à nos jours. Paris 1925.
- ENGELHARD (Ed.-Phil.). Le droit d'intervention et la Turquie. Paris 1880.
- ENGELHARD (Ed.-Phil.). La Turquie et le Tanzimat. Paris 1882-1884.
- EVANGELIDÈS (Tryphon). Histoire Jean Capodistrias (en grec). Athènes 1894.
- ENGELHARD (Ed.-Phil.). Les protectorats anciens et modernes. Paris 1896.
- ENGELHARD (Ed.-Phil.). La question macédonienne. Paris 1906.
- EXINTARIS (Georges). Les réformes en Macédoine de 1903 à 1908. Paris 1913.
- ELIOU (L.). Persécutions et exterminations des communautés grecques Macri-Levissi. Paris 1919.

- EUROPÉEN (Par un bon). L'Europe en Asie-Mineure. La signification profonde du problème. Londres 1921.
- EFSTRATIADÈS (Grégoire). Les alliés, la Grèce et la crise orientale. Paris 1922.
- FILARETOS (Georges). Xénocratie et royauté en Grèce (1821-1897) (en grec). Athènes 1897.
- FOCIEF (O.). La justice turque et les réformes en Macédoine. Paris 1907.
- FEHMI (Yousseuf). La révolution ottomane (1908-1910). Paris 1911.
- FARRÈRE (Claude). Fin de la Turquie. Paris 1913.
- FARID (Mohamed). Etude sur la crise ottomane actuelle (1911-1912, 1914-1915). Genève 1917.
- FRÉGIER (Charles). Les étapes de la crise grecque. 1915-1918. Paris 1919.
- FOURNET (Dartige du). Souvenirs de guerre d'un Amiral (1914-1916). Paris 1920.
- FAUCHILLE (Paul). Traité de droit international public. Paris 1916.
- FRANGULIS (A.). Une ligue des nations comme garantie d'une paix durable est-elle possible ? (Revue générale de droit international public, année 1917).
- FRANGULIS (A.). La Grèce et la crise mondiale. Paris 1926.
- GERVINUS (G.-G.). Insurrection et régénération de la Grèce (Traduction par J.-F. Minseen et Sgouta Léonidas. Paris 1863.
- GIRARDIN (Saint-Marc). Les origines de la question d'Orient (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} mai 1864).
- GIRARDIN (Saint-Marc). La Grèce et la question d'Orient depuis la Conférence de Paris. (Revue des Deux-Mondes, 15 mars 1869).
- GRAVIER (Jurien de la). La station du Levant. Guerre de l'indépendance hellénique 1821-1829. Paris 1876.
- GEFFKEN. Le blocus pacifique. (Revue de droit international et de législation comparée, 1887).
- GÉOVA. La Grèce : la situation actuelle, le mal, les causes, les remèdes. Marseille 1894.
- GASTONNET DES FOSSES. La Grèce et l'Hellénisme. Paris 1897.
- GENNADIOS (A.). La Grèce moderne et la guerre de l'indépendance. Paris 1897.
- GORLOV (Valentin). La question d'Orient au XX^e siècle. Nice 1899.

- GANDOLPHE (Maurice). La crise macédonienne. Enquête dans les vilayets insurgés (septembre-décembre 1903). Paris 1904.
- GEBLESOO (Constantin R.). La question d'Orient et son caractère économique. Paris 1904.
- GAULIS (Georges). Les questions d'Orient. Paris 1905.
- GOBINEAU (Cte Artur de). Deux études sur la Grèce moderne. Capodistrias, le royaume des Hellènes. Paris 1905.
- GHICA (Prince Albert). L'Albanie et la question d'Orient. Paris 1908.
- GÉORGIADÈS (Démétrius). La régénération de la Turquie est-elle possible ? Paris 1909.
- GUIDON (Georges). Introduction à une étude générale de la question d'Orient. Paris 1910.
- GÉORGIADÈS (Démétrius). Les déceptions de la diplomatie dans le conflit balkanique. Paris 1912.
- GAULIS (Georges). La ruine d'un empire. Abd-ul-Hamid, ses amis et ses peuples. Paris 1913.
- GÉORGIADÈS (Démétrius). Nouvelle faillite en perspective de la diplomatie. Paris 1913.
- GUÉCHOFF (IV. E.). L'alliance balkanique. Paris 1915.
- GAUVAIN (Auguste). L'Europe avant la guerre. Paris 1917.
- GAUVAIN (Auguste). L'affaire grecque. Paris 1918.
- GAUVAIN (Auguste). L'Europe au jour le jour (T. IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV). Paris 1918-1923.
- GUÉCHOFF (IV. E.). La genèse de la guerre mondiale. La débacle de l'alliance balkanique. Berne 1919.
- GUICHEN (Vicomte de). La crise d'Orient de 1839 à 1841 et l'Europe. Paris 1921.
- GAULIS (Georges). Angora. Constantinople. Londres, Moustafa-Kemal et la politique anglaise en Orient. Paris 1922.
- GENTIZON (M.-P.). L'échange des populations grecques de Constantinople : différend entre la Grèce et la Turquie. (Revue générale de droit international public, années 1924-1925).
- GROTTE (Michel de la). La Cour permanente de justice internationale en 1925. — Echange des populations grecques et turques à Constantinople et en Thrace. (Revue générale de droit international public, année 1926).
- HENRY (René). Questions d'Autriche-Hongrie et question d'Orient. Paris 1903.
- HAURY (Paul). Exposé simple et claire de la question d'Orient. 1770-1913. Paris 1913.

- HANOTAUX (G.). La politique de l'équilibre 1907-1911. Paris 1914.
- HANOTAUX (G.). La guerre des Balkans et l'Europe. 1912-1913. Paris 1914.
- HAURY (Paul). Une préface à l'histoire de la guerre. Exposé simple et clair de la question d'Orient 1770-1915. Paris 1915.
- HADJIPETROS (Jean). Appel à la conscience publique. Lausanne. 1919.
- ISAMBERT (Gaston). L'indépendance grecque et l'Europe. Paris 1900.
- IANCOVICI (D.). Essai sur la crise balkanique. Paris 1916.
- IBANEZ (de Ibero). D'Athènes à Constantinople. La situation politique en Orient. Paris 1916.
- ISCHIRKORFF (A.). La Macédoine et la constitution de l'exarchat bulgare 1830 à 1897. Lausanne 1918.
- IVANOFF (J.). Les Bulgares devant le Congrès de la Paix. Berne 1919.
- JOURDAIN (Capitaine). Mémoires sur les événements de la Grèce 1822-1827. Paris 1828.
- JACQUEMYS (Rolin). La question d'Orient en 1885-1886. (Revue de droit international et de législation comparée, 1886).
- JACOMET (Robert). La guerre et les traités. Paris 1909.
- JARAY (Gabriel-Louis). Les Albanais. Paris 1920.
- JESSEN (M. F. de) Grèce et Turquie. — Protection des minorités. — Echange obligatoire des populations turques et grecques. (Revue générale de droit international public, année 1923).
- KEBEDGY (Michel). De l'intervention. Théorie générale et étude spéciale de la question d'Orient. Paris 1890.
- KAR TÉRIA (G.). La question de Crète. Paris 1897.
- KASASIS (Nécolis). Grecs et Bulgares aux XIX^e et XX^e siècles. Paris 1907.
- KEBEDGY (Michel). Les événements de la Bulgarie et de la Roumélie orientale au point de vue du droit international. (Revue de droit international et de législation comparée, 1907).
- KEBEDGY (Michel). Les îles de la mer Egée occupées par les Italiens. (Revue générale de droit international public, année 1913).
- KEROFILAS (C.). Un homme d'état : E. Venizelos, sa vie, son œuvre. Paris 1915.

- KUHNE (Victor). Les Bulgares peints par eux-mêmes. (Documents et commentaires). Lausanne 1917.
- KARADIMITRÈS (A.-D.). Les événements politiques et la nature à propos des revendications helléniques devant le Congrès de la Paix. Paris 1919.
- KARADIMITRÈS (A.-D.). Les Turcs et les revendications grecques. Paris 1919.
- LAMARTINE (Alphonse de). Vues, discours et articles sur la question d'Orient. Bruxelles 1841.
- LENORMANT (François). La question ionienne devant l'Europe. Paris 1859.
- LENORMANT (François). Le Gouvernement des Iles Ioniennes. Paris 1861.
- LEMOINE (John). La révolution grecque. (Revue des Deux-Mondes, 15 décembre 1862.
- LENORMANT (François). La révolution de la Grèce. Ses causes et ses conséquences. Paris 1862.
- LENORMANT (François). La Grèce et les Iles Ioniennes. Paris 1865.
- LAVELEYE (Emile de). La Péninsule des Balkans : Vienne, Constantinople, Bosnie, Serbie, Bulgarie, Roumélie, Turquie. Paris 1886.
- LAMAIRE (Irénée). De la neutralité territoriale ou locale. Paris 1892.
- LAVISSE (Ernest). Notre politique orientale. (Revue de Paris, nos 10 et 12, 1897).
- LOISEAU (Charles). Le côté sociale de la question d'Orient. (Extrait de la « Quinzaine » 1897).
- LA BARRE DE NANTEUIL. L'Orient et l'Europe depuis le XVII^e siècle jusqu'aujourd'hui (10 mars 1898). Paris 1898.
- LAROCHE (Charles). La Crète ancienne et moderne. Paris 1898.
- LÉVY (Gaston). De la condition internationale des îles Ioniennes depuis le Congrès de Vienne jusqu'à nos jours. Paris 1901.
- LOISEAU (Charles). L'équilibre adriatique, l'Italie et la question d'Orient. Paris 1901.
- LATIN (Personnalité roumaine). Confédération orientale comme solution de la question d'Orient. Paris 1905.
- LEROY (Marc). La question macédonienne. Paris 1905.
- LOMBARD (Henri). L'occupation internationale en Crète de 1900 à 1906. Paris 1908.

- LANDEMONT (Cte de). L'Europe et la politique orientale 1878-1912. Paris 1912.
- LOUIS (Paul). La guerre d'Orient et la crise européenne. Paris 1916.
- LÉMONON (Ernest). Les alliés et les neutres (août 1914-décembre 1916). Paris 1917.
- LARMEROUX (Jean). La politique extérieure de l'Autriche-Hongrie 1878-1914. Paris 1918.
- LÉPIDE (Ghélo). La Macédoine indivisible devant le Congrès de la Paix. Lausanne 1918.
- LASCARIS (S. Th.). La première alliance entre la Grèce et la Serbie. Paris 1926.
- LEBEAU (Charles-Hippolyte). Essai sur la justice en Turquie à propos du Traité de Lausanne. Paris 1924.
- LE FUR (Louis) et
CHKLAVER (Georges). Recueil de textes de droit international public. Paris 1928.
- LE FUR (Louis). Répétition écrite de droit international public, année 1927-1928 (cours).
- MARTENS (C. Fr. de) ET SES
CONTINUATEURS. Recueil général des traités. 1791-1924.
- MANO (G.-A.). L'Orient rendu à lui-même. Paris 1861.
- MAVROCORDATO (Alexandre). Lettres (en grec). Trieste 1899.
- METTERNICH. Mémoires, documents et écrits divers (Tome IV). Paris 1882-1884.
- MAUREL (Ch. de). Le Prince de Bismark dévoilé. Paris 1887-1888.
- MONICAULT (Gaston de). La question d'Orient, le traité de Paris et ses suites. Paris 1898.
- MILOYVITCH (J.). La Turquie d'Europe et le problème de la Macédoine. Paris 1905.
- MIREPOIX (Joseph). Essai sur l'histoire de la question crétoise. Montpellier 1912.
- MORGENTHAU (Henry). Extraits du livre « Les secrets du Bosphore ». Constantinople 1913-1926. Paris (s. d.).
- MACCAs (Léon). Ainsi parla Venizelos. Paris 1916.
- MACCAs (Léon). Constantin I, roi des Hellènes. Paris 1917.
- MACCAs (Léon). La Grèce et l'Entente (1914-1917). (Revue générale de droit international public, année 1918).
- MACCAs (Léon). L'Hellénisme de l'Asie-Mineure. Paris-Nancy 1919.

- MACCAS (Léon). La Grèce et la Serbie. (Revue générale de droit internationale public, année 1919).
- MALLETERRE (Général).
REINACH (Joseph).
BERL (A.).
SARTIAUX (F.).
- } La Grèce devant le Congrès. Paris 1919.
- MACCAS (Léon). La question greco-albanaise. Paris 1921.
MILOYEVITCH (J.). L'équilibre balkanique. Coulommiers 1913.
MELAS (M. Georges). L'ex-roi Constantin. Paris 1921.
MICHEFF (D.). La Serbie et la Bulgarie devant l'opinion publique à propos des protestations publiques de Genève et de Lausanne. Berne 1918.
MORGAN (de J.). Contre les barbares de l'Orient. Paris 1918.
MOSCHOPOULOS (N.). La Turquie et l'Entente. Paris 1922.
MACCAS (Léon). Les événements d'Athènes des 1^{er} et 2 décembre 1916. (Revue des Deux-Mondes, 1^{er} mars 1917).
MOUKHTAR PACHA. La Turquie, l'Allemagne et l'Europe depuis le Traité de Berlin jusqu'à la guerre mondiale. Paris 1924.
NYS (Ernest). La théorie et l'équilibre européen (Revue de droit international et de législation comparée, année 1893).
NICOLAÏDÈS (Cléanthès). La Macédoine. La question macédonienne dans l'antiquité, au moyen-âge et dans la politique actuelle. Berlin 1899.
NORADOUNGHIAN (Gabriel). Recueil des actes internationaux de l'Empire Ottoman (III et IV). Paris 1902-1903.
NICOLAÏDÈS (N.). Les Grecs et la Turquie. Bruxelles 1910.
NERICT (Ralf de). L'Europe de demain. Seule solution possible de la question d'Orient. Paris 1913.
NACOS (Lucas). Le miracle français. Paris 1918.
NESTOROF (Dr. de). Mémoire sur la question macédonienne présentée à la Conférence internationale pour la Société des Nations du 5 au 12 mars 1919 à Berne (s.d.).
NIHARD (Richard). Les Grecs à Smyrne. Paris 1920.
NICOL (E.). Les alliés et la crise orientale. I. La guerre en Asie-Mineure. II. La responsabilité des Alliés. III. Les illusions dangereuses. IV. Le chemin de la paix. Paris 1922.

- OFFEICOFF (pseudonyme de Schopoff). La Macédoine au point de vue ethnographique, historique et philologique. Constantinople 1887.
- OSMAN BEY KIBRIZLI ZADE. La crise orientale 1895-1896. Philippopoli 1896.
- OBREYKOFF (O. St.). Essai sur la crise balkanique. Montpellier 1914.
- OTLET (Paul). Les problèmes internationaux de la guerre. Genève 1916.
- PAUTHIER (G.). Les Iles Ioniennes pendant l'occupation française et le protectorat anglais. Paris 1863.
- PROKESCH OSTEN. Geschichte des abfalls der griechen. Vienne 1867.
- PERROT (Georges). Deux ans d'insurrection dans l'île de Crète. (Revue des Deux-Mondes, 15 avril 1868).
- PROKESCH (Osten). Dépêches inédites du chevalier de Gentz. Paris 1876-1877.
- PERELS. Droit de blocus en temps de paix. (Rapport à l'Institut de droit international à la session de 1887). (Revue de droit international et de législation comparée, année 1887).
- POLITIS (Nicolas). La conférence de Berlin de 1890. Paris 1894.
- PILLET (Antoine). Des droits de la puissance protectrice sur l'administration intérieure de l'état protégé. Paris 1895.
- POLITIS (Nicolas). La guerre greco-turque au point de vue du droit international. Paris 1898.
- POLITIS (Nicolas). Considérations sociologiques sur la guerre greco-turque de 1897. Paris 1898.
- PICCIONI (Camille). Essai sur la neutralité perpétuelle. Paris 1902.
- POURCHER (Charles). Essai d'étude du droit d'intervention en Turquie appliqué au problème balkanique. Paris 1904.
- PAILLARÈS (Michel). L'imbroglio macédonien. Paris 1907.
- PINON (René). L'Europe et l'Empire Ottoman : les aspects actuels de la question d'Orient. Paris 1908.
- PINON (René). L'Europe et la Jeune Turquie Les aspects nouveaux de la question d'Orient. Paris 1911.
- PLATYKAS (P.-D.). La neutralité hellénique et le traité greco-serbe de 1913. Fribourg 1916.
- PASSARIS (Michel). L'Entente et la Grèce. Genève 1917.

- | | |
|--|--|
| PLATYKAS (P.-D.). | La Grèce pendant la guerre de 1914-1918. Berne 1918. |
| PHILIPPON (Alfred) | L'Hellénisme de l'Asie-Mineure. Paris 1919. |
| POLITIS (Nicolas). | Les aspirations nationales de la Grèce. Paris 1919. |
| PUAUX (René). | La déportation et le rapatriement des Grecs en Turquie. Paris 1919. |
| PUAUX (René). | Constantinople et la question d'Orient. Paris 1920. |
| PAILLARÈS (Michel). | Le kémalisme devant les alliés Constantinople. Paris 1922. |
| PARISARDI MIRABELLI (Andréa). (traduit de l'italien, sur manuscrit, par Léon Dévogel). | Le traité de Sèvres (10 août 1920) et les principales questions internationales qui s'y rapportent. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1922). |
| PUAUX (René). | La question d'Orient. Alençon 1922. |
| PAYBAND (Maxime). | Mémoires sur la Grèce pour servir à l'histoire de la guerre de l'indépendance. Paris 1824-1825. |
| RUSTOW (W.). | La question d'Orient. Histoire de la péninsule des Balkans. Paris 1881. |
| RIVIER (Alphonse). | Principes du droit des gens. Paris 1896. |
| RODOCANACHI (E.). | Bonaparte et les Iles Ioniennes. Paris 1899. |
| RONTIRIS. | De l'évolution de l'idée de blocus pacifique. (Journal de droit international privé, année 1899). |
| ROUTIER (Gaston). | La Macédoine et les puissances. Paris 1904. |
| ROUGIER (Antoine). | L'intervention de l'Europe dans la question de Macédoine. Paris 1906. |
| REINACH (A.-J.). | La question crétoise vue de crète. Paris 1910. |
| REINACH (Adolphe). | Homère et l'origine de la question d'Orient. Paris 1913. |
| RADOS (N.-C.). | } La guerre greco-bulgare. Juillet 1913. Paris 1914. |
| Comm. R... | |
| DU FOUR (Fr.). | |
| KAMPAPAKI (M.). | |
| DALMONT (G.). | |
| VILLERMONT (H.). | |
| NADAUD (A.), etc. | |

- REY (Augustin). La question des Balkans devant l'Europe. Paris 1916.
- RECOULY (Raymond). M. Jonnart en Grèce et l'abdication de Constantin. Paris 1918.
- REISS (R.-A.). Rapport sur la situation des Macédoniens et des Musulmans dans les nouvelles provinces grecques. Paris 1918.
- REISS (R.-A.). Bulgares et Turcs contre les Grecs : rapport présenté à M. Venizelos. Paris 1919.
- REISS (R.-A.) et BONNASSIEUX. Réquisitoire contre la Bulgarie. Paris 1919.
- ROUGIER. La théorie de l'intervention d'humanité. (Revue générale de droit international public. Paris 1920).
- RIZA (Ahmed). La faillite morale de la politique occidentale en Orient. Paris 1922.
- ROCHE (Raymond). Légitimité de l'occupation du territoire hellénique au cours de la guerre 1914-1918. Toulouse 1923.
- SPILIADIS (N.). Mémoires pour servir à l'histoire moderne de la Grèce (en grec). Athènes 1851.
- SOREL (A.). La Grèce et ses insurrections. Paris 1854.
- SYNVET (A.). Les Grecs et l'Empire Ottoman. Etude statistique et ethnologique. Constantinople 1878.
- SARIPOLOS (M. N. J.). La question greco-turque, ses commencements, ses progrès, et son état actuel. (Revue de droit international et de législation comparée. Année 1879).
- SARIPOLOS (M. N. J.). La question greco-turque après l'acte final de la Conférence de Berlin. (Revue de droit international et de législation comparée. Année 1881).
- SOREL (A.). La question d'Orient au XVIII^e siècle. L'origine de la triple alliance. Paris 1889.
- STREIT (Georges). La question crétoise au point de vue du droit international. (Revue générale de droit international public, années 1897, 1900, 1903).
- SOFTAZADÉ (Ahmed). La Crète sous la domination et la souveraineté ottomane. Paris 1902.
- STEPHANOPOLI (Jeanne Z.). Grecs et Bulgares en Macédoine. Athènes 1903.
- SARIPOLOS (N. Nicolas). La première assemblée nationale et le régime politique d'Epidaure de 1822. Athènes 1907.

- SARROUT (A.). La jeune Turquie et la révolution. Paris 1912.
- STEPHANOPOLI (J.). Les Iles de l'Egée. Athènes 1912.
- SARTIAUX (Félix). Troie. La guerre de Troie et les origines pré-historiques de la question d'Orient. Paris 1915.
- SÉFÉRIADÈS (St. P.). Guerre de 1914. — Occupation de Salonique et de Mitylène par les forces anglo-françaises, arrestation des consuls d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de Turquie et de Bulgarie à Salonique et des vices-consuls d'Allemagne et d'Autriche-Hongrie à Mitylène. (Revue générale de droit international public, année 1916).
- SARTIAUX (Félix). L'archéologie française en Asie-Mineure et l'expansion allemande. Les fouilles et le sac de Phocée. Paris, 1918.
- STREZOFF (Georges). Les luttes politiques des Bulgares macédoniens. Genève 1918.
- SARTIAUX (Félix). L'Asie-Mineure grecque. Paris 1919.
- SILHOL (Gérard). La question macédonienne. Montpellier 1920.
- SCOULOU DIS (Etienne). L'affaire de Roupel : apologie de M. Scouloudis Etienne. Genève 1920.
- SAVADJIAN (Léon). La Bulgarie à la Conférence de la Paix. Paris, édition de la « Revue des Balkans » (s.d.).
- STRUPP (K.). L'incident de Janina entre la Grèce et l'Italie. (Revue générale de droit international public, année 1924).
- TEXIER (Edmond). La Grèce et ses insurrections. Paris 1854.
- THOUVENEL (M.). La Grèce du Roi Othon. Paris 1890.
- THOUVENEL (L.). Trois années de la question d'Orient 1856-1859, d'après les papiers inédits de M. Thouvenel. Paris 1897.
- TARDIEU (André). Questions diplomatiques de l'année 1904. Paris 1905.
- THÉODOSSIADÈS (Fintias). Vérités historiques. Les Grecs, les Turcs, les Bulgares, Constantin et Venizelos. Paris 1918.
- TESTIS. L'expédition des Dardanelles, d'après les documents officiels anglais. Paris 1917.
- TÉNÉKIDÈS (C.-G.). Le statut des minorités et l'échange obligatoire des populations gréco-turques. (Revue générale de droit international public, année 1924).

- TÉNÉKIDÈS (C.-G.). Le changement de souveraineté dans les régions helléniques libérées, détermination du moment de la cession et de l'Etat cédant. (Revue générale de droit international public, année 1924).
- TÉNÉKIDÈS (C.-G.). L'expulsion du Patriarche œcuménique et le conflit gréco-turc. (Revue générale de droit international public, année 1925).
- VALBERT. Le rôle de la diplomatie dans la question grecque. (Revue des Deux-Mondes, 1830).
- VAILLANT (M.). Les origines de l'autonomie crétoises. Paris 1902.
- VAN DER BRULE (Al.). Le bluff macédonien. Paris 1905.
- VERDÈNE (Georges). La vérité sur la question macédonienne. Paris 1905.
- VOIOVOV (I.-F.). La question macédonienne et les réformes en Turquie. Paris 1905.
- VAN DEN BRULE (Al.). L'Orient hellène : Grèce, Crète, Macédoine. Paris 1907.
- VELLAY (Charles). L'irrédentisme hellénique. Paris 1913.
- VELLAY (Charles). Le problème méditerranéen. Paris 1913.
- VATTEL (Emer de). Le droit des gens ou principes de la loi naturelle appliquée à la conduite et aux affaires des nations et des souverains. Washington 1916.
- VENIZELOS (E.). La politique de la Grèce. Paris 1916.
- VELLAY (Charles). Dans l'enfer bulgare. Paris 1919.
- VENIZELOS (E.). La Grèce devant le Congrès de la Paix Mémo-randum. Paris 1919.
- VOLONAKISS (D. Michel). Le Dodécanèse, ses aspirations, ses efforts. Paris 1919.
- VOLONAKISS (D. Michel). Le Dodécanèse vers l'union. Paris 1919.
- VENIZELOS (E.).
- POLITIS (Nicolas). } Cinq ans d'histoire grecque 1912-1917. Dis-cours prononcés à la Chambre des Députés en août 1917. Paris 1917.
- RÉPOULIS (Emmanuel).
- KAFANDARIS (Georges).
- VAUCHER (Robert). Constantin détrôné. Les événements de Grèce, février-août 1917. Paris 1918.
- VISSCHER (de Charles). L'interprétation du pacte au lendemain du différend italo-grec. (Revue générale de droit international public, année 1924).

- WESTLAKE (M.-J.). Le blocus pacifique. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1909).
- YERONYMAKI (N. Z.). La Grèce et la guerre actuelle (en grec); Paris 1918.
- ZERVOS (Skevos). Le Dodécanèse. L'histoire du Dodécanèse à travers les siècles. Les services qu'il a rendus à l'humanité. Ses droits. (Exposé devant la Conférence de la Paix de la question du Dodécanèse). Londres 1919.
- ZERVOS (Skevos). Rhodes capitale du Dodécanèse. Paris 1920.
- Par E. R. J. Le partage de la Turquie d'Europe et les prévisions de M. Angelhardt en 1906. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1913).
- Par M. de S. G. La guerre de 1897. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1898).
- Par un historien allemand (Traduit par A. A.). La Grèce et la question d'Orient. Paris 1897.
- Par celui qui a dîné avec Kaiser. (Traduit de l'anglais par Marc Hélys). En mission secrète à Vienne, Sofia, Constantinople, Nich, Belgrade et en Asie-Mineure. Paris 1917.
- Par X. L'Europe et la question crétoise. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1897).
- Par Y. La question d'Orient et le droit international. (Revue de droit international et de législation comparée, année 1897).

DOCUMENTS ET ÉCRITS DIVERS

- Ministère des Affaires Etrangères grec. Actes diplomatiques, concernant la question des frontières gréco-turques en 1881 (en grec). Athènes 1882.
- Journal Asiastique. Recueil de mémoires et de notices relatifs aux études orientales publié par la Société Asiatique. X^e série, 1903-1912. Paris 1912.
- Les cruautés bulgares en Macédoine orientale et en Thrace, 1912-1913. (Faits, rapports, documents, témoignage officiels). Athènes 1914.
- Atrocités bulgares en Macédoine (faits et documents). Exposé soumis par le recteur des Universités d'Athènes aux recteurs des Universités d'Europe et d'Amérique. Athènes 1913.

- Mémoire présenté par le sérénissime Grand Orient de Grèce au Grand Orient de France. Athènes 1916.
- Le départ du Roi Constantin. Vérités inédites. Documents. (L'union hellénique de Genève, 1917).
- La Grèce unie. Lettre ouverte adressée à M. Georges Wagnière, directeur du Journal de Genève, par un groupe d'étudiants hellènes. Genève 1917.
- Le guet-apens du 1^{er} décembre 1916 à Athènes. Documents. (L'Union hellénique de Suisse. Genève 1917).
- Le peuple grec et la politique d'intervention par un diplomate neutre. (Publication de l'Union hellénique de Suisse. Genève 1918).
- Livre Blanc Grec. Les pourparlers diplomatiques 1913-1917. Paris-Nancy 1918.
- Les Grecs en Turquie. (Deux articles, traduits de l'anglais de la revue The New Europe, de Londres n° des 14 et 21 novembre 1918). Paris 1918.
- La question d'Orient vue par les socialistes grecs. Mémoire soumis par les socialistes grecs à la conférence socialiste interalliée de Londres. Paris-Nancy 1918.
- Les persécutions anti-helléniques en Turquie depuis le début de la guerre européenne. D'après les rapports officiels des Agents diplomatiques et consulaires. Paris 1918.
- L'hellénisme de l'Asie-Mineure et la jeune Turquie. Protestation et appel à l'humanité civilisée, par un témoin oculaire des crimes turcs. Novembre 1918 (sans lieu).
- Les Grecs de l'Empire Ottoman. Mémoire soumis à la Conférence par le patriarchat œcuménique. Paris 1919.
- Réponse turque à M. Venizelos. Constantinople 1919.
- Les Turcs et les revendications grecques. Paris 1919.
- Le caractère grec de l'Asie-Mineure attesté par des auteurs étrangers. Paris-Nancy-Strasbourg 1919.
- Le Dodécanèse ensanglanté demande sa liberté. (Mémoires, résolutions, rapports, télégrammes, lettres documents soumis à la Conférence de la Paix du 27 mai au 6 octobre 1919 par la délégation du Dodécanèse).
- Le Dodécanèse devant le Congrès de la Paix. (Documents, lettres, plébiscites, décrets des Dodécanésiens). Paris 1919.
- Délégation hellénique. Observations sur la réponse bulgare. Paris, Novembre 1919.
- Rapports et enquête de la Commission interalliée sur les violations du droit des gens commises en Macédoine orientale par les armées bulgares. Nancy-Paris-Strasbourg 1919.

Rapport de la Commission Interalliée sur les violations des conventions de la Haye et du droit international en général commises de 1915 à 1918 par les Bulgares en Serbie occupée.

Les persécutions anti-helléniques en Turquie depuis le début de la guerre européenne. Paris 1918.

L'hellénisme en Turquie. Histoire complète des massacres. Un plan diabolique. (Du correspondant spécial du Morning Post). Paris 1919.

Guerre de 1914. Congrès de la Paix 1919-1920. — Traités, protocoles, déclarations et autres divers. Paris 1920.

La Société des Nations et les déportations des chrétiens en Turquie. Genève 1921.

L'armée grecque et la victoire d'Orient. Paris-Nancy-Strasbourg 1919.

France et Grèce. — Appel à l'opinion française. (Ligue franco-hellénique 1920).

Le Dodécanèse et le Sénat Français. Mémoire soumis à son Excellence M. le Président du Sénat par la délégation du Dodécanèse.

Appel à ceux qui sont appelés à décider de la destinée des peuples opprimés. De la part des Grecs irrédimés réfugiés en Suisse. La ligue des Hellènes irrédimés de Zurich et la Ligue des Hellènes de Lausanne.

Rapport de la Commission Universitaire grecque sur les atrocités et dévastations commises par les Bulgares en Macédoine orientale.

Observations générales présentées par la délégation ottomane à la Conférence de la Paix.

Miséricorde. Appel à la Sainteté le Pape et au Conseil Fédéral Suisse en faveur des peuples opprimés en Turquie et en Macédoine. Par le comité des Dames de Bâle en faveur des peuples opprimés en Turquie et en Macédoine.

Le Pont-Euxin devant le Congrès de la Paix. Mémoire présenté à la Conférence de la Paix par les délégués du Pont-Euxin.

Les atrocités turques au Pont-Euxin. Copie d'une lettre de S.E. l'Archevêque d'Amassia et Samsoun Germanos.

Appel aux gouvernements et aux peuples civilisés. Mémoire des associations patriotiques d'Athènes.

Mémoire du patriarchat oecuménique et du patriarchat arménien de Constantinople pour la Conférence de la Paix.

Délégation de Grèce, de Roumanie et du Royaume des Serbes, Croates et Slovènes : réponse au mémoire de la délégation bulgare concernant les crimes commis par les autorités et les troupes bulgares au cours de la dernière guerre.

Délégation hellénique à la Conférence de la Paix ; responsabilité pour les crimes commis pendant la guerre. (Crimes commis par les Bulgares les Turcs et les Allemands contre des populations helléniques).

Atrocités bulgares en Macédoine (faits et documents). Exposé de la Commission d'Enquêtes de l'Association Macédonienne rendue sur les lieux.

L'extermination des chrétiens d'Orient (faits, documents et témoignages anglais et américains). Paris 1922.

Revue générale du droit international public, année 1914. Chronique de faits internationaux. Chypre. — Condition internationale. — Annexion par la Grande-Bretagne.

Livre Jaune français : Congrès de Berlin 1878 ; Sur la Crète 1894-1897 ; évacuation de la Thessalie, janvier-juin 1898 ; autonomie crétoise, janvier-octobre 1896 ; évacuation de la Crète par les troupes ottomanes, installation du Haut-Commissaire, octobre-novembre 1898 ; affaires de Macédoine 1902, 1903, 1905, 1906, 1907 ; affaires de Crète 1904, 1905 ; affaires balkaniques 1912, 1914 ; documents 1918 ; conventions d'armistice passées avec la Turquie, la Bulgarie, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne par les puissances alliées et associées ; Conférence de Lausanne (T. I.), 21 novembre 1922, 1^{er} février 1923 ; Conférence de Lausanne (T. II.), sur les affaires du proche Orient 1922-1923 ; actes signés à Lausanne le 30 janvier et le 24 juillet 1923.

LA QUESTION D'ORIENT ET LA GRÈCE

INTRODUCTION

ORIGINE ET NAISSANCE DE LA QUESTION D'ORIENT. — SA DÉFINITION. — SES CARACTÈRES SUCCESSIFS. — LES CHRÉTIENS N'EMPÊCHÈRENT POINT SA NAISSANCE. — SA BASE FONDAMENTALE. — LE DROIT, L'EMPIRE OTTOMAN ET LA TURQUIE. — SA COMPLEXITÉ. — SON EXISTENCE A L'HEURE ACTUELLE.

La Question d'Orient a commencé à s'esquisser en 1288 lorsque Osman ou Othman, le fondateur de l'Empire ottoman, a succédé à son père Korassan Erthoghroul, à l'émirat d'Erzeroum.

Les Turcs avaient conquis successivement toutes les provinces de l'Empire byzantin et, le 23 mai 1353 (ancien style), sa capitale, Constantinople ; ils frappèrent même aux portes de Vienne, puis s'installèrent d'une manière stable dans les limites de l'Empire byzantin. Cette installation turque donne naissance à la question d'Orient, qui consiste à repousser les Ottomans de l'Europe et de l'Asie antérieure, en les fixant dans leur domaine naturel de l'Asie. Les mouvements antérieurs de l'Europe vers l'Asie et des peuples barbares d'Asie vers l'Europe font partie de l'Histoire d'Orient et non de cette fameuse question telle que nous la concevons.

Ce problème prit d'abord un caractère de nécessité : l'Europe, sentant le péril turc, voulait expulser les envahisseurs, puis la forme de lutte du Christianisme contre l'Islamisme, quand la forme ottomane ne pouvant s'étendre davantage restait néanmoins un cauchemar et un péril permanent pour elle, forme qui dissimulait d'ailleurs des convoitises européennes sur le domaine byzantin ; ensuite, un caractère de liberté pour les soumis, économique et de conquête pour les puissants de l'Europe. Le caractère

économique et de convoitise subsiste même après la grande guerre de 1914 à 1918, malgré les idées et les écrits du pacifisme. Des grands Etats de l'Europe qui, sans pouvoir se prévaloir d'autres titres que des traités, possèdent des îles de la mer Egée ; d'autres qui, sous la forme du mandat de la Société des Nations, forme nouvelle de la conquête, possèdent des pays limitrophes de l'Asie-Mineure. Leur installation dans ces territoires a pour but la prédominance dans la Méditerranée, la pénétration soit pacifique, soit par la force en temps propice en Asie-Mineure, l'assurance de la route des Indes, l'exploitation des richesses naturelles, l'existence et la création de débouchés pour l'industrie.

Depuis que les Hellènes ne pouvaient retenir les invasions barbares après tant de luttes de plusieurs siècles et que les Turcs continuaient leurs conquêtes, le reste des chrétiens n'a pu les empêcher de les compléter, malgré les circonstances favorables qui se présentaient, comme en 1396, même après la défaite des Croisés à Nikopolis, Constantinople fut sauvée grâce à la querelle des Seldjoukides et des Ottomans, les chrétiens pouvaient, en étant unis, vaincre les Turcs et leur enlever leurs conquêtes ; comme en 1402, après l'étourdissement des Osmanlis à cause de la défaite de Bayézid à Angora. Non seulement les chrétiens n'étaient pas unis pour chasser les Turcs, mais ils laissaient les Grecs seuls défendre Constantinople. Les causes de ce phénomène sont multiples :

L'idée du Moyen-Age de former des petits Etats, par conséquent modifications perpétuelles, qui avaient pour résultats des querelles continues et affaiblissements au point de vue militaire, économique et moral ;

L'enthousiasme des Croisades s'était amorti, au lieu faire la guerre pour la libération, les seigneurs latins étaient irrémédiablement divisés et en guerre les uns contre les autres ;

Les rois demandaient toujours des décimes au clergé sous prétexte d'entreprendre des croisades pour équilibrer leurs finances en mauvaise situation ;

Le découragement des peuples chrétiens à cause de l'échec des Croisades ;

La haine et la méfiance qui existaient entre les Grecs et les Latins à cause de la fondation par les Croisés, en 1204, de l'Empire latin de Constantinople et des conquêtes vénitiennes ; en plus, parce que, à chaque proposition d'aide, les Latins proposaient aux Grecs l'union des Eglises.

L'Empire ottoman, se substituant à l'Empire byzantin, possédait ses territoires par la conquête, qui, jusqu'à la fin du XVIII^e siècle, était un mode légitime de la souveraineté. L'avancement des armées avait comme conséquence la substitution immédiate de la souveraineté du vainqueur

à celle du vaincu. Par conséquent, on pourrait soutenir que les conquêtes turques établissaient la souveraineté ottomane.

Mais si la conquête était un droit pour les peuples européens, cela n'était pas pour les Turcs; parce que ce droit ne s'appliquait qu'entre les Etats civilisés de peuples chrétiens, il s'agissait d'un droit chrétien, qui ne s'étendait pas aux musulmans. L'établissement mongolique était considéré toujours comme un fait, comme un rapt, une usurpation, une situation de fait forcé, un état provisoire de choses, une possession hors de droit. Les Turcs étaient étrangers à la société chrétienne. Telle est l'idée fondamentale de la question d'Orient.

Ce fait provisoire de l'installation turque n'a pu se transformer par la suite en un fait définitif, ni donner à l'Empire ottoman un titre pour légitimer sa conquête et se faire considérer comme souverain de droit. Sans prendre en considération le régime spécial de la question d'Orient au point de vue du droit, la conquête fut condamnée par l'évolution des idées et du droit international. Si, jusqu'à la fin du *xviii*^e siècle, la conquête pure et simple faisait naître le droit de souveraineté, depuis la Révolution française nous trouvons une condamnation de la conquête dans un acte de droit interne : « La Nation Française, dit le titre IV de la Constitution du 3 septembre 1791, renonce à entreprendre aucune guerre dans le but de faire des conquêtes et n'emploiera jamais ses forces contre la liberté d'aucun peuple. » Depuis 1815, par l'influence des philosophes, l'invasion et la conquête ne sont plus considérées, en elles-mêmes, comme les seuls titres pour acquérir la souveraineté. Malgré l'application, au *xx*^e siècle, de la théorie de la conquête, l'esprit international n'accepte pas que l'invasion et l'occupation militaires entraînent le déplacement de la souveraineté. « Le droit de conquête, dit une recommandation de la seconde conférence pan-américaine en 1890, demeure pendant la durée du traité d'arbitrage, éliminé du droit public américain. » Le pacte de la Société des Nations condamne complètement la conquête en n'acceptant même pas de faire la guerre injuste. Les articles 12, 13 et 15 préconisent, pour la solution des différends de droit, l'arbitrage devant la Cour Permanente de la justice internationale et, pour les différends politiques, de recourir à l'Assemblée et au Conseil de la Société des Nations. Le même esprit plus accentué se retrouve dans le protocole de Genève, les actes de Locarno, le pacte Kellog-Briand. Depuis ses débuts jusqu'à nos jours donc, la conquête ottomane n'a pu se justifier au point de vue du droit.

Mais si la Turquie se trouve toujours dans l'impossibilité de justifier sa conquête, comme titre légitime de sa souveraineté, peut-elle se prévaloir comme tel de la prescription, comme le résultat juridique d'une

possession pendant un très long temps, d'une possession qui a été exercée à titre de souverain et en public tout en ne considérant pas la doctrine qui n'accepte pas la prescription comme applicable entre Etats, dont les rapports se règlent par le droit naturel et non par le droit civil comme entre particuliers et en suivant la doctrine qui admet la prescription en droit international public et la pratique qui l'appliquait.

Pour que la possession conduise à la prescription, il faut qu'elle soit non seulement publique, s'exercer à titre de souveraineté et pendant un laps de temps (trente, cinquante ans, possession de longues années, délai suivant les cas, possession plus que centenaire, possession immémoriale), mais aussi il faut qu'elle soit paisible et non interrompue. La succession de l'Empire byzantin par l'Empire ottoman ne date pas de temps immémorial. De plus, sa possession n'était pas paisible, au contraire, avec la politique d'extermination que les Turcs avaient appliquée, même après la dernière guerre, la paix ne régnait non seulement pas à l'intérieur de la Turquie, mais était troublée en Europe et dans le monde entier. Le martyr des opprimés, leurs protestations et leurs soulèvements pour échapper aux tyrans et reconquérir leur liberté, comme, par exemple, le soulèvement hellénique en 1770, en 1821, etc., interrompaient d'une manière irréfutable la prescription. Même en admettant que la possession turque était paisible et non interrompue, on ne peut pas accepter une prescription, qui aurait pour résultats la suppression de la liberté, l'extermination des races, l'effacement de la terre des nations qui, comme la nation hellénique, avait donné les lumières de la civilisation au monde, la justification d'une souveraineté d'un peuple, qui ne pouvant assimiler les vaincus, avait comme principe les massacres et qui, en occupant pendant des siècles les territoires les plus féconds de la civilisation humaine, n'a donné rien d'utile à la société humaine.

Mais si la Turquie d'avant la Grande Guerre ne pouvait pas justifier sa souveraineté au point de vue du droit, peut-elle, après notamment le Traité de Lausanne, justifier sa souveraineté sur la plupart des territoires qu'elle possède, prétendre que ces territoires sont habités par une majorité presque absolument turque, et invoquer le principe des nationalités ?

La majorité presque absolue de la population de la République turque est le résultat d'une longue politique de massacres, d'extermination, qui avait abouti à la chasse de tous les chrétiens de l'Asie Mineure et de presque toute la Thrace, après une défaite militaire du mandataire de l'Entente. Les Turcs victorieux avaient expulsé complètement les chrétiens de leurs foyers plusieurs fois millénaires, et, avec l'échange obligatoire des populations, la Turquie d'aujourd'hui comprend presque exclusivement des

populations ottomanes. En admettant que le principe des nationalités soit applicable à telles circonstances, c'est dénier ses bases morales et libérales. Ce principe ne peut pas admettre de moyens barbares, qui, créant une situation favorable pour leur auteur, peut l'invoquer par la suite. Il ne peut pas admettre que des indigènes, depuis des milliers d'années restant chez eux et produisant de la civilisation pour l'utilité de toute l'humanité, soient massacrés ou expulsés pour justifier la souveraineté d'un autre. La paix, la sécurité, la tranquillité et les progrès du monde seraient en danger perpétuel. Le vainqueur de demain, en invoquant cette application du principe, aurait le droit, sinon de massacrer, tout au moins d'expulser complètement les populations pacifiques de ses adversaires, cela serait dénier à un peuple le droit de vivre, cela serait le retour à la barbarie.

La question d'Orient, par sa complexité, est la plus difficile affaire internationale qui, depuis sa naissance jusqu'à nos jours, n'a pu être résolue. La complexité qui commence depuis ses débuts est due à plusieurs causes :

Le danger musulman que courrait l'ensemble de l'Europe chrétienne ; l'asservissement de plusieurs nations qui voulaient devenir libres ; les intérêts économiques et politiques opposés des grandes puissances ; leur antagonisme pour s'emparer de la suprématie économique et politique en Turquie ; la contradiction des intérêts des grands aux intérêts nationaux des soumis ; l'antagonisme entre les nations esclaves qui, depuis qu'elles prenaient conscience de leur nationalité et devenaient par la suite libres, revendiquaient des territoires au détriment les unes des autres ; l'influence des Etats européens qui, selon leurs intérêts, soutenaient l'un des peuples balkaniques aux dépens des autres ; la solution hybride que prenait l'Europe, quand elle décidait d'intervenir en faveur de Rayas, essayant de ne pas mécontenter le sultan et le gouvernement turc, par propre intérêt, en se contentant de promesses platoniques de la Turquie ; l'incapacité des Turcs de suivre les progrès, d'assimiler les soumis, en restant toujours inférieurs à eux ; la position géographique de cette partie du monde, qui est le pont naturel entre l'Europe et l'Asie, la route la plus courte par mer et par terre entre les deux continents, la clef de la mer Egée et de la mer Noire ; la non-exploitation des richesses naturelles et de la position géographiques par les Turcs ; l'esprit de colonisation des Européens ; l'antagonisme des races.

De tout cet ensemble, nous voyons que la question d'Orient existe ; les Turcs n'ont pas été rejetés complètement de leurs possessions, ils ne peuvent pas légitimer leurs conquêtes, invoquer l'institution de la prescription, le principe des nationalités. On ne peut pas prétendre que la

question d'Orient n'existe plus, parce qu'il n'y a plus de soumis à la nouvelle Turquie pour les raisons déjà exposées, ni parce que l'exige la paix du monde. Tout le monde accepterait avec empressement la solution comme définitive si la paix du monde était assurée par cette solution. L'heure de l'expulsion des peuples indigènes de la Turquie serait l'heure la plus sacrée de l'humanité et les martyrs seraient fiers d'être les fondateurs éternels de la paix perpétuelle du monde. Malheureusement, malgré les doctrines et les écrits officiels ou non, nous sommes loin de la vie paisible de l'humanité. Les Etats, au lieu de désarmer, procèdent avec effervescence à leurs armements les plus complets possibles. La Société des Nations, qui peut résoudre les différends entre les petits Etats, est tout à fait incapable d'imposer sa volonté aux grands Etats. Même en admettant que la Société des Nations arrive à imposer sa volonté à tous ses membres, nous n'entrevoions pas la possibilité de l'adhésion de tous les Etats de l'Amérique, avec l'esprit pan-américain basé sur la doctrine de Monroë. Tout au contraire, avec une union hypothétique de toute l'Europe, nous aurions à craindre un conflit entre continents. De plus, en Europe, les Etats déclarent comme leur ennemi commun l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques qui ne fait pas partie de la Société des Nations. Donc, deux tendances opposées en Europe qui, sans déclaration de guerre, se trouvent quotidiennement en hostilités.

La question d'Orient, d'après le traité de Lausanne, entre dans une nouvelle phase ; en supposant que la Turquie n'entreprenne pas une guerre désastreuse, que les idées extrémistes d'aujourd'hui soient irréalisables et qu'il n'en résulte pas un bouleversement général du monde. La Turquie possède des territoires assez vastes, avec une population estimée à douze millions, son sol est riche naturellement, sa position géographique capitale, son peuple en retard au point de vue des sciences et de la culture en général, elle ne peut pas se fermer au reste du monde, elle est obligée de se trouver en relations politiques et économiques avec les autres Etats, elle est obligée de faire appel à leurs capitaux, leurs industriels, leur expérience, leurs science et culture. Le résultat sera une émigration des capitaux, des hommes vers la Turquie, soit pour exploiter le pays, soit pour demander à vivre, donc des colonisations de l'Europe et, notamment, des pays qui souffrent de la surpopulation, du chômage, du manque de débouchés, expansion qui n'est pas étrangère aux convoitises.

De ce plus grand problème de l'humanité, qui jusqu'à ce moment a existé, nous n'étudierons que les points relatifs à la formation de l'Etat grec en commençant à la Révolution de 1821 jusqu'au traité de Lausanne.

PREMIÈRE PARTIE

**De la lutte de l'indépendance hellénique,
à l'autonomie crétoise**

CHAPITRE PREMIER

La vie politique des Hellènes pendant la Révolution Formation de l'Etat grec

§ I. — L'atmosphère internationale au moment de la Révolution grecque

SITUATION RÉVOLUTIONNAIRE EN EUROPE. — COALITION DES MONARQUES. —
PRÉCONISATION D'UNE POLITIQUE D'INTERVENTION EN LEUR FAVEUR. —
INTÉRÊTS EUROPÉENS. — CARACTÈRE A PART DE LA RÉVOLUTION GRECQUE.
— SA LÉGITIMITÉ.

La Révolution hellénique, déclarée par l'archevêque Germanos en levant l'étendard à Hajia Lavra, le 25 mars 1821 (vieux style), coïncide à une époque pleine de révolutions, d'idées libérales des peuples et d'esprit d'hostilité des monarques contre tout mouvement libéral, contre tout affranchissement des peuples.

La Révolution française de 1789 qui, par l'Assemblée nationale, supprima, le 4 août 1789, les privilèges féodaux, proclama la Déclaration des Droits de l'Homme, vota la Constitution de 1791 et créa l'égalité de tous les citoyens devant la loi ; et la proclamation de la première République en France par la Convention, le 21 septembre 1792, avait comme résultat de mettre en face des peuples les monarques, qui réunissaient dans leurs mains tous les pouvoirs féodaux et qui sentaient le péril de perdre leur trône. Les rois, devant ce péril, se coalisèrent contre toutes idées libérales et voulurent arrêter la propagation des idées nouvelles. Ils préconisèrent une politique d'intervention dans les affaires intérieures des autres Etats, non pour soutenir les droits des peuples, mais pour s'entendre pour la protection de leur trône et de leurs privilèges.

La Révolution en Espagne, le 1^{er} janvier 1820, qui obligea Ferdinand VII à accepter, le 6 mars 1820, la Constitution de 1812 et qui, par son influence, obligea le gouvernement portugais, obéissant à l'insurrection militaire de Porto, de promettre une Constitution libérale inspirée de celle de l'Espagne, et l'insurrection du 2 juillet 1820, à Naples, qui obligea, le 6, le roi Ferdinand I^{er} à accepter la Constitution présentée par les insurgés, avaient comme conséquence de faire penser les monarques à leur trône et d'inaugurer une politique de coalition anti-libérale.

Le 26 septembre 1815, l'Autriche, la Prusse et la Russie formèrent la Sainte-Alliance. Au premier paragraphe de ce pacte, inspiré à l'empereur Alexandre I^{er} par M^{me} de Krudner, les trois monarques déclaraient : « Conformément aux paroles des Saintes Ecritures qui ordonnent à tous les hommes de se regarder comme frères, les trois monarques contractants demeureront unis par les liens d'une fraternité véritable et indissoluble et, se considérant comme compatriotes, ils se prêteront, en toute occasion et en tout lieu, assistance, aide et secours. » Les signataires déclaraient ensuite qu'ils n'étaient que les délégués de la Providence pour gouverner trois branches d'une même famille, « confessant ainsi que la nation chrétienne, dont eux et leurs peuples font partie, n'a réellement d'autre souverain que celui à qui seul appartient en propriété la puissance, parce que, en lui seul, se trouve tous les trésors de l'amour, de la science et de la sagesse infinie, c'est-à-dire Dieu, notre divin Sauveur Jésus-Christ, le verbe du Très-Haut, la parole de vie. » Ils terminaient ainsi : « Toutes les puissances qui voudront solennellement avouer les principes qui dictaient le présent acte seront reçues avec autant d'empressement que d'affection dans cette Sainte-Alliance. » Nous voyons la couleur mystique et religieuse de cet acte, qui n'était qu'une coalition permanente de monarques contre les peuples.

Le 15 novembre 1818, par le protocole d'Aix-la-Chapelle, l'Autriche, la France, la Grande-Bretagne, la Prusse et la Russie convenaient : « 1^o Qu'elles sont fermement décidées à ne s'écarter, ni dans leurs relations mutuelles, ni dans celles qui les liaient aux autres Etats, du principe d'union intime qui a présidé jusqu'ici à leurs rapports et intérêts communs ; union devenue plus forte et indissoluble par les liens de fraternité chrétienne que les souverains ont formé entre eux ; 2^o Que cette union de temps plus réel et durable qu'elle ne tient à aucun intérêt isolé, à aucune combinaison momentanée, ne peut avoir pour objet que le maintien de la paix générale, fondée sur le respect religieux pour les engagements consignés dans les traités pour la totalité des droits qui en dérivent ; 3^o Que la France, associée aux autres puissances pour la restauration du pouvoir monarchique, légitime et constitutionnel, s'engage à concourir

désormais au maintien et à l'affermissement d'un système qui a donné la paix à l'Europe et qui seul peut en assurer la durée. »

L'Autriche, la Prusse et la Russie, malgré les réserves expresses de la France et les protestations formelles de l'Angleterre, réunies à Troppau, ont abouti à la déclaration du 13 novembre 1820 par laquelle ces puissances s'engageaient d'exclure de toute alliance européenne les Etats qui auraient « subi dans la forme de leur régime intérieur une altération opérée par la révolte et dont les suites seraient menaçantes pour d'autres Etats »; elles s'engageaient à ne pas reconnaître de changements par voie illégale et se reconnaissaient le droit d'intervention « lorsque des Etats où des pareils changements se seront ainsi effectués feront craindre à d'autres pays un danger imminent par leur proximité et lorsque les puissances pourront exercer à leur égard une action efficace et bienfaisante, elles emploieront, pour les ramener au sein de l'Alliance : 1^o les démarches amicales ; en second lieu, une force coercitive, si l'emploi de cette force devenait indispensable ».

Le 23 janvier 1821, les troupes autrichiennes ramenèrent à Naples Ferdinand I^{er}, en exécution du mandat dont avait été chargée l'Autriche par le Congrès de Laybach.

Malgré cette coalition, les révolutions continuaient. Le 6 mars 1821, Alexandre Ypsilanti franchissait le Pruth, en voulant commencer par la Moldavie, la révolution de l'ensemble de l'hellénisme. Ce soulèvement, comme chose naturelle, n'a pas eu le soutien d'aucune puissance de l'Europe, il était condamné à l'échec. Le 10 mars 1821, le comte Santorre di Santa Rosa souleva les garnisons d'Alexandrie et de Turin, chassa le roi Victor-Emmanuel I^{er} et établit la régence du prince Charles-Albert.

A cette époque révolutionnaire, dans une atmosphère hostile, est née la Révolution de l'indépendance hellénique du 25 mars 1821 (v. s.). Quelques jours après sa naissance, le 8 avril 1821, l'Autriche, encore une fois, comme mandataire de la Sainte-Alliance, brisait la Révolution de Turin et d'Alexandrie.

Si nous examinons aussi les intérêts à part de chaque puissance, par conséquent leur politique, nous trouvons un état d'esprit, une pratique défavorable à l'indépendance de la Grèce.

La Russie voulait expulser les Turcs, mais ni au profit, ni pour l'indépendance de la Crée. Elle voulait un Empire de Russo-Grecs, un Empire sous un empereur russe. Le tsar, aux appels des Grecs, trouvait le prétexte de ne pas les aider dans leur carbonarisme. La Providence, suivant lui, n'était pas du côté des Grecs. Le sultan, au contraire, avait à ce moment pour auxiliaire la justice et la bonne foi qui siégeaient sur les trônes de l'Europe.

La France, avec les Capitulations depuis François I^{er}, leur renouvellement en 1740, avait de grands intérêts à soutenir, des privilèges commerciaux considérables, des monopoles réels dans les ports du Levant. Elle devait soutenir les religieux latins possédant le sanctuaire de la Palestine. Sa politique était formelle pour l'intégrité de l'Empire ottoman.

L'Autriche, qui, pendant ce temps-là, avait les yeux fixés sur l'Italie et l'Allemagne, en tous cas ne voulait pas se laisser fermer la route de la Mer Noire et de l'Archipel. La Révolution hellénique était un fait contre ses projets et ses ambitions. La Grèce, en devenant Etat, allait revendiquer Salonique et son patrimoine de Macédoine, ce qui était en opposition à ses convoitises.

L'Angleterre possédait, depuis le traité d'Amiens en 1802 et depuis 1815 plus solidement, l'île de Malte. Depuis le 15 novembre 1815, les îles Ioniennes étaient sous son protectorat. Maîtresse aussi de l'Inde, elle a intérêt à ce que la plus courte route de la métropole aux colonies asiatiques soit libre. Par la Révolution grecque, elle courait le danger de perdre les îles Ioniennes et de ne pouvoir étendre son protectorat sur la presqu'île balkanique. Elle craignait le développement maritime de la Grèce et ses relations avec la Russie.

La Turquie était gravement malade, était moribonde, elle souffrait de l'anarchie intérieure, du réveil des soumis. On pouvait dire qu'elle attendait la mort comme chose naturelle, elle tenait à la vie par les injections des intérêts contradictoires de l'Europe.

La Révolution grecque différait des autres révolutions de l'époque, parce que les Hellènes ne luttaient pas pour introduire dans leur pays une constitution, pour chasser un monarque, mais pour conquérir leur liberté et secouer le joug d'un tyran qui n'était par leur souverain légitime. « Les Grecs, disait Frédéric Ancillon, ne sont pas des sujets qui se révoltent contre le pouvoir légitime, mais un peuple longtemps foulé aux pieds, qui veut secouer le joug d'un autre peuple étranger, trop longtemps son maître, son tyran et son bourreau. Ce ne sont pas des rêves de constitution, mais une longue oppression, aussi réelle que sanglante, qui met les armes aux mains des Grecs. »

Les Hellènes n'étaient pas sujets ottomans. Dans un système théocratique s'appuyant sur la conquête, sans base d'égalité et de liberté individuelle, il y avait la distinction entre les fidèles et les infidèles (rayas), entre les esclaves et les maîtres. L'Hellène était considéré dans une situation inférieure à celle du Turc, il était toléré. Il ne jouissait que précairement des droits privés. Il n'y avait pas de droit public. Il n'avait pas le droit de rester à cheval en présence d'un Turc. Sa maison, ses vêtements, ses bonnets devaient avoir une couleur et une forme particulières. Il n'avait

pas le droit de construire des églises, de sonner les cloches. Le meurtre d'un chrétien, suivant la loi pénale, n'était pas considéré comme un crime. Le chrétien, même en cas de légitime défense, n'avait pas le droit de tuer un Turc. Le Pacha avait un droit de vie et de mort sur les rayas et les principes directeurs de son administration étaient d'empêcher les musulmans de prendre contact avec les chrétiens, qui étaient considérés comme appartenant à un degré inférieur de l'humanité. Pour avoir le droit de vivre, un Hellène était obligé de payer l'impôt de capitation (kharadj). Il n'avait pas de droits sur ses enfants, il était astreint à l'impôt du sang (devchürme). Les enfants du sexe masculin, robustes, étaient séparés de leurs parents pour devenir janissaires. Les belles jeunes filles étaient enlevées pour les harems. Les Hellènes, en rappelant les paroles de Condorcet, vivaient vraiment dans une société, qui condamnait ses peuples à une immuable stupidité, dans une société où les lois étaient contraires à la nature de l'homme, où la religion était absurde, où les pratiques étaient barbares et licencieuses ; dans une de ces sociétés qui, comme disait Bacon, se trouvaient hors la loi des nations (ex lex).

L'Empire ottoman était une situation de fait, il appartenait, suivant la théorie du savant professeur Lorimer, à cette sphère de l'humanité barbare, vers laquelle l'application du droit positif devait être restreinte, variable. La Turquie, en effet, était exemptée du droit international chrétien et le sultan n'était pas traité comme un souverain légitime, comme un souverain égal aux autres. Par conséquent, les Hellènes ne se soulevèrent pas contre un souverain légitime, mais contre un souverain de fait, un souverain usurpateur du trône des Paléologues, contre un souverain qui n'avait jamais été reconnu par eux, ni expressément, ni tacitement comme leur souverain légitime, contre un souverain, qui, s'il perdait la confiance des hommes armés de son Empire, se détrônait et était mis à mort par ses guerriers. Leur chef légitime était le Patriarche œcuménique de Constantinople, maintenu comme tel, par Mahomet II. Ce conquérant pensait que les soumis, ayant un chef à Constantinople, s'adresseraient à lui et non à l'Europe dangereuse. Le gouvernement turc pouvait plus facilement imposer sa volonté à un individu qu'à des millions.

De plus, les Hellènes n'avaient jamais reconnu par un acte quelconque leur soumission à la Turquie. Dans sa lettre de Missolonghi du 5/17 décembre 1824. A. Mavrocordato disait au chevalier de Gentz : « Une des bases les plus légitimes de la révolution qui s'est opérée en Grèce, c'est que nous n'avons jamais stipulé notre soumission à la Turquie, qu'il n'existe aucun acte qui nous oblige à l'obéissance, que notre assujettissement n'a été que le résultat de la force et que c'est par

cette force même que nous avons le droit de rompre nos chaînes. » La Révolution hellénique donc était légitime, parce que les Hellènes n'étaient pas sujets ottomans, ne faisaient pas la guerre contre leur souverain légitime, n'avaient pas reconnu leur soumission. Les Hellènes, conformément au droit naturel de l'existence, luttaien pour leur liberté et pour la sauvegarde de leur nation. Malgré les caractères distinctifs et la légitimité de la révolution, elle ne cessait pas d'être contraire aux intérêts personnels des monarques et aux intérêts et convoitises des Etats européens. Pour ces raisons, les Hellènes luttaien seulement avec l'aide des philhellènes (lord Byron, Santa Rosa, Fabvier, etc.), et l'Europe appliquait une politique de précautions et d'intense observation.

§ II. — La vie politique des Hellènes jusqu'au Congrès de Vérone

ADRESSE DU SÉNAT MESSÉNIEN A L'EUROPE LUI DEMANDANT SECOURS. — INTERVENTION RUSSE AUPRÈS DE LA PORTE. — PROCLAMATION DE L'INDÉPENDANCE POLITIQUE DE LA NATION HELLÉNIQUE PAR L'ASSEMBLÉE D'ÉPIDAURE, VOTE DE LA PREMIÈRE CONSTITUTION HELLÉNIQUE A BASE DÉMOCRATIQUE. — DÉCLARATION DU BLOCUS PAR LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE.

L'esprit d'hostilité à leur cause, les Hellènes le connaissaient assez bien avant le commencement de leur lutte. L'archevêque Germanos disait : « Préparons-nous par nous seuls aux grands combats de l'indépendance. Toute notre histoire et tout notre avenir sont renfermés dans ces trois mots : « Foi, Liberté, Patrie. ». L'expérience de quelques jours de lutte donnait raison à ces paroles. L'Europe, avec sa politique de précautions et d'intense observation, n'avait pas jugé opportun, non seulement d'aider matériellement les combattants hellènes, mais de ne pas les aider moralement en les reconnaissant comme belligérants. Elle ne constatait pas ce fait de belligérance, en ne voulant pas l'opposer à l'autre situation de fait de l'existence de l'Empire ottoman. Les dirigeants de la Révolution, croyant à la noblesse de leur cause et, espérant toujours une aide, demandaient le secours européen. Le 28 mars (v. s.), quatrième jour du soulèvement, le Sénat Messénien, siégeant à Calamata, adressait un appel à l'Europe : « Le joug insupportable de la tyrannie ottomane, disait-il, pèse depuis plus d'un siècle sur les malheureux Grecs du Péloponèse. Sa rigueur était parvenue à un tel point qu'il ne restait plus à ses victimes qu'un souffle de vie pour fournir à leurs gémissements. Dans cet état de choses, privés de tous nos droits, nous avons résolu, d'un commun

accord, de prendre les armes contre nos tyrans. Toute contestation ou discorde intestine est plongée dans l'oubli, comme un fait de la tyrannie, et nous respirons tous l'air de la liberté. Nos mains ont brisé leurs chaînes et se signalent déjà contre les barbares. Nous ne courons plus jour et nuit pour exécuter les corvées d'un maître impitoyable. Nos bouches se sont ouvertes ; naguère muettes ou occupées à solliciter nos bourreaux par de vaines prières, elles chantent aujourd'hui avec éclat cette délivrance, que nous jurons d'achever ou de mourir. Nous invoquons donc l'assistance et le secours de toutes les nations civilisées de l'Europe, afin de pouvoir atteindre plus promptement le but d'une entreprise juste et sacrée, reconquérir nos droits et relever notre malheureuse nation. La Grèce, notre mère, fut le foyer des lumières qui se répandirent sur vous ; à ce titre, elle compte sur les effets de votre active philanthropie. Armes, moyens pécuniers, conseils, voilà ce qu'elle attend de vous. Nous vous garantissons sa vive reconnaissance, qu'elle prouvera par des fêtes en des temps plus heureux. »

Cette adresse était sans aucun résultat. Au point de vue de droit, elle n'existait pas. Les Etats européens recevaient un papier et non un acte diplomatique, provenant d'un corps qui n'existait pas, ne représentait personne, parlant d'une situation de fait ignorée et d'individus considérés comme rebelles.

La Russie, après la décapitation des notables de Phanar, la pendaison du Patriarche œcuménique Grégoire, le massacre des chrétiens (10.000 personnes disparurent seulement à Constantinople), la mise à sac de Smyrne et la destruction complète de Cydonie, invita l'Angleterre et la France à intervenir auprès de la Porte.

La Russie, d'après l'article VII du traité de Koutchouk-Kaïnartzi (1774) qui disait : « La Sublime Porte promet de protéger constamment la religion chrétienne dans toutes les églises et consent aussi à ce que les ministres de la Cour impériale de Russie lui fassent des représentations en faveur de l'église à bâtir dans Constantinople, ainsi qu'en faveur de ceux qui la desserviront, et promet de recevoir ses remontrances comme venant d'une personne respectable au nom d'une puissance voisine sincèrement amie », avait le protectorat des chrétiens de la Turquie, qui était obligée de ne pas faire de persécution et d'accepter l'intervention russe dans ses affaires intérieures. Ce droit de la Russie était prévu pour des cas de paix et non pour des cas de révolution en Moldavie et en Morée et, précisément pour cette raison, elle avait demandé la coopération anglaise et française. L'Angleterre appliquait à ce moment une politique d'hostilité contre les Hellènes, elle prenait des mesures de terreur dans les îles Ioniennes. La France pratiquait une politique d'attente tout en

désirant maintenir ses privilèges et sa place prépondérante en Orient, rétablir son prestige d'avant la Révolution et l'Empire. Toutes les deux, et avec elles l'Autriche et la Prusse, qui ne voulaient rien changer dans l'Empire ottoman, avaient peur de la Russie, de la situation favorable dans laquelle elle se trouvait après le traité de 1774, de son voisinage avec la Turquie et de son titre de protectrice des Orthodoxes. Pour ces raisons, la Russie restait isolée dans son intervention auprès de la Porte.

L'ambassadeur russe Strogonoff intervenait auprès de la Porte et, le 16 juin 1821, lui remettait une note dans laquelle, entre autre, la Russie disait : « Dès que les Turcs eurent acquis des possessions en Europe, leur première transaction avec les puissances chrétiennes vinrent prouver qu'ils sentaient assez qu'afin que le gouvernement turc pût coexister avec elles, sa coexistence ne devait ni être un signal de guerre et d'outrages contre la religion, ni présager l'anéantissement d'un peuple, qui leur était uni par tous les liens, qui établissent le culte, les mœurs et le souvenir. Si les désordres dont le soussigné a été obligé de retracer l'affligeant tableau devaient continuer ou ne comportaient plus de remède, la Russie, loin de trouver un gage de paix dans la durée de l'Empire ottoman, se verrait au contraire forcée d'accomplir, tôt ou tard, ce que lui commanderaient sa religion insultée, ses traités enfreints, ses coreligionnaires proscrits. » La Russie, s'appuyant sur les traités, protégeait ses coreligionnaires, mais elle n'avait pas l'intention, en intervenant dans les affaires de l'Empire ottoman, d'aider les Hellènes à fonder un autre Empire et leur donner Constantinople. En intervenant pour ses coreligionnaires, elle pensait à des conquêtes.

La Turquie protestait contre les interventions non convenables de l'ambassadeur Strogonoff, contre l'encouragement que les consuls russes donnaient aux insurgés. Elle disait que le complot révolutionnaire était puni sans aucune distinction, que le Patriarche était puni comme criminel, puisque le mouvement insurrectionnel de la Morée était parti de son pays natal de Kalavryta, étant ainsi le promoteur du complot et que, comme tel, il devait être puni comme, en 1715, Pierre I^{er} déposa et mis à mort le Patriarche de Russie.

L'intervention russe dans les affaires turques avait comme résultat une tension diplomatique entre les deux pays qui aboutissait à la rupture de leurs relations le 8 août 1821. Elle démontrait, une fois de plus, la supériorité russe dans les affaires de l'Orient et le danger que courait le reste de l'Europe, sans donner aucun résultat positif pour l'affaire grecque. Alexandre Mavrocordato, dans son *Coup d'œil sur la Turquie*, montrait à l'Europe la solution de la question d'Orient. Il croyait que la chute de l'Empire ottoman était non seulement possible, mais inévitable,

que le poids de cet Empire dans la balance politique de l'Europe était tout à fait nul et que, pour éviter son incorporation à l'Empire russe, il préconisait : de donner « les deux principautés sur la rive gauche du Danube et la Serbie à l'Autriche », de laisser « à la Russie une partie assez considérable du littoral asiatique sur la mer Noire, à l'Angleterre quelques îles importantes, comme Chypre et la Candie, et en érigeant un Empire grec, composé du reste de la Turquie européenne et de l'Asie Mineure » et ainsi « toutes ces puissances y trouveraient leur intérêt et, en plus, « elles affirmeraient pour longtemps l'équilibre dérangé de l'Europe » et d'éviter aussi la situation dangereuse à cause de l'existence de la Turquie. « Lorsqu'un grand édifice, disait-il, menace ruine, la prudence exige que l'on prévienne les dégâts que pourrait causer sa chute. On tâche d'abord de le raffermir sur sa base, le support, les contreforts sont convenablement employés ; mais si tout cela devient inutile, la main de l'architecte prévoyant commence à démolir avec habileté ce qu'on ne peut plus préserver et on emploie les matériaux à la construction d'un plus beau, d'un plus sûr édifice. C'est ainsi qu'un habile architecte sait tirer parti de ce qui aurait causé des dégâts certains, sans sa prévoyance utile. »

Les Hellènes étant maîtres de la mer, possédant des îles, la Morée et Athènes, s'organisaient politiquement pour établir l'ordre à l'intérieur du pays, pour montrer à la Sainte-Alliance que la Révolution grecque n'avait rien de commun avec des organismes secrets, avec le carbonarisme, et qu'elle avait pour but l'indépendance hellénique. Ils voulaient s'organiser pour régulariser leurs forces dans la lutte.

Leur première assemblée, réunie à Piada, tout près de l'ancien Epidaure, proclamait le 1/12 janvier 1822 l'indépendance politique de la nation, en justifiant sa résolution, à l'exemple américain (Declaration of independence). « Au nom de la sainte et indivisible Trinité, la Nation grecque, sous l'horrible dynastie ottomane, ne pouvant plus supporter le poids d'une tyrannie sans exemple, qu'elle vient de secouer au prix de grands sacrifices, proclame aujourd'hui devant Dieu et devant les hommes, par ses représentants légitimes, réunis en Assemblée nationale, son existence et son indépendance politique. » Cette Assemblée votait le même jour la première constitution démocratique consacrant le gouvernement composé d'un Conseil exécutif, d'un Sénat législatif, chose qui était contraire aux circonstances, qui exigeaient la concentration de tous les pouvoirs entre les mains d'une personne, d'un roi indigène, chose qui, si elle n'était pas conforme aux intérêts et aux antagonismes des politiciens de l'époque, était conforme au désir du peuple, qui demandait au roi, conforme à la situation politique internationale, à l'esprit politique de la Sainte-Alliance.

Pour faire plaisir à la Sainte-Alliance et pour pouvoir faire par la suite des modifications, l'Assemblée hellénique intitulait la loi fondamentale : « Constitution provisoire d'Epidaure ». De plus, pour tranquilliser cette alliance et pour lui montrer que la Révolution hellénique n'avait rien de commun avec le carbonarisme et n'importe quelle association secrète, elle consacrait, au lieu du drapeau noir de l'Association des Amis, le drapeau blanc et bleu et elle votait, le 15/27 janvier, une deuxième déclaration :

« La Nation grecque, disait-elle, prend le ciel et la terre à témoins que, malgré le joug affreux des Ottomans qui la menaçait de son dépérissement, elle existe encore. Pressée par les mesures aussi iniques que destructives que ces tyrans féroces, après avoir violé leurs Capitulations ainsi que tout esprit d'équité, rendaient de plus en plus oppressives et qui ne tendaient à rien moins qu'à l'anéantissement entier du peuple soumis, elle se trouvait dans la nécessité absolue de courir aux armes pour mettre à l'abri sa propre conservation. Après avoir repoussé la violence par le seul courage de ses enfants, elle déclare aujourd'hui devant Dieu et devant les hommes, par l'organe de ses représentants légitimes réunis dans ce Congrès national convoqué par le peuple, son indépendance politique.

« Descendant d'une nation distinguée par ses lumières et par sa douce civilisation, vivant à une époque où cette même civilisation répand avec une profusion vivifiante ses bienfaits sur les autres peuples de l'Europe et ayant sans cesse sous les yeux le spectacle du bonheur dont ces peuples jouissent sous l'égide protectrice de la loi, les Grecs pouvaient-ils rester plus longtemps dans cet état aussi affreux qu'ignominieux et voir avec apathie ce bonheur qu'ils sentaient, que la nature a réservé à tous les hommes également ? Ces motifs si puissants et si justes ne pouvaient sans doute que presser le moment du réveil où la nation, pleine de ses souvenirs et de son indignation, devait réunir ses forces pour revendiquer ses droits et venger la patrie d'une tyrannie dont rien n'égalait l'horreur.

« Telles sont les causes de la guerre, que nous avons été forcés d'entreprendre contre les Turcs. Loin d'être fondée sur les principes de démagogie ou de rébellion, loin d'avoir pour motifs des intérêts particuliers de quelques individus, cette guerre est une guerre nationale et sacrée ; elle n'a pour but que la restauration de la nation et sa réintégration dans les droits de propriété, d'honneur et de vie, droits qui sont le partage des peuples policés, nos voisins, mais qui étaient arrachés aux Grecs par une puissance spoliatrice.

« Des clameurs publiques, peu dignes d'hommes nés libres et élevés au sein de l'Europe chrétienne et civilisée, dirigées contre notre cause, sont parvenues jusqu'à nous. Mais quoi ? Les Grecs seuls de tous les Européens

devaient-ils être exclus comme indignes de ces droits que Dieu a établis pour tous les hommes ? Ou bien étaient-ils condamnés par leur nature à un esclavage éternel que perpétuât chez eux la spoliation, les violations et les massacres ? Enfin, la force brutale de quelques hordes barbares qui, sans être jamais provoquées, vinrent, précédées du carnage et suivies de l'esprit de destruction, s'établir au milieu de nous, pouvait-elle jamais être légalisée par le droit des gens de l'Europe ? Les Grecs, sans l'avoir jamais reconnue, n'ont pas cessé de la repousser par les armes chaque fois qu'une espérance ou des circonstances favorables se sont présentées.

« Partant de ce principe et sûrs de nos droits, nous ne voulons, nous ne réclamons que notre rétablissement dans l'association européenne, où notre religion, nos mœurs et notre position nous appellent à nous réunir à la grande famille des chrétiens et à reprendre parmi les nations le rang qu'une force usurpatrice nous a ravi injustement. C'est dans cette intention aussi pure que sincère que nous avons entrepris cette guerre ou plutôt que nous avons concentré les guerres partielles que la tyrannie musulmane a fait éclater sur les diverses provinces et sur nos îles et nous marchons d'un commun accord à notre délivrance avec la ferme résolution de l'obtenir ou d'ensevelir enfin à jamais nos malheurs sous une grande ruine digne de notre origine qui, dans ses malheurs, ne fait que peser davantage sur nos cœurs.

« Dix mois se sont déjà écoulés depuis que nous avons commencé la carrière de notre guerre nationale. Le Tout-Puissant ne nous a pas refusé sa faveur ; quoique peu préparés à cette lutte inégale, nos armes ont été couronnées de succès. Cependant, sur plus d'un point, elles ont aussi rencontré une résistance sérieuse. Occupés sans relâche à aplanir les difficultés survenues, nous avons été forcés de différer l'accomplissement de notre organisation politique qui devait constater devant le monde l'indépendance de la nation. Certes, avant d'assurer notre existence physique, nous pouvions, nous ne devons pas même entreprendre celle de l'état politique. Telles furent les causes de ce retard involontaire qui nous ont empêchés de prévenir quelques désordres qui ont pu avoir lieu.

« Enfin, ces difficultés étant levées en grande partie, nous nous sommes appliqués avec ardeur à compléter notre ouvrage politique. Pressés par les nécessités physiques et morales, à la force desquelles rien ne saurait résister, nous avons d'abord établi les gouvernements locaux, tels que ceux d'Etolie, de Livadie, du Péloponèse, des îles, etc. Cependant, comme les fonctions de ces gouvernements n'embrassaient que l'administration intérieure des lieux respectifs, les provinces et les îles ont député des représentants chargés de la formation d'un gouvernement provisoire, mais suprême, à la souveraineté duquel ces juntes locales devaient être soumises.

Ces députés, réunis dans ce Congrès national, après de longues et mûres délibérations, établissent aujourd'hui ce gouvernement et le proclament, à la face de la nation, seul gouvernement légitime de la Grèce, tant parce qu'il est fondé sur la justice et les lois de Dieu et de la nature, que parce qu'il repose sur la volonté et le choix de la nation. Ce gouvernement est composé du Conseil exécutif et du Sénat législatif, le pouvoir judiciaire en est indépendant.

« Les députés, en finissant, déclarent au Panellénion (toute la nation grecque) que leur tâche est accomplie, le Congrès se dissout aujourd'hui. Le devoir du peuple est désormais d'obéir aux lois et de respecter les exécuteurs de ces lois.

« Grecs, vous avez voulu secouer le joug qui pesait sur vous et vos tyrans disparaissent tous les jours du milieu de vous. Mais il n'y a que la concorde et l'obéissance au gouvernement qui peuvent consolider votre indépendance. Daigne le Dieu des lumières éclairer de sa sagesse les gouvernants et gouvernés afin qu'ils connaissent leurs véritables intérêts, et qu'ils coopèrent, d'un commun accord, à la prospérité de la patrie.

« Donné à Epidaure le 15/27 janvier l'an 1822 et le 1^{er} de l'Indépendance. »

Les Hellènes, luttant victorieusement depuis un an, s'organisèrent politiquement sans pouvoir se faire reconnaître comme belligérants, sans avoir un gouvernement de fait reconnu, tout en essayant de ne pas être désagréables à l'Europe en se conformant dans la mesure du possible aux règles du droit des gens et en donnant des explications sur les caractères de leur soulèvement. Le gouvernement hellénique prenait toutes les mesures nécessaires pour assurer la réussite de la Révolution. Le 13/15 mars 1822, par son premier acte officiel, il déclarait le blocus tout en justifiant cette mesure : « La nation » grecque, par un mouvement propre et spontané, a pris les armes contre ses tyrans. Ses droits sont connus et incontestables. Au milieu des sacrifices énormes qu'elle fait, elle ne cherche qu'à mettre un terme à l'injustice et à améliorer son sort, sans porter préjudice à aucune société d'hommes justes. Si elle réclame d'un côté ses droits, elle n'ignore pas non plus ses devoirs de l'autre ; et c'est dans cette raison qu'après avoir déclaré son indépendance elle a établi un gouvernement central, qu'elle a chargé de défendre les premiers aussi bien que de remplir les seconds.

« Jaloux d'atteindre ce but sacré de la nation, ce gouvernement s'impose le devoir de chercher de toutes les manières à ôter aux ennemis de la Grèce tous les moyens de résistance. A cette fin, il déclare, conformément au droit des gens de l'Europe, en état de blocus tous les ports occupés encore par l'ennemi, tant en Epire que dans le Péloponèse,

l'Eubée et la Thessalie, depuis Epidaure jusqu'à Thessalonique, aussi bien que les ports de la mer Egée, des îles Sporades et de la Crète, qui sont encore au pouvoir de l'ennemi.

« Les bâtiments étrangers de tous pavillons, qui, après avoir été suffisamment avertis par nos commandants et capitaines des lieux de cette déclaration, tenteraient d'entrer dans les dits ports, seront pris et traités d'après les lois et usages reçus. Les commandants grecs sont chargés de continuer à signifier cette déclaration aux capitaines des navires étrangers, jusqu'à ce que le gouvernement ait acquis la certitude qu'elle est parvenue partout où il est nécessaire. La présente sera communiquée à tous les consuls des gouvernements amis qui résident dans les diverses parties de notre Etat. »

Mais, si le gouvernement hellénique se conformait au droit des gens, cela n'engageait pas l'Europe et son ennemi à s'y conformer, puisque la nation hellénique n'était pas reconnue comme Etat, son gouvernement provisoire pas comme gouvernement de fait et ses guerriers pas comme belligérants tout au moins, mais comme rebelles. Conséquence que nous retrouverons dans une note du haut commissaire britannique des îles Ioniennes, qui, en prenant connaissances du blocus, répondait au gouvernement grec qu'il ne pouvait être en relations avec un soi-disant gouvernement de rebelles et qu'il ne pouvait accepter dans les ports britanniques des bâtiments sous un pavillon non reconnu dans le monde. « Le lord haut commissaire dans les îles Ioniennes, disait-il, a reçu des lettres qui se disent venir de la part de gens qui se donnent d'eux-mêmes le nom de gouvernement de la Grèce, et d'un agent qui se trouve actuellement dans ce port, chargé par ce soi-disant gouvernement de traiter avec le lord haut commissaire.

« Son Excellence ignore absolument l'existence d'un gouvernement provisoire de la Grèce et ne peut pas, par conséquent, reconnaître un tel agent. Il plaît à Son Excellence de signifier et de dire qu'Elle ne veut plus entrer en aucune communication avec une puissance nominale qu'elle ne reconnaît pas, et que sa détermination se résume ainsi : Aucun bâtiment se disant grec, sous un pavillon non reconnu et non autorisé dans le monde, ne pourra être reçu dans les ports britanniques. »

Ainsi les Hellènes luttèrent contre la Turquie, contre la politique de maintien de l'intégrité territoriale ottomane.

§ III. — Le Congrès de Vérone (Octobre à décembre 1822)

LA SITUATION POLITIQUE AU MOMENT DE SA RÉUNION. — LE NON-EXAMEN DE L'AFFAIRE GRECQUE ET LA NON-ACCEPTATION AU CONGRÈS DES DÉPUTÉS DU GOUVERNEMENT PROVISoire HELLÉNIQUE.

En Espagne, le 7 juillet 1822, à la suite d'un coup d'état militaire, Ferdinand VII formait un ministère parmi les « exaltados ». La Révolution prenait des proportions considérables. Le 14 septembre 1822, les apostoliques, instituant une régence, considéraient le roi comme prisonnier et ses actes signés depuis le 7 mars 1820 comme nuls. Cette guerre civile précipitait l'affranchissement des colonies espagnoles d'Amérique. Les Etats-Unis d'Amérique du Nord, en Avril 1822, avaient reconnu officiellement l'indépendance des Etats hispano-américains.

Le Brésil, luttant pour son indépendance et encouragé par l'Angleterre, se détachait complètement du Portugal ; le 13 mai 1822, Pedro fondait l'Empire de Brésil.

En France, à cause des progrès énormes du jacobinisme, le trône légitime menaçait de tomber.

En Grèce, la Révolution, depuis le 5 février 1822, se trouvait dans des circonstances difficiles. Le Sultan, débarrassé du redoutable Ali, pacha de Yanina, tournait toutes ses forces contre les Hellènes. L'île de Chio voulant conquérir sa liberté était dévastée complètement en avril 1822; 23.000 de ses habitants étaient massacrés et 47.000 étaient enlevés comme esclaves. Les troupes grecques, le 16 juillet 1822, subissaient un désastre à Pétra. La cause hellénique se trouvait en grand péril. Elle fut sauvée par la catastrophe de Dramalie, en Péloponèse, et par la retraite de Réchid et Omer-Pacha devant Missolonghi.

La Sainte-Alliance continuait sa politique conservatrice favorable aux monarques et défavorable aux révolutions. Elle autorisait l'intervention dans les affaires intérieures d'un autre Etat pour le maintien du statu-quo et pour aider les monarques. Elle ignorait le soulèvement hellénique en le trouvant sans danger. La France s'intéressait aux affaires espagnoles ayant peur de l'infiltration de l'anarchie chez elle. L'Angleterre commençait à inaugurer la politique de l'exploitation de la liberté en se déclarant contre l'immixtion dans les affaires de l'autre, contre la politique de restriction de la liberté.

Telle était, *grosso modo*, la situation quand le Congrès de Vérone, au milieu d'octobre 1822, commençait ses travaux, avec l'assistance personnelle du tsar, de l'empereur d'Autriche, du roi de Prusse, de la plupart

des souverains italiens et avec la représentation, en outre, des cinq grandes puissances par les chefs de leur légation.

L'affaire principale du Congrès était la question d'Espagne. On autorisait la France d'y intervenir, parce que l'anarchie espagnole, comme disait Montmorency, mettait la France en danger. L'Angleterre, seule, déclinait cette intervention, en inaugurant, comme nous l'avons dit, une politique d'exploitation de la liberté et non celle de contrainte. Le Congrès se préoccupa de la traite des nègres et se contenta de bonnes paroles, des affaires de l'Italie à propos desquelles Metternich demandait la formation d'une confédération italienne sous l'hégémonie de l'Autriche, laquelle n'a pu prendre naissance à cause de l'opposition russe et française, du différend entre la Russie et la Turquie ; le Tsar ayant accepté le bon office de l'Autriche et de l'Angleterre, la guerre russo-turque fut évitée, mais il perdait la direction des événements dans l'affaire d'Orient.

Le Congrès ne se préoccupa pas de l'affaire grecque, il voulait l'ignorer complètement, elle n'était pas une question européenne. En vain, lord Erskine, écrivant au premier ministre anglais Liverpool, avant le commencement des travaux du Congrès, comparait la domination des barbares désordonnés et incorrigibles comme une fumée sortant de l'abîme et qui remplissait de désolation une grande partie des terres, en vain il rappelait que les plus horribles crimes furent commis à Constantinople, en vain il stigmatisait les massacres et les destructions d'églises. Il ne voulait pas faire la comparaison entre la lutte de la Grèce aux insurrections d'Espagne et d'Italie. Il invitait les Anglais à s'en occuper les premiers pour avoir une éternelle reconnaissance, pour retirer un grand avantage de la puissance et du commerce des Grecs, pour les sauver d'une ruine totale, pour sauver d'un honteux esclavage le peuple le plus noble de l'ancien monde. En vain, il donnait des limites à la Grèce, il avait croyance en leur victoire, il invoquait le péril russe et il considérait comme indispensable de forcer les Turcs à renoncer à toute domination sur les Grecs comme sujets, de faire garantir leur indépendance par toutes les nations, de leur faire accorder un territoire convenable à leur population croissante et à leur condition première que l'on avait si indignement détruite.

En vain, le gouvernement provisoire hellénique, s'adressant aux monarques, leur disait : « Aux monarques chrétiens réunis à Vérone. Dix-huit mois se sont écoulés depuis que la Grèce lutte contre les ennemis du nom chrétien. Toutes les forces de l'islamisme se sont réunies contre elle ; l'Europe, l'Asie et l'Afrique mulsumanes s'arment à l'envie pour soutenir la main de fer qui a si longtemps pesé sur la nation grecque et qui s'efforce maintenant de lui porter le coup de mort. Deux fois, depuis le commencement de cette lutte, la Grèce a élevé la voix par l'organe

de ses représentants légitimes pour obtenir, sinon le secours, du moins la neutralité des puissances chrétiennes de l'Europe.

« Maintenant qu'une Assemblée de puissances souveraines délibère solennellement dans la péninsule italienne sur les grands intérêts de l'humanité ; que toutes les nations attendent d'elle le maintien de la paix, la garantie de leurs droits et le triomphe de la justice, le gouvernement provisoire de la Grèce croirait trahir ses devoirs s'il ne leur exprimait encore une fois l'état de la nation qu'il représente, ses droits et ses vœux légitimes, ainsi que la ferme résolution de tous les Grecs d'obtenir justice devant leur tribunal, comme ils ont trouvé grâce devant le juge suprême, ou bien de mourir tous chrétiens libres. Des flots de sang ont été répandus ; mais la bannière de la croix, partout victorieuse, flotte sur les remparts de toutes les villes du Péloponèse, en Attique, en Eubée, en Béotie, en Acarnanie, en Etolie et dans une grande partie de la Thessalie et de l'Épire, ainsi qu'en Crète et dans les îles de la mer Egée. Tels ont été les progrès, telle est la situation de la nation grecque.

« Dans cette position, il doit être évident, pour tous ceux qui connaissent la Turquie, que les Grecs ne peuvent déposer les armes avant d'avoir obtenu, soit par la force, soit d'une autre manière, des garanties d'une existence indépendante et nationale, puisque ces garanties peuvent seules leur assurer la liberté des cultes, la sûreté de la vie, des biens et de l'honneur des citoyens. Si l'Europe, poussée par le désir de conserver la paix, se contentait de négocier avec la Porte ottomane, afin de comprendre la nation grecque dans ce système de paix générale, le gouvernement provisoire de la Grèce se hâte de déclarer par la présente qu'il ne conclura aucun traité, quel qu'avantageux qu'il soit, avant que ses députés aient été admis à défendre sa cause, à développer ses griefs, à faire connaître ses droits, ses besoins et ses plus chers intérêts.

« Les principes de religion, d'humanité et de justice qui animent les souverains assemblés permettent au gouvernement provisoire de la Grèce d'espérer que ses justes réclamations seront accueillies. Si, contre toute attente, elles étaient rejetées, la présente déclaration servirait en même temps de protestation formelle, déposée par la Grèce entière au pied du trône de la justice divine, adressée avec toute confiance par un peuple chrétien à l'Europe et à la grande famille de la chrétienté. Faibles et déclassés, les Grecs n'auront alors plus d'espoir que dans le Dieu fort ; soutenus de sa main puissante, ils ne plieront pas sous la tyrannie.

« Persécutés depuis quatre cents ans, puisque nous sommes restés fidèles à notre Sauveur et Seigneur, nous défendrons jusqu'à notre dernier soupir son Eglise et nos foyers et nos tombeaux, heureux, soit d'y descendre libres et chrétiens, soit de vaincre, comme nous l'avons fait jusqu'à

présent, par la seule force des armes de Jésus-Christ et par sa divine assistance. »

En vain, André Metaxas, le chef de la mission hellénique, s'adressait personnellement au Pape, à l'empereur de Russie, au plénipotentiaire français Caraman. Le Congrès n'acceptait pas les députés hellènes, puisqu'il les considérait comme rebelles. La police du Saint-Siège, pour plaire à la Sainte-Alliance, les invitait, après plusieurs semaines de séjour à Ancône, à s'en aller.

A l'occasion de la clôture du Congrès, les trois souverains du Nord, par leur circulaire du 14 décembre 1822, en se rapportant à l'affaire de la question d'Orient, acceptaient, en ce qui concernait la Grèce, une amélioration dans l'administration en condamnant leur soulèvement dans son origine, sa forme et ses tendances : « L'époque même, disaient les monarques, où les révolutions militaires de Naples et de Turin cédèrent, à l'approche d'une force régulière, le brandon de l'insurrection fut lancé au milieu de l'Empire ottoman. La coïncidence des événements ne pouvait laisser aucun doute sur l'identité de leur origine. Le même mal se reproduisant sur tant de points divers, et toujours avec des formes et un langage analogues, quoique sous des prétextes différents, trahissait trop évidemment le foyer commun d'où il était sorti. Les hommes qui avaient dirigé ce mouvement s'étaient flattés d'en tirer parti pour semer la division dans les conseils des puissances et pour neutraliser les forces que de nouveaux dangers pouvaient appeler sous d'autres points de l'Europe. Cet espoir fut trompé. Les monarques décidaient de repousser le principe de la révolte, en quelques lieux et sous quelque forme qu'il se montrait, se hâtèrent de le frapper d'une égale et unanime réprobation. Invariablement occupés du grand objet de leurs sollicitudes communes, ils surent résister à toute considération qui aurait pu les détourner de leur route ; mais, écoutant en même temps la voix de leur conscience et d'un devoir sacré, ils plaidèrent la cause l'humanité en faveur des victimes d'une entreprise aussi irréfléchie que coupable.

« Les nombreuses communications confidentielles qui ont lieu entre les cinq Cours pendant cette époque, une des plus mémorables de leur alliance, ayant placé les questions d'Orient sur une base d'unanimité et d'accord satisfaisants, leur réunion à Vérone n'a eu qu'à consacrer et à confirmer ces résultats et les puissances amies de la Russie peuvent se flatter qu'elles feront disparaître par des démarches communes les obstacles qui ont pu retarder l'accomplissement définitif de leurs vœux. »

Frédéric de Gentz, le confident de Metternich, en peignant l'atmosphère du Congrès de Vérone en ce qui concerne les Hellènes, écrivait le 6 décembre 1822 à l'Hospodar de Valachie, le prince Ghika :

« ...Après la fermentation immense que cette fameuse insurrection a produite dans tous les pays de l'Europe, pas une voix ne s'est élevée en faveur des Grecs au Congrès de Vérone... Les Grecs sont tellement discrédités aux yeux des hommes éclairés, par leur conduite insensée et atroce, que, dans une réunion de tout ce qu'il y a de plus illustre en Europe, ils n'ont pas trouvé un seul avocat. »

§ IV. — La question hellénique devient une question européenne

CHANGEMENT DE LA POLITIQUE ANGLAISE EN FAVEUR DES HELLÈNES. — PREMIER ACTE DIPLOMATIQUE RECONNAISSANT L'INDÉPENDANCE DE LA GRÈCE. — MÉMOIRE RUSSE DU 9 JANVIER 1824, CONFÉRENCE DE SAINT-PÉTERSBOURG (FÉVRIER-AVRIL 1825).

La politique anglaise dans la question d'Orient restait toujours invariable. Elle soutenait avec passion le maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. Les Grecs, par leur héroïsme et leur ténacité vivace, avaient gagné de beaucoup la sympathie de l'opinion publique européenne et américaine. Le gouvernement anglais, depuis notamment la catastrophe de Dramalis, en Péloponèse, croyait à la victoire de la cause hellénique. Il avait pensé qu'il n'était pas conforme aux intérêts britanniques de laisser aller la reconnaissance des Grecs à un autre Etat qui les aurait aidés à conquérir leur indépendance. Il songeait donc à la construction d'un Etat conforme à ses intérêts; à un Etat instrument; à la construction d'un Etat qui, soit seul, soit avec la Turquie, pouvait être une barrière au danger russe; à un Etat créé malgré les principes de la Sainte-Alliance, qui conduisaient très probablement à l'hégémonie autrichienne en Europe. L'Angleterre sentait le besoin d'inaugurer une politique philhellénique, parce qu'elle ne voulait pas que la Russie continue à détenir la direction des événements dans l'Empire ottoman, parce qu'elle voyait que les différents partis en France sympathisaient avec la cause hellénique (les ultras, à cause de son caractère religieux, les libéraux, à cause de son caractère révolutionnaire) et elle s'inquiétait du progrès de l'idée des Grecs d'avoir comme roi le duc de Nemours. L'ensemble de toutes ces causes avait comme conséquences la pratique, depuis le commencement de l'année 1823, d'une politique philhellène de la part de l'Angleterre : le gouverneur des îles Ioniennes, Maitland, dans les premiers mois de 1823, se trouvait en pourparlers avec les rebelles, en leur faisant espérer la médiation anglaise ; les Ioniens étaient libres d'exprimer leur sympathie

à leurs frères ; les Anglais laissaient libres les Comités de secours ; le 25 mars 1823, le gouvernement britannique avait reconnu, de fait tout au moins, le blocus établi par le gouvernement grec l'année précédente, chose qui équivalait à une reconnaissance des Hellènes comme belligérants ; les agents anglais se trouvaient en relation avec Mavrocordato, qui n'attendait le salut de la Grèce que de l'Angleterre ; Byron était libre, en juillet 1823, de préparer à Corfou son expédition de l'année suivante en Grèce ; par cette politique favorable, les Grecs obtenaient de l'Angleterre des emprunts, dont le premier, le 21 janvier 1824, de 800.000 livres sterling.

La reconnaissance indirecte des Hellènes comme belligérants, même seulement par une puissance, avançait leur cause, qui entraînait de la phase de l'ignorance dans la phase de sa transformation en une cause européenne. Les Grecs eux-mêmes conclurent le 10 juillet 1823, avec l'ordre souverain de Saint-Jean de Jérusalem, le premier acte diplomatique, qui reconnaissait l'indépendance de la Grèce. Par cet acte, l'Ordre reconnaissait l'indépendance de la Grèce (art. 1^{er}) ; il renonçait à tous les droits et prétentions qu'il avait eu à exercer en Grèce et à la possession des bailliages de Négrepond et de Morée (art. 6) ; la Grèce renonçait et acceptait la propriété et la souveraineté de l'Ordre sur les îles de Rhodes, Scarpento et Stampalie, avec les îles et les îlots qui en dépendent et qui étaient en sa possession (art. 7). La Grèce cédait en toute propriété et souveraineté les îles de Sapientra et Kabrera avec les îlots qui en dépendent et l'île de Scyra, pour que l'Ordre installât ses établissements militaires et ses armements (art. 9) ; ce traité était d'un caractère offensif et défensif entre les parties en cas de guerre contre les Musulmans (art. 2), il engageait les parties à s'aider pour le maintien de leur intégrité territoriale et de leurs possessions de l'avenir. Cet acte n'a pas pu, d'ailleurs, avoir aucun effet sur la politique européenne, pour la cause principale que le temps des ordres était passé. La cause hellénique progressait ; après la reconnaissance du blocus établi par la flotte hellénique par une grande puissance, un ordre souverain reconnaissait son indépendance.

La cause hellénique commençait à devenir une préoccupation européenne. Le tsar Alexandre I^{er} remettait en avant l'idée d'une entente européenne pour la pacification de la Grèce. Il préconisait une réunion des cinq, dans ce but, en conférence à Saint-Petersbourg. L'Autriche, qui voulait noyer la cause hellénique, préparait l'écrasement des Grecs avant cette réunion et obtenait pour le sultan le concours de Méhémet-Ali, pacha d'Egypte par le traité turco-égyptien de 1824. L'Angleterre comprenait les projets de Metternich, qui voulait présenter, devant la conférence, un fait accompli, mais elle voulait avant tout dévoiler les projets russes et faire discréditer

le Tsar auprès des Grecs et provoquer contre lui l'irritation du Sultan. Elle demandait donc, avant l'ouverture de la Conférence, les vues tsaristes sur l'affaire hellénique. Le Tsar, par son mémoire du 9 janvier 1824, sur la pacification de la Grèce, tombait dans le piège. Il n'acceptait pas l'indépendance complète de la Grèce, puisque « les Turcs ne consentiraient jamais à reconnaître l'indépendance politique de la Grèce, sous quelque forme que ce fût » ; et le retour des Grecs dans leur situation politique d'avant la Révolution, puisqu'ils « ne consentiraient jamais à rentrer dans la position où ils étaient à l'égard de la Porte avant la guerre ». Il proposait d'ériger en Grèce trois principautés vassales, à l'exemple de la Moldavie et de la Valachie : « La première comprendrait la Thessalie, la Béotie, l'Attique ou la Grèce orientale.

« La seconde embrasserait l'ancien littoral vénitien, qui n'est pas tombé en partage à l'Autriche, l'Épire, l'Acarnanie ou la Grèce occidentale.

« La troisième serait composée de la Morée, ou Grèce méridionale, et l'on pourrait même y joindre l'île de Candie. »

En ce qui concerne les îles de l'Archipel, il voulait les soumettre « à un régime municipal qui ne serait au fond que le renouvellement et la régularisation des privilèges qu'elles possèdent depuis des siècles ».

« La Porte conserverait la souveraineté de tous ces pays. Elle n'y enverrait ni pacha, ni gouverneur ; mais elle en recevrait des tribus annuels, dont le montant serait fixé dès aujourd'hui, d'après l'étendue et les ressources de chaque île ou de chaque principauté.

« Tous les emplois publics seraient remplis par des indigènes et, en général, la Porte entretiendrait avec la Grèce et l'Archipel les rapports qu'elle entretient avec la Valachie et la Moldavie.

« Les principautés et les îles grecques jouiraient d'une entière liberté de commerce et obtiendraient de la Porte le droit d'avoir leur pavillon.

« Ces principautés et ces îles seraient, pour ainsi dire, représentées auprès du grand Seigneur par le Patriarche de Constantinople qui résiderait dans cette capitale et qui jouirait de la protection du droit des gens, comme jouissent les agents des princes de Valachie et de Moldavie.

« La Porte tiendrait garnison dans un certain nombre de forteresses et, autour de ces forteresses, il serait tracé un rayon dans lequel les troupes turques se pourvoiraient de substances sans pouvoir faire d'excursions dans les contrées avoisinantes. »

Ce mémoire dévoilait les projets russes. Le Tsar voulait ébranler, détruire l'Empire ottoman, mais il ne tenait pas à la construction d'un Etat libre et fort, qui pouvait se passer de sa protection et qui pouvait à l'avenir nuire au but de ses conquêtes. Le gouvernement de Nauplie, par une

protestation au mois d'août 1824 adressée au gouvernement britannique, repoussait le mémoire russe qui ne donnait pas à la Grèce sa pleine indépendance. Le Foreign Office non seulement n'avait pas refusé d'accepter la protestation grecque, mais, au contraire, il l'avait accueillie et, en novembre, répondait au gouvernement hellénique en lui laissant comprendre en plus qu'il pouvait compter sur sa médiation. Il reconnaissait pour ainsi dire presque formellement les Hellènes comme belligérants.

Les conférences de Saint-Petersbourg eurent lieu de février à avril 1825, sans la participation de l'Angleterre n'admettant pas le point de vue du Tsar. Le sujet était de prendre des mesures sur les bases du mémoire russe pour pacifier la Grèce. A ces conférences, le Tsar proposait de demander à la Grèce et à la Turquie un armistice, de leur offrir leur médiation collective et de les obliger, par des mesures coercitives en cas de non acceptation, à céder. Cette proposition ne pouvait pas aboutir, parce que Metternich, qui n'avait pas pu empêcher la réunion des conférences, ne voulait pas laisser aboutir les projets du Tsar et avait proposé l'indépendance complète de la Grèce en sachant que le Tsar ne pouvait pas l'accepter ; parce que la Prusse suivant l'Autriche et la France ne voulait pas se brouiller avec l'Angleterre ni rompre ses relations avec la Porte par peur de perdre son influence sur Méhémet-Ali. Les conférences aboutissaient à la conclusion du protocole anodin du 7 avril 1825. Il ne parlait pas de la création des principautés, mais de l'engagement des puissances de supplier la Porte d'accorder par elle-même des satisfactions convenables à ses sujets rebelles, de l'intervention individuelle des « quatre » au cas où la Porte refuserait. La Porte, soutenue par l'Autriche, répondait qu'elle n'acceptait pas l'intervention des autres dans ses affaires intérieures.

Les résultats des conférences furent que les quatre Cours acceptaient, tout au moins sur papier, l'intervention auprès de la Porte pour améliorer la situation politique de ses sujets ; le principe de la Sainte-Alliance d'intervenir en faveur des monarques commençait à souffrir ; qu'elles donnaient le premier document diplomatique par lequel l'Europe essayait de résoudre l'affaire grecque, c'était le protocole du 1/13 mars 1825, qui contenait en substance :

« Vu la nécessité tous les jours plus urgente de travailler efficacement à la pacification du Levant et l'importance majeure d'atteindre ce grand résultat par les voies de la persuasion, si faire se peut, les représentants des Cours alliées à Constantinople seront chargés d'engager la Porte ottomane :

« A admettre le principe de l'intervention des grandes puissances continentales dans le but de faire cesser les troubles qui désolent le Levant ;

« A admettre ultérieurement, comme conséquence de ces principes, la conclusion d'un armistice avec les Grecs, lequel serait suivi de pourparlers entre eux et les Turcs.

« Pour remplir ce double objet et pour obtenir d'abord la reconnaissance du principe d'une intervention continentale essentiellement pacifique, les représentants des quatre Cours alliées établiront entre eux des délibérations suivies et se concerteront constamment, dans l'esprit de l'intime union qui existe entre leur souverain, le langage qu'ils auront à tenir et les démarches qu'ils jugeront utiles d'effectuer.

« Ils commenceront par adresser au Reis-effendi des ouvertures verbales et confidentielles où, après avoir développé les arguments qui démontrent la nécessité et les avantages de l'intervention dont il s'agit, ils engageront la Porte à en provoquer spontanément le salutaire exercice.

« Si ces ouvertures sont accueillies comme elles devraient l'être, ils procéderaient de la même manière à la demande d'un armistice suivi des pourparlers dont il a été question plus haut et il ne leur sera certainement pas difficile de prouver alors à la Porte que l'intervention ne saurait parvenir à son but, ni même se réaliser au milieu des horreurs d'une guerre et des changements journaliers de position et de circonstances qui en sont la suite inévitable.

« Si la demande d'un armistice est rejetée par la Porte, les représentants de l'Alliance n'en continueront pas moins, en vertu de l'admission du principe de l'intervention, à échanger leurs idées avec la Porte quant aux moyens de pacifier la Grèce.

« Si la Porte rejette, non seulement la proposition de l'armistice, mais même celle de l'intervention des alliés, leurs représentants leur remettront une note collective qui retracera la nécessité où se trouvent les Cours alliées d'intervenir dans ces tristes différends, en invitant encore une fois la Porte à admettre cette intervention bienfaisante.

« Dans le cas où la note en question produirait l'effet désiré, ils articuleront la demande d'une suspension immédiate des hostilités.

« Dans le cas contraire, ils remettront une seconde note collective pour annoncer qu'ils vont rendre compte à leur Cour des refus du Divan, que ces refus feront même entraîner les plus fâcheuses conséquences. »

La cause hellénique est ainsi une affaire européenne, une affaire, qui, depuis la liquidation des affaires en Espagne avec la libération et l'installation, le 1^{er} octobre 1823, du roi Ferdinand VII, la rentrée à la fin de mai 1824 du roi Jean VI à Lisbonne et le triomphe de la liberté dans le nouveau monde du Sud, devenait une affaire de tout premier ordre, une affaire d'antagonisme entre les puissances européennes.

§ V. — Demande par la Nation hellénique en révolution
du protectorat anglais

CAUSES. — MANIFESTE DE LA DEMANDE. — PROTESTATIONS DES PHILHELLÈNES
DE FRANCE ET D'AMÉRIQUE. — PAROLES DE METTERNICH. — NON ACCEP-
TATION DE LA PART DE L'ANGLETERRE.

En exécution du traité turco-égyptien de 1824, Méhémet-Ali envoyait contre les Grecs son fils Ibrahim, qui, en janvier 1825, en débarquant en Morée, occupait après Navarin (mars 1825) Tripolitza et menaçait la capitale Nauplie. Il organisait une dévastation complète du pays, enlevant même ses habitants et transportant des cargaisons d'esclaves en Egypte, des sacs pleins de têtes et d'oreilles coupées à Constantinople. La cause hellénique se trouvait en grand danger. Nauplie était sauvée grâce à l'intervention, auprès d'Ibrahim, de l'officier anglais, le commodore Hamilton. Mahmoud, soutenu par l'Autriche et devant le triomphe des troupes égyptiennes, rejetait orgueilleusement les propositions des « quatre », en exécution du protocole du 7 avril 1825, n'admettant pas l'intervention des tiers dans ses affaires intérieures et exigeait la soumission sans réserves de ses sujets pour leur accorder des libertés et des garanties.

La Grèce, devant cette situation critique, sentait le besoin de demander la protection des grands Etats. Elle ne pouvait pas la demander à l'Autriche, l'amie de la Turquie, ni à la Prusse, sa seconde ; non plus à la Russie, qui exprimait sa volonté de laisser la Grèce sous la vassalité du Sultan (mémoire du 8 janvier 1824) et qui, par l'échec des conférences de Saint-Pétersbourg, avait perdu la direction des affaires en Grèce ; ni aux Etats-Unis d'Amérique du Nord qui, malgré les sympathies de l'opinion publique, les secours réels des philhellènes, la demande au Congrès de Boston, par Daniel Webster, que les Etats-Unis se fassent représenter auprès de la Grèce, l'expression de la croyance en la victoire hellène du président Monroë dans son célèbre message du 2 décembre 1823, l'expression des cent huit sénateurs et représentants des New-Hampshire aux Etats-Unis, de leur intérêt profond pour la cause hellénique, leur ardente sollicitude, leurs ferventes prières pour l'acquisition de la liberté et la protestation contre la note d'une Cour du Nord (mémoire russe du 8 janvier 1824). L'Amérique se trouvait trop loin et le message de Monroë, ne permettant pas une intervention européenne dans les affaires du continent américain, condamnait la réussite de la demande du protectorat par une nation européenne à un Etat du continent américain. L'Amérique ne voulait pas, elle aussi, intervenir dans les affaires du continent européen.

Il restait donc aux Grecs à demander la protection de la France ou de l'Angleterre, de ces deux pays, dont la Grèce était un champ de bataille politique. La politique française à ce moment jouait double rôle. Elle voulait battre l'Angleterre en soutenant Méhémet-Ali et, en même temps, en aidant la cause hellénique, installer un prince de la famille d'Orléans comme roi de Grèce. Politique contradictoire. Les Hellènes ne pouvaient pas lui demander sa protection au moment où Ibrahim possédait leur pays, enlevait et tuait leurs frères. Il était donc naturel que les Grecs demandent la protection de l'Angleterre qui, seule, ayant reconnu le blocus, se trouvait en relation publique avec eux, leur avait accordé un second emprunt de 3.000.000 de livres sterling après celui de 800.000 livres, leur avait sauvé leur capitale.

Le 2 août 1825, par une pétition, le clergé, les représentants du peuple, les chefs civils et militaires de terre et de mer de la nation grecque déclaraient que la nation hellénique « place volontairement le dépôt sacré de sa liberté, de son indépendance nationale et de son existence politique, sous la défense absolue de la Grande-Bretagne. » Les Grecs donc, en demandant le protectorat britannique, ne renonçaient pas à leur liberté, à leur indépendance, à leur existence politique ; au contraire, puisqu'ils se sentaient incapables de les maintenir et de ne pas les perdre définitivement, ils voulaient les protéger en faisant un traité de protection. Au moment où ils se sentiraient capables de les maintenir et de s'ériger en Etat complètement indépendant, ils auraient tous les droits de retirer ce dépôt sacré en manifestant seulement leur gratitude éternelle au Sauveur. « Lorsqu'une nation, dit Wattel, n'est pas capable de se garantir elle-même d'insultes et d'oppression, elle peut se ménager la protection d'un Etat plus puissant. Si elle l'obtient en s'engageant seulement à certaines choses, même à payer un tribut en reconnaissance de la sûreté qu'on lui procure, à fournir des troupes à son protecteur et jusqu'à faire cause commune avec lui dans toutes ses guerres, se réservant du reste le droit de se gouverner à son gré, c'est un simple traité de protection qui ne déroge point à la souveraineté et qui ne s'éloigne des traités d'alliance ordinaires que par la différence qu'il met dans la dignité des parties contractantes. »

Cette demande de la protection britannique, au point de vue du droit international, n'existait pas, elle provenait de rebelles, de combattants non reconnus, excepté de l'Angleterre, même comme belligérants. Au point de vue du droit interne de la Révolution grecque, c'était un acte légal. A cause des circonstances alarmantes que courrait la cause hellénique par l'occupation presque complète de la Morée, de la mauvaise situation de Missolonghi, l'Assemblée nationale ne pouvait se réunir. Au lieu de

l'Assemblée, les principaux de la nation grecque signaient l'acte. Au moment où la cause hellénique courrait un des plus grands dangers, les chefs religieux, civils et militaires, les représentants politiques, signaient un acte, c'était un acte du peuple hellène. Les Grecs avaient leurs chefs pour faire la guerre et pour assurer l'indépendance, les demandes de ceux-ci étaient un moyen pour assurer, suivant les circonstances, la réussite. Comme on ne peut pas dire que dans une guerre un acte du chef n'est pas légal, parce qu'il ne provient pas de l'ensemble des soldats, on ne peut pas prétendre qu'un acte politique provenant des chefs dans des circonstances révolutionnaires anormales et si critiques n'est pas légal, parce que l'ensemble du peuple n'avait pas exprimé sa volonté d'une autre manière par les mêmes chefs. Cette demande du 26 juillet 1825 contenait en substance : « Le Clergé, les Représentants du peuple et les Chefs civils et militaires de terre et de mer de la Nation grecque ;

« Considérant que, fondée sur les droits inaliénables de la nationalité et sur ceux de la propriété privée, aussi bien que sur les principes dominants de la religion et de l'indépendance des nations et mus par les sentiments innés dans l'homme pour la conservation et la sûreté de sa propre existence, les Grecs se sont armés pour en appeler à la justice, et que, pendant l'espace de plus de quatre ans, ils ont lutté avec constance contre les forces combinées de terre et de mer accourues d'Europe, d'Asie et d'Amérique ; qu'au milieu des dangers imminents, tantôt ils ont détruit les forces si supérieures de leur ennemi et tantôt les ont anéanties ; et que, quoique privés des ressources nécessaires à cette grande entreprise, ils sont enfin parvenus à sceller leurs droits, au prix du sang le plus précieux de la nation, et à prouver au monde civilisé ce que peut un peuple vraiment déterminé à reconquérir son indépendance ;

« Considérant que les résultats même de cette lutte si inégale n'ont fait que renforcer davantage dans l'esprit de la nation la résolution irrévocablement arrêtée par elle d'établir son existence politique ;

« Considérant que plusieurs agents de quelques-unes des puissances continentales, en dépit des principes mêmes du christianisme qu'ils professent, n'ont point observé une conduite conforme aux règles tracées et établies par elles-mêmes et que cette conduite si légale a fait naître une foule de contestations politiques d'une nature et d'un caractère divergents ;

« Considérant que quelques-uns de ces agents s'efforcent, par les menées des émissaires qu'ils envoient dans l'intérieur de la Grèce, de faire naître parmi les Grecs des sentiments contraires à l'esprit et aux formes du gouvernement, sentiments qui ne conviennent qu'aux intentions et aux intérêts de ces agents ;

« Considérant que les Commandants des forces navales de quelques

gouvernements font éprouver une foule de persécutions et d'entraves injustes à la marche régulière de la marine grecque et à ses mouvements conformes aux règles du droit des gens; le tout en violation de la neutralité déclarée par leurs souverains aux Congrès de Laybach et de Vérone ,

« Considérant avec une vive douleur que les chrétiens eux-mêmes s'arment contre les disciples de l'Evangile pour secourir les sectateurs du Coran et qu'une foule d'officiers européens s'empressent, contre les principes de toute politique et toute saine morale, d'accourir de loin pour instruire ces derniers et conduire en personne les armées de barbares qui viennent mettre à feu et à sang la terre qui couvre les ossements mêlés des Cimons et des Zamados, des Léonidas et des Botzaris, des Philopoemens et des Nicetas ;

« Considérant que le gouvernement de la Grande-Bretagne, heureux de conduire un peuple libre, est le seul qui observe une stricte neutralité, sans daigner suivre l'exemple des violations manifestes et de ces distinctions si contraires à la raison que d'autres n'ont pas cessé de pratiquer en Grèce, à Constantinople et en Egypte ;

« Considérant que l'indifférence du gouvernement britannique ne suffit pas pour balancer les persécutions que d'autres exercent contre la Grèce et auxquelles ils donnent tous les jours une nouvelle extension ;

« Considérant que si la Grèce n'a pu jusqu'ici prévenir les entreprises des ennemis ni prendre l'offensive, ce n'est point à cause d'une diminution de ses forces, ni par un affaiblissement de sa première résolution, mais bien par les motifs ci-dessus mentionnés; et parce que le gouvernement n'est pas encore parvenu à dominer et à subjuger entièrement toutes les passions particulières ;

« Considérant que, dans cette lutte extraordinaire, les Grecs doivent sortir victorieux ou s'ensevelir sous les ruines de leur patrie, à cause des suites déplorables que la nature de cette lutte a entraînées avec elle et de sa longue durée, deux causes qui ont rendu cette alternative inévitable ;

« Considérant enfin que, puisqu'une faveur particulière de la Providence a placé les forces de la Grande-Bretagne si près de nous, la Grèce doit en profiter à temps, en fondant ses espérances sur la justice et l'humanité qui animent cette grande puissance ;

« Pour ces motifs, et dans l'intention de mettre en sûreté les droits sacrés de la liberté de l'Etat et de notre existence politique suffisamment consolidée, la nation grecque prescrit, arrête, décrète, et agréé la loi qui suit :

« ART. 1^{er}. — En vertu du présent acte, elle place volontairement le dépôt sacré de sa liberté, de son indépendance nationale et de son existence politique, sous la défense absolue de la Grande Bretagne.

« ART. 2. — Cet acte fondamental de la Nation grecque sera accompagné d'un mémoire explicatif adressé en duplicata au gouvernement de S. M. britannique. »

La politique de Canning dans les affaires de la Grèce prenait le dessus, et la balance de l'équilibre s'inclinait favorablement en faveur de l'Angleterre ; sans elle et malgré elle, la question d'Orient ne pouvait se résoudre ; d'où des protestations des philhellènes, qui comme tels, n'oubliaient pas leur nationalité.

Au nom des comités philhellènes de France et des Etats-Unis, le général Roche et W. Washington protestaient : « Les soussignés, députés des comités philhelléniques de France et des Etats-Unis de l'Amérique, disaient-ils, ont eu connaissance que des individus, en leur simple qualité de citoyens grecs, se sont permis de se mettre à la tête d'une fraction, et, contre les constitutions de leur pays, ont signé et fait circuler une déclaration extrêmement injurieuse au caractère de leur nation et de leur gouvernement, qui ont toujours montré l'intérêt le plus vif pour la prospérité et l'indépendance de la Grèce. Les soussignés savent que le Sénat et le Corps exécutif, dans leur séance du 22 de ce mois, ont décrété de demander des secours au gouvernement des îles Ioniennes pour la conservation de leur liberté politique, menacée par l'invasion d'Ibrahim-Pacha.

« Quoique il ait été bien pénible aux soussignés de voir le peu de confiance que le Sénat grec, dans cette circonstance si grave, a mis dans les nations française et américaine, ils respectèrent néanmoins ses décisions et toute autre qui aurait été faite par les voies légales et d'après les constitutions de l'Etat. Mais ils voient avec douleur que le Sénat, au lieu d'exécuter son décret, n'emploie pas les moyens de rigueur qui sont en son pouvoir pour ramener à l'ordre les individus grecs qui osent se mettre au-dessus des lois et cherchent à troubler le système politique établi dans la Grèce. En conséquence, ils croient de leur devoir de prévenir le gouvernement grec de cet attentat illégal qui blesse le caractère de deux nations qui ont pris le plus vif intérêt à son indépendance et ne peut que nuire par la suite à ses intérêts.

« Le gouvernement grec doit connaître le danger qu'il court en permettant des délibérations de cette nature, qui sont dictées par l'esprit d'anarchie, et contre lesquelles nous protestons formellement.

« Les soussignés prient le pouvoir exécutif de vouloir bien leur donner les explications les plus claires et les plus positives sur un objet si important, et ils attendent avec impatience une prompt réponse pour en informer leur comité respectif, afin de régler leur conduite dans cette circonstance.

« Les soussignés prient MM. les Membres du Pouvoir exécutif d'agréer leurs sentiments de la plus haute considération. »

Le général Townshend adressait aussi une lettre aux membres du Pouvoir exécutif, refusant aux signataires de l'acte de parler au nom de la Nation grecque. « Ils n'ont, disait-il, aucun droit, et si le but du papier en question est de mettre la Grèce sous la domination anglaise, soit sur le pied des îles Ioniennes, soit sur le pied de Malte et de Gibraltar ou des Canadas, je dis alors que les personnes qui ont signé ce papier ont été coupables d'une usurpation de pouvoir et d'une violation des droits de la Nation grecque, qui ne pourra pas se justifier aux yeux du monde. » « On me dit, continue Townshend, qu'il n'y a rien là dedans qui puisse compromettre l'indépendance nationale du pays, que les Grecs ne l'entendent pas ainsi et que cet acte ne pourra pas être interprété de la sorte par les Anglais. Je reste en doute sur ce sujet et j'ai peu de confiance dans la bonne foi du gouvernement anglais, c'est un gouvernement qui a l'habitude de violer et les lois des nations et ses propres engagements pour parvenir à son but.

« Si cette affaire doit déterminer le sacrifice de l'indépendance nationale de la Grèce, cela fera un événement que je déplorerai, il me paraît un devoir d'exprimer au monde sa désapprobation de toutes mesures qui puissent y conduire, je crois ainsi que je puisse prendre sur moi la responsabilité d'exprimer aux Grecs, à l'égard de telles mesures, les regrets et la désapprobation de ma Nation. »

Le colonel Jourdain, par sa lettre aux membres du Pouvoir exécutif, disait : « Lorsqu'une fraction anti-nationale, guidée par un génie infernal, vient détruire leurs espérances par un contrat de vente tendant à livrer la Grèce et le peuple à l'Angleterre, comme un propriétaire vend son domaine avec ses troupeaux, sans songer que les Grecs sont libres et chrétiens et que ce double titre suffirait pour les empêcher de tomber sous un joug étranger, si leurs faits d'armes ne parlaient pas assez en leur faveur. » Il contestait le droit aux auteurs de faire le contrat illégal, que la nation ne partageait pas leurs sentiments parce que, « aussitôt que l'acte a été connu dans les camps en Morée, les soldats se sont débandés en disant : Puisqu'on veut la Grèce aux Anglais, qu'ils viennent la défendre ». Il trouvait l'acte de mauvaise politique et plein de dangers, il affirmait que les Grecs qui combattaient depuis cinq ans avaient le droit imprescriptible de choisir leur gouvernement, mais ce gouvernement doit être adopté au système politique de l'Europe. « Par l'acte de vente, pensait-il, on détruit l'équilibre de la balance politique et la Grèce ne doit pas espérer que les autres puissances resteront indifférentes à une pareille transaction. » Il prédisait que « la Grèce aurait le sort de la Pologne ou celui de Parga,

que le septième considérant était une insulte pour les autres puissances, un persiflage pour le gouvernement anglais comme contraire à la vérité ». « Ce fut l'ambassadeur de ce gouvernement qui instruisit la Porte ottomane des premiers mouvements de l'insurrection grecque. Ce fut le consul Green qui donna au pacha de Lépante l'avis que les Hellènes s'étaient emparés de la ville de Patras et qu'ils assiégeaient les Turcs dans la forteresse, laquelle était au moment de se rendre tant la terreur était grande parmi les assiégés ; lorsque le pacha de Lépante, arrivé avec des forces considérables, massacra beaucoup de Grecs et fit lever le siège », il affirmait que le même consul a constamment approvisionné les forteresses de Patras, Modon et Coron, que, en 1822, le gouvernement des îles Ioniennes a trompé les Souliotes en les forçant à capituler, que le premier ministre de la Grande-Bretagne et son ambassadeur à Constantinople au Congrès de Vérone s'opposèrent à l'admission des envoyés grecs, que le gouvernement était toujours cruel et partial envers les Grecs et n'a changé de politique qu'après la destruction de 30.000 Turcs en Morée et la bataille du canal de Spetzia, que l'année dernière vingt-six bâtiments anglais portaient des troupes, des munitions et des vivres à Méhémet-Ali, sans qu'un seul bâtiment français figure, et même cette année aussi le commandant Hamilton « est venu vous enlever cette année sous vos batteries une prise anglaise et n'avez-vous pas été forcés de payer la valeur de la cargaison ? Ainsi le gouvernement anglais, loin d'avoir strictement observé la neutralité, a été constamment, je ne dirai pas partial, mais plutôt hostile envers la Grèce ». Il rappelait aux Grecs que les Turcs se sont maintenus en Europe par la jalousie de certaines puissances et que « la loi de protection qui met la Grèce à la disposition de l'Angleterre ouvre un vaste champ à l'ambition des puissances qui n'ont cessé d'avoir des vues sur la Grèce et qui n'attendent qu'une occasion favorable pour s'en emparer » ; que « les flatteurs de Catherine II avaient fait graver sur l'arc de triomphe de Cherson : « Ce chemin mène à Constantinople. » « Si l'Angleterre accepte, disait-il, elle accélérera le partage de la Grèce. »

Dans ses mémoires, Metternich disait : « Vous avez été sur les lieux mêmes témoins, dans la marche du cabinet britannique, d'un revirement politique que nous regardons à jamais comme défavorable... un homme s'est élancé en Angleterre au timon des affaires. Il a visé à asseoir son pouvoir sur le culte des préjugés populaires dans son pays. C'est une erreur. Toutes les suites en seront d'une grave conséquence, et pour ce royaume lui-même, et pour le monde entier. Sur l'événement de Nauplie, quelle sera l'attitude, quelle sera la position que prendra Canning ? C'est à lui de le décider ; mais ce qui est certain, c'est que, quoiqu'il fasse

et de quelque manière qu'il agisse, il est et restera embourbé... Si je pouvais agir seul à Constantinople comme partout au nom des puissances continentales, je me ferais fort d'arriver à une bonne et prompte solution; car, dans le différend qui nous occupe aujourd'hui, tout le monde a tort, moi seul excepté.

« Le gouvernement britannique s'est mis à découvert par le soutien qu'il a donné à l'insurrection en Grèce. De deux choses l'une, ou l'Angleterre acceptera l'offre du gouvernement grec, ou elle la rejettera. Si elle l'accepte, le Sultan n'aura plus affaire à des sujets ou des pays insurgés, mais à la puissance britannique. La situation des Grecs est essentiellement altérée ; ils ont de fait renoncé à leur indépendance politique. »

Le 29 septembre 1825, Canning avait reçu les députés grecs, à qui il refusait le protectorat de l'Angleterre. Il ne pouvait pas l'accepter, disait-il, parce que la Grande-Bretagne était liée par des traités avec la Turquie, qui protégeaient de grands intérêts britanniques dans tout l'Empire ottoman et, en plus, parce que si la Grande-Bretagne faisait cause commune avec eux, les autres puissances se considéreraient libres pour faire cause commune contre eux. Tout en n'acceptant pas, Canning affirmait qu'il ne cesserait de veiller sur eux en ne permettant à aucune puissance d'imposer une solution contraire à leurs intérêts. Le lendemain, le gouvernement anglais déclarait une neutralité formelle, ce qui équivalait à une reconnaissance complète des Hellènes comme belligérants.

§ VI. — La médiation anglaise et sa transformation en médiation anglo-franco-russe

DEMANDE PAR LES HELLÈNES DE LA MÉDIATION. — PROTOCOLE ANGLO-RUSSE
DU 4 AVRIL 1826. — TRAITÉ DE LONDRES DU 6 JUILLET 1827.

George Canning suivait une politique de non-affaiblissement de l'Empire ottoman et de non-crédation d'un Etat grec tel, qui, dans la Méditerranée, pouvait devenir une force maritime. Il voyait avec inquiétude les progrès du mouvement orléaniste en Grèce et les relations secrètes des Russes et des Hellènes. La politique britannique voulait, en outre, éviter à toute force la guerre entre la Russie et la Turquie ; un Tsar vainqueur des Turcs pourrait prendre la direction de la question d'Orient ; les Grecs pourraient aussi vaincre les Turcs, faisant double guerre et se rejeter dans les bras de la Russie. Canning envoyait donc à Constantinople son cousin Stratford Canning, comme ambassadeur, avec mission d'offrir à la Grèce et

à la Turquie un plan de pacification ; à Saint-Pétersbourg, Wellington, avec mission d'offrir au Tsar les bons offices de l'Angleterre et de lui demander d'adhérer à la médiation britannique entre les Hellènes et les Turcs. L'Angleterre, donc, voulait être la médiatrice entre la Grèce et la Turquie. Stratford, allant à Constantinople en octobre 1825, passa par Nauplie où les Grecs, qui n'avaient pas obtenu le protectorat britannique, demandaient la médiation anglaise, chose très conforme à sa mission. Les Grecs, à cause de la situation devenant d'un jour à l'autre de plus en plus désespérée, acceptaient la formation d'une Grèce comme un Etat vassal et tributaire, sous la suzeraineté du Sultan, avec une complète indépendance intérieure et se composant du Péloponèse, de la Grèce orientale et occidentale, des différentes îles qui soutenaient la marine nationale (Spetzia, Hydra, etc.), des îles de l'Archipel et de l'île de Candie. La Turquie, avec Ibrahim en Morée, et Rischid Pacha, devant Misso-longhi, avec l'appui de l'Autriche et de la politique favorable de la France, répondant aux démarches de Stratford, se plaignait de ses relations avec les Grecs et ne voulait pas accepter l'intervention de quiconque dans ses affaires intérieures. S. Canning, intervenant auprès de la Porte, protestait contre les cruautés d'Ibrahim en Morée ; sa menace de faire intervenir la flotte anglaise entre la Morée et l'Egypte était inefficace.

A Saint-Pétersbourg, Wellington n'obtenait pas d'offrir ses bons offices aux Russes et aux Turcs, mais obtenait de Nicolas I^{er} son adhésion à la médiation britannique entre les Grecs et les Turcs par le protocole anglo-russe du 4 avril 1826. Cet acte avait une importance considérable pour la cause hellénique ; c'était le premier accord diplomatique en vue de l'affranchissement de la Grèce, le premier document diplomatique qui parlait de la « Grèce ». Par cet accord, la Russie admettait la médiation de l'Angleterre et acceptait de coopérer à la pacification entre les Grecs et les Turcs ; les signataires s'accordaient à créer un Etat grec vassal et tributaire, sous la suzeraineté du Sultan, qui aurait une certaine influence sur le gouvernement de l'Etat, c'est-à-dire qu'il aurait le droit de ratifier l'élection du chef du gouvernement ; ils préconisaient l'achat de propriétés turques situées sur le territoire grec par les Hellènes pour une complète séparation entre individus des deux nations et pour éviter des collisions ; ils convenaient de maintenir cette convention indépendamment des changements de rapports russo-turcs ; ils renonçaient à tout avantage territorial et commercial qui ne serait également accessible pour toutes les autres nations ; ils prévoyaient l'adhésion à cet arrangement des autres grandes puissances. « Sa Majesté Britannique, disait le protocole de Saint-Pétersbourg, ayant été priée par les Grecs d'interposer ses bons offices, à l'effet d'obtenir leur réconciliation avec la Porte ottomane, ayant en

conséquence offert sa médiation à cette puissance et désirant concerter les mesures de son gouvernement à ce sujet avec Sa Majesté l'Empereur de toute les Russies, et, d'autre part, Sa Majesté Impériale étant animée du désir de mettre fin au conflit, dont la Grèce et l'Archipel sont le théâtre, pour un arrangement compatible avec les principes de la religion, de justice et d'humanité, les soussignés ont convenu :

« 1° Que l'arrangement à proposer à la Porte, si ce groupement acceptait la médiation offerte, aurait pour objet de placer les Grecs, à l'égard de la Porte ottomane, dans la relation ci-après mentionnée. La Grèce serait une dépendance de cet Empire et les Grecs paieraient à la Porte un tribut annuel dont le montant serait, de commun accord, fixé d'une manière permanente. Ils seraient exclusivement gouvernés par des autorités choisies et nommées par eux-mêmes, mais dans la nomination desquelles la Porte aurait une certaine influence.

« Dans cet état, les Grecs jouiraient d'une liberté publique complète de conscience et de commerce et dirigeraient exclusivement leur gouvernement extérieur.

« Afin d'effectuer une séparation complète entre les individus des deux nations et de prévenir les collisions qui seraient la conséquence d'une lutte aussi longue, les Grecs achèteraient les propriétés des Turcs situées sur le continent de la Grèce et dans les îles.

« 2° Dans les cas où le principe d'une médiation entre les Turcs et les Grecs aurait été admis, en conséquence, les mesures prises dans cette vue par l'ambassadeur de Sa Majesté Britannique à Constantinople, Sa Majesté Impériale emploierait dans tous les cas son influence pour atteindre l'objet de cette médiation. Le monde et le temps, où Sa Majesté Impériale prendrait part aux négociations ultérieures avec la Porte ottomane, qui peuvent être la conséquence de cette médiation, seraient ci-après déterminés du consentement commun du gouvernement de Sa Majesté Britannique et de Sa Majesté Impériale.

« 3° Si la médiation offerte par Sa Majesté Britannique n'avait pas été acceptée par la Porte et quelle que puisse être la nature des relations entre Sa Majesté Impériale et le Gouvernement turc, Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Impériale n'en considéreront pas moins les termes de l'arrangement spécifié dans le numéro du présent protocole, comme la base de toute réconciliation à effectuer par leur intervention, soit de concert, soit séparément, entre la Porte et les Grecs ; et elles profiteront de toutes les occasions favorables pour employer leur influence auprès des deux parties, afin d'effectuer leur réconciliation sur la base ci-dessus mentionnée.

« 4° Que Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Impériale se réserveront d'adopter par la suite les mesures nécessaires pour régler les détails de l'arrangement en question, ainsi que les limites du territoire et les noms des îles de l'Archipel auxquelles il sera applicable et qu'il sera proposé à la Porte de comprendre sous la dénomination de Grèce.

« 5° Qu'en outre, Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Impériale ne chercheront, dans cet arrangement, aucun agrandissement de territoire, aucune influence exclusive ni avantages commerciaux pour leurs sujets qui ne seraient pas également accessibles pour toutes les autres nations.

« 6° Que Sa Majesté Britannique et Sa Majesté Impériale désirant que leurs alliés deviennent parties aux arrangements définitifs dont le présent protocole contient l'esquisse, communiqueront confidentiellement cet instrument aux Cours de Vienne, de Paris et de Berlin et leur proposeront de garantir, de concert avec l'empereur de Russie, le traité au moyen duquel la réconciliation des Turcs et des Grecs sera effectuée, Sa Majesté Britannique ne pouvant garantir un tel traité. »

L'Autriche, à la communication du protocole, répondait, le 22 décembre 1826, que le seul moyen de pacification de la Grèce était de ne pas créer un Etat hellénique, mais de laisser les Grecs sous le Sultan qui leur donnerait, par sa propre volonté, des institutions nécessaires pour leur prospérité. Metternich soutenait « la nécessité que la Porte exerce son droit de pacifier ses sujets par ses propres moyens ; que cette puissance leur accorde de telles concessions qu'ils puissent jouir d'un degré de prospérité suffisant à leurs véritables besoins ; et que, ainsi, toute cause d'inquiétude et de révolution soit prévenue ; que les puissances garantissent les conséquences de cet arrangement de manière à empêcher des infractions, soit d'un côté, soit de l'autre ».

Le Gouvernement français ne voulait pas perdre son prestige auprès de la Porte ; il avait beaucoup d'intérêts à soutenir dans l'Empire ottoman ; par le secours à Ibrahim, il voulait augmenter son influence, le plus tôt possible, sur Méhémet-Ali, qui pouvait être un organe efficace contre l'Angleterre. Mais l'opinion publique française était très favorable à la cause hellénique, avec Victor Hugo comme protagoniste, Châteaubriand, Alexis de Noailles, qui blâmaient la politique du gouvernement. De plus, Villèle, poussé par la Russie, qui lui disait qu'il ne faudrait pas laisser les Anglais prédominer en Grèce, et par l'Angleterre, qui lui montrait le danger de prédominance russe, décidait d'adhérer au protocole le 18 décembre 1826.

Le Sultan, soutenu par l'Autriche, et, plus orgueilleusement que jamais, répondait, à cause de la chute de Missolonghi (22 avril 1826), de la capitulation d'Athènes (5 juin 1827), que le Grand Seigneur ne permettait

pas l'intervention des étrangers dans la réglementation de ses affaires avec ses sujets.

Les « trois », devant cette réponse turque, décidaient la conversion en traité du protocole du 4 avril, conversion qui, d'après une proposition française, était acceptée en principe au mois de janvier 1826 ; elles concluaient le traité du 6 juillet 1827. Ainsi, au lieu d'une médiation anglaise, nous avons une médiation collective par trois et, au lieu de la Sainte-Alliance, la Triple-Alliance.

Par ce traité, qui contenait les mêmes conditions que le protocole, les puissances convenaient de proposer à la Porte leur médiation au moyen d'une déclaration collective ; un armistice immédiat serait demandé aux deux parties avant l'ouverture de toute négociation ; la Grèce, sous la suzeraineté du Sultan, paierait à l'Empire ottoman une redevance annuelle ; pour la séparation entière des individus des deux nations et pour éviter des collisions, les Grecs entreraient en possession des propriétés turques situées sur le continent ou dans les îles, moyennant une indemnité ; les détails de l'arrangement seraient déterminés dans une négociation entre les « trois », la Grèce et la Turquie ; les puissances ne chercheraient dans l'arrangement aucune augmentation de territoire, aucune influence exclusive, aucun avantage de commerce pour leurs sujets que ceux que toute autre nation ne pourraient également obtenir ; les « trois » se porteraient garants des arrangements de réconciliation et de paix définitive convenus entre les parties contendantes. Mais tandis que dans le protocole il était prévu, en cas de non-acceptation par la Porte de la médiation, que l'Angleterre et la Russie emploieraient leur influence pour effectuer la réconciliation des Grecs et des Turcs, dans le traité, un article additionnel et secret prévoyait, en cas de non-acceptation de la médiation des « trois », l'établissement avec les Grecs de relations commerciales en envoyant et recevant des agents consulaires ; si, dans un mois, la Porte n'acceptait pas l'armistice ou si les Grecs refusaient de l'exécuter, les « trois » emploieraient tous les moyens que les circonstances suggéreraient, afin de prévenir la collision, tous les moyens pour obtenir l'armistice sans se mettre en état de guerre ni avec la Turquie ni avec la Grèce ; ils préconisaient des menaces coercitives ; les puissances autoriseraient, en cas de refus de part et d'autre, leurs représentants à Londres à discuter et à arrêter les moyens dont l'emploi pourrait devenir nécessaire.

« Dans le cas où la Porte ottomane, disait l'article additionnel, n'accepterait pas, dans le terme d'un mois, la médiation qui lui sera proposée, les Hautes Parties contractantes conviennent des mesures suivantes :

« 1° Il sera déclaré à la Porte, par leurs représentants à Constantinople,

que les inconvénients et les maux signalés dans le Traité patent, comme inséparables de l'état de choses, qui subsiste dans l'Orient depuis six ans et dont la cessation, par les moyens à la disposition de la Sublime Porte ottomane, paraît encore éloignée, imposent aux Hautes Parties contractantes la nécessité de prendre des mesures immédiates pour se rapprocher des Grecs.

« Il est entendu que ce rapprochement s'opérera en établissant avec les Grecs les relations commerciales, en leur envoyant à cet effet, et recevant d'eux, des agents consulaires, en tant qu'il existera chez eux des autorités capables de maintenir de telles relations.

« 2° Si, dans ce même terme d'un mois, la Porte n'acceptait pas l'armistice proposé dans l'article 1^{er} du traité patent, ou si les Grecs se refusaient à son exécution, les Hautes Puissances contractantes déclareront à celle des deux parties contractantes qui voudrait continuer les hostilités, ou à toutes deux s'il devenait nécessaire, que les dites Hautes Puissances vont s'efforcer, par tous les moyens que les circonstances suggéreront à leur prudence, d'obtenir des effets immédiats de l'armistice dont elles désirent l'exécution, en prévenant, autant qu'il sera en leur pouvoir, toute collision entre les parties contractantes ; et, en effet, aussitôt après la sus-dite déclaration, les Hautes Puissances emploieront, conjointement, tous leurs moyens pour en accomplir l'objet, sans toutefois prendre part aux hostilités entre les deux parties contendantes.

« En conséquence, les Hautes Puissances contractantes, immédiatement après la signature du présent article additionnel, transmettront des instructions éventuelles, conformes aux dispositions énoncées ci-dessus aux amiraux commandant leurs escadres respectives dans les mers du Levant.

« 3° Enfin si, contre toute attente, ces mesures ne suffisent point encore pour faire adopter les propositions des Hautes Parties contractantes par la Porte ottomane ou si, de l'autre côté, les Grecs renoncent aux conditions stipulées en leur faveur dans le traité de ce jour, les Hautes Puissances n'en continueront pas moins à poursuivre l'œuvre de la pacification sur les bases dont Elles ont convenu entre Elles ; et, en conséquence, Elles autorisent, dès à présent, leurs représentants à Londres à discuter et à arrêter les moyens ultérieurs dont l'emploi pourrait devenir nécessaire. »

La Révolution hellénique, par sa ténacité et par sa durée, brisait la Sainte-Alliance, elle provoquait l'effondrement de ses principes ; l'Angleterre, la France et la Russie s'engageaient à intervenir auprès de la Porte pour construire un Etat, même vassal, mais, en tout cas, pour accorder des libertés au détriment du Sultan.

§ VII. — Reconnaissance de l'Etat grec

MESURES COERCITIVES DE LA TRIPLE-ALLIANCE. — PROTOCOLE DU 16 NOVEMBRE 1828, DU 12 DÉCEMBRE 1828 ET DU 29 MARS 1829. — PROTOCOLE DU 3 FÉVRIER 1830.

Dès les premiers jours d'août, la Grèce, à la communication du traité de Londres, s'empressait d'y adhérer. La Turquie, le 16 août, refusait même d'en prendre connaissance et son attitude, le 30, restait inébranlable devant les mesures coercitives proposées par la Triple. Devant cette conduite intransigeante, les signataires du traité envoyaient des forces navales en Grèce. Le 25 septembre 1827, l'amiral anglais Codrington et l'amiral français de Rigny (l'amiral russe Heyden n'arrivait que le 18 octobre 1827) obtenaient un armistice provisoire de vingt jours d'Ibrahim en attendant l'arrangement avec la Porte, parce que l'Angleterre et la France voulaient à tout prix éviter la guerre avec la Turquie. Devant le manque de parole de l'Égyptien, qui continuait les massacres en Morée et qui reprenait l'offensive dans le golfe de Corinthe et faisait sortir des vaisseaux de la flotte turco-égyptienne de la rade de Navarin où elle se trouvait mouillée, les trois amiraux disposaient leurs vaisseaux à l'entrée de la rade. Quoique les puissances voulaient éviter le rixe, elles ne purent l'empêcher : des brûlots turcs s'approchèrent des vaisseaux européens ; des coups de fusils furent tirés par un vaisseau égyptien sur un canot battant pavillon parlementaire, qui voulait les inviter à se retirer ; le lieutenant Fitz-Roy fut tué ; malgré cet événement, les amiraux voulaient éviter la bataille ; un second canot fut envoyé pour demander plus de prudence aux Musulmans ; en réponse, un boulet tua un matelot de la *Sirène* ; l'amiral de Rigny ouvrit le feu, trois heures après, la flotte turco-égyptienne n'existait plus.

Cet événement, que le gouvernement anglais caractérisait « d'accident fatal » et au sujet duquel Georges IV, dans son discours du trône du 29 janvier 1828, se déclarait « profondément affligé de cet événement sinistre », avait comme conséquences la joie des Hellènes, qui voyaient leur cause progresser ; l'irritation de Mahmoud, qui demandait, le 9 novembre 1827, des trois puissances une réparation pour l'outrage et les pertes qu'elles venaient de lui infliger, et leur désistement de la question grecque ; en plus, comme autre conséquence, le départ des trois ambassadeurs de Constantinople, le 8 décembre 1827, qui lui répondaient le 10 novembre que le traité de Londres allait rester en vigueur,

lui refusaient toute indemnité, et tout arrangement devenait donc impossible ; et encore la confirmation du traité du 6 juillet par la Conférence de Londres le 12 décembre 1827, et la déclaration de la guerre sainte par le Sultan le 10 décembre 1827.

Des trois influences en Grèce, celle de la France était la moins répandue. L'Angleterre avait comme généralissime des Grecs, Church, et comme amiral Cochrane. La Russie tenait la première place en politique avec le Président de la République Capodistrias, qui, arrivant le 28 janvier à Nauplie, était salué par les bateaux étrangers. Avec la guerre russo-turque, qui éclatait le 26 avril 1828, l'Angleterre s'inquiétait beaucoup des projets de Nicolas et voulait ménager la France. Le gouvernement français, qui ne voulait pas laisser les Anglais débarquer en Morée et la transformer en une huitième île, notamment après la demande par les Grecs du protectorat anglais, obtenait, par le protocole de Londres du 19 juillet 1828, de faire remplacer l'Égyptien par des troupes françaises. « Qu'un corps de troupes, disait le protocole, sera, le plus tôt possible, débarqué en Morée pour mettre en état de blocus complet l'armée d'Ibrahim ;

« Qu'en raison des motifs qui empêchent Sa Majesté Britannique de fournir un contingent pour cette entreprise et de l'irritation qui pourrait, dans les circonstances actuelles, causer l'apparition de forces russes sur le sol de la Grèce, Sa Majesté Très Chrétienne sera invitée à se charger seule de l'exécution de cette mesure, au nom des trois Cours ;

« Que son objet sera notifié en commun à la Porte ottomane, à qui on déclarera en même temps que le débarquement d'une force alliée dans la péninsule grecque n'est point opéré dans des vues hostiles à son égard ;

« Que les troupes françaises quitteront la Morée, dès que l'armée d'Ibrahim Pacha se sera embarquée ; mais que si les forces de ce chef opéraient leur retraite par terre, un corps d'observation pourrait être laissé vers l'isthme de Corinthe pour empêcher leur retour dans la Péninsule. »

La France, comme mandataire de la Triple Alliance, prenait à sa charge l'occupation de la Morée. Sa position magnifique, qui en était la conséquence ne plaisait pas à Wellington qui, pour éviter le débarquement des Français en Péloponèse, obtenait, par le traité d'Alexandrie du 8 août 1828, l'évacuation de la Morée par les troupes égyptiennes et la restitution du pays aux Grecs. Mais le général Maison, le 9 septembre 1828, faisait débarquer ses troupes dans la rade de Modon et, le 2 octobre 1828, complétait l'occupation du pays. Le Péloponèse était occupé ainsi par des troupes mandatées par la Triple Alliance. La cause hellénique se trouvait à la phase de la procédure de la formation de l'Etat grec.

Après les mesures coercitives, les trois puissances, par leurs ambassadeurs à Constantinople, se mettaient en conférence à Poros (septembre/décembre 1828) pour fixer les limites du nouvel Etat et en même temps leurs plénipotentiaires à Londres pour s'occuper de la même affaire.

L'atmosphère n'était pas assez claire. L'Angleterre, comme toujours, ne voulait pas un Etat grec qui pouvait devenir une puissance maritime considérable en Méditerranée. La Russie faisait la guerre à la Turquie et, tout en acceptant un Etat vassal hellénique, cherchait toujours à avoir la prédominance dans les affaires de l'Orient. La France voulait la construction d'un Etat fort, d'un Etat qui ne pouvait devenir un protectorat anglais, comme les îles Ioniennes, et capable de se soustraire à l'influence politique de l'Angleterre et de la Russie. Toutes voulaient un Etat sous la suzeraineté du Sultan en gouvernement monarchique. Dans cette situation, le protocole du 16 novembre 1828 était conclu à Londres, dans lequel la thèse anglaise prédominait : un Etat avec la Morée, les îles attenantes et les Cyclades sous la garantie des « trois » jusqu'au règlement définitif de l'affaire. « Il sera laissé au gouvernement français, disait le protocole, à juger, en évacuant la péninsule grecque, s'il n'est pas nécessaire qu'il conserve pour quelque temps un certain nombre de troupes ;

« Que la Morée, les îles attenantes et celles communément appelées Cyclades seront placées sous la garantie provisoire des trois Cours jusqu'à ce que le sort de ces pays ait été réglé d'un commun accord avec la Porte, sans cependant que l'on entende par là préjuger en rien sur la question des limites définitives à donner à la Grèce : cette question devant se décider dans la négociation qui sera ouverte avec la Turquie et que cette puissance sera de nouveau invitée à commencer immédiatement. »

La conférence de Poros, à laquelle était invitée la Turquie, mais qui n'y participait pas, puisqu'elle ne voulait pas encore accepter la formation d'un Etat grec sous sa suzeraineté ; et la Grèce, en signe de sa reconnaissance politique, aboutissait au protocole du 12 décembre 1828. Dans ce protocole, la thèse française, qui soutenait une Grèce de deux golfes (d'Arta, de Volo), prédominait : « L'Etat grec, disait-il, sera composé des parties du continent grec qui ont pris la part la plus active et la plus soutenue à l'insurrection et dans lesquelles, généralement, la population chrétienne offre, en raison de son nombre et de l'étendue relative de ses propriétés, les meilleurs titres à l'indépendance que veut le traité, qui se trouvent comprises entre l'isthme de Corinthe et les hautes montagnes qui traversent le continent, depuis le golfe d'Arta jusqu'à ceux de Zeitoum et de Volo. »

Capodistrias, par un mémoire confidentiel, demandait à la Conférence un Etat grec ayant comme frontières l'Olympe, Metzovd, Cardiki, Porto-

Palermo avec les îles d'Eubée et de Candie ; et, par un autre mémoire, un million de francs par an pendant dix ans et maintien du subside annuel de 500.000 francs accordé par la France et la Russie.

Par le protocole du 22 mars 1829, la conférence de Londres consacrait l'œuvre de la conférence de Poros. Les ambassadeurs de France et d'Angleterre à Constantinople proposaient à la Porte « que la délimitation continentale ait son point de départ près de l'entrée du golfe de Volos ; puis, de là, gagnant la crête de l'Othryx, elle en suivra tout le cours jusqu'à la sommité située à l'Est de l'Agrapha, qui forme son point de jonction avec la chaîne du Pinde. De cette sommité, elle descendra dans la vallée de l'Aspropotamos par le Sud de Léontitos, qu'elle laissera à la Turquie; traversant ensuite le chaînon du Macrinoros, elle englobera dans le territoire grec le défilé de ce nom qui vient de la plaine d'Arta et aboutira à la mer par le golfe Ambracique. Toutes les provinces situées au Sud de cette ligne seront comprises dans le nouvel Etat grec. Les îles adjacentes à la Morée, l'île d'Eubée ou de Négrepont et les îles communément appelées Cyclades feront partie de cet Etat ».

Que « la Grèce jouira sous la suzeraineté de la Porte de l'administration intérieure la plus propre à lui garantir la liberté religieuse et commerciale ainsi que la prospérité et le repos qu'il s'agit de lui assurer.

« Dans ce but, cette administration se rapprochera, autant que possible, des formes monarchiques et sera confiée à un chef ou prince chrétien, dont l'autorité sera héréditaire, par ordre de primogéniture.

« En aucun cas ce chef ne pourra être choisi parmi les princes des familles qui règnent dans les trois Etats signataires du traité du 6 juillet 1827 et le premier choix s'effectuera de concert entre les trois Cours et la Porte ottomane.

« Pour marquer les relations de vasselage de la Grèce envers l'Empire ottoman, il sera convenu, qu'outre le paiement du tribut annuel, tout chef de la Grèce, quand l'autorité héréditaire lui sera dévolue, recevra l'investiture de la Porte et lui paiera une année de tribut supplémentaire à son avènement au pouvoir.

« En cas d'extinction de la branche régnante, la Porte participera au choix d'un nouveau chef, comme elle aura pris part au choix du premier. »

Les Grecs, par Capodistrias, se plaignaient que l'on mettait hors des frontières du nouvel Etat l'île de Samos et celle de Crète, qu'ils ne participaient pas au choix de leur prince, qu'ils voulaient orthodoxe. Capodistrias demandait de plus pour les Hellènes le droit de choisir une autre dynastie en cas d'extinction de la dynastie régnante, avec le droit de reconnaissance des puissances et de la Porte. A la réserve de l'Angleterre, qui, en attendant le règlement définitif, demandait que les troupes

grecques évacuent tous les territoires occupés par elles, à l'exception de la Morée et des îles seules garanties, Capodistrias, s'appuyant sur la France et sur la Russie, au lieu de les évacuer, continuait la guerre vers le Nord.

Le 14 septembre 1829, un événement considérable avait lieu, la signature du traité d'Andrinople par lequel le Tsar dictait sa volonté à la Porte. Par l'article 10, la Porte adhéraït purement et simplement au traité de Londres du 6 juillet 1827 et au protocole du 22 mars 1829. Le 24 septembre, Démétrius Ypsilanti, par sa victoire à Pétra, libérait la Grèce orientale. Le duc de Polignac, premier ministre français depuis le 8 août 1829, rédigeait un plan adopté par Charles X et ses ministres, lequel préconisait l'expulsion complète des Turcs de l'Europe avec un Etat grec considérable. Suivant cette conception utopique, la Russie aurait la Moldavie et la Valachie; l'Autriche, la Serbie, la Bosnie, l'Erzégovine et la Dalmatie turque; le reste de la Turquie d'Europe, avec Constantinople et les îles, formeraient l'Etat grec, dont le roi serait le souverain des Pays-Bas...

La France suivait la politique de faire un Etat grec soustrait aux influences anglaise ou russe et, devant le triomphe de la politique russe par le traité d'Andrinople, elle demandait l'affranchissement complet de l'Etat grec. L'Angleterre, effrayée aussi de la défaite complète de la Turquie, pensait qu'il n'était pas conforme à ses intérêts d'avoir, à côté d'une Turquie si faible, un Etat grec du même régime que les principautés de Valachie et de Moldavie et, par conséquent, une multiplication des circonstances de l'intervention de la Russie dans les affaires de l'Empire ottoman et elle acceptait la proposition française. Le Tsar, sûr de son influence en Grèce et en Turquie, acceptait également la proposition. Cet accord prenait forme à la conférence de Londres, dans les trois protocoles du 3 février 1830 : le premier, le plus essentiel, proclamait l'indépendance de l'Etat grec et fixait ses limites ; le second offrait au prince Léopold de Saxe-Cobourg « le gouvernement du nouvel Etat grec avec le titre de Prince souverain de la Grèce qui passera héréditairement à ses descendants » ; le troisième, à la demande de la France, garantissait la liberté du culte catholique et il déclarait que les sujets du nouvel Etat, « quel que soit leur culte, seront admissibles à tous les emplois, fonctions et honneurs publics et traités sur le pied d'une entière égalité sans égard à la différence de croyance, dans tous leurs rapports religieux, civils ou politiques ».

Ainsi, la nation grecque avait son petit Etat, un Etat complètement indépendant, grâce au traité d'Andrinople. « Si la Grèce, disait lord Aberdeen, a passé de la vassalité à la complète indépendance, elle le

doit uniquement à l'impression produite par le traité d'Andrinople. » Sur la limitation des frontières, aucune thèse n'avait prévalu, ni celle de la Morée et des îles, ni celle des deux golfes. L'Etat grec prenait comme frontières le Sperchios et l'Aspropotamos et quelques îles, on ne lui donnait pas les limites de deux golfes, mais celles de deux fleuves. L'acte de naissance de l'Etat était rédigé en ces termes :

« 1° La Grèce formera un Etat indépendant et jouira de tous les droits politiques, administratifs et commerciaux attachés à une indépendance complète.

« 2° En considération de ces avantages accordés au nouvel Etat et pour déférer au désir qu'a exprimé la Porte d'obtenir la réduction des frontières fixées par le protocole du 22 mars, la ligne de démarcation des limites de la Grèce partira de l'embouchure du fleuve Aspropotamos, rencontrera ce fleuve jusqu'à la hauteur du lac d'Anghelo-Castro en traversant ce lac, ainsi que ceux de Vrachori et de Saurovitza, elle aboutira au mont Artolina, d'où elle suivra la crête du mont Oxas, la vallée de Cotouri et la crête du mont Oeta, jusqu'au golfe de Zeitoun, qu'elle atteindra à l'embouchure du Sperchios.

« Tous les territoires et pays situés au Sud de cette ligne, que la Conférence a indiqués sur la carte ci-jointe, sub Litt. F., appartiendront à la Grèce et tous les pays et territoires situés au Nord de cette même ligne continueront à faire partie de l'Empire ottoman.

« Appartiendront également à la Grèce, l'île de Négrepont tout entière, avec les îles du Diable, l'île de Skyro et les îles connues anciennement sous le nom de Cyclades, situées entre le 36° et le 39° degré de latitude Nord et le 26° de longitude Est du méridien de Greenwich.

« 3° Le gouvernement de la Grèce sera monarchique et héréditaire, par ordre de primogéniture ; il sera confié à un prince, qui ne pourra être choisi parmi ceux des familles régnantes dans les Etats signataires du traité du 6 juillet 1827 et portera le titre de Prince souverain de la Grèce. Le choix de ce prince fera l'objet de communications et de stipulations ultérieures.

« 4° Aussitôt que les clauses du présent protocole auront été portées à la connaissance des parties intéressées, la paix entre l'Empire ottoman et la Grèce sera censée rétablie *ipso facto* et les sujets des deux Etats seront traités réciproquement, sous les rapports des droits de commerce et de navigation, comme ceux des autres Etats en paix avec l'Empire ottoman et la Grèce.

« 5° Des actes d'amnistie pleine et entière seront immédiatement publiés par la Porte ottomane et par le Gouvernement grec.

« L'acte d'amnistie de la Porte proclamera qu'aucun Grec, dans toute l'étendue de ses domaines, ne pourra être privé de ses propriétés, ni inquiété aucunement, à raison de la part qu'il aura prise à l'insurrection de la Grèce.

« L'acte d'amnistie du gouvernement grec proclamera le même principe en faveur de tous les musulmans ou chrétiens qui auraient pris parti contre sa cause; il sera de plus entendu et publié que les musulmans qui voudraient continuer à habiter les territoires et les îles assignés à la Grèce y jouiront invariablement, avec leur famille, d'une sécurité parfaite.

« 6° La Porte ottomane accordera à ceux de ses sujets grecs qui désireraient quitter le territoire turc un délai d'un an pour vendre leurs propriétés et sortir librement du pays.

« Le gouvernement grec laissera la même liberté aux habitants de la Grèce qui voudraient se transporter sur le territoire turc.

« 7° Toutes les forces grecques, de terre et de mer, évacueront les territoires, places et îles, qu'elles occupent au delà de la ligne assignée aux limites de la Grèce dans le paragraphe 2 et se retireront derrière cette même ligne dans le plus bref délai.

« Toutes les forces turques, de terre et de mer, qui occupent des territoires, places ou îles compris dans les limites mentionnées ci-dessus, évacueront ces îles, places et territoires, et se retireront derrière les dites limites, et pareillement dans le plus bref délai.

« 8° Chacune des trois Cours conservera la faculté que leur assure l'article 6 du traité du 6 juillet 1827, de garantir l'ensemble des arrangements et clauses qui précèdent; les actes de garantie, s'il y en a, seront dressés séparément. L'action et les effets de ces divers actes deviendront, conséquemment à l'article sus-dit, l'objet de stipulations ultérieures des hautes puissances.

Aucune troupe appartenant à l'une des trois puissances contractantes ne pourra entrer sur le territoire du nouvel Etat grec, sans l'assentiment des deux autres Cours signataires du traité.

« 9° Afin d'éviter les collisions qui ne manqueraient pas de résulter, dans les circonstances actuelles, d'un contact entre les commissaires démarcateurs grecs, quand il s'agira d'arrêter sur les lieux le tracé des frontières de la Grèce, il est convenu que ce travail sera confié à des commissaires britanniques, français et russes et que chacune des trois Cours en nommera un.

« Ces commissaires, munis d'une instruction qui se trouve ci-jointe, sub Litt. G., arrêteront le tracé des dites frontières, en suivant, avec toute l'exactitude possible, la ligne indiquée dans le paragraphe 2, marqueront

cette ligne par des poteaux et en dresseront des cartes, signées par eux, dont l'une sera remise au gouvernement ottoman et l'autre au gouvernement grec. Ils seront tenus d'achever leurs travaux dans l'espace de six mois. En cas de différence d'opinion entre les trois commissaires, la majorité des voix décidera.

« 10° Les dispositions du présent protocole seront immédiatement portées à la connaissance du gouvernement ottoman par les plénipotentiaires des trois Cours, qui seront munis à cet effet de l'instruction sub Litt. H. Les résidents des trois Cours en Grèce recevront aussi sur le même sujet l'instruction ci-jointe sub Litt. I.

« Les trois Cours se réservent de faire entrer les présentes stipulations dans un traité formel, qui sera signé à Londres, considéré comme exécutif de celui du 6 juillet 1827 et communiqué aux autres Cours de l'Europe, avec invitation d'y accéder si elles le jugent convenable.

« Conclusion : Arrivées ainsi au terme d'une longue et difficile négociation, les trois Cours se félicitent sincèrement d'être parvenues à un parfait accord, au milieu des circonstances les plus graves et les plus délicates.

« Le maintien de leur union dans de tels moments offre le meilleur gage de sa durée, et les trois Cours se flattent que cette union, stable autant que bienfaisante, ne cessera de contribuer à l'affermissement de la paix du monde. »

De cette délimitation des frontières on ne pouvait que rester sceptique; la Triple voulait construire un Etat grec pas à cause de leur amour pour la Grèce, mais à cause des intérêts, d'une nécessité politique, qui permirent la construction d'un Etat cachectique, d'un organisme obligé de végéter parmi des rochers.

Les « trois » ne prenaient pas en considération l'histoire et la tradition démocratique en Grèce, son gouvernement démocratique et son administration libérale intérieure; si la Sainte-Alliance n'existait plus, la Triple ne concevait pas non plus une République; l'Etat grec devait être une monarchie avec un souverain étranger; un roi indigène embrasserait l'idée hellénique, il deviendrait indépendant et très nuisible aux intérêts de la Triple; au contraire, un monarque étranger tiendrait l'équilibre entre les trois et, pour cette raison, il ne pourrait être choisi parmi ceux des familles régnantes dans les Etats signataires du traité du 6 juillet 1827. Les puissances ne voulaient qu'aucune d'elles ne prédomine dans la question d'Orient; elles sentaient le besoin de conserver la faculté de garantir l'ensemble des arrangements et clauses du protocole; le besoin de se surveiller l'un et l'autre, de marcher ensemble en contrôlant leurs actions; aucune des troupes d'une d'elles ne pourraient sans l'assentiment

des deux autres, entrer dans le territoire grec, soit par peur d'absorber le nouvel Etat, soit par précaution de ne pas le diriger suivant les intérêts de l'une au dépens de l'autre. Les signataires du traité de Londres se portaient garants de leurs résolutions pour enchaîner l'Etat grec dans sa politique future. La Grèce, sous une telle tutelle, n'était pas au même niveau d'indépendance que les autres Etats.

§ VIII. — Délimitation définitive de l'Etat Grec sous une monarchie absolue

LA GRÈCE N'ACCEPTE PAS LES FRONTIÈRES FIXÉES PAR LE PROTOCOLE DU 3 FÉVRIER 1830 ; LÉOPOLD DE SAXE-COBOURG REFUSE LE TRÔNE HELLÉNIQUE. — TRAITÉS DE LONDRES DU 7 MAI 1832, DE CONSTANTINOPLE DU 21 JUILLET 1832, AUTONOMIE DE L'ILE DE SAMOS, ARRIVÉE DU ROI OTHON EN GRÈCE.

Les trois puissances, avant la communication des actes du 3 février aux parties intéressées, entraient en pourparlers avec Léopold de Saxe Cobourg. Ce prince leur demandait, pour accepter le trône, une garantie complète de l'Etat grec et une promesse de secours en cas d'agression étrangère ; la protection des îles de Candie et de Samos contre les vexations et tous les actes qui pourraient amener une effusion de sang ; une rectification des frontières du Nord ; l'assurance de secours pécuniers jusqu'à ce que les ressources propres de l'Etat reprennent leur vigueur ; un secours de troupes. Les « trois » acceptaient la garantie du nouvel Etat ; elles n'admettaient pas l'intervention du prince souverain de la Grèce dans l'exercice du droit de souveraineté turque sur les îles de Candie et de Samos, elles assuraient aux habitants des îles une sécurité contre toute molestation et elles utiliseraient leur influence auprès de la Porte pour leur assurer une protection contre des actes oppressifs et arbitraires ; elles n'acceptaient pas une modification des frontières ; elles promettaient à l'Etat des secours pécuniers et décidaient de laisser à la disposition du prince, pour un an, le corps français qui se trouvait en Grèce.

Le prince acceptait, le 11 février 1830, le trône de la Grèce ; la Conférence de Londres consacrait cet accord dans le protocole du 20 février 1830.

Le 26 février, la conférence décidait de communiquer ces résolutions aux parties intéressées. La Porte, le 24 avril 1830, y adhérait purement et simplement. La Grèce en eut connaissance le 8 avril 1830 ; le gouvernement et le peuple n'étaient pas satisfaits. Le Gouvernement grec, le

le 14 avril 1830, répondant aux puissances, exprimait la reconnaissance de la Grèce à leur égard pour sa formation en Etat et sa joie pour le choix, comme roi, du prince Léopold ; mais il leur rappelait le premier décret de l'Assemblée nationale d'Argos (23 juillet 1829), par lequel les arrangements du gouvernement ne seraient pas reconnus comme liant la nation sans leur soumission préalable aux députés plénipotentiaires et leur ratification par eux.

Le Sénat grec adressait à Capodistrias un message en lui disant : « Nous n'avons pas le pouvoir d'accepter l'acte du 3 février et quand même la nation nous aurait investis de ce pouvoir, encore il nous serait impossible de l'exercer sans manquer à ce que nous devons à nous-mêmes et à ce que nous devons à nos frères de la Grèce continentale, de Candie, de Samos et des autres îles qui seront rendues aux Turcs. Votre Excellence fera ce qu'elle jugera le plus utile au salut de la patrie ; mais nous ne donnerons jamais notre adhésion à ce que vous vous chargez, Monsieur le Président, au nom et de la part de la Nation, des mesures relatives à l'exécution du protocole du 3 février. »

Le même Sénat, le 12/24 avril 1830, rédigeait un mémoire dans lequel il exposait ses observations sur le protocole : il remerciait les puissances par la magnanimité desquelles la Grèce devenait indépendante ; il se félicitait du choix du prince Léopold, homme sage et vertueux et qui refusait à accepter la tâche « avant de s'assurer de l'assentiment de cette même nation » et il défendait les intérêts majeurs de l'Etat ; il protestait contre les limites, dont l'extension était étroitement liée avec l'indépendance réelle de la Grèce. « Sur le continent, les provinces qui, avec une population d'environ 100.000 âmes, viennent d'être détachées du nouvel Etat grec, ont souvent opposé une digue au torrent dévastateur des troupes ottomanes. Sur mer, l'île de Candie, qui a été exposée pendant neuf ans à toutes les calamités de la guerre, Samos où tant de fois sont venues se briser les forces de l'ennemi, Psara et Cassos, qui n'ont succombé qu'après une résistance héroïque, ont été comme autant de boulevards contre les flottes de Byzance et d'Alexandrie. Les habitants de ces malheureux pays, de quel œil verront-ils que les premiers défenseurs de la cause retombent dans l'esclavage, tandis qu'on rend leurs compagnons d'armes à la liberté ? Doivent-ils s'arracher les uns à un sol que jamais les Turcs n'ont osé fouler, les autres à une terre teinte de leur sang, qui leur rappelle de glorieuses victoires et les noms de leurs capitaines les plus illustres ? Ne serait-il pas à craindre que, dans l'excès de leur désespoir, ils ne renouvelassent les scènes sanglantes de Missolonghi et de Psara ? Nous sommes à même de reconnaître l'enthousiasme avec lequel les habitants de ces contrées tiennent à leur sol natal ; nous connaissons aussi le caractère de ces races

belliqueuses et nous frémissons en pensant que les massacres de populations entières viendront bientôt affliger les âmes compatissantes des augustes souverains qui nous protègent. » Ensuite, il protestait que les frontières du protocole ne donnaient aucune sécurité et aucun moyen de défense, que les habitants des provinces de Roumélie, qui composaient les deux tiers de l'armée grecque, étaient obligés, soit d'être esclaves, soit de rentrer dans la partie libre et de continuer la guerre. Qu'on laissait à la Turquie un pays sans revenu important et toujours troublé par les habitants. L'exclusion, disait-il, des îles de Candie, de Samos, de Psara, de Cassos, de Chios, d'Icarie, de Patmos, de Leros, de Calymnos, d'Astypalea, de Carpathos et d'autres était une source d'émigration et de piraterie, donc pas de sûreté du commerce sur mer, obligation pour la Grèce d'entretenir une flotte considérable ; que les frontières ainsi tracées auraient comme conséquence des rixes perpétuelles ; il protestait que les esclaves ne pourraient pas garder leur propriétaire à cause de l'arbitraire qui existait dans des contrées de proie et de désordre où ils étaient obligés de les vendre à des prix dérisoires ; il disait que la Grèce était dans l'impossibilité de donner une aide aux émigrants ; il protestait que, dans le protocole, il n'y avait aucune disposition concernant les Grecs en esclavage vendus par les Turcs, contre l'inviolabilité des propriétés musulmanes que le protocole divisait en deux catégories : « Le premier, disait le mémoire sénatorial, lorsque les Turcs reparaitront en Grèce en qualité de négociants, d'artisans ou de propriétaires de terres récemment acquises par eux ; le second, lorsque ils se trouveront, tels que les Turcs de l'Eubée, propriétaires de fait, au moment de l'exécution du protocole. Ou bien s'agirait-il aussi de la restitution des terres nationales, restitution entièrement incompatible avec l'existence du nouvel Etat ? Ces propriétés appartenant jadis aux Grecs, usurpées ensuite par les Turcs durant leur domination et rachetées aujourd'hui au prix des flots de sang, ont été aliénées à différentes époques ou hypothéquées lors de la négociation des deux emprunts de Londres. Elles servent maintenant à nourrir les trois quarts d'une population presque nue. Elles ont enfin été destinées, soit à des indemnités, soit à la liquidation des anciennes dettes de l'Etat contractées dans l'intérieur.

« Ce sera un malheur irréparable, une catastrophe dont la Grèce ne se relèverait jamais que d'entreprendre la restitution de ces propriétés. »

Le peuple grec « ne deviendrait-il pas bientôt un troupeau d'esclaves dispersé au milieu des Turcs assez puissants pour opprimer, puisque d'un côté, par suite des actes qui complètent le protocole du 3 février, les Ottomans seront admissibles à toutes les charges publiques, et que, de l'autre, ils auront, en qualité de citoyens grecs et au moyen de leurs richesses, le droit exclusif du suffrage ? Dans ce cas, l'indépendance, ce

don précieux des souverains alliés, serait-il pour la Grèce un avantage réel ? Qu'aurait gagné l'Hellène après neuf ans d'une lutte sanglante ? Vivant dans un désert, au milieu des ossements de ses parents massacrés, il n'aurait fait que légitimer son éternel esclavage ».

« Nous disons plus; quand même la restitution n'aurait pas lieu, les terres nationales ne suffiraient pas à soulager ceux de nos frères qui se réfugieront chez nous. Ne faudrait-il pas encore des ressources pécuniaires pour perfectionner et consolider l'organisation intérieure et combler durant plusieurs années encore le déficit dans les recettes de l'Etat ? »

Il demandait que l'emprunt soit affecté non seulement aux troupes, mais aussi à l'instruction, au commerce, à l'agriculture, à l'industrie, aux indemnités et récompenses à l'armée et aux citoyens souffrant à cause de la lutte et il souhaitait que le Prince de la Patrie offre « au Père Eternel de leurs temples (grecs) la même adoration ».

Capodistrias était en correspondance avec le prince Léopold qui, depuis le 28 février 1830, avait accepté le titre de Prince souverain de la Grèce. Il lui exposait le mécontentement général du pays contre le protocole et que le gouvernement grec ne pouvait accepter ce dernier à cause du décret de l'Assemblée de l'Argos. Léopold, mécontent que la Grèce n'avait pas obtenu une modification des frontières, ni même l'île de Crète ; et apercevant la lutte des trois puissances en Grèce, sentant qu'il serait un simple instrument de l'Angleterre et ayant en perspective de devenir le régent en Angleterre après la maladie grave du roi George IV, depuis notamment avril 1830, se rétractait le 21 mai 1830.

La question grecque paraissait sans issue, l'insurrection de juillet 1830, en France, avait comme conséquence la suspension des travaux de la conférence de Londres, qui ne recommençait que le 26 septembre 1830. Les Grecs, à cause de l'influence des « trois », étaient divisés en trois partis (anglais, français, russe), des querelles intestines et l'assassinat de Capodistrias, le 27 septembre/9 octobre 1831, en étaient les résultats ; la petite partie de la nation grecque qui venait de se libérer du joug ottoman se trouvait entre les mains de l'Europe comme l'enjeu de leur politique; chacune des trois puissances discutait le trône de la Grèce pour son candidat, se mêlait aux affaires intérieures du pays en soutenant leur parti aux élections politiques.

Les représentants des trois Cours à Londres arrivaient enfin à un accord sur le choix du prince Frédéric Othon de Bavière comme roi de la Grèce; sur la modification des frontières en faveur du nouvel Etat en signant le protocole du 26 avril 1832. Les puissances adressaient une proclamation à la Nation grecque par laquelle elles annonçaient le choix comme roi du prince Othon. « Le roi, disaient-elles, ne tardera pas à venir former lui-

même les liens les plus sacrés avec la nation. Il lui apporte la juste espérance des limites à la fois plus sûres et plus étendues, de grandes ressources financières, tous les moyens d'atteindre par degrés une haute civilisation, tous les éléments d'une administration éclairée, tous ceux d'une bonne organisation militaire et, par conséquent, tous les gages de la paix et du bonheur de la nouvelle patrie. Hellènes, livrez-vous à ses sentiments avec confiance. Sujets fidèles, ralliez-vous tous autour de son trône ; aidez-le avec un juste dévouement dans la tâche de donner à l'Etat une Constitution définitive. C'est la seule récompense que les trois Cours vous demandent pour les services qu'elles ont eu l'occasion de vous rendre. »

Le protocole du 26 avril se transformait en Traité de Londres du 7 mai 1832 : les articles 1^{er} à 4 étaient relatifs au choix d'Othon comme roi et aux garanties des trois Cours :

« ARTICLE 1^{er}. — Les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie, dûment autorisées à cet acte par la Nation grecque, offrent la souveraineté héréditaire de la Grèce au prince Frédéric Othon de Bavière, fils puîné de Sa Majesté le roi de Bavière.

« ART. 2. — Sa Majesté le roi de Bavière, agissant au nom de son dit fils, encore mineur, accepte pour lui la souveraineté héréditaire de la Grèce, aux conditions déterminées ci-dessous.

« ART. 3. — Le prince Othon de Bavière portera le titre de roi de la Grèce.

« ART. 4. — La Grèce, sous la souveraineté du prince Othon de Bavière et la garantie des trois Cours, formera un Etat monarchique indépendant, ainsi que le porte le protocole, signé entre les dites Cours, le 3 décembre 1830 et accepté, tant par la Grèce que par la Porte ottomane. »

Les articles 5 et 6 étaient relatifs à la modification des frontières :

« ART. 5. — Les limites définitives du territoire grec seront telles qu'elles résulteront des négociations que les Cours de France, de la Grande-Bretagne et de Russie viennent d'ouvrir avec la Porte ottomane en exécution du protocole du 26 septembre 1831.

« ART. 6. — Les trois Cours s'étant réservé de convertir en traité définitif le protocole du 3 février 1830 dès que les négociations relatives aux limites de la Grèce seront terminées et de porter ce traité à la connaissance de tous les Etats avec lesquels elles se trouvent en relations, il est convenu qu'elles rempliront cet engagement et que Sa Majesté le roi de Grèce deviendra partie contractante au traité dont il s'agit. »

L'article 8 était relatif à l'hérédité de la Couronne :

« ART. 8. — La Couronne et la dignité royales devant être héréditaires en Grèce passeront aux descendants et héritiers directs et légitimes du prince Othon de Bavière par ordre des primogénitures. Si le prince Othon de Bavière venait à décéder sans postérité directe et légitime, la Couronne grecque passera à son frère puîné et à ses descendants et héritiers directs et légitimes par ordre de primogéniture. Si ce dernier venait à décéder également sans postérité directe et légitime, la Couronne grecque passera au frère puîné de celui-ci et à ses descendants et héritiers directs et légitimes par ordre de primogéniture.

« Dans aucun cas, la Couronne grecque et la Couronne de Bavière ne pourront se trouver réunies sur la même tête. »

L'article 10 créait une régence pendant la minorité du prince qui se terminerait, d'après l'article 9, le 1^{er} juin 1835 :

« ART. 10. — Pendant la minorité du prince Othon de Bavière, roi de la Grèce, ses droits de souveraineté seront exercés en Grèce, dans toute leur plénitude, par une régence, composée de trois conseillers, qui lui seront adjoints par Sa Majesté le roi de Bavière. »

En exécution de l'article 5 de cette convention et après des négociations laborieuses avec la Porte, nous avons le traité de Constantinople du 21 juillet 1832 qui consacrait la délimitation définitive des frontières de deux golfes, avec une réserve pour le sort du district du Zeitoum, le sort duquel était lié à l'indemnité que la Grèce devait payer à la Porte. Cette indemnité serait de quarante millions de piastres, réduite à trente millions au cas où l'Empire ottoman garderait le district. Par le protocole du 30 août 1832, résultant de la conférence de Londres, la Grèce obtenait le district en payant les quarante millions de piastres.

Comme nous le voyons, la Grèce n'obtenait ni l'île de Samos ni l'île de Crète. Pour l'île de Samos, une médiation des puissances entre ses habitants et la Porte donnait une solution intermédiaire : l'île devenait autonome ; elle payait au Sultan un tribut annuel de 400.000 piastres ; elle avait une liberté absolue dans son administration intérieure ; seulement le Prince, président du gouvernement de religion chrétienne, était nommé par la Porte. (Firman du Sultan, 10 décembre 1832. 17 Redjeb, 1248.)

L'Assemblée nationale hellénique à Pronia reconnaissait le roi Othon. Le 9 décembre 1832 était signé entre la Grèce et la Bavière un traité d'alliance et d'amitiés ; il garantissait ceux des 7 et 21 juillet 1830. Le roi Othon arrivait à Nauplie le 30 janvier 1833.

Ainsi l'Etat grec, qui fut le premier démembrement de l'Empire ottoman et qui fut créé à cause d'une grande nécessité politique, celle de ne pas ouvrir la succession de la Turquie au profit d'aucune puissance européenne, avec un gouvernement monarchique et un roi imposé par les « trois »,

entrait dans la société des États sous la garantie territoriale de l'Angleterre, de la France et de la Russie; il devait passer une vie trop mouvementée à cause de son exigüité, de sa pauvreté naturelle, de la grande idée qui consistait à libérer le reste de la nation sous la domination turque, de la lutte des garants pour prendre par leur influence la place prépondérante en Grèce. La vie de cet Etat fût une vie de miel et de bile.

CHAPITRE II

De la formation de l'état grec à l'annexion de la Thessalie

§ I. — Règne d'Othon (1833 à 1862)

SITUATION POLITIQUE ; LES SOULÈVEMENTS NATIONALISTES DANS LES ILES IONIENNES, EN CRÈTE ; DÉCHÉANCE DU TRÔNE DU ROI.

La Grèce, pendant cette période, était préoccupée à s'organiser à l'intérieur et à l'extérieur pour se préparer à la libération de la grande patrie esclave. La période du règne du roi Othon fut une période de luttes politiques entre l'Angleterre, la France et la Russie et, notamment, depuis la chute d'Armansperg (14 février 1837) comme chancelier d'Etat, une période d'animosité politique entre le souverain grec et la Grande-Bretagne qui continuât jusqu'à la fin de son règne. Hors de cette lutte, la Grèce souffrait de la xénocratie à l'intérieur et de politique despotique d'un roi qui régnait et gouvernait, sans Constitution, jusqu'à la Révolution du 3/15 septembre 1843, qui imposait au roi un ministère exclusivement grec et la première Constitution de 1844; ensuite, d'un roi qui s'adaptait aux sentiments et aux idées nationales, mais qui se mêlait personnellement à la vie et à la lutte des partis politiques, d'un homme qui était incapable de se conformer aux besoins de la politique extérieure.

La Turquie, après la perte de la Grèce, faisait la guerre à Méhémet-Ali. Le 21 décembre 1832, elle subissait la défaite de Konieh et le 8 juillet 1833, par le traité d'Unkiar-Skélessi, se mettait dans les bras de la Russie; elle se plaçait sous son protectorat. Le Tsar s'engageait à fournir à la Porte les secours de terre et de mer qu'elle réclamerait. La Russie obtenait

la possibilité d'agir seule et éloignait l'action des autres puissances dans l'Empire ottoman. La France, malgré la victoire de son protégé Ibrahim, s'inquiétait beaucoup, comme d'ailleurs l'Angleterre. La Grèce réclamait Candie et les îles adjacentes de Cassos et de Carpathos, l'Epire et la Thessalie; elle présentait ses revendications comme la condition indispensable pour son indépendance; elle ne pouvait pas être un Etat indépendant, elle ne pouvait pas vivre, sans une limitation maritime et terrestre conforme à ses aspirations.

L'Empire ottoman se trouvait en pleine crise, celle de 1839-1841; il fut vaincu, le 24 juin 1839, à Nérub, par Ibrahim; sa flotte fut remise à Méhémet-Ali par Achmet-Pacha. La politique européenne intervenait auprès de la Porte en l'informant par la note du 27 juillet 1839, que l'accord entre les cinq grandes puissances sur la question d'Orient est assuré et qu'elles sont chargées de l'engager à s'abstenir de toute délibération définitive sans leur concours et à attendre l'effet de l'intérêt qu'elles lui portent. La Porte se plaçait sous le protectorat non plus de la Russie, qui était signataire de cette note, mais de l'Europe. A cette époque, la Grèce était pleine d'activité pour la réalisation de la libération des esclaves. La Crète qui, depuis le mois de septembre 1830, était sous le Gouvernement égyptien adressait le 10 août 1839, par les notables chrétiens de Candie, un appel aux trois puissances protectrices par lequel elle demandait son annexion à la mère-patrie. Les chrétiens rappelaient le martyr sous la domination turque avant la Révolution, les massacres et les horribles destructions ordonnées par Ibrahim, l'exploitation méthodique et épuisante organisée par le Gouvernement égyptien, l'oppression égyptienne, plus pesante depuis la guerre entre la Turquie et l'Egypte, avait été déclarée. Deux cent mille Grecs se trouvaient sous la menace d'un massacre général.

Le 3 novembre 1839, la Turquie publiait la charte ottomane de Gul-khané, l'Etat turc sentait le besoin de réformes, il voulait séculariser ses institutions.

Le 15 juillet 1840, la quadruple alliance était fondée par le traité de Londres, une union contre la politique française, qui soutenait Méhémet-Ali. L'Alliance se déclarait pour le maintien de l'indépendance et de l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. Le pacha égyptien cédait, et avec lui la politique française, au traité d'Alexandrie du 23 novembre 1840. La Crète, pendant l'intervalle séparant le départ des Egyptiens de son territoire et le retour des Turcs, s'était révoltée en 1841 et demandait son annexion à l'Etat grec, sans résultat.

Le 3/15 septembre 1843 éclatait une révolution en Grèce; le roi Othon acceptait les ministres présentés par le Conseil d'Etat et la Constitution

de 1844 à laquelle il prêtait serment le 30 mars 1844. La politique et la position extérieure de l'Etat s'aggravaient ; l'article 40 de cette première Constitution disait que : « La Couronne de Grèce appartient à la dynastie du roi Othon. Son successeur professe la religion grecque orthodoxe. » La politique russe voyait dans cet article un gain de cause, la France gagnait toujours du terrain en soutenant la politique nationale de Jean Coletti, tandis que l'Angleterre, dont la politique nationale grecque était contre ses intérêts, cherchait des moyens pour faire prédominer son parti en Grèce. Palmerston avait un dossier de 1.100 affaires contre l'Etat hellénique, parmi lesquelles nous citons celles de Pacifico, de Finlay, de Soumachi, de Stitfire, des îles de Servi, Sapientza, etc. Le Gouvernement britannique imposait sa volonté par le blocus du 15 janvier 1850.

La Grèce, pendant la guerre de Crimée, voulait profiter des circonstances pour acquérir des territoires de la Turquie. En janvier 1854, un soulèvement avait lieu dans le Sud de l'Epire. La Grèce aidait les volontaires. La Turquie rompait les relations le 21 mars 1854. L'Angleterre et la France n'avaient aucun intérêt d'un soulèvement des Grecs dans l'Empire ottoman et, le 26 mars 1854, des troupes françaises débarquaient au Pirée et le 7 juin des troupes anglaises. La Grèce, devant le blocus du Pirée, ne bougeait pas, elle acceptait leurs propositions le 28 janvier 1857.

En attendant, les îles Ioniennes luttèrent pour leur annexion à l'Etat grec ; en 1848 et en 1849 il y eut un soulèvement à Céphalonie ; Jean Typaldos, au nom de onze collègues, déposait le 26 novembre/8 décembre 1850, à la première séance du Parlement, la motion suivante : « Attendu que l'indépendance, la souveraineté et la nationalité de chaque peuple sont des droits naturels et imprescriptibles ;

« Attendu que les causes qui amenèrent dans les îles Ioniennes la protection de la Grande-Bretagne, par un traité qu'elles n'ont jamais reconnu, ont cessé d'exister ;

« Attendu qu'une partie de la race grecque, à laquelle appartient le peuple ionien, c'est-à-dire la Grèce libre, a déjà acquis ses droits souverains et nationaux ;

« La première Chambre libre des îles Ioniennes déclare :

« Que la volonté unanime, ferme et immuable du peuple ionien est le recouvrement de son indépendance et son union avec la Grèce affranchie.

« La présente déclaration sera soumise par un message de la Chambre à la puissance protectrice et communiquée également, par les voies les plus convenables, aux autres puissances de l'Europe, afin qu'elles coopèrent à accélérer l'exécution des vœux du peuple ionien. »

Le 20 juin/2 juillet 1857, à la demande de Padrington d'assimiler

les Etats-Unis des îles aux colonies anglaises, Lombardos lui répondait devant le Parlement ionien :

« A Corfou et dans toutes les autres îles, j'ai la conviction qu'il n'y a pas un seul homme qui ne soit saisi d'horreur à ce seul mot de colonie. (Oui, oui, cria-t-on de partout dans l'auditoire.)

« J'ai dit à haute voix, reprit Lombardos, que la population toute entière, sans la moindre exception, est prête à repousser par tous les moyens toute pétition et toute démarche en faveur de la colonisation.

« Le seul désir et la ferme volonté du peuple ionien est la fin du protectorat étranger et l'union avec la Grèce affranchie. Chacun des représentants qui siège dans cette enceinte est prêt à le confirmer, non seulement de sa signature, mais encore de son sang. Jamais la domination étrangère ne trouvera d'appui parmi les Ioniens, et la force seulement peut nous retenir dans notre condition présente. Oui, comme dignes et braves Hellènes, comme légitimes descendants de nos glorieux ancêtres, vous scellez ce vœu si cher à tout cœur grec. Montrons donc, comme nous l'avons toujours montré jusqu'à présent, ce que les Grecs peuvent avoir de plus cher, de plus sacré, de plus doux, c'est leur indépendance, c'est leur nationalité qui leur rappelle trente siècles de gloire, c'est leur affranchissement du protectorat étranger. »

La question ionienne donnait beaucoup de soucis à l'Angleterre; le Lord Haut Commissaire aux îles, John Young, s'appuyant sur le traité de Paris du 5 novembre 1815 et notamment sur l'article 3 : « Les Etats des îles ioniennes régleront, avec l'approbation de la puissance protectrice, leur organisation intérieure, et pour donner à toutes les parties de cette organisation la consistance et l'action nécessaires, Sa Majesté Britannique vouera une sollicitude particulière à la législation et à l'administration générale de ces Etats. En conséquence, Sa Majesté nommera pour y résider un lord commissaire supérieur qui sera investi de toute l'autorité nécessaire à cet effet. » Et l'article 4 : « Afin de mettre en exécution sans délai les stipulations consignées dans les articles précédents et fonder la réorganisation politique des Etats-Unis ioniens sur cette organisation qui est actuellement en vigueur, le Lord Commissaire Supérieur de la puissance protectrice règlera les formes de convocation d'une Assemblée législative dont il dirigera les opérations à l'effet de rédiger pour cet Etat une nouvelle charte constitutionnelle que Sa Majesté Britannique sera priée de ratifier. Jusqu'au moment où une pareille charte constitutionnelle sera rédigée et dûment ratifiée, les Constitutions existantes resteront en vigueur dans les différentes îles et aucun changement ne pourra y être fait que par Sa Majesté Britannique dans son Conseil », prétendait que les îles

étaient mises sous la domination absolue de la Grande-Bretagne, que la liberté et l'indépendance de l'Etat ionien étaient des mots vides de sens, que le plénipotentiaire anglais avait acceptés pour calmer les susceptibilités de la Russie; il proposait à son gouvernement de donner à la Grèce les îles, exceptées celles de Corfou et de Paxos. Gladstone arriva en mission à Corfou le 24 novembre 1858. Il avait fait sa tournée dans les îles. Les Ioniens ne demandaient que leur annexion à l'Etat grec. Il rédigeait son rapport du 28 décembre 1858, dans lequel il proposait le maintien des îles sous le protectorat anglais et il préconisait des réformes. Le 25 janvier 1859, il déposait à l'Assemblée ionienne un projet de réformes. L'Assemblée ionienne se prononçait contre un projet qui, suivant Lombardos et d'autres, faisait retarder l'union avec la Grèce. Elle fit parvenir une adresse à la reine d'Angleterre et en donna connaissance aux autres puissances : « Considérant que le Traité de Paris a consacré l'indépendance de la République des sept îles et non pas sa sujétion absolue à la Grande-Bretagne ; considérant que la fondation du royaume de Grèce a été depuis un grand fait nouveau qui rend désormais inutile le protectorat un moment attribué à la Grande-Bretagne ; considérant les manifestations répétées du Parlement ionien, organe de la volonté du peuple ionien, notamment celles du 20 novembre 1850 et du 20 juin 1857 ;

« L'Assemblée des sept îles déclare que la seule et unanime volonté du peuple ionien a été et est toujours l'union de toutes les sept îles avec le royaume de Grèce. »

Le 1^{er} février 1859, la reine, par un message répondit :

« Sa Majesté a pris en considération la pétition de l'Assemblée législative des îles Ioniennes en se référant aux intérêts des îles elles-mêmes, des Etats voisins et de la paix générale ;

« En égard à ces objets, Sa Majesté, investie par le traité de Paris du protectorat exclusif de l'Etat ionien, et constituée comme le seul représentant de cet Etat dans les conseils de l'Europe, ne peut ni consentir à abandonner les obligations qu'elle a assumées, ni permettre que ces obligations soient attribuées à une autre puissance.

« Sa Majesté ne désire pas apporter de nouvelles entraves aux manifestations de l'opinion, mais elle assurera, par tous les moyens en son pouvoir, le devoir sacré de l'obéissance aux lois.

« Sa Majesté adopte de son côté les mesures qu'Elle juge le plus convenables au bien du peuple ionien; elle attend la collaboration éclairée de son Parlement. »

Ainsi, le projet de Gladstone n'était pas appliqué et les îles Ioniennes restaient, comme avant, sous le protectorat anglais.

La Turquie, par le Hatti-Homayoun du 18 février 1856, proclamait

l'égalité religieuse, civile et militaire; elle abolissait l'impôt de capitation; elle promettait d'employer les deniers publics pour l'exécution de travaux d'intérêt général et de prendre des mesures nécessaires pour éviter la corruption des fonctionnaires. Cet acte de réforme turque restait lettre morte.

Les Crétois qui, à cause des intérêts européens et notamment à cause des vues anglaises sur leur patrie, n'obtenaient pas leur liberté, devenaient très sensibles. Le joug ottoman leur était insupportable et d'autant plus que, malgré les réformes sur le papier, rien ne changeait pour l'amélioration de leur vie sociale et de leur situation politique. Le 17 mai 1858, ils se révoltaient à Périvolia (hauteur près de la Canée), protestant contre la non application du Hatti-Homayoun. Le soulèvement ne prenait pas plus d'extension. Les circonstances n'étaient pas favorables pour que les Crétois, hors des réformes, revendiquent leur union à l'Etat grec. Ils se contentaient de l'éloignement du Valy, le 23 juin 1858; de la confirmation du Hatti-Homayoun, des Firmans du 7 juillet 1858 et de 1859 qui leur permettaient d'élire les conseillers de districts, d'avoir leurs démogéronties, de régler les successions entre eux et surveiller l'administration des fortunes des orphelins et qui interdisaient aux juges de s'immiscer dans les affaires de leur héritage.

L'Etat grec s'inquiétait à cette époque du mouvement panslaviste qui, par l'initiative de la Russie, commençait à se développer. La Russie voulait panslavisier l'Europe turque en éveillant le nationalisme bulgare. L'hellénisme y voyait un nouvel ennemi qui aurait voulu s'étendre sur son domaine naturel; la Grèce se préparait à réaliser l'unité hellénique, elle y était encouragée en voyant, en 1859, que la Lombardie était enlevée à l'Autriche et que l'unité italienne commençait à se réaliser; elle voulait toujours profiter des circonstances favorables; les frontières helléno-turques n'étaient jamais calmes, le brigandage n'y manquait pas. A l'intérieur, l'Etat grec n'était jamais tranquille ni maître chez lui. Le gouvernement changeait suivant la prédominance de l'influence de l'une des trois puissances. Le roi s'immisçait dans les affaires politiques des partis trop imprudemment, parce qu'il savait que chacun des trois partis du pays avait derrière lui soit l'Angleterre, soit la France, soit la Russie. Le 18 septembre 1861 était commis un attentat contre la reine; le 1^{er} février 1862, une insurrection éclatait à Nauplie, à Syros, Kythmos, Tripolitza contre le roi; le 18 octobre, une autre à Vonitza, qui s'étendait à Patras et Missolonghi; le 28, à Athènes. Le 23 octobre, l'Assemblée nationale de la Grèce déclarait que la royauté d'Othon était abolie, ainsi que la régence d'Amalie.

Le roi Othon luttant contre la politique anglaise fut sa victime.

§ II. — Annexion des Iles Ioniennes

GUILLAUME DE DANEMARK, ROI DES HELLÈNES. — TRAITÉS DU 13 JUILLET ET DU 14 NOVEMBRE 1863. — PROTOCOLES DU 25 JANVIER 1864. — TRAITÉ DU 24 MARS 1864. — PROTOCOLES DU 29 MARS 1864 ET 28 MAI 1864.

Après le départ du roi Othon, l'Etat grec, en octobre 1862, se trouvait sans roi. Le peuple hellénique, comme formant un Etat indépendant et souverain, avait le droit de choisir son chef. Les traités lui interdisaient d'avoir un président de la République.

La Bavière protestait contre le détronement d'Othon, en invoquant le traité de Londres du 7 mai 1832, par lequel il avait été légitimement et régulièrement élevé au trône et reconnu solennellement par l'Assemblée nationale hellénique à Pronia, le 17 juillet 1832. Elle s'appuyait principalement sur l'article 4 pour montrer l'illégalité du détronement et sur l'article 8 pour revendiquer le droit de la maison royale de Bavière sur le trône hellénique.

La France et l'Angleterre lui répondaient que jamais les traités n'avaient prévu que les puissances eussent à entreprendre la conquête de la Grèce pour lui imposer le souverain dont elle ne voulait plus; les Grecs avaient le droit de changer de roi et de dynastie, l'article 4 du traité de Londres 1832 donnait une garantie à la Grèce sous la souveraineté du prince Othon, mais non pas au roi Othon lui-même. D'autre part, le peuple grec ayant été reconnu indépendant par ce même traité, nul ne pouvait lui interdire d'exercer ses droits de souveraineté.

Il semblait donc, puisque le peuple grec était souverain, qu'il était libre de choisir son roi et en dénonçant à sa garantie territoriale de changer même la forme de son gouvernement. Malheureusement, le petit Etat hellénique, libre du joug ottoman, n'était pas libre des mains de l'Europe, il était indépendant de droit, mais pas de fait.

La Grèce avait manifesté sa souveraineté par le plébiscite du 6/16 décembre 1862; elle avait choisi comme roi, par 230.016 voix sur 241.302, le prince Alfred, fils cadet de la reine Victoria. L'Assemblée nationale, par son décret n° 3 du 3 février 1863, déclarait vacant de droit et de fait le trône de la Grèce depuis le 22 octobre 1862. Par le décret n° 4, elle affirmait que le prince Alfred avait été élu par la volonté souveraine de la nation comme roi constitutionnel des Grecs. Ce choix était contraire aux protocoles du 23 mars 1829 et du 30 mars 1830 qui interdisaient l'avènement au trône hellénique d'un prince de famille régnante d'une des trois Cours signataires du traité du 7 juillet 1827. La voix du peuple

hellénique, son droit de souveraineté, n'étaient pas pris en considération, une lutte acharnée avait lieu entre les « trois » pour faire aboutir leurs candidats nombreux. Nous citons par exemple la candidature du duc de Leuchtenberg, du duc d'Aoste, du comte de Flandre, du prince Napoléon, du prince Nicolas de Nassau, du prince Oscar de Suède, du prince Henri des Pays-Bas, du roi Ferdinand de Portugal, du prince Ernest de Saxe-Cobourg, de l'archiduc Maximilien, le futur empereur du Mexique, de Léopold de Hohenzollern, du prince de Carignan, de Guillaume de Bade, etc., etc.

L'Angleterre, pour mieux faire réussir son candidat, le prince Guillaume de Danemark, frère de la princesse de Galles et second fils du prince Christian, offrait à l'Etat grec les îles Ioniennes.

A ce moment, les Grecs faisaient une erreur politique de ne pas demander un avancement des frontières en Epire et en Thessalie, puisque l'occasion était favorable, puisque leurs frontières ne pouvaient être reculées étant garanties, puisque le principe de non retour de pays délivrés à la Turquie était pratiqué; de plus, puisque même Palmerston, le fanatique défenseur de l'intégrité territoriale ottomane, était disposé à faire des concessions territoriales aux Grecs au détriment de la Turquie pour placer au trône de la Grèce son candidat. Les Grecs, pour obtenir l'annexion des îles Ioniennes à l'Etat, ne demandaient aucune autre concession et acceptaient comme leur roi Guillaume de Danemark. Le 18/30 mars 1863, l'Assemblée nationale hellénique proclamait le prince de Danemark roi des Grecs : « La seconde Assemblée nationale des Grecs, siégeant à Athènes, décrète ce qui suit : ART. 1^{er}. — Le prince de Danemark Chrétien-Guillaume-Ferdinand-Adolphe-Georges, fils puîné du prince Chrétien de Danemark, est proclamé par l'Assemblée, à l'unanimité, roi constitutionnel des Grecs, sous le nom de Georges I^{er}, Roi des Grecs. ART. 2. — Les successeurs légitimes du roi Georges devront professer les dogmes de l'Eglise orthodoxe d'Orient. ART. 3. — Une commission de trois membres, choisie par l'Assemblée, se rendra à Copenhague et lui offrira la Couronne au nom de la nation hellénique. »

Du 16 mai au 26 juin, des conférences étaient tenues à Londres. Par le protocole n° 3, les puissances et le Danemark se mettaient d'accord pour le choix de Guillaume et l'annexion des îles Ioniennes à la Grèce. Ces conférences aboutissaient au traité de Londres du 13 juillet 1863 entre le Danemark d'une part et la France, la Grande-Bretagne et la Russie d'autre part. Le 6 juin, la Grèce demandait officiellement Guillaume comme roi des Grecs. La Turquie protestait contre le titre de « Roi des Grecs », parce que la plupart des Grecs étaient sous sa domination. Par le protocole du 13 octobre 1863, la Turquie obtenait satisfaction par la

modification des articles 2, 9 et 12 du traité du 13 juillet 1863. Le titre de « Roi des Grecs » était remplacé par le titre de « Roi des Hellènes », une simple satisfaction de forme sans aucune valeur pratique, les deux titres étant synonymes. Le 30 octobre, Guillaume arrivait à Athènes comme Roi des Hellènes.

Par l'article 1^{er} du traité du 13 juillet 1863, le roi de Danemark, d'accord avec le prince Chrétien de Danemark, agissant comme tuteur de son deuxième fils, le prince Guillaume, acceptait pour lui, comme mineur, la souveraineté héréditaire de la Grèce.

L'article 2 de ce traité donnait le titre de Georges I^{er}, Roi des Grecs, qui, comme nous l'avons dit, était remplacé par celui de Roi des Hellènes.

L'article 3 disait : « Que la Grèce, sous la souveraineté du prince Guillaume de Danemark et la garantie des trois Cours, formera un Etat monarchique, indépendant, constitutionnel. »

L'article 4 disait : « Les frontières de l'Etat grec, fixées par la Convention signée à Constantinople, le 21 juillet 1832, entre les trois Cours alliées et la Porte ottomane, seront élargies par l'annexion des îles Ioniennes au royaume grec dès que cette annexion, proposée par le gouvernement de Sa Majesté Britannique, aura été reconnue conforme aux vœux du Parlement ionien et aura eu l'adhésion des Cours de l'Autriche, de la France, de la Prusse et de la Russie. »

« Les îles Ioniennes, disait l'article 5, dès que sera accompli leur annexion au royaume grec, seront comprises dans la garantie contractée par l'article 3 de la dite Convention. »

« En aucun cas, disait l'article 6, ne seront réunies sur la même tête la Couronne de Grèce et celle de Danemark. »

« En conformité des principes de la Constitution hellénique, contenait l'article 7, reconnue par le traité signé à Londres, le 20 novembre 1852, et proclamée par décret de l'Assemblée nationale de la Grèce, les successeurs légitimes du roi Georges I^{er} doivent professer la foi de l'Eglise orthodoxe d'Orient. »

L'article 8 fixait la majorité du roi à dix-huit ans accomplis, c'est-à-dire le 24 décembre 1863, qui pouvait être avant cette date, si l'Assemblée nationale des Grecs, par décret, en reconnaissait le besoin ; et, en effet, l'Assemblée grecque, par son décret XLIV, déclarait majeur le roi à la date du 27 juin.

L'article 9 disposait : « Lorsque l'annexion des îles Ioniennes au Royaume grec aura lieu selon les conditions de l'article 3 de la Convention présente, Sa Majesté Britannique recommandera au gouvernement des Etats-Unis des îles Ioniennes d'affecter annuellement une somme de dix mille livres

sterling en augmentation de la liste civile de Sa Majesté Georges I^{er}, Roi des Grecs. »

« Chacune des trois Cours, disait l'article 10, fera remise, en faveur du prince Guillaume de Danemark, de 4.000 livres sterling par an sur la somme que le Trésor grec s'est engagé à payer par an à chacune d'elles, en conformité de l'arrangement fait à Athènes au mois de juin 1860, par le gouvernement grec, avec le consentement des Chambres. »

Il a été expressément entendu que ces trois sommes, formant un total de 12.000 livres sterling annuelles, seraient destinées à constituer une dotation personnelle de Sa Majesté le Roi, en outre de la liste civile fixée par la loi de l'Etat.

« L'avènement au trône de Grèce, suivant l'article 11, du prince Guillaume de Danemark n'apportera aucun changement aux engagements financiers que la Grèce a contractés, par l'article 12 du traité signé à Londres, le 7 mai 1832, envers les trois puissances alliées, qui ont garanti l'emprunt.

« Il est bien entendu que les trois puissances surveilleront ensemble l'exécution de l'engagement pris par le Gouvernement grec au mois de juin 1860 sur les représentations des trois Cours. »

Par le traité du 13 juillet, l'Angleterre prenait l'engagement de renoncer au protectorat des sept îles; conformément au traité du 5 novembre 1815, elle demandait le consentement des Cours de Vienne, de Berlin, de Saint-Petersbourg et celui de la France qui y avait accédé, en septembre 1816. La Grande-Bretagne avait le droit de renoncer au protectorat, mais elle se croyait en droit également de demander au Parlement ionien un vœu et non une décision exécutoire. L'Angleterre considérait l'Etat ionien « comme en possession de sa pleine souveraineté et par conséquent pouvant seul décider de ses destinées sous la sanction de l'emphictonie européenne ».

Le Parlement ionien, au lieu d'exprimer un simple vœu à l'unanimité, déclarait l'union avec la Grèce : « L'Assemblée des îles Ioniennes décrète : Les îles de Corfou... sont unies au Royaume de Grèce afin d'en former toujours parties inséparables sous le sceptre de Sa Majesté le Roi des Hellènes, Georges I^{er} et de ses successeurs. »

La Grèce, non plus, n'avait pas pris part à la signature du traité du 14 novembre 1863, parce que l'Autriche et la Prusse n'avaient pas reconnu encore la nouvelle dynastie. Par égard pour la Cour de Bavière, le nom de l'Assemblée nationale de Grèce n'y figurait pas.

« Par l'article 1^{er} de ce traité, Sa Majesté la Reine du Royaume-Uni, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande renonce au protectorat des îles... avec leurs dépendances. » Les puissances « acceptent, sous les conditions ci-

dessous spécifiées, l'abandon... du protectorat des Etats-Unis des îles Ioniennes et reconnaissent conjointement, avec Sa Majesté, l'union des dits Etats au royaume hellénique ».

L'article 2 disposait que « les îles Ioniennes, après leur union au royaume de Grèce, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle ; et, en conséquence, aucune force armée, navale ou militaire ne pourra jamais être réunie ou stationner sur le territoire ou dans les eaux de ces îles au delà du nombre strictement nécessaire pour maintenir l'ordre public et pour assurer des revenus de l'Etat.

L'article 3 exigeait que la réunion n'apporterait aucun changement aux avantages acquis à la navigation et au commerce étrangers en vertu des traités.

La liberté des cultes et de tolérance religieuse, l'égalité civile et politique étaient proclamées par l'article 5.

Par l'article 6, les trois Cours se réservaient le droit de conclure avec la Grèce un traité sur les arrangements de réunion des îles à l'Etat libre et par l'article 7 s'engageait à communiquer le traité aux Cours d'Autriche et de Prusse.

L'article 8 contenait la renonciation à tout droit ou prétention particulière sur les îles, de la reine du Royaume-Uni, de Grande-Bretagne et d'Irlande, de l'empereur d'Autriche, de l'empereur des Français, du roi de Prusse et de l'empereur de toutes les Russies pour eux et pour leurs héritiers et leurs successeurs.

Ce qui nous frappe d'abord de ces traités, c'est que les parties immédiatement intéressées (Etat grec, Etats-Unis des sept îles) n'y avaient pas pris part, même n'avaient pas été consultées. S'il y avait une union, c'était parce que la Grèce acceptait comme roi le prince de Danemark. C'était tout, le reste appartenait à la volonté des forts. Les stipulations seraient celles qui correspondraient le mieux aux intérêts présents et éventuels des puissances. Elles étaient les plus fortes ; par conséquent, elles avaient le droit de rendre la justice. Elle déclaraient la neutralité perpétuelle de toutes les îles, elles exigeaient la démolition des forteresses, la disparition sans indemnité de la propriété des Ioniens. Vraiment, si la politique de l'avenir imposait leur démolition, la justice imposait de prendre en considération la volonté de ceux qui par leurs impôts les avaient fait construire. Les grandes puissances fermaient les oreilles devant les protestations ioniennes. Le prétexte de la démolition était la protection de la Turquie contre une attaque de la Grèce. La vraie cause était la peur des puissances elles-mêmes ; elles ne voulaient pas qu'un jour l'une d'elles, occupant Corfou, prédomine sur toute la Mer Adriatique, cause qui avait comme conséquence la neutralité perpétuelle, non

seulement du territoire et des eaux des îles Ioniennes, mais l'interdiction de réunion et de stationnement d'aucune force militaire et navale, même pendant la paix, au delà du nécessaire pour le maintien de l'ordre public et la perception des impôts ; une servitude lourde, une restriction de la souveraineté de l'Etat grec.

Par l'article 4, nous avons une autre servitude, « aucun changement aux avantages acquis à la navigation et au commerce étrangers », disposition injuste, contre la souveraineté de l'Etat, ses intérêts, l'intérêt des îles et le développement économique du pays. On maintenait la Convention conclue entre les îles et l'Autriche du 1^{er} décembre 1853 par laquelle la Compagnie de navigation du Llyod obtenait la libre pratique et l'exemption des droits de port dans toutes les îles ; avantages qui n'existaient pas pour le reste de la Grèce, qui réservaient en plus le cabotage à la navigation indigène. L'Etat grec pourrait contester de plein droit, à la Compagnie Lloyd, le droit de faire des voyages entre les ports ioniens et les ports du reste du royaume. Aussi la Grèce pouvait encore dénoncer les avantages considérables de la navigation prussienne et des autres Etats du Zollverein.

La Grèce, les îles Ioniennes, le roi protestaient contre ce traité si onéreux. M. F. Lenormant disait : « Il me paraît impossible que le gouvernement grec accepte et signe un traité qui lui impose les humiliantes conditions de la démolition des citadelles de Corfou et de la neutralisation des sept îles, qui établit en fait un dualisme entre la Grèce et les îles Ioniennes, qui limite enfin d'une manière inadmissible la souveraineté du roi Georges par l'article sur le Traité de Commerce. Je suis convaincu d'avance que le Gouvernement grec n'admettra à aucun prix ces inadmissibles conditions. »

Devant les protestations, et aussi par le jeu normal de l'art politique de l'Europe qui, au commencement, demandait des choses exorbitantes pour qu'à la fin son désir soit imposé, les puissances recommençaient l'examen de la question ; les « cinq » aboutissent à Londres au protocole A du 25 janvier 1864. Son article 1^{er} disait qu'il n'y avait pas lieu d'insister sur la limitation des forces navales et militaires, que la Grèce entretenait dans les îles Ioniennes ainsi que le disposait l'article 2 du traité du 14 novembre.

L'article 2 maintenait la neutralité perpétuelle, seulement aux îles de Corfou et de Paxo ; le Roi des Hellènes s'engageait à maintenir cette neutralité.

Par le protocole B, du même jour, les puissances déclaraient que : « Les avantages acquis à la navigation et au commerce étrangers, en vertu des traités conclus par le gouvernement de Sa Majesté Britannique, en sa

qualité de protectrice de l'Etat ionien, ne sont point permanentes, mais limités dans leur durée. Par conséquent, ils ont besoin d'être renouvelés ou modifiés par de nouveaux arrangements, à l'époque où les conventions en vertu desquelles ces avantages ont été consentis viendront à expirer après les notifications d'usage. » La Grèce « a le droit inhérent à chaque Etat indépendant de lever ou d'abaisser ses tarifs de douane par mesure de législation intérieure ».

Ces deux actes, s'ils étaient moins rigoureux que le traité de novembre, étaient tellement humiliants que les puissances avaient conclu un troisième protocole secret. L'Autriche déclarait que son assentiment au protocole A était subordonné à l'adhésion du Gouvernement grec au protocole B.

On voulait mettre la Grèce entre l'enclume et le marteau. La Grèce, comme il était naturel, protestait contre le manque de bonne foi anglaise, son exclusion des négociations, des décisions de neutralité, des démolitions des fortifications, des privilèges commerciaux et de la servitude incontestée imposée à l'Etat grec. Malgré les luttes du gouvernement grec et ses protestations, il était obligé de signer le traité du 24 mars 1864.

Ce traité a été conclu entre les puissances garantes et la Grèce pour mettre en exécution les stipulations des traités du 13 juillet et 14 novembre 1863.

L'article 4 du traité de juillet stipulait que : « Les îles Ioniennes, dès que sera accompli leur annexion au royaume grec, seront comprises dans la garantie contractée par l'article 3 de la dite Convention, c'est-à-dire de la Convention du 21 juillet 1832. L'article 6 du traité de novembre réservait la conclusion entre les « trois » et la Grèce « d'un traité sur les arrangements que pourra nécessiter la réunion des îles Ioniennes à la Grèce ».

L'article 1^{er} du traité du 24 mars 1864 disposait que les signataires reconnaissaient l'union des îles et déclaraient que la Grèce, dans les limites déterminées le 21 juillet 1832, y compris les îles Ioniennes, formera un Etat monarchique, indépendant et constitutionnel, sous la souveraineté de Sa Majesté le roi Georges et sous la garantie des trois Cours.

L'article 2 déclarait la neutralité perpétuelle des îles de Corfou et de Paxo, ainsi que de leurs dépendances avec l'assentiment des Cours d'Autriche et de Prusse et l'engagement du Roi des Hellènes à maintenir cette neutralité. Il ne déclarait plus, comme le traité de 1863, la neutralité de toutes les îles, il imposait une neutralité partielle dans le royaume de Grèce par la neutralité de deux îles qui ne pouvaient pas servir de base de ravitaillement ou de base maritime ; elle ne pouvaient pas être le théâtre d'hostilités par aucun des signataires. La Grèce avait le droit

de percevoir les impôts, parce que les impôts pouvaient être utilisés au développement économique, aux travaux publics et, en général, pour la vie pacifique des îles et de l'Etat. L'Etat grec ne pouvait pas réquisitionner les embarcations immatriculées au quartier maritime de Corfou, de se procurer ainsi des bateaux et des marins, en un mot des instruments militaires ; il avait seulement le droit de faire réunir ou stationner aux îles neutres le nombre strictement nécessaire pour faire la police et assurer le maintien de l'ordre. La Grèce ne pouvait réquisitionner, parce qu'elle aurait des sources utilisables pour et pendant la guerre, chose interdite absolument par le statut de neutralité. La Grèce pouvait tirer des avantages considérables de cette neutralité, tandis que son ennemi serait obligé de respecter la neutralité. Pour ces raisons, l'idée que la Grèce avait le droit de réquisitionner, parce qu'elle pouvait utiliser les navires et les marins en dehors des zones neutres, nous paraît insoutenable. Pendant la guerre gréco-turque de 1897, la Grèce, respectant les traités et en bloquant les côtes Ouest de l'Epire, avait gardé la liberté de la navigation pour les puissances contractantes dont les intérêts pouvaient souffrir. Aussi les puissances, bloquant les côtes de la Grèce en 1886, évitaient de traverser les eaux de Corfou, en conformité de l'article 2 du traité du 14 novembre 1863 : « Les Hautes Parties contractantes s'engagent à respecter les principes de neutralité stipulés par le présent article. » Nous sommes donc devant une neutralité locale, perpétuelle, mais non garantie ; tout au moins les puissances devaient intervenir quand il y avait une violation par une puissance signataire de la Convention.

L'article 3 maintenait les traités de commerce et de navigation conclus entre l'Angleterre, protectrice des îles, et d'autres puissances, avec cette différence que ces traités seront temporaires et non perpétuels : « Il est expressément entendu que les bâtiments et le commerce étrangers dans les ports ioniens, de même que la navigation entre les ports ioniens et ceux de la Grèce, continueront à être soumis au même traitement et placés dans les mêmes conditions qu'avant la réunion des îles Ioniennes à la Grèce, et cela jusqu'à la conclusion de nouvelles conventions formelles ou d'arrangements destinés à régler entre les parties intéressées les questions de commerce, de navigation, ainsi que celles du service régulier des communications postales. Ces nouvelles conventions seront conclues dans le délai de quinze ans, ou plus tôt si faire se peut. »

L'article 4 confirmait les avantages concédés aux catholiques des sept îles.

L'article 5 rappelait la décision prise le 19 octobre 1863 du Parlement ionien en ce qui concernait la liste civile du roi.

L'article 6 parlait de l'abandon, par chaque puissance, de 4.000 livres

sterling par an, pour le roi Georges sur les sommes qui leur étaient dues par la Grèce depuis l'arrangement de juin 1869.

L'article 7 obligeait le Roi des Hellènes à s'engager à prendre à sa charge tous les engagements et contrats légalement conclus par le gouvernement des Etats-Unis des îles Ioniennes ou en leur nom par la Puissance protectrice de ces îles. Dans cette catégorie, se trouvaient spécialement compris : la dette publique des îles, le privilège concédé à la Banque Ionienne, à la Compagnie maritime du Lloyd autrichien, conformément à la convention postale du 1^{er} décembre 1833 et à la Compagnie du Gaz de Malte et de la Méditerranée.

L'article 8 contenait l'obligation au roi de prendre à sa charge le paiement des pensions et indemnités accordées aux fonctionnaires ioniens suivant la liste d'une convention ultérieure.

Par l'article 9, les autorités civiles et militaires anglaises étaient obligées de se retirer des îles dans l'espace de trois mois après la ratification du traité, c'est-à-dire à partir du 25 avril 1864.

Le 29 mars était conclu entre la France, la Grande-Bretagne et la Grèce, à Londres, le protocole par lequel les trois Cours affirmaient la déposition aux actes des conférences, la déclaration du plénipotentiaire du Roi des Hellènes, par laquelle il était obligé de maintenir le décret de son élection en vertu duquel ses héritiers et successeurs légitimes au trône de Grèce devaient professer les dogmes de l'Eglise orthodoxe d'Orient.

Le même jour était conclu une autre convention entre la Grande-Bretagne et la Grèce relative aux prétentions des sujets britanniques et autres individus à raison des services rendus au gouvernement des îles Ioniennes.

Le 21 mai 1864 était signé à Corfou le protocole relatif à la cessation du protectorat britannique sur les îles, signé par les représentants de la Grande-Bretagne et de la Grèce.

Le 8 avril 1865, la Turquie adhéra au traité par la Convention de Constantinople entre les ambassadeurs des trois puissances garantes, le ministre de Grèce et le gouvernement turc.

Cette annexion des îles Ioniennes, qui avait été obtenue grâce au départ du roi Othon et à l'avènement du roi Georges, marquait la prédominance de la politique anglaise en Orient; la Grande-Bretagne voulait montrer à la Russie que la Grèce pouvait s'agrandir sans offenser l'Angleterre. C'était la première étape de la réalisation de la grande idée hellénique, qui consistait à faire substituer l'Etat grec à l'Empire ottoman.

§ III. — La question crétoise

SITUATION ADMINISTRATIVE DE L'ÎLE. — PÉTITION CRÉTOISE. — PROCLAMATION DE L'UNION AVEC L'ÉTAT GREC. — RELATIONS TENDUES ENTRE LA GRÈCE ET LA TURQUIE. — TRAITÉ GRÉCO-SERBE DU 14 AOÛT 1867. — INTERVENTION AUPRÈS DE LA PORTE DES PUISSANCES. — FIRMAN DU 10 JANVIER 1868. — CONFÉRENCE DE PARIS DU 9 JANVIER 1869.

La question crétoise devenait plus précise et présentait un caractère à part depuis la délimitation définitive des frontières de l'Etat grec, par le traité du 7 mai 1832, n'englobant pas l'île de Candie. Les Crétois n'avaient jamais cessé de réclamer leur union à la mère-patrie, comme nous l'avons vu le 10 août 1839, lorsqu'ils avaient demandé aux trois puissances leur union à l'Etat libre; en 1841, en se révoltant à l'occasion du départ des Egyptiens de l'île; en 1858, en se révoltant à Périvolia, exigeant l'application du Hatti-Homayoun. Les Crétois, voyant l'union des îles Ioniennes à l'Etat hellénique, leur désir de devenir libres devenait, de jour en jour, de plus en plus ardent. La non-application des réformes turques et la situation déplorable de l'administration, de l'économie du pays, rendaient le joug plus lourd. L'Etat grec n'avait jamais cessé de revendiquer l'île et toujours il aidait et soutenait les Crétois contre les Turcs. Mais la Grèce était petite; l'Angleterre voulait acquérir l'île à cause de sa position géographique et de la baie de la Sude; il n'était pas facile aux Crétois d'échapper à l'impérialisme d'Albion.

La Crète souffrait de la non-application des mesures accordées par la Porte en 1858, de plus, de la lenteur et de la mauvaise administration. L'île n'avait pas une route carrossable; Georges Perrot disait : « Chaque fonte de neige emporte quelques lambeaux des vieilles chaussées vénitiennes qui servent encore, partout où elles existent, à traverser les marais. Quant aux ponts, ce qui en reste est dans les rivières; lorsque les torrents sont à sec, on y distingue, parmi les blocs de rochers qu'ont apportés les grandes eaux, les fondations des piles helléniques et les débris encore imposants des arches écroulées. » Elle ne possédait pas de port, ni celui de la Canée, ni de Rétino, ni de Candie. L'impôt indirect avait été étendu à beaucoup d'objets qu'il n'atteignait pas auparavant. La dime, qui remplaçait l'impôt direct, nommée verghi, était écrasante. Le système de fermage était insupportable. Le Hatti prévoyait pour la protection de l'agriculture la fondation d'établissements de crédit foncier. Les Crétois demandaient en vain l'institution d'une banque agricole qui

ferait, à un taux d'intérêt modéré, des avances garanties par la terre et les récoltes. Ils protestaient contre le mode d'élection des Conseils (démogéronties, éphories, medjilies), contre la manière qu'employait les tribunaux en rendant la justice, contre la non-égalité de la langue grecque et turque, contre la fermeture des écoles grecques. Ils étaient réunis, au printemps de 1866, en Boutzounaria, sans armes, et adressaient une pétition au Sultan : « Depuis 1858, disaient-ils, jusqu'à ce jour, contrairement à l'esprit et à la lettre du Hatti-Chérif qui nous a été concédé, non seulement les impôts existants ont été augmentés outre mesure, mais encore beaucoup d'autres, sous divers noms, ont été ajoutés aux anciens, sans parler d'amendes diverses, lourdes et injustifiables. Nous pouvons assurer et prouver par des tableaux statistiques que, durant les deux dernières années, nous avons payé en tout plus d'impôts et de droits que l'ensemble de nos revenus.

« Nous osons appeler très humblement les médiations sérieuses et les dispositions paternelles de Votre Majesté Impériale sur le manque de voies de communication dans toute l'île, ce qui fait que non seulement tous les ans beaucoup d'individus sont noyés par les torrents, mais encore que le commerce intérieur est complètement nul, vu qu'il n'existe point de ponts pour les transports des produits.

« Il est vrai que nous avons des Démogérontes, des Conseils communaux et des Comités administratifs, mais lorsque nous voulons exercer le droit d'élection, la charte des concessions est comme non-avenue, de sorte que ces corps sont, de nom seulement, les produits des suffrages du peuple.

« Nous osons présenter et recommander à la sollicitude paternelle de Votre Majesté Impériale l'état déplorable des tribunaux, car beaucoup des juridictions sont tout à fait indéterminées, d'où il résulte une grande confusion, des tribunaux jugeant souvent irrégulièrement. Aussi plus d'une fois avons-nous subi des honteuses vexations et pourtant aucune justice n'a été rendue aux victimes. Il nous serait facile, dans un exposé spécial pour chaque canton, de rapporter nominativement des abus de toutes sortes. C'est pour cela que nous demandons l'amélioration des tribunaux, pour que le droit du plus fort, l'arbitraire, les préférences religieuses, ne prévalent plus dans les jugements.

« Pour le moment, notre existence se trouve à la merci du premier employé venu de l'auguste gouvernement impérial. Un simple prétexte ou le caprice de ces gens suffisent pour jeter dans les prisons l'homme le plus considéré et pour l'y retenir indéfiniment, sans jugement judiciaire.

« Nous appelons humblement la sollicitude de Votre Majesté Impériale sur le manque d'écoles dans les cantons, en dehors des trois villes de

l'île, et nous émettons le vœu que tout homme, à quelque nation qu'il appartienne, puisse, s'il a les qualités voulues pour être maître, enseigner dans les villes et les campagnes. De plus, nous demandons que Votre Majesté Impériale daigne jeter les yeux sur l'organisation défectueuse des hôpitaux pour que l'ordre y soit introduit.

« Une autre plaie qui ronge notre pays et rend inutile sa fertilité, c'est le blocus des ports, dont la nature l'a si largement doté.

« Tandis que dans tout le reste du monde le commerce a pris un si grand développement depuis que les entraves qui s'opposaient à son progrès ont disparu, nous autres, nous sommes obligés de transporter nos produits dans les trois forteresses par de longues routes, sous l'action de la chaleur et du froid. Le déblocage des ports et la libre importation et exportation des produits et des marchandises contribuera très efficacement à notre prospérité matérielle.

« La tolérance des cultes, proclamée par le Hatti-Homayoun, n'existe que de nom dans l'île de Crète, le chrétien qui se fait musulman peut rester ici et hériter de ses parents, tandis que le musulman devenu chrétien est renvoyé de l'île et exclu de tous droits d'hériter. » La Porte n'écoutait pas les chrétiens; elle cherchait à provoquer des manifestations, pour avoir le droit de caractériser de rébellion leur adresse au Sultan, pour faire usage de l'armée; après trois mois de silence, elle rejetait les demandes des Crétois qui, en conséquence, prenaient les armes pour se défendre contre l'arbitraire d'autorité et pour sauver leur vie toujours menacée. Ils se réunissaient en Assemblée et adressaient aux consuls, en résidence à la Canée, une protestation : « Nous, représentants de la population chrétienne de l'île de Crète, constitués en Assemblée nationale des Crétois, considérons comme un devoir de vous appeler comme témoins de la violence qui nous force, malgré nous, à prendre les armes pour défendre notre vie.

« Hellènes par notre origine et notre langue, ayant combattu dans les mêmes rangs que nos frères dans la guerre sacrée de l'Indépendance, en 1821, mais n'ayant pas goûté, comme eux, les fruits de l'autonomie, nous n'avons osé autre chose, en nous réunissant ici, que de demander le respect des droits que les puissances protectrices nous ont garantis par les traités et les protocoles; des droits que Sa Majesté Impériale le Sultan a volontairement daigné nous concéder par le Hatti-Homayoun.

« Mais le gouvernement général, présentant sous de fausses couleurs la supplique par laquelle, paisiblement et sans armes, nous avons demandé la réalisation des réformes promises par écrit, n'a pas daigné nous accorder la moindre attention pendant trois mois entiers et vient enfin de provoquer

une réponse négative et toute menaçante. Opposant la force au droit, il se présente en armes devant nous.

« Appelant comme témoins de ces faits MM. les Représentants des Puissances chrétiennes, nous prenons les armes pour notre défense et nous rendons l'autorité responsable de toutes les conséquences devant le monde civilisé. »

La Grèce ne pouvait pas naturellement rester indifférente ; le 7 août 1866, elle faisait appel à l'Europe; elle insistait sur les promesses que la Porte n'avaient pas tenues envers les Crétois, sur le danger nouveau, conséquence du fanatisme musulman, sur les devoirs et engagements moraux des puissances; elle déclarait qu'elle ne pouvait pas rester indifférente devant les souffrances de 200.000 âmes de la même communauté, de la même langue et de traditions communes; elle demandait l'union à son Etat, elle faisait appel aux sentiments nobles et généreux des gouvernements des trois Cours sur une question pendante depuis quarante-cinq ans.

Le 18 août 1866, l'Assemblée crétoise votait : « L'union indivisible et éternelle de la Crète et ses dépendances à la Grèce, sous le sceptre de Sa Majesté le Roi des Hellènes. »

La Grèce, sans déclarer la guerre à la Turquie, soutenait les Crétois en leur procurant des munitions, des armes, de l'argent, des volontaires; une commission avait été créée à Athènes pour soutenir leur lutte.

Le 26 décembre 1866, la Turquie protestait contre cet appui de la Grèce et demandait des « trois » de la rappeler de se conformer au droit des gens.

La Grèce se plaignait devant les garants de ses frontières étroites; elle déclinait sa responsabilité dans le conflit crétois; elle soutenait qu'elle n'était pas sortie de son droit ; elle demandait, en cas d'attaque de la part de la Porte, le secours des « trois » comme garants ; elle rappelait que des éparchies, entièrement grecques et voisines d'elle, étaient encore sous le joug ottoman et qu'il lui était impossible de maintenir l'ordre, non seulement en Grèce, mais dans tout l'Orient ; elle demandait l'annexion de la Crète.

Sous l'influence de la Russie, qui, à un moment donné, pensait à une collaboration de l'hellénisme et du slavisme, la Grèce se trouvait en relations secrètes avec la Serbie, la Bulgarie et le Monténégro. Le 14 août 1867, elle signait à Voeslau, avec la Serbie, un traité contre la Turquie. Par ce traité, les parties s'engageaient à poursuivre la réalisation du but de leur alliance par tous les moyens en leur pouvoir. La Serbie s'engageait à avoir, au mois de mars 1868, une armée de 60.000 hommes sur le pied

de guerre en dehors de la réserve ; la Grèce, une armée de 30.000 hommes et une flotte, la plus considérable que faire se pourra.

Elles s'engageaient, avant le mois de mars, en cas d'une attaque contre l'une d'elles de la part de la Turquie, à ne pas déclarer la guerre, mais de soutenir l'autre partie par tous les moyens. Chaque partie était obligée de faire la guerre à la Turquie, même si elle attaquait l'une d'elles après le terme convenu.

Elles s'engageaient à soutenir la lutte pour l'affranchissement complet de toutes les populations chrétiennes de la Turquie d'Europe et des îles de l'Archipel ; ou, si cela n'était pas possible, la Serbie s'obligeait à ne pas déposer les armes avant que la Grèce obtienne la Thessalie et l'Epire ; et la Grèce, avant que la Serbie obtienne l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine.

L'Alliance resterait en vigueur jusqu'à la réalisation de son but.

Les parties s'obligeaient à ne conclure ni paix, ni armistice avant la réalisation de leur but. Dans le cas où la guerre laisserait un gain plus considérable, les contractants admettaient le principe du respect de la volonté du peuple, soit pour s'annexer aux parties, soit de se constituer en Etat distinct et confédéré.

Les alliés convenaient de soutenir l'idée « que l'Orient chrétien s'appartient à lui-même » et donner les moyens, pour le soulèvement des peuples sous les Turcs, d'agir sur les Albanais, de faire entrer dans leur alliance la Roumanie. La Serbie prenait le soin particulier pour l'entrée dans l'alliance du Monténégro.

Les deux parties se promettaient aide et assistance mutuelle ; la non-conclusion d'une alliance contre l'objet du traité à l'insu de l'autre. Elles s'engageaient par une convention militaire qui, après la ratification du traité, le 10 janvier 1866, était conclue le 16 février 1868.

Des trois Cours, la plus favorable à l'idée de l'annexion de l'île était celle de la Russie. La France, à un moment donné, soutenait l'idée de l'annexion non seulement de la Crète et des îles adjacentes, mais celle de la Thessalie et de l'Epire ; le 28 mars 1867, elle demandait à la Turquie que le peuple crétois soit consulté, afin de décider de son sort, et elle voulait la cessation immédiate des hostilités. L'Angleterre, la plus hostile, s'abstenait de toute intervention ; elle reconnaissait le droit à la Turquie de faire soumettre les Crétois.

Le 29 octobre 1867, sans la participation de l'Angleterre, la Russie, la France, la Prusse et l'Italie adressaient une note collective à la Porte, par laquelle, elles lui disaient que leurs conseils, leurs demandes et exhortations étaient dictées par un sentiment d'humanité et de sympathie, non seulement pour la race chrétienne, mais aussi pour l'avenir de la Turquie,

qui était indissolublement lié au bien-être et à la tranquillité des populations placées sous le sceptre du Sultan ; que la conduite de la Turquie ne donnait pas un espoir de l'amélioration de leur sort et précipitait en Orient la crise qu'elles avaient à cœur d'éviter ; elles dégageaient leur responsabilité et abandonnaient la Porte aux conséquences de ses actes, après l'épuisement de leurs efforts de conciliation et des conseils de prévoyance.

Malheureusement, si l'Angleterre n'y participait pas, la France regret-tait la démarche, par suite de la politique agressive à son égard de la Prusse. La conséquence était que cette démarche était sans efficacité et sans aucune intervention ultérieure, en remarquant, que si les puissances blâmaient la politique turque, elles affirmaient ne pas se mêler aux événements de la Crète.

La Turquie, en se moquant du monde, produisait, le 30 janvier 1868, un Firman, dit « Règlement organique ». Par cet acte, elle supprimait la dîme pour quatre ans, à partir du 1^{er} mars 1868. L'administration était confiée à un Vali, assisté d'un conseiller musulman et d'un chrétien. Le commandement des troupes appartenait à un commandant en chef militaire. L'île était divisée en Sandzaks (arrondissements), administrés par des Mutessarifs, moitié chrétiens et moitié musulmans, avec un adjoint de religion opposée à celle du Mutessarif. Les Sandzaks se divisaient en Cazas (cantons), administrés par des Caïmacams, nommés selon les mêmes principes. Le Firman prévoyait des tribunaux musulmans, chrétiens et mixtes. Une assemblée générale serait élue par la population et composée de quatre députés par canton ; elle s'occuperait des travaux publics, du commerce et de l'industrie ; ses décisions devaient être approuvées par le gouvernement général.

Comme nous voyons, la Porte se présentait comme voulant opérer une décentralisation avec une égalité dans l'administration des deux éléments ; c'était un moyen de ménager les circonstances sans jamais penser sincèrement à l'amélioration de l'élément chrétien.

La Grèce, malgré la politique d'apaisement qu'elle voulait pratiquer, ne pouvait jamais être en bonnes relations avec la Turquie et notamment après les événements de la Crète ; elle s'intéressait au sort des Crétois. L'expédition en Crète du corps des volontaires de Pétropoulakis et la question du rapatriement des Crétois se trouvant en Grèce, donnaient naissance à l'ultimatum de la Turquie du 11 décembre 1868. La Turquie, par cet acte, accusait la Grèce d'acheter le bateau *La Crète* avec l'argent du dernier emprunt ; de transporter des volontaires et des munitions en Crète ; elle protestait contre la prétention de la Grèce d'annexer l'île ; contre l'empêchement, par des violences inqualifiables, du rapatriement

spontané des volontaires, des émigrés crétois ; de la non-répression de ces violences ; de l'organisation d'une nouvelle bande, non seulement sans la moindre opposition de la part des autorités, mais par leur concours presque avoué ; de la tendance ambitieuse, de plus en plus accentuée et non déguisée, des partis en Grèce ; de l'impunité des agresseurs, des officiers, soldats ou sujets ottomans assassinés ou maltraités sur le territoire hellénique. Elle exigeait la dispersion des bandes et l'empêchement de la formation de nouvelles ; le désarmement des corsaires Enossis, Crète et Panhellenion, ou la fermeture pour eux des ports helléniques ; l'autorisation et l'aide pour le rapatriement des émigrés crétois ; punition des coupables d'agression contre les militaires et les sujets musulmans et indemnités à leur famille ; respect du droit des gens. La Grèce refusait l'ultimatum le 15 et, comme il était naturel, l'Europe intervenait en se réunissant en conférence à Paris, du 9 janvier au 18 février 1869.

La Grèce était acceptée aux conférences à titre consultatif ; elle protestait et s'y abstenait ; elle ne voulait pas se placer dans une situation inférieure à celle de la Turquie. La conférence n'acceptait pas le mémoire hellénique du 7 janvier comme dépassant l'objet de la conférence qui avait comme but le règlement du conflit ; elle ne voulait pas se préoccuper des ambitions de la Grèce et de la question crétoise.

Dans son protocole n° 6 du 20 janvier 1869, la conférence déclarait : « Après une étude attentive des documents échangés entre les deux gouvernements, les plénipotentiaires sont tombés d'accord pour regretter que, cédant à des entraînements sur lesquels son patriotisme a pu l'égarer, la Grèce ait donné lieu aux griefs articulés par la Porte ottomane dans l'ultimatum remis le 11 décembre 1868 au Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté le Roi des Hellènes. Il est constant, en effet, que les principes du droit des gens obligent la Grèce, comme toutes les autres nations, à ne pas permettre que des bandes se recrutent sur son territoire, ni que des bâtiments s'arment dans ses ports pour attaquer un Etat voisin. »

« La Conférence déclare que le gouvernement hellénique est tenu d'observer dans ses rapports avec la Turquie les règles de conduite commune à tous les gouvernements et de satisfaire ainsi aux réclamations formulées par la Sublime-Porte pour le passé, en la rassurant en même temps pour l'avenir.

« La Grèce devra donc s'abstenir désormais de favoriser ou de tolérer :

« 1° La formation sur son territoire de toutes bandes recrutées en vue d'une agression contre la Turquie ;

« 2° L'équipement dans ses ports de bâtiments armés destinés à secou-

rir, sous quelque forme que ce soit, toute tentative d'insurrection dans les possessions de Sa Majesté le Sultan.

« En ce qui regarde les demandes de la Porte relatives au rapatriement des Crétois émigrés sur le territoire hellénique, la Conférence prend acte des déclarations faites par le cabinet d'Athènes et demeure convaincue qu'il se prêtera à faciliter, autant qu'il dépend de lui, le départ des familles candiotes qui désireraient rentrer dans leur patrie.

« Quant aux dommages privés encourus par des sujets ottomans, le gouvernement hellénique, contestant nullement à la Turquie le droit de faire poursuivre par la voie judiciaire les réparations qui pourraient être dues, et la Turquie acceptant de son côté la juridiction des tribunaux grecs, les plénipotentiaires ne croient pas devoir entrer dans l'examen des faits et sont d'avis que le cabinet d'Athènes ne doit négliger aucune des voies légales pour que l'œuvre de la justice suive son cours régulier. »

La Grèce y adhérait le 6 février. Comme nous voyons, les puissances voulaient éviter la guerre entre la Turquie et la Grèce et elles ne se préoccupaient pas de la question crétoise. Le résultat fut que la Révolution de Crète échoua ; la Turquie, par le Firman du 1^{er} mars 1868, prenait des engagements sur le papier.

§ IV. — Traité de San Stefano (3 mars 1878)

NOUVELLE ORIENTATION DE LA POLITIQUE RUSSE. — LE SCHISME BULGARE. — SOULÈVEMENT DES SLAVES. — LA CONSTITUTION TURQUE DU 24 DÉCEMBRE 1876. — FRANCHISSEMENT PAR LES GRECS DE LA FRONTIÈRE TURQUE. — TRAITÉ DE SAN-STEFANO.

La Grèce, toujours tenace à réaliser ses projets nationaux, se trouvait à chaque pas devant les obstacles et les perspectives politiques de quelques grands. La Russie, pendant la question crétoise, prédominait en influence et popularité en Grèce. Mais, sa politique évoluait et cherchait à réaliser ses conquêtes dans l'Empire ottoman, en s'appuyant non plus sur l'idée d'orthodoxie, mais sur une autre, celle du panslavisme, et cela pour une raison assez simple. La Grèce se présentait comme protectrice de tous les Grecs de l'Empire ottoman ; elle revendiquait la possession de son héritage ; son rêve avait comme point culminant la libération de Constantinople. Mais la Russie, également, avait les yeux toujours fixés sur l'Empire ottoman et sur la capitale des capitales. La Grèce était donc un obstacle à sa politique, à ses projets. Le Tsar changeait de politique ; il

commençait par une question de religion, comme moyen de son action ; il débutait en soutenant les Bulgares qui, depuis 1829, après le traité d'Andrinople, commençaient à prendre conscience de leur nationalité ; secondés par les Russes, ils obtenaient, le 11 mars 1870, un Firman du Sultan qui reconnaissait leur indépendance ecclésiastique, créant un exarchat pour tous les territoires habités par des Bulgares. Nous voyons comment de l'exarchat sortait l'idée vague, mais caractéristique, d'un territoire bulgare. De cette époque commençait la lutte entre Hellénisme et Panslavisme. Le Patriarche s'opposait à la séparation des Bulgares, mais sans aucun succès, qui, le 23 février 1872, obtenaient l'autorisation d'élire leur Exarque et le 8 mars la confirmation par le Sultan de cette élection. Le 18 avril, le Berat de nomination du chef bulgare était promulgué et le schisme entre les Orthodoxes et les Bulgares était consommé le 28 septembre 1872. La Grèce, qui jusqu'à ce moment avait beaucoup de sympathie pour la Russie, comprenait qu'elle ne pouvait pas compter sur cette dernière dans l'avenir ; la concordance des deux idées du Panslavisme et de l'Hellénisme était impossible ; toutes les deux revendiquaient le même objet.

Comme conséquence logique de cette politique russe, nous avons le soulèvement, en été de 1875, de l'Herzégovine, ensuite de la Bosnie ; la Serbie avait déclaré la guerre à la Porte le 1^{er} juillet ; le Monténégro le 2 ; la Bulgarie se révoltait et était victime de terribles massacres ; les Serbes et les Monténégrins étaient vaincus et se trouvaient en grand danger. L'intervention des Russes les sauvait. Le 2 novembre, le Sultan accordait l'armistice et le 21 décembre 1876, sur l'initiative de l'Angleterre, commençait la conférence de Constantinople des Six (décembre 1876-janvier 1877). Les puissances avaient proposé à la Porte un agrandissement des territoires serbes et monténégrins ; une administration autonome pour la Bosnie et l'Herzégovine avec un gouvernement nommé pour cinq ans par le Sultan et d'accord avec les puissances ; le même régime pour la Bulgarie du nord des Balkans et pour l'autre Bulgarie des institutions capables de faire effacer l'arbitraire administratif.

La Turquie n'acceptait pas. Les musulmans « patriotes », après l'installation de Mourad, le 30 mars 1876, et son remplacement après trois mois par Abdul-Hamid II, faisaient promulguer, en réponse aux décisions européennes, le 24 décembre 1876, la Constitution libérale : une Chambre des députés devait être élue par tous les habitants de l'Empire ; la Chambre et le Sénat, nommés par le gouvernement, composeraient une Assemblée générale ; un Conseil des ministres responsables serait créé, la liberté de la presse et de la réunion proclamée ; l'inamovibilité des juges instituée ; l'enseignement primaire obligatoire.

L'Etat grec, pendant le mouvement slave, restait neutre. L'alliance gréco-serbe, qui n'avait pas été appliquée pendant l'affaire de Crète, restait également sans effet pendant la guerre serbo-turque. La Grèce se préparait à la guerre. La situation de la Turquie devenait inquiétante au moment où la Russie préparait la guerre et franchissait ensuite ses frontières, le 24 avril 1877. La Grèce, malgré son attachement à l'Angleterre, rivale de la Russie, désirait fort de faire la guerre à la Turquie ; elle maintenait avec beaucoup de difficultés son état de neutralité et notamment depuis le 28 novembre, jour de la chute de Plevna. Le 31 janvier 1878, à Andrinople, la Russie et la Turquie signaient le protocole fixant les bases préalables de la paix. Le même jour était signé à Andrinople la convention de l'armistice. La Grèce franchissait la frontière turque le 2 février. Cet acte était commis malgré la connaissance par elle de la signature du protocole et de l'armistice. On ne peut pas concevoir qu'elle était ignorante en un laps de temps de deux jours. A ce moment, elle se trouvait de droit en guerre avec la Turquie. Sa situation devenait difficile. La Turquie, avec ses forces de terre et de mer, pouvait en peu de temps l'écraser. La politique grecque comptait sans doute sur l'intervention des puissances qui voulaient à tout prix arrêter la Russie devant Constantinople. Elles ne voulaient aucune nouvelle complication des choses. La politique grecque eut l'habileté de laisser le règlement de l'affaire aux puissances et, après conseil de l'Angleterre, de la France, de la Russie, de l'Autriche, de l'Italie, elle retirait son armée du territoire turc, en déclarant que les grandes puissances, après leur promesse, « ne manqueront d'agir efficacement auprès de la Sublime-Porte afin de sauvegarder la vie, l'honneur et les biens des populations helléniques de la Turquie se trouvant sans cesse sous la menace de pareils désastres, comptant aussi sur leurs promesses de faire en sorte que les aspirations nationales et les intérêts de ces mêmes populations deviennent l'objet de délibérations du Congrès prochain, fermement convaincus que les puissances, dans leur esprit d'équité et d'impartialité, regarderont comme un juste complément et comme une réalisation naturelle de leurs promesses concernant les aspirations naturelles des Hellènes des Turquies, la représentation spéciale de ces aspirations dans le sein du Congrès, représentation d'autant plus juste que les vœux des populations en question et les conditions vitales de leur existence seraient, sans cela, exposées non seulement à être préjudiciées au profit des intérêts des autres populations de la Turquie, mais aussi bien à être contestés par le Gouvernement ottoman sans avoir un défenseur naturel, le Gouvernement vient de donner au commandement en chef de ses troupes l'ordre de repasser la frontière. »

Mais si la Grèce retirait ses troupes, elle encourageait dans les provinces

limitrophes la guerre de bandes. Elle voulait à chaque instant que l'Europe n'oubliât point ses revendications sur l'Epire, la Thessalie, la Macédoine, la Crète.

De son côté, la Turquie, très abattue, restait calme. Elle avait signé avec la Russie, le 3 mars 1878, les préliminaires de paix, par la convention de San-Stefano, convention qui se tourna contre l'hellénisme et qui donna pleine satisfaction au panslavisme, avec l'affranchissement de tous les Slaves, avec une Bulgarie fort étendue, avec le chemin de Constantinople barré aux Grecs. La Grèce n'obtenait rien.

La Turquie reconnaissait, par ce traité, l'indépendance du Monténégro avec Antivari et Dulcigno sur l'Adriatique; l'indépendance de la Serbie, avec une extension de ses frontières sur les districts de Nisch et de Mitrovitza; la constitution en principauté autonome de la Bulgarie, tributaire, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale. Ce traité traçait la grande Bulgarie; elle s'étendait de l'Archipel au Danube, de l'Albanie à la Thrace; ce territoire comprenait la Bulgarie proprement dite, toute la Roumélie orientale et la Macédoine avec les villes de Lulé-Burgas, Philippopoli, Cavalla, Sérès, Drama, Monastir, Uscub, Kastoria, Ochrida. La Sublime-Porte reconnaissait encore l'indépendance de la Roumanie qui paierait cinq millions et demi de francs comme indemnité de guerre; elle s'engageait à doter la Bosnie et l'Herzégovine d'institutions libérales sous le contrôle de l'Autriche-Hongrie et de la Russie.

La Grèce n'était pas satisfaite de l'extension slaviste sur les territoires de son héritage, habités en majorité par des Hellènes; elle voyait non plus la menace de perdre Constantinople, mais aussi la russification de toute l'orthodoxie; le traité de San-Stefano disait dans son article 22 : « Les ecclésiastiques, les pèlerins et les moines russes, voyageant ou séjournant dans la Turquie d'Europe et d'Asie, jouiront des mêmes droits, avantages et privilèges que les ecclésiastiques étrangers appartenant à d'autres nationalités. Le droit de protection officielle est reconnu à l'ambassade impériale et au consulat russe en Turquie, tant à l'égard des personnes sus-indiquées, que de leurs possessions, établissements religieux, de bienfaisance et autres dans les Lieux Saints et ailleurs.

« Les moines du Mont Athos, d'origine russe, seront maintenus dans leurs possessions et avantages antérieurs et continueront à jouir, dans les trois couvents qui leur appartiennent et dans les dépendance de ces derniers, des mêmes droits et prérogatives que ceux qui sont assurés aux autres établissements religieux et couvents du Mont Athos. »

L'article 15 seulement faisait allusion aux affaires intéressant la Grèce : « La Sublime-Porte, disait-il, s'engage à appliquer scrupuleusement dans

l'île de Crète le règlement organique de 1868 en tenant compte des vœux déjà exprimés par la population indigène.

« Un règlement analogue, adopté aux besoins locaux sera également introduit dans l'Épire, la Thessalie et les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation spéciale n'est pas prévue par le présent acte.

« Des commissions spéciales, dans lesquelles l'élément indigène aura une large participation, seront chargées dans chaque province d'élaborer les détails du nouveau règlement. Le résultat de ces travaux sera soumis à l'examen de la Sublime-Porte, qui consultera le gouvernement impérial de Russie avant de les mettre à exécution. »

Par l'article 17, une amnistie pleine et entière était accordée aux sujets ottomans compromis dans les derniers événements.

Si le traité de San-Stefano était exécuté, non seulement les Slaves auraient vaincu complètement l'hellénisme et la réalisation de la grande idée hellène devenait presque irréalisable, mais aussi les autres puissances seraient vaincues sur le terrain de la question d'Orient par la Russie.

L'Autriche n'était pas contente de ce traité, à cause de ses vues sur Salonique, elle voulait, de plus, occuper la Bosnie et l'Herzégovine, exercer un protectorat sur la Serbie et le Monténégro pour conserver la disposition de la route de Salonique. L'Angleterre non plus, à cause de la question d'Orient en faveur de sa rivale la Russie; elle avait proposé à l'Autriche un mandat austro-anglais sur l'Empire ottoman; puisqu'elle convoitait Chypre, elle avait proposé au Sultan la garantie de ses possessions de l'Asie-Mineure, si il lui permettait d'occuper l'île, pour surveiller les entreprises russes en Asie. L'Allemagne non plus n'était pas satisfaite de la convention de San-Stefano parce qu'elle préférerait que l'Autriche s'intéresse vers l'Orient et non vers le Rhin.

§ V. — Traité de Berlin (13 juillet 1878)

CAUSES DE LA CONVENTION DU CONGRÈS DE BERLIN. — PARTICIPATION DE L'ÉTAT GREC SANS AUCUNE QUALITÉ PRÉCISE. — REVENDICATIONS HELLÉNIQUES, RÉSULTATS.

Dans une atmosphère si hostile, le traité de San-Stefano ne pouvait être appliqué. L'ennemi irréductible de la Russie, la Grande-Bretagne, lui adressait, le 1^{er} avril 1878, une note, déclarant que ce traité portait atteinte à ses intérêts les plus légitimes en mettant la Mer Noire sous la domination exclusive de la Russie, que l'Empire ottoman possédait une indépendance illusoire. Comme l'Autriche avait ses intérêts en Orient

atteints et le Tsar ne pouvant pas compter sur l'Allemagne qui voulait réserver toutes ses forces contre la France, la Russie était obligée, le 30 mai 1878, de conclure une entente avec l'Angleterre, relative aux questions soulevées par le traité de San-Stefano. C'était les préliminaires du Congrès et du traité de Berlin. Par cet accord, la Grande Bulgarie serait disloquée et le protectorat russe serait remplacé par le protectorat collectif des puissances. L'Angleterre, tenant ainsi la Russie, se tourna vers la Turquie avec laquelle elle signait, le 4 juin 1878, une convention secrète d'alliance défensive ; la Turquie lui accordait le droit d'occuper et administrer Chypre, qu'elle évacuerait quand la Russie restituerait Kars et ses conquêtes en Arménie ; l'Angleterre, ainsi, possédait et administrait Chypre, qui restait sous la souveraineté du Sultan, sous prétexte de protéger la Turquie et surveiller la Russie contre le mouvement slaviste en Asie.

Dans une situation aussi complexe au slavisme, la Grèce soutenait des bandes dans les provinces limitrophes et secouraient les Crétois ; ses relations avec la Turquie étaient tendues, une entente avec elle, après tant d'efforts anglais, devenait impossible.

Pour barrer donc la route au progrès du slavisme, le Congrès de Berlin commençait ses travaux le 13 juin 1878.

La Grèce se trouvait sous l'influence anglaise, qui lui suggérait l'idée de demander d'y participer ; le 23 février 1878, elle soumettait cette demande : « Pour un devoir sacré, disait-elle, d'élever encore un fois sa voix pour plaider devant le tribunal européen la cause des populations helléniques de l'Empire ottoman.

« Ce n'est pas un droit de protectorat que la Grèce libre voudrait revendiquer sur les Hellènes de l'Empire ottoman. On nous a bien des fois objecté de pareilles vellétés, et nous tenons à cœur de faire envisager la question sous son véritable point de vue. Le Royaume hellénique n'a fait de tout temps et ne fait encore aujourd'hui que partager l'intérêt dont l'Europe chrétienne a tant de fois fait preuve pour l'hellénisme esclave ; s'il se fait champion d'une cause sacrée pour lui, c'est qu'il ne saurait oublier les liens d'origine et de religion qui unissent ses enfants avec leurs frères déshérités, ni étouffer non plus le contre-coup douloureux que leurs souffrances séculaires font naître dans les vœux des Hellènes libres. Personne, assurément, ne voudrait reprocher à la Grèce libre ses souhaits pour l'émancipation des Hellènes de la Turquie, ni ses efforts pour leur procurer une existence nationale. »

Comme avec l'annexion des îles Ioniennes, l'Angleterre refutait le principe de la Russie, en montrant que la Grèce pouvait s'agrandir et pouvait revendiquer plus facilement l'Épire et la Thessalie, à cause de leur voi-

sinage avec les îles dotées ; ainsi, avec la participation de la Grèce au Congrès de Berlin, elle voulait contrecarrer l'idée panslaviste, détruire son œuvre de San-Stefano en utilisant la Grèce comme un organe assez efficace dans les circonstances actuelles.

A la première séance du 13 juin, la Grande-Bretagne soutenait que, à côté du concert des « six » et de la Turquie, siège son protégé ; son représentant proposait de soumettre à la séance suivante la question de savoir si la Grèce devait être admise au Congrès ; ainsi le 17, à la deuxième séance, le marquis de Salisbury soutenait que le gouvernement russe annonçait, avant la guerre, qu'il ne chercherait pas l'acquisition territoriale ; que « les Slaves qui reconnaissaient autrefois l'autorité du Patriarche grec se sont ralliés à une nouvelle organisation ecclésiastique qui a réclamé leur soumission. Dans une grande partie du territoire habité par la race grecque, le droit de posséder les églises et les écoles a donné lieu à des contestations, souvent même à des luttes entre les populations des deux races » ; il affirmait que le conflit engendrait toute les passions, et que « les Grecs redoutent et avec raison, la subjugation de leur Eglise, la suppression de leur langue, et l'absorption et la disparition progressives de leur race, si leurs rivaux se trouvaient dans une position prépondérante. Ces points sont pour eux d'un intérêt capital et leur sort dépend de la forme que donnera le Congrès aux dispositions qui seront arrêtées dans le but de protéger les chrétiens et d'assurer l'ordre et la sécurité aux provinces de la Turquie européenne.

« Mais les races ne sont pas devant le Congrès sur un pied égal. Les Slaves ont pour défenseur dans cette salle un puissant peuple militaire, leur frère par le sang et par la foi, fort du prestige de ses victoires récentes.

« Les Grecs, au contraire, n'ont ici comme représentant aucune nation de même race » ; puis il ajoutait que les décisions du Congrès « ne contenteraient pas la race grecque et, par conséquent, n'amèneraient ni la tranquillité de l'Empire ottoman, ni la paix de l'Europe », il avait peur de nouvelles agitations et des plaintes d'une race abandonnée par l'Europe contre une autre race dont les sympathies sont tout à fait éloignées. La France, par M. Desprez, faisait la proposition suivante . « Considérant que dans l'examen des nouveaux arrangements à prendre pour assurer la paix en Orient il est juste de fournir à la Cour d'Athènes l'occasion d'exprimer ses vœux et qu'il peut être utile aux puissances de les connaître ;

« Le Congrès invite le gouvernement de Sa Majesté Hellénique à désigner un représentant qui sera admis à exposer les observations de la Grèce lorsqu'il s'agira de fixer le sort des provinces limitrophes du royaume et qui pourra être appelé dans le sein du Congrès toutes les fois que les plé-

nipotentiaires le jugeront opportun. » La France, c'est-à-dire, proposait l'admission de la Grèce au Congrès lorsqu'il serait question de la Thessalie et de l'Épire, aux moments où le Congrès le jugerait opportun.

A la troisième séance, le 19, l'Angleterre proposait d'adhérer à la proposition française, si l'expression « provinces limitrophes » était remplacée par l'expression « provinces grecques »; par ces termes, l'Angleterre sous-entendait l'Épire, la Thessalie, la Macédoine, la Thrace et la Crète, s'il était permis de croire à sa proposition.

La Turquie s'abstenait, protestant contre l'expression « provinces limitrophes » et les « six » étaient divisés en deux groupes : d'un côté, l'Angleterre, l'Autriche-Hongrie et l'Italie, de l'autre côté, l'Allemagne, la France et la Russie.

La question de faire partie du Congrès pour la Grèce était capitale : si elle y participait, elle aurait les mêmes droits aux prochains Congrès, qui discuteraient sur le partage de l'Empire ottoman ; elle pourrait exprimer ses revendications en s'appuyant sur la proposition anglaise en ce qui concernait l'Épire, la Thessalie, la Macédoine, la Thrace, la Crète ; elle pouvait réfuter les arguments des aspirations panslavistes ; elle affronterait comme égale la Turquie et elle ferait son éducation politique. La Grèce, en fin de compte, était acceptée au Congrès sans pouvoir dire dans quelle qualité ; tout dépendait des grandes puissances.

A la séance du 29 juin, la Grèce était invitée pour que le Congrès entende « les vœux et les appréciations du Gouvernement hellénique avant de prendre une décision sur l'article 25 qui forme, en ce moment, l'objet de ces délibérations. S. A. S. prie MM. les Représentants de la Grèce de faire connaître leurs opinions et leurs désirs à la Haute Assemblée.

La Grèce était invitée donc à exposer au Congrès seulement ses opinions et cela une seule fois. M. Delyanis, dans son exposition du point de vue du Gouvernement grec, disait : « Les vœux de la Grèce ont été toujours identiques aux aspirations de la nation entière, dont la Grèce libre ne constitue qu'une petite partie.

« Ces mêmes aspirations animaient le peuple hellénique quand il entreprit, en 1821, la longue guerre de son indépendance. »

Il demandait ensuite l'annexion des provinces limitrophes et de Candie, conforme aux intérêts européens et turcs ; il la trouvait comme le seul moyen de pacification et le complément de l'œuvre civilisatrice que l'Europe avait commencée en créant l'Etat grec ; la Turquie avait intérêt, disait-il, à la réalisation de l'annexion, parce qu'elle éviterait toute cause de troubles « qui ont tant de fois épuisés son budget, compromis ses intérêts politiques et aigris ses relations de bon voisinage ». C'était d'un intérêt capital pour les provinces qui, depuis un demi-siècle, réclamaient

leur union à la Grèce en manifestant et en prenant les armes. Ce représentant grec faisait allusion à la Thessalie qui n'avait pu être pacifiée « que sur l'assurance formelle d'une grande puissance », que « la cause hellénique ne serait point lésée » et que cette puissance disait explicitement au Congrès que cette pacification était due à son intervention; il s'agissait de l'Angleterre. Il rappelait que l'île de Crète était en ce moment en pleine insurrection et que le sang continuait à couler; que les luttes des frères esclaves ne pouvaient pas laisser les frères libres sans émotion et que la situation du Gouvernement grec était toujours difficile à cause de l'opinion publique; que les luttes faisaient naître des dépenses énormes pour soigner les réfugiés, les combattants rapatriés et pour les armements, que l'Etat était obligé de faire à cause de la situation anormale.

Le second représentant du Gouvernement grec, M. Rangabé, insistait « sur les progrès réalisés en Grèce depuis la proclamation de l'indépendance, sur les difficultés que l'exiguïté du territoire, l'absence de frontières naturelles, les agitations permanentes des provinces voisines de même race, ont sans cesse opposé à la prospérité et au développement du Royaume hellénique. Que les accroissements demandés par son collègue sont nécessaires, non seulement à l'existence même de la Grèce, mais à la paix de l'Orient ». (Protocole n° 9 du Congrès.)

Le 5 juillet, la France avait proposé que « le Congrès invite la Sublime-Porte à s'entendre avec la Grèce pour une rectification de frontières en Thessalie et en Epire et est d'avis que cette rectification pourrait suivre la vallée de la Salamyrias (ancien Pineus) sur le versant de la mer Egée et celle du Calamos, du côté de la mer Ionienne.

« Le Congrès a la confiance que les parties intéressées réussiront à se mettre d'accord. Toutefois, pour faciliter le succès des négociations, les puissances sont prêtes à offrir leur médiation directe auprès des deux parties ».

L'Angleterre, devant le vote unanime des « cinq », acceptait la proposition et, ainsi, le traité de Berlin était signé le 13 juillet 1878, sans que la Grèce eut jusqu'au bout l'appui de l'Angleterre.

Ce traité, qui est comparé par les uns à la montagne accouchant d'une souris, par les autres comme le fils du hérisson aux mille pointes, était, suivant Benoît Brunswik, « le produit d'une transaction entre la peur des Anglais devant le progrès slave et la peur de toutes les autres devant la guerre imminente; c'est un instrument d'opportunisme, appliqué entre rivalités hostiles, c'est un traité-conciliation de transaction, pas un traité de victoire, le traité de nécessité imposé par les exigences de la paix européenne ». Il proclamaient le Monténégro absolument indépendant en l'agrandissant des districts de Wiksitch, de Piva et des ports d'Antivari

et de Dulcigno; l'indépendance complète de la Serbie avec Nisch et le district de Piro; l'indépendance complète de la Roumanie avec les bouches du Danube et la Dobrouza jusqu'à la hauteur de Silistrie; il supprimait la grande Bulgarie de San-Stefano; la Bulgarie était constituée en principauté autonome et tributaire, sous la suzeraineté du Sultan, avec un gouvernement chrétien et une milice nationale; il érigeait la Roumélie orientale en une administration autonome avec un Gouverneur chrétien nommé pour cinq ans par le Sultan avec le consentement des puissances; il autorisait l'occupation et l'administration par l'Autriche-Hongrie de la Bosnie et de l'Herzégovine.

En ce qui concernait la Grèce, nous pouvons dire que l'ensemble des stipulations politiques l'intéressait, parce qu'il s'agissait de la succession de l'Empire ottoman habité en grande partie par des Grecs; particulièrement l'article XXIV : « Dans le cas où la Sublime-Porte et la Grèce ne parviendraient pas à s'entendre sur la rectification des frontières indiquées dans le treizième protocole du Congrès de Berlin, l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et la Russie se réservent d'offrir leur médiation aux deux parties pour faciliter les négociations. » Et l'article XXIII correspondant à l'article XV de la convention de San-Stefano et concernant la Crète, avec la différence que les résultats de commissions spéciales soumis à la Porte ne pouvaient être exécutés qu'après consultation de la Porte par la Russie, seront, suivant cet article, exécutés après consultation de la Commission européenne instituée pour la Roumélie orientale.

On pouvait dire que tout le monde était à la fois satisfait et mécontent du traité : la Russie obtenait des territoires et des villes, mais l'idée panslaviste se trouvait en recul; l'Angleterre était obligée de reconnaître de nouvelles conquêtes russes, mais elle obtenait Chypre, y surveillant la Russie, et la réduction de la grande Bulgarie, cet édifice slave; la Turquie, plus mécontente que contente, s'étendait encore jusqu'à l'Adriatique sans l'intercalation d'aucun autre Etat; la Bulgarie qui, si elle n'était pas la grande, était érigée en Etat vassal et s'approchait de la Roumélie orientale; la Roumanie, la Serbie et le Monténégro étaient indépendants, avec un agrandissement de leur territoire; l'Autriche-Hongrie obtenait la possession de la Bosnie et de l'Herzégovine en attendant l'annexion complète; l'Allemagne, contente de faire jeter l'Autriche vers l'Orient, sceptique toujours de la boule de neige de Russie sans cesse roulant et grossissant; la France reprenait dans la conférence son prestige si éteint depuis 1870; la Grèce obtenait des promesses, contente de la non-réalisation de la grande Bulgarie, de son sauvetage du péril russe et mécontente du régime de la Roumélie orientale.

§ VI. — Annexion de la Thessalie

CONFÉRENCE DE PRÉVEZA. — MÉDIATION EUROPÉENNE ; CONFÉRENCE DE CONSTANTINOPLE. — CONFÉRENCE DE BERLIN. — TRAITÉS DU 24 MAI ET DU 2 JUILLET 1881.

En exécution du protocole 13 de la conférence de Berlin, une conférence était ouverte entre la Turquie et la Grèce à Préveza le 6 février 1879.

Pendant le conférence, les Grecs se basaient sur le protocole 13 de la conférence et sur l'article XXIV du traité de Berlin; ils voulaient discuter sur les lignes indiquées par ces actes. Les Turcs, au contraire, acceptant le principe de rectification de frontières, n'acceptaient pas comme base des négociations la ligne ci-dessus mentionnée, en prétendant que les dispositions du protocole 13 et de l'article XXIV du traité ne contenaient « ni une obligation à la Turquie, ni un engagement envers la Grèce »; ils considéraient « les limites indiquées dans le protocole comme inadmissibles, même au point de vue des instructions du Congrès; ils invoquaient que la ligne proposée était impossible à cause des luttes qui éclateraient dans les provinces par amour de ces populations envers la Turquie; à cause du morcellement de la population albanaise, composée d'élément homogènes, qui en résulterait; à cause des Albanais qui, considérant ainsi leur nationalité menacée de disparaître, feraient des efforts pour la conserver intacte; et en se référant aux propositions de M. Waddington, disaient que l'indication de cette ligne comme base des négociations « n'avait d'autre intention que d'indiquer le maximum de prétentions que la Grèce pourrait élever et non d'imposer à la Sublime-Porte une obligation dans le sens strict du mot ».

Comme les Grecs maintenaient leur point de vue, qu'ils tenaient un titre basé sur le protocole 13 et l'article XXIV, aucun progrès n'était réalisé au cours de la deuxième séance (29 janvier/10 février 1879), ni de la troisième (30 janvier/11 février 1879); dans cette dernière, les Turcs invoquaient le protocole 18 de la conférence : « Le Président dit que le paragraphe relatif à la médiation des puissances pour la rectification des frontières exprime un vœu du Congrès et non pas une résolution à laquelle la Porte soit sollicitée de s'associer. » A la séance du 16/18 mars, les Turcs proposaient une rectification englobant dans la Grèce Armyro et Domoco, avec une partie du territoire des districts de Carditza et de Pharsala ; les Grecs, acceptant seulement de négocier sur la ligne du protocole 13, déclaraient la conférence close.

La Grèce, se basant sur l'article XXIV du traité, demandait la médiation de l'Europe qui, en l'admettant, avait invité les parties, le 21 avril 1879, à chercher une autre manière de procédure par une nouvelle conférence à Constantinople; l'Europe voulut gagner du temps; la question n'était pas si simple; l'Autriche mettait les pieds sur la Bosnie et l'Herzégovine, regardant toujours vers Salonique, elle ne voulait pas que la Grèce s'approche de Salonique, ayant ainsi des frontières communes avec la Macédoine; l'Allemagne l'encourageait toujours à avoir la face dirigée vers la mer Egée et le dos vers le Rhin; l'Angleterre voulait une Turquie forte pour résister aux Slaves; la Russie voulait faire de la Grèce à ce moment un instrument politique; la France, toujours soucieuse de relever son prestige, voyait avec méfiance les cordialités austro-allemandes. Les « six », à l'initiative de la France, proposaient des conférences nouvelles entre la Grèce et la Turquie, elles leur donneraient leurs conseils; les conférences commençaient entre les Grecs et les Turcs le 10/22 août 1879 à Constantinople.

Les Grecs insistaient toujours sur le protocole 13 et l'article XXIV. Les Turcs qui, à la conférence de Préveza, ne voulaient pas discuter sur le protocole à ce moment, essayaient de détourner son sens: le protocole, disaient-ils, a été suggéré, non déterminé et moins imposé par les puissances et qu'ils étaient « disposés à prendre comme base première des négociations en aucune façon les indications mentionnées au dit protocole, pourvu que ces bases ne lient les deux gouvernements qui pourront librement les discuter et les modifier au même titre que tel autre point de départ qui aurait pu être proposé par l'une ou l'autre des parties ». A la quatrième séance du 29 août/10 septembre 1879, les plénipotentiaires ottomans faisaient la déclaration qu'ils « constatent avec plaisir que leurs collègues de Grèce sont disposés à s'approcher des idées émises par eux et à entrer en matière en considérant les indications du protocole 13 comme susceptibles de discussion et de modifications ».

Les Grecs communiquaient à la séance du 23 septembre/5 octobre une déclaration acceptée par les « six »: « Le but des négociations actuelles étant de faciliter aux deux Etats une entente désirée par l'Europe, à Berlin, sur une rectification des frontières destinée à établir, entre la Turquie et la Grèce, des rapports de réciprocité et stable sécurité des deux parties, sont d'accord pour accepter comme point de départ et comme base de discussion les indications du protocole 13. » Les Grecs voulaient dire que, toujours appuyés sur l'article 13, ils pourraient faire quelques concessions. Les Turcs, au contraire, essayaient de les faire abandonner leur titre en acceptant les indications du protocole comme susceptibles de discussion et modifications; ils proposaient donc « d'étudier ensemble la ligne générale

des vallées du Calamas et du Péneus, pour l'adopter ou la modifier, suivant qu'après discussion elle paraîtra destinée ou non à établir entre les deux pays des rapports de stable et réciproque sécurité ».

Pour les Grecs, comme pour tout le monde, il était très facile d'entrevoir le piège. Par malheur, devant le danger de l'alliance austro-allemande, la France philhellène était obligée de se rapprocher de l'Angleterre, en faisant des sacrifices dans sa politique générale. L'objet était la Grèce, qui fut obligée d'adhérer à la proposition dangereuse de la Turquie, qui, dans la séance du 12/24 octobre, commençait à critiquer la ligne du protocole 13. Par un mémoire, elle n'admettait pas la division de la Thessalie en lui laissant une partie entre « des montagnes inaccessibles, une mer sans port et un territoire étranger » ; cette partie, disait-elle, déshéritée et séquestrée du reste du monde, demandera l'annexion à la Grèce, d'où de nouveaux conflits et désordres; la ligne du protocole ne pouvait pas donner, suivant les Turcs, la sécurité des frontières; en ce qui concernait l'Épire, les Turcs disaient que, par la ligne du protocole, l'Épire du Nord resterait sans port et, puisqu'elle était recouverte de montagnes, elle ne pourrait pas donner satisfaction aux besoins des bergers qui, ne pouvant descendre dans la vallée, demanderaient une modification des frontières en s'unissant au million de Guèges. De plus, la ligne du protocole, disaient les Turcs, « est un sacrifice incompatible avec l'idée d'une simple rectification de frontières que le sentiment national repousse comme un grave danger pour l'avenir et comme étant plus propre à jeter entre les deux pays des ferments d'hostilité et de ressentiment que d'établir entre eux des rapports de stable et réciproque sécurité ». Les Grecs proposaient la ligne Dion (Malathria)-Bicerni, limites prises d'après la carte de l'état-major autrichien. Ils soutenaient leur point de vue en disant que les limites naturelles sont les meilleures limites, comme les crêtes de montagnes et les eaux; ils invoquaient que tous les peuples de ces territoires étaient de la même race, des mêmes langue et religion du peuple grec libre et que ce peuple s'était révolté pour s'annexer à la Grèce.

Les Turcs et les Grecs ne s'entendaient pas.

En attendant, la France proposait la fixation d'une nouvelle frontière en Épire; elle suivrait la limite méridionale du bassin du Kalamas; en Thessalie, la limite septentrionale de la vallée du Pénée; la Turquie garderait Yanina; la Grèce aurait Metzovo. A ces projets, toutes les puissances adhéraient.

A la fin de février, les Grecs partaient de Constantinople en informant les puissances de l'impossibilité de négociations directes. Les Turcs, par de nouveaux mémoires, proposaient de faire aboutir les frontières vers le point de Thèbes, du côté de Volo, et vers Anino, du côté du golfe

Ambracique. Les Grecs refusaient la nouvelle proposition turque et ainsi nous étions au même point qu'avant la conférence de Préveza.

Les « six » ouvraient la conférence à Berlin le 16 juin 1880. La Turquie refusait la commission de délimitation sur son territoire. La France, d'accord avec l'Angleterre et l'Italie, proposait : « La frontière suivra le thalweg du Kalamas depuis l'embouchure de cette rivière dans la Mer Ionienne jusqu'à sa source dans le voisinage Han-Kalabaki, puis les crêtes qui forment la ligne de séparation entre les bassins : au nord de la Vouïtza, de l'Haliacmon et du Mavroneri et leurs tributaires ; au sud, du Kalamas, de l'Arta, de l'Aspropotamos et du Salamyrias (Pénée ancien) et leurs tributaires, pour aboutir à l'Olympe, dont elle suivra la crête jusqu'à son extrémité orientale sur la Mer Egée.

« Cette ligne laisse au sud le lac de Yanina et tous ses affluents, ainsi que Metzovo, qui resteront acquis à la Grèce. »

A la deuxième séance, la Russie proposait un amendement : « Adopter pour la partie du tracé occidental le système des crêtes de montagnes, parallèlement à celui proposé pour la frontière orientale, en se guidant, autant que possible, par le tracé du projet hellénique, à partir du point de Saint-Georges, sur la côte de l'Epire, au nord du lac de Butrinto, jusqu'à l'endroit où le tracé hellénique rejoint le tracé français, aux environs et au sud-est de Paraphanie (carte autrichienne). »

A la troisième séance du 21 juin, les projets turcs et grecs étaient écartés comme aussi, par la commission technique, l'amendement russe.

A la quatrième séance du 25 juin, la Porte, par le Président, faisait de nouvelles propositions : « La Porte offrirait tout territoire que la conférence voudrait déterminer, pourvu que les villes de Préveza, Yanina, Metzovo et Larissa demeuraient à la Turquie. » La conférence, à l'unanimité, se prononçait pour le tracé français. La Turquie protestait en disant qu'elle avait signé le traité de Berlin « parce qu'il était clairement entendu qu'il s'agissait non point d'une résolution, mais d'un vœu pur et simple pour une rectification de la ligne frontière réservée à l'entente commune des deux Etats. »

A la cinquième séance du 28 juin, la conférence rédigeait l'acte final à l'unanimité : « Les pourparlers engagés entre la Turquie et la Grèce pour la rectification de leurs frontières n'ayant point amené de résultat, les soussignés, plénipotentiaires des puissances appelées par les prévisions de l'acte du 13 juillet 1878 à exercer la médiation entre les deux Etats, se sont réunis en conférence à Berlin, conformément aux instructions de leur gouvernement, et, après mûre délibération, s'inspirant de l'esprit et des termes du protocole 13 du Congrès de Berlin, ont adopté, à l'unanimité, le tracé suivant. » L'acte répétait le projet français tel qu'il était,

et il se terminait ainsi : « Les soussignés ont l'honneur de soumettre aux puissances, dont ils sont les représentants et les mandataires, la présente décision, afin qu'elles veuillent bien l'approuver et la notifier aux parties intéressées. » Cet acte était approuvé le 1^{er} juillet par les ambassadeurs des « six » au nom de leur gouvernement. La conférence était close la même journée.

Ainsi, après l'échec des conférences de Préveza et de Constantinople, la conférence de Berlin créait un acte de délimitation des frontières gréco-turques à l'unanimité, mais sans contenir aucune clause exécutoire, sans prévoir les moyens de faire respecter la décision solennelle ; le seul résultat positif était que la Turquie, jusqu'à ce moment, avait réussi à discuter sur la ligne fixée par le protocole 13.

A la note collective des « six », du 25 août 1880, la Turquie, par sa note du 30 octobre 1880, répondait qu'elle ne pouvait pas donner à la Grèce les villes de Yanina, de Metzovo, de Larissa. L'Angleterre proposait, pour imposer la volonté des « six » à la Turquie, l'occupation de Smyrne et une démonstration navale, mais sans succès. La Turquie donnait Dulcigno au Monténégro pour avoir l'appui des puissances dans l'affaire grecque et pour éviter le soulèvement en Epire et en Thessalie. La Porte refusait aussi la proposition de la France du 7 décembre 1880 pour un arbitrage. La France perdait l'initiative de l'affaire, donnant la place à Bismarck, qui ouvrait la conférence de Constantinople (février/mars 1881) des « six », à laquelle participait la Turquie, mais pas la Grèce.

Le 7 mars, la Turquie consentait à céder la Thessalie jusqu'au Pénée et, le 17, donnait Candie, avec une offre de quatorze mille kilomètres carrés sur la frontière continentale : « La nouvelle ligne, partant de la Mer Egée, à quatre kilomètres du sud de Platamona, suivrait une série de hauteurs au nord du Pénée, jusqu'aux monts Katchovo, d'où elle rejoindrait l'Arta, dont elle suivait le Thalweg jusqu'à son embouchure, laissant ainsi à la Grèce Turnovo, Tricala et Arta, Larissa et Volo. » Ce projet, comme un projet de Bismarck, était condamné d'avance. L'Angleterre ne voulait pas donner la Candie, elle voulait un arrangement purement continental. La Grèce protestait comme ne pouvant accepter l'arrangement d'une affaire jugée déjà en dernier ressort et que son acceptation ne pouvait pas aplanir les difficultés du problème ; dans son promemoria du 2 avril 1881, elle disait qu'elle possédait le titre de la liberté de la Thessalie et de l'Epire ; elle ne pouvait pas laisser à eux-mêmes les Grecs esclaves ; cela aurait comme conséquence « l'affaiblissement complet de l'élément grec ; rupture des liens qui unissent la Grèce libre aux Grecs de Turquie ; anéantissement de toute espérance de l'hellénisme ; luttes incessantes des Hellènes déshérités et excitation perpétuelle parmi la population du royaume ».

Le 7 avril, les puissances remettaient à la Grèce une note par laquelle elles déclaraient que « les conclusions consignées dans l'acte final de la conférence de Berlin n'ayant pas pu, par la force des choses, recevoir l'exécution pacifique que les cabinets avaient en vue », que « les conclusions sus-énoncées sont désormais formellement substituées par eux par l'acte final de la conférence de Berlin et qu'ils entendent, dans l'intérêt de la paix générale, s'arrêter à cette solution, qui doit être considérée dès lors comme une décision suprême de l'Europe ».

Le 12 avril, la Grèce répondait que l'acte de Berlin « faisait naître des droits et des obligations pour la Grèce aussi bien que pour l'Europe » et que la nouvelle ligne manque de nécessité et de défense et elle va engendrer des difficultés dans le présent et des dangers pour l'avenir ». En général, ce qui caractérisait la réponse de la Grèce était qu'elle ne semblait ni accepter, ni ne pas accepter. Le 19, les puissances remettaient à la Turquie, et le 20 à la Grèce, des notes si elles acceptaient ou non les propositions de la conférence. Le 2 mai, la Porte acceptait la note. Les puissances interprétaient que la Grèce avait accepté, parce que le Premier Ministre de la Grèce répondait qu'elle avait dit tout ce qu'elle voulait dire.

Ainsi la conférence, sous la présidence de Bismarck, continuait ses travaux. Le 24 mai 1881 était signé la convention spéciale et la convention annexe sur le mode d'évacuation des territoires par la Turquie. L'article 1^{er} déterminait les nouvelles frontières en laissant à la Grèce Turnovo et Larissa ; elles passaient tout près de Metzevo, en laissant Yanina à la Turquie, englobaient l'Arta, sans Préveza, qui restait à l'Empire ottoman ; cet article prévoyait la manière de la délimitation des frontières, celles-ci seraient fixées sur les lieux par une commission composée des délégués des six puissances et des deux parties intéressées.

Par l'article 2, la Grèce obtenait Punta, qui, comme Préveza, en temps de paix, devait être en désarmement ; la navigation du golfe d'Arta serait libre.

Les articles 4 à 9 stipulaient des garanties sur la vie, les biens, l'honneur, la religion et les coutumes pour les musulmans qui resteraient sous la souveraineté hellénique ; une commission helléno-turque devrait résoudre les difficultés et, à défaut d'entente, le différend serait soumis à la décision des puissances médiatrices.

Par l'article 10, la Grèce était obligée de supporter une part de la dette publique ottomane, proportionnelle aux revenus des territoires cédés.

L'article 11 stipulait qu'aucune mesure exclusive et exceptionnelle de désarmement ne pourrait être prise à l'égard des musulmans.

L'article 12 obligeait le Gouvernement hellénique à présenter à la

Chambre un projet de loi pour le renouvellement de la convention de 1856 relative à la poursuite du brigandage.

Par l'article 13, les musulmans avaient à leur disposition un délai de trois ans avec la faculté de transporter leur domicile dans l'Empire ottoman. Pendant ce temps, ils ne pourraient être astreints au service militaire.

L'article 15 stipulait que l'évacuation, ainsi que la remise des territoires cédés, seraient réglées par un acte séparé.

L'article 16 donnait aux puissances médiatrices la faculté de surveiller les opérations de la cession territoriale.

L'article 17 prévoyait une amnistie générale accordée par la Grèce à la Turquie.

L'article 18 prévoyait une convention entre la Grèce et la Turquie contenant les mêmes stipulations que la convention présente.

L'article 19 obligeait les parties à ratifier la présente convention à Constantinople, dans un délai de trois semaines au plus tard.

Par l'acte séparé, ces territoires cédés étaient divisés en six sections. L'évacuation de la première serait effectuée dans les trois semaines à partir de la ratification; les quatre autres sections dans les trois mois à partir de la même date; la sixième section, qui englobait Volo, dans les cinq mois à partir de la même date. Une commission de délégués militaires des puissances était prévue pour servir d'intermédiaire pendant l'évacuation s'il se présentait un différend ou des difficultés.

A l'exécution de l'article 13 de cette convention était signée une convention entre la Grèce et la Turquie, le 2 juillet 1881, qui contenait les mêmes stipulations que la précédente.

Ainsi la Grèce obtenait la Thessalie sans guerre, une des conséquences imprévues de la guerre russo-turque. La Grèce obtenait ces territoires en contre-poids de la politique slave et peut-être comme supplément pour former un Etat plus grand et réparer ainsi la faute des puissances qui avaient formé un Etat exigu, montagneux et sans ressources. La Grèce n'obtenait pas la Crète, à cause des vues anglaises sur l'île; non plus l'Epire, parce que l'Autriche voulait peut-être la lui céder dans un prochain démembrement de l'Empire ottoman, et ainsi la Grèce n'obtenait pas de territoires macédoniens en s'approchant de Salonique et aussi pour que la Grèce ne puisse demander à l'avenir, hors l'Epire, une partie de l'Albanie, le but de conquêtes de la politique italienne, et aussi pour ne pas laisser la Grèce avancer dans la Macédoine et la Thrace, et également peut-être pour la formation, dans l'avenir, de la grande Bulgarie et de la descente de la Russie à Constantinople.

CHAPITRE III

De l'annexion de la Thessalie à l'autonomie crétoise

§ I. -- La situation de la Roumélie orientale et le blocus pacifique de la Grèce de 1886

LA SITUATION POLITIQUE (TRAITÉS DES 18 ET 28 JUIN 1881). — COUP D'ÉTAT BULGARE DU 18 SEPTEMBRE 1885. — THÉORIE DE L'ÉQUILIBRE STABLE. — NOTES COLLECTIVES DU 13 OCTOBRE 1885, DU 11 JANVIER 1886. — NOTE ANGLAISE DU 23 JANVIER 1886 ET NOTE COLLECTIVE DU 25 JANVIER 1886. — BLOCUS PACIFIQUE DE LA GRÈCE. — ADRESSE AMICALE DE LA FRANCE. — ULTIMATUM COLLECTIF DU 26 AVRIL 1886. — FIN DU BLOCUS LE 7 JUIN 1886.

L'occupation de la Thessalie, malgré quelques incidents insignifiants, avait été exécutée sans complications des relations entre la Grèce et la Porte; la Turquie avait donné pleine satisfaction à la Grèce en lui cédant les quatre points discutés sur la nouvelle frontière.

Le Gouvernement grec inaugurait une politique d'indépendance ; il voulait régler ses affaires sans intervention des garants et des médiateurs ; Tricoupis voulait faire des alliances avec les voisins de la Turquie et avec la Porte, mais sans succès. La Grèce était soutenue à ce moment par l'Autriche, sur laquelle, d'ailleurs, l'Etat grec ne pouvait pas compter pour un développement large de ses frontières vers la Macédoine.

La Russie, avec une forme nouvelle, suivait l'idée du panslavisme; elle aidait la Bulgarie à construire des églises, même dans les contrées purement helléniques de la Macédoine. La Grèce se trouvait devant l'idée panslaviste et en face de la Triple Alliance du 18 juin 1881 (Allemagne, Autriche, Russie); la Triple s'engageait à respecter les intérêts de l'Au-

triche-Hongrie qui découlaient du traité de Berlin ; seulement, par un commun accord entre ses membres, pourrait intervenir pour une modification dans le *statu quo* territorial de l'Empire ottoman de l'Europe; l'Autriche-Hongrie pourrait annexer la Bosnie et l'Herzégovine; la Bulgarie et la Roumélie orientale pourraient se réunir, en prenant la résolution de détourner les Bulgares de toute agression contre les provinces voisines, notamment la Macédoine. Nous voyons que la politique de la Triple était contraire aux intérêts helléniques et que, par cette union, la politique austro-allemande marquait un succès. L'Autriche-Hongrie pourrait annexer la Bosnie et l'Herzégovine; de plus, elle préparait sa descente à la mer Egée; comme suite à cette politique, l'Autriche concluait avec la Serbie, à Belgrade, le traité du 28 juin 1881 suivant lequel la Serbie ne pouvait conclure une alliance avec aucun autre Etat sans le consentement de l'Autriche.

La Turquie se trouvait dans un état lamentable; elle cherchait l'amitié de la Grèce à qui elle avait donné pleine satisfaction sur les quatre points de la frontière ; elle ne connaissait qui étaient ses amis ou ses ennemis ; qu'ils soient amis ou ennemis, tous voulaient un morceau de son Empire.

La propagande russe aux Saints Lieux, au Mont Athos, la propagande bulgare en Macédoine, l'antagonisme russo-anglais, ne pouvaient avoir comme résultat une entente entre la Grèce et la Bulgarie ; au contraire, leurs relations diplomatiques devenaient assez délicates depuis le 23 avril 1885 (vieux style) ; les Hellènes de Philippopoli voulant célébrer la fête du roi Georges furent maltraités et insultés par les Bulgares ; et elles étaient presque impossibles depuis le coup d'Etat du 18 septembre 1885. Le parti libéral bulgare proclamait l'union de la Roumélie orientale avec la Bulgarie et, le 21, le prince Alexandre y faisait son entrée. La Grèce voulait unir ses forces avec celles de la Serbie pour chercher la récompense en faisant la guerre à la Turquie. La Serbie, aidée par l'Autriche-Hongrie, voulait des récompenses au détriment de la Bulgarie et à laquelle elle déclarait la guerre en novembre. Le Gouvernement grec, en se préparant à la guerre, protestait contre la violation du traité de Berlin qui avait fixé le *statu quo* de la Roumélie orientale ; il se déclarait pour le *statu quo ante* où, si il y avait une modification des traités, il demandait comme minimum les frontières adjugées à l'Etat grec par le traité de Berlin en invoquant la théorie de « l'équilibre stable » dans les Balkans.

Le Gouvernement grec n'admettait pas une deuxième modification du traité de Berlin au détriment de la Grèce qui, par la première modification du traité, avait perdu tant de territoires, malgré ses titres internationaux qui étaient un arrêt, suivant l'expression du ministre des Affaires étrangères de France dans sa dépêche adressée à son représentant à Athènes,

le 3 septembre 1880 : « L'arrêt des gouvernements en faveur du peuple grec, arrêt qui sera exécuté dans un avenir peu éloigné. » Une décision finale, un titre irréfragable, suivant la dépêche du 14 août 1880 du même ministre : « La conférence de Berlin vient de prononcer une décision finale en harmonie avec les désirs de la France. L'Europe s'est donné la mission d'en poursuivre l'exécution. La Grèce est armée désormais d'un titre irréfragable. La Turquie est mise en demeure de se conformer... ou de précipiter ses destins... dont la résistance aveugle rendrait certainement l'échéance inévitable. Quant à la France, elle ne désertera pas... et elle saura prendre sa part de l'obligation morale qui incombe à toute l'Europe. » Une décision suivant la note collective du 25 août 1880 qui a été signifiée à la Turquie et dans laquelle il était déclaré « que la décision de la conférence de Berlin ayant été prise après mûre délibération et à la suite d'un examen attentif des différents tracés successivement proposés par les Gouvernements ottoman et grec, les puissances médiatrices ne sauraient consentir à ce que la discussion fut ouverte à cet égard... Les gouvernements se trouveront, par suite, dans l'impossibilité d'autoriser leurs représentants à accepter aucune discussion sur le tracé de la frontière. Ils ne peuvent que leur laisser la faculté d'examiner toute proposition que la Porte aurait à leur communiquer, en ce qui concerne la meilleure manière d'effectuer l'évacuation par les autorités ottomanes des territoires que visent la décision de la conférence, ainsi que leur remise au Gouvernement hellénique. » Un engagement moral, suivant Barthélemy Saint-Hilaire, qui, s'adressant au comte de Saint-Vallier, le 10 novembre 1880, lui disait : « L'Europe, réunie à Berlin, a certainement fait une œuvre sérieuse. En donnant à la Grèce un titre précieux, elle a pris un engagement moral. » Un titre non contesté, suivant le même, dans sa dépêche du 13 novembre à M. de Mouy : « La valeur d'un titre accordé à la Grèce ne peut pas être contestée, les puissances ayant pris l'engagement moral de veiller à ce que ces stipulations soient appliquées. »

Le Gouvernement grec ne pouvait pas admettre la soumission à un nouvel esclavage des Hellènes de la Roumélie orientale qui, par le fanatisme bulgare, étaient obligés soit de devenir Bulgares, soit de s'expatrier. Il demandait donc le maintien du *statu quo ante*. Sinon, il provoquait la théorie de l'« équilibre stable » dans les Balkans; c'est-à-dire, par le traité de Berlin, il était établi un équilibre stable dans les Balkans, par conséquent un agrandissement territorial d'un des Etats du groupe balkanique donnait ouverture à une réclamation en dédommagement au profit des autres; par cette théorie, la Grèce voulait éviter la naissance de l'Etat bulgare et l'annexion de la Roumélie orientale; si elle n'obtenait rien, elle voulait en conséquence un agrandissement de ses frontières.

Cette théorie en elle-même était injuste, parce qu'il pouvait y avoir équilibre illégitime au profit d'une nation en dommage des intérêts légitimes de l'autre; parce qu'il y a équilibre suivant une égalité absolue et permanente et un équilibre de force, théorie contraire contre tout progrès et contraire à la réalisation de la grande idée et de l'héritage des Hellènes.

Les six puissances, le 19 octobre 1885, communiquaient la note collective à la fois à Belgrade et à Athènes, du 13 octobre, que les puissances avaient adressés à la Porte et à la Bulgarie. Par cette note, elles disaient que, « en transmettant ces documents, les puissances expriment la confiance qu'en présence de cette manifestation unanime des sentiments pacifiques de l'Europe, le Gouvernement royal voudra bien, de son côté, éviter tout ce qui serait de nature à compromettre la paix générale ».

Dans cette déclaration à la Bulgarie et à la Turquie, l'Europe appréciait la haute sagesse du Sultan de demander le concours de l'Europe pour la résolution pacifique du problème de Roumélie et dans laquelle les puissances, tout en évitant de se prononcer nettement, avaient comme but de contenter chacun et de tout pacifier.

En Grèce, le peuple voulait la guerre; le 19 octobre, Delyannis répondait aux puissances : « Le mouvement de Philippopoli suffit évidemment à démontrer que l'ancien ordre de chose, si facilement renversé dans la presqu'île des Balkans, ne constitue plus une garantie stable en faveur de la paix.

« L'expérience ayant prouvé que le *statu quo ante* n'offre pas une garantie sérieuse en faveur d'une paix durable dans la péninsule des Balkans, il s'ensuit que l'intérêt même de la paix indique la nécessité d'établir un ordre de choses qui puisse mieux assurer à l'avenir les intérêts nationaux de la Grèce.

« Le Gouvernement royal espère que, dans leur équité, les grandes puissances voudraient bien admettre la justesse de ces réflexions et s'en inspirer dans leurs décisions ultérieures.

« C'est sur cette espérance qu'est basé désormais l'ardent désir du Gouvernement royal en faveur de la paix. »

La Grèce se préparait toujours à la guerre sans pouvoir la faire ; son armée suffisamment inférieure à celle de la Turquie, son budget en déséquilibre, ses finances lamentables, elle espérait, comme écrivait M. de Mouy le 8 novembre 1885, « un trouble général de la péninsule des Balkans qui conduirait à des remaniements de territoire; mais ce trouble, il leur faut (aux Grecs) évidemment l'attendre, n'étant pas de force à le provoquer isolément », son attitude restait pareille même après la déclaration de la guerre entre la Serbie et la Bulgarie, le 14 novembre 1885.

La Serbie, secondée par l'Autriche, avait repoussé aussi la note collective

du 19 octobre, en disant qu'elle ferait au besoin la guerre non seulement pour « rétablir, mais encore pour raffermir la légitimité de Sa Majesté Impériale le Sultan ».

Après la défaite serbe des 17, 18 et 19 novembre à Slivnitsa, du 27 à Pirot, la Grèce continuait à être belliqueuse; le Gouvernement grec suivait l'opinion surexcitée de la population.

Les six puissances, par l'initiative de la Russie, rédigeaient une note collective le 11 janvier 1886, pour l'adresser à la Serbie, à la Bulgarie et à la Grèce. La Grèce en prenait connaissance la même journée : « Les grandes puissances, disait-elle, unanimement résolues à préserver la paix dans la péninsule balkanique et convaincues que leurs efforts dans ce but seraient stériles tant que les Etats de la péninsule resteraient sous les armes, sont tombées d'accord pour engager les gouvernements grec, serbe et bulgare à procéder à une démobilisation immédiate et simultanée que le Gouvernement ottoman est tout disposé à imiter.

« En suite de l'accord établi à cet égard entre les puissances, les sous-signés ont été chargés par leurs cabinets respectifs d'inviter le Gouvernement royal à prendre sans retard les mesures nécessaires pour la démobilisation de ses forces de terre et de mer.

« Les sous-signés, en s'acquittant de ces ordres, ont l'honneur de prier le Président du Conseil de vouloir bien leur faire connaître, ausitôt que possible, le délai le plus bref dans lequel la démobilisation des forces helléniques pourra s'effectuer, afin qu'ils puissent mettre leurs cabinets respectifs à même d'établir entre les trois Etats balkaniques la simultanéité d'action si indispensable dans l'intérêt de la paix non moins que dans celui de ces Etats. »

Les Grecs attendaient la réponse des Serbes qui répondaient défavorablement le 16 janvier. « Les Grecs, comme écrivait, le 20 janvier de Constantinople, Hanotaux, prudents aujourd'hui, comme il y a trois mois, ont tardé. Ils ont laissé les Serbes se déclarer les premiers. Et voici qu'une fois encore les Serbes tirent les Grecs d'un mauvais pas... le cabinet d'Athènes peut maintenant s'abriter derrière le refus des Serbes. »

Le Gouvernement grec, le lendemain de la réponse serbe, répondait aux puissances : « Les questions soulevées dans la péninsule des Balkans par le mouvement de Philippopoli n'ayant pas encore reçu de solution satisfaisante et les négociations pour la conclusion de la paix n'ayant pas même commencé; la Grèce ne saurait, en présence d'une semblable situation, procéder à la démobilisation et se conformer ainsi à l'invitation formulée par la note collective du 11 janvier.

« Au surplus, le Gouvernement royal n'a pas manqué, dans ses circulaires à ses agents et par tous autres moyens en son pouvoir, de développer

le point de vue où il s'est placé pour envisager des complications que d'autres ont provoquées dans la péninsule des Balkans. »

La Grèce refusait de désarmer, faisait face ainsi à l'Europe en invoquant comme motif que la question n'avait pas encore reçu une solution satisfaisante et que les négociations pour la conclusion de la paix n'avaient pas commencé. Le Gouvernement grec répondait défavorablement parce qu'il voulait au minimum le maintien du *statu quo ante* et il espérait toujours une complication pour élargir ses frontières; il croyait que la Grèce pouvait vaincre la Turquie sur mer.

L'Angleterre, qui voulait éviter l'action navale de la Grèce qui pouvait avoir des répercussions sur toute l'Europe entière, informait le 23 janvier le cabinet grec que, « vu l'absence de tout juste motif de guerre de la Grèce... vu le dommage qu'une telle guerre causerait aux intérêts des autres nations, une attaque navale de la Grèce ne saurait être permise ». Le lendemain, Delyannis répondait en rappelant ses circulaires précédentes, dans lesquelles il exposait « les motifs qui l'obligeraient à se départir de ces dispositions pacifiques dans un certain cas. Le Gouvernement royal croit donc devoir décliner la responsabilité des conséquences d'un conflit éventuel. Toutefois, il ne croit pas devoir dissimuler qu'il considérerait toute limitation de la libre disposition de ses forces navales comme incompatible avec l'indépendance de l'Etat et les droits de la Couronne, en même temps que gravement préjudiciable à ses intérêts politiques. »

Le 25, la Grèce recevait une nouvelle note collective : « Sur la proposition du Gouvernement britannique, les grandes puissances se sont entendues pour charger les soussignés de faire au Gouvernement hellénique la déclaration suivante ; en vue de l'absence de tout motif légitime de guerre de la part de la Grèce contre la Turquie et des préjudices qu'une pareille guerre porterait aux intérêts pacifiques et notamment au commerce d'autres nations, aucune attaque navale de la Grèce ne saurait être admise. »

Le 2 février, la Grèce répondait de la même manière qu'auparavant. Mais à ce moment la Turquie, voyant les puissances engagées, devenait agressive. « Elle se verra, disait-elle, obligée de relever le défi de la Grèce et qu'à la moindre provocation de sa part elle ne saurait plus se soustraire aux devoirs que l'honneur et la dignité de l'Empire lui imposent... toutefois, avant de recourir à des mesures extrêmes, elle considère comme un devoir pour elle de faire encore une fois appel aux puissances en les priant de vouloir bien inviter, d'une manière catégorique, le roi Georges à procéder au désarmement de la Grèce.... »

La Grèce demeurait inconciliable, guerrière, le gouvernement suivait l'opinion publique. Les Grecs ne pensaient jamais que les puissances pour-

raient leur enlever des provinces, tout au contraire, ils espéraient en leur appui amical. S'ils faisaient la guerre sur mer, ils se croyaient capables de vaincre les Turcs et que, si la Turquie les attaquait sur terre, la situation générale serait troublée, et qu'un mouvement dans les Balkans n'était pas difficile à engendrer. De toutes les puissances à ce moment, la France était la plus disposée en faveur de la Grèce, en lui donnant toujours des conseils de prudence. L'Angleterre, à cette époque-là, était sous l'influence de l'Allemagne, qui lui disait que si l'Angleterre soutenait les Grecs elle laisserait la Russie libre d'annexer la Bulgarie. Les « cinq », donc, exceptée ainsi la France, avaient résolu de prendre des mesures coercitives contre la Grèce.

Au mois de février, ils commençaient les démonstrations navales, des navires de guerre mouillaient dans la baie de la Sude et dans les eaux grecques. La Grèce ne changeait pas de tactique, elle appelait des classes sous les drapeaux, émettait des emprunts patriotiques; la Chambre votait des crédits extraordinaires, le peuple manifestait pour la guerre.

La Turquie, par la circulaire du 12 avril, faisait appel aux puissances : « Les puissances ayant réuni leurs flottes non loin des eaux helléniques, afin d'assurer le maintien de la paix, nous sommes dans l'attente des mesures efficaces qu'elles croiront devoir prendre pour atteindre ce but. Ainsi faisons-nous un nouvel appel à leur intervention pour amener la Grèce à désarmer sans plus de retard. »

Le 15 avril, les puissances annonçaient à la Grèce la solution de la question turco-bulgare, survenue à la fin de janvier 1885 et sanctionnée, avec quelques modifications, par l'unanimité de la conférence de Constantinople : « Les représentants des grandes puissances à Constantinople, disait la note, réunis en conférence, ayant confirmé l'arrangement relatif aux affaires de la Roumélie orientale et exprimé en même temps l'espoir qu'en vue de cette solution le Gouvernement hellénique ne tardera pas à se rallier aux vœux unanimes de l'Europe en faveur du maintien de la paix, les soussignés ont été chargés, par leurs gouvernements respectifs, d'en informer le cabinet d'Athènes. »

Le 16, le Gouvernement hellénique répondait : « Le Gouvernement royal, animé du désir de se conformer aux vœux des grandes puissances, pénétré du sentiment que le pays a tout intérêt au maintien de la paix, n'a rien fait jusqu'ici de nature à troubler la paix générale ou à entraver les efforts de l'Europe en vue de pacifier la péninsule des Balkans.

« Si le Gouvernement royal ne peut renoncer au désir d'obtenir pour le royaume les frontières édictées par la conférence de Berlin, frontières que les grandes puissances lui ont elles-mêmes attribuées, non seulement il est obligé de se conformer à la volonté nationale, mais il

est en outre convaincu que l'obtention des sus-dites frontières pourrait être considérée comme rétablissant l'équilibre déjà compromis entre les diverses races de la presqu'île des Balkans et consoliderait en même temps la paix dans ces contrées. »

La thèse grecque était insoutenable au point de vue de droit; son droit irréfragable du traité de Berlin n'existait pas comme acceptant la modification de la ligne du traité de Berlin en acceptant la ligne de 1881; le sentiment national ne pouvait modifier les actes internationaux et la théorie de l'équilibre stable n'avait comme but que d'empêcher la naissance de l'Etat bulgare, futur revendicateur au partage du moribond. Tout au contraire, par la défaite des Serbes, la Bulgarie cimentait avec le sang répandu sa réunion avec la Roumélie orientale. Une occasion d'union des forces grecques et serbes contre la Turquie et non la Bulgarie ne se réalisait pas à cause de l'influence de l'Autriche-Hongrie sur la Serbie. Cette union, si elle ne conduisait pas à la guerre, pouvait avoir comme résultat tout au moins le maintien du *statu quo ante*.

La Grèce maintenait son point de vue. La France voulait que « la voix de la raison, de l'humanité et du droit puisse se substituer dans les différends internationaux au langage brutal des canons ». Le 23 avril, elle disait à la Grèce : « La France a donné à la Grèce des marques non équivoques de son amitié. Dans ces derniers temps, elle lui a adressé, à diverses reprises, des conseils dictés par la plus sincère sympathie. Aujourd'hui, sous l'influence du même sentiment, elle croit devoir lui faire entendre un solennel avertissement.

« L'attitude actuelle de la nation grecque l'expose aux plus graves périls. En y persistant, elle court au devant d'une catastrophe et d'une humiliation. Sans vouloir préjuger les résolutions de l'Europe, nous sommes certains qu'elle opposera une barrière aux entreprises que la Grèce pourrait former contre la Turquie.

« Bientôt, sans doute, les puissances notifieront cette volonté au cabinet hellénique et le mettront en demeure de renoncer à ses armements. A ce moment, quelle sera sa situation ? Ne sera-t-il pas obligé, un peu plus tôt ou un peu plus tard, d'obéir à cette injonction ? Nous voudrions éviter cette pénible extrémité à la Grèce.

« C'est pourquoi nous venons dire à son gouvernement : « Rendez-vous à l'évidence. Ecoutez des conseils qui n'ont rien de blessant pour votre amour-propre. Prenez, pendant qu'il en est temps encore, une initiative dont vous êtes les maîtres et dont vous aurez tous les mérites.

« Nous ajouterons que, si des jours plus favorables doivent luire pour la Grèce, son gouvernement les préparera par cette attitude prévoyante dont l'Europe entière lui saura gré.

« Nous-mêmes, nous n'oublierons pas que, en déférant à nos vœux, la Grèce nous aura épargné le chagrin de nous associer à des démarches d'un tout autre caractère, auxquelles notre constant souci de la paix générale nous interdit de refuser notre concours. »

M. Delyannis, dans cette adresse amicale, trouvait un moyen honorable de commencer, par son initiative, le désarmement du pays ; mais au lieu d'une notification officielle et sans réserve, le 24 avril, par une lettre particulière à M. de Mouy, représentant de la France à Athènes, il lui annonçait l'adhésion du gouvernement aux conseils de la France, ajournant toute réponse officielle. Aux autres puissances, par une lettre particulière, il donnait connaissance par copie des conseils français sans aucune communication officielle. Les puissances, mécontentes, remettaient au cabinet grec un ultimatum collectif : « Les préparatifs militaires de la Grèce persistent à continuer, malgré les instances solennelles et réitérées des puissances, pèsent gravement sur une nation voisine et amie et constituent aujourd'hui le seul danger qui menace la paix d'Orient.

« Tous les moyens de conciliation auxquels les puissances ont eu recours pour amener la Grèce à se conformer aux vœux pacifiques de l'Europe ayant échoué, les gouvernements précités se trouvent dans la nécessité d'imposer un terme à cet état de choses. En conséquence, les soussignés, par ordre de leurs gouvernements respectifs, invitent le cabinet d'Athènes à mettre l'armée hellénique sur le pied de paix dans le plus bref délai, et à leur donner l'assurance, dans le cours d'une semaine à dater de la présente déclaration, que des ordres conformes ont été promulgués.

« Si, à l'expiration de ce terme, les soussignés ne recevaient pas de réponse, ou en cas qu'elle ne fût pas satisfaisante, la responsabilité des conséquences qu'entraînerait ce refus retomberait tout entière sur le Gouvernement hellénique. »

Par cet ultimatum, nous voyons l'Europe se présenter comme protectrice d'un Empire énorme, incapable de se protéger par lui-même. La Turquie, avec grande satisfaction, remerciait les puissances de cette « démarche efficace », et, pleine de courage, demandait à la Grèce « un dédommagement aux sacrifices énormes imposés par les armements et l'attitude belliqueuse injustifiable de la Grèce » sans que, ni guerre, ni violation de droit public ou privé aient eu lieu.

Le 29 avril, la Grèce répondait : « Le Gouvernement royal, en se référant à sa note du 26 avril adressée à leurs Excellences avant la remise de leur note collective du même jour, croit devoir ajouter l'explication suivante :

« Le Gouvernement royal ayant adhéré aux conseils de la France, d'après la note précitée et avant la remise de la note collective, a donné par cette

adhésion l'assurance solennelle que la Grèce, conformément aux désirs des puissances, ne troublera pas la paix.

« La conséquence de cette adhésion est que la Grèce ne gardera pas sous les drapeaux l'effectif actuel de l'armée.

« Conséquemment, le gouvernement hellénique procédera à la réduction graduelle de ses effectifs dans les délais imposés par la prudence indispensable pour une pareille opération.

« Le Gouvernement royal se plaît à espérer qu'à la suite de ces explications la note collective du 26 avril sera considérée comme étant sans objet. »

Dans l'ensemble de cette note, nous pouvons voir la bonne volonté du Gouvernement grec sans que celui-ci prenne un engagement de désarmement, ni un délai du commencement du désarmement. Les puissances, qui n'ont vu aucun changement dans la politique grecque, exceptée la France, invitaient le 6 mai M. Delyannis « à leur donner des explications plus nettes dans le courant de la journée. Le Premier Ministre, dans la journée, répondait : « Le Gouvernement royal ayant déjà expliqué les conséquences de la modification de sa politique par sa note identique du 17/29 avril regrette que ses explications aient été considérées insuffisantes, mais il ne peut que se référer à la note précitée. »

Les puissances, en réponse, déclaraient le 8 mai le blocus de la Grèce, qui commençait le 10. « La réponse du cabinet d'Athènes, disaient-elles, à la note collective du 26 avril n'étant pas de nature à donner satisfaction aux puissances, les gouvernements précités ont donné l'ordre aux commandants de leurs escadres réunies d'établir un blocus des côtes de la Grèce contre tout navire sous pavillon grec.

« Ce blocus deviendra effectif à partir de la date de la présente déclaration et s'étendra depuis le cap Malea jusqu'au cap Colonna et de là jusqu'à la frontière septentrionale de Grèce en comprenant l'île d'Eubée.

« Tout navire sous pavillon grec, qui tenterait de violer ce blocus, s'exposerait à être détenu. »

Ainsi la Grèce se trouvait devant un blocus pacifique. Les représentants des « six », quittant Athènes, laissaient à des secrétaires la gérance de leur légation respective. Les grandes puissances, sans déclarer la guerre à la Grèce, au nom de la paix dans les Balkans et peut-être dans l'Europe entière, lui imposaient le blocus et cela parce qu'elles se trouvaient en face d'un Etat faible. C'est la caractéristique essentielle du blocus pacifique. Ce blocus présentait une évolution du droit international et une victoire dans la pratique de ceux qui étaient déclarés pour le blocus sans déclarer la guerre. Depuis 1827, lorsque pour la première fois l'Angleterre, la France et la Russie bloquèrent les côtes de la Morée, d'où prenait ainsi naissance

L'idée du blocus pacifique, cette pratique marque une évolution remarquable. La note adressée à la Grèce disait que « tout navire sous pavillon grec qui tenterait de violer ce blocus s'exposerait à être détenu », d'où il s'agissait seulement de navires grecs et pas de ceux des autres puissances, dont les intérêts seraient lésés sans être en état de guerre ; pratique qui, à notre connaissance, se présentait pour la première fois ; de plus, les navires grecs seraient détenus, c'est-à-dire en arrêt jusqu'à la fin du blocus, sans saisie ou confiscation de navires ou de marchandises.

Delyannis démissionnait, et, après le ministère d'affaires de M. Valvis, Tricoupis prenait le pouvoir. Les 24 et 25 mai, il ordonnait, par décret, la démobilisation ; les Grecs évacuaient les défilés turcs de Zygos. Les troupes s'étaient retirées des deux côtés. Tricoupis voulait maintenir l'amour-propre de la Grèce. Ses mesures n'étaient pas le résultat du blocus, mais des mesures d'ordre intérieur que la nécessité de la politique grecque intérieure imposait. Mais en même temps, à cause de ces mesures d'ordre intérieur, les causes de l'existence du blocus ne tenaient plus, donc les puissances se trouvaient dans une impasse. Tricoupis protestait contre l'état de choses créé par le blocus, qui paralysait le commerce et la navigation helléniques, qui empêchait le ravitaillement du pays ; la démobilisation ; contre la continuation ultérieure d'une pression qui avait provoqué des réclamations et dorénavant était dépouillé de raisons que les grandes puissances avaient assignées à la Grèce.

Le 7 juin 1886, les « cinq » annonçaient la fin du blocus.

Le prestige de la Grèce devenait grand ; pendant le blocus, son peuple avait observé une attitude d'un peuple digne de ce nom. Le chef de la Légation britannique, sir Horace Rumbold, par une lettre adressée à lord Roseberry, exprimait une louange du peuple hellène. « L'empressement, disait-il, qu'il a mis à se conformer à toutes les demandes de son gouvernement, la patience inouïe avec laquelle il a supporté toutes les charges et toutes les privations que lui imposait la mobilisation, appartiennent aujourd'hui à l'histoire et ont été louées, comme il le méritait, par la presse étrangère.

« Mais ce à quoi je tiens surtout à rendre témoignage, c'est à la dignité calme qu'a toujours gardée la population de la capitale de la Grèce dans des circonstances dont l'honneur national ne pouvait que se sentir atteint. Je puis attester que, pendant la dernière quinzaine, il n'a été adressé à mes collègues et à moi, ni une parole injurieuse, ni un geste offensant. Et, cependant, il faut bien le reconnaître, les moyens de coercition employés par les étrangers avaient blessé au plus haut degré le sentiment national. Malgré cela, il ne s'est pas manifesté le moindre symptôme de colère et je puis, en toute conscience, exprimer la conviction que, quelles que soient les fautes de son gouvernement, le peuple grec a supporté cette

épreuve d'une manière qui lui a valu l'estime et la sympathie que, pour ma part, j'ai toujours eu pour lui. »

Tricoupis, par sa prudence, avait sauvé sa patrie et en même temps l'Europe d'une « position pleine de difficultés et de dangers ».

De tous ces événements, la Bulgarie sortait le vainqueur. Une union bulgare prenait naissance sous forme de fédération entre un Etat tributaire et une province autonome de l'Empire ottoman avec un gouvernement composé du prince bulgare et de ses ministres. La conférence de Constantinople réalisait une union personnelle entre la Bulgarie et la Roumélie orientale avec, comme gouverneur général de la Roumélie « le prince de Bulgarie », pour cinq ans, après approbation par les grandes puissances. La Bulgarie s'annexait la Roumélie orientale. La Serbie, derrière le char autrichien, subissait une défaite, créatrice d'un titre en faveur de la Bulgarie, qui était favorisée par l'antagonisme anglo-russe.

La Grèce, malgré la théorie de « l'équilibre stable », malgré la violation du traité de Berlin, recevait la réponse que l'union personnelle était faite, même en exécution de l'article 17 du traité de Berlin, qui disait que : « Le Gouvernement général de la Roumélie orientale sera nommé par la Sublime-Porte, avec l'assentiment des puissances, pour un terme de cinq ans. » Elle s'épuisait, tenant les hommes en armes, et elle avait connu le blocus, suivant quelques-uns, inutile, œuvre de Bismarck, qui tenant le gouvernail de la politique européenne, voulait compromettre auprès des Hellènes et des Turcs, les Anglais, les Autrichiens, les Italiens, préparant ainsi la voie de l'Allemagne vers l'Orient en s'approchant de plus en plus des Turcs.

§ II. — Les réformes en Crète

LA CHARTE DE HALEPA DU 3 OCTOBRE 1878 ; RÉVOLUTION DES CRÉTOIS EN 1885 ; FIRMAN DU 17 JUILLET 1887 ; DEMANDE DE LA GRÈCE DE L'INTERVENTION EUROPÉENNE ; FIRMAN DU 25 NOVEMBRE 1889. — RÉVOLUTION EN CRÈTE 1894 ; MÉMOIRES CRÉTOIS DES 3/15, 10/22 SEPTEMBRE 1895, 1/13 DÉCEMBRE 1895 ; PROTESTATION DU 16/18 FÉVRIER 1896. — ASSEMBLÉE GÉNÉRALE RÉVOLUTIONNAIRE CRÉTOISE. — INTERVENTION DE L'EUROPE ; DEMANDE DE RÉFORMES PAR LES CHRÉTIENS ; RÈGLEMENT DU 25 AOUT 1896.

Après la fin du blocus, la politique de Tricoupis continuait d'avoir pour but la libre action du pays. Il ne voulait pas que la Grèce se lie à personne. L'Angleterre, qui soutenait tant la Bulgarie, voulait reconquérir la Grèce en lui faisant espérer vers Salonique et Yanina. La Russie, qui avait perdu

dans l'affaire de la Roumélie orientale, et dont l'influence en Bulgarie souffrait, voulait contrecarrer la politique anglaise et autrichienne (l'Autriche voulait faire prince de Bulgarie, Ferdinand de Saxe-Cobourg) ; elle voulait gagner la Grèce en lui faisant espérer vers la Macédoine, l'Allemagne soutenait l'Autriche. L'Italie entretenait des relations cordiales avec la Grèce. La France avait l'influence prépondérante, notamment sur le public grec qui célébrait la Fête nationale française avec un grand enthousiasme. Le 27 octobre 1888, un événement avait lieu, qui troublait la politique européenne : le Diadoque du trône hellénique, Constantin se mariait avec la sœur de Guillaume II, la princesse Sophie. Les difficultés subsistaient entre la Grèce et la Turquie ; comme celle qui résultait de l'ordonnance ottomane invitant les bureaux étrangers à remettre la correspondance hellénique à l'administration postale turque ; comme celle résultant de l'arrestation d'individus en Macédoine, la destitution des évêques de Serès, de Castoria ; mais les relations restaient en bon état grâce à l'influence germanique, qui voulait rapprocher les deux pays. L'île de Crète qui espérait à l'occasion du prochain mariage du Diadoque sa libération, parce que Guillaume II prétendait l'offrir comme dot au mariage de sa sœur, voyait sa cause échouer. Elle souffrait de la mauvaise administration turque, de l'arbitraire musulman ; les réformes restaient sur le papier ; la Crète luttait et pour pouvoir vivre et pour devenir un jour libre ; le Sultan, à la suite du traité de San-Stefano, voulait calmer les Candiotés et donner à la Crète, le 3 octobre 1878, la charte de Halepa. Par cette charte, les lois générales de l'Empire ne pouvaient annuler les concessions spéciales accordées à la Crète par le règlement de 1868. Le gouvernement général était nommé pour cinq ans. L'Assemblée générale serait composée de 80 membres, dont 49 chrétiens et 31 musulmans ; la première session pourrait, en outre, être prolongée, si le besoin l'exigeait, de vingt jours au delà du terme de quarante jours fixé par le règlement pour la session annuelle ; les séances étaient publiques. L'Assemblée, pour combler les lacunes de la législation existante, aurait le droit d'élaborer des codes, spécialement des projets de réorganisation sur la composition des tribunaux et sur le mode de perception des dîmes ; ces codes seraient sanctionnés par la Porte, s'ils ne portaient pas atteinte aux droits du Gouvernement impérial, et sous condition qu'ils ne seraient pas contraires aux principes de la législation ottomane. Toutes les décisions, à l'exception des modifications réclamées par le besoin d'un intérêt purement local pour lesquelles une majorité des deux tiers des voix serait nécessaire, seraient prises à la majorité simple des voix, il n'y aurait, dorénavant, qu'un conseiller qui serait chrétien, si le Vali était musulman, et vice versa. Le nombre des Caïmacans chrétiens dépasserait celui des musulmans, suivant les besoins des localités.

A l'exception des présidents des Conseils d'administration, aucun employé ne siégerait plus dans les conseils.

Le pouvoir judiciaire était distinct du pouvoir exécutif. Le grec était reconnu comme langue officielle dans l'Assemblée et devant les tribunaux. Pour les fonctions publiques, les indigènes auraient la préférence. Il y aurait une gendarmerie locale, recrutée parmi les indigènes ; les officiers seraient nommés par le Sultan, ainsi que les chefs de la gendarmerie. Dans l'administration des finances, des modifications importantes étaient introduites. Les frais réguliers de l'armée, les droits de douane, les taxes sur le sel et le tabac et les recettes et dépenses des terrains vacants ne seraient pas portés au budget.

Le papier-monnaie n'aurait pas cours dans l'île. Enfin, la liberté limitée était donnée par les lois et règlements aux sociétés littéraires, aux imprimeries et à la publication des journaux.

Par le Firman du 9/21 novembre 1878, la Constitution de Halepa était confirmée et le régime parlementaire était introduit en Crète.

Les Crétois se plaignaient que la Constitution n'abrogeait pas la règle suivant laquelle un musulman, converti au christianisme, était exilé et perdait ses droits d'héritage, sans être appliquée pour un chrétien converti à l'islamisme. De plus, ils demandaient que les revenus de douane fussent portés pour moitié au budget de l'île ; que les dettes actuelles de la caisse du vilayet ne fussent pas portées à la charge de la future administration de l'île ; que le Vali fût chrétien et que son choix fût approuvé par les puissances. En 1881, les députés chrétiens se plaignaient de la pratique de la Porte, qui opposait constamment son veto et non seulement aux décisions qui touchaient « au droit souverain de l'Empire en transformant ainsi l'Assemblée générale en corps consultatif au lieu d'être corps législatif. Pendant la conférence de Constantinople, en 1881, pour la fixation des nouvelles frontières de la Grèce, les Crétois demandaient, sans succès d'ailleurs, leur union à la Grèce.

En 1885, ils se soulevaient, ils ne voulaient pas payer les impôts ni obéir au gouverneur musulman. Le 8/21 novembre, les députés chrétiens soumettaient à la conférence de Constantinople un memorandum : « Dans ce moment où les grandes puissances cherchent dans leur sagesse une solution de la question d'Orient, le peuple de Crète nourrit l'espoir que la question de la liberté de sa patrie sera également estimée digne d'être prise en considération... Les puissances ont reconnu à plusieurs reprises le droit du peuple crétois à l'émancipation et à son union avec la Grèce indépendante. Elle ferait une œuvre de justice et en même temps d'humanité en saisissant cette occasion pour résoudre la question crétoise... » De plus,

ils se plaignaient de la non-observation de la Charte. Leur pétition resta sans écho.

La Grèce n'aidait plus les Crétois à cause du blocus. L'Angleterre voulait à tout prix obtenir la Crète. Sa politique provoqua les paroles de Sawas-Pacha : « Je donnerais la dernière goutte de mon sang pour que la Crète reste la possession du Sultan. Mais si elle est destinée à changer de maître, je donnerais la dernière goutte de mon sang pour qu'elle passe à la Grèce et non à l'Angleterre. » Le résultat fut l'apaisement de l'île. Le Sultan, par son Firman du 17 juillet 1887, faisait des concessions : la moitié des revenus de douane serait rendue à la caisse de l'île ; les projets de loi présentés par l'Assemblée seraient sanctionnés ou rejetés par la Porte dans un délai de trois mois ; ceux des projets qui, acceptables en principe, seraient considérés comme ayant besoin de modification, par suite de leur incompatibilité avec le droit souverain de l'Empire, seraient renvoyés pour être débattus de nouveau devant l'Assemblée, après quoi ils seraient encore soumis à la sanction du Sultan. Le suffrage universel, par une loi de la même année, était voté pour les élections des membres de l'Assemblée générale et elle était sanctionnée par le Sultan.

Les musulmans n'étaient pas contents et notamment le parti des Beys. La Porte, par tactique, fomentait le désordre, des assassinats, et prenant cela comme prétexte et encore les luttes parlementaires de l'île et les mauvaises finances, envoyait en Crète 40.000^{re} hommes (août 1889). La répression commençait, atroce et sanglante. Des manifestations crétoises avaient lieu pour l'annexion ; les chrétiens faisaient appel à la Grèce. Les massacres continuaient, des réfugiés débarquaient au Pirée.

Par la circulaire du 24 juillet/5 août 1889, la Grèce s'adressait aux puissances : « Les efforts du Gouvernement hellénique, disait-elle, dans les affaires de Crète en faveur des intérêts de la paix, qui sont aussi ceux de la Grèce, sont manifestes. Il a agi dans l'attente que ces mêmes intérêts dicteraient une action convergente à la Turquie et à l'Europe. Attribuant à de l'apathie la lenteur du Gouvernement impérial, il espérait sous peu une action efficace.

« Au contraire, la population grecque de Crète, privée de munitions pour avoir voulu se conformer à la politique pacifique dictée par ceux qui dirigent la cause de l'hellénisme, se voit exposée sans défense, dans les villes, aux attaques des hordes sans aveu, fortes de la protection de l'armée turque.

« ... Un grand nombre de réfugiés, cherchant asile dans les ports de la Grèce, sacrifiant tout pour sauver la vie et l'honneur. Leur état lamentable excite la commisération publique et exige des populations et du Gouverne-

ment royal des sacrifices exorbitants qui sont encore le moindre inconvénient de la situation.

« Cet état de choses nous impose d'aviser nous-mêmes au moyen de défense de nos frères de Crète. Et nous aurions déjà eu recours à ces mesures si nous ne conservions encore un dernier espoir. Si nous nous sommes faits illusion sur les intentions de la Porte, le désir du concert suropéen de travailler au maintien de la paix ne pourrait être mis en doute.

« C'est à lui que nous nous adressons pour signaler la position qui nous est faite et pour réclamer qu'il prévienne la nécessité d'une action directe de notre part en prenant lui-même en main la cause de la paix et de l'humanité et en faisant rétablir l'ordre dans l'île par ses propres forces armées... »

La Porte ripostait par une note du 9 août en attribuant les troubles « aux dissentiments qui ont éclaté à l'Assemblée générale entre la majorité et la minorité chrétienne... S'il y a eu des troubles et des violences, la faute en revient aux chrétiens... »

L'Europe fut émue par la circulaire grecque, elle ne voulait pas permettre à la Grèce d'agir, elle ne voulait pas faire intervenir le concert européen.

La situation, en général, n'était pas favorable aux Crétois qui, par leur pétition du 31 juillet/12 août 1889, adressée à la Porte et communiquée aux Consulats, demandaient que le gouverneur soit chrétien orthodoxe, d'origine grecque et sujet ottoman ; en proportion de la population, des fonctionnaires seraient nommés chrétiens et musulmans ; les revenus de l'île appartiendraient à son Trésor ; l'Assemblée voterait pour deux ans le budget ; elle voterait aussi la manière de perception de l'impôt, demandant la suppression du système du fernage ; ils demandaient l'organisation de la gendarmerie ; la composition de l'Assemblée par des chrétiens et des musulmans, proportionnellement à la population, après décision de l'Assemblée ; cette Assemblée serait convoquée chaque année.

La Porte en réponse, par son Firman du 25 novembre/7 décembre 1889, supprimait les privilèges accordés antérieurement ; l'administration de l'île était divisée de nouveau en administrations civile et militaire, indépendantes l'une de l'autre ; la durée de fonction du gouverneur général n'était plus limitée. Le nombre des membres de l'Assemblée générale était réduit à 57, dont 35 chrétiens et 22 musulmans. Le suffrage universel était aboli ; les députés étaient élus par des délégués électeurs. Les juges étaient élus comme par le passé, après approbation du ministère de la Justice ; les présidents et les procureurs généraux étaient nommés par Iradé. Le corps de gendarmerie était recruté parmi les habitants des provinces de l'Empire. La moitié de l'excédent des revenus était abandonnée à l'administration

de l'île. Les recettes de douane appartenaient en totalité au Trésor impérial. De nouveaux revenus étaient créés par l'établissement d'un impôt d'une quotité convenable et par l'augmentation de la taxe sur les moutons. Des droits municipaux étaient créés afin d'assurer le fonctionnement des communes. L'amnistie était proclamée en faveur des criminels politiques, sauf pour les personnes qui avaient été condamnées par la Cour martiale pour les chefs qui avaient fomenté des troubles dans l'île.

La Grèce conseillait aux Crétois de rester tranquilles, parce qu'elle avait peur des projets anglais ; elle protestait seulement contre ce Firman. « Ce Firman, disait-elle, est la violation des droits des Crétois reconnus par la Porte depuis plus de vingt ans et confirmés par le traité de Berlin. La conduite injuste de la Turquie envers la Crète impose à tout Gouvernement hellénique des devoirs et des obligations qu'il ne saurait, le moment venu, négliger. »

Les Crétois protestaient. Les membres chrétiens de l'Assemblée générale, élue le 7 avril et le 6 mai 1890, refusèrent de prendre part à la gestion des affaires politiques et à la confection de la liste des juges pour la soumettre à l'approbation du Gouvernement ottoman. Faute grave, équivalent à l'abandon entier de tous les droits des chrétiens. La conséquence de cette situation était que les mesures introduites en 1889 conduisaient fatalement à une autre révolution et la Crète pouvait ouvrir à nouveau la question d'Orient.

L'Empire Ottoman s'ébranlait, comme toujours. Des mouvements se produisaient hors de la Crète. La Bulgarie, soutenue par la politique anglaise qui préconisait en Crète « une occupation étrangère » et par celle de l'Autriche, adressait à la Porte, le 16 juin 1890, un mémoire en demandant la protection du culte des populations macédoniennes opprimées ; la renonciation des privilèges de patriarche en leur faveur ; deux bérats nouveaux pour le clergé bulgare d'Uskub et d'Ochrida. La Porte, blessée par la chute de Bismarck, effrayée devant une union balkanique et ayant peur de la Russie et de l'Italie, se rapprochait de la Grèce, qui protestait vigoureusement contre les prétentions bulgares. Le Patriarche fermait les églises, les Crétois étaient toujours en émotion, l'Epire s'agitait. La Grèce, en profitant de cette situation, obtenait un succès. Les privilèges du patriarcat restaient intacts. La Grèce, vainqueur sur ce point, et s'appuyant sur l'article 62 du traité de Berlin, protestait énergiquement contre les prétentions bulgares voulant fermer les écoles grecques de la Bulgarie et de la Roumélie orientale. D'un côté, la question crétoise, de l'autre, celle de Macédoine, centre de feu et de guerre, de troubles et de massacres.

A cette situation louche et cette impuissance classique de la Turquie de maintenir l'ordre, des massacres des Arméniens en septembre 1894 et plus

tard avaient lieu. Les Arméniens, soutenus par l'Angleterre, refusaient de payer des impôts. Le courant électrique gagnait la Bulgarie, la Serbie, la Macédoine, la Crète, mais au lieu que le feu soit rallumé dans la péninsule, il prenait naissance en Crète. La révolution ne surprenait personne, l'agitation qui ne cessait jamais de régner dans l'île s'accroissait en 1894, particulièrement à cause de l'administration cruelle de Mahmoud-Djellal-Pacha.

En juin 1894, les chrétiens demandaient un Vali chrétien et une réforme des impôts.

La Porte, effrayée des affaires de l'Arménie, envoyait le Vali chrétien Karathéodory-Pacha. Mais les musulmans de l'île étaient mécontents ; la gendarmerie n'obéissait plus au gouverneur ; le commandant militaire agissait sans lui et contre lui ; des meurtres étaient commis par les musulmans et des violences de toute sorte. C'était, comme écrivait le 19 septembre 1895 M. P. Cambon, « un plan arrêté qui a pour but d'exaspérer les chrétiens, de les pousser au désordre et d'atteindre ainsi la personne de Karathéodory-Pacha en prouvant l'inutilité d'un gouverneur chrétien. En poursuivant la réalisation de ce projet, qui a déjà eu pour résultat la complète insécurité de l'île et des représailles de la part des chrétiens, les musulmans savaient qu'ils n'étaient pas désapprouvés par le Gouvernement qui avait eu soin, en nommant Karathéodory, de lui retirer tout moyen d'action, toute autorité réelle sur les fonctionnaires turcs ; le gouverneur général ne pouvait les atteindre qu'en passant par la Sublime-Porte ou le Palais. » Le comité musulman de la Canée organisait d'innombrables massacres. Les chrétiens étaient exaspérés. Des assemblées populaires, convoquées par l'Epitropie (comité) des réformes, votaient le 3/15 et le 10/22 septembre 1895, une adresse pour être remise au gouverneur et aux consulats, basée sur le règlement organique et la Convention de Halepa. « La population chrétienne, disait l'adresse, qui constitue les quatre cinquièmes de la population de l'île, se basant sur le droit historique qui oblige le Divan à octroyer à Candie des institutions exceptionnelles, et animée du désir d'y voir s'y établir un ordre de choses de nature à en assurer la prospérité, élève encore la voix dans l'espoir de faire reconnaître ses droits. Le peuple crétois se plaint surtout de l'ingérence du pouvoir central dans les affaires d'ordre purement local... Il se plaint de l'ingérence du Gouvernement au profit de l'élément musulman, c'est-à-dire de la minorité du pays, surtout en ce qui concerne l'administration de l'île, ce qui fait naître des injustices, des jalousies et des passions dont se ressent la sûreté publique ; il se plaint de l'affectation des revenus de l'île au profit des musulmans par la création d'emplois superflus... » Le mémoire demandait des réformes « afin que le pays puisse prospérer sous

la domination ottomane jusqu'à ce qu'il plaise à la Providence d'exaucer les vœux séculaires des Crétois ».

La Turquie, même en face de cet esprit si conciliant, ne voulait rien entendre. La réponse de la Porte n'arrivait jamais. Des renforts de troupes étaient envoyés dans l'île.

Les puissances avaient blâmé l'Epitropie, qui, après un autre mémoire du 1/13 décembre 1895, se retirait dans les montagnes en attendant la réponse de la Porte. Le 16/28 février 1896, elle protestait contre l'attitude du gouverneur général, l'envoi de troupes à sa poursuite, malgré les promesses contraires de la Porte aux puissances, malgré son attitude de paix demandant la communication de ses demandes par les consuls à leurs Gouvernements.

La tâche de Karathéodory devenait impossible et, le 8 mars 1896, il était remplacé par Tourklan-Pacha qui déclarait l'amnistie générale.

La Grèce, qui ne voulait pas faire le jeu de l'Angleterre qui encourageait un mouvement autonomiste qui pouvait être défavorable à l'annexion et qui, pour ce but, encourageait l'action grecque vers le Nord, déclinait toute responsabilité si la Turquie ne revenait pas au pacte de Halepa et se plaignait du débarquement des troupes ottomanes dans l'île, du remplacement d'un Vali chrétien, et conseillant en même temps aux Crétois d'être modérés.

L'amnistie que le nouveau gouverneur musulman avait accordée ne contentait pas les chrétiens. L'Epitropie demandait la réalisation des vœux et la convocation de l'Assemblée. La Turquie continuait d'envoyer des troupes ; les massacres, les pillages, les profanations des églises recommençaient. L'Epitropie se transformait en assemblée générale révolutionnaire. Le 18 mai 1896, elle bloquait 1.600 soldats turcs à Vamos. Le 24, les combats commençaient dans les rues de la Canée ; les cavas des consuls russe et grec étaient tués ; ils s'étendaient dans les villes de Candie et de Retymno et toute l'île se transformait en un théâtre de guerre entre musulmans et chrétiens. Les puissances envoyaient des bâtiments. La Grèce en était empêchée. L'opinion dans l'Etat grec était surexcitée, elle blâmait l'inertie gouvernementale. La Grèce, par sa circulaire du 27 mai, demandait le rétablissement de la Constitution de Halepa. En attendant, les Turcs prenaient Vamos et détruisaient tout sans distinction d'âge ni de sexe. Le bruit courait que les Crétois voulaient demander l'occupation anglaise. Le Sultan, effrayé et voulant garder sa souveraineté sur l'île, accordait des satisfactions aux Candiotes, tandis que la Grèce, changeant sa politique d'abstention, expédiait des armes, des munitions, des vivres, des volontaires aux chrétiens crétois.

Le 24 juin, les puissances intervenaient auprès de la Porte en lui remeñ-

tant une note par laquelle « les six gouvernements, également soucieux de voir mettre un terme à une situation aussi grave, ont été unanimes à conseiller à la Sublime-Porte l'application des mesures suivantes : 1° Nomination d'un gouverneur général chrétien ; 2° remise en vigueur du règlement de 1878 en exécution de l'acte de Halepa ; 3° convocation de l'Assemblée générale ; 4° amnistie générale ».

Le Sultan répondait verbalement qu'il s'y conformerait ; il convoquait l'Assemblée générale pour le 29 juin, il nommait Georges Rérovitch-Pacha en maintenant Abdullah-Pacha, comme gouverneur militaire. Les chrétiens, méfiants, après l'invitation des « six », formulaient le 13/26 juillet, les réformes à demander : Le gouverneur général de l'île serait chrétien et nommé pour cinq ans par le Sultan avec l'assentiment des puissances, il serait assisté d'un conseil de sept membres, dont cinq chrétiens et deux musulmans indigènes. Trois autres membres étrangers, d'Europe ou de Grèce sachant le grec, feraient partie du Conseil. Le Corps législatif se réunirait tous les deux ans sur convocation du gouverneur ; la durée de la session serait de deux à trois mois. Le gouverneur sanctionnerait et promulguerait les lois et aurait le droit de veto sur les projets des lois attentatoires au droit souverain du Sultan ou si, à son sens, les projets étaient contraires aux intérêts généraux du pays. En payant un tribut annuel de 10.000 livres turques, l'île acquerrait une liberté illimitée dans la disposition et la gestion de ses revenus. La Turquie ne pourrait avoir dans l'île plus de 4.000 hommes de troupes, qui seraient entretenus par le gouvernement impérial. Cette armée tiendrait garnison à la Canée, à Héraclion, à Rhétymno, au fort Izédin et dans l'îlot de Suda. Les tribunaux seraient composés de chrétiens et de musulmans indigènes, proportionnellement à l'importance numérique de chacun des deux éléments. La peine de mort ne figurerait pas dans le code pénal de l'île. La Constitution serait placée sous la protection et la garantie des six grandes puissances.

La situation, cependant, ne s'améliorait pas ; les massacres, les profanations continuaient. Le gouverneur militaire avait attaqué à Apocorona les chrétiens. L'armistice était rompu. Les Grecs libres expédiaient dans l'île des vivres, des munitions, des armes, des soldats, des officiers. La Porte voulait gagner du temps, elle n'avait pas répondu à la demande des chrétiens. L'Europe intervenait.

Le 25 août, les ambassadeurs des puissances à Constantinople remettaient un projet de règlement accepté par le Sultan le 26 août. L'Épitropie acceptait aussi l'arrangement et ainsi nous avions momentanément, en forme tout au moins, l'arrangement de l'affaire.

Suivant ce règlement : 1° Le gouverneur général de la Crète serait chrétien et nommé pour cinq ans par le Sultan avec l'assentiment des puissances.

2° le gouverneur général aurait le droit de veto sur les lois votées par l'Assemblée à l'exception de celles qui visaient à des changements au règlement constitutionnel de l'île, lesquelles seraient soumises à la sanction de Sa Majesté le Sultan. Le droit de veto serait exercé dans un délai de trois mois, passé lequel les lois seraient considérées comme sanctionnées. 3° Le gouverneur général pourrait, en cas de troubles dans l'île, disposer, pour le rétablissement de l'ordre, des troupes impériales, qui en dehors de ces cas, se tiendraient dans leurs garnisons ordinaires. 4° Le gouverneur général nommerait directement aux emplois secondaires dont la liste serait ultérieurement fixée. Les emplois supérieurs resteraient à la nomination du Sultan. 5° Les fonctions publiques seraient attribuées pour les deux tiers aux chrétiens et pour un tiers aux musulmans. 6° Les élections de l'Assemblée générale et ses sessions auraient lieu tous les deux ans. Elles dureraient de quarante à quatre-vingts jours. L'Assemblée voterait le budget biennal, vérifierait les comptes, discuterait et voterait, à la majorité des membres présents, les projets de loi et propositions qui lui seraient soumis par le gouverneur général ou les députés. Les propositions relatives à des modifications à introduire dans le règlement constitutionnel de l'île devraient être votées à la majorité des deux tiers. Aucune loi nouvelle ne serait applicable si elle n'avait été votée par l'Assemblée. 7° Les propositions tendant à une augmentation des dépenses du budget ne pouvaient faire l'objet d'une discussion de l'Assemblée que si elles étaient introduites par le gouverneur général, le conseil administratif ou les bureaux compétents. 8° Les dispositions du Firman de 1887, accordant à la Crète la moitié du revenu des douanes de l'île, seraient remises en vigueur. L'impôt sur l'importation du tabac appartiendrait à l'île. La Sublime-Porte prendrait à sa charge les déficits provenant des budgets non votés par l'Assemblée, déduction faite des sommes avancées à l'île par le Trésor impérial. 9° Une commission, composée d'officiers européens, procéderait à la réorganisation de la gendarmerie. 10° Une commission, composée de jurisconsultes étrangers, étudierait les formes à opérer dans l'organisation de la justice, sous la réserve la plus expresse des droits résultant des capitulations. 11° La publication des livres et journaux, la fondation d'imprimeries et celle de sociétés scientifiques seraient autorisées par le gouverneur général, conformément à la loi. 12° Les immigrants, originaires de la Cyrénaïque, ne pourraient s'installer en Crète sans autorisation du gouverneur. Ce fonctionnaire aurait le droit d'expulser tout indigène qui ne pourrait justifier de moyens d'existence ou dont la présence lui paraîtrait dangereuse pour l'ordre public, sous la réserve des droits acquis aux sujets étrangers. 13° Dans les six mois qui suivraient la sanction des présentes dispositions, l'Assemblée générale

serait convoquée et les élections seraient ordonnées conformément à la loi de 1888. Jusqu'à la réunion de l'Assemblée, le gouverneur général, d'accord avec le conseil administratif, réglerait par des ordonnances provisoires l'exécution des présentes dispositions. 14° Les puissances s'assureraient de l'exécution de toutes ces dispositions.

Nota. — Les représentants des puissances sont d'avis qu'il y a lieu d'accueillir favorablement la demande d'établissement d'une surtaxe douanière destinée aux indemnités pour les dommages causés par les derniers événements. Mais il est essentiel, d'après eux, d'en faire surveiller l'emploi par les consuls.

Les chrétiens crétois et le gouvernement grec remerciaient les puissances. Ce règlement imposé par les « six » à la Turquie était le quatrième après les règlements d'administration concernant la Moldo-Valachie et la Serbie, conformément au traité de Paris du 30 mars 1856, articles 22 et suivants, article 28, convention du 19 août 1858 pour l'organisation des principautés unies, comme après celui de la Roumélie orientale après le traité de Berlin de 1878 (art. 13-22).

Les dispositions de la Charte de 1896 étaient basées sur le projet de réformes que les Crétois chrétiens avaient soumis aux puissances. Mais tandis que les projets des chrétiens voulaient la Crète, une personne juridique distincte de celle de l'Empire ottoman, le règlement définitif, sans s'éloigner, restreignait l'autonomie demandée. Le Sultan restait le souverain effectif de l'île. La Crète, avec l'intervention des puissances, se trouvait non seulement dans le cadre de la tutelle collective des puissances, surtout l'Empire ottoman, mais acquérait de plus une protection spéciale, puisque les puissances avaient pris l'engagement, auprès des Crétois, « d'assurer l'exécution de toutes ces dispositions ».

§ III. — L'autonomie crétoise

SITUATION POLITIQUE DE LA GRÈCE — SITUATION EN CRÈTE. — INTERVENTION DE LA GRÈCE. — MISE EN DÉPÔT EUROPÉEN DE LA CRÈTE. — ACCORD EUROPÉEN POUR UNE AUTONOMIE CRÉTOISE. — LE DROIT DE L'INTERVENTION DE LA GRÈCE. — BLOCUS DE LA CRÈTE. — PROCLAMATION DE L'AUTONOMIE CRÉTOISE PAR LES AMIRAUX DES « SIX ».

Après le règlement du 25 août 1896, la politique grecque était orientée vers l'Autriche, qui préférait donner l'Albanie aux Grecs qu'aux Italiens, Salonique aux Grecs qu'aux Bulgares ; la Grèce avait repoussé une entente avec les Slaves comme aussi la proposition bulgare sur l'autonomie de la

Macédoine ; elle voulait la paix et désirait tenir de bonnes relations avec la Turquie.

Malheureusement, la tactique ottomane n'avait pas changé. La Porte n'était pas habituée à tenir ses engagements. C'était sa manière d'agir : signer un acte et de s'y soustraire par la non-application ; elle était obligée d'accepter l'acte de 1896, mais elle ne voulait jamais sincèrement son application. Les musulmans crétois étaient mécontents des privilèges accordés aux chrétiens. Djellaledin-Pacha entretenait des relations avec eux. Le Vali chrétien ne pouvait accomplir son rôle devant le gouverneur militaire musulman, qui agissait toujours malgré lui et contre lui. Des ordres venaient toujours de Constantinople ; « Nous avons la conviction, écrivait le consul Blanc, le 29 août 1896, que le programme de réformes sera accepté par la population chrétienne, mais nous croyons devoir attirer la sérieuse attention de nos gouvernements sur les craintes que nous fait éprouver l'attitude de la population musulmane. »

La Porte, affichant le règlement à la Canée, faisait des modifications essentielles aux dispositions convenues. Par la suite, elle voulait donner l'impression que l'administration de l'île était impossible sous un Vali chrétien. Elle entravait la position du Vali en lui opposant le gouverneur militaire et un commissaire impérial, Saaddedin-Pacha. Elle voulait maintenir les anciens tribunaux ; elle faisait des difficultés pour la réorganisation de la gendarmerie ; elle tenait en surexcitation le peuple musulman qui, sous les auspices et les ordres du gouvernement musulman, commençait, le 12/24 janvier, les massacres à Candie, le 18/30 à Réthymno et à La Canée. « Mon avis, écrivait le 1^{er} février le consul français à La Canée, est que toutes ces scènes effroyables ont été la conséquence d'un accord préparé entre le Gouvernement ottoman et les musulmans crétois pour empêcher la mise en application des réformes imposées par les puissances. »

Les massacres, les incendies étaient à l'ordre du jour, les combats dans les rues des villes et à la campagne commençaient. La confusion et la panique régnaient. Des réfugiés chrétiens accouraient dans les bateaux étrangers. Le consul général de la Grèce demandait sans succès le secours des consuls européens pour débarquer des marins. Le 5 février, il télégraphiait à Athènes : « Massacres Canée qui est en flammes. J'ai demandé par consuls faire débarquer matelots pour sauver ceux qui restent. Consuls refusent. Aucun espoir. Chrétiens villes seront tous massacrés. Envoyez immédiatement bateaux avec troupes occuper... Europe ne peut plus s'opposer. Union sera prochaine. »

Par un autre télégramme de la même journée, il disait qu' « il faut agir sans le moindre retard. »

Le 6 février, deux bâtiments grecs portaient pour La Canée et le 7, par

une circulaire, la Grèce se justifiait par les mauvaises nouvelles de Candie, confirmées par les rapports des diverses légations, pour expédier de nouveaux bâtiments.

La Turquie demandait aux puissances soit d'empêcher l'envoi des bâtiments grecs, soit la laisser libre d'agir.

L'opinion publique en Grèce et la presse blâmaient l'attitude du gouvernement, tandis que les Crétois hissaient le drapeau hellénique sur les hauteurs de Halepa. Le 10 février, le prince Georges, à la tête de six torpilleurs, partait pour la Crète. La Grèce se justifiait en disant que la révolution ne pouvait prendre fin par l'envoi de troupes ottomanes ; au contraire, des massacres se répèteraient et, en faisant appel aux grandes puissances, elle disait : « L'île de Crète ne peut plus rester sous la souveraineté ottomane. Qu'on lui rende sa liberté pour voir ordre et tranquillité régner là-bas. Tout essai de remédier état actuel par autre mesure ne serait que l'ouverture d'une nouvelle page de cruauté... Les Crétois ont déclaré leur indépendance et leur ferme décision de s'unir à la Grèce en se faisant tuer jusqu'au dernier pour obtenir l'accomplissement de leurs vœux. » Elle demandait l'annexion de l'île et elle préparait l'expédition d'un régiment pour l'île.

Les ministres étrangers en Grèce, par un memorandum qui avait la forme d'un promemoria, le 13 février, disaient au Gouvernement grec : « ... Si cette nouvelle est fondée, notre devoir, dans de telles conjonctures, en attendant les instructions qui ne peuvent manquer de nous arriver à bref délai, est d'insister sur la désapprobation que des actes semblables rencontrent de la part de tous les gouvernements et de déclarer au Gouvernement grec que les puissances ne peuvent que laisser peser sur lui les conséquences d'une action qui éveille à juste titre la vive anxiété des cabinets européens. »

La Grèce répondait qu'« elle ne pouvait plus supporter l'état lamentable dans lequel se trouvaient les habitants de la Crète unis aux Hellènes par la religion et par des liens sacrés. Elle a pris en conséquence la décision d'envoyer des troupes pour occuper l'île et y ramener l'ordre et la paix. »

La même journée, 13 février, elle envoyait en Crète le colonel Vassos avec huit canons, mille fantassins, quatre cents canonniers. « Vous prendrez, disaient ses instructions, possession de cette île au nom du roi de Grèce Georges. Vous chasserez les Turcs des forteresses dont vous vous emparerez. Toutes vos mesures s'inspireront de la législation en vigueur en Grèce au nom du Roi et sous la responsabilité du Gouvernement grec. Dès que vous aurez débarqué, vous publierez la proclamation relative à l'occupation. »

Sur la proposition russe, l'île se mettait entre les mains des six puis-

sances. Le 15 février, avec l'agrément turc, étaient débarqués à la Canée cent marins français, cent italiens, cent russes, cent anglais, cinquante autrichiens ; l'Allemagne n'y participait pas. Le lendemain, les drapeaux des « six » étaient hissés à côté du drapeau turc. Le 17, les « cinq » (l'Allemagne exceptée) intervenaient auprès de la Grèce, exigeant d'elle de rappeler ou d'éloigner immédiatement ses navires. La Grèce n'acceptait pas, au contraire, profitant de la déclaration en dépôt, elle soutenait qu'il n'y avait plus en Crète que des autorités grecques dans l'intérieur du pays, des forces militaires européennes dans les villes et qu'il ne restait plus le moindre vestige de la domination du Sultan. Elle donnait le titre de Commissaire royal au consul général grec en supprimant les autres consuls. Elle s'efforçait d'éviter des collisions entre les troupes grecques et les troupes européennes en ordonnant au colonel Vassos d'éviter toute rencontre avec les détachements débarqués par les puissances

Les amiraux obligeaient le consul général Gennadis, avant d'être nommé commissaire royal, à amener son drapeau. Le 21, ils capturaient deux bateaux grecs chargés de vivres ; ils faisaient feu commun avec les Bachi-Bouzouks contre les Crétois d'Acrotiri, tandis qu'en Angleterre, en France, en Italie, l'opinion publique et la presse désapprouvaient la politique de l'Europe devant les protestations des Crétois et de la Grèce. Les comités crétois, s'adressant aux peuples libres et généreux, disaient : « Nous déclarons donc que les plus coupables envers les peuples asservis ne sont pas leurs oppresseurs, mais ceux qui peuvent les en délivrer et ne le font pas, surtout quand ils prétendent à l'honneur d'être les libérateurs de la Grèce. »

Le 26 février, les amiraux, par une proclamation, engageaient la population à rester dans le calme ; ils prenaient sous leur protection les villes de la Canée, Réthymno, Candie et Sitia, la baie de la Sude et la vallée de communication entre cette baie et la Canée ; ils s'opposeraient à tout acte d'hostilité commis en présence d'un de leurs navires, sur quelque point que ce soit.

Le Gouvernement grec exprimait « la douleur de la Grèce de se sentir faible » devant l'Assemblée grecque, qui votait la motion suivante : « L'Assemblée, interprétant les sentiments et les vœux de l'hellénisme tout entier, exprime sa profonde douleur à l'occasion du cruel bombardement dirigé en Crète par les flottes des puissances réunies contre les vaillants soldats de la liberté, elle adresse un suprême appel aux généreux sentiments de l'Europe chrétienne et civilisée en faveur des défenseurs de l'indépendance et des droits sacrés de l'hellénisme en Crète. »

Les Crétois réclamaient leur union à la Grèce.

Les amiraux, impuissants pour ramener la pacification, demandaient à

leurs gouvernements la mise en demeure de rappel des navires et troupes grecs ; l'occupation effective par les marins étrangers des villes de Candie et de Réthymno, blocus des côtes de Crète.

L'Europe n'était pas disposée à laisser s'annexer la Crète à l'Etat grec.

L'Angleterre préconisait de faire de la Crète une île privilégiée de l'Empire ottoman. L'Autriche-Hongrie, en préconisant « comme un principe absolu » l'intégrité de l'Empire, admettait la plus privilégiée situation de Crète. L'Allemagne préconisait de bloquer le Pirée et la Grèce entière. La France voulait une autonomie très large, l'emploi de forces contre la Grèce en cas de refus de rappeler ses troupes et ses navires. La Russie adoptait les idées françaises. De plus, l'Angleterre préconisait la force aussi contre la Turquie pour la faire soumettre aux décisions des « six ». Le 2 mars, deux notes étaient simultanément remises à la Turquie et à la Grèce.

La note à la Turquie contenait que les grandes puissances voulaient maintenir la paix, l'intégrité de l'Empire, elles trouvaient par suite du retard apporté à l'application des réformes de l'arrangement du 13/25 août 1896, que celles-ci ne répondaient plus aux nécessités actuelles et elles tombaient d'accord sur les points suivants :

« 1^o La Crète ne pourra en aucun cas être annexée à la Grèce dans les conjonctures présentes ;

« 2^o Elle sera dotée par les puissances d'un régime autonome. »

Et les puissances informaient la Porte de la sommation faite à la Grèce de retirer « de Crète ses troupes et ses forces navales ».

La note à la Grèce disait que : « La Crète ne pourra en aucun cas, dans les conjonctures présentes, être annexée à la Grèce.

« Vu les retards apportés par la Turquie dans l'application des réformes arrêtées de concert avec elle et qui n'en permettent plus l'adaptation à un état de choses transformé, les puissances sont résolues, tout en maintenant l'intégrité de l'Empire ottoman, à doter la Crète d'un régime autonome absolument effectif, destiné à lui assurer un gouvernement séparé sous la haute suzeraineté du Sultan.

« La réalisation de ces vues ne saurait, dans la conviction des cabinets, s'obtenir que par le retrait des navires et des troupes grecs qui sont actuellement dans les eaux ou sur le territoire de l'île occupés par les puissances. Aussi attendons-nous avec confiance cette détermination de la sagesse du Gouvernement de Sa Majesté qui ne voudra pas persister dans une voie contraire à la résolution des puissances, décidées à poursuivre un prompt apaisement aussi indispensable à la Crète qu'au maintien de la paix générale.

« Je ne dissimulerai pas toutefois à Votre Excellence que mes instructions me prescrivent de vous prévenir qu'en cas de refus du Gouvernement

royal, les grandes puissances sont irrévocablement déterminées à ne reculer devant aucun moyen de contrainte si, à l'expiration d'un délai de six jours, le rappel des navires et des troupes grecs de la Crète n'était pas effectué. »

L'Europe préconisait c'est-à-dire une solution intermédiaire entre la souveraineté absolue du Sultan et l'annexion à l'Etat grec, l'autonomie de l'île sous « la haute suzeraineté du Sultan », expression qui pour la première fois était employée dans les affaires crétoises.

L'opinion publique, toujours énervée en Grèce, demandait au roi et au gouvernement l'annexion. Le roi, exprimant la volonté des Grecs libres et le désir des Crétois, disait : « Si l'Angleterre s'est emparée sans le moindre droit de l'île de Chypre, si l'Allemagne a mis la main sur le Slesvig-Holstein, si l'Autriche s'est adjugée la Bosnie et l'Herzégovine sans l'excuse d'anciennes affinités de race quelle qu'elle fût, à combien plus forte raison la Grèce n'a-t-elle pas le droit de hâter la prise de possession de la Crète qui lui appartient de toute son âme ? »

« L'armée grecque n'abandonnera pas la Crète. »

Le Gouvernement grec voulait résoudre la question seul avec la Turquie, en espérant d'annexer la Crète sans même rompre ses relations.

Le 5 mars, les puissances remettaient une note supplémentaire à la Turquie sous forme de promemoria : « Se référant à leur communication du 2 mars, les ambassadeurs des grandes puissances croient devoir y ajouter que l'autonomie prévue pour la Crète impliquant la réduction progressive des forces ottomanes, il conviendra de l'évacuation de l'île par les troupes helléniques, de prendre des mesures nécessaires pour la concentration des troupes impériales dans les places fortes qui sont actuellement occupées par des détachements européens. »

Le lendemain, le Gouvernement turc répondait, exprimant sa grande satisfaction pour le maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman et la décision de faire retirer les bâtiments de guerre et les troupes helléniques de la Crète en acceptant « le principe d'une autonomie accordée à la Crète, en se réservant la faculté de s'entendre avec les représentants des grandes puissances à Constantinople, sur la forme et les détails du régime dont l'île sera dotée ».

La Grèce répondait le 8 : « Nous croyons que le nouveau régime autonome que les grandes puissances viennent d'adopter ne pourra répondre malheureusement aux nobles intentions qui l'inspirent et subira le sort des différents systèmes administratifs qui ont été, à différentes reprises et sans succès, expérimentés en Crète. Ce n'est pas pour la première fois que la Crète se trouve dans cet état de soulèvement. Dans ces derniers temps, plus de six fois, les horreurs de l'anarchie ont ébranlé et mis en péril son

existence. Si donc, le nouveau régime dont il s'agit de la doter n'est pas de nature à y rétablir l'ordre d'une manière définitive, le Gouvernement grec n'a aucun doute sur l'impossibilité de mettre un terme à l'état révolutionnaire actuel : l'anarchie continuera à ravager le pays ; le feu et le fer, dans les mains d'un fanatisme aveugle, continueront leur œuvre de destruction et d'extermination d'un peuple qui, assurément, ne mérite pas un tel sort.

« Devant une telle perspective, notre responsabilité serait énorme si nous ne venions pas prier instamment les grandes puissances de ne pas insister sur le système d'autonomie édicté, mais de rendre à la Crète ce qu'elle avait déjà eu lors de l'affranchissement des autres provinces qui forment le royaume de Grèce et de la ramener à la Grèce à laquelle elle appartient déjà du temps de la présidence de Capo d'Istria. »

Et en rappelant son attitude de paix de l'an dernier et les faits sanglants qui ont suivi dans l'île, elle ne se sentait pas capable d'entreprendre encore une fois la même tâche parce que les Crétois ne lui obéiront pas.

En ce qui concernait le rappel des forces militaires, elle répondait que « le séjour de l'armée grecque dans l'île est indiqué par les sentiments d'humanité aussi bien que par l'intérêt même du rétablissement définitif de l'ordre. Notre devoir, notamment, nous impose de ne pas abandonner le peuple crétois à la merci du fanatisme musulman et de l'armée turque qui de tout temps, sciemment et de connivence, a participé aux actes agressifs de la population contre les chrétiens ». Elle demandait un mandat pour pacifier le pays et, après le rétablissement de l'ordre, il serait possible « de connaître les vœux exprimés par le peuple crétois pour décider de son sort ». Elle invoquait que l'Etat grec, à cause des affinités de son peuple avec les frères crétois, « ne saurait résister plus longtemps à de semblables secousses ». Elle faisait appel aux sentiments des puissances « de permettre au peuple crétois de se prononcer comment il désire se gouverner ».

Le 8 mars, les amiraux déclaraient au vice-consul grec qu'ils avaient reçu l'ordre de le faire embarquer, considéré comme prisonnier comme tous les Hellènes et le reste du personnel du consulat. Les puissances n'avaient pas le droit d'enlever le caractère officiel du vice-consul en faisant prévaloir que le consulat était devenu un centre d'agitation et qu'il se trouvait en relations avec les insurgés et les journaux grecs.

Les puissances, après la réponse grecque, se trouvaient dans un désaccord sur la manière d'obliger la Grèce à se soumettre à leur note. Elles préconisaient, les uns le blocus du Pirée, les autres de toute la Grèce, de la Crète et, enfin, l'emploi des forces de terre.

Par l'occupation de la Crète, la Grèce voulait présenter un fait accompli et imitait ainsi la Bulgarie en Roumélie orientale.

Le droit de l'intervention de l'Etat grec se justifiait parce qu'un peuple de

la même race, langue et religion, réclamait son annexion. A plus forte raison, à cause du refus de l'Europe d'intervenir auprès de la Porte pour faire cesser les massacres, malgré son obligation, qui découlait de l'article 14 du règlement du 25 août 1896 : « Les puissances s'assureront de l'exécution de toutes ces dispositions » ; qui découlait de cette garantie à cause de laquelle les Crétois chrétiens avaient renoncé à leur liberté en acceptant des réformes, obligation qui découlait de la non-exécution de la part de la Turquie de ses engagements. Ce droit naissait encore à cause du refus européen de secourir les Crétois : « J'ai fait demander par les consuls, disait le consul général grec à la Canée, qu'on débarquât pour sauvegarder ce qui reste ; les consuls ont refusé ; aucun espoir ; les chrétiens de la ville seront tous massacrés » ; l'Europe faisait débarquer des matelots, « pour la sécurité de leurs nationaux et pour sauvegarder, autant qu'il sera possible, le consulat, la mission et leurs établissements pour leurs sujets, de ne prendre aucune part active contre l'une ou l'autre des parties » ; le droit de l'intervention grecque se justifiait encore par le droit de l'humanité, en plus par le droit de sa propre conservation, puisque les troubles et les révolutions en Crète faisaient trembler sa sécurité intérieure, l'Etat grec étant obligé de se trouver en mauvaises relations avec la Turquie et, par conséquent, avec ses amis de l'Europe, puisque si l'Etat grec intervenait, c'était pour donner application à un droit revendiqué avec sacrifice de sang, droit que personne ne pouvait supprimer et que comme un droit primordial de l'existence humaine et supérieur au droit si contesté d'une conquête qui, pendant des siècles, s'appuyait sur les massacres, les pillages et les profanations, sans pouvoir assurer la sécurité, la tranquillité et le bonheur à un peuple à qui l'humanité, à cause de sa civilisation, pouvait être reconnaissante.

Que la Grèce avait un droit d'intervention, on peut le voir à ce que les commandants navals invitaient la Grèce à envoyer dans les eaux crétoises des bâtiments pour recueillir les réfugiés ; à ce que les navires anglais remettaient trois cents réfugiés aux navires grecs.

La Grèce avait donc le droit d'intervenir parce que la question crétoise était par excellence une question hellénique que les faits suivants prouvent : du fait que l'amiral anglais informait d'urgence la Grèce de la mauvaise situation à Candie et du désir des réfugiés de s'embarquer pour la Grèce ; du fait que des navires européens débarquaient des réfugiés dans les îles Cyclades ; du fait que les réfugiés étaient de mêmes race, religion et parlaient la même langue, avaient la même civilisation, la même histoire et nourrissaient les mêmes aspirations que tous les autres Grecs ; du fait que la Grèce était reconnue comme le représentant de l'hellénisme et en cette qualité faisait partie du Congrès de Berlin.

Même en soutenant que la question crétoise était une question européenne, cela signifiait une question qui intéressait la Société des Etats et non seulement le concert des grands, et par conséquent, d'une manière à part, la Grèce à cause de ses titres légitimes et de ses droits primordiaux et imprescriptibles.

Mais si la Grèce avait le droit d'intervention, elle devait, suivant le droit des gens, déclarer la guerre à la Turquie. De plus, par son action, le Gouvernement grec faisait un acte tardif, puisque les bâtiments européens se trouvaient dans les eaux crétoises au moment de son action et, par conséquent, la Grèce ne pouvait faire accomplir un état de fait ; cet acte était aussi un acte maladroit et pas conforme à une politique éclairée, puisque les puissances la faisaient prévenir de leurs intentions et faisaient débarquer des marins dans l'île immédiatement après le débarquement des troupes hellènes.

Les puissances, à l'initiative de la Russie, se mettaient d'accord pour laisser aux amiraux le soin de concerter l'action commune. Le 17 mars 1897, les amiraux signifiaient au colonel Vassos que tout le littoral de l'île était placé sous la protection des puissances. Le 18, ils informaient les ambassadeurs à Constantinople, les ministres à Athènes, qu'ils avaient décidé de mettre l'île de Candie en état de blocus et leur demandaient de le notifier à la Porte, aux neutres et à la Grèce : « Les amiraux, télégraphiaient-ils, ont décidé de mettre l'île de Candie en état de blocus à partir du 21 mars, à 8 heures du matin. Je vous prie de vouloir bien le notifier à la Porte et aux puissances neutres. Le blocus sera général pour tous les navires sous pavillon grec. Les navires des six puissances ou neutres pourront venir dans les ports occupés par les puissances et pourront débarquer leurs marchandises seulement si les marchandises ne sont ni pour les troupes grecques ni pour l'intérieur de l'île. Les mouillages pourront être visités par les navires de la flotte internationale. Les limites du blocus sont comprises entre le 23°24' et 26°30' de longitude est, méridien de Greenwich, et les 35°48 et 34°45 de latitude nord. »

Pour la Grèce, ils ajoutaient : « Je vous prie de vouloir bien inviter le Gouvernement grec à rappeler ses navires de guerre encore présents dans les eaux de la Crète. Ils devront être partis le 21, à 8 heures du matin, sous peine d'y être contraints par la force. »

Des communications dans ce sens étaient faites aux gouvernements grec, turc et neutres.

Le Gouvernement grec, à cette communication du 18 mars, répondait qu'il avait donné avis du fait aux navigateurs et ajoutait : « Comme il ne sera plus possible d'importer des céréales en Crète et que l'île se fait toujours approvisionner du dehors, il est de mon devoir, eu égard aux liens

qui nous unissent à la population crétoise, de vous signaler cette circonstance, en vue des conséquences qui s'ensuivront et qui pourraient bien ne pas répondre aux sentiments d'humanité dont le gouvernement... est animé. »

La Turquie remerciait les puissances et se voyait « heureuse de constater ce fait et en même temps de faire remarquer ce qui a été l'objet de la satisfaction générale ; notamment les preuves d'amitié données par les grandes puissances au Gouvernement impérial et leur désir de la préservation de la paix du monde. »

Le caractère de ce blocus pacifique est qu'il était un moyen d'intervention. Il était dirigé contre la Grèce, qui occupait l'intérieur de l'île, contre les Crétois, qui étaient en communication fraternelle avec les troupes grecques, contre la Turquie, pour l'empêcher de faire débarquer des troupes dans l'île.

Les puissances, en prenant en dépôt l'île, et par le blocus, intervenaient pour résoudre la question crétoise conformément à leurs vues, sans pouvoir éviter la guerre entre la Grèce et la Turquie.

Le 21 mars 1897, les amiraux proclamaient l'autonomie de l'île de Crète : « Les soussignés, commandants en chef des forces navales d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie, de France, de Grande-Bretagne, d'Italie et de Russie dans les eaux crétoises, agissant d'après les instructions de leurs gouvernements respectifs, proclament solennellement et font connaître aux populations de l'île que les grandes puissances sont irrévocablement décidées à assurer l'autonomie complète de la Crète sous la suzeraineté du Sultan, mais il est bien entendu que les Crétois resteront entièrement libres de tout contrôle de la Porte en ce qui regarde leurs affaires intérieures.

« Préoccupées avant tout de porter remède aux maux qui ont désolé le pays et d'en prévenir le retour, les puissances préparent d'un commun accord un ensemble de mesures destinées à régler le fonctionnement du nouveau régime autonome.

« Ramener l'apaisement, garantir à chacun, sans distinction de race ni de religion, la liberté, la sécurité des biens ; faciliter par la reprise des travaux agricoles et des transactions le développement progressif des ressources du pays : tel est le but que veulent atteindre les puissances.

« Elles entendent que ce langage soit compris de tous.

« Une ère nouvelle s'ouvre pour la Crète ; que tous déposent les armes.

« Les puissances veulent la paix et l'ordre. Elle auront, au besoin, l'autorité nécessaire pour faire respecter leurs décisions.

« Elles comptent sur le concours de tous les habitants de l'île, chrétiens ou musulmans, pour les aider dans l'accomplissement d'une œuvre qui promet d'assurer aux Crétois la concorde et la prospérité. »

§ IV. — Guerre gréco-turque de 1897

DISPOSITIONS EUROPÉENNES. — DÉCLARATION DE LA GUERRE. — DÉFAITE GRECQUE ET RECONNAISSANCE DE L'AUTONOMIE CRÉTOISE PAR LE GOUVERNEMENT HELLÉNIQUE. — MAINTIEN DU STATU QUO DE L'ÎLE PENDANT LA GUERRE. — MÉDIATION EUROPÉENNE ET INTERVENTION PERSONNELLE DU TSAR. — PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX. — TRAITÉ GRÉCO-TURC DU 4 DÉCEMBRE 1897.

Malgré le débarquement de marins dans les principales villes de l'île, malgré les renforts du 23 mars de six bataillons, un par puissance (3.000 hommes) la situation restait la même ; Vassos était maître à l'intérieur. Les insurgés, aux appels de la soumission, demandaient l'annexion de leur patrie à la Grèce. L'amiral italien Canevarò, parlant « de la folie patriotique des Crétois » à M. Venizelos, un des chefs des insurgés, recevait du premier Ministre grec la réponse : « Si l'Italie n'avait pas été frappée de cette folie patriotique, jamais elle n'aurait réalisé son unité. »

Le Gouvernement ottoman ne voulait pas sincèrement la guerre, craignant des complications, mais il ne pouvait pas se soustraire au parti militaire qui la réclamait.

Le Gouvernement grec, le roi, ne voulaient pas non plus la guerre, connaissant la force bien supérieure de la Turquie, la non-préparation de la Grèce, ses finances toujours en mauvais état ; mais ils étaient esclaves de l'opinion publique qui demandait la guerre, de l'Ethniki Hetairie (ligue nationale), qui ne voulait que la réalisation de l'annexion de la Crète. Le 14 mars 1897, par un décret, le roi appelait ses sujets sous les drapeaux ; des volontaires accouraient de tous les coins de l'Empire ottoman vers la Grèce. La Turquie se préparait en effervescence. L'Europe se trouvait en désaccord. La Russie, par sa circulaire du 17 mars 1897, préconisait sans retard le blocus de Volo. L'Angleterre, par sa circulaire du 20 mars, voulait demander à la Grèce et à la Turquie de retirer respectivement leurs forces jusqu'à une distance de 50 milles de chaque côté de la frontière. En cas de refus, elle s'associerait à l'idée de blocus de Volo et aux mesures de coercition contre le pays qui refuserait à s'y conformer. La Russie, répondant la même journée, demandait le blocus de Volo, même sans le consentement de l'Angleterre, qui, le 23, préconisait le blocus du littoral grec et pas du Pirée, qu'elle trouvait inutile. Le 26, la Russie trouvait inutile le blocus de Volo, la concentration de l'armée grecque à la frontière étant faite. Le 26, le diadoque Constantin était nommé par décret commandant de l'armée et, dans la nuit du 27 au 28, s'embarquait pour Volo. Le 6 avril, les puis-

sances étaient d'accord et remettaient une déclaration à Constantinople et à Athènes : « en présence du danger qui résulte de la concentration de forces considérables des deux côtés de la frontière turco-grecque, les gouvernements des grandes puissances, s'inspirant du désir de sauvegarder la paix générale, ont chargé leurs ambassadeurs à Constantinople (ministres à Athènes) de déclarer à la Porte (ou au Gouvernement grec) qu'en cas de conflit entre la Turquie et la Grèce, les agresseurs en porteraient toute la responsabilité. Ainsi, quelle que soit l'issue de la lutte, les grandes puissances n'admettront en aucun cas que les agresseurs en retirent le moindre avantage. » Mais le désaccord persistait entre les puissances; les unes préconisaient le blocus de la Grèce, les autres la participation de Vassos à la pacification de la Crète, d'autres voulaient le prince Georges comme prince de la Crète. Si nous avions le blocus, l'Allemagne triompherait ; si la participation de Vassos, l'Angleterre ; si la nomination de Georges, la Russie. Elles étaient d'accord de ne pas laisser solutionner le différend directement par les deux parties intéressées. La Russie estimait que le cadeau de l'île par le Sultan serait un mauvais précédent dans la question d'Orient ; l'Allemagne préconisait un châtimement de la Grèce ; les autres puissances seraient contentes d'avoir l'occasion de sauver la Grèce vaincue.

Les choses ne pouvaient qu'amener la guerre. Le 9 avril, des irréguliers de la Ligue nationale franchissaient la frontière thessalienne. La Turquie rappelait aux puissances leur circulaire du 6, en faisant remarquer que la Grèce devenait l'agresseur. Le Gouvernement grec répondait qu'il s'agissait de Macédoniens, par conséquent de sujets du Sultan, qui avaient franchi la frontière et que c'était un poste turc qui avait tiré le premier sur un poste grec. La vérité était que la Ligue nationale était maîtresse de la situation et que le Gouvernement grec, par faiblesse, ne pouvait pas empêcher le franchissement de la frontière. Cela n'empêche pas qu'il avait violé le droit international et qu'il serait l'agresseur si, à cause de cet incident, la guerre commençait.

Le 16 avril, les troupes turques s'emparaient du poste d'Analypsis, appartenant à la Grèce, qui ne l'avait pas occupé comme d'autres points de la frontière n'étaient pas occupés, soit par la Turquie, soit par la Grèce. A ce moment, la Turquie devenait l'agresseur sans qu'il soit possible de lui trouver un raisonnement d'excuses. Si la Grèce, par la faiblesse de son gouvernement, ne pouvait empêcher la Ligue nationale de franchir la frontière et devenir ainsi responsable, en droit international, la Turquie, occupant des territoires grecs à cause de la volonté du parti militaire et des conseils de l'Allemagne qui voulait châtier la Grèce, devenait agresseur et responsable en violant les accords internationaux.

Malheureusement, les incidents se multipliaient et le fatal se consommait.

La guerre était déclarée le 18 avril 1897, jour de Pâques. La même journée, Assim Bey, ministre de Turquie en Grèce, remettait au Gouvernement hellénique une note contenant la rupture des relations.

Ainsi, la question crétoise devenait une question plus large à cause de la guerre gréco-turque, qui était une face de la lutte des Crétois pour conquérir leur liberté, et une conséquence de vue de conquête de l'Angleterre sur l'île et des intérêts contradictoires des autres puissances.

Les autres peuples balkaniques ne pouvaient pas faire la guerre contre la Turquie ; les grands la leur interdisaient.

En Crète, pendant la guerre, les puissances maintenaient le *statu quo*, c'est-à-dire l'occupation partielle de l'île et le blocus. Le concert européen était maintenu en attendant la demande de la médiation de l'un des belligérants.

Les Grecs étaient vaincus. Le 27 avril, leur gouvernement demandait les bons offices des ministres des trois puissances bienfaitrices. Le ministre des Affaires étrangères demandait en son nom et au nom du président du Conseil de faire intervenir d'urgence leurs gouvernements auprès de la Porte pour l'engager à suspendre les hostilités pendant quelques jours et donner ainsi le temps au président du Conseil de gagner ses collègues et l'opinion publique à l'idée de démentir officiellement l'intervention.

Parmi le concert, l'opinion de l'Allemagne prédominait. La Grèce devrait demander elle-même la médiation, rappeler Vassos et accepter formellement l'autonomie crétoise.

Le 2 mai, la Grèce rappelait Vassos et quelques-uns de ses meilleurs officiers, sans demander officiellement la médiation. Elle cherchait l'intervention urgente des puissances, parce que « la divulgation d'un pareil fait provoquerait infailliblement une explosion qui emporterait le trône et la dynastie ».

Les Turcs, après Larissa, occupaient Volo. La situation devenait critique pour la Grèce, qui, par la note du 8 mai, faisait connaître aux puissances qu'elle rappelait les restes des troupes helléniques de Crète. L'Allemagne, tandis que les autres puissances, et notamment la Russie, étaient satisfaites, voulait, après le rappel des troupes, la reconnaissance formelle par la Grèce de l'autonomie crétoise. Son opinion prévalait. Skouloudis, sur les conseils du ministre d'Angleterre, le 10 mai, déclarait au baron de Plessen : « J'ai l'honneur de faire part à Votre Excellence qu'au moment d'effectuer ce rappel, je prends acte de la déclaration des grandes puissances du 10 mars, d'après laquelle elles sont résolues à doter la Crète d'un régime autonome absolument effectif et vous déclare, au nom du Gouvernement hellénique, qu'il prend l'engagement de reconnaître ledit régime. »

Ainsi, l'Allemagne obtenait satisfaction. L'Europe offrait sa médiation à la Grèce en lui disant : « Que la Grèce ne saurait mieux faire pour répondre à l'initiative amicale et pleine de sollicitude des puissances qu'en leur abandonnant le soin de ses intérêts et en adhérant sans réserve à leurs conseils comme à leurs recommandations. »

Pendant la guerre, les puissances maintenaient en Crète le *statu quo*, c'est-à-dire l'occupation partielle du territoire et le blocus. Par cette situation, les territoires crétois étaient déclarés neutres par les puissances pour achever leur but. C'était une violation du droit international de déclarer le territoire du belligérant comme territoire neutre.

Les puissances, puisqu'elles avaient conservé la qualité de neutres, par l'occupation et le blocus, gênaient les opérations des belligérants en dehors du territoire neutre. La Grèce, par sa note du 21 avril 1897, en invoquant la déclaration du Congrès de Paris du 16 avril 1856, à laquelle elle avait adhéré le 3/20 juin 1856, demandait aux puissances d'observer « les devoirs d'une stricte neutralité ». Elle voyait son action empêchée sur l'île de Crète (territoire turc, territoire du belligérant, territoire de son ennemi), elle ne voulait pas l'occuper entièrement, elle ne pouvait pas utiliser une partie de son armée en la transportant sur le continent, ni recevoir des milliers de volontaires crétois.

La Turquie, également, ne pouvait pas tenter d'expédier des troupes en Crète. Mais si donc le droit de neutralité était violé, cela n'empêchait pas la résolution définitive de la question crétoise. Le colonel Vassos, avec l'aide de la flotte hellénique, qui empêcherait le renforcement des garnisons turques, serait maître de l'île ; mais c'était improbable de croire que, malgré l'arrivée des troupes helléniques de la Crète et des volontaires, les Grecs ne pourraient soutenir et garder la Thessalie. Ainsi la Porte n'évacuerait la Thessalie sans que les Grecs n'évacuassent la Crète. Nous pourrions seulement soutenir que si la flotte grecque était libre d'agir à Salonique sans y être empêchée par l'Autriche, tous les Grecs de la Turquie européenne pourraient se soulever et mettre toute la question d'Orient sur le tapis et pendant son règlement de voir l'île de Crète s'annexer directement à l'Etat grec, sans passer par le régime d'autonomie.

L'Europe, après la réponse grecque, agissait entre les deux Etats comme médiatrice. Ainsi, par l'ambassadeur de l'Autriche-Hongrie, elle faisait remettre à la Porte, le 12 mai, un memorandum par lequel elle informait cette dernière que la Grèce acceptait la médiation des « six » et lui demandait de décider une suspension des hostilités. La Porte, prétextant les fêtes de Baïram pour gagner du temps, parce qu'elle espérait repousser les Grecs derrière la ligne d'Orthys, voulait entrer en discussion de l'armistice après lesdites fêtes. Mais, après une intervention verbale du même ambassadeur,

le 14, la Turquie, par un mémorandum, acceptait la suspension des hostilités sous les conditions suivantes : « 1° Ouverture des ports de Préveza et de Volo à toutes les expéditions arrivant par mer à destination de l'armée impériale ; 2° annexion de la Thessalie ; nouvelle délimitation des frontières d'après l'ancien tracé ; 3° paiement d'une indemnité de 10 millions de livres turques en compensation des frais nécessités par la guerre et des dommages occasionnés de ces chefs au Gouvernement impérial ; 4° renouvellement de tous les traités entre la Grèce et la Turquie, qui étaient tous abolis par le fait de la guerre ; (la Turquie, c'est-à-dire, demandait l'abrogation des capitulations) ; 5° la conclusion entre les deux Etats d'un cartel d'extradition pour les criminels de droit commun. »

Devant ces exigences exorbitantes, l'Europe ne pouvait pas faire une pression collective à la Porte. L'Allemagne s'abstenait et l'énergique offensive de l'armée grecque en Epire fournissait un nouveau prétexte au Sultan. La Grèce disait qu'il n'y avait rien d'anormal à cause de l'offensive grecque parce que les deux pays se trouvaient en état de guerre ; mais, si cette offensive était permise, elle mettait en tout cas un obstacle à la marche rapide des négociations.

Le 17 mai, la Thessalie était complètement occupée par les Turcs. A ce moment, le Tsar intervenait personnellement par un télégramme au Sultan ; il l'invitait à « mettre fin à l'effusion de sang », il lui rappelait ses paroles qu'il ne poursuivait pas « une œuvre de conquête », en lui demandant de donner une « preuve éclatante des idées de modération » et d'accepter la médiation des puissances.

Le Sultan répondit : « Je désire l'intervention amicale des puissances afin d'assurer le rétablissement de la paix, le prestige de mon gouvernement et le maintien d'une paix générale qui assure à l'avenir la sécurité de mes frontières. » L'Allemagne s'associait aux autres puissances pour la cessation des hostilités et la conclusion d'un armistice. Le Gouvernement turc ordonnait la suspension des hostilités le 18 mai. Le lendemain, un armistice était conclu entre les belligérants, pour les armées de l'Epire, et le 20 pour celles de la Thessalie, sans aucune fixation de délai, ce qui avait comme conséquence des complications de la part de la Turquie, qui le 1^{er} juin, acceptait de signer un armistice de terre et de mer d'une durée indéfinie. Le 3 juin, deux conventions d'armistice étaient conclues entre les belligérants, une pour l'armée de l'Epire et l'autre pour l'armée de la Thessalie.

Le même jour commençaient les pénibles négociations pour la paix, qui durèrent cinq mois pour aboutir aux préliminaires de la paix. La question crétoise, qui était la cause de la lutte gréco-turque, à l'initiative de la France, était acceptée par toutes les puissances comme devant être

résolue en dehors de toute intervention de la Grèce et, par conséquent, ne faisait pas l'objet des négociations et du traité de paix.

Les « six », par le mémorandum du 25 mai remis à la Porte, n'acceptaient qu'une « certaine rectification de frontière basée sur des considérations stratégiques », une indemnité qui « ne doit pas dépasser les limites des forces financières de la Grèce », ils admettaient le maintien des privilèges et immunités accordés « aux sujets hellènes en vertu d'arrangements conclus avec les grandes puissances ».

A ces observations, la Turquie, par son mémorandum du 17 mai, disait que le Gouvernement impérial ne se refusait pas à entrer en discussion avec les puissances médiatrices « au sujet des observations contenues dans leur mémorandum précité concernant les conditions de la paix ». Ainsi, le 3 juin 1897, au kiosque de Top-Hané, les conférences des préliminaires de la paix commençaient entre les ambassadeurs des « six » et le Ministre des Affaires étrangères turc sur la rectification des frontières gréco-turques ; sur la révision des traités entre les deux pays ; sur l'indemnité de guerre ; sur le contrôle international des finances helléniques ; sur l'évacuation de la Thessalie.

En ce qui concernait la rectification de frontières, la Turquie demandait la rétrocession de la Thessalie parce que, suivant l'avis du Prophète, tout pays conquis, en principe, ne devait pas être rendu à son ancien possesseur. Les ambassadeurs n'acceptaient qu'une rectification stratégique. Par le tracé de leurs attachés militaires, la Turquie obtenait quatre cents kilomètres carrés sans population, excepté un village habité par des Koutzo-Valaques.

Tewfik-Pacha demandait le district de Tyrnovo, avec environ 12.000 habitants et, par suite, revenant sur ses premières propositions, demandait la ligne du Pénée avec les villes de Larissa et de Kalabaka. Pour appuyer ces propositions, la Turquie produisait des pétitions forcées ou imaginaires par lesquelles les Koutzo-Valaques se présentaient comme demandant l'abandon de la Thessalie à la Turquie.

Les négociations étaient suspendues. L'Allemagne soutenait moins les Turcs en se rapprochant des Russes, prenait en considération les désirs de la Cour grecque apparentée, et disait, le 14 juillet, à la Turquie qu'elle se trouverait isolée, sans pouvoir compter sur l'appui de personne, si elle maintenait son point de vue. Les ambassadeurs préconisaient « une démonstration des puissances indiquant leurs décisions d'aller jusqu'à des mesures de coercition ». La Turquie comprenait que la politique de bazar ne pouvait que continuer, mais à son détriment, que les « six » se trouvaient unis. Sur une pression russe, le 21 juillet, la Turquie acceptait le tracé des attachés militaires et le même jour était rédigé l'article premier des pré-

liminaires : « La frontière turco-hellénique sera rectifiée conformément au tracé indiqué sur la carte ci-jointe, accompagnée d'une description détaillée.

« Il est entendu que de légères modifications, au point de vue stratégique, peuvent y être introduites à l'avantage de l'Empire ottoman par un accord entre les délégués des puissances et la Sublime-Porte lors de l'application du tracé sur les lieux.

« Les détails de cette délimitation seront fixés sur les lieux par une commission composée des délégués des deux parties intéressées et des délégués militaires des ambassadeurs des puissances médiatrices.

« La Commission de délimitation devra se réunir dans un délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut, à partir du présent acte et prendra ses résolutions à la majorité des voix des trois parties intervenantes. »

En ce qui concernait la revision des traités, la Turquie soutenait qu'il fallait conclure avec la Grèce des nouveaux traités suivant les principes du droit international, parce que les traités existant avant la guerre, par ce fait de guerre, étaient abolis. Elle voulait, c'est-à-dire, la suppression des capitulations. De plus, elle demandait la conclusion d'un traité d'extradition.

La Grèce soutenait qu'elle ne pouvait pas conclure un traité d'extradition avec la Turquie. « La justice est telle en Turquie, disait-elle, qu'aucun Etat civilisé n'avait encore conclu pareil traité. Les puissances européennes, tellement la justice turque est injuste, intervenaient dans le temps au profit même des sujets ottomans. » De plus, disait-elle, l'esprit grec répugnait à telle convention, elle n'en avait conclu qu'une seule avec l'Italie. La thèse grecque n'était pas acceptée ; par l'article 5 des préliminaires, la Turquie et la Grèce étaient invitées, dans un délai de trois mois, à entamer des négociations pour la conclusion « d'une convention d'extradition pour la remise réciproque des criminels de droit commun » et d'une « convention pour la répression du brigandage sur les frontières communes ».

Si un traité d'extradition n'avait pas donné de difficultés à la conférence, l'abolition des capitulations présentait un intérêt particulier et général. Les ambassadeurs préconisaient que les capitulations n'avaient pas leurs sources dans un traité gréco-turc, mais dans des arrangements conclus entre les grandes puissances et la Turquie et qui, par conséquent, n'étaient pas atteints par les faits de guerre et, par conséquent, il ne s'agissait pas d'une question des capitulations. Ils invoquaient l'article 4 du protocole de Londres du 3 février 1830 qui disposait : « Les sujets des deux Etats seront traités réciproquement, sous les rapports de droits de commerce et de navigation comme ceux des autres Etats en paix avec l'Empire ottoman et la Grèce. »

La Turquie, avec raison, soutenait que le protocole traitait des relations de commerce et de navigation sans avoir aucun rapport avec le régime consulaire des capitulations. De plus, elle disait que le protocole dans son ensemble n'était qu'une simple proposition à communiquer à la Porte ; la concession des capitulations à la Grèce résultait du traité gréco-turc du 27 mai 1855.

Au point de vue du texte, la Turquie avait raison. Mais l'Etat grec, chrétien par excellence, avait été créé en se basant sur l'esprit des relations qui devaient exister entre le christianisme et l'islamisme et il ne pouvait pas seul faire une exception. Si le traité du 27 mai 1855 était aboli par le fait de guerre, le principe des relations entre chrétiens et musulmans ne pouvait pas être aboli par un fait de guerre. La Turquie était obligée de conclure avec la Grèce, suivant ce principe, un traité applicable à son niveau de civilisation, c'est-à-dire qu'elle était obligée d'accepter le régime des capitulations. L'article 3 des préliminaires maintenait les capitulations avec stipulations en vue de prévenir les abus de la part de la Grèce : « Sans toucher au principe des immunités et privilèges dont les sujets hellènes jouissaient avant la guerre sur le même pied que les nationaux des autres Etats, des arrangements spéciaux seront conclus en vue de prévenir l'abus des immunités consulaires, d'empêcher les entraves au cours régulier de la justice, d'assurer l'exécution de sentences rendues et de sauvegarder les intérêts des sujets ottomans et étrangers dans leurs différends avec les sujets hellènes, y compris le cas de faillite ». L'article 5 prévoyait une convention consulaire dans les conditions prévues par l'article 3 dans un délai de trois mois pour le commencement des négociations. Le paragraphe 1^{er} du même article prévoyait « une convention réglant les questions de nationalité contestée sur les bases du projet négocié en 1876 entre la Turquie et la Grèce ».

L'article 9 consacrait l'arbitrage des représentants des « six » à Constantinople : « En cas de divergence dans le cours des négociations entre la Turquie et la Grèce, les points contestés pourront être soumis par l'une ou l'autre des parties intéressées à l'arbitrage des représentants des grandes puissances dont les décisions seront obligatoires pour les deux gouvernements, cet arbitrage pourra s'exercer collectivement ou par désignation spéciale des intéressés et soit directement, soit par l'entremise des délégués spéciaux.

« En cas de partage égal des voix, les arbitres choisiront un surarbitre. »

L'article 8 consacrait le régime transitoire, maintenant le *statu quo* des capitulations d'avant-guerre jusqu'à la conclusion du traité.

En ce qui concerne l'indemnité de guerre, la Turquie obtenait quatre millions de livres turques (92 millions de francs) au lieu de 10 millions

de livres turques (230 millions de francs) qu'elle demandait : l'article 2, dans son premier paragraphe, disait : « La Grèce paiera à la Turquie quatre millions de livres turques. » De plus, cet article disposait que le traité de paix contiendrait des clauses « pour le mode d'indemnisation des particuliers en raison des pertes causées par les forces grecques ».

En ce qui concerne le contrôle international des finances, la Grèce n'avait pas pu l'empêcher et éviter ainsi la création de la Commission internationale. L'Allemagne soutenait pendant la guerre la Turquie et elle n'intervenait auprès d'elle, pour la cessation des hostilités, qu'à sa dernière phase, à cause des intérêts de ses nationaux. Depuis la faillite de 1893, elle cherchait l'occasion de régler l'affaire. De plus, la France était soucieuse des intérêts de ses nationaux, elle appuyait l'Allemagne. En outre, la Grèce, avec l'affaire de la Crète, la guerre, se trouvait dans une situation difficile. Elle ne pouvait pas trouver de crédit en s'appuyant sur ses richesses, ni avoir un crédit politique. Ainsi l'article 12, dans son deuxième et troisième paragraphes, stipulait : « L'arrangement nécessaire pour faciliter le paiement rapide de l'indemnité sera fait avec l'assentiment des puissances de manière à ne pas porter atteinte aux droits acquis des anciens créanciers détenteurs des titres de la Dette publique de Grèce.

« A cet effet, il sera institué à Athènes une Commission internationale des représentants des puissances médiatrices à raison d'un membre nommé par chaque puissance. Le Gouvernement hellénique fera adopter une loi agréée préalablement par les puissances, réglant le fonctionnement de la Commission, et d'après laquelle la perception et l'emploi des revenus suffisants au service de l'emprunt pour l'indemnité de guerre et des autres dettes nationales seront placés sous le contrôle absolu de la Commission. »

En ce qui concerne l'évacuation de la Thessalie, la Conférence l'avait liée avec la question d'indemnité et de contrôle international. La Turquie ne voulait évacuer les villes de Larissa et de Volo qu'après le paiement complet de l'indemnité. Seule, l'Angleterre, à ce moment, sauvait la Grèce d'une telle clause des préliminaires en soutenant qu'une telle chose équivaldrait à un abandon des villes par la Grèce à la Turquie, au moment où la Grèce se trouverait dans l'impossibilité de payer, et le Sultan les occuperait. Elle voulait seulement savoir si la Grèce acceptait le contrôle international, elle n'admettait pas de prendre les responsabilités qui découleraient de la non-acceptation par la Grèce du contrôle dont l'Allemagne faisait le *sine qua non* du maintien du concert européen. Au moment où le Gouvernement grec accepterait le contrôle, elle proposerait que l'évacuation ait lieu un mois après l'adoption, par la Chambre grecque, d'une loi réglant les anciennes dettes de la Grèce et organisant le contrôle interna-

tional. Les puissances se mettaient d'accord et, en conséquence, nous avions l'article 2 des préliminaires déjà cité ; l'article 6 : « L'Etat de guerre entre la Turquie et la Grèce cessera aussitôt que le présent acte aura été signé. L'évacuation de la Thessalie s'effectuera dans le délai d'un mois à partir du moment où les puissances auront reconnu comme remplies les conditions prévues aux deux derniers alinéas de l'article 2 et où l'époque de la publication de l'emprunt pour l'indemnité de guerre aura été établie par la Commission internationale, en conformité avec les dispositions de l'arrangement financier mentionné dans ledit article.

« Le mode d'évacuation et de remise aux autorités helléniques des localités évacuées sera déterminé par les délégués des deux parties intéressées avec le concours des délégués des grandes puissances. »

Le 18 septembre, les préliminaires de la paix étaient signés. Le préambule commençait par une clause qui édictait le caractère obligatoire, pour la Grèce, de ses dispositions. Caractère qui n'était pas conforme à l'idée de médiation, mais à celle de l'arbitrage : « La Grèce ayant confié aux grandes puissances le soin de ses intérêts en vue du rétablissement de la paix avec la Turquie, et la Sublime-Porte ayant accepté leur médiation, les conditions suivantes qui doivent servir de base principale et définitive aux relations futures des deux pays ont été arrêtées entre Leurs Excellences, les représentants de l'Allemagne, de l'Angleterre, de l'Autriche-Hongrie, de la France, de l'Italie et de la Russie, d'une part, et Son Excellence le Ministre des Affaires étrangères de Sa Majesté Impériale le Sultan, de l'autre. »

L'article 7, parlant du rétablissement des relations normales, stipulait : « Dès que le présent acte aura été signé et ratifié, des relations normales entre la Turquie et la Grèce seront reprises ; les sujets de chacun des deux Etats dont la situation est régulière devant la loi pourront séjourner et circuler librement, comme par le passé, sur le territoire de l'autre et la liberté de commerce et de navigation sera rétablie d'une manière réciproque ; les deux parties se réservent de conclure ultérieurement un traité de commerce et de navigation. »

L'article 11, parlant du maintien des bonnes relations, disait : « En vue d'assurer le maintien des rapports de bon voisinage entre les deux Etats, les gouvernements de la Turquie et de la Grèce s'engageront à ne pas tolérer sur leur territoire des agissements de nature à troubler la sécurité et l'ordre dans l'Etat voisin. »

L'article 10 maintenait la convention du 24 mai 1881, qui consacrait la cession de la Thessalie à la Grèce : « Les stipulations de la convention

conclue le 24 mai 1881 pour la cession de la Thessalie à la Grèce sont maintenues, sauf celles qui sont modifiées par le présent acte.

« La Sublime-Porte se réserve de saisir de ses propositions, pour le règlement des questions découlant de ladite convention, les puissances qui en sont signataires et dont les décisions doivent être acceptées par la Grèce. »

Dans le dernier paragraphe, nous voyons l'allusion aux dispositions de la convention de 1881, relatives à la participation de la Grèce à la dette ottomane à cause de l'annexion de la Thessalie, à la non-expropriation sans juste et préalable indemnité des musulmans, à l'organisation des communautés musulmanes et au régime des vacoufs.

L'article 4 prévoyait la conclusion ultérieure et les conditions d'un traité de paix définitif entre la Grèce et la Turquie.

« Quinze jours après la ratification des présents préliminaires de paix, ou plus tôt, si faire se peut, des négociateurs hellènes, munis des pouvoirs nécessaires, arriveront à Constantinople pour procéder, avec les plénipotentiaires ottomans, à l'élaboration et à la signature d'un traité de paix définitif. Ce traité sera conclu sur la base des stipulations du présent acte et contiendra, en outre, des clauses pour l'échange des prisonniers de guerre, pour l'amnistie, pour la libre émigration des habitants des territoires rétrocédés, ainsi que pour le mode d'indemnisation des particuliers en raison des pertes causées par les forces grecques. Il stipulera aussi le rétablissement des relations postales et télégraphiques, conformément aux accords généraux qui règlent la matière. »

Nous avons vu que l'article 9 avait consacré l'arbitrage des puissances pour les différends qui pouvaient s'élever dans les futures négociations gréco-turques, par conséquent il consacrait que la décision des puissances aurait un caractère obligatoire pour les parties, mais la Turquie voulait préciser que les puissances auraient à statuer dans ce cas, non comme médiatrices, mais comme arbitres. Elle l'obtenait dans l'annexe A des préliminaires dans lequel nous avons la clause que les arbitres auront comme règle la plus parfaite plénitude d'appréciation des points ou des questions qui leur auront été soumis par les parties.

Par la note du 30 août/11 septembre, M. Scouloudis signalait l'intérêt qu'il y aurait à ce que, concurremment à la signature des préliminaires de paix, il fût pourvu au rétablissement du *statu quo ante bellum* des relations entre la Grèce et la Turquie concernant les points suivants : « 1° Reprise des relations commerciales au moyen de la libre entrée des sujets hellènes en Turquie, les sujets ottomans n'ayant jamais été forcés de quitter le territoire hellénique ; 2° Faculté à la marine marchande de chacun des pays d'entrer et de sortir des ports de l'autre pour y exercer le trafic de mer ; 3° Rapatriement des Thessaliens actuellement réfugiés en d'autres pro-

vines de la Grèce ; 4° Amnistie générale sans exception ni réserve en faveur des chrétiens sujets de la Porte qui, par suite de la guerre, auraient été entraînés à venir en Grèce. » Il n'avait réussi qu'à avoir seulement la clause de l'annexe B suivant laquelle : « Aussitôt après la signature des préliminaires de paix, les autorités ottomanes, en Thessalie, seront invitées à s'entendre avec les délégués hellènes pour assurer la réintégration dans leurs foyers des émigrés thessaliens » et « en cas de difficultés, on aura recours à des délégués des puissances médiatrices ».

L'ambassadeur de la Russie, malgré l'article, voulait obtenir une proclamation immédiate d'un acte destiné à hâter la pacification et à faciliter le retour des émigrés. Comme conséquence de ceci, nous avons l'annexe C qui disait : « L'article 4 des préliminaires établit que le traité définitif contiendra une clause relative à l'amnistie.

« En vue de faciliter la reprise des relations entre les pays et d'accélérer le retour de leur sujets respectifs, il est convenu qu'aussitôt après la ratification de l'acte préliminaire de paix, une amnistie sera proclamée de part et d'autre pour les nationaux des deux pays compromis à l'occasion de la guerre. »

Enfin, nous avons la clause finale qui disait : « Aussitôt que le présent acte aura reçu l'approbation de sa Majesté Impériale le Sultan, laquelle sera donnée dans un délai de huit jours, les clauses qu'il contient seront portées par les représentants des grandes puissances à la connaissance du cabinet d'Athènes et deviendront exécutoires. »

Le 22 septembre, le Sultan avait approuvé l'acte préliminaire, avec les annexes A et B, « en se réservant d'examiner l'annexe C lors de la discussion du traité définitif ».

Le 27 septembre, le ministre de la Russie en Grèce, comme doyen du corps diplomatique, communiquait l'acte au Gouvernement hellénique. M. Zaïnis, le 5 octobre, faisait savoir l'acceptation par le Gouvernement de négocier la paix avec la Turquie sur les bases de l'acte des préliminaires. Ainsi, nous avons la fin de la guerre de fait et de droit.

Cet acte était vraiment un acte européen et pas un acte entre belligérants. Ces dispositions n'étaient profitables ni à la Turquie ni à la Grèce, mais à l'Europe et notamment à l'Allemagne qui, sans rien risquer, et tout en restant dans le concert, avait réussi à faire prévaloir ses intérêts particuliers. La Turquie avait demandé l'annexion de la Thessalie, elle n'obtenait que des rectifications stratégiques. La Grèce, dont l'intégrité territoriale était atteinte, sans donner ni population ni villes ou villages, donnait à la domination ottomane tous les débouchés conduisant en Thessalie. Elle ne pouvait défendre la vallée de la Salamandria et la ville de Larissa. Elle était obligée de faire de nouveaux ouvrages pour sa défense

nationale. Elle perdait l'action d'agir en Macédoine en se mettant ainsi, pour ses revendications vis-à-vis des autres peuples balkaniques, dans une position inférieure. Si la Grèce maintenait le régime des capitulations, elle perdait beaucoup des anciens privilèges, étant obligée de conclure une convention consulaire. Par l'influence de l'Allemagne sur la Turquie, par la convention de commerce et de navigation, la perte hellénique se transformait en gain allemand.

La Turquie demandait 10 millions de livres turques. La Grèce ne voulait pas payer. Rien ne dépendait ni de l'une ni de l'autre. L'intérêt de l'Europe prévalait. La dette de la Turquie, depuis 1881, était soumise à un contrôle international. Ses finances ne se trouvaient pas en bon état et notamment après une guerre qui avait exigé des dépenses. Il fallait donc que les créanciers européens soient rassurés. La Grèce fut obligée de payer quatre millions de livres turques, somme qui dépassait de beaucoup les revenus annuels de l'Etat, et de plus, pour la tranquillité des créanciers, fut obligée de subir le contrôle international de ses finances. De plus, elle était astreinte à payer une indemnité aux particuliers sujets turcs, à cause des pertes occasionnées par l'armée grecque. Elle n'obtenait rien pour les dommages que les forces turques avaient faits, ni pour leurs réquisitions sans indemnité. L'Europe ne prenait pas en considération que les Thessaliens en exil se trouvaient sans logis, ni nourriture, et ruinés complètement. Les « six » ne prenaient pas en considération que la Grèce était obligée d'installer et d'aider les réfugiés crétois et thessaliens.

En exécution des articles 4, 5 et 7 *in fine* de l'acte des préliminaires, un traité était signé le 4 décembre entre la Grèce et la Turquie avec deux protocoles, l'un relatif à la juridiction consulaire, l'autre aux relations de commerce et de navigation. La Grèce ratifiait ce traité le 18 décembre 1897 et les relations diplomatiques reprenaient aussitôt.

Par ce traité, nous avons : les articles 1^{er} sur la rectification des frontières ; 2, sur l'indemnité de guerre ; 6, sur l'évacuation de la Thessalie ; 3, sur le maintien des capitulations et l'arrangement pour éviter les abus ; 10, sur le maintien de la convention du 4 mai 1881 ; 11, sur le maintien bon voisinage, articles correspondant aux articles 1^{er}, 2, 3, 10, 14 et 15 des préliminaires. En exécution de l'article 4 des préliminaires, l'article 5 du traité accordait une amnistie pleine et entière de part et d'autre à toutes les personnes qui avaient été compromises dans les événements qui avaient précédé ou suivi la déclaration de guerre ; l'article 8 concernant le paiement par la Grèce, en plus de l'indemnité de guerre, d'une somme de 100.000 livres turques pour l'indemnisation des particuliers en raison des pertes causées par les forces grecques ; l'article 7 concernant la libre émi-

gration des habitants des territoires rétrocédés ; les articles 12 et 13 réglant les relations postales et télégraphiques.

L'article 6, en exécution de l'article 7 concernant le séjour et la circulation des sujets des deux états sur le territoire de l'autre.

En exécution de l'article 5 des préliminaires, l'article 11 de ce traité stipulait que les conventions secondaires seraient conclues dans un délai de trois mois à partir de l'échange de ratifications par l'annexe A au traité de paix ; le Sultan indiquait les bases sur lesquelles les deux Etats pouvaient conclure la convention consulaire et la réforme des capitulations.

L'article 11 *in fine* reproduisant l'article 7 *in fine* et l'annexe B parlait plus largement des conditions de la conclusion d'un traité de commerce et de navigation.

L'article 4 concernait l'échange des prisonniers de guerre.

L'article 9 maintenait le régime transitoire d'avant la guerre, jusqu'à la conclusion et la mise en vigueur de la convention prévue par l'article 5 des préliminaires.

En ce qui concerne l'exécution du traité, nous remarquons seulement que la Commission du tracé avait terminé ses travaux en mai 1898 et rappelons l'attitude héroïque des habitants du village de Koutchufhani, qui imploraient la Commission de ne pas donner leur village aux Turcs. Cela était impossible. Les Hellènes mettaient le feu à leurs maisons et passaient sur le territoire grec. Remarquons encore que la Grèce, pour exécuter le traité, avait besoin d'argent ; à l'initiative de l'Empereur de la Russie, les trois puissances, Angleterre, France et Russie, par leurs représentants à Constantinople, signaient, le 29 mai 1898, avec le ministre grec, une convention permettant au Gouvernement grec de créer la quantité de titres nécessaire pour produire une somme effective maxima de 170 millions de francs.

Le 6 mai 1898, les représentants des puissances à Constantinople invitaient le Sultan à opérer l'évacuation de la Thessalie, conformément au traité de paix, entre le 6 mai et le 6 juin ; le 6 juin, la Thessalie était rendue complètement à la Grèce.

Ainsi l'Etat grec sortait d'une guerre qui l'avait ruiné. Il perdait son prestige, des territoires, ses finances étaient dans un état lamentable, sans pouvoir avancer la question crétoise, qui était la cause du conflit gréco-turc. Il installait chez lui un autre Etat, le contrôle international de ses finances.

§ V. — Règlement de l'autonomie crétoise par l'institution d'un Haut-Commissaire des Puissances

LES POINTS DE VUE D'ORGANISATION DES PUISSANCES. — PROJET DE RÈGLEMENT PROVISOIRE. — QUESTION DE GOUVERNEUR DE L'ÎLE. — PROPOSITION ANGLAISE. — RÈGLEMENT DU RÉGIME PROVISOIRE DU 21 AOUT 1898. — MAS-SACRES EN CRÈTE. — EVACUATION DE LA CRÈTE PAR LES TROUPES OTTO-MANES. — INSTITUTION DU HAUT COMMISSARIAT. — CONSTITUTION CRÉTOISE.

La Crète, après le rappel du colonel Vassos et de ses troupes, se trouvait en dépôt entre les mains des puissances, toujours en état de blocus. L'Europe, se préoccupant du conflit gréco-turc, qui était un épisode de la question insulaire, mais qui pouvait avoir des conséquences plus graves dans toute l'Europe, mettait au second plan l'organisation de l'autonomie crétoise.

Le 26 mai 1897, la France, soutenue par la Russie, proposait la désignation d'un gouverneur provisoire civil appartenant à un Etat neutre ; la proclamation de l'autonomie et de la neutralisation de l'île ; constitution de ressources financières par la garantie des puissances donnée à un emprunt d'au moins 6 millions de francs selon les besoins ; recrutement d'une gendarmerie forte et, autant que possible, homogène par voie d'enrôlements volontaires, notamment en Suisse ; rappel des troupes ottomanes ou, du moins, leur concentration sur un certain nombre de points de l'île ; réunion, aussi prompt que les circonstances le permettraient, d'une Assemblée crétoise, qui se mettrait en relation avec le nouveau gouverneur.

L'Allemagne et l'Autriche, d'une manière générale, acceptaient, si c'était l'assentiment de toutes les puissances. L'Angleterre ne voulait pas la restriction à un gouverneur civil ; au contraire, elle préférait des militaires ; elle voulait la convocation d'une Assemblée après la reconnaissance des vœux du peuple crétois. L'Italie, en acceptant, insistait sur le rappel des troupes ottomanes et la défense de l'administration aux amiraux.

La France proposait comme gouverneur provisoire M. Numa Droz, ancien président de la Confédération suisse, sans succès. Le 9 juin, elle proposait l'autonomie et la neutralisation de la Crète qui continuerait à faire partie de l'Empire ottoman ; la désignation à très brève échéance, par les puissances, d'un gouverneur appartenant autant que possible à un Etat neutre ; la mise à l'étude immédiate d'un système d'affectation de certains revenus de l'île de Crète au service d'un emprunt de 5 millions de francs, étant entendu que les puissances s'emploieraient collectivement à faire en

sorte que les revenus en question ne seraient pas détournés de cette affectation spéciale ; constitution d'une gendarmerie composée, dans une proportion à déterminer, d'éléments étrangers, aussi homogène que possible, et d'éléments crétois ; concentration des troupes turques sur un certain nombre de points de l'île ; aucune modification à la situation actuelle en ce qui concernait l'autorité des amiraux.

Toutes les puissances acceptaient la proposition française, excepté l'Angleterre, qui voulait qu'elle soit interprétée « comme destinée à définir la politique que les puissances avaient en vue, et non comme devant leur imposer une obligation quelconque. »

Le Sultan, devant le désaccord des puissances, voulait expédier des troupes en Crète, chose qu'il ne réussissait pas, mais il faisait débarquer dans l'île, comme commandant militaire des troupes ottomanes, l'ancien grand vizir Dzevad-Pacha, lui donnant comme mission de travailler auprès du peuple musulman pour contrecarrer les projets européens. De plus, le 1^{er} septembre, en rappelant aux représentants des « six » à Constantinople qu'il avait accepté l'autonomie crétoise, sous réserve de s'entendre avec les puissances sur la forme et les détails de l'organisation de l'île, il demandait la nomination par le Gouvernement impérial d'un Vali ottoman ; la garantie de la vie et des biens des Musulmans ; le maintien des troupes et des navires turcs ; le paiement au Trésor ottoman d'une redevance fixe ; l'emploi du pavillon ottoman dans l'île et sur les navires de commerce crétois ; rédaction des pièces officielles au nom du Sultan. Le 10 octobre, il proposait la constitution d'une force armée, à majorité ottomane, placée sous les ordres d'un pacha étranger et qui parcourerait l'île pour désarmer la population ; application du régime dont l'île serait dotée sur les bases des six conditions précédemment posées par les soins d'un fonctionnaire civil agissant de concert avec les consuls étrangers ; organisation de la gendarmerie et de la police ; installation des garnisons ottomanes sur divers points ; nomination par la Porte d'un gouverneur chrétien.

Les puissances n'acceptaient pas les desiderata de la Porte dont les propositions étaient contraires à leurs points de vue, lesquelles ne pouvaient pas accepter un gouverneur sujet ottoman, et une armée dans l'île composée pour la plupart de Turcs.

Les chrétiens protestaient contre les projets sournois du Turc. L'Italie trouvait les propositions ottomanes comme incompatibles avec l'autonomie réelle de la Crète. La France et la Russie n'acceptaient aucune ingérence de la Turquie dans les affaires de Crète avant la fixation des droits de suzeraineté. Le souci pour le sort des musulmans de l'île, disait la Russie, ne permettait pas à la Porte d'avoir aucune initiative.

L'Angleterre proposait la nomination d'un gouverneur provisoire à la

majorité des voix. Cette proposition éloignant du principe de l'unanimité n'était pas acceptée. En attendant, la candidature du colonel luxembourgeois Schaffer était présentée sans succès. La Russie proposait Etienne Karathéodory, ministre de Turquie à Bruxelles ; Mavrogeni-Bey, ancien ministre turc à Washington ; du Voïvode Bosco Pétrovitch, cousin du prince de Monténégro, sans succès, parce que les deux premiers étaient sujets ottomans et le troisième refusait.

Sur la proposition de la Russie, les puissances autorisaient les ambassadeurs à Constantinople d'élaborer un projet d'organisation sur la base des propositions françaises. Le 18 décembre, les ambassadeurs soumettaient à leurs gouvernements un projet de règlement provisoire et une annexe fixant les bases du statut organique qu'ils acceptaient à l'unanimité.

Le projet de règlement provisoire de la Crète était ainsi conçu :

« 1° Le gouverneur provisoire est le chef du pouvoir exécutif dans l'île en vertu d'une délégation des grandes puissances.

« 2° Les communications entre le gouverneur provisoire et les gouvernements des grandes puissances se feront par l'intermédiaire des représentants de ces puissances à Constantinople.

« 3° Des délégués des commandants en chef des contingents internationaux formeront auprès du gouverneur un Conseil permanent pour les affaires militaires. Le gouverneur devra convoquer le Conseil chaque fois qu'il aura besoin du concours des forces internationales.

« 4° Pour l'aider dans l'organisation des principales branches de l'administration civile, le gouverneur général nommera quatre conseillers étrangers.

« 5° Afin de pourvoir aux frais d'établissement du gouvernement provisoire et assurer les ressources nécessaires à l'organisation du régime définitif, le gouvernement provisoire est autorisé à contracter un emprunt de 6 millions de francs.

« Un droit de premier prélèvement sur les revenus de douane pourra être donné à l'établissement financier prêteur, lequel exercera son droit par l'entremise d'un receveur général.

« Les grandes puissances s'emploieront collectivement à faire en sorte que les revenus affectés au service de l'emprunt ne soient pas détournés de leur destination.

6° Le gouverneur provisoire sera chargé d'organiser une force pour le maintien de l'ordre dans laquelle il aura un élément étranger suffisant pour garantir l'impartialité entre musulmans et chrétiens.

« Les frais d'installation de cette force seront prélevés sur le produit de l'emprunt jusqu'à concurrence de la moitié de ce produit.

« 7° Le gouverneur provisoire sera chargé de pacifier l'île, de rétablir l'ordre, de préparer l'établissement définitif du régime autonome.

« 8° Une commission d'organisation composée du gouverneur provisoire et de délégués des ambassades sera chargée d'élaborer le statut organique définitif sur la base des principes énoncés dans l'annexe et d'après les instructions qu'elle recevra des représentants des grandes puissances à Constantinople. Elle recueillera les renseignements qu'elle jugera nécessaires auprès des notables chrétiens et musulmans.

« 9° Le gouverneur provisoire adressera tous les trois mois aux représentants des grandes puissances à Constantinople un rapport sur l'organisation administrative de l'île.

« En dehors de ces rapports, il donnera communication aux consuls des grandes puissances en Crète des décisions qu'il prendra pour l'emploi des fonds provenant de l'emprunt de 6 millions de francs. »

Les bases du statut organique de la Crète étaient indiquées dans une annexe au projet de règlement provisoire :

« 1° L'île de Crète ayant été déclarée neutre jouira d'un gouvernement autonome tout en continuant à faire partie de l'Empire ottoman.

« 2° Le pouvoir exécutif sera exercé par un gouverneur général chrétien nommé pour cinq ans par Sa Majesté Impériale le Sultan, avec l'assentiment des puissances.

« 3° Le pouvoir législatif sera exercé par une Assemblée nationale élue et constituée de manière à garantir la représentation et les intérêts de la minorité musulmane.

« Les lois deviendront exécutoires par la sanction du gouverneur général.

« 4° Les impôts directs et indirects appartiendront à l'île.

« Une redevance annuelle sera payée au Trésor impérial ottoman...

5° Le gouverneur général disposera des forces armées de l'île.

« Les troupes turques, concentrées aux certains points de l'île, seront réduites proportionnellement aux garanties successivement assurées aux musulmans, tant pour leur sécurité personnelle que pour leurs biens, et à mesure que ces garanties seront reconnues effectives par les grandes puissances. »

Comme nous voyons dans le projet, les ambassadeurs ne prenaient pas en considération la Grèce pour participer à l'organisation de l'autonomie, parce qu'elle avait laissé la protection de ses intérêts aux « six », ni le Sultan qui, par son consentement, laissait l'île en dépôt.

L'Assemblée crétoise, le 3/15 janvier 1898, protestait contre la clause qu'au lieu que le Sultan reste un simple suzerain suivant le statut organique (art. 2 des bases), il avait le droit de nommer pour cinq ans le

gouverneur général : « D'après les informations des journaux, disait le télégramme de l'Assemblée crétoise adressé le 3/15 janvier 1898 à l'amiral Canevaro, sur le projet des ambassadeurs, la Crète, au lieu de devenir complètement autonome sous la suzeraineté du Sultan, restait une province privilégiée sous sa souveraineté, et des troupes ottomanes continueraient à y stationner. La nouvelle d'une telle décision, contraire aux déclarations des grandes puissances et de la Sublime-Porte elle-même, produit une irritation croissante parmi la population, exaspérée déjà par une trop longue expectative et par les souffrances qu'elle lui impose. Nous nous refusons à croire à une telle solution. Néanmoins, effrayés par la perspective qu'elle ouvrirait devant ce malheureux pays, nous ne pouvons que protester respectueusement contre cette décision qui, après tant de ruines et de souffrances, laisserait la question où elle était il y a un an. »

L'influence et le prestige de l'Allemagne en Turquie avaient beaucoup augmenté. Elle avait la place prépondérante à Constantinople, et cette influence commençait à s'étendre en Asie-Mineure. Le Gouvernement allemand se déclarait toujours pour l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. La Russie se sentait gênée. De plus, le Tsar voyant le trône de Grèce en danger, et toujours poussé par l'influence de la parenté de la Cour hellénique, reprenait, le 29 décembre 1897, sa proposition du 3 avril 1897. Il proposait, le 1^{er} janvier 1898, la candidature du prince Georges de Grèce comme gouverneur de l'île. Cette proposition se heurtait à l'opposition hostile de l'Allemagne et de l'Autriche, soutenant surtout que la nomination du prince Georges équivaldrait à une annexion de la Crète, d'où trouble de la paix européenne. Elles préconisaient la désignation d'un simple commissaire mandaté par les puissances et qui serait chargé de préparer l'établissement du régime autonome. Un peu plus tard, l'Allemagne soutenait la nomination d'un gouverneur provisoire ou d'un commissaire ou d'une délégation confiée par les puissances à deux d'entre elles pour garder la Crète à titre de dépôt. L'Italie voulait voir comme gouverneur son amiral Canevaro. La Turquie essayait de lier l'évacuation de la Thessalie à la question crétoise, mais sans succès. Les Crétois ne désiraient aucun autre arrangement que la nomination du prince Georges ; pour eux, une transaction pouvait avoir lieu, c'est-à-dire nomination provisoire d'un des officiers des grandes puissances avec évacuation de leur patrie par les troupes ottomanes, nomination qui préparerait la voie à la nomination du prince de la Grèce.

Le désordre existait dans le concert. L'Allemagne soutenait toujours la Turquie. L'occupation de l'île par des troupes internationales et sa participation avaient lieu malgré elle ; son influence à Constantinople croissait ; des grands intérêts de commerce naissaient tous les jours en Orient ; elle

voulait être agréable au Sultan ; le retrait de ses troupes de l'île était un moyen et une expression de sa sympathie pour lui ; le 16 mars 1898 elle retirait vingt marins et son cuirassé tout en disant que sa retraite n'impliquait nullement la rupture du concert européen. N'ayant pas d'intérêt direct dans la Méditerranée, elle se désintéressait tout simplement de la question crétoise et les autres puissances avaient pleine et entière liberté de la régler au mieux si elles croyaient pouvoir le faire.

L'Autriche, qui suivait l'Allemagne, retirait son contingent le 23 mars parce que : « Dans l'état d'enrayement où se trouve l'affaire crétoise, le cabinet de Vienne a dû envisager les responsabilités que lui faisait courir la situation actuelle, qu'elle s'était prêtée volontiers au concert européen dans le but de contribuer au maintien de la paix, mais la candidature du prince Georges ayant surgi et ne paraissant pas devoir amener un accord en raison de l'attitude passive prise par certaines puissances, il ne croyait pas pouvoir rester dans une telle situation. » Le Gouvernement autrichien ne voulait pas se séparer du concert européen, au contraire, « il désirait y rester ; il ne manquerait pas de prêter, dans le sein du concert européen, son concours à tout travail de concentration favorisant l'entente entre les puissances et qui assurerait l'autonomie de la Crète, sous la condition toutefois, que cette combinaison ne portât pas atteinte au *statu quo* pacifique en Orient et qu'elle réservât aux musulmans de l'île les garanties désirables pour leurs personnes et pour leurs biens ».

La Porte soutenait d'avoir dans l'île un Vali, sujet ottoman, elle invoquait son droit de souveraineté, son indépendance, les assurances des puissances, la connexité de la question crétoise avec l'évacuation de la Thessalie ; elle voulait : « Avant d'être complètement dessaisie du gage dont elle était nantie en Thessalie, régler dans un sens conforme à ses désirs la question de Crète. »

La Turquie ne parvenait pas à être prise en considération. La candidature du prince Georges était acceptée par les « quatre » qui restait seul pour régler la question, et sa nomination paraissait être sans aucune difficulté. Malheureusement des intérêts et des candidatures à part ne donnaient pas la solution déjà proposée.

La situation en Crète se présentait, comme disait la circulaire russe du 23 mars 1898, sous un jour de plus en plus alarmant. La Russie, par la même circulaire, suggérait et ensuite proposait aux puissances de confier aux amiraux, sans attendre le choix d'un gouverneur, le soin d'introduire en Crète les bases du régime autonome établi l'année précédente à Constantinople par les ambassadeurs.

L'Angleterre, voulant surtout que la question crétoise ne soit pas réglée

avant l'évacuation complète de la Thessalie, voyant que les amiraux ne pourraient pas, par les forces dont ils disposaient, maintenir l'ordre, leur prestige, et qu'ils auraient besoin d'un emprunt sous la garantie des puissances, proposait de « charger l'Assemblée crétoise de désigner une sorte de Comité dont les fonctions seraient strictement déterminées et purement d'ordre administratif et provisoire, qui serait chargé, sous la haute direction des amiraux, d'administrer les parties de l'île où sont établies les chrétiens, tandis que les amiraux, avec les forces dont ils disposent actuellement, administreraient les territoires habités par les musulmans ».

Les « quatre » se mettaient d'accord sur la proposition anglaise. Le 16 juin, des instructions identiques étaient adressées aux amiraux. La Turquie, l'Allemagne et l'Autriche avaient eu connaissance de ces instructions par des communiqués officiels. Par ces instructions, un Comité provisoire serait nommé par l'Assemblée crétoise, révocable par les amiraux, dans le cas où il sortirait de son mandat. Il administrerait les parties de l'île obéissant à l'Assemblée, le reste de l'île resterait sous l'autorité des amiraux. Les détails de son organisation et de son fonctionnement seraient réglés par les amiraux et l'Assemblée par l'entremise des consuls. Il serait porté à la connaissance des amiraux l'étude, par leurs gouvernements, de la constitution d'un syndicat international de banquiers des quatre pays, qui feraient les avances nécessaires, et, comme garanties, ils seraient autorisés à percevoir tout ou partie de l'impôt de 3 % sur les importations en Crète ; la force armée resterait la même ; ils mettraient à la disposition du Comité une force de police nécessaire à assurer l'ordre et la tranquillité ; ils arrêteraient un plan de concentration des contingents ottomans de Crète.

La Turquie protestait contre la non-observation par les puissances de leur assurance de respect des droits de souveraineté et de l'intégrité territoriale de l'Empire. Elle protestait en invoquant le droit et l'équité. Elle n'admettait pas la légitimité, comme contraire au règlement organique de Crète, d'une administration, même à titre provisoire, d'un Comité provenant d'une assemblée, d'une réunion des chefs insurgés.

Le 7 juillet, les amiraux notifiaient à l'Assemblée crétoise la décision des puissances. M. Sphakianakis, président de l'Assemblée, MM. Fournis, Venizelos et Boulgaris, après la lecture de la communication par le contre-amiral Pottier, dans le plus grand silence, annonçaient la convocation de l'Assemblée et ajoutaient : « Nous avons témoigné d'une patience exemplaire. Nous vivions dans le provisoire et nous espérions arriver à une solution définitive, qui mettrait fin aux maux de notre pays. Ce n'est malheureusement qu'un nouveau provisoire que l'on nous offre et les difficultés qui attendent l'Assemblée crétoise seront grandes. » L'Assemblée crétoise, après l'avis favorable du comité élu pour examiner le mémoire des puissances, avait

accepté le régime provisoire sous la réserve surtout du rappel des autorités et des troupes ottomanes, la rentrée des musulmans dans leurs villages à l'intérieur de l'île avant la solution de cette question. Le 25 juillet, les amiraux arrêterent le texte définitif de l'établissement du régime provisoire. L'Assemblée crétoise, sous les mêmes réserves, acceptait l'établissement du régime provisoire dans l'île ; ce règlement provisoire est celui du 23 août 1898. Il était destiné à ne pas recevoir application, même provisoirement. Les moyens financiers de l'île (surtaxe de 3 % instituée en 1896) n'étaient pas suffisants au Comité exécutif pour prendre les moyens qui lui seraient indispensables, les amiraux demandaient l'autorisation, avant le règlement des questions douanières, de percevoir des dîmes crétoises. Cette question de dîmes avait comme résultat les sanglants événements de Candie. Le gouverneur de cette province refusait de permettre l'installation du service organisé par les amiraux. Les musulmans de cette ville protestaient contre les mesures arrêtées. Sous l'excitation et l'encouragement du Gouvernement turc, des massacres et des pillages avaient lieu ; 500 chrétiens étaient massacrés, dont des femmes et des enfants, 60 officiers, soldats et marins anglais, le vice-consul anglais et onze membres de sa famille étaient égorgés ou brûlés, les consulats étrangers étaient dévastés par l'incendie. Une agitation se produisait entre les musulmans des autres villes. Les chrétiens se préparaient à marcher contre la ville de Candie.

Devant cette situation, les amiraux, par la dépêche commune du 9 septembre à leurs gouvernements, trouvaient imminent un conflit entre l'infanterie de marine et les musulmans. A la Canée et à Réthymno, l'attitude des musulmans devenait menaçante. Les amiraux trouvaient que les autorités turques étaient la cause du mouvement en Candie. Ils demandaient l'envoi immédiat d'un bataillon de renforts par puissance et ils disaient dans leur dépêche : « Près de 600 chrétiens, dont beaucoup de femmes et d'enfants, ont été massacrés ou brûlés vifs dans les maisons. » Ils demandaient de la manière la plus formelle « que le Gouvernement turc soit mis dans l'obligation d'éloigner immédiatement de l'île les 15.000 Bachi-Bouzouks de Candie et de faire suivre cette mesure du rappel immédiat des troupes et autorités. D'autre part, en présence de cet événement, le Comité exécutif a déclaré aux amiraux ne pouvoir plus continuer ses fonctions. Nous l'avons décidé à rester à son poste à ce moment critique ; il y a consenti, mais seulement pour nous servir d'intermédiaire. De fait, le régime provisoire s'est écroulé. Dans cette circonstance, les amiraux estiment que le moment est venu de régler la question par la nomination du gouverneur général demandé par les Crétois ».

Suivant les amiraux, le régime provisoire s'était écroulé. Le Comité exécutif, immédiatement après les événements de Candie, voulait déposer

son mandat; il ne restait que comme intermédiaire entre les amiraux et la population chrétienne. Un danger très probable de la répétition des massacres existait, malgré les satisfactions données par la Porte à l'Angleterre ; les soldats turcs restaient dans l'île.

Les puissances se mettaient d'accord sur la nécessité de l'évacuation de l'île par les troupes ottomanes. L'Italie, qui à ce moment avait l'initiative, proposait de fixer un délai de quinze jours à la Porte pour l'évacuation et l'obtention d'une déclaration du Comité exécutif, assurant la livraison des armes par les chrétiens aussitôt après l'évacuation de l'île. Les puissances acceptaient la proposition en principe et, le 4 octobre, elles remettaient à la Porte une note : elles disaient que pour rétablir la paix dans l'île, en sauvegardant les droits souverains du Sultan, elles avaient signé avec lui le règlement du 25 août 1896 ; mais, pour des raisons imputables à la Porte, le règlement ne répondait pas aux exigences de la situation et, par la note collective du 2 mars 1897, elles avisaient le Sultan de leur décision d'établir en Crète une régime autonome et de régler elles-mêmes son organisation. Par le promemoria du 5 mars 1897, elles préconisaient la réduction progressive des troupes ottomanes dans l'île. Elles trouvaient le maintien de ces troupes incompatibles avec une autonomie complète; les troupes ottomanes ne pouvaient pas maintenir l'ordre et la paix, comme les événements l'avaient montré, ni désarmer la population chrétienne. Elles donnaient un délai d'un mois pour l'évacuation de l'île, qui commencerait quinze jours après la remise de la présente note. Elles appelaient le Sultan à s'y soumettre, s'il voulait garder la souveraineté, en lui assurant qu'elles prendraient les mesures nécessaires pour la sécurité et la sauvegarde des intérêts du peuple musulman.

La Porte, qui n'avait jamais cessé de protester, répondait à la note le 10 octobre 1898 en exprimant sa pleine confiance aux ambassadeurs, qui « en vue de l'application du régime autonome déjà arrêté, provoqueront les instructions de leurs gouvernements pour en discuter les détails avec Elle. » Mais, devant l'exigence des puissances pour qu'elle y adhère complètement, le 20 octobre elle y adhérerait en exprimant sa confiance aux puissances pour le maintien des droits sacrés du Sultan et la sauvegarde des droits et des intérêts des musulmans. L'évacuation de l'île commençait, mais le 30 octobre, avant le départ du reste des troupes ottomanes, la Porte exprimait le désir du « maintien de l'intégrité territoriale de l'Empire en Crète, de l'emploi du pavillon ottoman dans l'île, ainsi que par les bâtiments de commerce ; l'exercice du pouvoir judiciaire au nom de Sa Majesté Impériale le Sultan ; le maintien de troupes impériales en nombre suffisant dans les places fortifiées où cela est nécessaire, comme un symbole des droits souverains et de respect au

pavillon ottoman; le paiement d'une redevance fixe par l'administration de Crète au Trésor impérial; la garantie des droits civils, ainsi que de la vie et des biens de la population musulmane; nomination, d'accord avec les quatre puissances, du personnage qui sera placé à la tête de l'administration de l'île... que les fonctionnaires actuels de l'île continuassent à exercer leur mandat jusqu'à l'établissement d'une administration autonome légale ».

Devant l'expression du désir des puissances qui, « si le retrait des troupes de Crète n'était pas affectué dans les délais indiqués, se considéraient comme dégagées de l'engagement qu'elles ont pris vis-à-vis du Sultan de maintenir sa suzeraineté sur l'île » et l'ordre aux amiraux d'employer tous les moyens qui leur paraissaient propres pour l'évacuation, les troupes ottomanes évacuaient l'île et, le 4 novembre, il ne restait dans chaque ville que 200 soldats sans armes pour l'évacuation du matériel. Un pavillon turc seulement flottait sur la forteresse de la Canée. Le 18 novembre, après une protestation des chrétiens qu'ils ne déposeraient par les armes, puisque, suivant eux, les soldats qui restaient dans l'île feraient le noyau des futures garnisons, les amiraux adressaient un ultimatum au général Chakir en l'invitant que « le 15 novembre, au lever du soleil, officiers, soldats et gendarmes turcs sans exception, devront avoir quitté l'île, les navires devront être partis. L'ex-gouverneur est invité à suivre les troupes. Le matériel restant sera mis sous la sauvegarde des amiraux. Le pavillon turc sera rentré, de cette façon la situation sera bien nette. » Le 15 novembre, le Turc était parti de la Crète. Les chrétiens désarmaient déjà et proclamaient la fraternité et la liberté absolue pour tous les habitants sans distinction de religion. « Les habitants chrétiens, écrivit le 15 novembre M. P. Blanc à M. Delcassé, du village de Loti logent dans leurs maisons les émigrés musulmans de leur commune » et, le 26, « les chrétiens fraternisent avec les musulmans et leur accordent toutes facilités ».

Le blocus de l'île était levé le 5 décembre en maintenant l'interdiction d'importation des armes et des munitions de guerre. Il ne restait donc que l'organisation de l'autonomie crétoise et l'élection du gouverneur de l'île.

Le 20 octobre, la Russie proposait que le prince Georges de Grèce soit investi, par les quatre puissances, de la charge de haut-commissaire. La France acceptait. L'Angleterre également, à la condition que le mandat du prince soit d'une période déterminée. L'Italie y adhéra, sous la condition du maintien de la suzeraineté du Sultan, du provisoire du mandat du haut-commissaire et de l'avertissement au Sultan de l'accord des puissances. Elles se mettaient d'accord. Leurs ministres, le 26 novembre, étaient reçus en audience par le Roi des Hellènes et lui

remettaient un promemoria : « Les puissances que nous avons l'honneur de représenter, confiantes dans l'esprit de sagesse de Votre Majesté, nous ont chargés de La prier de donner à Son Altesse Royale le prince Georges l'autorisation d'accepter le mandat de haut-commissaire en Crète dans les conditions suivantes :

« 1° Le haut-commissaire sera investi d'un mandat temporaire d'une durée de trois ans pour la pacification de l'île et l'établissement d'une administration régulière ;

« 2° Le haut-commissaire reconnaîtra la haute suzeraineté du Sultan et prendra les mesures pour la sauvegarde du drapeau turc qui, selon la promesse donnée par les quatre puissances au Sultan, flottera sur l'un des points fortifiés de l'île ;

« 3° Son premier soin sera, d'accord avec l'Assemblée nationale où tous les éléments crétois seront représentés, d'instituer un système de gouvernement autonome capable d'assurer, dans une égale mesure, la sécurité des personnes et des biens, ainsi que le libre exercice de tous les cultes ;

« 4° Le haut-commissaire devra procéder immédiatement à l'organisation d'une gendarmerie ou milice locale capable de garantir l'ordre.

« En vue de faciliter l'organisation de la nouvelle administration et de pourvoir aux charges personnelles de Son Altesse Royale le prince Georges, chacune des quatre puissances fera, sauf approbation des Chambres pour les pays parlementaires, une avance d'un million de francs, qui sera ultérieurement remboursée sur le produit de l'emprunt à réaliser pour la Crète sur ses revenus. »

Le roi Georges répondait qu'il « autorisait le prince Georges à accepter le mandat des grandes puissances » et les remerciait.

Une note indentique des conditions du promemoria était remise par les ministres des puissances à la même réception au prince Georges qui, acceptant le mandat, leur disait : Qu'avec l'autorisation de Sa Majesté le Roi, son père, il acceptait la désignation de haut-commissaire en Crète dans les conditions posées par les gouvernements des quatre puissances, tout en leur exprimant ses remerciements de la confiance qu'elles lui témoignaient et espérant quelles le soutiendraient dans ses efforts pour la pacification de l'île de Crète, ainsi que pour le bien-être et la prospérité de la population crétoise.

Le 30 novembre, les ambassadeurs à Constantinople adressaient une simple notification à la Porte lui faisant connaître leurs décisions, le respect de son droit de suzeraineté, le maintien et le respect des privilèges de la Dette Publique ottomane en Crète.

Le 10 décembre, une proclamation des amiraux au peuple crétois

l'informait de la nomination comme haut-commissaire du prince Georges. Le Comité exécutif, par un télégramme au prince, lui exprimait les sentiments de respect et de dévotion des Crétois et leur désir de voir le haut-commissaire arrivé le plus tôt possible parmi eux et, par une proclamation au peuple crétois, il déposait ses pouvoirs.

Le 21 décembre 1891, le haut-commissaire des puissances débarquait en Crète. Le Gouvernement lui en était remis par les amiraux. Le pavillon crétois était hissé à La Canée et, le 28, par un procès-verbal, les amiraux établissaient la répartition des forces qu'ils laissaient dans l'île et l'état d'organisation du régime provisoire dans les différents secteurs. La garde civique demeurerait sous les ordres des commandants de secteurs qui exerçaient provisoirement le gouvernement dans les conditions présentes. Les gendarmes internationaux resteraient jusqu'au moment où la garde civique serait mise à la disposition des autorités désignées par le prince. La langue grecque devenait la langue officielle.

Par une ordonnance du haut-commissaire du 25 décembre 1898/6 janvier 1899, un Comité de seize membres (douze chrétiens et quatre musulmans) était nommé, qui préparerait le projet de la Constitution crétoise, qui serait soumis à l'Assemblée générale élue le 5 janvier 1899, projet qui fut adopté par elle. Cette Constitution, examinée par la conférence des puissances à Rome et après des modifications faites par elle, était sanctionnée et promulguée par le prince Georges. Elle était mise en vigueur le 16/29 avril 1899 et publiée le même jour dans le *Journal Officiel* de l'Etat crétois.

Ainsi, la Constitution crétoise présentait : un caractère international ; collaboration des représentants du peuple crétois, du haut-commissaire des puissances, de la conférence à Rome des puissances ; modifications par cette conférence ; acceptation de ces modifications par l'Assemblée ; promulgation par le haut-commissaire.

La Crète était un Etat d'une autonomie complète dans les conditions établies par les quatre grandes puissances, un Etat sous la suzeraineté du Sultan, donc un Etat mi-souverain qui, à côté de son drapeau, était obligé d'avoir le drapeau du suzerain, un Etat qui avait le droit d'élire son chef, parce que justement dans sa Constitution, modifiée par les grandes puissances, il n'y avait aucune restriction à ce sujet. L'article 113 de la Constitution disait : « Le pouvoir conféré au prince par la présente Constitution est exercé par son Altesse Royale le prince Georges de Grèce, actuellement haut-commissaire en Crète », c'est-à-dire même après la cessation des fonctions du prince Georges, il resterait prince de la Crète et puisque le peuple crétois avait le droit d'élire son prince, il avait également le droit d'élire son successeur, donc aucune immixtion du

suzerain. L'Etat crétois n'était pas un Etat tributaire. Il était donc un Etat mi-souverain, non tributaire, sous la suzeraineté du Sultan, ayant le droit d'élire son prince, de frapper sa monnaie, de conférer des décorations; il avait aussi l'autonomie administrative complète, le droit de conclure des conventions de commerce et de navigation et toute autre espèce, excepté celles qui pouvaient faire restriction au droit de suzeraineté. Le droit de légation active ou passive n'était pas reconnu à l'Etat crétois, qui n'avait donc pas l'indépendance diplomatique, mais il avait le droit de faire la guerre défensive.

DEUXIÈME PARTIE

De l'autonomie crétoise au traité de Lausanne

CHAPITRE PREMIER

Question macédonienne, le régime bâtard en Crète, guerres balkaniques

§ I. — La question de Macédoine et les réformes

REVENDEICATIONS ET ANTAGONISME DES PEUPLES BALKANIQUES. — LES INTÉRÊTS EUROPÉENS. — POLITIQUE BULGARE DE CONTRAINTE ; RIPOSTE GRECQUE. — INTERVENTION AUSTRO-RUSSE. — PROGRAMME DE MÜRZSTEG. — INTERVENTION COLLECTIVE. — RIVALITÉS BALKANIQUES. — ANTAGONISME EUROPÉEN. — RÉVOLUTION DES JEUNES TURCS.

La Crète obtenait son autonomie. Grèce et Crète se préoccupaient de l'annexion crétoise à l'Etat libre. L'Etat grec, à part cette préoccupation, était obligé d'envisager une autre question, celle de la Macédoine, quoique épuisée après tant de luttes depuis le jour de la Révolution et après la catastrophe d'une guerre malheureuse. La Grèce n'avait pas seulement devant elle les Turcs et les intérêts contradictoires de l'Europe, mais de plus les prétentions et les revendications des Bulgares, des Serbes et des Roumains. Le peuple de Macédoine souffrait de la mauvaise administration turque, du manque de justice, de l'arbitraire, de l'esprit théocratique du maître asiatique; il ne pouvait pas être maître chez lui, être maître de sa terre, des fruits de son travail. Il était écrasé d'impôts, il n'était pas maître de sa propre vie ni de celle des membres de sa famille. Devant cette situation, l'habitant de Macédoine cherchait son libérateur chrétien du joug de l'Islam. La grande idée hellénique prétendait les délivrer. Le patriarche œcuménique de Constantinople, par son influence religieuse,

travaillait pour ce but, utilisant ses privilèges qu'il tenait de Mahomet II, il protégeait la religion chrétienne, il faisait enseigner la langue et l'histoire grecques et il fortifiait les sentiments nationaux helléniques. La grande idée hellénique se présentait comme la seule héritière légitime de la Turquie. Jusqu'en 1870, époque de la création de l'Exarchat bulgare, l'habitant de la Macédoine se croyait hellène, fier de son passé. A côté de son patois, la langue grecque était parlée comme la langue de la civilisation. Mais, depuis 1870, le bulgarisme (branche du slavisme) se mettait en face de l'hellénisme. La lutte des nationalités et les revendications bulgares avaient commencé. A côté d'eux, les Serbes et les Roumains avaient aussi leurs prétentions.

Les Grecs, pour leurs revendications sur la Macédoine, invoquaient leurs titres historiques, les titres historiques des Slaves ne pouvaient être pris en considération, parce qu'ils avaient été éphémères; des titres de race, la majeure partie de la population macédonienne étant grecque, l'élément étranger étant absorbé par eux, son sentiment étant hellénique, les Slavaphones restaient grecs et leur langue ne pouvait être considérée comme un critérium ethnique sûr, leur idiome étant un dialecte composé de mots serbes, bulgares, grecs, valaques, albanais, turcs.

Les Grecs n'acceptaient pas comme Macédoine les trois vilayets de Kossovo, de Monastir et de Salonique, mais seulement les deux derniers parce que la délimitation de la Macédoine en trois vilayets était une délimitation administrative depuis le Tanzimat, sans valeur historique, géographique et ethnographique. Ils n'acceptaient pas dans les limites de la Macédoine le Caza d'Elbasan comme entièrement albanais; le pays d'au delà du Char (la vieille Serbie), comme serbe et albanais; la Thessalie comme grecque. Pour eux, la Macédoine était le pays qui fut le berceau d'Alexandre le Grand.

Les Bulgares contestaient qu'Alexandre le Grand était Grec. Ils invoquaient qu'aux ^{vi}^e et ^{vii}^e siècles les Serbes, Slaves purs, et puis les Bulgares, Tartares slavisés, avaient fondé en Macédoine des Empires, qu'au ^{xx}^e siècle le tsar bulgare Siméon avait un royaume avec la Bulgarie, la Serbie d'avant 1912, la Macédoine, l'Albanie. Ils disaient qu'il ne fallait pas regarder au passé, mais à la situation actuelle de la Macédoine, à la population et à sa nationalité du présent. La population était, suivant eux, en majeure partie bulgare, parlant la langue bulgare. Ils comprenaient dans leurs statistiques tous les Slaves comme Bulgares. Ils n'acceptaient pas l'existence de Serbes. Ils prétendaient que l'idiome de la langue de cette population était bulgare et non serbe, parce que, dans cet idiome, il y avait l'emploi de l'article qui existe dans la langue bulgare et qui ne se trouve pas dans la langue serbe. Ils se plaignaient de l'oppression

politique et sociale des Turcs et de l'oppression religieuse et intellectuelle des Grecs.

Les Serbes, après les Bulgares, exposaient leurs revendications. Suivant les intransigeants, tous les Slaves de la Macédoine étaient Serbes. Ils disaient que les Empires bulgares dataient du x^e siècle, tandis que l'Empire serbe de Douchan avait englobé toute la Macédoine au xiv^e siècle. Ils disaient que la Macédoine avait été enlevée de leurs mains par les Turcs. Ils prétendaient que la langue de la population se rapprochait du serbe autant et plus que du bulgare. Si les Slaves de la Macédoine étaient exarchistes, c'était parce qu'ils espéraient être délivrés par les Bulgares du joug ottoman, c'était parce qu'ils avaient peur de la vengeance redoutable des bandes bulgares. Si la Serbie pouvait se présenter comme leur libérateur, aucun doute que la population exprimerait son affection envers la Serbie. Les Serbes les plus modérés n'acceptaient pas que tous les Slaves de la Macédoine étaient Serbes. Ils faisaient une distinction entre le pays d'au delà du Char-Dagh (la vieille Serbie) comme complètement serbes et le pays situé au sud du Char, où les Serbes étaient nombreux dans le Sandjak d'Uskub et dans le vilayet de Monastir. Ils voulaient l'annexion à la Serbie de la vieille Serbie et l'autonomie du reste de la Macédoine.

Après les Bulgares et les Serbes, les Roumains, notamment depuis 1865, avec Apostolo Margariti, revendiquaient les Koutzo-Valaques de la Macédoine. Ce peuple, qui parlait un patois composé de grec, de latin et de slave, se disait grec et donnait sa vie et sa fortune pour la cause hellénique. La Roumanie le revendiquait comme descendant des colons romains installés en Macédoine, en Mésie, en Dacie, et dispersé par l'arrivée des Slaves. Une partie de ce peuple s'était dirigé vers le Nord en s'unissant aux frères de Dacie, l'autre vers le Sud, suivant les montagnes du Pinde et s'était fixée entre le massif qui sépare l'Epire de la Thessalie et de la Macédoine, et une autre partie avait pénétré dans la Thessalie dans le Péloponèse même. Les Roumains invoquaient le règne, au xiii^e siècle, de Joanice, de leur race, sur le pays s'étendant du Danube au Pinde. Les Grecs présentaient ces Koutzo-Valaques comme à peu près 10.000 personnes, les Bulgares 60.000 et les Roumains comme 700.000 ceux de la Turquie de l'Europe, et plus d'un million avec ceux de la Grèce et de la Roumanie. Si la Roumanie avait des revendications, elle ne croyait pas qu'il était possible d'annexer une partie de la Macédoine, à cause de l'entremise bulgare, elle espérait agrandir ses frontières du Sud et avoir d'autres récompenses.

De tous ces arguments, nous ne pouvons que dire que les arguments historiques de la Grèce prédominaient. Il était aussi vrai que le vilayet de Kossovo était serbe, que la Thessalie et toute la bande du littoral étaient

grecques, que le nord de la Macédoine était habité par des Bulgares. Le centre de la Macédoine était un mélange de toutes les races et il était difficile de savoir à qui elles appartenaient. C'était vraiment une masse esclave du Seigneur, n'étant pas maître de sa vie, de ses enfants, de ses biens. Elle avait soif de délivrance, étant prête de donner reconnaissance à n'importe lequel qui voudrait la libérer. D'où les grandes luttes pour la conquête entre les peuples balkaniques. On ne pouvait vraiment pas parler du sentiment national au milieu des souffrances, de tant d'influences et de tant de vengeances quotidiennes des bandes. La science ne pouvait faire de distinction entre les Grecs, les Turcs, les Bulgares, les Serbes, les Koutzo-Valaques, les Albanais. De la langue, on ne pouvait pas non plus prendre un argument, le père parlait le grec, par exemple, le fils le bulgare, et ainsi de suite, suivant les influences. De la religion non plus, tous orthodoxes, excepté les Turcs, ils étaient soit exarchistes, soit patriarchistes, suivant les prédominances des influences changeantes en peu de temps. Les statistiques, préparées suivant les intérêts politiques, ne pouvaient nous donner un critérium de science. La population de Macédoine devenait deux fois plus nombreuse pour soutenir la prédominance bulgare par exemple, etc. La Turquie également, suivant les impulsions de l'extérieur et les bons rapports avec l'un des peuples balkaniques, établissait ses statistiques, qui ne pouvaient pas, même sans ces raisons, être respectables à cause de son administration défectueuse à l'intérieur. Les soulèvements de 1902 et 1903 indiquaient, que la Macédoine n'était pas bulgare. La Bulgarie, en 1895, avait annexé la Roumélie parce que, malgré la forte minorité grecque, la plupart du pays était de sentiment bulgare. Au contraire, l'échec du même jeu en Macédoine démontrait que le peuple macédonien, malgré les propagandes et les violences des bandes, ne voulait pas être bulgare. Il n'avait pas exprimé ce qu'il voulait être, mais il avait exprimé ce qu'il ne voulait pas être. La religion non plus ne pouvait nous donner un critérium scientifique. Les Serbes étaient patriarchistes, les Bulgares schismatiques, les Macédoniens étaient, suivant le puissant du jour, soit schismatiques, soit patriarchistes. Aussi les écoles suivaient l'influence des bandes et le changement de nationalité par la force du nombre d'élèves qui augmentait ou diminuait suivant les circonstances.

Mais la question de Macédoine n'était pas seulement une question balkanique, mais également, comme partie de la question d'Orient, une question européenne.

L'Allemagne se trouvait en bonnes relations avec la Turquie. Elle avait ses projets avec le chemin de fer de Bagdad ; elle voulait unir la mer du Nord au golfe Persique. Elle prédominait dans l'Empire Turc, ses intérêts commerciaux augmentaient d'un jour à l'autre. Elle ne voulait aucun

affranchissement des peuples balkaniques. Elle se tenait pour le maintien du *statu quo*. Elle voulait Trieste et Salonique comme dépôts de commerce allemand.

La Russie, avec la naissance des petits Etats balkaniques, voyait le chemin de Byzance barré. Elle préconisait le rétablissement de son influence dans la péninsule. Dès 1897, elle avait conclu avec l'Autriche un traité par lequel il était convenu de maintenir le *statu quo*, de régler en commun les affaires intéressant les Balkans. Sa politique était une politique plutôt de réserve jusqu'en 1906, après le discours d'Aerhenthal, qui, en exposant la politique autrichienne des chemins de fer, faisait découvrir la politique de conquête de l'Autriche vers la Mer Egée.

L'Italie avait un grand intérêt en ce qui concernait la résolution de la question de Macédoine. Elle avait des visées non seulement sur la Tripolitaine, mais aussi sur l'Albanie. Elle voulait que la Mer Adriatique soit italienne. La non-résolution, pour le moment, de la question était intéressante pour elle. La continuité de l'anomalie lui serait profitable. Elle préconisait à ce moment le maintien intégral de l'autorité du Sultan avec des réformes pratiques et opportunes. M. Bacceli, sous-secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, le 16 février 1903, déclarait que : « l'Italie a toujours agi avec un double objectif : l'amélioration de la condition des populations chrétiennes des provinces européennes de la Turquie et le maintien du *statu quo* territorial dans les Balkans. »

La France avait des intérêts économiques et des intérêts moraux comme protectrice du catholicisme à soutenir. Elle se déclarait donc pour le *statu quo*. En même temps, avec les principes libéraux, elle voulait soutenir les chrétiens, donc elle voulait intervenir. Par conséquent, elle soutenait une politique de réformes.

La Turquie se trouvait entraînée derrière le char allemand. Elle éprouvait une admiration pour l'Allemagne et ses sympathies devenaient plus grandes avec le voyage de Guillaume II en 1898 à Constantinople, en Palestine, en Syrie. Les attractions vers le germanisme et la croyance en lui devenaient sincères et cordiales, parce que l'Allemagne demandait le développement des richesses du pays et elle ne demandait pas une partie de l'Empire, par conséquent elle respectait sa souveraineté et, en même temps, elle protégeait son intégrité territoriale à cause des protections de ses intérêts économiques.

La lutte en Macédoine commençait d'abord et principalement entre les Grecs et les Bulgares. Après le schisme, les Bulgares faisaient la propagande par l'école et l'instruction; mais ils voyaient, malgré leurs efforts et leur méthode, suivie de la propagande pacifique, qu'il était impossible de prédominer entièrement en Macédoine. La Grèce, épuisée par la guerre,

et en se préoccupant des Crétois, se déclarait pour le *statu quo* en Macédoine. En 1894, les Bulgares formaient « l'organisation macédono-andrinopolitaine », dirigée par le « Haut Comité extérieur » siégeant à Sofia, qui avait comme but principal de préparer l'autonomie des provinces dites bulgares de la Turquie. Ce Comité suivait les conseils du Gouvernement bulgare dans ses actions. En 1899, une scission se produisait dans le Comité sous l'impulsion du lieutenant Boris Sarafof, qui préconisait, au lieu des mesures dociles, des mesures violentes. En même temps, à Salonique, était fondée « l'organisation intérieure » dans laquelle Sarafof trouvait l'âme de sa politique.

Le lendemain des fêtes de Chipka, en 1902, pour le vingt-cinquième anniversaire de la guerre russo-turque, des bandes bulgares franchissaient la frontière turque. Le Comité extérieur, pour prendre le devant sur l'organisation intérieure et sur les comités Sarafof, provoquait l'insurrection à Razlog, Dzumabala et Petrich. Le monde, en Macédoine, était terrorisé à cause des bandes bulgares de l'armée turque des Bachi-Bouzouks, des gendarmes. Les Bulgares massacraient et pillaient partout où ils ne trouvaient pas l'obéissance, où ils trouvaient un refus de l'aide. Les Turcs, contents de ces massacres et catastrophes, doublaient leurs actions sur tous les chrétiens. Les Albanais, en profitant, accentuaient la terreur. La Grèce ne faisait que protester par la voix de la diplomatie. Les puissances, devant l'imbroglio macédonien, préconisaient des réformes. La situation était critique, le mouvement bulgare continuait. Sarafof et l'organisation intérieure, pendant l'été de 1903, provoquaient la deuxième insurrection. Cette insurrection, comme celle de 1902, n'avait pas eu le résultat du mouvement à la Roumélie orientale. Le peuple macédonien, malgré son attente de sa libération du joug ottoman, ne se croyait pas bulgare, il indiquait que, par la force, la terreur, il était schismatique et il parlait le slave, il lui manquait l'âme d'un bulgare pour lutter pour son annexion à la Bulgarie. De tous les arguments et les textes, ces deux insurrections avaient beaucoup instruit les rêveurs de la grande Bulgarie de San-Stefano.

La Grèce, voyant que par la voie diplomatique elle n'obtenait rien, changeait de tactique. En septembre 1903, elle préparait la première bande, elle opposait la force à la force. La situation devenait étouffante et de beaucoup dangereuse pour la paix de l'Europe.

L'Europe voulait des réformes. Devant cette situation, elle avait le droit, s'appuyant sur la Conférence de Constantinople et l'article 23 du traité de Berlin de 1878, d'exiger l'application des réformes qui était un devoir pour la Turquie :

« La Sublime-Porte, disait l'article 23, s'engage à appliquer scrupuleu-

sement dans l'île de Crète le règlement organique de 1868 en y apportant les modifications qui seraient jugées équitables.

« Des règlements analogues, adaptés aux besoins locaux, sauf en ce qui concerne les exemptions d'impôts accordées à la Crète, seront également introduites dans les autres parties de la Turquie d'Europe pour lesquelles une organisation particulière n'a pas été prévue par le présent traité.

« La Sublime-Porte chargera des commissions spéciales, au sein desquelles l'élément indigène sera largement représenté, d'élaborer les détails de ces nouveaux règlements dans chaque province.

« Les projets d'organisation résultant de ces travaux seront soumis à l'examen de la Sublime-Porte, qui avant de promulguer les actes destinés à les mettre en vigueur, prendra l'avis de la Commission européenne instituée pour la Roumélie orientale. »

L'initiative était prise par la Russie et l'Autriche. Elles avaient confirmé leurs accords de 1897 et, comme « les puissances les plus directement intéressées », agissaient en Macédoine au nom des autres par un accord tacite. Elles intervenaient auprès des peuples balkaniques pour contenir leur velléité et auprès de la Porte, qui, en 1902, nommait un inspecteur général des trois vilayets de la Turquie de l'Europe, qui, par la suite, jouait, jusqu'à la révolution des Jeunes Turcs, une importance considérable dans les affaires macédoniennes. Le 8 décembre 1902, Hilmi-Pacha, comme tel, arrivait à Salonique. L'agitation existait et même grandissait en Macédoine. Les puissances les plus directement intéressées intervenaient auprès de la Porte. Leurs ambassadeurs à Constantinople remettaient au Grand Vizir, le 21 février 1903, un programme de réformes suivant les données générales des accords des ministres des Affaires étrangères des deux Empires, prises à Vienne le 30 décembre 1902. Les principaux traits de ce programme étaient : maintien à son poste de l'Inspecteur général et engagement de ne pas le révoquer sans que les puissances aient été préalablement consultées ; faculté pour lui de se servir des troupes sans en référer chaque fois au Palais ; subordination des Valis à ses ordres ; engagement des « spécialistes étrangers » pour la réorganisation de la police et de la gendarmerie ; entrée dans cette dernière des chrétiens en nombre proportionnel à celui des habitants chrétiens dans chaque district ; choix de gardes champêtres chrétiens là où la majorité de la population est chrétienne ; engagement « d'aviser sans retard au moyen de mettre fin aux crimes des Arnauts » ; amnistie pour tous les accusés ou condamnés pour faits politiques et aux émigrés ; établissement d'un budget pour chaque vilayet et affectation des perceptions provinciales, contrôlées par la Banque ottomane aux besoins de l'administration locale ; modification du mode de perception des dîmes et abolition de l'affermage

en gros; engagement, de la part du Gouvernement turc, de faire exécuter ce programme par tous ses fonctionnaires; établissement d'une surveillance consulaire dans certaines localités des trois vilayets sous la direction des deux ambassadeurs à Constantinople.

La Turquie acceptait ce programme de Vienne. Elle prolongeait de trois années la durée de fonction d'Hilmi-Pacha sans prendre l'obligation de ne pas pouvoir le révoquer avant l'expiration de son mandat sans le consentement des deux puissances. Mais loin de pacification de la Macédoine, les troubles s'intensifiaient. Les favoris d'Abd-ul-Hamid, ses gardiens, ces despotes de Macédoine, n'étaient pas contents des réformes. Ils commençaient les massacres à Ipek et Diakova. Les troupes turques agissaient aussi, des réfugiés arrivaient en Bulgarie. Les Bulgares, au nombre de 3.000, le 2 août 1903, se révoltèrent. L'Europe, et particulièrement les deux puissances, voyaient que les réformes préconisées étaient sans efficacité. Pour en avoir des résultats, il fallait assurer leur exécution, de laisser l'exécution à la Turquie équivaldrait à créer des papiers diplomatiques, des conversations et de l'histoire inutiles. La Turquie, suivant sa politique, acceptait et promettait, signait, mais n'appliquait pas ses engagements.

L'Angleterre commençait à intervenir plus énergiquement dans les affaires macédoniennes. Le marquis de Lansdowne, apprenant le projet de rencontre des empereurs de la Russie et de l'Autriche-Hongrie, écrivait, le 29 septembre 1903, à Sir F. Plunkett, ambassadeur à Vienne, une lettre par laquelle il disait qu'il sentait le besoin de prendre des mesures réellement efficaces pour remédier à la situation présente du pays; nul projet ne donnerait de résultats satisfaisants si son exécution était confiée à un Gouvernement musulman entièrement soumis au Gouvernement turc et complètement indépendant du contrôle étranger. Il préconisait « la nomination d'un gouvernement, sans attache avec la péninsule des Balkans ou avec les puissances signataires du traité de Berlin ou maintien d'un Gouvernement musulman, assisté d'asseurs européens. Nous nous contenterions de voir ces derniers choisis par les deux puissances. » Il voulait que la Turquie soit invitée à la réorganisation de la gendarmerie et nomination pour cela des officiers et des sous-officiers européens; insistant sur sa proposition, il répétait : « Nous avons appris avec regret que les deux puissances n'envisagent pas favorablement notre proposition tendant à ce qu'elles envoient leurs attachés militaires accompagner les forces turques. Nous maintenons cette proposition que chacune des puissances délègue, mettons six officiers, dans ce but, afin d'exercer une action restrictive sur les troupes turques et obtenir des informations dignes de foi. »

Les vues générales du programme anglais étaient adoptées par le pro-

gramme austro-russe de Mürzteg, que les deux empereurs rédigeaient le 2 octobre 1903. Ce programme préconisait : la nomination auprès de Hilmi-Pacha des agents civils spéciaux des deux puissances, obligés d'accompagner partout l'inspecteur général, d'attirer son attention sur les besoins de la population chrétienne, de lui signaler les abus des autorités locales, de transmettre les recommandations relatives des ambassadeurs à Constantinople et d'informer leurs gouvernements de tout ce qui se passait dans le pays ; des secrétaires et des drogman chargés de l'exécution de leur ordres et autorisés à cet effet à des tournées dans les districts pour questionner les habitants des villages chrétiens, surveiller les autorités locales, etc. ; leur mandat expirerait dans les deux ans. La Sublime-Porte était obligée d'accorder aux agents toutes les facilités ; l'urgence de la réorganisation de la gendarmerie de trois vilayets qui serait confiée à un général de nationalité étrangère, au service du Gouvernement impérial ottoman, auquel pourraient être adjoint des militaires des grandes puissances, qui se partageraient entre eux les circonscriptions où ils déploieraient leur activité de contrôleurs, d'instructeurs et de réorganisateurs. De cette manière, ils seraient à même de surveiller aussi les procédés des troupes envers la population ; l'adjonction en cas de nécessité aux officiers d'un certain nombre d'officiers et de sous-officiers de nationalité étrangère ; la demande au Gouvernement ottoman, aussitôt qu'un apaisement du pays serait constaté, d'une modification dans la délimitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités ; la réorganisation des institutions administratives et judiciaires avec accès ouvert aux chrétiens indigènes et facilité du développement des autonomies locales ; l'institution dans les principaux centres de commissions mixtes formées d'un nombre égal de délégués chrétiens et musulmans, pour l'examen des crimes politiques et autres commis durant les troubles avec la participation des représentants consulaires des deux puissances ; l'allocation, par le Gouvernement turc, de sommes pour la réintégration des chrétiens réfugiés en Bulgarie ou ailleurs, pour les chrétiens qui avaient perdu leur avoir et leur domicile, pour la restauration des maisons, des églises et des écoles détruites par les Turcs, libération du paiement de tout impôt pendant un an des chrétiens des villages brûlés par les troupes turques et les Bachi-Bouzouks ; l'engagement du Gouvernement turc d'exécuter le programme du mois de février de l'année courante ; le licenciement des Ilavés (redifs de seconde classe) et des Bachi-Bouzouks.

Le programme de Mürzteg était la base de toute la politique européenne dans les affaires macédoniennes. Nous voyons, sous le mandat tacite des puissances, excepté de l'Allemagne, l'intervention des « deux » dans les

affaires intérieures de la Turquie. Le Gouvernement turc qui, avec tant d'empressement, avait accepté le programme de Vienne, résistait avec beaucoup de ténacité à celui de Mürzteg ; le Sultan invoquait son indépendance, son prestige, l'inutilité des réformes, la plupart desquelles étaient appliquées. Le 24 novembre, il acceptait en principe le programme, en demandant des négociations de détails pour que les réformes soient conformes avec son indépendance, ses droits de souveraineté, au prestige du Gouvernement et au *statu quo*.

L'Autriche-Hongrie installait ses agents civils à Salonique sans se préoccuper des prétentions du Sultan qui avait reconnu les agents civils, mais qui avait pu sauver en forme son indépendance, sa souveraineté. C'était par lui que venait l'ordre et l'acte. Il obtenait que toute exécution de toutes mesures recommandées par les agents civils et le général chargé de l'organisation de la gendarmerie soit subordonnée à la publication d'un iradé impérial. Les agents civils étaient conseillers; ils ne pouvaient pas ordonner; ils faisaient, par leurs drogmans et secrétaires, des enquêtes, mais en présence d'un fonctionnaire turc; ils veillaient sur les réformes, recevaient des plaintes, mais c'était le gouverneur général, le fonctionnaire turc, qui décidait et ordonnait.

La Turquie acceptait aussi le général de division italien Dégiorgis, pas comme maréchal, mais avec un titre créé à ce moment, comme Premier Divisionnaire. Ce général pouvait opérer la réorganisation de la gendarmerie, mais le commandement appartenait aux officiers ottomans. Ainsi, la Turquie obtenait d'être le souverain et d'avoir chez elle les agents civils, les officiers comme conseillers, comme instructeurs techniques ; mais si la Turquie avait l'ordre et l'acte, c'était pour la forme, elle ordonnait et elle agissait suivant l'ordre des « deux ». L'ordre des « deux » qui, suivant les intérêts et la prédominance de la volonté de la majorité des puissances, pouvait être exécuté ou rester lettre morte.

Au printemps de 1904, l'exécution du programme de Mürzteg commençait, sans que les réformes donnent aucun résultat d'apaisement et de vie pacifique, malgré même la convention turco-bulgare du 28 mars/8 avril 1904, par laquelle la Bulgarie s'engageait à s'opposer à toute formation sur son territoire des comités et des bandes et d'empêcher l'introduction en Turquie de toutes matières explosibles ou empoisonnées; par laquelle la Turquie était obligée d'accorder une amnistie et la faculté aux réfugiés de rentrer dans leur pays; par laquelle les « deux » s'engageaient à renvoyer dans leur foyer les troupes mobilisées. Les chrétiens se battaient sous le rire sarcastique du conquérant. Les bandes grecques agissaient avec beaucoup d'énergie et de force. En profitant de la division des Bulgares, de la bienveillance turque, elles voulaient prendre le devant

sur les Bulgares. De plus, le programme de réformes était insuffisant. M. Constans écrivait le 12 décembre 1904 : « Le mal primordial qui réside dans le désordre financier n'a pas été attaqué ; il en résulte que les fonctionnaires, irrégulièrement ou pas du tout payés, continuent à suivre leurs anciens errements, que la justice demeure vénale, que l'indiscipline travaille les officiers et la troupe et que les griefs suscités contre les autorités ottomanes restant presque aussi nombreux que par le passé, les agitateurs ont beau jeu pour entretenir les animosités de la population contre le Gouvernement. »

Lord Lansdowne sentait la nécessité d'organiser des réformes, dans l'administration des finances et de la justice, plus étendues et plus efficaces.

Les deux puissances plus intéressées s'appuyaient sur l'article 7 du programme de Vienne suivant lequel : « Au commencement de l'année, un budget des revenus et des dépenses sera adressé dans chaque vilayet. Le produit des impôts sera destiné en premier lieu à pourvoir aux besoins de l'administration locale, le paiement des services civils et militaires y compris. », par leurs ambassadeurs à Constantinople, le 17 janvier 1905, par une note, elles recommandaient au Gouvernement turc d'accepter une réforme financière. Mais l'Angleterre, à ce moment, niait aux deux puissances d'agir seules. Elle soutenait ce droit pour toutes les puissances garantes de l'indépendance de la Turquie. Le 29 mars 1905, à une interpellation sur les affaires de Macédoine, lord Lansdowne, devant la Chambre des Lords, déclarait qu'à son avis le mandat des deux puissances « ne leur avait pas été confié pour une durée indéterminée, si même il n'expirait pas à la fin de cette année et que le moment lui semblait venu où les autres puissances avaient le droit de faire entendre aussi leurs voix. La nécessité d'organiser sur une base nouvelle les finances de la Macédoine, et surtout la proposition faite par le Gouvernement ottoman d'augmenter les droits de douanes, exigent l'intervention des puissances qui, jusqu'ici, avaient laissé le champ libre aux deux puissances de l'Entente... La Macédoine devrait être dotée d'une organisation financière décentralisée, assurant le paiement des dépenses de l'administration civile au moyen des ressources locales et placée directement ou indirectement sous un contrôle européen ; de plus, les réformes devraient être appliquées au vilayet d'Andrinople en même temps qu'aux trois vilayets macédoniens. »

Devant cette discordance des puissances, la question macédonienne, dans sa troisième phase, traversait une crise diplomatique. Les bandes continuaient leur œuvre. Les Albanais en profitaient et l'Allemagne renforçait sans cesse son influence en Turquie. La Turquie n'avait pas laissé passer les circonstances favorables pour elle ; elle n'acceptait pas les

propositions austro-russes ; au contraire, le 3 mars, elle proposait aux puissances un autre contre-projet auquel l'Allemagne adhérerait aussitôt. D'un côté, l'Angleterre soutenue par l'Italie, de l'autre côté l'Autriche-Hongrie, la Russie et, d'autre part, la Turquie et l'Allemagne ; c'était l'imbroglio macédonien. M. Constans, ambassadeur de France, réussissait à mettre d'accord les quatre puissances en faisant entrer au concert l'Allemagne, en proposant l'acceptation du projet turc avec une disposition additionnelle par laquelle le contrôle sur les finances de Macédoine serait exercé dorénavant non plus par les deux, mais par les six grandes puissances intéressées. Le 9 mars, toutes les puissances acceptaient cette proposition. Mais la Turquie, qui avait proposé le contre-projet, ne s'intéressait pas aux réformes, elle voulait seulement ne pas faire aboutir le projet austro-russe, elle n'acceptait pas son projet avec la note additionnelle comme attentatoire à ses droits souverains, à son indépendance, comme non prévu par le règlement de Mürzsteg. L'adjonction des délégués étrangers était une ingérence directe dans les affaires purement intérieures du pays et portait la plus grande atteinte à son indépendance et à ses droits souverains, que les puissances elles-mêmes s'étaient à maintes reprises engagées solennellement à respecter.

Les puissances, excepté l'Allemagne, le 27 octobre 1905, occupaient dans l'île de Mytilène les Douanes, les Postes et Télégraphes et elles dirigeaient leur escadre vers l'île de Lemnos. Le 4 décembre, la Porte acceptait, en obtenant que la Commission financière soit nommée pour deux ans, la nomination d'un Ottoman comme membre de la Commission exerçant ses fonctions au nom du Gouvernement impérial ottoman ; les conclusions de la Commission seraient soumises par l'inspecteur général à la Porte ; le budget ne serait définitif qu'après la sanction impériale ; la Commission aurait le droit de nommer trois inspecteurs financiers, sujets ottomans, avec l'agrément du Gouvernement ottoman ; au lieu de « délégués » les membres de la Commission porteraient le titre de « conseillers ». Ainsi, la Turquie acceptait l'institution de conseillers financiers, la prolongation pour deux ans des pouvoirs de l'inspecteur général, des agents civils, renouvellement pour deux ans du mandat confié au général Dégiorgis et le maintien, pour la même période, des officiers étrangers.

Sans résultats appréciables, et après trois étapes de pacification de la Macédoine, nous sommes à l'institution d'un inspecteur général avec la Chancellerie ; des agents civils austro-hongrois et russes avec leurs secrétaires et leurs drogmans ; de cinq conseillers financiers (allemand, anglais, français, italien et turc) ; des fonctionnaires de la Banque ottomane ; du général italien et soixante officiers européens, sans aucun souci pour des réformes judiciaires.

La situation en Macédoine n'était pas agréable; les bandes continuaient à agir; les Turcs protégeaient les Grecs là où la majorité était bulgare et les Bulgares là où la majorité était grecque; le but était l'extermination des chrétiens et le maintien de la possession turque. Les relations de la Grèce avec ses voisins ne se trouvaient pas en bon état. Les bandes grecques agissaient avec violence, quand l'iradé du 22 mai 1905 reconnaissait la nationalité roumaine. Le Gouvernement roumain accusait : le Gouvernement grec de faciliter l'organisation de bandes sur son territoire et de les laisser passer la frontière ; le Patriarche de son interdiction de célébrer l'office en roumain, de ses mesures contre les prêtres roumains, malgré son engagement de 1889. Le Gouvernement grec niait les griefs et affirmait l'indépendance du Patriarche. Une expulsion des sujets grecs avait lieu en Roumanie et le drapeau grec était insulté. Les ministres des deux pays quittaient réciproquement les pays en congé illimité, la rupture de fait était couronnée par des mesures prises contre les écoles grecques, par des attentats, des perquisitions, des expulsions et des surtaxes douanières. Le 13 juin 1906, la Grèce notifiait la rupture des relations au cabinet de Bucarest.

En Bulgarie aussi, l'agitation contre les Grecs du pays commençait. Des mouvements se produisaient à Varna et à Archialo ; le 7 août 1906, des troubles avaient lieu à Philippopoli ; le 8 à Stanimach ; des Grecs étaient tués, des écoles helléniques étaient fermées en vertu de la loi de 1891 qui était contraire aux articles 4 et 5 du traité de Berlin, qui accordait aux minorités grecques et turques en Bulgarie des garanties pour la sauvegarde de leur langue et de leur religion; les évêques patriarchistes ne seraient reconnus que s'ils étaient sujets bulgares; les Grecs ne pouvaient pas posséder en Bulgarie ; les négociants grecs étaient boycottés. Les Grecs, en général, molestés et ruinés, quittaient la Bulgarie par milliers (15.000). La Grèce protestait et intervenait auprès des puissances sans aucun résultat.

La politique européenne ne donnait aucun écho aux protestations grecques. Au contraire, elle trouvait que l'action des bandes grecques surexcitait le nationalisme bulgare. L'Autriche et la Russie invoquaient, que l'article 3 du programme de Müritzsteg avait déterminé l'organisation des bandes. Suivant cet article, il était prévu « une modification dans la limitation territoriale des unités administratives en vue d'un groupement plus régulier des différentes nationalités. » Elles faisaient donc savoir qu'il ne s'agissait pas de création de sphères nationales et que la nouvelle délimitation serait d'après le *statu quo ante* et non d'après l'action des bandes. Elles invitaient les gouvernements des Balkans à cesser de soutenir les bandes, d'autant plus que, d'après l'article 3, la nouvelle déli-

mitation ne serait faite qu'après « qu'un apaisement du pays sera constaté », que les dispositions de cet article ne visaient « que des changements relativement peu importants dans le but de faciliter l'activité des autorités locales ». La Grèce, particulièrement, était invitée à suivre les conseils désintéressés et à seconder l'installation de la paix.

L'Autriche-Hongrie et la Russie, à l'automne 1907, présentaient un autre projet de réformes en Macédoine. Malheureusement, la situation dans ce pays ne s'améliorait pas. Les bandes continuaient à agir, la Porte présentait toujours des difficultés pour l'application des réformes. Les puissances se trouvaient en antagonisme pour la concession des chemins de fer, des mines. L'Angleterre, qui voyait toujours avec un mauvais œil les progrès de l'Allemagne en Turquie et qui prévoyait l'échec des réformes en Macédoine, adressait, le 18 décembre 1907, par Sir Ed. Grey, un mémoire aux puissances, par lequel elle demandait l'augmentation de la gendarmerie, qui remplacerait les troupes ottomanes dans la poursuite des bandes. L'Autriche et la Russie n'acceptaient pas la proposition anglaise comme étant « le moment singulièrement inopportun ».

Devant cette situation suffocante où les grands intérêts se trouvaient en surveillance d'actions actives en Macédoine, où les massacres continuaient et le Sultan rouge appliquait sa tyrannie insupportable, où l'Europe, par contradiction de ses intérêts, ne pouvait pas maintenir l'ordre en Macédoine et faire aboutir son programme, le discours du baron d'Aehrenthal, du 27 janvier 1908, faisait une grande impression en Europe et notamment en Russie et un mouvement nouveau prenait naissance dans la diplomatie européenne. La Russie se rapprochait de l'Angleterre en s'éloignant de la duplicité autrichienne d'une manière assez décisive depuis que l'Autriche avait obtenu du Sultan l'autorisation d'étude pour la construction d'un chemin de fer de Uvach-Mitrovitza unissant Sarajevo à Salonique, tandis que la Russie préconisait la construction du chemin de fer Danube-Adriatique. La Triple Entente était dissoute.

L'Angleterre soutenait non plus l'action des deux puissances, mais de toutes, en disant que le mandat des deux prenait fin. Le 3 mars 1908, Sir Ed. Grey proposait la nomination d'un gouverneur général, sujet ottoman, chrétien ou musulman, non révoquable, avec l'assentiment des puissances ; l'entrée au service du Sultan des agents civils, des membres de la Commission financière, des assistants du général commandant la gendarmerie ; l'augmentation de la gendarmerie et l'emploi de celle-ci à la place des troupes ottomanes contre les bandes ; la garantie de l'intégrité et de la sécurité extérieure des domaines du Sultan en cas de réduction du nombre des soldats ottomans. Cette proposition portait

atteinte à la souveraineté du Sultan, en exigeant l'assentiment des puissances pour la nomination du gouverneur général, la réduction de son armée, un attentat contre son intégrité territoriale, quand, comme au traité de Paris, on lui avait proposé une sécurité extérieure. De plus, la création d'un point de discussion et de différences par l'acceptation à son service de personnes non sujets ottomans.

La Russie proposait que l'inspecteur général conserve son poste durant sept ans, sans que les puissances puissent le congédier; que ses pouvoirs s'étendent sur toutes les ramifications de la vie politique; que les membres représentant la Grande-Bretagne, la France, l'Allemagne et l'Italie soient investis des droits identiques à ceux de l'Autriche et de la Russie; que le mandat spécial confié jusqu'à présent à ces deux dernières puissances prenne fin; que, au cas où la Porte refuserait de donner son approbation à cette combinaison, les membres de la Commission financière puissent l'encourager à accepter un poste dans le service ottoman, de concert avec les deux agents civils; que la dite Commission des finances exercerait une surveillance sur l'administration de la justice par l'intermédiaire d'inspecteurs chrétiens qui seraient choisis par les puissances et agréés par le Sultan; que ces inspecteurs adressent directement leur compte rendu à la Commission financière qui pourrait, outre ses charges déjà considérables, arrêter tous les règlements relatifs au gouvernement local; que les membres de la Commission financière puissent entrer au service de la Porte; que le corps « des gardes champêtres soit réorganisé sur des bases nouvelles; que l'effectif de la gendarmerie soit augmenté suivant les sources du budget ». La Russie proposait, c'est-à-dire la faillite du programme de Mürzsteg; au lieu de l'intervention directe de deux puissances, elle demandait celle des « six »; elle ne faisait pas la distinction entre agents civils et conseillers financiers: l'inspecteur général se transformerait en délégué du Sultan et des « six »; la souveraineté du Sultan s'affirmerait par la disposition que les membres de la Commission européenne pourraient entrer au service de la Porte.

L'Angleterre, le 4 avril, adhérait en principe à la proposition russe et, par la suite, les autres puissances. En ce qui concernait les Balkans, nous voyons que la Bulgarie soutenait une surveillance de la part de la Commission européenne pour l'exécution de ses décisions. La Serbie demandait l'extension des réformes à la vieille Serbie et la reconnaissance d'une Eglise serbe. La Grèce revenait à l'article 3 du programme de Mürzsteg demandant la délimitation préalable de sphères d'influence des Etats balkaniques en Macédoine.

Le roi d'Angleterre, Edouard VII, et le tsar Nicolas II, par leur rencontre à Reval, liaient leurs pays plus solidement en ce qui concernait

la politique en Macédoine et la politique générale et cela parce que la question macédonienne faisait partie de l'ensemble de la grande politique des grandes puissances.

Dans l'ensemble des combinaisons, quelquefois, il y a des choses, sinon imprévues, tout au moins assez rapidement exposées par des événements modifiant les situations présentes et donnant une direction décisive, toujours en faveur d'une partie, parce que dans les affaires concernant la Turquie il y avait toujours des groupes ennemis et des groupes amis ; union des nations dont les intérêts du présent coïncidaient, union des nations dont les intérêts étaient opposés.

L'Empire ottoman se trouvait dans un état très aigu de son éternelle cachexie. Le Sultan Rouge, satisfait de faire couler du sang chrétien, était de plus tyrannique pour tous ses sujets ; il craignait pour sa personne ; il ne voulait pas la liberté chez lui ; la Constitution de 1876 avait été étouffée. Par sa politique, il avait perdu la Bulgarie, la Bosnie et l'Herzégovine, la Thessalie, la Roumélie orientale. Avec sa politique, il risquait encore de perdre la Macédoine dans laquelle son armée, pendant dix ans, s'était trouvée aux prises avec les bandes, avait surveillé le chemin de fer sans pouvoir donner aucune sécurité aux moyens de communication. L'anarchie et la tyrannie régnaient à cause de l'absolutisme du Sultan. Les chefs de l'armée soupçonnés étaient expédiés en Tripolitaine et les grades étaient réservés aux mouchards. Le Sultan avait détourné son armée de son but en la transformant en police. L'Empire se trouvait sous la tutelle de l'étranger et il le préparait par sa politique à la décadence complète. Il préparait l'annexion de la Macédoine à l'Autriche en lui accordant l'étude de la construction du chemin de fer Novi-Bazar, qui, malgré la sauvegarde de la face de la souveraineté ottomane se trouvait entre les mains des Européens, qui, après l'installation des agents civils, conseillers financiers avec leurs secrétaires et drogman, le général et les officiers organisateurs de la gendarmerie, se proposait d'y installer un contrôle judiciaire en préparant ainsi l'administration autonome de la province.

Dans ces circonstances, un Comité turc « Union et Progrès » naissait, dont le siège était à Salonique. Dans la nuit du 9/22 au 10/23 juillet 1908, il prenait des résolutions et le 10/23, il réclamait du Sultan l'application de la Constitution du 10/23 juillet 1908. Les Jeunes Turcs prenaient à leur charge la réorganisation de l'Empire ottoman. Leur révolution était une révolution militaire, libérale et nationale. Une discussion s'élevait sur les points de savoir si cette révolution était un fait de l'Angleterre pour amoindrir l'autorité du Sultan et l'influence de l'Allemagne, ou une combinaison entre l'Allemagne, le Sultan et les Jeunes Turcs, pour couper

court aux réformes et à l'intervention de l'Europe dans l'Empire et pour répondre aussi à l'entente nouvelle anglo-russe. La vérité, en tout cas, est que les Turcs voulaient rester maîtres chez eux et que l'antagonisme politique entre l'Angleterre et l'Allemagne s'accroissait de jour en jour à cause du développement du commerce allemand et de ses préparations navales.

Les Jeunes Turcs proclamaient la liberté, l'égalité et la fraternité pour tous. Le Sultan, le 11/24 juillet, accordait la Constitution. Les Turcs prétendaient effacer la distinction entre vainqueurs et vaincus ; de faire tous les peuples dominés citoyens turcs, tout en préconisant la conservation de leur Empire. Leurs principes se trouvaient en contradiction, parce que, s'il y avait liberté entre les citoyens, le sentiment national se développerait, les peuples esclaves voudraient en plus une autre liberté, la liberté du joug ottoman, chose dont les Jeunes Turcs ne voulaient même pas entendre parler ; d'où une grande partie d'utopie voulue dans leur programme. Les Jeunes Turcs obtenaient de prendre dans leurs mains la Macédoine, mais ils n'avaient pu obtenir de guérir le malade.

§ II. — La question crétoise en 1904-1906

LA POLITIQUE PERSONNELLE ET NATIONALE DU HAUT COMMISSAIRE. — LE MOUVEMENT LIBÉRAL. — CONFÉRENCE DE ROME. — RELATIONS ENTRE LES PUISSANCES ET LES INSURGÉS. — SITUATION DIFFICILE DU HAUT COMMISSAIRE. — NOTES D'EUROPE DES 19/23 JUILLET ET 1^{er}/14 AOUT 1906. — ALEXANDRE ZAÏMIS, HAUT COMMISSAIRE.

Tout ce qui intéressait l'Empire ottoman, intéressait la Grèce, parce qu'il était installé dans son domicile naturel et légal. Les Jeunes Turcs, après une révolution militaire antityrannique, libérale en apparence, prenaient dans leurs mains le sort de leur Empire de conquêtes et ainsi ils résolvaient la question de Macédoine, tout au moins provisoirement. Ils empêchaient l'évolution de l'organisation vers l'autonomie et ils cherchaient à régénérer leur Empire par d'autres moyens que ceux d'Abd-ul-Hamid. Sous l'apparence de la liberté, ils cherchaient à abolir les privilèges des chrétiens, les capitulations. Leur révolution était surtout une révolution par excellence nationaliste. Dans cet état de choses, la Crète se trouvant dans la situation hybride, dans la situation d'autonomie et pas d'annexion complète, ne cessait de demander son affranchissement complet de fait et de droit. Cet état mi-souverain, avec un haut-commissaire des puissances, avec garnisons

de troupes internationales, avec des consuls dont les droits étaient plus étendus qu'ordinairement, avec cette union personnelle à la Grèce, ne demandait que l'évolution logique, c'est-à-dire son annexion à l'Etat grec. Tout le monde, Grèce, Crétois, prince, croyaient que l'autonomie était la dernière étape de la fin de la question crétoise vers l'annexion.

Le prince Georges inaugurait et pratiquait une politique d'annexion. Malheureusement, il exerçait une politique personnelle, en se mêlant aux luttes politiques des partis et en dirigeant les affaires crétoises, pas avec un esprit libéral mais autoritaire. De plus, il ne réussissait pas auprès des puissances à remplir le vœu éternel des Crétois. Le parti libéral, et notamment M. Venizelos, exprimait l'idée que les Crétois devraient élire leur prince et, à partir de ce moment, la rupture entre le parti libéral et le haut-commissaire devenait effective. M. Venizelos offrait sa démission comme conseiller, le prince Georges le destituait. M. Henri Lombard, parlant de la politique du prince Georges disait : « Le prince poursuit ses réformes, animé d'un sentiment de justice et de bienveillance pour son peuple... cependant, cette politique sage et libérale que garda le prince au début, ne fut pas de longue durée. Sa politique devint bientôt autoritaire. M. Venizelos et les autres conseillers, imbus d'idées libérales, furent éloignés et nous assistons dès lors, à une série de luttes contre les Crétois suspects de vouloir prendre au sérieux le régime constitutionnel. Des campagnes électorales sont faites contre les Crétois, ainsi rejetés dans l'opposition, à l'aide de tous les moyens de pression officielle, y compris les interventions personnelles du prince. Celui-ci prononce des sortes d'excommunications patriotiques, tandis que les évêques, qui se lancent dans cette politique, fulminent des anathèmes religieux contre ceux qui voteraient pour les candidats libéraux... La popularité qui avait accueilli le prince diminue rapidement, le mécontentement augmente... les candidats de l'opposition ne pouvant lutter sur le terrain légal contre les moyens d'action et de pression employés par le gouvernement se voient amenés, après quelques vaines démarches auprès du prince pour obtenir un régime plus tolérable, à chercher leur voie dans les procédés de résistance, souvent employés par les Crétois sous la domination turque. »

Le prestige du haut commissaire diminuait d'un jour à l'autre. En septembre 1900, il rédigeait un mémoire aux puissances, sans aucun résultat pratique, demandant l'annexion. « On sait, disait-il, que le peuple crétois n'a accepté l'autonomie qui lui était offerte que pour témoigner sa reconnaissance envers les grandes puissances dont l'intervention généreuse assurait son indépendance, et sous la réserve que l'union de la Crète avec la Grèce, sa mère-patrie, serait effectuée ultérieurement. C'est ce but sacré que les Crétois se sont proposés d'atteindre, c'est l'idée nationale qui leur

a imposé l'effort colossal fait sur eux-mêmes et qui a suffi pour opérer la transformation merveilleuse d'un pays secoué auparavant par des révoltes incessantes et vivant constamment au milieu du déchaînement des passions et dans le désordre le plus lamentable, en un pays calme, pacifié et ne demandant qu'à jouir des bienfaits de la liberté et d'une paix durable. Le découragement et le mécontentement succéderaient à l'espoir, à la joie patriotique, qui règnent dans tous les cœurs. La démagogie trouverait un terrain propice pour se donner libre carrière, et le peuple, agité et inquiet de son avenir, serait trop disposé à écouter les conseils imprudents et à se prêter aux excitations des meneurs. Des réunions se tiendraient sur tous les points de l'île, des démonstrations et peut-être des révoltes viendraient troubler l'ordre exemplaire et la tranquillité qui existent actuellement. » Aux élections de 1901, sur 64 députés, le parti libéral obtenait 54 sièges. Par une propagande vigoureuse et une intervention personnelle du prince, le parti du Gouvernement obtenait, aux élections de 1903, 52 sièges sur 64. Les bruits couraient à ce moment que l'Assemblée crétoise voterait l'annexion. Mais après une intervention des puissances, qui trouvaient « toute manifestation ou démonstration à l'ouverture de l'Assemblée crétoise en faveur de l'union particulièrement inopportune », l'Assemblée se contentait d'exprimer son vœu d'annexion à la Grèce.

Le prince voyageait en Europe. Le 15 novembre 1904, il rédigeait une note par laquelle il rappelait aux puissances son mémoire de 1900 et insistait sur l'union en disant : « que, pour éviter des difficultés toujours croissantes et qui deviendront bientôt insurmontables, il n'y a qu'une seule solution, l'union de l'île à la Grèce. C'est la solution que les grandes puissances ont fait entrevoir aux Crétois en confiant à un prince de la famille royale de Grèce le mandat de haut commissaire en Crète ; c'est la seule solution à laquelle le peuple crétois aspire, la seule qu'il demande, la seule qu'il implore des grandes puissances qui, après lui avoir donné la liberté, ne voudront pas le voir plongé de nouveau dans le désordre, les interminables discussions et les malheurs du passé. »

Les puissances n'admettaient pas l'annexion à la Grèce. Elles rédigeaient la note du 16 décembre 1904 qui, après d'innombrables modifications, était remise au prince Georges le 2 avril 1905. Par cette note, elles estimaient qu'il n'était pas possible, dans les conjonctures actuelles, de modifier le statut politique de la Crète, en promettant de ne pas annexer ou faire annexer l'île sans l'assentiment des habitants ; elles s'engageaient à réduire chacune immédiatement de moitié les contingents de troupes qu'elles entretenaient dans l'île ; elles désiraient l'augmentation de l'effectif de la gendarmerie de l'île pour le maintien de la sécurité et de la paix publique ; elles acceptaient l'ajournement pendant cinq ans du service des intérêts

du pour les quatre millions qu'elles avaient avancés au Gouvernement crétois ; elles consentaient à la conclusion par le Gouvernement crétois d'un emprunt, après l'envoi par les puissances des experts financiers pour étudier les conditions économiques de la Crète ; cet emprunt aurait pour gage la surtaxe douanière, certains droits de ports, d'entrée et de sortie, d'ancrage et de lest ; elles disaient qu'elles insisteraient auprès de la Porte pour la reconnaissance du drapeau crétois, la remise à l'Etat crétois des condamnés crétois détenus dans les prisons de l'Empire ottoman, la signification des actes judiciaires crétois en Turquie. Toutes ces conditions représentaient le maximum de leur consentement.

Tandis que les puissances discutaient sur la remise de la note, le parti libéral décidait de recourir à des moyens extra-légaux, dont il avait commencé de faire usage, avec échec en 1904. Sans qu'il se décourage, le parti libéral continuait ses mouvements insurrectionnels. Le 12/23 mars 1905, les compatriotes Fournis, Scoulas, Manos, Iliakis, Mountakis, Venizelos disaient dans leur proclamation que : « Conformément au projet arrêté, nous sommes partis des divers points des districts de Cydonie, Selino, Kissamos, Apocorona, de la ville de la Canée, de Réthymno, Malevizi, Cainourio, Pyrgiotissa, Mylopotamo, et, le même jour, nous nous sommes concentrés à Thérisso au nombre de près de 1.500 personnes des plus notables, dont 600 environ armés. » Vers la fin de mars 1905, les insurgés se trouvaient en contact avec la gendarmerie. « Toutes mes prévisions, disait le prince Georges aux puissances, le 25 mars 1905, que j'ai eu le plaisir de vous exposer verbalement, ainsi que mon mémorandum, se réalisent aujourd'hui. La gendarmerie crétoise ne suffit pas à garder l'ordre public et en même temps à réprimer les troubles et, d'autre part, ne pouvant à cause de ma situation personnelle, pour des raisons exposées par mon mémorandum, user des troupes internationales, et ayant attendu plus de quatre mois la réponse des puissances après mes démarches auprès des gouvernements pendant mon dernier voyage, je prie les quatre gouvernements de vouloir bien m'indiquer ce que je dois et ce que je puis faire. »

Le mouvement insurrectionnel avait un caractère libéral et nationaliste. En exploitant le désir de l'annexion du peuple crétois, que tous voulaient en Crète, sans aucune exception, il battait le Gouvernement et le haut commissaire donnant ainsi sa revanche de son échec de 1903. Les insurgés demandaient l'union mais aussi une constitution. Ils accusaient le prince d'être autocrate, un homme qui, sortant de son rôle de chef d'Etat, s'immisçait dans les partis politiques, prenant part personnellement en faveur de l'un. Ils se plaignaient du manque de développement de la prospérité matérielle, de l'adoption par la Chambre de 1903 et du maintien des dispositions peu compatibles avec les principes de libertés publiques, telles que la

nomination des maires et des conseillers municipaux par le prince, le maintien des restrictions à la liberté de la presse, l'application des mesures arbitraires et vexatoires envers les adversaires politiques du Gouvernement.

Le 11/24 mars 1905, les insurgés à Thérisso proclamaient leur union à la Grèce, et le lendemain, par une lettre adressée aux consuls à la Canée des quatre puissances protectrices, faisaient connaître leur décision : « Si les Crétois, disaient-ils, il y a sept ans, acceptaient leur autonomie, c'était en la considérant comme une station purement transitoire vers la libération finale de leur patrie, vers l'union à la Grèce. Mais la durée de cette station purement transitoire s'est prolongée plus longtemps que ne le permettait la vitalité d'un pareil régime hybride et transitoire.

« Cette prolongation, combinée à la gêne financière qui devait peser sur un pays aussi petit et pauvre, étant obligé de suffire aux dépenses d'une vie politique autonome, séparé au point de vue douanier de tout autre organisme politique et se trouvant dans l'impossibilité, grâce à sa nature provisoire et incertaine, d'attirer les capitaux étrangers nécessaires à son développement économique, cette prolongation, disons-nous, devait faire naître inévitablement de jour en jour contre ce régime un mécontentement.

« Mais ce mécontentement a été accru par un autre fait ayant sa source dans ce régime politique hybride et grâce auquel la Crète, quoique sentant qu'elle a plusieurs maîtres, n'en a pas un qui soit vraiment responsable de son gouvernement. Ainsi le peuple crétois, contre ces tendances, éminemment libérales, en vient à être gouverné d'après un système peu distant de l'absolutisme pur.

« Un tel régime, sous lequel il a été impossible au peuple crétois de faire un seul pas de véritable progrès et dont la prolongation mène l'île au chaos économique et à la décomposition politique, ne pouvait être supporté plus longtemps et surtout pour une période de temps aussi indéfinie par le peuple crétois.

« Par conséquent, s'étant réuni aujourd'hui en Assemblée générale, il a proclamé l'union de la Crète au royaume de Grèce en un seul Etat libre constitutionnel. »

Les insurgés, dans leur lettre, disaient qu'ils avaient pleine confiance de la gravité de leur démarche, que « les exigences de la civilisation empêchent moralement les grandes puissances d'insister, non seulement à protéger, mais aussi à imposer de force au peuple crétois un état aussi contraire à ses vœux nationaux et à ses intérêts matériels et moraux ».

La proclamation de l'union de la Crète ne s'étendait pas aux parties de l'île effectivement occupées par les troupes internationales dans toute l'étendue comprise dans les cordons militaires qui avaient été constitués en 1897.

Le haut commissaire, le 16/29 mars 1905, faisait appel aux Crétois de ne pas recourir aux moyens illégaux et irréguliers contre la volonté irrévocable des puissances d'imposer l'ordre. Il les invitait à déposer les armes et à abandonner leur attitude qui portait atteinte au drapeau national hellénique. Il les invitait à ne pas tacher l'histoire sacrée de la Crète et de l'écouter, parce qu'il s'inspirait d'un pur et patriotique amour. Cette proclamation du haut commissaire n'avait aucun effet.

Le 3 avril 1905, les puissances répondaient à son mémoire. Une colonne internationale commençait à agir contre les insurgés et le lieutenant-colonel Lubanski transmettait aux insurgés une note par laquelle « les puissances protectrices déclaraient qu'elles sont unanimement d'accord pour ne pas permettre, dans les conjonctures actuelles, l'annexion de l'île au royaume de Grèce ».

Les insurgés, par Manos, répondaient : « Nous saurons ajourner la réalisation de notre vœu suprême en nous confiant entièrement aux puissances protectrices pour lesquelles la déférence et la reconnaissance profonde du peuple crétois ne sauraient faire de doute. »

En tout cas, les insurgés, malgré leur réponse pacifique, continuaient à étendre leur action, espérant que les puissances n'oseraient pas pousser jusqu'au conflit.

Aux élections qui suivirent, la majorité appartenait à peu près au Gouvernement. Le haut commissaire avait le droit, par la Constitution, de nommer dix députés. L'Assemblée crétoise était convoquée pour le 5/20 avril 1905. La salle des réunions était décorée exclusivement de drapeaux grecs. Le haut commissaire avait rappelé les démarches faites auprès des gouvernements et les termes de la réponse des puissances ; déplorant l'agitation armée, il faisait appel à la sagesse du peuple, il annonçait des propositions d'économie et il assurait de sa sanction ultérieure les réformes ou les lois nouvelles qu la Chambre adopterait. La fin du discours était couverte des acclamations : « Vive l'annexion ! » L'Assemblée ne se bornait pas, comme deux ans auparavant, à émettre un vœu en faveur de l'annexion, mais elle proclamait avec éclat « l'union de la Crète avec sa mère la Grèce, afin qu'elle en fasse à jamais partie sous le sceptre constitutionnel de Georges, roi des Hellènes ». Les fonctionnaires crétois avaient cessé d'exercer leurs fonctions en considérant que leur service était suspendu par le fait du vote de la Chambre, il ne devait être repris qu'au nom du roi de Grèce. Les deux membres musulmans de l'Assemblée n'adhéraient pas au vote de leurs collègues chrétiens. L'Assemblée chargeait le haut commissaire de transmettre ce vote aux consuls généraux des puissances protectrices, qui répondaient « qu'il n'est pas possible, dans les conjonctures

actuelles, de modifier le statut politique de l'île de Crète », en exigeant en plus le remplacement du drapeau grec par celui de Crète.

Le ministre des Affaires étrangères d'Italie et les ambassadeurs des trois puissances se réunissaient en conférence à Rome. Suivant leurs instances, les consuls généraux des puissances à La Canée faisaient affranchir et distribuer parmi la population, le 12 mai, une déclaration par laquelle ils faisaient connaître l'impossibilité du changement du statut politique en Crète ; que les puissances étaient disposées, aussitôt que les insurgés déposeraient les armes, à étudier les réformes administratives et financières qui seraient reconnues par elles comme nécessaires pour les progrès et le bien-être de l'île ; qu'elles espéraient l'acceptation de leur point de vue, sinon, elles étaient « fermement résolues à avoir recours à telles nouvelles mesures navales et militaires qu'elles pourraient trouver nécessaires aux fins d'assurer le respect de leur décision de maintenir l'ordre ».

Les insurgés redoublaient d'efforts, tandis que le haut commissaire, dans une lettre du 27 mai 1905, aux quatre ministres des Affaires étrangères des puissances, précisait sa conduite ; il exposait ses griefs contre les insurgés et ses plaintes contre les consuls généraux et les vice-consuls des puissances. Il voyait son conseiller pour les finances, Coudouros, remettre sa démission au Gouvernement en l'accusant de ne pas prendre des mesures plus énergiques en faveur de l'annexion et rejoindre les insurgés.

Les consuls généraux entraient en rapports directs avec les insurgés, répétant la thèse des puissances et en donnant quinze jours de délai (jusqu'au 15 juillet) pour déposer les armes. Le haut-commissaire, par une proclamation au peuple, répétait le désir de l'Europe, tandis que les insurgés faisaient connaître à nouveau les causes de leur soulèvement. M. Marouard, dans son rapport à M. Rouvier, écrivait : « J'observe tout d'abord que tout en se maintenant, en thèse générale, sur le terrain de l'annexion à la Grèce ou tout au moins d'un rapprochement vers cette solution, les porte-paroles du parti thérissiote sont entrés cette fois dans le vif des causes réelles qui les ont amenés à prendre les armes et dont ils nous ont fait, non sans une certaine éloquence, un exposé détaillé. Il semble incontestable que l'esprit du peuple crétois a été affecté par des procédés autoritaires. En outre, au point de vue économique (travaux publics, encouragements et améliorations de l'agriculture, judicieux emploi et méticuleux contrôle des deniers publics, etc.), rien, ou à peu près rien, n'a été fait. Il semble que l'introduction des réformes intérieures et d'institutions libérales serait le remède moral à la situation. »

Sans aucun résultat et sans changer de tactique, les insurgés généralisaient le plus tôt possible la lutte. Les consuls organisaient des commis-

sions militaires internationales pour juger tout attentat ou offense contre les troupes des puissances ou la gendarmerie et interdisaient d'introduire, de tenir ou porter des armes. Le 7 septembre, la Chambre crétoise, pour donner satisfaction aux principales revendications du parti libéral, pour supprimer les causes originelles de l'insurrection et pour enlever aux insurgés des motifs plausibles de continuer la lutte, votait plusieurs réformes importantes inscrites dans le programme du parti libéral. Elle abolissait les dispositions attribuant au prince la nomination des maires, adjoints et conseillers municipaux, elle votait la dévolution au suffrage universel de la désignation des membres des municipalités, elle supprimait le droit du haut commissaire de choisir les dix députés, elle abrogeait diverses restrictions à la liberté de la presse, elle modifiait la loi électorale, elle décidait la convocation d'une Assemblée nationale qui, au terme de la Constitution, ne pourrait se réunir qu'après un délai de dix mois, elle votait un projet de loi relatif à la création d'un corps de gardes civiques et elle émettait un vote accordant au Gouvernement la faculté de conclure un emprunt de 500.000 francs pour les nécessités de la situation. Pour tranquilliser les musulmans qui émigraient de l'île, Mechmed Bey était nommé maire de la Canée.

Dès le début d'octobre, les insurgés inclinaient vers la conciliation et le 5/18, par une lettre aux consuls généraux, ils faisaient connaître qu'ils se désintéressaient de leurs demandes de réformes et s'en remettaient aux puissances protectrices pour qu'elles prennent une décision à cet égard. Ils maintenaient comme condition de leur soumission la faculté de conserver leurs armes dans leurs maisons et l'extension de l'amnistie aux gendarmes déserteurs. Les consuls se contentaient de la remise de 7.000 fusils et accordaient l'amnistie, sauf aux insurgés coupables d'infractions au droit commun et aux gendarmes déserteurs auxquels la liberté de s'embarquer pour la Grèce était accordée. Le 25 novembre, l'amnistie était proclamée et l'insurrection prenait fin.

Pendant cette période d'insurrection, la situation de la Grèce était devenue assez difficile. Si elle se déclarait ouvertement contre l'insurrection, la Crète resterait autonome et le peuple grec pourrait faire à son tour des mouvements fâcheux tant pour la tranquillité et la politique de l'Etat, tant pour le trône qui se trouvait, depuis 1897, instable. Si, au contraire, elle se mettait d'accord avec l'insurrection, elle courait le péril de voir les puissances installer en Crète un haut commissaire non grec ; la Turquie se mettre en action pour fortifier son droit de suzeraineté. Le Gouvernement grec présentait au peuple grec le mouvement de Crète comme national et auprès des puissances protectrices il insistait pour la répression de la rébellion. Le cabinet Rallis conseillait au haut commissaire de ne pas

sortir de son mandat, qu'il devait exécuter jusqu'à la fin dans l'intérêt national en laissant toute la responsabilité aux puissances.

La situation du prince Georges en Crète devenait très difficile. Depuis son arrivée à l'île, les Crétois ne voyaient aucun avancement de leur cause, c'est-à-dire de leur annexion à l'Etat grec. A cause de ses querelles avec le parti libéral, son séjour dans l'île avait comme conséquence les querelles politiques intestines, par conséquent aucune réalisation d'un travail sérieux pour la prospérité du pays. De plus, les institutions libérales blessaient son amour-propre et le contrôle des puissances sur le détail des réformes à introduire augmentait son mécontentement à l'égard des puissances. L'ensemble de ces causes imposait la démission du haut commissaire, démission qui présentait un danger politique pour la Crète et pour la Grèce, la nomination peut-être d'un haut commissaire étranger et affirmation de la suzeraineté du Sultan par les puissances.

Par la note collective du 10/23 juillet 1906, les quatre puissances arrêtaient un programme notifié au prince et à l'Assemblée nationale concernant la réforme de la gendarmerie et la création d'une milice avec participation des officiers hellènes rayés des cadres de l'armée active grecque ; le retrait des forces internationales aussitôt que la gendarmerie et la milice crétoises seraient formées et mises sous les ordres du haut commissaire, que l'ordre et la tranquillité seraient rétablis et que la protection de la population musulmane serait assurée ; la prolongation de la surtaxe douanière de 3 % permettant de conclure, avec les garanties nécessaires, un emprunt pour le paiement des indemnités et l'exécution de travaux publics ; l'extension à la Crète de la Commission de contrôle des finances helléniques ; la communication des consuls généraux pour les affaires courantes avec les conseillers responsables du Gouvernement crétois ; l'ajournement, jusqu'en 1911, du paiement des intérêts et de l'amortissement de l'avance de 4 millions consentie à la Crète par les puissances protectrices ; le règlement, avec la Turquie, des différends relatifs au drapeau crétois, aux actes judiciaires, aux Crétois détenus dans les prisons ottomanes, aux droits de phares, des postes télégraphiques, à la nomination des Cadis et à la protection des Crétois à l'étranger et en Turquie ; l'égalité des chrétiens et des musulmans, l'organisation des démogéronties. Elles considéraient comme indispensable la revision par l'Assemblée crétoise de la Constitution sur l'organisation de la milice, sur les formalités d'expropriation, sur la session et le budget annuels ; elles préconisaient la création d'un organe de contrôle financier, la stabilité des fonctionnaires.

Pendant cette période si délicate de la question crétoise, le prince Georges, prenant connaissance de la note, disait aux consuls qu'il déclinait la responsabilité de ce qui adviendrait.

Le Gouvernement grec télégraphiait au haut commissaire que : « Après mûr examen de la note des puissances, gouvernement, en parfait accord avec la Majesté, pense qu'Assemblée doit rejeter en bloc les propositions y contenues. » ; Et le président du Parlement grec, Boufidis, était envoyé à La Canée pour persuader Venizelos de se prononcer aussi contre la note. Heureusement, la clairvoyance politique du parti libéral évitait les complications dangereuses de la non-acceptation de la note, il persistait au contraire à vouloir l'accepter.

Les puissances, par la note collective du 1/14 août 1906, communiquée au gouvernement grec, confiaient au roi de Grèce lui-même le choix du successeur de son fils avec leur agrément seulement dans l'avenir à chaque nouvelle vacance. Ainsi, puisque c'était le roi des Hellènes qui choisissait le haut commissaire en Crète, hors de son union personnelle avec la Grèce, nous aurions en Crète, à côté de la suzeraineté du Sultan, la suzeraineté du roi des Hellènes. « Toutes les fois, disait la note, que le poste de haut commissaire de Crète deviendra vacant, Sa Majesté, à la suite des consultations confidentielles avec les représentants des puissances protectrices à Athènes, désignera un candidat capable d'exécuter le mandat de ces puissances dans cette île et portera son choix officiellement à leur connaissance. Les puissances protectrices, aussitôt qu'elles auront approuvé le choix, prendront les dispositions nécessaires pour déléguer leur pouvoir au nouveau haut commissaire pour une période fixe de cinq ans et pour porter la nomination à la connaissance de Sa Majesté le Sultan. Cette concession, dans la pensée des puissances protectrices, fait partie intégrante des réformes projetées dans la note collective adressée par les consuls généraux en Crète au haut commissaire le 10/23 juillet, et ces puissances ont le ferme espoir que l'Assemblée crétoise les acceptera loyalement. »

Le 25 septembre, le prince Georges quittait la Crète et le 1^{er} octobre M. Alexandre Zaimis, ancien président du Conseil des ministres de Grèce, arrivait à La Canée comme haut commissaire, tout en conservant ses fonctions de député au Parlement hellénique.

§ III. — La révolution en Crète en 1908

SOULÈVEMENT ET PROCLAMATION DE L'ANNEXION DE L'ÎLE A L'ÉTAT GREC. —

NOTE DU 15 OCTOBRE 1908. — DÉBARQUEMENT DE MARINS DES « QUATRE » DANS L'ÎLE.

M. Alexandre Zaïmis, comme haut commissaire, en exécution de la note collective du 10/23 juillet, communiquait, le 8/21 décembre 1906, aux

puissances la revision de la Constitution crétoise, qui se trouvait toujours dans les limites du *statu quo*.

Des officiers et des sous-officiers grecs avaient le commandement de la gendarmerie et formaient la milice. Les mêmes personnes qui contrôlaient les finances en Grèce réorganisaient celles de la Crète. Le 24 juillet 1908, le premier échelon des troupes internationales quittait la Crète et le 24 juillet 1909 le dernier échelon devait la quitter. Tout semblait que la Crète s'approchait de plus en plus vers son annexion. Des faits dans le monde semblaient favoriser la solution du problème crétois. La Révolution des Jeunes Turcs, quoique en apparence libérale, était, comme nous l'avons dit, par excellence nationaliste. Le fait que les Crétois n'avaient pas envoyé de députés au Parlement ottoman, présentant ainsi la Crète comme ne faisant plus partie de l'Empire, n'avait aucune influence sur l'évolution de la question crétoise.

Le 3 octobre 1908, l'Autriche-Hongrie faisait connaître aux puissances sa volonté d'incorporer la Bosnie et l'Herzégovine, et le 7, par un décret impérial et royal, proclamait l'annexion. Le 5 octobre 1908, le prince Ferdinand, après son voyage en Europe et l'expression des sympathies de l'Autriche-Hongrie, proclamait à Tirnovo l'indépendance de la Bulgarie en prenant le titre de « Roi des Bulgares ». La Crète ne pouvait pas rester insensible, et, le 6 octobre, se révoltait. Le haut commissaire Zaïmis, absent de l'île, était invité à ne pas y revenir. La Crète avait raison de croire son régime comme provisoire et transitoire vers l'annexion, notamment en voyant l'approbation par les quatre puissances de sa Constitution du 8 février 1907 qui disait : « Lorsque le moment sera venu de demander au peuple crétois son avis sur son établissement définitif, on réunira à cet effet la Chambre qui aura précédé celle dont les pouvoirs viendraient d'expirer ou aurait été dissoute. » Elle croyait qu'après le commencement du départ des troupes internationales, elle avait plus de droit à demander son annexion en voyant l'Autriche-Hongrie annexer des provinces ni autrichiennes ni hongroises. Elle croyait quelle avait plus de droits que la Bulgarie de se déclarer indépendante, parce qu'elle jouissait d'un régime autonome plus complet que celle-ci, parce quelle ne payait aucun tribut au Sultan, elle n'avait pas un prince qui gouvernait au nom du Sultan une Roumélie orientale, elle n'avait pas un prince vassal et fonctionnaire du Sultan et que son droit ne diminuait pas si les relations entre la Bulgarie et la Turquie étaient réglées par des traités et les siennes par des engagements spéciaux des puissances. Le seul embarras de son annexion était qu'elle devait être décidée par les puissances, mais les Crétois voyant leur Constitution de 1907 reconnue par les puissances croyaient que celles-ci jugeraient que le moment était venu pour l'annexion. Les Crétois le

croyaient et avec eux les puissances, excepté l'Allemagne. Pour la quatorzième fois depuis 1830, le peuple crétois proclamait son annexion à l'Etat grec.

Le 12 octobre, le président de l'Assemblée crétoise déclarait la session ouverte au nom du roi Georges ; elle votait : « L'Assemblée des Crétois, réunie en assemblée extraordinaire, prenant en considération l'irrévocable résolution du peuple crétois, décrète : Proclamer l'indépendance de la Crète et son union avec le Royaume de Grèce en un Etat un et indivisible. Inviter Sa Majesté le Roi des Hellènes à prendre possession du gouvernement de l'île. » Le 13 octobre, elle se déclarait dissoute. Elle avait nommé une commission exécutive « pour gouverner le pays au nom du Roi des Hellènes conformément aux lois du royaume grec ». La gendarmerie et la milice étaient convoquées pour prêter le serment au roi Georges et à la Constitution hellénique. Le drapeau grec flottait sur tous les édifices publics. Les timbres-poste portaient le nom « Hellas », les timbres de quittance « Vassilleion tis Hállados » (Royaume de Grèce). La justice était rendue au nom du roi Georges, les pourvois en cassation étaient renvoyés à la Cour de cassation d'Athènes.

Le 15 octobre, les consuls généraux des quatre puissances adressaient une note à la Commission exécutive : « Les soussignés, agents de Grande-Bretagne, de France, d'Italie et de Russie, d'ordre de leurs gouvernements respectifs, ont l'honneur de porter à la connaissance du Gouvernement crétois que :

« Les puissances protectrices considèrent l'union de la Crète avec la Grèce comme dépendant de l'assentiment des puissances, qui ont contracté des obligations avec la Turquie si l'ordre est maintenu dans l'île et si, d'autre part, la sécurité de la population musulmane est assurée. »

La Commission exécutive appelait le peuple crétois à maintenir l'ordre et l'entente avec leurs compatriotes musulmans. Le même jour, le 18/31 octobre, elle remerciait les puissances en leur affirmant le maintien de l'ordre et la garantie de sécurité en ajoutant que le peuple crétois, « persuadé que dans leur haute bienveillance les puissances daigneront couronner l'œuvre de liberté qu'elles ont entreprise, s'en remet à elles avec une entière confiance, avec la certitude que son union avec la Grèce, rachetée au prix d'innombrables sacrifices, lui sera définitivement confirmée ».

La Grèce s'abstenait de toute politique agressive ; au contraire, elle pensait que la question crétoise serait résolue par une conférence européenne. La Turquie avait reconnu, après les conseils de l'Allemagne, l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, se contentant de soixante mille couronnes, et de l'évacuation de Novi-Bazar. Aussi elle avait reconnu l'indépendance de la Bulgarie. Les Jeunes Turcs paraissaient satisfaits de

l'évacuation de Novi-Bazar pour servir leur politique intérieure. Ils cherchaient quelques succès et la question crétoise s'offrait à eux. Abdul-Hamid, par une politique habile, n'avait pas précisé les droits de sa suzeraineté sur l'île, il avait laissé le champ libre. Il n'avait qu'un drapeau en Crète, mais, en droit, il avait la suzeraineté ; mais quelle suzeraineté ? Cette politique avait permis aux Jeunes Turcs de revendiquer, après la révolution crétoise, « le maintien des droits souverains de la Turquie » et, en s'aidant de l'Allemagne, ils obtenaient le maintien du *statu quo* en Crète.

Les « Quatre », malgré leurs promesses et le départ du dernier échelon des troupes internationales, le 27 juillet 1909, faisaient débarquer dans l'île, le 18 août 1909, 250 marins et enlevaient le drapeau grec qui, depuis le départ des troupes internationales, flottait à l'entrée du port de La Canée.

§ IV. — La situation politique de l'hellénisme et la situation politique dans les Balkans

RÉVOLUTION EN GRÈCE LE 28 AOÛT 1909. — LA QUESTION DES DÉPUTÉS CRÉTOIS. — LA CANDIDATURE DE M. VENIZELOS COMME DÉPUTÉ GREC. — OCCUPATION DU DODÉCANÈSE PAR L'ITALIE. — DÉCLARATION ITALIENNE. — DÉCRET DES DODÉCANÉSIENS DU 4 JUIN (V. S.) 1912. — LEUR MÉMOIRE A L'EUROPE. — DÉCLARATION DE L'ANNEXION A L'ÉTAT GREC DE L'ÎLE D'ICARIE. — RÉVÉLATION DES BUTS ITALIENS. — SITUATION POLITIQUE DANS LES BALKANS. — POLITIQUE SERBO-BULGARE ET CAUSES DE L'UNION BALKANIQUE.

Un malaise politique régnait en Grèce. La nation, pauvre, épuisée, avait connu beaucoup de déboires depuis le désastre de 1897. Malgré ses efforts pour soutenir les Crétois, l'île n'était pas encore annexée. La question macédonienne, à cause de la révolution des Jeunes Turcs, prenait un autre aspect. Les formules de liberté des Jeunes Turcs, englobées dans un nationalisme irrésistible des Turcs, étaient contre la réalisation de la grande idée hellénique. On pouvait même penser qu'une régénération en Turquie était possible de se produire et la libération des chrétiens deviendrait plus difficile. Les résultats, donc, de la politique extérieure de Grèce ne contenaient pas l'opinion publique et le peuple de Grèce souffrait beaucoup des finances mauvaises de l'État. Le roi Georges, en voyageant en Europe, n'avait jamais pu faire libérer une partie des frères esclaves. Les princes, soit comme chef de l'armée, soit comme haut commissaire, apparaissaient comme incapables. Le 28 août 1909 éclatait une révolution militaire à

Athènes, ayant à sa tête le colonel Zorbas. La dynastie était menacée de disparaître, elle fut sauvée grâce à l'appui français. Le gouvernement Rallis était renversé. Les princes étaient éloignés de l'armée. Une réorganisation militaire commençait. Des approvisionnements de canons et de munitions étaient faits. Six classes étaient appelées. Les Crétois demandaient la participation de leurs députés à l'annonce des élections en vue d'une Assemblée nationale de Grèce.

Le 9 mai, la session de l'Assemblée crétoise, issue des élections d'avril 1910, était ouverte « au nom du Roi ».

Les relations entre la Grèce et la Turquie à ce moment prenaient un mauvais tournant. Les députés crétois prêtaient serment au Roi. Ils voulaient invalider les députés musulmans qui refusaient de prêter serment au roi. Ils désiraient de plus imposer le serment à tous les fonctionnaires Crétois. Les Turcs menaçaient la Grèce par la concentration de leurs troupes à la frontière, par des manifestations populaires. L'attitude du Gouvernement grec était correcte ; il remettait ses élections pour éviter la tentative des députés crétois. Les grandes puissances, par leur note collective du 26 juin 1910, invitaient la Turquie à se tranquilliser en invoquant l'attitude correcte de la Grèce. Les Crétois, devant la menace européenne du débarquement de troupes dans l'île et de l'occupation des douanes, reculaient ; seulement, l'Assemblée crétoise se réservait sur « les droits souverains du Sultan ».

Les Turcs ne se calmaient pas. Devant la candidature de M. Venizelos aux élections prochaines grecques, ils protestaient. Ils n'admettaient pas qu'un Crétois, un député crétois, président de l'Assemblée crétoise, puisse être en même temps un député grec. Ils se voyaient provoqués, ils menaçaient. Les Jeunes Turcs éprouvaient le besoin de quelque succès. Malgré leur enthousiasme d'avoir sauvé Novi-Bazar, la Bosnie et l'Herzégovine étaient perdues. La Bulgarie était complètement indépendante. La Crète leur échappait malgré les formules d'apparence. La Grèce était faible, ils pensaient donc lui donner une belle leçon en lui enlevant des territoires, en se basant sur l'appui de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie.

M. Venizelos, après son élection, le 9 septembre, comme député grec, donnait, le 21 août 1910, sa démission de député crétois et le 21 janvier 1911, après les élections du 16 décembre 1910, convoquait l'Assemblée pour la revision de la Constitution. Ainsi la politique intérieure en Grèce évoluait rapidement et clairement et la dynastie était sauvée.

Depuis 1910, lorsque les préparatifs de l'évacuation de la Crète par les contingents internationaux avaient commencé et, depuis le commencement de la réorganisation militaire de la Grèce, une guerre acharnée avait commencé à l'intérieur de l'Empire ottoman contre les personnes, les

marchands et les biens grecs. Les dirigeants turcs, par la presse, par les affiches surexaltaient les passions contre les Grecs ; la guerre économique avait été déclarée, qui se transformait, à cause du but cherché par les Jeunes Turcs, en une guerre politique ; les comité de boycottage se transformait en un « comité de guerre économique ». Le commerce grec traversait une crise, la navigation non moins. De cette guerre, l'Allemagne profitait. Mais à côté des intérêts de la Grèce, d'autres intérêts, ceux de l'Angleterre et de la France étaient atteints. Comme nous voyons, les intérêts de l'Europe étaient divisés et toute intervention auprès de la Porte paraissait presque impossible. La France, prenant l'initiative d'intervenir avec l'appui de l'Angleterre et de l'Italie, échouait.

La Grèce, le 22 avril 1911, faisait appel à l'Europe. Elle voulait donner « fin à un état de chose contraire au droit des gens et aux traités ». Son appel n'apportait aucun résultat. Pendant la guerre turco-italienne, en 1911/1912, un événement considérable pour l'hellénisme avait lieu : les Italiens occupaient, dès le 22 avril 1912, l'île de Stampalia, puis l'île de Rhodes et tout le Dodécanèse ; un événement capital pour l'Etat libre grec, primordial pour la population des îles exclusivement helléniques.

Les habitants, qui souffraient du joug turc et de la politique des Jeunes Turcs par la suppression de leurs privilèges d'administration intérieure et du paiement des impôts, acceptèrent comme libérateurs les Italiens.

L'Etat grec se tranquillisait, connaissant les principes du droit public d'Italie. Pour se construire un Etat, l'Italie préconisait la théorie de la nationalité. Les Italiens, aux aspirations des habitants des îles occupées par eux, répondaient « que toute autorité ottomane était à jamais bannie des îles ». Le 12 mai 1912, le contre-amiral Presbitero déclarait à la Démogérontie de l'île de Kalymnos : « Toute autorité du Gouvernement ottoman étant déchue, le drapeau turc ne sera plus arboré sur l'île... les conditions que nous portons à votre connaissance ont un caractère provisoire, en attendant d'autres règlements que le gouvernement de Sa Majesté le Roi d'Italie croira nécessaire d'établir. »

Aux habitants de Kalymnos, le même disait : « A partir d'aujourd'hui cesse toute autorité du Gouvernement ottoman sur l'île, laquelle, sous la surveillance du Gouvernement italien, devra se gouverner elle-même... Nous avons la conviction qu'en se gouvernant librement, l'île progressera dans son commerce et ses trafics et nous souhaitons cordialement à tous ses nobles habitants une nouvelle prospérité et fortune. »

Le vice-amiral Amero d'Aste Stella disait, le 19 mai 1912, à la Démogérontie de l'île de Symi : « Nous, vice-amiral Amero d'Aste Stella, votre île ayant été affranchie de la domination turque, vous confirmons dans

vosre charge... vous répondrez de vosre gestion aux autorités qui seront envoyées plus tard dans l'île en donnant les comptes rendus nécessaires. »

« Quel que soit, proclamait à Rhodes le général Ameglio, le sort final ds îles, l'Italie, en tout cas, n'admettrait sous aucun prétexte qu'une si grande partie de la population hellénique civilisée revienne sous la barbarie turque. »

« Les habitants chrétiens des îles, disait le même à la population de Kalymnos, qui redoutent un retour à la Turquie n'ont rien à craindre, car l'Italie, ayant la conscience de ses obligations morales, pourra garantir intégralement leurs droits et c'est dans cet esprit qu'elle assurera le sort des îles qu'elle a occupées. »

Les habitants des îles helléniques, occupées par l'Italie, réclamaient leur annexion à la mère-patrie, sinon comme minimum, leur autonomie, mais jamais le retour à la soumission turque et non plus à la soumission civilisatrice de l'Italie. Le 4/17 décembre 1912, les représentants des îles étaient réunis en Congrès à l'île de Patmos qui décrétait: « La fédération des insulaires de l'Egée... :

« I. — Exprime à la nation sœur italienne, à son roi et à son gouvernement la reconnaissance infinie des habitants des dites îles pour les avoir délivrés du joug insupportable des Turcs.

« II. — Proclame la ferme résolution du peuple de ces îles chrétiennes de subir tous les sacrifices plutôt que de retourner sous l'épouvantable tyrannie des Turcs.

« III. — Proclame le désir national séculaire des Egéens d'être unis à la Grèce, leur mère.

« IV. — Proclame l'autonomie complète des îles affranchies, se basant sur les documents officiels du général Ameglio et ses déclarations verbales, sur les proclamations des amiraux commandant la puissante flotte italienne, ainsi que sur leurs privilèges acquis de self-government et sur la doctrine qu'un pays une fois délivré de la domination turque ne doit plus y retourner.

V. — Nomme l'ensemble des îles affranchies : « Etat de l'Egée ».

VI. — Donne pour symbole à cet Etat un drapeau bleu coupé au milieu d'une croix blanche et pour emblème l'image d'Apollon Hélios.

« VII. — Consacre, avec les lois et les us particuliers de chaque communauté, lois de l'Etat les lois de nos frères hellènes rédimés.

« VIII. — Implore la protection du présent décret par la bienfaitrice Italie et les autres puissances civilisées et leur bienveillance pour la reconnaissance de l'Etat égéen.

« IX. — Ajourne à temps utile sa résolution sur l'élection du chef suprême de l'Etat et celle du Corps législatif.

X. — Suspend provisoirement ses travaux et charge MM. M. Th. Olym-pitis, négociant ; C. Drakidis, avocat ; N. Pédridis, négociant, de remettre copie du présent décret au général Ameglio, commandant des armées italiennes à Rhodes. Ils devront prier le général en chef de transmettre à Sa Majesté le Roi d'Italie, aux Chambres de la libérale et glorieuse nation italienne et au Gouvernement royal d'Italie et faire remettre copie du présent décret aux gouvernements des autres grandes puissances. »

Dans un mémoire, les habitants des îles d'Egée occupées par les Italiens demandaient par les grandes puissances que leur sort, après la fin de la guerre italo-turque, ne soit pas réglé sans qu'ils soient entendus de prendre en considération : « 1^o La réparation à la fin de la guerre du tort immense qui a été fait aux îles après Navarin quand leur fût imposé la séparation d'avec la Grèce, leur mère-patrie.

« Subsidiairement, si cette demande est considérée par les puissances comme susceptible de compromettre la paix européenne, les Egéens... demanderont au moins que l'Italie et les autres puissances garantissent par un acte international la complète indépendance et autonomie des îles de l'Archipel sous forme d'une Fédération de ces îles. Les insulaires accepteraient volontiers une épreuve de nature à démontrer le bien fondé de leur demande. Ils seraient heureux si un plébiscite tranchait la question des îles égéennes. Car ce plébiscite constituerait la preuve éclatante que ces îles appartiennent à l'Etat avec lequel, depuis des milliers d'années, elles sont unies par la communauté de langue, de religion, de mœurs, de coutumes, de civilisation et par les mêmes aspirations helléniques... Ils ne peuvent plus accepter le martyre... Devant une perspective aussi terrible que le retour à l'esclavage, les Egéens se révolteront... »

Les Egéens ne demandaient donc que leur union avec la Grèce ou, si la paix d'Europe devait être compromise, leur autonomie comme mesure transitoire, qui, par un plébiscite, pourrait les amener à leur annexion à l'Etat grec.

Les Italiens qui, après le bombardement des Dardanelles, occupaient militairement les îles comme gage pour que la Turquie consente à l'annexion de la Tripolitaine, ne paraissaient pas défavorables au mouvement libérateur des Egéens. On ne pouvait pas imaginer qu'un peuple qui était uni en s'appuyant très récemment (depuis 1870) sur la doctrine des nationalités, qui déclarait qu'il ne voulait pas les îles et qui ne les possédait qu'à cause de la guerre, pourrait rêver de conquêtes sur un peuple civilisé purement hellénique. Le peuple italien, après sa libération, rêvait de colonies et après d'autres encore dans l'Egée et dans l'Asie Mineure.

Quand on est faible, on a un peu de sentiment, parce que c'est le moment des souffrances, mais quand on devient fort, on ne voit que l'expansion, même injuste, et cela parce qu'on devient plus fort que d'autres et le droit du plus faible, si primordial et imprescriptible qu'il soit, reste toujours incapable devant la force du plus fort.

Après le Congrès de Patmos, le 10 août 1912, les habitants de l'île d'Icarie, qui avaient échappé à l'occupation italienne, arboraient le drapeau hellénique, déclaraient leur annexion à l'Etat grec, embarquaient sur des voiliers et déposaient sur la côte d'Anatolie les autorités turques.

La réunion du Congrès de Patmos et les événements d'Icarie avaient comme conséquence de dévoiler le but de l'Italie. Le Congrès était dissous par le général Ameglio au moyen de la force armée. L'Italien disait aux chefs des municipalités réunis à Rhodes que le mouvement d'autonomie était prématuré. Il remplaçait le drapeau d'autonomie par le drapeau italien. Il ne voulait pas le retour des îles à la Turquie, mais il voulait leur soumission au protectorat italien. « Actuellement, disait-il, l'Italie seule peut vous protéger. Je vous promets qu'elle ne vous abandonnera pas et que vous ne retournerez sous aucune forme à la domination turque. » Sans aucune forme, c'est-à-dire même sous la suzeraineté du Sultan. L'Italie ne voulait pas que les îles redeviennent grecques, parce que la Grèce pouvait s'agrandir et devenir plus forte dans la Méditerranée, parce qu'elle pouvait prendre une place considérable que l'Italie désirait dans la mer Egée devant l'Asie Mineure.

La situation intérieure de la Grèce s'améliorait au jour le jour. La ligue militaire prenait fin. M. Venizelos, après la revision de la Constitution grecque et après la consolidation de la dynastie, plaçait le pays dans une vie politique normale. Mais la situation dans les Balkans était toujours mouvementée. Depuis 1908, la Serbie, le Monténégro se voyaient menacés, même dans leur existence, par le voisin austro-hongrois. La Bulgarie, qui rêvait à une Bulgarie de San-Stefano, était inquiétée par l'Autriche, qui voulait descendre à Salonique, évidemment par la Macédoine et dans la Macédoine. La Grèce voyait que l'Autriche-Hongrie était un danger fort grand pour la réalisation de sa grande idée. De plus, la situation dans l'Empire ottoman, notamment en Europe, était très difficile et très dangereuse avec la politique de la turquisation, avec l'implantation des Turcs de Bosnie parmi les populations grecques. La politique des Jeunes Turcs effrayait non seulement la Grèce, mais les Balkans, parce qu'elle terrorisait les soumis et, au lieu de résoudre la question de Macédoine, elle voulait éviter, par ses procédés, sa renaissance. La déclaration de la guerre italo-turque faisait naître l'espoir des soumis pour leur libération et une occasion favorable aux ambitions nationales des Balkans, d'autant

plus que l'anarchie régnait dans la Turquie d'Europe. Une réaction contre « l'Union et Progrès » apparaissait dans l'Empire ottoman et un nouveau parti : « L'entente libérale », était créé. Ce parti voulait revenir à la politique de 1908, mais « l'Union et Progrès » réagissait et faisait dissoudre la Chambre turque le 17 janvier 1912. Sous la terreur, les Jeunes Turcs, pendant les élections, obtenaient presque la totalité des sièges. La politique de la turquisation continuait plus tenace. Les chrétiens n'avaient même pas de représentant dans la Chambre. Les principes moraux des Jeunes Turcs n'existaient pas et la politique hamidienne, sous la forme du clan, continuait à être pratiquée.

Contre la Turquie, une union donc était nécessaire pour affranchir les chrétiens, le seul moyen pour les soustraire à la politique de la turquisation. Comme obstacle à cette union, se trouvait d'abord l'Europe, qui déclarait le maintien du *statu quo* en Turquie, à l'exception de la Russie qui soutenait une union slave pour contracarrer la politique de conquêtes de l'Autriche et de l'Italie qui, depuis sa guerre contre la Turquie, voulait voir encore la Turquie en guerre avec d'autres puissances en même temps, pour qu'elle puisse imposer entièrement sa volonté et obtenir le plus de bénéfices possibles.

Un autre obstacle à l'union balkanique était la rivalité des Etats de la péninsule et notamment la contradiction entre la politique de la Bulgarie d'un côté, qui voulait l'autonomie de la Macédoine tout entière avec un but d'annexion prochaine à l'exemple de la Roumélie orientale, et la politique de la Grèce et de la Serbie d'autre part, qui préconisait le partage de la Macédoine. De plus, la rivalité entre les patriarchistes et les schismatiques bulgares. Un ensemble qui faisait naître tant de méfiance entre les peuples balkaniques. Devant le danger commun, une entente, en tout cas, s'imposait pour tous. Les premières propositions pratiques d'un tel accord venaient de la Grèce. M. Venizelos, en avril 1911, faisait des démarches secrètes auprès de M. Guéchof en proposant une action commune pour la défense des privilèges des chrétiens en Turquie et une alliance défensive dans le cas où la Turquie attaquerait l'un des contractants. Comme résultat de ces démarches et de leur évolution vers l'accord, des rapports cordiaux entre patriarchistes et exarchistes étaient établis ; on parlait même de l'union prochaine des deux Eglises et des démarches communes avaient lieu auprès de la Porte pour la protection des frères chrétiens de la Turquie ; des étudiants bulgares venaient à Athènes et y étaient chaleureusement accueillis ; le diadoque Constantin prenait part aux fêtes de Sofia à l'occasion de la majorité du prince Boris ; M. Venizelos devenait ainsi le principal personnage de la ligue balkanique. Au lendemain de la déclaration de la guerre des Balkans contre la Turquie,

M. Guéchof télégraphiait à M. Venizelos : « Heureux de pouvoir vous annoncer cette émouvante cérémonie durant laquelle notre sainte Eglise a béni un événement que, pour la première fois, il a été donné à l'histoire d'enregistrer dans la péninsule balkanique, je vous prie d'agréer toutes mes félicitations et les vœux sincères que je forme pour qu'une bonne et heureuse fin couronne l'œuvre dont l'initiative première est grandement due à Votre Excellence et au ministère qu'elle préside. »

Des pourparlers commençaient entre Sofia et Belgrade sous l'influence de la bienveillance de la Russie qui, si elle n'oubliait jamais l'ingratitude de la Bulgarie, ne pouvait par dormir tranquillement à cause de la duplicité et de la tromperie autrichiennes. Ces pourparlers aboutissaient à l'accord serbo-bulgare du 13 mars 1912 qui établissait les bases de la ligue balkanique.

§ V. — Les alliances balkaniques

TRAITÉ SERBO-BULGARE DU 29 FÉVRIER/13 MARS 1912. — TRAITÉ GRÉCO-BULGARE DU 16/29 MAI 1912.

Nous avons vu que les bases de la ligue balkanique avaient été posées par le traité serbo-bulgare du 29 février/13 mars 1912. Dans son premier article, les contractants s'engageaient à se garantir « mutuellement leur indépendance politique et l'intégrité de leur territoire en s'engageant d'une manière absolue et sans restriction d'aucune sorte à se porter réciproquement secours, avec la totalité de leurs forces, dans tous les cas où l'un des deux royaumes serait attaqué par un ou plusieurs Etats », c'est-à-dire l'alliance avait un caractère défensif. Cependant, en examinant l'article 2, nous voyons que les contractants excluaient, comme héritiers de la Turquie d'Europe, les non-balkaniques, c'est-à-dire nous trouvons ici une formule du principe : les Balkans aux Etats balkaniques. Par cet article, les contractants s'engageaient « à se porter mutuellement secours avec la totalité de leurs forces au cas où l'une quelconque des grandes puissances tenterait de s'annexer, ou d'occuper, ou de prendre possession avec ses troupes, même provisoirement, de n'importe quelle partie des territoires de la péninsule des Balkans se trouvant actuellement sous la domination turque, si l'une des parties contractantes estime ce fait contraire à ses intérêts vitaux et constituant un *casus belli* ». La défense donc ne se limitait pas seulement à leur indépendance politique et leur intégrité territoriale, mais aussi aux territoires de l'Europe turque contre toute annexion ou occupation européenne. L'Europe préconisait le *statu quo*

de l'Empire ottoman; les contractants, le maintien du *statu quo* de la Turquie européenne vis-à-vis de l'Europe.

L'article 3 engageait les deux parties « à ne conclure la paix que conjointement et après entente préalable ».

L'article 4 obligeait les contractants à conclure une convention militaire qui ferait partie intégrante du traité.

Cette convention militaire, suivant l'article 5, devait rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1920.

L'article 7 consacrait le secret du traité et de la convention militaire. Il obligeait les parties à ne pas les publier ou ne les communiquer « qu'après entente préalable des deux parties contractantes, et ce conjointement et simultanément ». Le même article prévoyait l'admission dans leur alliance d'un tiers Etat : « Une entente préalable sera de même nécessaire pour l'admission d'un tiers Etat dans l'alliance. »

A côté de ce traité et convention militaire, une annexe secrète était jointe dans laquelle on trouve le but, la pensée principale des contractants. Il ne s'agissait seulement pas d'une indépendance politique, d'une intégrité territoriale, d'une défense qui s'étendait sur les territoires de l'Empire ottoman, mais il s'agissait aussi de leur intervention dans les affaires de la Turquie ; il s'agissait du règlement de la distribution des territoires turcs.

Dans son article 1^{er}, l'annexe disait : « Au cas où des troubles intérieurs, de nature à mettre en danger les intérêts nationaux ou d'Etat des parties contractantes ou de l'une d'elles, survenaient en Turquie, comme au cas de difficultés intérieures ou extérieures avec lesquelles la Turquie se verrait aux prises mettraient en cause le maintien du *statu quo* dans la péninsule des Balkans, celle des deux parties contractantes qui aboutirait la première à la conviction qu'une action militaire doit être engagée de ce fait, s'adressera, par une proposition motivée, à l'autre partie qui sera tenue d'entrer immédiatement dans un échange de vues et, si elle ne tombe pas d'accord avec son alliée, de lui donner une réponse motivée. » C'est-à-dire, les deux parties voulaient trouver l'occasion favorable pour faire la guerre à la Turquie ; et le cas de guerre, à cette époque-là, n'était pas difficile à être provoqué à un moment où la Turquie se battait en Afrique contre l'Italie, où « l'Union et Progrès », aveuglé par l'idée de la turquisation, pratiquait, au lieu de la Constitution, un arbitraire sans limite. L'article 1^{er} prévoyait encore l'arbitrage de la Russie. « En cas d'une entente d'action, disait l'article, cette entente serait communiquée à la Russie, dans le cas où une entente n'interviendrait pas, les contractants se référerait à l'opinion de la Russie, dont la prononciation devenait obligatoire; si la Russie ne donnait pas son opinion

et que l'une des deux parties engageait la lutte, l'autre devait maintenir une neutralité amicale, procéder à une mobilisation suivant le traité militaire et se porter, avec toutes ses forces, au secours de son alliée si un tiers Etat prenait le parti de la Turquie. »

L'article 2 de l'annexe prévoyait la distribution du territoire macédonien : « La Serbie reconnaît à la Bulgarie le droit sur les territoires à l'est des Rhodope et de la rivière Strouma. La Bulgarie reconnaît le droit de la Serbie sur ceux situés au nord et à l'ouest du Char-Planina »; mais tandis que pour ces territoires il y avait une reconnaissance exclusive des parties, en ce qui concernait les territoires compris entre le Char, les Rhodope, la mer Egée et le lac d'Ochrida, elles adoptaient le principe de l'autonomie; mais si cette autonomie devenait impossible, « la Serbie s'engage à ne rien demander au delà d'une ligne commençant à Golma, sur la frontière turco-bulgare (au nord de Krivoretchna Palanka), et allant dans la direction sud-ouest jusqu'au lac d'Ochrida, près du Monastère-Gabovtzi. La Bulgarie s'engage à accepter cette frontière si Sa Majesté l'Empereur de Russie, qui sera prié d'être l'arbitre suprême de cette question, se prononce en faveur de cette ligne. Il va de soi que les deux parties contractantes s'engagent à accepter comme frontière définitive la ligne que Sa Majesté l'Empereur de Russie, dans les limites sus-indiquées, aurait trouvé correspondre le plus au droit et aux intérêts des deux parties. »

Nous voyons que les deux parties, de cette manière de distribution des territoires, laissaient une sphère d'intérêts grecs en Macédoine. De plus, l'Albanie et la Thrace se trouvaient hors des buts de conquête de l'alliance.

L'article 4 prévoyait que : « Tout différend qui surgirait touchant l'interprétation et l'exécution d'une quelconque des clauses du traité de la présente annexe secrète et de la convention militaire serait soumis à la décision définitive de la Russie, dès lors que l'une des deux parties aurait déclaré qu'elle estime impossible une entente par des pourparlers directs. » C'est-à-dire, il consacrait l'arbitrage russe.

Les négociations gréco-bulgares aboutissent aussi à la signature le 16/29 mai 1912 à Sofia d'un traité d'alliance entre les deux Etats. Ce traité d'alliance différait de beaucoup de celui des Serbes et des Bulgares. Dans ce traité, il y avait des considérations générales au lieu de stipulations précises. Parce qu'il y avait des convoitises des deux partis sur le même territoire, dans le traité il n'y avait pas une clause de reconnaissance définitive ou éventuelle par l'une des parties sur tel ou tel territoire. C'était par les accords de l'avenir que les circonstances indiqueraient aux contractants qu'il faudrait préciser leurs accords sur les territoires de Macédoine; et c'est précisément à cette généralité des clauses et à la non-

stipulation du partage de la Macédoine que ce traité a pu prendre naissance. Take Jonesco, dans sa préface au livre du docteur C. Kerofilas : *Un homme d'Etat, E. Venizelos*, disait que dès l'arrivée de M. Venizelos en Grèce la conclusion du traité bulgaro-grec était un des quatre moments de sa vie qui lui tire son admiration vers l'éminent homme d'Etat hellène : « Une alliance, disait-il, entre la Grèce et la Bulgarie, après ce qu'en avait pâti Tricoupis, c'était déjà d'une audace patriotique peu commune. Mais ne pas discuter d'avance le partage, voilà le trait de génie qui place Venizelos à côté des Cavour et des Bismarck et sans lequel jamais un traité n'aurait pu être conclu entre la Grèce et la Bulgarie. Et alors, ou bien la liquidation de la domination turque dans la péninsule balkanique se serait faite sans la Grèce, ou bien la Grèce aurait souscrit à des conditions mesquines et se serait trouvée plus tard dans les mêmes difficultés que la Serbie. »

On ne trouve pas non plus dans ce traité un arbitre de confiance qui pourrait résoudre les différends, qui, par la non-précision des termes du traité, étaient fort probables.

Dans son préambule, les deux parties, affirmant leur désir de la conservation de la paix dans la péninsule balkanique, trouvaient qu'une alliance définitive, solide, pourrait répondre à ce besoin. Elles trouvaient que la coexistence pacifique des différentes nationalités en Turquie, sur la base d'une égalité politique réelle et véritable et le respect des droits découlant des traités ou autrement concédés aux nationalités chrétiennes de l'Empire, constituerait des conditions nécessaires pour la consolidation de l'état des choses en Orient ; et qu'une coopération des deux royaumes était de nature à faciliter et à corroborer l'entente des éléments grecs et bulgares en Turquie.

Il s'agissait donc d'un traité d'alliance défensif, d'un traité de maintien du *statu quo*, de paix et de protection mutuelle, suivant ce préambule.

L'article 1^{er} contenait les parties essentielles du traité : « Si, contrairement au sincère désir des deux hautes parties contractantes et en dépit d'une attitude de leur gouvernement évitant tout acte d'agression et toute provocation vis à vis de l'Empire ottoman, l'un des deux Etats venait à être attaqué par la Turquie, soit dans son territoire, soit par une atteinte systématique aux droits découlant des traités ou des principes fondamentaux du droit des gens, les deux hautes parties contractantes sont tenues à se prêter réciproquement secours avec la totalité de leurs forces armées et, par suite, à ne conclure la paix que conjointement et d'accord. » C'est-à-dire, après l'expression du désir des parties pour le maintien de la paix, elles s'engageaient à faire ensemble la guerre et à marcher ensemble jusqu'à la conclusion de la paix si elles étaient attaquées pour la défense

de leur intégrité territoriale et pour la défense des droits découlant des traités ou des principes fondamentaux du droit des gens ; nous avons donc ici une clause très large, qui pouvait s'interpréter suivant les désirs et les intérêts des parties, et de provoquer la guerre avec tant de facilités notamment, puisque les prétextes ne manquaient jamais à cause de la situation de l'Etat turc, de la contrée macédonienne, si troublée par l'antagonisme ; le fanatisme religieux, les luttes de race, dans un Etat où une politique comme celle des Jeunes Turcs prenait comme principe la turquisation et l'arbitraire, à une époque où la guerre italo-turque offrait des circonstances favorables de battre la Turquie, à une époque où la Russie et l'Italie étaient disposées si favorablement pour les Balkans, la première pour contrecarrer la politique de l'Autriche-Hongrie, la deuxième pour arracher à la Turquie tous les bénéfices qu'elle pourrait.

L'article 2 engageait les contractants à user « de leur influence morale auprès de leurs congénères en Turquie afin qu'ils contribuent sincèrement à la coexistence pacifique des éléments constituant la population de l'Empire » et d'agir conjointement auprès du Gouvernement ottoman et des grandes puissances pour la défense de leurs « droits découlant des traités ou autrement concédés aux nationalités grecque et bulgare, l'application de l'égalité politique et des garanties constitutionnelles ».

La durée de ce traité, suivant l'article 3, était de trois ans et il pouvait être renouvelé tacitement pour une année, sauf dénonciation.

L'article 4 consacrait le secret du traité.

Par une déclaration adjointe au traité, une stipulation était consacrée suivant laquelle le traité ne pouvait être appliqué en cas de guerre entre la Turquie et la Grèce par suite de l'admission dans le Parlement grec des députés crétois contre la volonté du Gouvernement ottoman. La Bulgarie était obligée de tenir une neutralité bienveillante et promettait de ne pas gêner en aucune façon une action éventuelle de la Grèce qui tendrait à la solution de la question crétoise.

Pour compléter le traité d'alliance défensive, les Etats concluaient, le 22 septembre 1912, une convention militaire suivant laquelle, et en exécution des obligations découlant du traité, les deux Etats s'engageaient à un secours mutuel, la Grèce avec un effectif atteignant au minimum 120.000 hommes; la Bulgarie, avec un effectif d'au moins 300.000 hommes.

Au cas où l'une des deux parties viendrait à être attaquée par la Turquie, l'autre partie s'engageait à déclarer la guerre à la Turquie et à entrer en campagne avec l'ensemble de ses forces et avec un minimum pour la Bulgarie de 300.000 hommes et pour la Grèce de 120.000 hommes.

Si la Bulgarie, en vertu de ses accords avec la Serbie, prenait part à la guerre, la Bulgarie pourrait attaquer avec toutes ses forces la Turquie en

Thrace si la Serbie prenait une offensive contre la Turquie avec un effectif d'au moins 120.000 combattants.

Si les deux contractants déclaraient la guerre à la Turquie, ils s'engageaient à faire entrer en campagne les effectifs prévus par la convention (art. 1^{er}).

En cas de déclaration de guerre par l'une des parties à un autre Etat, sans une entente préalable et sans le consentement de l'autre gouvernement, l'autre partie s'engageait à maintenir une neutralité amicale à l'égard de son alliée. Dans le cas où les deux parties ayant mobilisé leurs forces ou étant entrées en campagne, et que la Grèce soit obligée de régler la question crétoise et qu'elle soit attaquée pour cela par la Turquie, la Bulgarie s'engageait à se porter à son secours, conformément à l'article 1^{er}.

Cette convention avait la même durée que le traité.

Le Monténégro, par des accords verbaux, adhérait aux principes de l'alliance balkanique.

Ainsi, avec la Bulgarie comme pivot des alliances, nous avons l'union des peuples balkaniques dirigée contre la Turquie.

VI. — L'atmosphère politique à la veille de la déclaration de la guerre turco-balkanique

SITUATION POLITIQUE. — NOTES EUROPÉENNES DU 8 OCTOBRE 1912. — NOTE BALKANIQUE DU 12 OCTOBRE 1912. — DÉCLARATION DE LA GUERRE.

L'alliance balkanique mettait en danger la tranquillité de toute l'Europe qui craignait, en cas de guerre, son extension sur tout le continent.

La Russie, qui était favorable à cette ligue pour contrecarrer la politique autrichienne, ne conseillait pas aux alliées la guerre, parce qu'elle ne croyait pas qu'ils étaient capables de vaincre la Turquie.

La ligue balkanique était contraire aux intérêts et à l'expansion du germanisme en Turquie d'Europe et d'Asie ; l'Autriche-Hongrie préconisait donc des réformes de décentralisation pour pouvoir créer une Albanie autonome, une Macédoine autonome et pouvoir appliquer la politique qu'elle avait pratiquée en Bosnie et en Herzégovine.

L'Italie, comme nous l'avons dit, étant en guerre contre la Turquie, avait intérêt à voir son adversaire en difficultés en étant obligé de faire encore une autre guerre.

La France, à cause de ses intérêts financiers dans l'Empire ottoman, préconisait des solutions pacifiques et le maintien du *statu quo*.

La Turquie, en guerre en Afrique contre l'Italie, souffrait de beaucoup de choses. La révolution albanaise prenait des proportions inquiétantes ; les Albanais occupaient les Sandjaks d'Ipek, de Prizrend et de Prichtina, étant maîtres même de la ville d'Uskub. Les finances d'Etat se trouvaient dans une situation déplorable. Les querelles politiques intérieures étaient aigües. Les massacres et l'arbitraire des Jeunes Turcs avaient créé une situation insupportable pour les chrétiens. La Turquie avait en tout cas la croyance que jamais les peuples balkaniques, seuls, ne pouvaient vous la vaincre.

Les Balkans, au contraire, ne cherchaient que le moment favorable où la guerre pouvait éclater et se préparaient avec une grande rapidité en voulant ainsi précipiter les événements.

Le 14 avril 1912, le comte Berchtold, par une proposition, préconisait une politique de décentralisation administrative progressive et demandait aux grandes puissances d'agir sur les Etats balkaniques pour leur faire sentir la nécessité du calme par la politique de la « décentralisation ». Les projets autrichiens étaient ainsi évidents ; l'Autriche voulait, hors de l'autonomie de l'Albanie et de la Macédoine, mettre sous son hégémonie la Confédération balkanique. Cette proposition n'obtenait pas de succès.

Le 20 août, le roi de Monténégro demandait formellement à Sofia et Athènes l'action commune contre la Turquie ; le 26 août, la Bulgarie se déclarait prête.

Le 22 septembre, M. Poincaré faisait une proposition par laquelle il tentait de sauver la paix, tandis que les Etats balkaniques devenaient, au jour le jour, plus belliqueux ; l'enthousiasme populaire et l'opinion publique précipitaient même les événements. Le 1^{er} octobre, par un Firman, la Turquie répondait par une mobilisation générale.

L'Europe s'inquiétait de cette agitation qui pouvait s'étendre sur tout le continent. Elle voulait des réformes pour enlever tout prétexte d'intervention aux peuples balkaniques. Elle se déclarait pour le *statu quo*, même la Russie, qui éprouvait une grande sympathie pour les Etats slaves, qui avait accepté le 4 mai 1912, à Yalta, la mission d'arbitre entre la Serbie et la Bulgarie et qui avait encouragé de tout son pouvoir l'union balkanique, était pacifique ; elle admettait l'union balkanique comme une force pour le maintien du *statu quo* en l'opposant à la Turquie et à l'Autriche-Hongrie ; elle ne croyait pas elle-même que la force des petits alliés pourrait écraser celle des Turcs. De toute l'Europe, à ce moment, l'Autriche-Hongrie ne voulait pas la paix, mais elle se tenait devant l'unanimité des autres et devant la perspective que, si sa politique de réformes prédominait, elle soutiendrait de toutes ses forces l'autonomie albanaise et macédonienne.

Ainsi, le 8 octobre 1912, les gouvernements russe et austro-hongrois, au nom de l'Europe, remettaient suivant les propositions de M. Poincaré du 22 septembre, qui étaient acceptées par tous, à la Bulgarie, à la Serbie, au Monténégro et à la Grèce la note suivante :

« Les gouvernements russe et austro-hongrois déclarent aux Etats balkaniques :

« 1° Que les puissances réprouvent énergiquement toute mesure susceptible d'amener la rupture de la paix ;

« 2° Que, s'appuyant sur l'article xxiii du traité de Berlin, elles prendront en main, dans l'intérêt des populations, la réalisation des réformes dans l'administration de la Turquie de l'Europe, étant entendu que ces réformes ne porteront aucune atteinte à la souveraineté de Sa Majesté le Sultan et à l'intégrité territoriale de l'Empire ottoman. Cette déclaration réserve d'ailleurs la liberté des puissances pour l'étude collective et ultérieure des réformes ;

« 3° Que si la guerre vient néanmoins à éclater entre les Etats balkaniques et l'Empire ottoman, elles n'admettront, à l'issue du conflit, aucune modification au *statu quo* territorial dans la Turquie d'Europe.

« Les puissances feront collectivement, auprès de la Sublime-Porte, les démarches dérivant de la précédente déclaration. »

Le même jour, les ambassadeurs des « cinq », parce que l'Italie, à ce moment, se trouvait encore en guerre, remettaient à la Turquie la note suivante :

« Les soussignés, ambassadeurs d'Autriche-Hongrie, d'Angleterre, de France, de Russie et d'Allemagne, ont été chargés, par leurs gouvernements respectifs, d'informer la Sublime-Porte que les cinq puissances prennent acte de l'intention publiquement annoncée du Gouvernement turc d'introduire des réformes et qu'elles discuteront immédiatement avec la Sublime-Porte, dans l'esprit de l'article xxiii du traité de Berlin et de la loi de 1880, les réformes que comportent l'état de la Turquie d'Europe et des mesures propres à en assurer les réalisations dans l'intérêt des populations, étant entendu que ces réformes ne porteront pas atteinte à l'intégrité du territoire de l'Empire. »

Mais dans la même journée, le 8 octobre, le Monténégro déclarait seul la guerre à la Turquie.

Le Gouvernement turc répondait à la note des puissances en reconnaissant « la nécessité d'introduire des réformes que comporte l'administration des vilayets de la Turquie d'Europe », mais il voulait rester maître chez lui et excluait toute ingérence européenne en acceptant les réformes « avec d'autant plus de conviction qu'il entend les appliquer en dehors de toute ingérence intrangère » ; en se référant à l'échec de l'amélioration de la situa-

tion dans l'Empire d'Europe, il ajoutait qu' « une des principales causes de ce retard est incontestablement l'état de trouble et d'insécurité causé par les attentats de tous genres provenant de foyers d'agitation dont le but réel ne laisse aucun doute ».

Le 12 octobre 1912, les Etats balaniques répondaient aux puissances en exprimant leur gratitude pour leur intérêt déployé en faveur des populations de la Turquie d'Europe et pour leur promesse de prendre en main la réalisation des réformes. Ils sentaient le besoin de demander à la Turquie des réformes plus radicales et pour cela ils avaient cru devoir s'adresser directement au Gouvernement du Sultan « en lui indiquant les principes sur lesquels les réformes à introduire doivent se baser et les garanties qu'il faudra accorder pour leur sincère application. Ils sont sûrs que si le Gouvernement impérial veut entrer dans cette voie, l'ordre et la tranquillité seront établis dans les provinces de l'Empire et une paix solide sera assurée entre la Turquie et les Etats balkaniques, qui ont eu jusqu'à présent trop à souffrir de l'attitude arbitraire et provocatrice que la Sublime-Porte a prise envers eux. »

M. Ghéchoff, au nom des Etats balkaniques, remettait le même jour au chargé d'affaires turc une note par laquelle les alliés invitaient la Porte « à procéder immédiatement, de concert avec les grandes puissances et les Etats balkaniques, à l'élaboration et l'introduction dans la Turquie d'Europe des réformes prévues par l'article xxiii du traité de Berlin en les basant sur le principe des nationalités ethniques » et « en en confiant l'application à un Conseil supérieur, composé de chrétiens et de musulmans en nombre égal, sous la surveillance des ambassadeurs des grandes puissances et des ministres des quatre Etats balkaniques à Constantinople ». De plus, ils exigeaient la démobilisation de la Turquie et, dans une note explicative, demandaient :

« 1° Confirmation de l'autonomie ethnique des nationalités de l'Empire avec toutes ses conséquences ;

« 2° Représentation proportionnée au Parlement ottoman de chaque nationalité ;

« 3° Admission des chrétiens à tous les emplois publics dans les provinces habitées par des chrétiens ;

« 4° Reconnaissance sur le pied d'égalité, avec les écoles ottomanes, des écoles de tout grade des communautés chrétiennes ;

« 5° Engagement par la Sublime-Porte de ne point tâcher de modifier le caractère ethnologique des provinces de l'Empire ottoman en y transplantant des populations musulmanes ;

« 6° Recrutement régional des chrétiens pour le service militaire avec

cadres chrétiens. Jusqu'à la conformation des cadres, suspension de l'enrôlement ;

« 7° Réorganisation de la gendarmerie par vilayets de la Turquie d'Europe sous le commandement effectif d'organiseurs suisses ou belges ;

« 8° Nomination, dans les vilayets habités aussi par des chrétiens, de Valis suisses ou belges, agréés par les puissances et assistés de Conseils généraux élus par les districts électoraux ;

« 9° Institution auprès du grand Vizirat d'un Conseil supérieur composé de chrétiens et de musulmans en nombre égal pour surveiller l'application de ces réformes. Les ambassadeurs des grandes puissances et les ministres des quatre Etats balkaniques auront mission de suivre le fonctionnement et les travaux de ce Conseil. »

La note était tout à fait provocatrice. Les Etats balkaniques demandaient la guerre. La Turquie, en acceptant une telle note, ne serait plus maîtresse chez elle. De plus, la Turquie avait grande confiance en sa force et en l'appui allemand. Le 15 octobre, elle signait à Ouchy un traité de paix avec l'Italie, qui gardait la Tripolitaine et la Cyrénaïque et provisoirement le Dodécanèse, jusqu'au moment où les bandes en Tripolitaine seraient disparues. La veille de ce traité, les députés crétois entraient à la Chambre des députés grecque. Le 17, l'Empire ottoman déclarait la guerre à la Bulgarie et à la Serbie et, le lendemain, la Grèce lui déclarait la guerre.

Ainsi, les Etats balkaniques, malgré la volonté de l'Europe entrant en guerre contre la Turquie, désiraient régler leurs affaires avec elle seuls. C'était une émancipation politique dans l'union qui porte toujours ses fruits, qui sont plus doux et plus beaux quand dans l'union existe toujours la foi et la confiance mutuelle.

§ VII. — Guerre turco-balkanique

VICTOIRE DES ALLIÉS ET LA POLITIQUE EUROPÉENNE. — RAPPROCHEMENT PLUS ÉTROIT GRÉCO-SERBE. — ARMISTICE DE TCHATALDJA. — CONFÉRENCE DE LONDRES. — INTERVENTION EUROPÉENNE. — CONTINUATION DE LA GUERRE, LA POLITIQUE D'EUROPE. — PROTOCOLE SERBO-GREC. — MÉDIATION EUROPÉENNE. — TRAITÉ DE LONDRES DU 17/30 MAI 1913.

Tandis que l'Europe ne croyait pas à la victoire des Etats balkaniques mais à leur écrasement par la force des Turcs, le contraire se produisait, une grande surprise était causée par les victoires rapides et éclatantes des chrétiens. L'Europe, qui préconisait le principe du maintien du *statu quo*

dans l'Empire ottoman, ne pouvait pas rester insensible devant le fait accompli. Le 31 octobre 1912, la France proposait : « d'inviter les puissances à s'entendre en vue d'une médiation entre la Turquie et les Etats balkaniques et de déclarer que cette médiation aurait pour base le désintéressement territorial de toutes les grandes puissances ».

« Il appartient aux hommes d'Etats de tous les pays, disait M. Asquith, d'accepter et d'organiser le fait accompli. La carte de l'Europe orientale doit être refondue. » Et le 10 novembre le même disait : « Il y a un point, je crois, sur lequel l'opinion générale de l'Europe est unanime, c'est que les vainqueurs ne seront pas dépouillés des fruits d'une victoire qui leur a coûté aussi cher. »

Le 2 novembre, M. Sazonoff, dans sa circulaire adressée aux représentants russes à l'étranger, exprimait l'idée que les territoires conquis par les alliés devaient leur appartenir en vertu du droit d'occupation.

Le 6 décembre 1912, M. Poincaré, exposant la politique française, déclarait : « Avant qu'eût éclaté le conflit dans les Balkans, nous avons fait tout ce qui dépendait de nous pour le prévenir et le conjurer. Dès qu'il est survenu, nous avons consacré tous nos efforts à le localiser.

« Aujourd'hui, après les événements accomplis, cette formule du *statu quo* sur laquelle s'étaient établis les premiers accords des puissances produit un peu l'effet d'un archaïsme. »

La Triple Entente n'était pas contente des victoires de l'union balkanique. Elle voyait un bouleversement dans ses desseins politiques, dans ses intérêts particuliers. Les Balkans, déjà, se présentaient comme un colosse devant les desseins de l'Autriche-Hongrie, la descente à Salonique lui échappait. Les intérêts économiques de l'Allemagne étaient en danger. L'Italie ne pouvait pas voir la Grèce maîtresse de l'Archipel et un pays s'agrandissant du côté de la mer Adriatique.

Malheureusement, depuis le lendemain de l'occupation par les troupes grecques de la ville de Salonique, le 9 novembre 1912, les Bulgares, qui rêvaient toujours à la plus grande Bulgarie, revendiquaient de leurs alliés la capitale de la Macédoine. Depuis que les Bulgares n'obtenaient pas une Bulgarie de San-Stefano, l'alliance balkanique commençait à s'ébranler par la discorde entre la Bulgarie et ses alliés, qui commençait à se jeter vers la Triplique, chose qui avait comme résultat le resserrement plus étroit des relations amicales gréco-serbes.

La guerre balkanique, à cause de ce résultat inattendu, menaçait la paix de toute l'Europe. Le 29 novembre, les Serbes occupaient Durazzo et Elbasan, l'Autriche concentrait des armées en Bosnie et Herzégovine, elle ne voulait pas que la Serbie occupe une partie de l'Albanie. Mais la situation devenait plus délicate lorsque les Monténégrins attaquaient Scutari. L'Au-

triche ne voulait pas que cette ville tombe dans leurs mains. Elle ne voulait pas, par la suite, que la Serbie ait accès à la mer Adriatique; elle préférait au contraire la création d'un Etat albanais autonome sous son influence; elle n'admettait pas que Trieste soit bloquée par un port serbe sur l'Adriatique. Le 31 décembre 1912, elle signait un accord avec l'Italie, confirmé par la Convention de Rome du 8 mai 1913, en s'engageant à organiser une Albanie indépendante avec des sphères d'influence autrichienne et italienne presque équivalentes.

La Turquie, épuisée, demandait, après ses démarches du 29 octobre près des puissances pour imposer au besoin un armistice aux belligérants et pour faire connaître leurs vues et celles du 5 novembre par lesquelles elle demandait « aux grandes puissances leur médiation collective en vue de la cessation immédiate des hostilités et de la fixation des conditions de paix, en s'adressant directement au roi Ferdinand, par Kamil Pacha, le 11 novembre 1912, l'ouverture de pourparlers immédiats par son intermédiaire. Le gouvernement du roi Ferdinand informait ses alliés, le 15 novembre, des propositions turques. Les négociations commencèrent entre les alliés. Cette manière de la Bulgarie de prendre une attitude pacifique avait pour but de tromper les Turcs, parce que le roi de la Bulgarie, soutenu par l'Autriche-Hongrie, qui voulait contrecarrer la diplomatie russe, désirait prendre Constantinople, et ainsi, le 17, les Bulgares engageaient la bataille de Tchataldja sans être vainqueurs.

Les Serbes et les Grecs voyant les ambitions bulgares qui voulaient, en dehors de Salonique, même Monastir, en faisant prévaloir le principe de la proportionnalité entre l'effort militaire et les profits à recevoir, se rapprochaient. Par un projet d'alliance, ils prenaient l'engagement de se prêter secours mutuellement avec la totalité de leurs forces armées et par tous les moyens dont ils disposaient durant la guerre actuelle et de ne conclure la paix que conjointement et d'accord. Ils se promettaient secours aussi en vue d'obtenir du gouvernement ottoman la réalisation des droits qui devaient appartenir aux nationalités grèque et serbe. Ils contractaient une alliance étroite pour le cas où ils viendraient à être attaqués dans l'avenir par la Turquie, ce qui pourrait se produire lorsqu'ils agiraient d'un commun accord auprès du gouvernement ottoman afin d'en obtenir l'amélioration du sort de leur congénères, qui se trouvaient encore sous la domination ottomane dans la Turquie d'Europe. Des privilèges étaient cités pour la reconnaissance de la part du patriarche aux églises serbes.

La Grèce prenait possession de la Crète en y envoyant comme gouverneur Jean Dragoumis.

Le 3 décembre 1912, l'armistice de Tchataldja était signé entre le généralissime turc et les délégués bulgares. Les Bulgares, qui n'avaient pas pu

gagner la bataille de Tchataldja et à cause de cela signaient l'armistice, n'avaient même pas consulté leurs alliés. Suivant l'article 1^{er}, les belligérants restaient sur leurs possessions ; les forteresses assiégées, suivant l'article 2, ne seraient pas ravitaillées et ne recevraient pas de munitions ; l'armée bulgare, suivant l'article 3, recevrait des ravitaillements et des munitions par la mer Noire et par Andrinople ; d'après l'article 4, les négociations de paix commenceraient le 16 décembre à Londres.

Tous les belligérants, excepté la Grèce, signaient l'armistice. Celle-ci voulait la reddition de la place de Yanina et la possession des îles de l'Archipel ; elle voulait maintenir le blocus des côtes de la Turquie pour empêcher le ravitaillement et le renforcement de l'armée turque.

Le 16 décembre commençait à Londres la conférence des plénipotentiaires des Etats balkaniques. Mais, tandis que les plénipotentiaires conféraient au palais Saint-James, le roi de Bulgarie, à l'insu de ses alliés et de son gouvernement, ouvrait des propositions à la Turquie pour conclure une paix séparée sans succès, parce que le roi n'admettait pas que la ville d'Andrinople reste turque.

La Grèce revendiquait les villes de Salonique, Voden, Kastoria et Koritza ; elle sacrifiait les villes de Monastir, Cavala, Drama, Guevgeli, pour avoir la ville de Serès ; elle résistait sur les prétentions bulgares sur l'île de Tassos, en soutenant que cette île suivrait le sort des autres îles de la mer Egée ; elle voulait, après le règlement des questions territoriales, « provoquer un accord sur une formule de garantie mutuelle et solidaire des territoires assignés à chacun des alliés. Pareille formule aurait le double avantage : 1^o De consolider les conquêtes et d'assurer aux quatre Etats un avenir libéré d'avanies, de querelles et de conflits ; 2^o De fournir une base solide au développement de l'amitié établie entre les alliés et scellée par le triomphe de leurs armes. »

La Grèce voulait aussi resserrer les liens entre les alliés par une confédération plus large avec la Roumanie et la Turquie. Si, à ces combinaisons de confédération, ses points de vue ne prévalaient pas, elle soutenait l'arbitrage obligatoire pour l'avenir entre les alliés, « sans aucune restriction et réserve, avec compétence de la Cour de La Haye, qui statuerait au moyen d'un tribunal comprenant un juge nommé par chacun des Etats en litige et un surarbitre, président désigné conformément aux règles de la Convention de La Haye de 1907 » ; de plus, elle préconisait une politique unique des « quatre » vers l'Europe d'entente et l'Europe d'alliance.

« Vous trouverez, disait sir Edward Grey, saluant les représentants des cinq puissances en ouvrant la Conférence, je l'espère, dans ce pays, une atmosphère de calme et d'impartialité qui sera favorable à votre œuvre. Vous serez en territoire neutre où il n'y aura d'autre politique que la

vôtre. » Territoire neutre, mais pas indifférent. Les peuples balkaniques avaient leur politique et leurs intérêts. L'Europe aussi, à cause de ses intérêts, avait sa politique de la question d'Orient, de la solution de laquelle dépendait leur avenir, leur prospérité économique, leur prestige politique, l'équilibre de forces. L'autriche, par sa politique, soutenait Ismaïl Kemal qui, le 29 novembre, proclamait à Valona l'autonomie albanaise sous un gouvernement provisoire. L'Italie, qui gardait le Dodécanèse, voulait une sphère d'influence sur l'Albanie. La Russie, qui soutenait une thèse contraire à celle de l'Autriche, voulait voir après la Turquie qu'elle seulement maîtresse de Constantinople. L'Angleterre, la France, troublées par la guerre italo-turque, par la possession insulaire italienne, par la pénétration de l'influence germanique dans l'Empire turc, dans l'Anatolie. La France, qui s'intéressait à ses intérêts économiques, ne voulait pas du tout que l'Autriche-Hongrie obtienne un régime économique privilégié dans les Balkans. L'Allemagne désirait le maintien d'une Turquie assez forte.

Les Etats balkaniques, conférant sur le sol d'une grande puissance, se mettaient tout près et directement sous la vigilance européenne. Dès le commencement de la conférence, les Turcs protestaient qu'il ne pouvaient pas discuter avec les plénipotentiaires grecs parce qu'ils n'avaient pas signé l'armistice. Les alliés se présentaient unis. Ils prétendaient négocier tous ensemble ou ne pas négocier. Le 23 décembre, la Turquie s'inclinait devant l'union des alliés qui demandait : 1° La cession des possessions de la Turquie d'Europe situées à l'ouest de la ligne de Rodesto au cap Malatra, y compris l'Albanie, dont le statut et les frontières seraient fixées ultérieurement, et à l'exclusion de la presqu'île de Gallipoli ; 2° Cession des îles de la mer Egée ; 3° Renoncement de la Turquie aux droits qu'elle possédait sur l'île de Crète.

Le 28 décembre, la Turquie proposait :

« 1° Vilayet d'Andrinople. — En ce qui concerne le vilayet d'Andrinople, le gouvernement ottoman ne peut envisager la possibilité d'aucun changement territorial ou administratif, c'est-à-dire le maintien pur et simple du *statu quo* d'avant la guerre.

« 2° Macédoine. — Le Gouvernement ottoman consent à accorder à la Macédoine de très larges réformes. Cette province sera constituée en province autonome sous la souveraineté du Sultan et sous le contrôle direct d'un prince chrétien choisi parmi les familles régnantes d'un Etat neutre et autant que possible protestant. Ce prince sera désigné par les alliés et approuvé par la Porte.

« 3° Albanie. — L'Albanie, c'est-à-dire tout le reste de la Turquie d'Europe, sera également pourvue de réformes. Cette province sera placée sous le contrôle d'un prince de la famille impériale ottomane.

« 4° Crète. — Cette île, ayant été placée sous le contrôle et la garantie des grandes puissances, il n'appartient pas aux alliés de statuer sur son sort. C'est une question à régler entre l'Europe et la Turquie.

« 5° Les îles de la mer Egée. — Les îles faisant partie de l'Anatolie, leur cession ne saurait être un instant envisagée. »

Les propositions ne pouvaient être acceptées par les alliés. La Turquie ne cédait ni territoire ni ne parlait d'une indemnité de guerre. Elle préconisait des réformes dont l'époque était passée et, après une guerre malheureuse, elle était obligée de faire des sacrifices territoriaux et économiques.

Le 1^{er} janvier 1913, les Turcs confiaient à l'Europe l'établissement du statut d'après guerre et la délimitation des frontières d'une Albanie autonome. Ils résistaient sur les îles d'Egée et sur Andrinople. Le 3 janvier, les propositions turques se faisaient plus généreuses, Les Turcs abandonnaient une partie du vilayet d'Andrinople sans abandonner la ville. Le 6, les Turcs insistaient encore sur Andrinople et les îles de la mer Egée tout en abandonnant l'Albanie, la Macédoine, l'Epire et la Crète. Les alliés suspendaient les travaux de la conférence.

Les puissances, en même temps que fonctionnait la Conférence, tenaient une Assemblée des ambassadeurs.

Leur but était de prévoir, maintenir la paix et de prévenir tout ce qui pouvait se produire à cause de la mauvaise situation politique entre la Russie et l'Autriche-Hongrie. Elles intervenaient auprès de la Porte en lui adressant, le 17 janvier 1913, une note : « Les grandes puissances, disaient-elles, conseillent collectivement au gouvernement impérial : 1° de consentir à la cession de la ville d'Andrinople aux Etats balkaniques ; 2° de s'en remettre aux puissances du soin de statuer sur le sort des îles de la mer Egée. »

Le 22 janvier 1913, le Conseil extraordinaire de Dolma-Baghtché décidait d'accepter la note des puissances. Le 23, les Jeunes Turcs, renversaient le cabinet de Kiamil-Pacha et prenaient le pouvoir. Mahmoud-Chewket-Pacha ne répondait pas à la note des puissances. Le 29 janvier, les plénipotentiaires des Etats balkaniques remettaient à la Porte la note : « Les plénipotentiaires des Etats alliés ayant, depuis la suspension des travaux de la conférence, attendu en vain, pendant trois semaines, la réponse des plénipotentiaires ottomans à leurs dernières demandes, et les événements survenus à Constantinople leur paraissant

écarter l'espoir d'arriver à la conclusion de la paix, se voient, à leur grand regret, obligés de déclarer que les négociations entamées à Londres, le 16 décembre dernier, sont rompues. »

Le 1^{er} février, le Gouvernement turc acceptait complètement la note des puissances en leur remettant le sort de la ville d'Andrinople, en voulant garder seulement la partie de la ville située sur la rive gauche de la Maritza. Il leur remettait les îles en proposant de prendre en considération la défense de Constantinople et la sécurité de l'Asie-Mineure. C'était trop tard, le 3 février, l'armistice était dénoncé et la guerre recommençait. Les Grecs prenaient, le 6 mars, Yanina. Le 18, leur roi était assassiné à Salonique. Les Bulgares, avec l'aide des Serbes, le 26, occupaient Andrinople. La ville de Scutari était bien assiégée par les Monténégrins.

La situation internationale devenait plus aigüe. L'Allemagne faisait des préparatifs militaires. L'Autriche-Hongrie ne désirait pas que Scutari soit monténégrin, ce qui aurait comme conséquence l'accès à la mer Adriatique de la Serbie. Elle soutenait sa thèse en invoquant le principe du voisinage. Elle ne voulait pas non plus une Albanie autonome ou indépendante, ce qui était agréable à l'Italie. L'Italie, qui invoquait le principe des nationalités, ne laissait pas les habitants des îles du Dodécannèse exprimer librement leur désir d'union à la Grèce. Cette puissance, dont le premier ministre Giolitti, à l'occasion du traité de Lausanne, répondant au député Bissolati, disait : « L'Italie n'avait jamais songé à annexer les îles de l'Egée et à créer ainsi un irrédentisme incompatible avec ses propres traditions. Son occupation a été purement militaire... Elle n'occupe pas ces îles pour le compte de la Turquie ; elle n'a aucun engagement secret de ce genre. Si le traité de paix à intervenir entre la Turquie et la Grèce devait décider la remise de ces îles à cette dernière puissance, le Gouvernement italien se conformerait à cette stipulation. Si le sort des îles est soumis à l'Europe, l'Italie fera entendre sa voix en pleine liberté. » Mais les choses avaient changé depuis, et, le 23 février 1913, le marquis di San Giuliano, ministre des Affaires étrangères, indiquant les bases de rapport de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie dans la Méditerranée, disait : « La Méditerranée n'est plus aujourd'hui, comme dans l'antiquité gréco-romaine, le centre unique de la civilisation, mais son importance mondiale n'est pas diminuée pour cela. Au contraire, la Méditerranée étant devenue le centre et le croisement des communications entre l'Europe, tous les océans et tous les continents, son importance, à ce point de vue, a augmenté ; personne n'a plus aujourd'hui ni n'aura jamais le droit de l'appeler « mare nostrum ». Elle est et doit rester la libre voie des nations ; aucune ne peut ni de doit en avoir la maîtrise, toutes doivent en avoir la jouissance et, parmi les puissances, une des premières places a été conquise et sera gardée par

l'Italie. Le peuple de Kalymnos répondait, en proclamant dans l'Eglise de Jésus-Christ, son annexion à l'Etat grec.

La conséquence logique était donc qu'il y avait une opposition à cette politique de la Triple Alliance, la politique de la France, de l'Angleterre et de la Russie, c'est-à-dire de la Triple Entente qui soutenait les intérêts gréco-serbes d'une manière plus précise, parce que, notamment, la Bulgarie se rangeait du côté de la Triple Alliance.

Le 22 avril/5 mai 1913 était signé à Athènes, entre Coromilas et Boschkovitch, un protocole gréco-serbe par lequel les deux Etats s'engageaient à signer, dans un délai de vingt jours, un traité d'amitié et d'alliance. Les deux pays, devant les exigences extraordinaires de la Bulgarie accompagnées de menaces, sentaient le besoin de se défendre à un moment où la Bulgarie menaçait de devenir maîtresse de toute la Macédoine. Suivant ce protocole, les deux gouvernements s'engageaient à se prêter mutuellement aide pour avoir des frontières communes à l'ouest du fleuve Axios (Vardar) ; à ce que la délimitation des frontières ait comme base l'occupation effective en ce qui concerne les frontières gréco-serbes, gréco-bulgares, serbo-bulgares ; à marcher d'accord, à se prêter une aide constante dans les négociations au sujet du partage des territoires cédés par la Turquie et à soutenir les lignes des frontières indiquées dans le protocole, c'est-à-dire, en ce qui concernait la frontière gréco-serbe, la direction générale était : « De la chaîne de Kameņa Planina (Kamna) qui délimite le haut Schkoumbi, au sud-ouest du lac d'Ochrida, la ligne contournera ce lac au sud, atteindra la rive ouest du lac de Prespa, au village Kousko, et, traversant le lac, arrivera à Dolni Dupliani sur la rive est ; de là, elle passera dans la direction de l'est, près de Rahmanli, suivra la ligne de partage des eaux entre la rivière Erigon (Tscherna) et la Moglénica et atteindra le fleuve Axios (Vardar) jusqu'au confluent de la rivière Brégálnitza, qu'elle remontera vers un point de l'ancienne frontière turco-bulgare. » En ce qui concernait les frontières gréco-bulgares, la ligne « passera au sud de Kilkitch, au nord de Nigrith, par Orliako, et de là, par le lac d'Achinos (Tachinos) et la rivière Angitis (Anghista), descendra sur la mer un peu à l'est du port d'Eleuthérai ». Par ce protocole, les deux gouvernements étaient d'accord que dans le cas d'un désaccord avec la Bulgarie, au sujet de la délimitation des frontières des deux parties, ils proposeraient à la Bulgarie la médiation ou l'arbitrage ; au cas où celle-ci refuserait ces moyens pacifiques, ils s'engageaient, « afin d'assurer l'intégrité de leurs possessions, à se prêter secours militairement et à ne conclure la paix que conjointement et d'accord ». Le protocole prévoyait encore la conclusion d'une convention militaire pour la défense « au cas où l'un des deux Etats, sans provocation de sa part, viendrait à être attaqué par

une tierce puissance ». Le Gouvernement grec s'engageait « à garantir pour trente ans la pleine liberté du commerce d'exportation et d'importation serbe par le port de Salonique et les lignes de chemin de fer de Salonique vers Uskub et Monastir ».

La Turquie perdait toujours du terrain. Vers la fin du mois de février, elle acceptait la cession d'Andrinople aux alliés, la remise des îles de la mer Egée aux puissances. L'Europe, pour accepter la médiation demandée par la Turquie, lui exigeait d'accepter comme base des négociations la ligne de Rodosto au cap Malatra à l'exception de la presqu'île de Gallipoli, qui resterait turque, en cédant ainsi ses territoires, avec Andrinople et Scutari, aux puissances comme aussi les îles de la mer Egée, de se désintéresser complètement de l'île de Crète, d'accepter en principe une indemnité de guerre, la non-interruption de la guerre. La Turquie, devant les progrès des alliés, acquiesçait.

Le 23 mars, les puissances proposaient aux alliés les bases de leur médiation : cession des territoires situés à l'ouest de la ligne Enos-Midia aux puissances, à l'exception de l'Albanie, dont les limites et le régime seraient fixées par elles ; le règlement par elles du régime des îles de l'Egée ; désintéressement complet de la Turquie sur l'île de Crète. En ce qui concernait l'indemnité, elles invitaient les alliés à prendre part aux discussions de la commission internationale, dont la Turquie ferait partie, pour le règlement de leur participation à la dette ottomane et aux charges financières qui leur seraient attribuées.

Les alliés, devant cette situation, restaient très sceptiques. Si la Turquie cédait les territoires à l'ouest de la ligne Enos-Midia, il y avait toujours des querelles entre les alliés et notamment devant les exigences de la Bulgarie et les intérêts particuliers de l'Europe. La Grèce et la Serbie, en plus, s'inquiétaient des limites de l'Albanie et spécialement la Grèce, qui avait tant de congénères dans ce pays, et à cause de la politique autrichienne, qui n'admettait pas un accès à la mer Adriatique de la Serbie, la jetait vers la Macédoine, le domaine national grec ; et de la politique italienne qui ne voulait pas laisser la possession du Dodécanèse et qui, pour bien s'y installer, prétendait donner ces îles à la Turquie ; de plus, la Grèce s'inquiétait du sort des autres îles de la mer Egée ; le vrai espoir de la Grèce était qu'elle voyait en bon chemin l'annexion de l'île de Crète, tout en ayant peur que cette annexion soit considérée comme un produit de la guerre balkanique en l'obligeant ainsi à faire d'autre part des sacrifices. La Grèce, à ce moment, cherchait des appuis dans les deux groupes des puissances.

Le 21 avril, les alliés acceptaient les bases des préliminaires. Le lendemain, Scutari tombait aux mains des Monténégrins. Le 17/30 mai était

signé, à Londres, le traité de paix entre la Grèce, la Bulgarie, le Monténégro, la Serbie et la Turquie. La Turquie cédait aux alliés tous les territoires de son Empire situés à l'ouest de la ligne Enos-Midia, à l'exception de l'Albanie. Les contractants remettaient le soin aux « Six » de régler la délimitation des frontières de l'Albanie et toutes questions concernant ce pays. La Turquie cédait aux alliés l'île de Crète en renonçant au droit de souveraineté et autres qu'elle possédait. Les alliés et la Turquie confiaient aux « six » le soin de statuer sur le sort de toutes les îles ottomanes de la mer Egée, l'île de Crète exceptée, et de la péninsule du Mont Athos ; le soin de régler les questions d'ordre financier résultant de l'état de guerre, et des cessions territoriales à la Commission internationale de Paris, à laquelle leurs représentants étaient délégués.

Dans ce traité la Turquie ne restait qu'avec Constantinople et la presqu'île de Gallipoli, mais néanmoins dans l'Europe. Par ce traité, les différends entre les alliés et la Turquie étaient réglés et il ne restait plus que l'arrangement entre les alliés.

§ VIII. — Guerre inter-balkanique

TRAITÉ GRÉCO-SERBE DU 19 MAI/1^{er} JUIN 1913. — CONVENTION MILITAIRE GRÉCO-SERBE. — LE DIFFÉREND SERBO-BULGARE. — AMBITIONS BULGARES ; INTERVENTION RUSSE. — DÉFAITE BULGARE. — INTERVENTIONS RUSSE, EUROPÉENNE, ROUMAINE. — PRÉLIMINAIRES DE LA PAIX. — TRAITÉ DE BUCAREST DU 28 JUILLET/10 AOUT 1913.

En exécution du protocole du 22 avril/5 mai 1913, qui prévoyait la conclusion d'un traité d'amitié et d'alliance défensive dans un délai de vingt jours, une « alliance de paix, d'amitié et de protection réciproque » était signée entre l'Etat grec et l'Etat serbe le 19 mai/1^{er} juin 1913. C'était un traité d'un caractère défensif. Les deux parties le concluaient pour veiller à la sécurité de leur peuple, à la tranquillité de leur royaume, pour conserver une paix durable. Par l'article 1^{er}, les contractants prenaient l'engagement d'une garantie mutuelle de leurs possessions, d'un secours avec l'ensemble de leurs forces en cas où l'un, sans être le provoquant, viendrait à être attaqué, et l'engagement d'une conclusion de paix conjointement et d'accord.

Par l'article 2, les parties s'engageaient à soutenir l'un les revendications de l'autre au partage des territoires conquis et de n'entrer dans aucune entente particulière avec la Bulgarie.

L'article 3 déterminait leur accord sur la limitation de leurs frontières, comme d'ailleurs c'était prévu à l'article 2 du protocole Il était stipulé qu'il était de leur intérêt vital « que nul autre Etat ne s'interpose dans leurs possessions respectives à l'ouest du fleuve Axios (Vardar) » et qu'ils se prêteraient mutuellement aide, afin que la Grèce et la Serbie aient une frontière commune ; cette frontière, basée sur les principes de l'occupation effective, partirait du plus haut sommet de la chaîne de Kamna, délimitant le bassin du haut Schkoumbli, contournerait le lac Achris (Ochrida), atteindrait la rive ouest du lac de Prespa, au village de Kousko, et la rive est au bas Dupliani (Dolni Dupliani), passerait près de Bahmanli, suivrait la ligne du partage des eaux entre la rivière Erigon (Tscherna) et la Moglérina et atteindrait le fleuve Axios (Vardar) à trois kilomètres environ au sud de Ghévghéli.

L'article 4 délimitait les frontières gréco-bulgares et serbo-bulgares en se basant sur le principe de l'occupation effective et de l'équilibre entre les trois Etats.

L'article 5 était l'équivalent de l'article 4 du protocole ; il prévoyait, en cas de désaccord avec la Bulgarie et le non-arrangement à l'amiable, la médiation ou l'arbitrage des souverains des puissances de la Triple-Entente ou des chefs d'autres Etats. En cas du refus bulgare et d'une attitude menaçante de la part de la Bulgarie, les parties s'engageaient à se prêter réciproquement secours avec la totalité de leurs forces armées et à ne conclure la paix que conjointement et d'accord.

L'article 6 prévoyait la conclusion d'une convention militaire dans le plus bref délai possible.

L'article 7, correspondant au même article du protocole, obligeait le Roi des Hellènes « à ce que son gouvernement donne toutes les facilités nécessaires et garantisse, pour une période de cinquante ans, la pleine liberté du commerce d'exportation et d'importation serbe par le port de Salonique et les lignes des chemins de fer de Salonique vers Skopia et Monastir. Cette liberté sera aussi large que possible, pourvu seulement qu'elle soit compatible avec l'exercice plein et entier de la souveraineté hellénique ». Il prévoyait une convention spéciale pour les détails de son application.

L'article 8 prévoyait l'entente des états-majors des deux pays pour l'augmentation des forces militaires de chacun pour la résolution des questions de la guerre existante.

L'article 9 préconisait une convention douanière « dans le but de resserrer étroitement les rapports commerciaux et économiques ».

L'article 10 mettait le traité en vigueur aussitôt après la signature, il ne pourrait pas être dénoncé avant l'expiration de dix années.

L'article 11 consacrait le secret du traité.

Les ratifications étaient échangées à Athènes le 8/21 juin 1913.

Les deux pays avaient conclu une convention militaire le 1^{er}/14 mai 1913 qui avait été remplacée par celle du 19 mai/1^{er} juin 1913, ratifiée le même jour que le traité.

L'article 1^{er} de cette convention était ainsi libellé : « En cas de guerre entre l'un des deux Etats alliés et une tierce puissance, engagée dans les circonstances prévues au traité d'alliance entre la Grèce et la Serbie ou en cas d'une attaque à l'improviste de masses importantes — au moins deux divisions — de l'armée bulgare contre l'armée grecque ou l'armée serbe, les deux Etats grec et serbe se promettent un appui militaire mutuel, la Grèce par toutes ses forces militaires de terre et de mer et la Serbie par toutes ses forces de terre. »

L'article 2 était ainsi conçu : « Au commencement des hostilités, à quel moment qu'elles commencent, la Grèce est obligée d'avoir une armée de 90.000 combattants, concentrée dans la région entre le mont Pangaion, Salonique et Gouménitsa, et la Serbie une armée de 150.000 combattants, concentrée dans la région Ghévghéli, Veless (Kioprulu) Koumanovo, Pirot. En outre, la Grèce est obligée d'avoir en même temps sa flotte dans la mer Egée, prête à entrer en action. »

L'article 3 obligeait les contractants de transporter dans la zone d'opérations le reste de leurs forces militaires aussitôt qu'elles seraient disponibles.

L'article 4 prévoyait : la non-diminution des forces militaires sans aucune convention par écrit de leurs états-majors ; la fixation du nombre des forces par les deux états-majors au cas où l'une des deux parties en guerre avec une tierce puissance serait attaquée par la Bulgarie.

L'article 5 prévoyait la libération des obligations au cas où l'une des deux parties déclarerait la guerre contre la Bulgarie ou contre une autre puissance, sans accord préalable et le consentement de l'autre partie qui devait maintenir une neutralité bienveillante. La Grèce, pour protéger sa neutralité, devait mobiliser sur son territoire au moins 40.000 combattants, la Serbie au moins 50.000.

L'article 6 prévoyait un plan d'opération commune contre la Bulgarie.

L'article 7 contenait que quelle que soit la marche des opérations et l'occupation militaire des territoires, la Grèce avait « le droit d'occuper définitivement et annexer le pays situé au sud et à l'est de la ligne qui, partant d'un point sur le Vardar immédiatement au nord de Sehovo, passe entre les villages Bogoroditsa et Mazucovo, puis par la crête entre les villages Selimli et Dautli, se dirige vers les côtes 585 227, traverse le lac en se dirigeant vers la côte 208 et puis vers les côtes 397, 1494, ligne de faite

du mont Bélès, sommet à 1.800 mètres au nord-ouest de Karakioï, jusqu'à la côte 2.194 (Pérelík).

La Serbie avait le droit d'occuper définitivement et d'annexer le pays situé au nord et nord-ouest de ladite ligne.

La Grèce concède que la Serbie occupe une zone de territoires d'une largeur de dix kilomètres, située sur la rive gauche de Nestos-Mesta (Karassou), au nord de Xanthi et à l'est de Buru-Golú. La Serbie, d'autre part, s'engage à laisser libre passage à la Grèce à travers cette zone et déclare qu'elle reconnaît l'influence de la Grèce sur tous les territoires situés à l'est de cette zone, et reconnaît n'y avoir aucune prétention.

L'article 8 prévoyait le secours mutuel au cas où l'une des deux armées ne pourrait pas arriver à son but définitif.

L'article 9 liait les contractants à ne pas conclure un armistice d'une durée supérieure à vingt-quatre heures sans un accord commun par écrit.

L'article 10 réglait les droits et privilèges de l'armée d'une des deux sur le territoire de l'autre.

L'article 11 réglait le partage proportionnel en cas de butin de guerre d'un combat commun.

L'article 12 stipulait que la convention était valable tant que le traité était valable.

Le même jour, une déclaration confidentielle était annexée au traité. Elle divisait l'Albanie en une sphère d'influence grecque et une autre d'influence serbe. Les deux parties décidaient « que les territoires situés au nord d'une ligne partant de l'embouchure du fleuve Semené, suivant ce fleuve jusqu'au confluent du Devoli, et prenant de là les hauteurs les plus proches de la rive droite de cette rivière, jusqu'à la chaîne de Kamna (au sud du lac d'Ochrida) appartiendront à la sphère d'influence serbe. Les territoires situés au sud de cette ligne appartiendront à la sphère d'influence grecque ».

La Grèce et la Serbie concluaient donc un traité d'alliance d'un caractère défensif et une convention militaire. De l'ensemble des stipulations, nous voyons que c'était la Serbie qui imposait plutôt ses volontés à la Grèce. Devant le péril bulgare et devant la menace serbe, que la Bulgarie acceptait de conclure avec la Serbie un traité, qui engagerait les parties d'une aide militaire en cas d'une attaque par une tierce puissance, la Grèce était obligée d'accepter la condition de l'appui militaire en cas d'une guerre défensive contre « une tierce puissance » ; par conséquent il s'agissait d'un accord, qui s'il tournait spécialement contre la Bulgarie, étendait son application réciproque en cas d'une attaque d'une des parties par une quelconque tierce puissance en prenant de ce côté une étendue générale.

L'attitude de la Bulgarie, qui obligeait la Grèce à s'engager à des obligations exorbitantes, avait comme conséquence la guerre inter-balkanique,

malgré que la Serbie et la Bulgarie étaient engagées d'avance sur le partage des territoires après la victoire commune. L'article 2, en réalité, de l'annexe secrète du traité serbo-bulgare du 13 mars 1913, divisait les territoires à partager en une zone incontestée serbe située au nord et à l'ouest du Char-Planina, en une zone incontestée bulgare située au delà de la ligne Mon-Galem-Ochrida et à la zone contestée située entre la ligne Mon-Galem-Ochrida et la ligne Char-Planina-Vrania qui devait être partagée après l'arbitrage du Tsar. On croyait que si des difficultés surgissaient entre les Alliés, ce serait du côté grec, puisque la Grèce n'avait conclu aucune convention de partage des territoires après une victoire avec ses alliés. Malheureusement, les ambitions bulgares étaient telles, s'appuyant sur le principe de la proportionnalité de la force dans la victoire commune, que les engagements de partage devenaient inutiles. La Bulgarie voulait l'hégémonie dans les Balkans. Dans un manuel de propagande « Le Camarade du Soldat », on voyait les ambitions bulgares s'étendre sur Nich, Prizrend, Uskub, Monastir, Sérès, Gumuldjina, Andrinople, sur la Dobrountza jusqu'à Galatz, sur Salonique, les îles de la mer Egée et l'île de Thassos.

Dès le 23 janvier 1913, M. Pachitch demandait une rectification sur la frontière commune entre Serbes et Bulgares et, le 1^{er} février, mettait officiellement la question des compensations non prévues dans le traité d'alliance. La Serbie soutenait que le traité n'avait pas prévu l'autonomie forcée de l'Albanie qui obligeait ainsi la Serbie à se jeter vers la Macédoine, les acquisitions bulgares en Thrace; que la Bulgarie n'avait pas fourni à la Serbie les 100.000 hommes sur le champ de bataille de Vardar, au contraire la Serbie, sans être astreinte, avait aidé les Bulgares avec deux divisions et son artillerie lourde à battre les Turcs et à avoir Andrinople; qu'elle recommençait la guerre avec la Turquie sans que ce soit son intérêt; que les Bulgares, malgré la stipulation de l'article 7, paragraphe 2 du traité d'alliance qu'« une entente préalable sera de même nécessaire pour l'administration d'un tiers Etat dans l'alliance, avait fait des alliances avec les Grecs et les Monténégrins sans cette entente préalable ».

A cette argumentation, les Bulgares répondaient qu'ils n'avaient pas violé le traité d'alliance; que l'article 2 prévoyait le démembrement de toute la Turquie d'Europe; qu'ils regrettaient l'éloignement de la Serbie du littoral adriatique et ce fait ne jouait aucun rôle aux droits réciproques, parce que le traité n'imposait pas aux parties de garder à tout prix le littoral adriatique; que si la Serbie était éloignée de l'Adriatique, la Bulgarie aussi était obligée d'abandonner ses possessions avancées non loin de Constantinople et évacuer le littoral de la mer de Marmara pour accepter la ligne des frontières Enos-Midia; qu'ils étaient obligés de donner la ville de Silistrie à la Roumanie. Les Bulgares invoquaient encore la modification

de la convention militaire par l'arrangement de Varna du 19 juin 1912 « dans l'hypothèse où la principale armée turque sera concentrée dans la région d'Uskub, Kumanovo, Kiatovo, Kotchani, Velès, une armée bulgare de trois divisions fournira l'aile gauche des troupes alliées avec la mission d'opérer contre l'aile droite, et par celui de Sofia du 13 septembre 1912 » ; et par celui de Sofia du 15 septembre 1912, paragraphe 2 : « La totalité de l'armée bulgare opérera dans la vallée de la Maritza en détachant une division au début des opérations sur la ligne Kustendil-Doupnitza », arrangements qui faisaient partie du traité d'alliance et qu'en s'y conformant ils avaient donné aux Serbes la division prévue. A l'argument de l'aide des Serbes devant Andrinople, ils invoquaient l'article 7 de l'arrangement du 19 juin : « Si la situation exige le renforcement des troupes bulgares sur le théâtre d'opérations de la Maritza et si, pour le théâtre d'opérations sur Vardar, toutes les troupes ci-dessus énumérées ne sont point indispensables, les unités nécessaires seront transportées de ces derniers théâtres d'opérations sur celui de la Maritza » ; qu'ils avaient proposé aux Serbes de les indemniser pécuniairement pour leur aide ; que leur entente avec les Grecs et les Monténégrins était également pour le bénéfice des Serbes et ils demandaient l'application du traité du 13 mars. En vérité, les Bulgares, attachés au char de l'Autriche et avec un roi trop ambitieux, cherchaient la réalisation de la Grande Bulgarie ; ils s'appuyaient sur les traités parce que cela était leur intérêt, mais ils refusaient l'arbitrage du Tsar prévu par l'article 4 de l'annexe secrète du traité : « Tout différend qui surgirait touchant l'interprétation et l'exécution d'une quelconque des clauses du traité, de la présente annexe secrète et de la convention militaire, sera soumis à la décision définitive de la Russie, dès lors que l'une des deux parties aura déclaré qu'elle estime impossible une entente par des pourparlers directs. » Une idée des dispositions bulgares peut être donnée par la dépêche du général Savoff du 10 mai 1913 au roi Ferdinand dans laquelle il disait qu'il faudrait à tout prix faire la paix avec la Turquie ; par celle du 19 mai au président du Conseil dans laquelle il disait que : « La guerre avec les Serbes et les Grecs est inévitable, que l'heure pour l'hégémonie dans les Balkans était la présente et qu'une guerre victorieuse tranchera définitivement cette question de l'hégémonie en notre faveur, qu'il faudrait user de toutes les ruses et de tous les moyens pour arriver, tout en déclinant la responsabilité de la guerre, à un conflit armé avec les alliés... Nous commettrions une faute irréparable si nous laissions échapper l'occasion favorable qui s'offre à nous. D'après les informations que je possède sur nos opérations futures, dans quatre jours au plus, les Grecs se trouveront dans la nécessité de rompre avec les Serbes et nous demanderont une paix séparée afin d'échapper à la défaite. Alors, tout notre effort pourra

être dirigé contre la Serbie. L'armée serbe ne pourra sur aucun point résister aux attaques de nos puissantes colonnes. » Dans celle du 27 mai, dans laquelle le même général disait au président du Conseil bulgare que l'Europe était divisée en Triple-Alliance et en Triple-Entente : « La victoire restera au groupe qui aura la Bulgarie à ses côtés. » « La Bulgarie, continuait-il dans la dépêche, territorialement augmentée, pourra donner quatorze à quinze corps d'armée éprouvés, jouissant d'une réputation conquise sur le champ de bataille, tandis que les Serbes et les Grecs ne sont et ne seront dans l'avenir à aucun moment davantage en mesure de lui opposer une armée égale quant au nombre et à la valeur militaire des hommes. » Et, en continuant, il disait que celui des deux groupes auquel la Bulgarie se rallierait serait le plus fort ; il trouvait la Triple-Alliance plus forte et elle resterait comme telle, même si la Serbie et la Grèce se joignaient à la Triple-Entente ; « Cette situation nous donne, disait-il, des arguments irréfutables pour exiger que nos droits, dans la question de délimitation, soient respectés. Il est utile de convaincre les Russes et les Français, tant par la parole que par l'action, que nous sommes absolument décidés à aller jusqu'au bout si nous n'obtenons pas gain de cause.

« En tenant compte de tout cela je me permets encore une fois de supplier le plus énergiquement possible que l'on signe vendredi la paix séparée avec les Turcs, si jusqu'à ce jour elle n'a pas été signée également par les alliés. Certaines puissances ne seront pas satisfaites, mais nous pouvons être certains que la peur seule de nous vouloir leur échapper les obligera à baisser le ton. Si, après la signature de cette paix séparée avec les Turcs, nous réussissons à jeter encore une division sur la Macédoine, face aux Serbes, ceux-ci, de même que les Grecs, se retireront dans leurs trous de souris. Et les puissances, leurs garants, se hâteront de conseiller aux Serbes de nous donner satisfaction afin d'éviter la guerre avec la Serbie et afin de conserver nos sympathies. Tel est le véritable chemin qui mène à la réalisation de nos prétentions. Tout autre nous conduirait à la désagrégation de nos droits en Macédoine, ce qui provoquerait, après la démobilisation, un vif mécontentement dans le peuple, lequel, s'il se développait, pourrait atteindre la forme la plus grave. Je l'affirme, parce que je vois ce qui se passe dans les rangs de l'armée qui, il ne faut pas l'oublier, représente dans les temps présents la nation bulgare tout entière. Si l'on n'y prend garde, il se peut que plus tard, à la place d'une évolution pacifique et séparatrice, le gouvernement trouve le désordre qui pourra le désagréger, et c'est ce que désirent en somme nos ennemis. »

Avec des idées pareilles, il était très difficile que la Bulgarie se mette d'accord avec ses alliés ; tout au contraire, ce pays étant dirigé par l'armée et ayant à sa tête un roi si ambitieux et chef de son armée, il cherchait à conclure une paix séparée avec les Turcs sans ses alliés pour les battre

par la suite, comme il espérait assez facilement. Le nouveau mouvement de l'armée bulgare contre ses alliés se dessinait et les efforts du Tsar, pour intervenir comme arbitre suivant le traité serbo-bulgare, devenaient vains.

Par la note russe du 28 avril 1913, le gouvernement du Tsar montrait au gouvernement bulgare les conséquences fâcheuses qui pouvaient résulter d'une guerre entre les Bulgares et ses alliés ; le danger de le voir, contre la Bulgarie, la Roumanie, même la Turquie, en lui disant qu'il resterait après la guerre un « spectateur inactif », en préconisant une entrevue entre M. Ghéchoff et M. Venizelos et entre M. Ghéchoff et M. Pachitch.

Le 20 mai 1913, le Gouvernement bulgare recevait communication de la lettre du 3/16 mai 1913 de M. Sazonoff adressée au ministre russe à Sofia. Dans cette lettre, la Russie prenait en considération le point de vue serbe en rappelant à la Bulgarie l'aide serbe qui avait été guidée par une connaissance très approfondie de la connexion des intérêts des deux pays slaves. Elle conseillait à la Bulgarie la sagesse et de ne pas compromettre son hégémonie pour une bagatelle. Elle lui montrait le danger qu'elle courait si ses alliés et voisins se liguèrent contre elle. Elle lui conseillait de l'écouter et de ne pas donner oreille aux « faux amis » et accepter des modifications au traité. Ces conseils ne recevaient aucun écho et notamment depuis ce moment l'éloignement entre ces deux Etats progressait de jour en jour. L'influence autrichienne prédominait en Bulgarie. L'opinion publique, la presse, le roi, le général Savoff, les officiers, les comités andrino-macédoniens, étaient hostiles à la Russie.

La Grèce, quoique n'étant pas liée par un traité, acceptait l'arbitrage. La Serbie acceptait un arbitrage illimité, la Bulgarie un arbitrage se bornant à la zone contestée. Sous l'impulsion russe, MM. Ghéchoff, même démissionnaire, et Pachitch se rencontraient à Tzaribord le 1^{er} juin et se mettaient d'accord sur le principe d'une réunion des quatre présidents du Conseil des alliés. Le Tsar, dans un télégramme aux rois bulgare et serbe, exprimait sa joie pour la prochaine rencontre des présidents du Conseil. Il les engageait à faire régler leur différend par l'arbitrage de la Russie et il déclarait « que la puissance qui la première engagera les hostilités aura à en répondre devant la cause slave et je me réserve liberté entière quant à l'attitude que prendra la Russie en présence des résultats éventuels d'une guerre aussi criminelle ». Les peuples balkaniques, au lieu de démobiliser, faisaient de nouveaux préparatifs. A cette époque la Russie voulait unir les Slaves, tandis que l'Autriche germanique la contrecarrait avec l'appui qu'elle donnait à la Bulgarie en la poussant à la guerre contre ses alliés.

La Serbie et la Grèce tâchaient d'obtenir l'alliance de la Roumanie, qui a chaque moment se dérobaient. Elle ne voulait pas que la Bulgarie sache qu'une alliance était conclue contre elle, parce qu'elle serait obligée de

faire des concessions, sans avoir un profit à une époque qui lui paraissait favorable d'obtenir gain de cause en ce qui concerne la question de Silistrie. Elle souhaitait une guerre contre la Bulgarie pour l'empêcher de conquérir l'hégémonie sur les Balkans et parce qu'elle ne se contentait pas des résultats obtenus à la conférence de Saint-Petersbourg le 15 avril 1913, c'est-à-dire de la ville de Silistrie et d'une frontière à trois kilomètres de distance. Elle préconisait une politique de circonstances, une politique d'attente. La Russie soutenait la politique de démobilisation. La Grèce et la Serbie acceptaient, tandis que la Bulgarie ne répondait pas. Depuis le 6 juin, M. Daneff, l'homme de guerre, était au pouvoir à Sofia. Il s'opposait à la réunion des quatre présidents du Conseil à Sofia. Le Tsar continuait toujours à conseiller la Bulgarie. Par sa dépêche du 16-8 juin 1913 aux rois de Bulgarie et de Serbie, il les invitait à résoudre leurs différends, en application du traité, par l'arbitrage, en déclarant que le premier qui engagerait les hostilités « aura à en répondre devant la cause slave ». Malgré les démarches ultérieures, tout devenait impossible pour éviter la guerre. Ferdinand et Daneff la voulaient. L'Autriche était contente de la dislocation du bloc balkanique ; la Russie au contraire était très mécontente. Le 22 juin 1913, un Conseil de la Couronne bulgare avait lieu à Varna, où l'opinion personnelle du roi prévalait. Il était donné à la Russie un délai de sept jours pour rendre sa sentence arbitrale, de plus, Daneff exigeait comme condition *sine qua non* l'occupation immédiate de la Macédoine. La Russie répondait par M. Bobtcheff, ministre de Bulgarie à Saint-Petersbourg : « Votre communication ne me surprend pas, disait M. Sazonoff, j'ai eu connaissance, il y a quelques jours déjà, de cet acte de votre gouvernement. Vous agissez sous l'influence de l'Autriche. Vous êtes libres. La Russie et le slavisme se refusent. Nous avons fait notre devoir. L'Empereur de Russie n'a pas attendu l'ultimatum avec le délai qui lui a été fixé pour se prononcer sur le différend bulgare-serbe. Il a tenu à remplir au plus vite sa lourde mission. Après votre déclaration, je vous déclare à mon tour : N'attendez rien de nous et oubliez qu'il existait des engagements depuis 1902 qui nous liaient jusqu'à ce jour. » La Bulgarie, depuis la chute d'Andrinople, préparait la guerre. Son Conseil des ministres, le 4 avril 1913, à Andrinople, préconisait une suspension des opérations et des négociations secrètes avec les Turcs en vue d'un armistice ; de laisser en Thrace une armée nécessaire pour la défensive et transporter le reste contre les Serbes et les Grecs. Le 19 mai, le général Savoff demandait du premier ministre bulgare, pour la réalisation de l'hégémonie dans les Balkans, de faire usage « de toutes les ruses et de tous les moyens », tout en déclina la responsabilité de la guerre en un conflit armé avec les alliés.

Dans la nuit du 29 au 30 juin, les Bulgares attaquaient leurs alliés grecs

et serbes. La politique personnelle du roi Ferdinand prédominait en Bulgarie, celle de l'Autriche dans les Balkans. Les Bulgares se jetaient sur les lignes de Guévghéli au point de jonction des Serbes et des Grecs, qui surpris, se retiraient, mais, à leur tour, prenaient l'offensive. Les Serbes s'emparaient des passages de la vallée du Vardar, ils infligeaient une défaite aux Bulgares à Brégalnitzza, occupaient la ville de Vidin et marchaient sur Sofia. Les Grecs, après la célèbre bataille de Kilkich, anéantissaient la totalité des forces bulgares ; ils marchaient sur Sofia après occupation des villes de Serès et de Démir-Hissar, par la vallée de la Strouma. Les Roumains, à leur tour, dès les premiers jours de juillet, déclaraient la guerre aux Bulgares. La Turquie, en profitant, avançait en prétextant occuper la ligne Enos-Midia que le traité de Londres lui donnait, et le 20 juillet, réoccupait Andrinople. Les Bulgares laissaient les Roumains arriver aux environs de Sofia, qui étaient arrêtés par la volonté russe, comme les Turcs sur la limite de l'ancienne frontière bulgaro-turque. La Bulgarie, voyant que les événements ne marchaient pas suivant ses désirs, demandait l'appui militaire de l'Autriche, qui si elle la soutenait politiquement pour briser le bloc balkanique, ne voyait pas le moment favorable pour une guerre générale que son intervention aurait produite. La Bulgarie, alors, se référait à Saint-Pétersbourg, demandant l'intervention russe et notamment depuis l'entrée en guerre des Roumains et des Turcs. Elle voulait la suspension des opérations, elle acceptait la conférence, qui lui avait été proposée par la Russie avant la guerre. Elle acceptait l'arbitrage du Tsar. La Russie, quoique mécontente de la Bulgarie, ne voulait pas que la Roumanie prenne l'hégémonie dans les Balkans. Elle intervenait donc, et par sa note du 10 juillet, reconnaissait l'annulation du traité existant, à cause des événements qui s'étaient écoulés et demandait : « 1° L'arrêt immédiat des opérations militaires et conclusion d'un armistice ; 2° Réunion immédiate à Saint-Pétersbourg des représentants responsables des Etats afin d'établir les bases de la paix avec l'entremise de la Russie également bienveillante pour tous. »

Le Gouvernement grec et le roi Constantin ne voulaient pas suspendre les opérations sans préliminaires de paix, conformément au traité gréco-serbe, sans le licenciement des effectifs bulgares, sans garanties réelles pour la bonne administration des territoires qui reviendraient à la Bulgarie, sans indemnité. Ils préconisaient qu'au lieu d'aller à Saint-Pétersbourg, la Bulgarie devait s'adresser directement à la Grèce. Le roi, notamment, voulait empêcher toute médiation des puissances. Le 14 juillet, la Grèce répondant à la Russie, elle rejetait toute la responsabilité sur la Bulgarie, en caractérisant tous les actes des Bulgares commis pendant leur retraite, comme barbares (dévastation des villes, massacres des archevêques, des

religieux, des vieillards, des femmes, des enfants, violation des femmes et des vierges.)

Mais l'Europe ayant peur de la généralisation de la guerre intervenait. L'Autriche à plus forte raison, puisqu'elle ne désirait pas une grande Serbie. L'Europe n'admettait pas que la Grèce prenne toute la Thrace jusqu'à Enos. Les Grecs et les Serbes n'acceptaient pas un armistice sans préliminaires. La Bulgarie demandait à la Roumanie son intervention. Le roi Charles intervenait auprès du roi Constantin, qui n'acceptait aucune suspension des opérations sans la signature des préliminaires. Le Président du Conseil roumain Maioresco télégraphiait le 18 juillet au président du Conseil serbe Pachitch s'il acceptait de commencer immédiatement la discussion des préliminaires de paix. Le Gouvernement serbe acceptait et par suite celui d'Athènes. La Conférence de Bucarest était ouverte ainsi le 30 juillet 1913.

Les Balkans voulaient régler seuls leurs affaires sans l'intervention des puissances. La grande discussion se portait sur la ville de Cavalla. L'Autriche et la Russie soutenaient que Cavalla devienne bulgare. La Russie, suivant le télégramme du 1^{er} août 1913 de M. Delcassé, ambassadeur de France à Saint-Petersbourg, à M. Pichon, ministre des Affaires étrangères de France, n'admettait pas que la Grèce annexe Cavalla. « Comment, m'a dit M. Sazonoff, pourrions-nous laisser l'Autriche défendre seule la Bulgarie et en même temps l'œuvre que nous avons fait consacrer, vous savez à quel prix, à San-Stefano ? Il y aura une révolte de l'opinion publique. D'ailleurs, la Grèce a des ports à ne savoir où à ne pouvoir qu'en faire. Elle va prendre Salonique. Hors, à l'est de Salonique, il n'y a que Cavalla qui puisse faire un bon port. Dédégatch ne vaut rien. Quant à Enos, sa position sur l'extrême frontière le rend difficilement utilisable. Il est équitable que la Bulgarie ait un port sur la mer Egée. » La Grèce était soutenue par l'Allemagne, et après beaucoup d'hésitations, par la France. Vraiment, la Grèce, quoiqu'elle possédait beaucoup de ports, ne pouvait pas donner une ville, complètement grecque, qui faisait partie de son héritage naturel et légitime, aux autres. Si elle avait des ports, il lui manquait d'autres richesses appartenant aux autres pays. La Grèce renonçait à ce moment à une commune frontière avec la Turquie, mais ne cédait pas Cavalla. Elle obtenait gain de cause.

Le 28 juillet/10 août 1913, le traité de paix était signé entre la Grèce, la Roumanie, le Monténégro, la Serbie et la Bulgarie. Suivant l'article II, la nouvelle frontière roumano-bulgare partait du Danube en amont de Turtukaia et aboutissait à la mer Noire au sud d'Ekrene. Suivant l'article III, la frontière serbo-bulgare partait du sommet de Patarica, suivait

l'ancienne frontière turco-bulgare et la ligne de partage des eaux entre le Vardar et la Strouma, à l'exception que la haute vallée de la Stroumitza restait sur le territoire serbe, elle aboutissait à la montagne Belasica, en se reliant à la frontière bulgaro-grecque. Suivant l'article V, la frontière gréco-bulgare partait de la nouvelle frontière bulgaro-serbe sur la crête de Belasica-Planina, pour aboutir à l'embouchure de la Mesta dans la mer Egée. La Bulgarie se désistait de toute prétention sur l'île de Crète.

Par le traité de Bucarest, les États balkaniques réglaient avec une certaine indépendance leurs différends sans toutefois pouvoir échapper complètement à la volonté européenne. Le traité de Bucarest, en tout cas, représentait un point de l'évolution politique des Balkans vers une action, sans la tutelle directe d'Europe. Par ce traité, le slavisme balkanique se présentait en conflit d'intérêts et marquait un grand succès de la politique autrichienne, de la politique germanique, sur la politique russe, sur la politique slaviste. Mais, avec un agrandissement de la Serbie, l'Autriche ne pouvait être satisfaite, ni la Russie, du sort du peuple bulgare, malgré les folies commises par l'enfant gâté du slavisme. Or, les deux politiques se réunissaient pour faire une revision du traité de Bucarest. Malheureusement pour l'Autriche-Hongrie, qui ne pouvait pas soutenir après l'annexion de la Bosnie et de l'Herzégovine, en s'appuyant sur les décisions de la conférence de Berlin de 1878, que les affaires balkaniques étaient des affaires européennes, le point de vue du droit lui échappait. Son but était de faire démembrer la Serbie, dont la grandeur l'inquiétait. Mais la Russie, par la suite, à cause de son intérêt propre et de sa politique générale, abandonnait l'idée de la revision du traité en s'accordant avec le reste de l'Europe, qui voulait, tout au moins, pour cette époque, la paix et tranquillité. Le traité de Bucarest, de plus, liait la Grèce et la Serbie par des relations amicales; également la Grèce, la Serbie et la Roumanie, laquelle, dernière sans grand effort, obtenait ses revendications de ses frontières du sud et obtenait par la suite, de la Bulgarie, de la Grèce et de la Serbie (notes des 22 juillet/4 août, 25 juillet/7 août 1913) l'autonomie des écoles et des églises des Koutzo-Valaques résidant dans les trois États et la permission de la création d'un épiscopat pour ces mêmes Koutzo-Valaques avec la faculté pour le Gouvernement roumain de subventionner, sous la surveillance de l'État souverain, les institutions culturelles présentes et à venir.

La Bulgarie trouvait dorénavant la coïncidence de ses intérêts après la dislocation du bloc des chrétiens du côté turc. Elle concluait avec la Turquie un traité de paix séparée à Constantinople le 16/29 septembre 1913. Elle perdait Andrinople, Kir-Kilissé, Démotica. Sa politique s'orien-

fait vers la Triple-Alliance, tandis que celle de la Serbie et de la Grèce vers la Triple-Entente.

Par le traité de Bucarest, la Grèce était au quatrième rang dans les Balkans, en ce qui concernait la population, après la Roumanie, la Bulgarie et la Serbie, et au deuxième, en ce qui concernait la surface de son territoire, après la Roumanie. Avec la formation du nouveau bloc de Roumanie, de Grèce, de Serbie et du Monténégro, l'équilibre balkanique était plus favorable pour la Triple-Entente que pour la Triple-Alliance, avec celui de Bulgarie et de Turquie.

§ IX. — La question de l'Epire et des îles de la Mer Egée

L'ES INTÉRÊTS EUROPÉENS. — ASSOCIATION DES DEUX QUESTIONS. — PROPOSITION DE SIR EDWARD GREY. — PROTOCOLE DE FLORENCE. — NOTE DE SIR ED. GREY DU 23 JANVIER 1914. — NOTE EUROPÉENNE DU 13 FÉVRIER 1914. — DÉCLARATION DE L'ÉTAT AUTONOME DE CHIMARRA. — NOTE GRECQUE DU 22 FÉVRIER ET RÉPONSE EUROPÉENNE. — AUTONOMIE DE L'ÉPIRE DU NORD.

Avec le traité de Bucarest, la Grèce, comme les autres Etats balkaniques, redevenait à l'état normal de la paix. Pour l'Etat hellénique, il restait encore à régler des questions fort vitales, ses frontières n'étaient pas encore fixées du côté de l'Albanie et l'Archipel. Il s'agissait du sort de l'Epire du Nord et des îles Egéennes.

Les intérêts de l'Europe compliquaient la situation et la rendaient de jour en jour plus délicate. L'Autriche-Hongrie ne laissait pas le Monténégro à Scutari. Elle préconisait une Albanie autonome aussi grande que possible sous son influence. L'Italie n'admettait pas l'installation sur la côte orientale de l'Adriatique d'une grande puissance qui pouvait lui discuter l'hégémonie de l'Adriatique. Elle désirait une Albanie autonome sous l'influence italienne. Elle ne voulait par la sortie de la Serbie sur l'Adriatique et non plus le prolongement des frontières helléniques dans l'Epire du Nord. Elle craignait une Grèce grande, qui, possédant Corfou et la côte de l'Epire du Nord, serait avec une flotte puissante, dans l'avenir ou avec une alliance avec un autre Etat maritime, son rival, la maîtresse de l'Adriatique à cause de la situation stratégique de cette partie de l'Europe méridionale. De plus, l'Italie, possédant provisoirement le Dodécanèse, essayait de s'y établir définitivement. Elle combinait ses conquêtes de l'Afrique avec sa possession dans l'Egée en voulant sou-

mettre des Africains et des Hellènes ; cette puissance, qui après son union nationale devant ses intérêts et ses ambitions, n'écoutait pas la voix qui la suppliait de donner la liberté aux Grecs. L'Etat grec se trouvait donc en face des intérêts autrichiens et italiens en Epire du Nord. Devant les intérêts de ces pays, qui avaient des intérêts communs, par conséquent rivaux, qui aboutissaient à la division de l'Albanie en deux sphères d'influence, celle de l'Autriche vers le nord et celle de l'Italie vers le sud. La Grèce, c'est-à-dire, se heurtait directement aux intérêts italiens. En décembre 1903, l'Autriche-Hongrie, pour empêcher l'Italie d'occuper l'Albanie et lui fermer le port de Trieste, avait signé avec la Grèce un traité suivant lequel elle reconnaissait une influence hellénique dans tous les vilayets de Yanina, dans une grande partie de celui de Monastir jusqu'au fleuve Skumbi, même dans Durazzo. La Grèce reconnaissait une influence autrichienne dans le vilayet de Soutari, dans la Macédoine, même jusqu'à Salonique. Avec la Serbie, comme nous avons vu, la Grèce, comme l'Autriche et l'Italie avant les guerres balkaniques, avaient divisé aussi l'Albanie en deux zones d'influence.

La politique du Gouvernement grec essayait d'éviter l'association de la question de l'Epire avec celle de l'Archipel, sans succès d'ailleurs, étant obligée de plus de faire de grands sacrifices pour l'hellénisme. La France et la Russie se plaçaient du côté grec, elles ne voulaient pas, et notamment la première, que l'Italie possède des îles d'Egée et qu'ainsi une grande puissance s'assure l'hégémonie dans la Méditerranée et de plus par elle la Triple-Alliance.

Le peuple des îles recevait les Italiens comme leurs libérateurs, comme des frères qui le rendaient à la même-patrie, la Grèce. Il manifestait constamment son désir de s'unir avec l'hellénisme libre. L'Italie déclarait à plusieurs reprises qu'elle possédait provisoirement les îles. Par l'article II du traité de Lausanne du 18 octobre 1912, l'Italie s'engageait à rendre les îles à la Turquie : « Les deux gouvernements s'engagent à donner immédiatement après la signature du présent traité l'ordre de rappel de leurs officiers, de leurs troupes, ainsi que de leurs fonctionnaires civils, respectivement le Gouvernement ottoman de la Tripolitaine et de la Cyrénaïque et le Gouvernement italien des îles qu'il a occupées dans mer Egée.

« L'effective évacuation des îles sus-dites par les officiers, les troupes et les fonctionnaires civils italiens aura lieu immédiatement après que la Tripolitaine et la Cyrénaïque auront été évacuées par les officiers, les troupes et les fonctionnaires civils ottomans. »

A côté des déclarations formelles italiennes de l'abandon des îles et l'engagement italo-turc de Lausanne, nous avons l'article 5 du traité de

paix de Londres du 17/30 mai 1913, qui avait un caractère international et qui laissait aux grandes puissances le soin de statuer sur le sort de toutes les îles ottomanes de la mer Egée. C'était un article qui intéressait toute l'Europe : « Sa Majesté l'Empereur des Ottomans et leurs Majestés les souverains alliés déclarent confier à Sa Majesté l'Empereur d'Allemagne, à sa Majesté l'Empereur d'Autriche..., à M. le Président de la République Française, à Sa Majesté le Roi de Grande-Bretagne et d'Irlande... à Sa Majesté le Roi d'Italie et à Sa Majesté l'Empereur de toutes les Russies, le soin de statuer sur le sort de toutes les îles ottomanes de la mer Egée, l'île de Crète exceptée, et de la péninsule du mont Athos. »

Pendant les négociations de Bucarest, M. Tittoni préconisait de donner quelques îles de la mer Egée à la Turquie, qui donnerait Andrinople aux Bulgares. En face de cette thèse italienne se trouvait la thèse française qui, par M. Pichon, soutenait l'attribution de toutes les îles à la Grèce. L'Etat grec était obligé d'abandonner le long du littoral de l'Epire du Nord avec Chimarra pour sauver l'intérieur avec Korytza en acceptant le départ des frontières du cap Stylos ou de Phthia, en proposant aussi la neutralité de la côte d'Epire, de sorte qu'une flotte ne pourrait trouver un asile entre Corfou et l'Epire. Le protocole de Londres du 29 juillet 1913 instaurait l'Albanie « en principauté autonome souveraine et héréditaire sous la garantie des six puissances » et, le 5 août, une Commission internationale de délimitation était créée. Le 1/14 novembre, la Grèce concluait avec la Turquie le traité de paix sans pouvoir résoudre ni la question des îles, ni celle de l'Epire du Nord, ces questions étaient des questions européennes. Avec la politique de modération de la Grèce relative aux frontières de l'Epire du Nord et la conclusion du traité de paix avec la Turquie, l'Etat grec commençait à perdre partie de sa cause. En concluant le traité de paix avec la Turquie, il laissait à l'Italie les îles occupées par elle, à cette nation qui prétendait, pour voiler ses projets de conquête, les rendre à la Turquie.

Sir Ed. Grey avait associé les deux questions. Il proposait, le 16 décembre 1913, de rendre à la Grèce les îles qu'elle occupait, excepté celles d'Imbros et de Ténédos, de restituer à la Turquie les îles occupées par l'Italie, des garanties militaires des côtes de l'Asie Mineure et douanières pour la sécurité et l'empêchement de la contrebande entre les îles et les côtes de l'Asie Mineure.

Le 19 décembre 1913, la Commission internationale terminait ses travaux par le protocole de Florence qui enlevait à la Grèce toute l'Epire du Nord. La Grèce perdait Korytza, Argyrokastro, Delvino, Prémeti, Chimarra. Sa frontière commençait de Phthia, près du Cap Stylos, pour aboutir au lac de Prespa. La thèse grecque que la population était hellé-

nique, qu'elle serait contente de s'incorporer à ses frères du royaume libre et la proposition d'un plébiscite, échouaient devant la volonté de l'Autriche-Hongrie et de l'Italie. De plus, les droits historiques de la Grèce dans l'Epire du Nord restaient inefficaces.

Le 14 janvier, la Triple-Alliance répondait à la note de Sir Ed. Grey. Elle acceptait l'attribution à la Grèce des îles occupées par elle, excepté celles d'Imbros, Ténédos et de Castellorizo. L'Italie soutenait que la question du Dodécanèse était une question italo-turque et non européenne et, par la suite, depuis que les Turcs n'étaient plus en Libye, elle prétendait qu'elle ne pouvait pas quitter les îles qu'elle tenait comme gage des compensations en Asie Mineure, dans le cas où la Turquie serait obligée de la quitter.

Le 23 janvier, Sir Ed. Grey, par sa note aux puissances, disait que si des désordres se produisaient en Epire du Nord, la Grèce ne pourrait être considérée responsable, qu'elle était obligée seulement d'évacuer ce territoire suivant les désirs de l'Europe dans les délais fixés. L'Angleterre voulait éviter à la Grèce le danger de se faire destituer les îles de l'Archipel qu'elle occupait au moment où un trouble quelconque pourrait se produire dans l'Epire du Nord, un trouble que les puissances intéressées pourrait même provoquer. De plus, Grey soutenait que la question des îles occupées par l'Italie était une question européenne et que leur régime ne serait pas normal au cas où l'une d'elles serait occupée par une puissance européenne. La Triple-Alliance répondait à sa note le 6 février en demandant une nouvelle décision sur la responsabilité de la Grèce en cas de troubles en Epire du Nord, sur l'attribution des îles occupées par l'Italie, sur les mesures à prendre pour l'exécution de ces décisions. Les puissances se mettaient d'accord et, le 13 février, notifiaient à la Grèce leur décision. La Grèce se voyait attribuer les îles occupées par elle, excepté celles de Ténédos, d'Imbros et de Castellorizo. Elle ne pouvait pas les utiliser dans un but naval et militaire. Elle devait sauvegarder les droits des musulmans, l'attribution définitive des îles ne lui en serait faite qu'après l'évacuation de l'Epire du Nord. Elle était obligée de ne pas soutenir ou encourager la résistance des Epiotes. Elle commencerait l'évacuation par Korytza et la terminerait le 30 mars 1914. La Grèce perdrait une espérance possible des rectifications de ses frontières vers la région d'Argyrocastro.

Les habitants de Chimarra, le 19 février, se révoltaient. Ils proclamaient la déchéance des autorités provisoires de Grèce en arborant le drapeau de l'autonomie et en installant un Gouvernement de l' « Etat autonome de Chimarra » et, par suite, toute l'Epire détachée de la Grèce se révoltait. Une assemblée panépirote était réunie à Argyrocastro et établissait un

« Gouvernement provisoire de l'Épire du Nord », elle votait une adresse aux puissances, elle chargeait son président, M. Christaki Zographos, de la communiquer aux puissances. Les Epirotes protestaient contre la décision de l'Europe. Ils déclaraient qu'ils résisteraient pour sauvegarder leurs droits et ils demandaient la reconnaissance de leur autonomie dans le cadre de la principauté albanaise. Ils formaient des légions sacrées, (Hiérolochites) qui faisaient la lutte contre les Albanais. Le Gouvernement grec, pour éviter l'intervention de l'Italie, proclamait le blocus de Santi-Quaranti. Le 22 février, la Grèce répondait à la note européenne du 13 février en disant : « Le Gouvernement royal prend dès à présent l'engagement de n'opposer aucune résistance et de ne soutenir ni encourager directement ou indirectement aucune résistance d'aucun genre à l'état de choses établi par les six puissances dans l'Albanie du Sud. » Elle demandait que, puisque les îles d'Egée ne seraient ni fortifiées ni utilisées pour aucun but naval et militaire, les puissances décideraient que ces mêmes îles ne pourraient jamais être l'objet d'une attaque ou d'une opération hostile quelconque et que des mesures ayant un caractère agressif ne seraient pas prises le long d'Asie Mineure, faisant face à ces îles. Elle prenait l'engagement de prévenir la contrebande et de protéger les minorités musulmanes des îles en demandant en revanche la conservation des libertés ecclésiastiques, scolaires et autres, dont la population des îles d'Imbros, de Ténédos et de Castellorizo jouissaient toujours. « Le Gouvernement, disait-elle, après connaissance du protocole de Florence établissant les limites méridionales de l'Albanie, ainsi que du désir des puissances que Sasseno soit incorporée à l'Albanie, quelle que soit la douleur que la Grèce ressente de devoir se séparer de régions de culture et de conscience nationales grecques depuis des milliers d'années, se conformant aux décisions des puissances, elle donnera des ordres à ses troupes pour évacuer dans les délais fixés les territoires assignés à l'Albanie. » La Grèce demandait, pour des considérations ethnologiques, stratégiques et économiques, l'incorporation à l'Etat grec de certains villages de la vallée d'Argyrocastro en échange d'une rectification de frontières, qui prolongerait la côte albanaise jusqu'au cap Paganía et de remettre en plus à l'Albanie une somme de 2.500.000 francs. Elle demandait des garanties suffisantes pour les populations grecques revenant en Albanie et notamment pour Chimarra, qui était toujours sous un régime autonome. Elle demandait la neutralité spéciale et effective du canal de Corfou, la remise des territoires évacués par elle à des officiers hollandais. Elle demandait l'examen sur place des limites du Caza de Korytza pour des modifications propres à assurer les bonnes relations entre les deux États. Elle s'engageait formellement à retirer ses

troupes de tous les points occupés et elle se référait à l'esprit de justice et d'équité des puissances en demandant enfin l'assurance des garanties administratives, religieuses et scolaires avant le 31 mars, date fixée pour l'évacuation de l'Épire du Nord par les troupes helléniques.

Le 24 avril, les puissances répondaient à la note grecque et elles rappelaient « qu'il a été déjà décidé par la Commission de contrôle qu'une complète égalité serait assurée aux populations de l'Albanie en ce qui concerne les droits des différentes religions et l'usage de toutes les langues »; qu'« elles sont prêtes à exercer toute leur influence afin que le principe posé par la Commission de contrôle soit mis en pratique et que des mesures effectives en assurent le bénéfice matériel et moral aux populations »; qu'« elles sont disposées à recommander à l'Albanie de prendre en considération la suggestion formulée par la Grèce concernant l'enrôlement des éléments locaux dans la gendarmerie de l'Albanie méridionale »; qu'« elles sont prêtes à exercer toute leur influence près de la Turquie afin que les populations grecques d'Imbros, de Ténédos et de Castellorizo reçoivent les garanties efficaces nécessaires à la sauvegarde de leurs intérêts religieux et scolaires »; elles se déclaraient prêtes à participer à un accord international pour la neutralisation du canal de Corfou. Elles acceptaient une rectification de la frontière gréco-albanaise dans la région d'Argyrocastro et elles maintenaient le tracé adopté dans la région de Korytza. Elles useraient de leur influence amicale auprès de la Turquie pour que la Grèce ne soit pas troublée dans sa possession des îles de la Mer Egée, et elles recommandaient l'évacuation de l'Épire du Nord.

Tandis que le Gouvernement hellénique suivait une politique de loyauté vis-à-vis de l'Europe, celle-ci, devant la nouvelle situation dans l'Épire du Nord, intervenait auprès du Gouvernement d'Albanie et de celui de l'Épire du Nord. Comme conséquence de cette intervention, le statut de Corfou du 17 mai 1914 était fixé et ratifié par les puissances le 18 juin 1914. Par ce statut organique, l'Épire du Nord était érigée en une autonomie presque complète tout en restant dans le cadre de la principauté autonome, souveraine et héréditaire d'Albanie. L'organisation de l'Épire du Nord était confiée à la Commission internationale de contrôle (art. 1^{er}). Le nombre des membres élus pour les Conseils administratifs serait au minimum le triple de celui des membres de droit (art. II). La délimitation et la subdivision administrative seraient faites sous la surveillance de la Commission internationale de contrôle, lesquelles ne pourraient, dans l'avenir, être modifiées sans l'accord des puissances (art. III). Le statut organique s'appliquait pour tous les territoires qu'occupaient la Grèce et qui étaient annexés à l'Albanie (art. IV). Une gendarmerie

locale était prévue pour l'Épire du Nord (art. V). En cas d'état normal, l'emploi dans l'Épire du Nord des unités militaires non indigènes était interdit (art. VI). Les communautés orthodoxes étaient reconnues comme personnes juridiques (art. VII). La liberté de l'enseignement était consacrée dans les écoles des communautés orthodoxes, l'enseignement serait fait en grec; l'albanais serait enseigné concurremment avec le grec dans les trois classes élémentaires; l'enseignement religieux se ferait exclusivement en grec (art. VIII). La liberté de la langue était consacrée devant toutes les autorités, même devant les tribunaux et dans les conseils électifs (art. IX). Au nom du Gouvernement albanais la C. I. C. prendrait possession du pays. Les officiers de la mission néerlandaise procéderaient à la formation de la gendarmerie locale et, provisoirement avec les éléments locaux, ils étaient chargés de la sûreté publique. La C. I. C. procéderait à la constitution de commissions mixtes dans les proportions numériques des éléments chrétien et musulman, qui, sous la surveillance de la C. I. C., jusqu'à l'organisation des autorités locales, assumeraient les fonctions administratives. Le gouvernement provisoire d'Argyrocastro était autorisé à prendre les mesures nécessaires pour éloigner du pays tous les éléments étrangers en armes (art. X). Un secours était prévu de la part du gouvernement albanais d'accord avec la C. I. C. pour les populations éprouvées par les événements (art. XI). Une amnistie complète était accordée aux Epirotes, les non Epirotes pourraient être poursuivis pour crime de droit commun (art. XII). Une garantie de l'exécution et du maintien du statut était consacrée (art. XIII). En ce qui concernait spécialement Chimarra, le statut consacrait le maintien des anciens privilèges dont les Chimariotes jouissaient sous le régime ottoman. Son gouverneur serait étranger pendant dix ans, parce que les habitudes et le caractère de la population ne permettaient pas sa soumission facile à l'autorité de la loi. Le district de Chimarra était délimité en englobant dix-huit localités : les villages chrétiens de Paliassa, Drymades, Vouno, Chimarra, Piliouri, Koudessi, Kyparo, Tschoraï, Pikemi, Loukovo, Aghios, Vassilios, Houndétsovo, Nivitsa; les villages musulmans de Ftera, Borsi, Sassai, Tatzati, Kaliassa.

CHAPITRE II

La Grèce et la Grande Guerre de 1914 à 1918

Traité de Lausanne

§ I. — La situation politique de la Grèce au moment de la déclaration de la guerre

L'ETAT GREC NE POUVAIT RESTER INDIFFÉRENT DANS UN CONFLIT EUROPÉEN.
— CHEMIN A SUIVRE. — LA SITUATION INTERNE DE LA GRÈCE.

Au moment où l'archiduc François-Ferdinand et sa femme, la duchesse de Hohenberg, étaient assassinés à Sarajevo, le 28 juin 1914, et au moment de l'ultimatum autrichien du 23 juillet 1914, la Grèce, tout en étant sortie victorieuse de deux guerres, n'obtenait pas, d'une manière définitive et satisfaisante, les territoires qu'elle avait revendiqués; si elle s'installait d'une manière solide et définitive dans l'île de Crète, sur laquelle la Turquie avait abandonné tous ses droits et titres et la Bulgarie toute prétention possible à l'avenir, et si la question de l'Epire du Nord prenait une solution intermédiaire entre sa perte et son annexion, la question des îles de la Mer Egée restait très troublante, malgré que l'Europe lui donnait toutes les îles qu'elle occupait, excepté celles d'Imbros, de Ténédos et de Castellorizo, et cela parce que la Turquie revendiquait les îles de Chio et de Lesbos, mettant en même temps en pratique sa politique de persécution avec une énergie féroce et parce que l'Italie occupait le Dodécanèse. De plus, les revendications grecques, issues des guerres balkaniques, ne se limitaient pas sur ces territoires, mais elles s'étendaient sur tous les domaines légitimes et naturels de la grande idée de l'hellénisme. Les revendications du moment faisaient partie de l'ensemble des revendications de la nation grecque.

De tout cet ensemble, il est évident que la Grèce ne pouvait pas tenir

une position facile dans une guerre qui pourrait régler le sort de ses revendications justifiées pour des raisons historiques, religieuses et civilisatrices et à plus forte raison dans une guerre européenne, qui créerait de nouveaux Etats, donnerait satisfaction complète, pensait-on, aux droits légitimes et naturels des nations.

L'Europe était divisée en deux camps bien distincts. D'un côté la Triple-Entente (Angleterre, France, Russie), de l'autre côté la Triple-Alliance (Allemagne, Autriche-Hongrie, Italie). L'Etat grec, en cas d'un conflit général, devait, pour des raisons multiples, se placer du côté de l'Entente : grâce à elle, l'Etat grec était constitué ; avec son appui, il avait pris la Thessalie sans guerre ; malgré la guerre malheureuse de 1897, l'Etat grec, grâce à elle, n'avait perdu que des points stratégiques sans population ; il avait obtenu de l'Angleterre les îles Ioniennes et il espérait obtenir l'île de Chypre ; aux règlements territoriaux après les guerres balkaniques, à l'exception de l'appui de l'Allemagne grâce auquel il avait obtenu la ville de Cavalla, il avait toujours l'appui anglo-français ; parce que si tous les actes de l'Entente s'inspiraient de son intérêt propre, tout au moins il y avait, soit avec l'intérêt de l'une des trois, soit avec celui des trois, une coïncidence avec les intérêts de l'hellénisme. Au contraire, avec la Triple-Alliance, l'intérêt grec se trouvait toujours en opposition avec ses intérêts, en soutenant la Turquie. Des trois de l'Alliance, l'Italie avait soutenu la cause hellénique depuis la Révolution de 1821, mais après son unité nationale, elle avait commencé à s'opposer toujours aux droits de l'hellénisme, et pour satisfaire ses désirs de conquête, elle prenait possession de territoires purement habités par des Hellènes. De plus, si l'installation du contrôle international en Grèce avait eu sa cause profonde dans la faillite de l'Etat grec et que toutes les puissances financières avaient désiré son installation, l'Allemagne, par excellence, avait insisté.

Si nous mettons de côté ces causes de l'histoire politique et si nous examinons les sentiments du peuple hellène, nous trouvons qu'il était par excellence ententophile. Il nourrissait pour l'Angleterre un sentiment de respect profond. Il éprouvait un sentiment de sympathie naturel pour la France, dont il apprenait la langue après sa langue maternelle et qu'il considérait comme le continuateur de la civilisation hellénique. Il aimait la Russie comme la grande puissance de l'orthodoxie.

En examinant les intérêts de l'hellénisme, nous voyons aussi qu'ils se trouvaient, au moment de la déclaration de guerre, du côté de l'Entente : l'Autriche-Hongrie voulait Salonique en descendant par la Macédoine, coupant ainsi le domaine de l'hellénisme en Europe en deux ; elle avait des ambitions sur l'Albanie et, comme nous l'avons vu, par un accord,

elle reconnaissait à l'Italie une sphère d'influence dans l'Epire du Nord. L'Italie, qui s'opposait toujours à l'extension de l'Etat grec dans l'Epire du Nord, possédait de plus des terres hellènes et sa politique tournait toujours contre la Grèce, à cause de ses ambitions de conquêtes dans la Méditerranée et dans l'Asie Mineure. L'Allemagne, pour faire prévaloir sa politique de pénétration en Orient, se trouvait en bonnes relations avec la Turquie. Les intérêts de l'hellénisme, donc, se trouvaient à côté de l'Angleterre, le rival de l'antagonisme germanique; à côté de la France, qui ne désirait en aucune façon l'installation d'une hégémonie italienne dans la Méditerranée; à côté de la Serbie et contre la Bulgarie qui ne pouvait, en aucun cas, après une guerre désastreuse, se placer à côté de l'hellénisme; à côté de ce camp qui aurait un ennemi, la Turquie, le possesseur du domaine grec, avec lequel ses relations n'étaient presque jamais amicales; à côté de ce groupe qui avait la prédominance en mer, puisque l'Etat grec est un Etat insulaire et maritime.

De plus, l'Etat grec, comme lié avec la Serbie par le traité du 19 mai/1^{er} juin 1913 qui avait été appliqué avec la guerre inter-balkanique et qui, si la Serbie ne voulait pas voir son application quand la Grèce, se trouvant tout de suite après la cessation de la guerre inter-balkanique en mauvaises relations avec la Turquie, à cause des prétentions de cette dernière sur les îles de Chio et de Lesbos et des persécutions contre les chrétiens, demandait son éventuelle application, ce traité n'avait pas cessé d'exister, parce que il n'y avait pas eu dénonciation. Hors de cette question de droit, la Grèce devait se placer du côté de la Serbie, puisque toutes les affaires litigieuses entre les deux pays étaient réglées, même en s'accordant à diviser l'Albanie en sphères d'influence et parce qu'il était impossible que la Bulgarie, dans une guerre mondiale, soit placée comme alliée des deux Etats ayant des vues sur leurs territoires, ne cessant jamais de revendiquer l'hégémonie balkanique et, de plus, parce qu'elle possédait des territoires helléniques coupant le chemin de l'hellénisme vers Constantinople.

Donc, des raisons historiques, nationales, sentimentales, de sécurité, de position géographique, d'intérêt pur, opposaient la Grèce à l'Europe d'Alliance et la rapprochait de l'Europe d'Entente.

La situation interne de l'Etat grec, à cette époque, était excellente. Le peuple, malgré deux guerres successives, ne se croyait pas fatigué, tout au contraire, plein de confiance en son roi et en son premier ministre qu'il adorait, il cherchait et il pensait qu'il avait trouvé les deux hommes qui pouvaient le conduire à l'accomplissement de la grande idée. Il ne rêvait qu'à Constantinople, malgré l'épuisement économique de l'Etat grec et la perte considérable en hommes.

§ II. — La question de l'intervention de la Grèce dans la guerre

LA SERBIE DEMANDAIT DE CONNAÎTRE L'ATTITUDE GRECQUE. — CORRESPONDANCE ENTRE GUILLAUME II ET CONSTANTIN XII. — PROPOSITIONS GRECQUES A L'ENTENTE. — RÉPONSE. — LA POLITIQUE BULGAROPHILE DE L'ENTENTE. — PROPOSITIONS ANGLAISES DU 23 JANVIER 1915. — OPÉRATION CONTRE LES DARDANELLES. — LES PROPOSITIONS DU CABINET GOUNARIS. — NOUVELLES PROPOSITIONS DE L'ENTENTE A LA BULGARIE. — DÉCLARATION DE SIR ED. GREY. — DÉBARQUEMENT DES TROUPES DE L'ENTENTE A SALONIQUE. — DEMANDE PAR LA SERBIE DE L'APPLICATION PAR LA GRÈCE DU TRAITÉ GRÉCO-SERBE. — PROPOSITION ANGLAISE DU 17 OCTOBRE. — OPINIONS SUR LA POLITIQUE ENTENTISTE.

La Serbie, après les événements de Sarajevo et l'attitude hostile de l'Autriche, demandait, le 12/25 juillet 1914, « si le Gouvernement serbe peut compter sur un appui armé de la part de la Grèce : 1° au cas où la Serbie serait attaquée par l'Autriche et 2° au cas où la Serbie serait attaquée par la Bulgarie ». A cette demande serbe, M. Venizelos, le 13/26 juillet, télégraphiait de Munich à M. J. Alexandropoulos, ministre de la Grèce à Belgrade, de répondre qu'il faudrait, avant toute réponse, s'entendre avec le roi et qu'il le priait de transmettre au Gouvernement de Belgrade ses réflexions personnelles : « 1° Quant à l'éventualité d'une guerre entre l'Autriche et la Serbie, j'ai le ferme espoir qu'une pareille guerre, qui serait une véritable calamité pour nous tous, pourra être évitée grâce à l'esprit de conciliation éprouvé de Son Excellence, raffermi par les conseils de la Russie et de tous les vrais amis de la Serbie; mais si, par malheur, la guerre éclatait, nous prendrions une décision aussitôt que nous aurions connaissance de tous les éléments, en tenant compte de l'efficacité de notre concours; 2° Quant à l'éventualité d'une attaque de la Serbie par la Bulgarie, je suis résolu de proposer à Sa Majesté le Roi et au gouverneur royal d'opposer toutes nos forces contre la Bulgarie à l'effet d'enlever à la Serbie tout souci contre le danger bulgare et d'assurer le maintien du traité de Bucarest. »

Après la déclaration de la guerre, M. G. Streit, ministre des Affaires étrangères grec, répondait au Gouvernement serbe par M. G. Alexandropoulos, le 20 juillet/2 août 1914 : « Sans entrer dans l'examen des obligations découlant de son alliance avec la Serbie, la seule considération que l'indépendance et l'intégrité territoriale de la Serbie est un facteur essentiel de l'équilibre balkanique, établi par le traité de Bucarest, au

maintien duquel la Grèce est fermement et résolument attachée, suffit à dicter au Gouvernement royal le parti qu'il doit prendre, au moins quant à présent, pour venir le plus efficacement en aide à la nation amie et alliée.

« Le Gouvernement royal a la conviction qu'il remplit tout son devoir d'ami et d'allié, par la décision qu'il a prise d'observer vis-à-vis de la Serbie une neutralité bienveillante et de se tenir prêt à repousser toute agression dont la Serbie pourrait être l'objet de la part de la Bulgarie.

« En effet, la participation de la Grèce dans la guerre en cours, loin d'être utile à la Serbie, lui serait en effet très nuisible. Devenant belligérante, la Grèce n'apporterait à son allié que des forces bien faibles, par rapport à la puissance de son adversaire, tandis qu'elle la condamnerait infailliblement à voir Salonique, seul port ouvert à ses ravitaillements, être l'objet des atteintes décisives de l'Autriche.

« De plus, l'entrée en campagne de la Grèce diminuerait fatalement la force de son armée que, dans l'intérêt commun, il importe de conserver intacte pour tenir en respect la Bulgarie. »

La politique de M. Venizelos et sa pensée se trouvent dans le télégramme de Munich du 16/29 juillet 1914 à M. G. Streit, à qui, rappelant l'article V de la convention militaire serbo-grecque, il lui donnait des directives à suivre dans la politique extérieure de la Grèce, politique que nous avons vu exprimer dans la réponse précédente du ministre grec au Gouvernement serbe. « Il est de l'intérêt commun de la Serbie et de la Grèce, disait le premier ministre grec, de ne pas procéder dès maintenant à une pareille mesure qui pourrait provoquer la mobilisation générale de la Bulgarie, ce qui risquerait fort de précipiter des événements graves. Je vous prie de donner d'urgence les instructions nécessaires à notre ministre, afin qu'il explique au Gouvernement serbe les raisons de notre attitude et lui donne l'assurance réitérée de notre ferme résolution de mobiliser sans délai en cas de mobilisation bulgare. Il pourrait ajouter que notre attitude correspond absolument à celle que le Gouvernement serbe était résolu de tenir, dans l'intérêt commun, lors de notre crise avec la Turquie,

« Je suis en même temps d'avis que la coopération de la Grèce et de la Roumanie devrait avoir une manifestation immédiate à Sofia, par une déclaration identique des deux cabinets de leur résolution de mobiliser sans délai en cas de mobilisation bulgare. Veuillez vous entendre avec Bucarest à l'effet de faire donner des instructions concertées dans le sus-dit sens aux ministres respectifs.

« Il faut, en outre, envisager l'éventualité d'une généralisation de la guerre pour arrêter d'avance notre politique. Mon avis très réfléchi est

que, dans cette éventualité, le Gouvernement royal ne pourrait à aucun prix être amené à se ranger dans le camp opposé à la Serbie et coopérer contre elle avec ses ennemis ; ce serait contraire tout ensemble aux intérêts vitaux de la Grèce, à la foi des traités et à la dignité de l'État. Sous aucun prétexte, je ne dérogerai à cette politique. »

L'Allemagne voulait faire entrer la Grèce en guerre à côté d'elle. Une correspondance était échangée entre l'empereur Guillaume II et le roi Constantin. Le 22 juillet/4 août 1914, M. Théotoky, ministre de la Grèce à Berlin, télégraphiait, au nom de l'Empereur d'Allemagne au Roi des Hellènes « que l'Empereur lui faisait savoir qu'une alliance a été conclue le même jour entre l'Allemagne et la Turquie, que la Bulgarie et la Roumanie se rangeraient du côté de l'Allemagne et qu'il priait Sa Majesté, en faisant appel au camarade, au maréchal, au beau-frère, en lui rappelant que c'était grâce au soutien de Sa Majesté Impériale que la Grèce avait gardé définitivement Cavalla, de mobiliser et de marcher ensemble contre le slavisme ». Le même jour, le même ministre télégraphiait au roi Constantin qu'après avoir vu l'Empereur, M. de Jagow lui confirmait, sous le sceau du secret absolu, la conclusion d'une alliance entre la Turquie et l'Allemagne, que la Bulgarie et la Roumanie marcheraient aux côtés de l'Allemagne et que, entre la Turquie et la Bulgarie, une entente certaine existait.

A cet appel, le roi de Grèce refusait de placer son pays à côté de l'Allemagne et il préconisait une neutralité de l'Etat grec. En effet, le 25 juillet/7 août 1914, M. G. Streit télégraphiait à M. Théotoky, lui communiquant la réponse du Roi à l'Empereur : « L'Empereur sait que Mes sympathies personnelles et Mes opinions M'entraînent de Son côté. Je n'oublierai jamais que c'est à Lui que nous devons Cavalla. Après une mûre réflexion, Il M'est pourtant impossible de voir comment Je pourrais Lui être utile, si Je mobilisais tout de suite Mon armée. La Méditerranée est à la merci des flottes réunies anglaise et française. Elles détruiraient notre flotte de guerre et marchande, elles nous prendraient nos îles, et surtout elles empêcheraient la concentration de Mon armée, qui ne peut se faire que par mer, puisqu'il n'existe pas encore de chemin de fer. Sans pouvoir Lui être utile en rien, nous serions effacés de la carte. Je suis forcé de penser qu'une neutralité nous est imposée, ce qui pourrait Lui être utile avec l'assurance de ne pas toucher à Ses amis de Mes voisins, aussi longtemps que ceux-ci ne toucheraient pas à nos intérêts locaux balkaniques. »

Le Roi, cinq jours auparavant, le 2 août, avait répondu : « Sincères remerciements pour Ton télégramme et la promesse de Ton appui en faveur de l'entente avec la Turquie. Il ne nous est jamais passé par la

tête d'accourir au secours des Serbes. Mais il me paraît tout aussi impossible de faire cause commune avec leurs ennemis et de tomber sur eux une fois qu'ils sont nos alliés. Il me semble que les intérêts de la Grèce exigent une neutralité absolue et le maintien du *statu quo* dans les Balkans, tel qu'il a été créé par le traité de Bucarest. Si nous abandonnions ce point de vue, la Bulgarie pourrait s'agrandir : en annexant la Macédoine serbe, s'étendre sur nos frontières jusqu'en Albanie et constituer pour nous un énorme danger. Je n'ai pas de garanties que cela n'arrivera pas. Ces considérations nous obligent à garder la neutralité et à faire le possible en coopération avec la Roumanie pour empêcher la Bulgarie d'y participer. Tu connais mon opinion sur les Slaves et sur la tutelle russe dans les Balkans. Cette manière de penser est partagée par tout Mon peuple et si la Bulgarie obtient ce surcroît de forces, alors l'équilibre sur notre coin du globe serait renversé et l'on aurait précisément créé la prépondérance slave. »

De cet ensemble de correspondances, nous voyons que le premier ministre grec était décidé à faire entrer la Grèce aux côtés de l'Entente et le Roi préconisait une neutralité, en reconnaissant tous les deux que la Grèce était l'alliée de la Serbie. M. Venizelos désirait entrer de suite en guerre. Le 10 août, il demandait à l'Entente : « Au cas où la Grèce, venant à l'aide de la Serbie, attaquerait la Bulgarie, serait-elle considérée par l'Entente comme son alliée ? » C'est-à-dire le premier ministre de la Grèce proposait d'attaquer la Bulgarie et de se considérer comme alliée de l'Entente. Cette dernière, par sa réponse, ne s'engageait pas envers la Grèce ; elle voulait un bloc balkanique contre les Centraux ; elle regardait vers la Bulgarie plutôt que vers la Grèce.

Le 18 août, M. Venizelos, d'accord avec le Roi, informait que la Grèce avait décidé d'entrer en guerre aux côtés de l'Entente, qu'il pouvait engager 250.000 hommes en Serbie et il demandait à cette dernière d'envoyer la moitié de ses troupes à la frontière bulgare. La Grèce, c'est-à-dire, entraît en guerre aux côtés des alliés sans condition, en plein accord entre le Roi et le premier ministre. Malheureusement, l'idée d'une confédération balkanique, de la part de l'Entente, mettait l'entrée de la Grèce dans la guerre au second plan de ses préoccupations. La Grèce, dans la réponse à l'Angleterre, à laquelle la France avait adhéré, se voyait rejeter hors de l'Entente. « Si la Turquie, disait l'Angleterre, cesse d'être neutre et se range du côté de l'Allemagne et de l'Autriche-Hongrie, l'Angleterre sera heureuse de considérer la Grèce comme son alliée et appréciera hautement la coopération de la marine grecque, ainsi que le privilège de se servir des ports grecs, et si, par suite de son traité,

la Grèce se voyait obligée de venir en aide à la Serbie, l'Angleterre lui prêterait tout son concours. »

Tandis que la Serbie se battait avec tous les ennemis de l'Entente, tandis que la Grèce offrait son concours sans condition et tandis que la Bulgarie se trouvait en entente avec la Turquie et les Centraux, l'Entente préconisait une confédération balkanique, d'une manière imprévoyante et injuste. Elle pressait la Serbie et la Grèce de faire des concessions territoriales à la Bulgarie. La Grèce se trouvait dans une situation bizarre. Elle offrait de se ranger aux côtés des alliés sans condition, et elle voyait, par la réponse des alliés, qu'elle ne pourrait pas être considérée comme membre de l'Entente et que, comme condition d'entrer en guerre, elle devait céder une partie de son territoire à la Bulgarie. « Les concessions sérieuses de la Grèce, répondait le Gouvernement grec, ne peuvent porter que sur Cavalla. Or, cette ville, pour laquelle le sentiment de l'opinion publique grecque est au moins aussi fort que celui de l'opinion publique pour Vallona, a doublé en un an par les Grecs qui ont fui le territoire bulgare. Peut-on songer à les remettre sous la main des Bulgares? La Grèce doit en partie Cavalla à l'intervention de l'empereur d'Allemagne ; peut-on risquer de faire dire : ceux à qui nous exprimons nos sympathies dans la lutte actuelle veulent nous enlever ce que l'autre nous a donné. »

Dès la fin d'octobre, les concessions de l'Entente à la Bulgarie augmentaient de jour en jour. Elle lui offrait, notamment, depuis le 29 octobre, quand le *Gueben* et le *Breslau* avaient bombardé des ports russes sur la mer Noire, et depuis le 1^{er} novembre, jour d'entrée en guerre de la Turquie contre la Russie et par conséquent contre l'Entente, sous la condition de rester neutre, la ligne Enos-Midia en Thrace, des concessions en Macédoine, qui augmenteraient si elle entraît en guerre aux côtés de l'Entente, et de plus un appui financier. La Russie rêvait d'une Bulgarie de San Stefano. Pendant cette période de la politique myope ententiste, les amis de la France disaient à M. Delcassé : « Il n'y a pas en Grèce de gouvernement capable d'imposer au pays d'abandonner des frères à peine libérés du joug odieux et de se désavouer lui-même en oubliant ses sacrifices, ses droits et ses sentiments, pour accorder des compensations à un pays qui, après avoir poussé par sa convoitise et sa duplicité à une guerre fratricide, tâche maintenant de ressaisir la proie échappée par le chantage, la mauvaise foi et le marchandage à peine dissimulé de ses sentiments. »

Le 16 novembre 1914, les Autrichiens faisaient leur grande offensive contre les Serbes. La Serbie demandait l'application du traité gréco-serbe. La Grèce répondait qu'elle était prête à entrer en guerre si elle était assu-

rée du côté bulgare. Par la note collective du 3 décembre 1914, suivant laquelle la Grèce recevrait des compensations en Albanie méridionale, excepté Vallona ; la Bulgarie, la ligne Enos-Midia et quelque chose en Macédoine, elle prétendait assurer la Grèce du côté bulgare, mais cette assurance n'était pas obtenue parce que la Bulgarie exigeait une Bulgarie plus puissante en s'étendant tout près de Constantinople. La Grèce, n'obtenant pas ainsi l'assurance du côté bulgare, observait une neutralité tout à fait bienveillante à l'égard de la Serbie. Salonique était transformé en un véritable centre d'approvisionnement serbe. La Banque Nationale de Grèce ouvrait des crédits à l'étranger pour la Serbie. La Grèce ne pouvant pas transporter ses hommes à quatre cents kilomètres au delà de ses frontières à cause du danger bulgare, expédiait son matériel de guerre aux Serbes, ce qui les aidait à reconquérir leur capitale. A ce sujet, M. Deville disait : « Une semaine après le désastre, les 20.000 obus étaient là-bas ; les soldats serbes se mettaient à genoux et se signaient devant les wagons comme devant leurs icones ; la lutte reprit et l'on sait avec quel entrain les Serbes obligèrent les Autrichiens à s'en aller plus vite qu'ils n'étaient venus. »

Le 23 janvier 1915, l'Angleterre proposait à la Grèce d'une manière très vague des compensations en Asie-Mineure pour la perte des territoires qui seraient cédés à la Bulgarie en Macédoine avec Cavalla. Venizelos prenait en considération cette proposition et le lendemain adressait au roi un mémorandum lui conseillant d'échanger Cavalla contre l'hellénisme de l'Asie-Mineure en préconisant l'échange de la population grecque du territoire qui serait cédé à la Bulgarie et en même temps une confédération balkanique. Le roi hésitait. Venizelos lui adressait un second mémoire dans lequel il lui disait qu'en sacrifiant Cavalla, la Grèce aurait en échange 125.000 kilomètres carrés, c'est-à-dire la même surface que la Grèce de cette époque, avec une population de 800.000 habitants contre 30.000, qui pouvaient se transporter en Grèce. Le roi restait sceptique et l'état-major hellénique n'adoptait pas les idées du premier ministre.

Le 26 janvier, Venizelos acceptait la proposition anglaise, sous la condition de la coopération roumaine ou bulgare. Mais la Roumanie n'acceptait pas la coopération ; la Bulgarie, intéressée du côté de la Thrace, voulait de plus des récompenses en Macédoine avec occupation immédiate. Le 5 février, le premier ministre grec répondait de la même façon aux puissances et donnait des directives aux légations grecques auprès des « trois » ; le 3/16 février, il leur écrivait : « ... Comme nous l'avons déjà indiqué, notre action ne saurait se concevoir sans une collaboration concertée avec la Roumanie, sans laquelle elle équivaldrait à notre suicide et à la ruine de la Serbie, car le transport de nos armées en Serbie septen-

trionale laisserait sans défense leurs communications avec Salonique, base de leurs opérations. L'armée bulgare, s'avancant dans la direction de Salonique, et coupant ces communications, pourrait anéantir les armées alliées. »

Le 25 février, l'Angleterre et la France attaquaient les Dardanelles. Venizelos voyait l'occasion favorable et très exceptionnelle pour la Grèce de participer à l'entreprise contre les Dardanelles et d'envoyer ses soldats auprès de ceux de l'Entente pour occuper Constantinople. Mais, dans cette affaire, particulièrement, les intérêts grecs étaient opposés aux intérêts russes. La Russie n'admettait en aucune façon la participation de la Grèce et notamment celle pour l'occupation de Constantinople. Le 3 mars, un Conseil de la Couronne, avec participation des anciens premiers ministres grecs, avait lieu. Venizelos demandait la participation de la Grèce dans l'entreprise des Dardanelles avec 35.000 hommes et toute la flotte. Le 5 mars, un nouveau Conseil avait lieu. Venizelos demandait la participation grecque avec seulement une division. Mais l'état-major grec avait une autre opinion. Il trouvait que les forces grecques et alliées étaient impuissantes pour vaincre les Turcs et les Allemands. Par la suite, le premier ministre grec proposait à l'Entente d'accepter les forces militaires grecques contre les Dardanelles. « Suivant l'évolution naturelle, disait-il dans sa dépêche du 5 mars, aux légations grecques à Londres, Paris et Pétrograd, de la solidarité avec les puissances de la Triple-Entente, le Gouvernement royal a estimé que les opérations entreprises aux Dardanelles lui offraient une occasion favorable de traduire par des actes les sentiments qui l'animent en faveur des alliés ; car, sans avoir de vues sur Constantinople et les Détroits, nous y avons de tels intérêts d'ordre moral et matériel que nous ne saurions nous désintéresser de leur règlement. » Le gouvernement voulait donc entrer en guerre aux côtés des alliés sans condition. Le roi, estimant l'échec de l'entreprise des Dardanelles et ayant derrière lui l'opinion de l'état-major, n'acceptait pas le point de vue gouvernemental. Venizelos démissionnait le 6 mars 1915.

A la proposition grecque de participation, l'Angleterre, suivant un télégramme de Génadios : « attendra la communication définitive qui serait faite dès que le roi se prononcera, et sur la nature de laquelle l'Angleterre se concertera avec ses deux alliées. » La France, suivant le télégramme du 22/2/1915 de Sicilianos, considérait l'attaque des Dardanelles comme une opération de la grande guerre et acceptait une participation de la Grèce « généralisée à toute la guerre contre l'Allemagne et l'Autriche aussi bien que contre la Turquie ». La Russie ne désirait pas l'apparition du pavillon grec à Constantinople. Elle n'acceptait pas la participation grecque aux opérations des Dardanelles, mais une participation vers Smyrne. Dragoumis

télégraphiait le 22 février (v. s.) que le « Gouvernement russe n'était pas d'avis que notre concours fût nécessaire pour les opérations des Dardanelles, que la question des Détroits et de Constantinople devra être réglée par les seules puissances de la Triple-Entente sans immixtion de tiers, et que la Russie ne désirait pas l'entrée des troupes grecques à Constantinople... Son point de vue est que la participation de la Grèce à la guerre contre la Turquie n'est pas suffisamment acceptable » et elle demandait que la Grèce fasse la guerre à l'Allemagne et à l'Autriche. Le ministre grec ajoutait encore dans son télégramme que, suivant Sazonoff, « lui, personnellement, était convaincu que nous n'avions aucune visée politique sur Constantinople, mais que l'opinion publique russe devait être rassurée aussi, et c'est ce qui obligeait la Russie à ne pas désirer notre collaboration pour la prise de cette ville ». Ces idées des puissances étaient exprimées avant la démission de M. Venizelos et les propositions de ce dernier devenaient inacceptables pour les « trois » et notamment à cause des objections catégoriques de la Russie, dont la politique prédominait sur la politique anglaise et française, comme d'ailleurs le montre le traité secret du 6 mars 1915, par lequel l'Angleterre et la France attribuaient à la Russie en pleine souveraineté Constantinople et les Dardanelles.

Le ministère Gounaris, par son ministre des Affaires étrangères, M. Zographos, déclarait, le 23 mars 1915, que la Grèce était disposée à coopérer « dans la mesure et sous ces conditions politiques et militaires qui, en nous assurant l'intégrité de notre territoire et la défense des droits de l'hellénisme permettraient à notre coopération d'atteindre le but poursuivi en commun. »

Le 12 avril, à cette politique, l'Entente répondait que : « Les trois puissances alliées ont pris note avec satisfaction de la déclaration par laquelle le nouveau gouvernement grec a fait savoir qu'il continuerait la politique extérieure du cabinet précédent. Les puissances alliées demeurent, pour leur part, prêtes comme avant à assurer à la Grèce, en retour de sa coopération à la guerre contre la Turquie, les acquisitions territoriales déjà préconisées dans le vilayet d'Aïdin. » C'est-à-dire la Grèce réclamait pour entrer en guerre l'assurance de l'intégrité de son territoire, ne désirant pas rendre Cavalla à la Bulgarie. L'Entente maintenait sa politique de compensations, désirant donner cette ville à la Bulgarie et des récompenses à la Grèce en Asie-Mineure.

Le premier ministre grec demandait des explications sur le sens de la « coopération » et « des acquisitions territoriales dans le vilayet d'Aïdin ». Sir Francis Elliot répondait seulement en ce qui concernait les acquisitions : « la ville de Smyrne, avec une partie de son hinterland. » Le 14 avril 1915, le Gouvernement grec faisait de nouvelles propositions pour l'entrée de la

Grèce en guerre : « ... La Grèce retrouverait sa pleine liberté d'action pour coopérer à la guerre contre la Turquie si les puissances voulaient bien prendre l'engagement formel de lui assurer le bénéfice de la pleine solidarité avec elle, c'est-à-dire de lui garantir, durant la guerre et une certaine période qui en suivrait le terme, l'intégrité de son territoire continental et insulaire, y compris l'Epire du Nord.

« Moyennant cet engagement, la Grèce assumerait l'obligation ferme de coopérer aux côtés des puissances de l'Entente aussitôt qu'elles seraient prêtes à combiner leurs forces avec les siennes contre la Turquie, l'objectif définitif de la guerre étant la dissolution de l'Empire ottoman.

« Les modalités des opérations militaires seraient fixées d'un commun accord entre les états-majors des forces militaires et navales respectives, avec cette seule réserve, entendue d'avance, que si la Bulgarie continuait à rester dans la neutralité, la sphère d'action de l'armée grecque ne pourrait pas être placée hors de la Turquie d'Europe.

« L'acte destiné à constater l'accord principal déterminerait les concessions territoriales qui seraient faites à la Grèce en Asie Mineure, les compensations qui lui seraient accordées pour la sauvegarde des droits et intérêts de l'hellénisme (dans les provinces ci-devant ottomanes qui ne seraient pas attribuées à la Grèce), ainsi que les facilités d'ordre financier et de réapprovisionnement militaire que les puissances de l'Entente voudraient lui consentir pour la mettre à même de remplir efficacement les engagements qu'elle aurait assumés...

« En faisant cette proposition, le Gouvernement royal en a pesé les termes de manière à ne rien demander qui ne soit au pouvoir des puissances amies d'accepter. »

Le prince Georges était envoyé à Paris en mission officieuse. L'Entente ne répondait pas aux offres du Gouvernement grec. Elle n'admettait pas de garantir l'intégrité territoriale grecque. Elle regardait toujours avec sympathie vers la Bulgarie qui, suivant Delcassé, était définitivement acquise à l'Entente. Elle ne lui garantissait pas son intégrité territoriale, elle voulait que la Grèce fasse des sacrifices en Macédoine, avec Cavalla en faveur de la Bulgarie ; son intégrité insulaire, parce que les conversations avec l'Italie étaient en bonne voie ; elle n'assurait pas l'Epire du Nord à la Grèce. Elle n'assurait pas la sauvegarde des droits et intérêts de l'hellénisme dans les provinces qui resteraient à l'Empire ottoman et notamment de telles clauses pour Constantinople, à cause de la Russie. Elle n'acceptait pas des modalités des opérations militaires fixées d'un commun accord entre les états-majors, parce que la Russie avait peur que la Grèce participe aux opérations de prise de Constantinople. « Aucun des vœux du Gouvernement hellénique, disait la Russie, ne saurait compter sur la sym-

pathie du Gouvernement impérial. Le sort de la capitale de l'Empire ottoman est définitivement décidé par les alliés ; aucune modification à cet égard ne saurait intervenir. L'entrée à Constantinople d'un détachement grec est inadmissible, à plus forte raison s'il devait avoir à sa tête le roi Constantin, auquel, en sa qualité de personnage couronné, devrait être en ce cas réservé la première place parmi les chefs militaires alliés ; circonstances qui seraient grosses de complications multiples pour l'avenir, étant donné la mégalomanie grecque. »

Le Gouvernement grec, pressé par M. Guillemain, qui était en mission officieuse en Grèce, renouvelait ses propositions, sous une forme officieuse, parce que l'Entente ne lui avait pas répondu. « ... Comme cette garantie d'avenir, disait Zographos aux ministres grecs auprès des « trois », ne paraît pas pouvoir être fournie par les puissances, la Grèce ne peut sortir de la neutralité qu'en s'assurant par ses propres moyens contre les dangers futurs. Elle a donc l'impérieux devoir de conserver les forces de terre intactes, tant que la Bulgarie restera dans l'inaction. Mais pour donner à l'Entente une preuve irrécusable de bonne volonté, la Grèce pourrait participer dès maintenant à la lutte par ses forces navales, et en mettant à la disposition de ses alliés éventuels ses ports et son territoire. » Le roi disait : « Ce qui arrête mon gouvernement (dépêche du 9 mai 1915 au prince Georges) dans la voie de notre coopération contre la Turquie est le refus des puissances de nous garantir notre intégrité territoriale jusques et y compris le traité de paix. » L'Entente n'admettait pas ce point de vue grec, elle avait peur de risquer la perte de la Bulgarie, et elle n'assurait pas l'intégrité territoriale grecque. « La réponse de M. Poincaré, disait le prince Georges, dans sa dépêche du 10 mai 1915 au roi, a été que les puissances de la Triple-Entente ne pourraient garantir, par une déclaration solennelle, l'intégrité territoriale de la Grèce, car, outre que pareille déclaration serait inusitée, elle excluerait un concours éventuel de la Bulgarie à la Triple-Entente, et elle serait même dangereuse pour la Grèce, car, d'après la conviction de l'Entente, elle pourrait induire les Bulgares à attaquer la Grèce, car, d'après la conviction de l'Entente, elle pourrait induire les Bulgares à attaquer la Grèce par crainte précisément d'avoir, par suite de cette garantie, perdu pour toujours Cavalla. »

L'Entente, le 29 mai, proposait à la Bulgarie, pour son entrée en guerre, la ligne Enos-Midia, la frontière Kœprilu-Okhrida et même Monastir contre des compensations à la Serbie vers l'Adriatique, avec la Bosnie et la ville de Cavalla. Le 31 mai, le Gouvernement grec protestait : « Le Gouvernement royal faillirait à ses devoirs les plus sacrés s'il ne s'empressait pas de formuler sur l'heure, auprès des grandes puissances de l'Entente, les protestations les plus vives et les plus solennelles contre l'atteinte qui serait

ainsi projetée à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du royaume. Il déclare en même temps, de la manière la plus formelle, qu'entre la Grèce et la Bulgarie il n'y a et il ne saurait y avoir aucune question à régler au sujet de Cavalla. Le territoire, exclusivement grec, a été attribué au royaume à la suite d'une guerre victorieuse et en vertu d'un traité légal accepté par la Bulgarie, titre auquel nul ne saurait porter atteinte sans violer les principes fondamentaux du droit régissant les nations civilisées.

« Mais en formant cette protestation, le Gouvernement royal hellénique est convaincu que le projet contre lequel il a l'impérieux devoir de s'élever préventivement ne sera nullement réalisé. Il se refuse en effet à croire que les grandes puissances de l'Entente, qui sont les protectrices traditionnelles de la Grèce, puissent jamais entreprendre quoi que ce soit contre l'intégrité de son territoire. Il est de même persuadé qu'elles sauraient, si fort que ce soit leur désir d'abrégier la guerre et de s'assurer la victoire, chercher à se procurer un nouvel auxiliaire au prix de la spoliation d'un tiers et surtout d'un pays qui, comme allié loyal d'un de leurs propres alliés, la Serbie, leur a rendu les plus signalés services, précisément contre l'Etat dont il s'agirait maintenant de payer le concours. »

Le 3 août 1915, Athènes prenait connaissance de la note de l'Entente du 31 juillet, note remise aussi à Sofia et communiquée à la Serbie. Par cette note, la Grèce obtenait en Asie Mineure autant de territoire qu'elle en donnerait à la Bulgarie, y compris Cavalla. Le 12 août, le Gouvernement grec répondait : « Les puissances de l'Entente se sont trop bien rendu compte de la profonde blessure qu'elles ont porté à l'amour-propre d'un Etat libre par la seule annonce d'un plan attentatoire à son indépendance pour se faire un seul instant l'illusion de croire que le Cabinet que j'ai l'honneur de présider pourrait se déclarer d'accord avec leur point de vue.

« Mais elles se sont absolument méprises sur le sentiment du peuple hellène en concevant l'espoir qu'il trouverait leur politique juste et bien-faisante pour la Grèce. Ce serait, en effet, faire injure à son ardent patriotisme et à sa naturelle fierté que d'espérer le voir reconnaître un élément de justice dans une politique visant à le dépouiller, voire au profit d'un adversaire avéré, d'une portion du territoire national qu'il considère à juste titre comme la chair de sa chair, parce que peuplé de ses frères et acquis au prix de son sang. » Et en exposant les droits de l'hellénisme sur l'Asie Mineure, le Gouvernement grec trouvait l'acquisition de ces territoires comme une diminution de la force nationale avec une Bulgarie si forte et toujours menaçante.

La Bulgarie, avec ses accords avec les Centraux, se moquait de l'Entente qui, avec une telle politique, méprisait l'aide de la Grèce, blessait ses amis et cultivait un mécontentement général dans le peuple : « Nous invitons

et conjurons, disaient les habitants de Cavalla, le Gouvernement hellénique de ne se soumettre sous aucun prétexte à la pression des puissances et de ne pas céder un pouce de territoire sans une guerre à outrance, fermement décidés à défendre par tous les moyens la patrie, préférant laisser détruire par les canons des puissances et réduire Cavalla en cendres plutôt que de la remettre aux Bulgares. »

M. Venizelos, revenant au pouvoir, préconisait toujours la politique d'intervention sans condition, tandis que le roi, tout en n'excluant pas une intervention de la Grèce à côté de l'Entente, demandait d'elle, pour entrer en guerre, des munitions, des armes et, suivant le traité gréco-serbe, 150.000 hommes. En attendant, la Bulgarie mobilisait son armée et la Grèce répondait le 21 septembre par la mobilisation. Mais telle était l'admiration de l'Entente pour la Bulgarie, que Sir Ed. Grey déclarait au Parlement anglais que jusqu'au moment où la Bulgarie ne prendrait pas une attitude agressive aucun trouble ne pourrait naître dans les relations amicales de son pays. M. Venizelos qui, le 22 septembre, priait les puissances de l'Entente de débarquer une armée de 150.000 hommes à Salonique et faire entrer ainsi la Grèce en guerre, devant cette déclaration, disait : « On ne débarquera pas, nous nous y opposons par la force. Le général Hamilton n'a pas les dents assez longues pour manger Salonique ! Les puissances prétendent traiter la Grèce en pays conquis et foulent aux pieds sa souveraineté ; si vos troupes se présentent à Salonique après cet incident au milieu de la mobilisation grecque et sans que la situation ait été éclaircie par une déclaration des puissances, je ne pourrai pas empêcher l'autorité militaire de s'opposer par la force à leur débarquement ; il faut tout de suite arrêter l'opération si l'on veut éviter un désastre. » Le peuple hellène aussi, qui s'opposait à donner Cavalla à la Bulgarie, était très furieux devant de telles déclarations et devant un débarquement de troupes de l'Entente à Salonique, puisqu'il avait peur que si l'Entente occupait Salonique, elle aurait en ses mains un gage pour que l'Etat grec soit obligé de donner Cavalla à la Bulgarie.

La conduite de la Bulgarie devenant de jour en jour plus claire, Grey déclarait par la suite caduques les concessions faites à la Bulgarie à laquelle les « trois » lui adressaient un ultimatum pour donner des précisions sur son attitude.

Devant cette nouvelle déclaration, M. Venizelos protestait pour la forme contre la note du 2 octobre 1915 de la France et de l'Angleterre par laquelle M. Guillemain lui avait fait connaître que : « Sur l'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur d'annoncer à Votre Excellence l'arrivée à Salonique du premier contingent des troupes françaises et de proclamer en même temps que la France et l'Angleterre, alliées de la Serbie, envoient ces trou-

pès pour l'appuyer et pour conserver leurs communications avec elle et que ces deux puissances se fondent sur ce que la Grèce, qui leur a déjà donné tant de témoignages d'amitié, ne s'opposera pas à des mesures prises dans l'intérêt de la Serbie qui est également sa propre alliée. » Le premier ministre grec disait : « Neutre dans la guerre européenne, le Gouvernement royal ne saurait autoriser les actes envisagés. Car ils portent à la neutralité de la Grèce une attitude d'autant plus caractérisée qu'ils émanent de deux grandes puissances belligérantes. Le Gouvernement royal a dès lors le devoir de protester contre le passage des troupes étrangères à travers le territoire hellénique. La circonstance que ces troupes sont destinées uniquement à venir en aide à la Serbie, alliée de la Grèce, ne modifie nullement la condition juridique du gouvernement du roi, car, même au point de vue balkanique, la neutralité de la Grèce ne saurait, avant la réalisation du *casus foederis*, être affectée par le danger qui, en menaçant actuellement la Serbie, provoque l'envoi à son secours de troupes internationales. »

Venizelos suivait une politique d'intervention immédiate et espérait obliger le roi à entrer en guerre auprès de l'Entente. Suivant sa politique, le 4 octobre il prononçait à la Chambre hellénique un discours belliqueux. Le 5, le roi, malgré l'approbation par la Chambre de la politique venizéliste par 142 voix contre 104, révoquait le premier ministre.

M. Zaïmis arrivant au pouvoir faisait connaître sa politique par sa circulaire télégraphique du 8 octobre 1915 : « Après avoir étudié les divers aspects de la situation internationale, éminemment complexe, devant laquelle nous nous trouvons en ce moment, le nouveau cabinet est en mesure d'affirmer que sa politique reposera sur les mêmes bases essentielles que la politique suivie par la Grèce depuis le début de la guerre européenne. Pour mieux garantir ses intérêts vitaux, notre neutralité demeurera armée et s'adaptera aux événements dont le nouveau cabinet suivra l'évolution avec une attention soutenue. »

Le débarquement à Salonique des troupes alliées avait commencé depuis le 5 octobre. Le roi déclarait : « Rien n'est changé. Je ne compte pas dissoudre la Chambre si l'opposition ne rend pas son fonctionnement impossible. La mobilisation continue ; votre débarquement à Salonique aussi. J'ai protesté, mais j'ai trouvé rassurante l'intention du gouvernement français de diriger ses troupes immédiatement vers la Serbie qui a, en effet, besoin de votre secours. Quant à moi, j'ai toujours déclaré que je ne voulais pas exposer la Grèce à entrer en conflit avec les troupes d'une grande puissance. Je conserverai la neutralité aussi longtemps que cela nous sera possible. Voilà ma politique. »

Le jour du débarquement, le *Journal des Débats* disait : « Diplomatiquement, les objections ne devaient pas être plus fortes contre le débarque-

ment dans un port continental que contre l'occupation des deux îles. En fait, on pourrait soutenir que le débarquement à Salonique est plus justifié, puisqu'il s'agit, pour les troupes expéditionnaires, d'aller secourir un pays allié à la Grèce, que celle-ci est tenue de défendre contre une agression bulgare imminente. » *Le Temps* du 7 : « Nos soldats et nos officiers ont trouvé auprès de la population et des autorités un accueil empressé qui ramène à sa véritable portée la protestation de principe par laquelle la Grèce avait cru devoir répondre à la notification du débarquement... Les autorités grecques prirent, de commun accord, avec les officiers français et anglais, toutes les dispositions nécessaires, tant pour l'atterrissage de nos troupes que pour leur acheminement vers la Serbie... L'attitude du roi, de l'armée, des autorités et de la population à l'égard de nos troupes enlève toute valeur aux efforts allemands pour assimiler le débarquement franco-anglais à Salonique à la violation de la neutralité belge. »

Le 8 octobre, les Allemands et les Autrichiens occupaient Belgrade, le 11, les Bulgares attaquaient les Serbes et le 13, le général Sarrail arrivait à Salonique. La Serbie demandait à la Grèce son intervention, elle voyait un *casus foederis*. Le Gouvernement grec répondait à la Serbie que : « ...Il estime que, dans les conjonctions actuelles, le *casus foederis* n'est pas en jeu. En effet, l'alliance conclue en 1913, en prévision d'une agression bulgare et dans le but d'établir et de conserver, après le partage des conquêtes faites en commun sur l'Empire ottoman, un équilibre des forces entre les Etats de la péninsule, a, d'après le préambule même du traité, un caractère purement balkanique qui n'en impose nullement l'application dans les péripéties d'une conflagration générale. En dépit de la généralité des termes de l'article 1^{er}, le traité d'alliance et la convention militaire qui le complète prouvent que les parties contractantes n'ont eu en vue que la seule hypothèse d'une attaque isolée de la Bulgarie dirigée contre l'une d'elles. L'article 4 de la convention militaire en fournit lui-même la démonstration, car, destiné à limiter le concours de l'un des alliés, déjà occupé ailleurs, il ne prévoit d'autre *casus foederis* que l'attaque concertée de deux ou plusieurs puissances. Au contraire, si large que soit en ses termes la disposition générale de l'article 1^{er} de la convention militaire, elle se borne à l'hypothèse d'une guerre entre l'un des deux Etats alliés et une seule autre puissance. Et il ne pouvait en être autrement ; c'eût été un acte de folle présomption de stipuler pour l'éventualité où l'une des parties serait en guerre avec plusieurs Etats à la fois, le concours manifestement impuissant et dérisoire des forces armées de l'autre partie.

« Or, il n'est pas douteux que c'est bien cette hypothèse qui s'offre aujourd'hui. Si l'agression bulgare, appréhendée par le Gouvernement serbe, doit se produire (le Cabinet grec ne savait pas encore l'attaque bul-

gare), elle sera l'effet d'un accord concerté avec l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie et la Turquie. Elle aura lieu en combinaison avec l'attaque déjà entreprise contre la Serbie par les deux Empires du centre. Elle se présentera comme un épisode de la guerre européenne. Le Gouvernement serbe lui aura lui-même reconnu d'avance ce caractère, en rompant avec la Bulgarie les relations diplomatiques pour inviter les puissances de l'Entente, ses alliées européennes, sans s'être préalablement concerté avec la Grèce, son alliée balkanique. Il est dès lors évident qu'on se trouvera en dehors des précisions comme de l'esprit de notre alliance.

« Mais le Gouvernement royal n'est pas seulement convaincu que, dans ces conjonctures, nulle obligation contractuelle ne pèse sur lui. Il est, en outre, persuadé que son concours armé, spontanément offert en un pareil moment, servirait mal l'intérêt commun des deux pays. C'est à cet intérêt qu'il a obéi en restant neutre dans la guerre européenne, estimant que le meilleur service qu'il pouvait rendre à la Serbie, c'était de tenir en échec la Bulgarie, en conservant, en vue d'une attaque éventuelle de sa part, l'intégrité de ses forces et la liberté de ses communications. Il s'est toujours tenu prêt à faire face au danger bulgare, alors même qu'il se produirait au cours de la guerre européenne, bien que la Serbie fût déjà en lutte avec deux grandes puissances. C'est pourquoi, à la mobilisation bulgare, il s'est empressé de répondre sur-le-champ par la mobilisation générale de son armée. Mais il a toujours eu en vue une attaque bulgare se produisant séparément, encore qu'en connexion avec les autres hostilités entreprises contre la Serbie. L'hypothèse d'une attaque concertée avec celle d'autres puissances a été et doit rester hors de ces prévisions. Car, en intervenant dans ce cas, la Grèce se perdrait elle-même, sans le moindre espoir de sauver la Serbie. La Serbie ne saurait évidemment désirer pareil résultat. L'intérêt commun demande au contraire que les forces grecques soient encore tenues en réserve en vue d'une meilleure utilisation ultérieure.

« Il importe donc que la Grèce reste neutre et armée, et qu'elle suive attentivement la marche des événements, avec la résolution de veiller toujours, par les moyens les plus appropriés, en même temps qu'à la sauvegarde de ses intérêts vitaux, à la protection des intérêts qui lui sont communs avec la Serbie.

« Convaincu que le gouvernement serbe reconnaîtra la justesse des raisons qui interdisent à la Grèce de lui promettre, dans les conjonctures actuelles, son concours armé, le Gouvernement royal, tout en ayant le profond regret d'être dans l'impossibilité matérielle de faire présentement davantage pour la Serbie, désire lui donner l'assurance que, fidèle à son

amitié, il continuera à lui accorder toutes les assistances et facilités compatibles avec sa position internationale. »

Le Gouvernement grec était obligé par le traité et il devait apporter secours à son allié contre une attaque d'une tierce puissance, vu que son allié remplissait les clauses du traité et de la Convention, notamment le concours militaire.

Le 17 octobre, l'Angleterre donnait à la Grèce l'île de Chypre si elle entraînait en guerre. Le Gouvernement grec restait à sa politique et déclinait la proposition. Devant les victoires des Centraux, il craignait pour l'existence même de la Grèce ; et devant l'incapacité soit de l'Entente, soit de la Serbie de remplir les clauses du traité, il était en droit de maintenir sa neutralité.

Cette politique bulgarophile de l'Entente avait eu comme conséquence la non-acceptation des différentes propositions grecques, qui avaient comme but de maintenir l'intégrité territoriale de la Grèce, et son assurance contre un ennemi qui, malgré ses alliances avec les Centraux, jusqu'au moment même de la mobilisation, recevait les caresses de Londres. Cette politique avait comme résultats de refroidir le peuple hellène et de produire des manifestations à Cavalla, par exemple, pour protester contre la soumission des Hellènes au joug bulgare ; de diviser la Grèce en deux ; de séparer le roi et Venizelos ; de produire des émeutes intérieures dans l'Etat grec ; le débarquement de l'amiral Dartige du Fournet à Athènes avec ses tristes événements.

Auguste Gauvain, dans son livre *L'Affaire Grecque*, déclare que la déplorable tournure des affaires grecques était le résultat des erreurs commises par l'Angleterre, la France et la Russie. « En premier lieu, dit-il, les gouvernements des trois Etats alliés ont méconnu le caractère du grand conflit qui venait d'éclater et négligé les moyens de le résoudre conformément à leurs véritables intérêts. Puis ils ont apprécié au rebours de la réalité les intentions de la Turquie d'abord, de la Bulgarie ensuite.

« Absorbés, les ministres qui dirigeaient les affaires étrangères en France, en Angleterre et en Russie, par l'idée de la raison de l'Etat, plus préoccupés de la fin de la guerre que des moyens logiques de la finir, considérant plutôt les cartes de géographie que la volonté des peuples, ils se mirent à poursuivre des solutions fondées sur des répartitions arbitraires de territoires. Ils imaginèrent qu'en découpant en lanières les provinces macédoniennes et en remaniant de fond en comble le traité de Bucarest du 10 août 1913, ils parviendraient à satisfaire tous les Etats balkaniques et à les grouper pour une action commune contre nos ennemis communs.

« En cherchant à démolir le traité de Bucarest... allaient à l'encontre de la moralité politique élémentaire. De plus, ils usurpaient un rôle qui ne

leur revenait point. Le traité de Bucarest était la juste sanction de l'attaque brusquée de la Bulgarie contre la Serbie et la Grèce à la fin de juin 1913. Il ne contenait certes aucune clause plus dure pour la Bulgarie que les sanctions projetées par les trois ministres contre l'Austro-Allemagne en raison de son attaque brusquée d'août 1914. Il donnait à la Bulgarie plus qu'il ne lui prenait. A part le morceau de Dobroudza, cédé à la Roumanie, il ne lui enlevait que des espérances. Ces espérances étaient grandes, il est vrai, mais elles tendaient à l'établissement de l'hégémonie bulgare sur la péninsule. Il n'était en aucun cas de l'intérêt, bien entendu, de la France, de l'Angleterre ou de la Russie de les encourager ou de les réveiller. L'intérêt commun de ces trois puissances dans les Balkans était d'interposer la Serbie et la Grèce d'une part, la Roumanie d'autre part, entre la Germanie et la mer Egée, de sorte que l'Allemagne ne devint pas maîtresse des routes de l'Orient. La création d'une grande Bulgarie, rivale déclarée de la Roumanie, de la Serbie et de la Grèce, mettait en péril notre influence du Danube au golfe Persique. »

En continuant, le même auteur dit : « De même avec le cabinet de Pétrograd, ils perdaient de vue l'aspect moral de la question.

« Dans l'été de 1913, avec la complicité de l'Austro-Allemagne, la Bulgarie s'était jetée par trahison sur ses deux alliées dans le dessein avoué de les dépouiller et de se retourner, après les avoir battues, contre la Roumanie. »

En parlant de la conduite des alliés, Auguste Gauvain dit : « Leur conduite s'explique seulement par le fait qu'à ce moment, ils n'étaient guidés par aucun principe. Ils n'avaient en vue que des expédients. »

« Dès la déclaration de la guerre de l'Allemagne à l'intervention des Etats-Unis, la diplomatie de la Triple, puis Quadruple Entente, vécut d'expédients. Elle s'inspira des combinaisons amORALES. Elle s'occupa du lotissement de l'Europe suivant des plans établis dans le secret des cabinets. On fit des parts d'après les appétits plutôt que d'après le droit. Comme principe, on parla beaucoup de celui des nationalités. Mais il est susceptible des interprétations les plus opposées et c'est un peu pour cela qu'on le mettait en avant. On parla moins du droit des peuples civilisés de disposer d'eux-mêmes; son application eût gêné les architectes de la nouvelle Europe. On négocia dans l'obscurité, parce qu'on craignait que le plein soleil mît en lumière de vilaines choses. On crut être très fin, et ces finesses faillirent compromettre le triomphe de la cause du monde civilisé. En somme, on se livra, dans l'arène diplomatique, au moment le plus critique de l'histoire moderne, aux manœuvres en usage dans les couloirs parlementaires. Au lieu de prendre nettement position du côté de nos amis, on chercha à débaucher un complice de nos ennemis en lui faisant une place aux dépens

de nos amis... Il était impossible de satisfaire la Bulgarie en 1915, sans porter à la Grèce continentale un coup mortel. »

Le Temps du 29 octobre 1915 écrivait : « La Grèce, à diverses reprises, a offert aux puissances de l'Entente son concours militaire effectif. Dans sa dernière proposition, elle ne demandait que la garantie de son intégrité territoriale, une assurance contre tout démembrement. On ne lui a pas répondu. Les alliés, à cette époque, ne songeaient qu'à offrir Cavalla à la Bulgarie et pressaient d'autant plus Ferdinand d'accepter qu'il se moquait d'eux, ayant son accord avec les Allemands en poche. »

§ III. — La neutralité grecque

LES DEUX POLITIQUES EN GRÈCE. — RETRAITE DE L'ARMÉE FRANÇAISE DANS LE TERRITOIRE HELLÉNIQUE. — POLITIQUE COERCITIVE DE L'ENTENTE : ULTIMATUM DE L'ENTENTE ; ACCORD GRÉCO-ENTENTISTE ; RELATIONS GRÉCO-ALLEMANDES ; OCCUPATION DE L'ÎLE DE CASTELLORIZO ; ARRESTATION DES CONSULS DES ENNEMIS DE L'ENTENTE A SALONIQUE ; OCCUPATION DE L'ÎLE DE CORFOU ; DESTRUCTION DU PONT DE DÉMIR-HISSARD ; OCCUPATION DU FORT DE KARABOURNOU. — ABANDON PAR LES ALLEMANDS DE LEUR PROJET DE PÉNÉTRATION EN TERRITOIRE HELLÉNIQUE. — LA QUESTION DU TRANSPORT DES SOLDATS SERBES DE CORFOU A SALONIQUE. — OCCUPATION DU FORT DE RUPEL. — BLOCUS DE LA GRÈCE. — LE MOUVEMENT DE SALONIQUE. — L'INCIDENT SIMULÉ A LA LÉGATION DE FRANCE. — LA QUESTION DU IV^e CORPS D'ARMÉE GREC. — GOUVERNEMENT PROVISOIRE A SALONIQUE. — MESURES COERCITIVES DE L'ENTENTE : ULTIMATUM DU 10 OCTOBRE ; MISSION BÉNAZET ; ULTIMATA DES 3/16, 11/24 NOVEMBRE 1916 ; ORDRE SECRET N^o 13 DE L'AMIRAL DARTIGE DU FOURNET ; ARRANGEMENT PROVISOIRE ; CORRESPONDANCE POLITIQUE ET ULTIMATUM DU 18/31 DÉCEMBRE ; MÉMORANDUM GREC DU 23 DÉCEMBRE/6 JANVIER 1917 ; NOTE GRECQUE DU 10 JANVIER ET EXÉCUTION DE L'ULTIMATUM DU 31 DÉCEMBRE ; ABDICATION DU ROI ET DU DIADOQUE ; AVÈNEMENT D'ALEXANRE. — DESCENTE DE VENIZLOS A ATHÈNES.

Le roi préconisait le maintien de la neutralité grecque. Le parti libéral, au contraire, l'entrée en guerre de la Grèce à côté de ses alliées, notamment après l'attaque bulgare, même sans conditions. Nous sommes donc devant deux politiques : l'une, voyant les victoires des Centraux et prenant en considération la situation géographique de la Grèce entourée de la flotte de l'Entente, croyait que l'intérêt grec était de rester neutre, l'autre, au contraire, malgré l'écrasement des voisins de la Grèce, croyait à la victoire

de l'Entente et trouvait que chaque jour qui s'écoulait sans la participation de la Grèce à la guerre était une occasion perdue pour elle, et, particulièrement, depuis l'attaque bulgare qui effaçait le danger de la remise de la ville de Cavalla à ces derniers.

Le recul des Serbes et de l'armée de Sarraïl en Macédoine mettait l'Entente dans une situation très difficile. L'Etat grec observait une neutralité bienveillante envers elle en lui permettant de laisser traverser son territoire par son armée et d'aller à l'aide des Serbes ; en livrant aux Serbes des obus grecs, en acceptant l'existence à Salonique d'un centre d'approvisionnement serbe et en permettant l'ouverture de crédits à l'étranger pour la Serbie par la Banque Nationale de Grèce. Mais malgré cette situation de la neutralité bienveillante, notion d'ailleurs très difficile à être acceptée, parce que la Grèce, tout en aidant l'Entente, faisait des actes hostiles envers l'Allemagne et ses alliés, l'Etat grec ne déclarait pas la guerre aux ennemis de l'Entente, et le recul des Serbes et de l'armée de l'Entente le mettait dans l'obligation d'appliquer le droit international et l'Entente se trouvait dans l'impossibilité de procurer pour la frontière gréco-bulgare les 150.000 hommes prévus par la convention militaire gréco-serbe et de l'obliger de droit de sortir de sa neutralité.

L'Entente, en occupant les îles de Lemnos, de Ténédos et d'Imbros et, par la suite, de Lesbos, ne se trouvait pas en conformité avec le droit international, puisque si les îles de Ténédos et d'Imbros ne faisaient pas partie intégrante du territoire grec, parce que le statut international de ces îles n'était pas encore réglé, ce n'était pas la même chose pour les autres îles, dont l'occupation était contraire à l'article 1^{er} de la V^e Convention de La Haye stipulant que le « territoire des puissances neutres est inviolable » et, en faisant traverser le territoire grec par son armée, elle ne se trouvait pas en conformité avec l'article II de la même convention stipulant que : « Il est interdit aux belligérants de faire passer à travers le territoire d'une puissance neutre des troupes et des convois, soit de munitions, soit d'approvisionnements. De plus, le débarquement de l'armée ententiste à Salonique obligeait le roi et le Gouvernement grec à violer l'article 99 de la Constitution grecque qui stipulait : « Sans une loi, une armée étrangère n'est pas admise au service hellénique et ne peut séjourner sur le territoire grec ou le traverser. »

Le recul de ses troupes dans un territoire neutre angoissait l'Entente, d'abord à cause du désastre, puis parce que le roi des Hellènes, restant neutre, était obligé, suivant le droit international, de les désarmer et interner. Devant cette situation critique, M. Guillemain, ministre de la France en Grèce, le 9 novembre 1915, intervenait auprès du premier ministre grec Scouloudis, en lui demandant ce que ferait la Grèce en cas de

retraite des armées alliées sur le territoire grec. M. Scouloudis disait qu'il avait donné la réponse: « Nous devrions envisager l'application des règles de La Haye » et, suivant M. Guillemain, M. Scouloudis disait: « Nous devons, et que voyant l'effet produit sur son interlocuteur, il avait en s'en allant, sur le pas de sa porte, dit nous devrions. » En tout cas, le premier ministre grec répondait que la Grèce devrait appliquer le droit international, qui n'avait pas été appliqué, malgré les victoires et la pression des Centraux, auxquels elle répondait qu'elle se trouvait dans l'impossibilité de désarmer ou d'interner de force des armées des grandes puissances et que : « Jamais la Grèce ne tolérera la violation de son territoire par les Bulgares. »

L'Etat grec, dans cette circonstance critique pour l'Entente, continuait à maintenir sa neutralité bienveillante à son égard, malgré ses obligations de droit. Pour apaiser la peur de l'Entente et pour la calmer, le 17 novembre M. Scouloudis disait à M. Denys Cochin, chargé d'une mission spéciale en Grèce, dont le but était surtout d'empêcher le désarmement et l'internement des troupes alliées : « Je jure sur mon honneur que jamais nos troupes ne toucheront ni à un soldat serbe ni à un soldat français. » Et le lendemain, le roi déclarait : « Jamais nos troupes n'attaqueront les Alliés. J'en ai donné à plusieurs reprises l'assurance à votre Gouvernement. Il est blessant pour moi de voir que ma parole est mise en doute. Je vous donne ma parole de gentilhomme. »

Cette attitude de la Grèce permettait aux troupes en retraite, en pleine sécurité, de passer et de quitter le territoire hellénique ; de plus, la résolution et la déclaration du roi et du Gouvernement grec, qu'ils ne permettraient pas aux Bulgares de franchir la frontière hellénique, avait empêché les Centraux de poursuivre les troupes en retraite sur le territoire hellénique et de permettre à l'Entente de penser et s'installer à Salonique sans prendre, devant la nécessité, en considération la qualité neutre du territoire grec ; tout au contraire, sous l'impulsion du parti libéral grec, l'Entente inaugurait, malgré les hésitations anglaises, une politique de coercition pour obliger la Grèce à sortir de sa neutralité, en s'immisçant à la vie intérieure du pays et en ne prenant pas en considération même la souveraineté et l'indépendance de l'Etat grec.

Cette politique de l'Entente, et plus particulièrement de la France, était exposée dans le discours de M. Briand du 16 juin 1916 devant la Chambre des députés siégeant en comité secret : « La mise à notre disposition de tous les territoires nécessaires à la constitution d'un camp retranché, éloignement des troupes grecques, mise à la disposition du général commandant le corps expéditionnaire des chemins de fer et routes ; toutes mesures de sécurité lui seraient permises.

« Une flotte avait été réunie pour appuyer la démarche de notre ministre

à Milo, non loin d'Athènes, et voici les instructions pour le cas où les choses auraient évolué vers les mesures extrêmes.

«...La concentration de ses navires se poursuit à Malte, et la force navale des alliés se réunira à Milo.

« Les opérations engagées sont, par ordre d'efficacité : destruction de la flotte grecque, bombardement de Salamine et du Pirée, menace contre Athènes, en respectant les monuments anciens.

« Ces opérations auraient pour base, d'abord la Sude, ensuite Egine.

« Elle pourrait être dispensée des autres opérations, occupation militaire de Milo et de Syra, occupation militaire de Corfou, chasse au commerce, blocus du golfe d'Athènes et du canal de Corinthe. »

Le 19 novembre 1915, au soir, la Grèce se trouvait en blocus, et, le 23, l'Entente remettait à M. Scouloudis un ultimatum : « Une allusion ayant été faite officiellement à l'éventualité du désarmement ou de l'internement des troupes anglaises, françaises ou serbes, qui pourraient être contraintes, au cours des opérations militaires, à passer des territoires serbe ou bulgare sur territoire grec, les gouvernements alliés se voient obligés de demander au Gouvernement grec de leur donner officiellement l'assurance formelle qu'en aucune circonstance les troupes grecques ne tenteront de désarmer ou d'interner les troupes alliées, mais qu'au contraire la politique de neutralité bienveillante à l'égard des puissances de l'Entente, dont la promesse leur a été confirmée à plusieurs reprises par le Gouvernement hellénique, sera maintenue avec toutes ses conséquences... » Elle n'exigeait pas l'entrée de la Grèce en guerre, elle demandait la liberté des mouvements de ses troupes sur terre et sur mer, leur sécurité dans le champ des opérations et elle s'engageait à restituer à la fin de la guerre les territoires occupés et le paiement de toutes les indemnités légitimes pour les dommages causés. Elle exigeait donc :

« 1° Retrait des troupes grecques de la ville de Salonique et ses environs ;

« 2° Libre et entière disposition des chemins de fer et des routes jusqu'à la frontière, en particulier vers Kivolak et Monastir, en vue d'une organisation défensive autour de Salonique ;

« 3° Libertés sur mer, telles que le droit de visiter les navires et embarcations dans les eaux territoriales et celui de chercher et détruire les sous-marins ennemis et leurs bases de ravitaillement sur les côtes helléniques. »

Le 24, le Gouvernement grec acceptait la volonté de l'Entente. Pour l'application de l'ultimatum, les ministres alliés en Grèce et le Gouvernement grec se mettaient d'accord le 27 novembre que :

« 1° Salonique ne sera pas totalement évacuée. La division grecque existante continuera à y rester ;

« 2° Si le personnel des chemins de fer était insuffisant, la Grèce l'aug-

menterait de manière à assurer le maximum de rendement, mais elle n'admettra dans aucun cas des employés étrangers ;

« 3° La Grèce ne s'opposera pas par la force aux travaux défensifs ou à l'occupation des points fortifiés, mais elle formulera la protestation la plus énergique, sérieusement, et non seulement pour la forme.

« 4° Au cas où les troupes alliées attireraient la guerre sur le territoire grec, les armées grecques s'écarteraient de manière à laisser aux deux partis le champ libre pour vider leur conflit ;

« 5° La Grèce n'admettra aucune discussion au sujet de Karabournou, du moment que le roi a donné sa parole qu'il ne sera jamais fait usage de cette forteresse où des batteries placées en face contre les forces alliées. »

Le V^e corps d'armée grec se trouvant dans la région du Vardar était transporté vers l'Est, de manière à laisser libre l'espace entre la frontière et Salonique.

En attendant, Von Falkenhayn faisait dire au Gouvernement grec, le 16 novembre, que : « Si la Grèce ne réussit pas à neutraliser les troupes de l'Entente ou à obtenir leur départ immédiat, soit qu'elles s'organisent pour leur défense en préparant une nouvelle attaque, le commandement allemand va étudier les mesures qu'il sera obligé de prendre ; en tout cas, il est fort probable que le développement de la lutte amènera les armées allemandes ou celles de leurs alliés à dépasser les frontières. »

Le 1^{er} décembre, Scouloudis télégraphiait à Théotoky de faire connaître au Gouvernement allemand qu'il n'y avait aucune nécessité de poursuivre les troupes alliées dans le territoire grec et indiquait le danger que courrait le pays par les désordres intérieurs en cas de pénétration dans le territoire grec de troupes bulgares ; et, le 9, il télégraphiait à nouveau les conditions suivant lesquelles il permettrait la pénétration par les troupes et, notamment, il demandait l'assurance de l'intégrité territoriale de la Grèce avec gage Monastir et des précautions pour éviter le danger que courrait le pays à cause de la pénétration future des Bulgares avec les Allemands. Le 24, l'Allemagne acceptait l'assurance de l'intégrité territoriale grecque ; l'évacuation du territoire, tant que les raisons militaires le permettaient, et l'indemnité pour les dommages

L'Etat grec, comme Etat neutre, devait respecter les conventions de La Haye ; mais une fois qu'il était obligé de permettre le passage des troupes de l'Entente et puis leur installation à Salonique, en assurant de plus l'arrière de son armée et en laissant l'espace libre par le déplacement de son V^e corps d'armée, il était obligé de laisser libre la pénétration des troupes des Centraux, comme signe de sa neutralité, pour vider leur conflit. De plus, par l'accord entente-grec du 27 novembre, les armées grecques étaient obligées de s'écarter de manière à laisser aux deux parties le champ libre.

Mais l'Entente avait intérêt à ce que l'Etat grec ne permette pas la pénétration sur son territoire des armées des Centraux. Elle s'appuyait et elle soutenait le parti libéral qui voyait, comme nous l'avons vu, que chaque jour qui s'écoulait sans que l'Etat grec soit en guerre était une occasion perdue. Le général Sarrail, donc, occasionnait tous les jours des complications au Gouvernement grec, faisant faire des actes qui n'étaient pas conformes à l'indépendance de l'Etat hellénique qui ne restait pas maître de sa vie intérieure. (L'affaire du télégraphe, de l'enlèvement de 70 wagons, de l'interdiction de la locomotive serbe, du désarmement des soldats serbes par les Grecs.)

Le roi Constantin, résolu à laisser le champ libre aux adversaires, n'admettait pas cependant les exigences de Von Falkenhayn, il n'admettait pas la concentration des troupes helléniques au sud de la ligne Prespa-Ekaterini, qui équivaldrait à l'abandon de la Macédoine occidentale et orientale, et il n'admettait pas de s'opposer par la force au débarquement des troupes de l'Entente par le golfe de Cavalla ou par la baie d'Ekaterini, « vu que la violation des conditions qui en font l'objet par les troupes de l'Entente impliquerait pour nous l'obligation d'avoir recours à la force pour les empêcher, tandis que la Grèce est résolue à ne pas sortir de la neutralité aussi longtemps qu'à son propre jugement les intérêts nationaux ne le lui imposent pas ».

Le 28 décembre 1915, le général Moreau occupait l'île de Castellorizo, occupée militairement par la Grèce, chose qui aboutissait à la soumission de l'île aux Italiens.

Le 30 décembre 1915, le général Sarrail faisait arrêter les consuls d'Allemagne, d'Autriche, de Bulgarie et de Turquie à Salonique en saisissant leurs consulats. Il trouvait que l'attaque de Salonique par le lancement des bombes par les avions allemands faisait la ville territoire de guerre. L'Etat grec protestait contre le lancement de bombes qui avaient fait comme victime un Hellène et aussi contre la violation de sa souveraineté, « contre cette violation la plus flagrante et la plus inhumaine de la souveraineté de la Grèce sur Salonique, commise au mépris des règles traditionnelles de l'asile diplomatique et de la plus élémentaire courtoisie internationale ».

Dans la nuit du 10 au 11 janvier, le vice-amiral Chocheprat, au nom de l'Entente, remettait au préfet de Corfou, tandis qu'il dormait, une note par laquelle il était informé que « les gouvernements alliés, avec l'assentiment du Gouvernement grec, ont décidé d'établir à Corfou une base où les

troupes serbes qui se trouvent actuellement en Albanie pourront se refaire, se reposer et se rééquiper avant d'être renvoyées sur la ligne du front ».

L'Entente, désirant recueillir les débris serbes, ses braves amis qui soutenaient leur patrie avec tant de courage et d'héroïsme, adoptait des moyens peu conformes à la réalité, puisque suivant le télégramme du premier ministre grec du 13 janvier 1916 au ministre de Grèce à Paris « dans la lettre que l'amiral français a adressé au préfet de Corfou, il affirme, contrairement à la vérité, que le choix de Corfou pour l'installation des troupes serbes a été décidé par les puissances alliées avec l'assentiment du Gouvernement grec ». Le 10 janvier, pendant que Corfou était occupé par l'Entente, la Grèce avait reçu une note: « L'étude minutieuse des conditions dans lesquelles l'évacuation de l'armée serbe doit être réalisée pour sauver ses soldats héroïques de la famine et de la destruction a amené les puissances alliées à décider qu'il est nécessaire de les transporter à Corfou, cette solution étant la seule qui réponde à toute les exigences de la situation. C'est un devoir de stricte humanité de transporter les soldats serbes, le plus tôt possible, sur un territoire très voisin de la côte albanaise et de leur champ d'action nationale, au point de vue de leur santé, de la rapidité et de la sécurité du transport, des commodités du ravitaillement, de la certitude d'une reconstitution rapide, Corfou seule répond à la situation.

...« La Grèce ne saurait s'opposer au transport des Serbes, qui sont ses alliés, à Corfou, où ils ne feront d'ailleurs qu'un bref séjour et où la population ne peut qu'être satisfaite des perspectives de bénéfices que représentent l'afflux de troupes.

...« Toutes garanties peuvent lui être données par les alliés quant à leur promesse qu'aucune revendication ne sera basée sur cette installation provisoire des Serbes à l'abri de la faim et de la mort. »

L'Italie n'acceptait pas ses alliés chez elle ; la solidarité entre alliés n'était pas suffisante. Elle ne donnait pas d'abri aux Serbes parce qu'elle avait peur de transporter le choléra chez elle en invoquant des raisons d'humanité. L'Entente, mettant de côté les raisons d'humanité et devant la nécessité, occupait un territoire deux fois neutre ; une fois à cause de la neutralité de l'Etat grec, une seconde fois à cause du statut international de Corfou, imposé comme nous l'avons vu à l'Etat grec, par l'Europe. En effet, l'article 11 du traité du 14 novembre 1863 disait : « Les îles Ioniennes, après leur union au royaume de Grèce, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle, et, en conséquence, aucune force armée, navale ou militaire ne pourra jamais être réunie ou stationner sur le territoire ou dans les eaux de ces îles, au delà du nombre strictement nécessaire pour maintenir l'ordre public et pour assurer la perception des revenus de l'Etat.

Les hautes parties contractantes s'engagent à respecter le principe de la neutralité stipulée par le présent article. » De plus, l'article 11 du traité du 29 mars 1864 faisant une concession à la Grèce, restreignait la neutralité aux îles de Corfou et de Paxo : « Les Cours de la Grande-Bretagne, de France et de Russie, en leur qualité de puissances garantes de la Grèce, déclarent, avec l'assentiment des Cours d'Autriche et de Prusse, que les îles de Corfou et de Paxo, ainsi que leurs dépendances, après leur réunion au royaume hellénique, jouiront des avantages d'une neutralité perpétuelle. Sa Majesté le Roi des Hellènes s'engage, de son côté, à maintenir cette neutralité. »

Le Gouvernement grec protestait. Dans son télégramme du 11 janvier 1916, le premier ministre grec communiquait au ministre de Grèce à Paris : « Dans la nuit du lundi au mardi des détachements français débarquèrent à Corfou et hissèrent au débarcadère le drapeau français. Quelques heures plus tard, des forces françaises procédèrent à la fermeture de la station de télégraphie sans fil et pénétrèrent dans l'Achilléion, propriété de l'Empereur d'Allemagne, où elles hissèrent leur drapeau. Ces faits ne constituent pas seulement une flagrante violation de notre territoire, ils sont contraires aux pactes internationaux, puisque en vertu des traités du 14 novembre 1863 et du 29 mars 1864, au bas desquels se trouvent, à côté de la signature de l'Autriche et de la Prusse, celles de la France, de l'Angleterre et de la Russie, l'île de Corfou est perpétuellement neutre, et cette neutralité spéciale s'impose, comme celle de la Belgique, du Luxembourg et de la Suisse, avec une particulière rigueur au respect absolu des puissances, qui l'ont solennellement établie. A ce mépris des traités, s'ajoute le plus extraordinaire oubli de la courtoisie internationale, car, allant au delà de ce que le droit de la guerre permet en territoire ennemi, les forces françaises, pour d'imaginaires soupçons dont elles reconnaissent elles-mêmes l'inanité, n'ont pas hésité à violer, sur une terre perpétuellement neutre, la propriété privée d'un chef d'Etat. Saisi de stupeur en face d'événements aussi inattendus, le Gouvernement royal rejette toute la responsabilité sur le Gouvernement français, et lui demande de faire cesser l'occupation du château de l'Empereur d'Allemagne et la violation de la neutralité de Corfou. Je vous prie de voir d'urgence M. Briand pour l'entretenir de ce qui précède en lui laissant copie. »

La France occupait l'Achilléion, parce qu'elle pensait que, suivant les renseignements de son service en Grèce, c'était un centre de ravitaillement allemand. C'était un mythe. Voici à propos ce que disait, le 24 septembre 1919, la Commission de la Marine de guerre de la Chambre des députés française : « M. de Roquefeuil ne donna trop souvent que des indications fantaisistes. Je ne rappellerai pas ici toutes les erreurs vraiment colossales

commises par le service de renseignements. L'Achilléon réputé centre du ravitaillement des sous-marins allemands où, à l'examen, on s'aperçut que les appointements étaient faits pour les embarcations du Palais, le dépôt de pétrole se réduisant à quelques bidons d'essence, et le tuyautage était simplement le tout-à-l'égout. »

Le 13 janvier 1916, la Grèce répondait à la note du 10. Le premier ministre grec rappelait la neutralité perpétuelle de Corfou et, à propos des questions d'humanité, disait : « Loin de militer en faveur de la violation de la neutralité de Corfou, elles corroborent les exigences du droit. Dans les rangs des troupes serbes, le choléra a déjà fait des ravages. Le légitime souci de la santé de leurs armées a décidé les puissances alliées à renoncer au transfert des troupes serbes à Salonique. Un devoir de stricte humanité vis-à-vis de la population de Corfou leur impose d'éviter de créer dans l'île un redoutable foyer d'épidémie. Pour toutes ces raisons, le Gouvernement royal ne saurait consentir à l'évacuation à Corfou de l'armée serbe. »

Le 14, l'Entente lui répondait que la Grèce avait le devoir d'empêcher la violation de la neutralité violée par les sous-marins allemands ; « quant à la Grèce, elle a donné à sa neutralité à l'égard des alliés un caractère de bienveillance qu'exclut l'idée d'opposer à ses garants la rigueur d'une neutralité sans nuance. C'est en raison de cette neutralité bienveillante et de l'alliance qui existe entre la Grèce et la Serbie, que les armées alliées et l'armée serbe ont été accueillies sur le territoire grec... »

« Le Gouvernement hellénique ne saurait d'ailleurs oublier qu'il doit à la générosité de la Grande-Bretagne les îles Ioniennes dans les conditions spéciale précisées à l'article 1^{er} du traité de 1864, par lequel les trois puissances ont garanti au peuple grec un régime constitutionnel. Les puissances garantes n'ont pas voulu jusqu'ici s'appuyer sur les stipulations du traité et faire état du droit qu'il leur confère pour examiner si le régime gouvernemental actuel de la Grèce répond lui-même à la définition rigoureuse du régime constitutionnel qui a été la condition *sine qua non* de la réunion des îles à la Grèce. »

Avec cette réponse, l'Entente menaçait de s'immiscer dans les affaires intérieures de l'Etat grec, en faisant allusion au renvoi de Venizelos qui avait la majorité à la Chambre hellénique. C'était une menace directe au trône en invoquant les droits des garants.

Le 20 janvier, les ministres d'Angleterre, de France et de Russie, et le 21, le ministre d'Italie, lisaient le même texte au premier ministre grec en lui faisant connaître que l'occupation de Corfou était provisoire et qu'elle était faite au même titre que celle des autres îles grecques ; que la Grèce n'avait aucun droit d'invoquer la violation de la neutralité de l'île parce qu'elle même l'avait violée en 1897, quand des troupes armées portaient

de l'île pour attaquer Préveza et bombarder Santi-Quaranta ; parce que, en 1912, elle occupait Santi-Quaranta par des armées partant de Corfou ; parce qu'elle tenait à Corfou une garnison et obligeait les Corfiotes au service militaire. Même en admettant qu'une violation de la neutralité de Corfou avait été commise par la Grèce, cela n'enlève pas le statut international de l'île. Une violation d'une règle de droit international n'est pas une cause de sa non-observation à l'avenir.

Le 12 janvier 1916, le général Sarrail faisait sauter le pont de Démir-Hissar. Il avait peur des germano-bulgares et, ainsi, il coupait les communications de l'armée grecque de la Macédoine orientale, sans aucune raison, parce que en cas de l'invasion des germano-bulgares, il avait toujours le temps de faire sauter le pont par surprise, comme il l'avait fait.

Le 28 janvier, malgré l'arrangement du 9 décembre et l'opposition du général anglais Mahon, le général Sarrail faisait occuper le fort de Karabournou pour, comme disait Scouloudis dans son télégramme du même jour à la légation grecque à Paris, « poursuivre les sous-marins ».

Les relations entre l'Entente et l'Etat grec se refroidissaient de jour en jour. Les actes contre la neutralité, la souveraineté, la propriété et l'amour-propre de la Grèce se multipliaient, la méprise de la santé du peuple et l'immixtion dans la vie interne du pays ne faisaient que refroidir davantage. La visite du général Sarrail au roi, le 21 février, malgré les bonnes paroles, ne changeait rien.

La Grèce se trouvait entre l'enclume et le marteau. L'Allemagne annonçait à la Grèce, le 14 mars, que, par mesure purement défensive en vue de la sécurité de ses troupes, elle était obligée de pousser ses troupes, appuyées par les troupes bulgares, sur la ligne Kalé-Bazeri-Vitrina-Mont Tsengel. Le Gouvernement grec, qui n'avait pas reçu la réponse à ses réserves et conditions, le 19 mars, demandait, sans s'opposer à l'entrée des troupes allemandes dans son territoire, des garanties par le Gouvernement allemand, en son nom et au nom de ses alliés : le commandement des troupes devra être allemand ; le respect absolu de l'intégrité territoriale du royaume ; l'évacuation immédiate du territoire hellène après l'éloignement des troupes de l'Entente ; le respect de la souveraineté grecque et le maintien de son administration ; le respect de la liberté individuelle et religieuse ; la réparation des dommages ; la conduite amicale des troupes envers les troupes grecques ; l'engagement de l'Allemagne que le roi de Bulgarie ou ses fils ne visiteraient pas Salonique. Le 24, le général von Falkenhayn répondait que : « Le Gouvernement et l'état-major helléniques doivent comprendre clairement que faisant la guerre avec des alliés nous ne saurions prendre l'engagement qu'un de nos alliés soit exclu en partie ou en totalité de certaines opérations de guerre, en vertu des conventions

spéciales. Des engagements pareils, par exemple qu'aucun Bulgare n'entrera dans une forteresse grecque, présentement dans Rupel, sont du reste inapplicables dans la pratique. Pour ce motif, nous nous désistons provisoirement de l'intention de passer les frontières grecques, ce qui avait pour but le transport du front de notre disposition dans la gorge du Rupel. »

L'Etat grec se tranquillisait momentanément d'un côté, mais, de l'autre côté, les relations commençaient à devenir plus tendues. L'Entente voulait effectuer le transport des soldats serbes de Corfou à Salonique. Le 5 avril, M. Guillemin, en présence de Sir F. Elliot, disait au premier ministre grec : « ...Nos gouvernements nous ont chargés de vous déclarer qu'ils ont résolu de transporter l'armée serbe (100.000 hommes) par mer, de Corfou à Patras et de là par chemin de fer à Athènes et d'Athènes à Salonique, également par voie ferrée, via Larissa... » « Non, répondait Scouloudis, la Grèce refuse d'acquiescer à ce mode de transport de l'armée serbe. Transporter 100.000 hommes par chemin de fer de Patras à Salonique signifie l'interruption, durant des mois, des communications de toute la Grèce, la suspension de toute notre vie sociale, économique, politique, en un mot l'abolition de l'Etat. Ce que vous me demandez là, c'est l'annulation pure et simple de notre souveraineté, de notre indépendance et de notre entité nationale ; c'est la plus flagrante violation de notre neutralité, puisque, après cela, vos ennemis nous considéreraient, avec raison, comme ayant cessé d'être neutres. Et cela sans parler des dangers pour notre hygiène publique, du fait des épidémies. Non, Monsieur, je vous déclare officiellement que jamais nous ne permettrons ce transport à travers notre territoire. » Et en continuant : « Vous n'avez rien laissé debout dans ce pays, ripostant à Guillemin, lui disant que les gouvernements anglais et français avaient donné l'ordre de lui communiquer seulement leur décision, nous n'avons plus ni libertés, ni honneur national, ni même le droit de vivre comme nous l'entendons dans nos propres foyers... » L'Entente, ne prenant pas en considération l'Etat grec, le 8 avril, annonçait au Gouvernement hellénique l'occupation d'Argostoli. Scouloudis protestait encore une fois contre la violation de la neutralité grecque sur un territoire tout près de Corfou. Les puissances occupaient cette ville parce qu'elles voulaient, en transportant les troupes serbes, surveiller le golfe de Corinthe. Le premier ministre grec, s'adressant aux ministres de France et d'Angleterre, disait : « J'ai l'impression que l'occupation d'Argostoli est due à des motifs que vous n'osez pas encore avouer, à votre intention de surveiller l'entrée du golfe de Corinthe en vue d'un débarquement des Serbes à Patras. Donnez-moi l'assurance que nos soupçons à cet égard sont erronés ; alors je vous

tiendrai peut-être un langage différent quant à la baie d'Argostoli. Vous ne répondez pas, donc, nos soupçons sont fondés. Eh bien ! Messieurs, me référant à notre entretien d'il y a quatre jours, j'ai consulté mes collègues au sujet du transport des Serbes et j'ai été chargé de vous communiquer que nous sommes décidés à ne permettre ce transport ni par terre, ni par mer, en faisant au besoin sauter le chemin de fer et en obstruant le canal de Corinthe. Vous pouvez évidemment, si tel est votre plaisir, occuper par la force toute la Grèce. Eh bien ! occupez-la, pour que nous en finissions, mais ce que vous me demandez aujourd'hui, c'est une odieuse tentative pour nous sortir de force de la neutralité dans laquelle le peuple, le Gouvernement et le Roi entendent persévérer. Messieurs, malgré la vive sympathie que nous inspirent les Serbes, j'ai le regret de vous informer que notre refus est formel et définitif. » Et en répondant le 11 au ministre de Grèce à Paris, qui l'informait que M. Briand lui disait que, dans ces conditions, il ne pouvait plus être question d'accorder à la Grèce l'avance de 150.000.000 de francs, il disait : « Nous n'avons pas sollicité cette avance comme prix d'une violation de notre neutralité. »

Le 12 avril, l'Entente demandait officiellement le passage de l'armée serbe à travers le territoire grec. Scouloudis, le 14, le refusait : « Ce passage, disait-il, constituerait la violation la plus flagrante et la plus profonde de notre souveraineté et de notre neutralité, que l'autre groupe de belligérants considérerait comme une conduite hostile de la part de la Grèce. Il conduirait à des immixtions constantes de l'étranger dans le fonctionnement des services publics ; à de multiples actes arbitraires et restrictions aux libertés individuelles dont nous avons le constant spectacle et la triste expérience à Salonique et à Corfou. L'opinion publique s'est soulevée partout avec une grande indignation contre ce projet de passage. Il n'y a aucune nécessité à faire passer les Serbes par voie de terre ; car alors que les transports alliés sillonnent dans tous les sens la Méditerranée sans trop souffrir des attaques des sous-marins, on ne saurait admettre qu'il y ait plus de danger à transporter les Serbes par mer, étant donné surtout que le canal de Corinthe et les détroits d'Eubée, dont nous tolérons l'emploi, permettent de réduire à très peu de chose le voyage hors de nos mers fermées. Dans ces conditions, le monde civilisé serait unanime à condamner comme un monstrueux abus de la force toute tentative des puissances de l'Entente de passer outre à notre refus. »

Par suite d'un accord avec l'Entente, le Gouvernement grec permettait le transport du matériel par le chemin de fer de Larissa et des Serbes par le canal de Corinthe.

En attendant, les Allemands, à cause des mouvements des armées alliées, désiraient occuper le fort du Rupel. Le général Sarraïl, le 14 mai, faisait occuper le fort de Dova-Tepé. Le Gouvernement grec, le 9/22 mai, recevait du ministre allemand à Athènes, Mirbach, et, quelques minutes après, par le ministre bulgare, la note suivante : « A la suite des mesures offensives prises dernièrement par les troupes de l'Entente, l'Allemagne et ses alliées se trouvent dans l'obligation d'entrer en territoire grec afin d'assurer le libre passage du défilé très important des gorges de Rupel. »

« Il ne s'agit que d'une mesure défensive, provoquée uniquement par les mouvements des forces armées de l'Entente et qui sera maintenue dans les limites dictées par les intérêts purement militaires.

« Partant de ce point de vue, le Gouvernement impérial d'Allemagne n'hésite point à donner au Gouvernement royal hellénique les assurances suivantes :

« 1° L'intégrité territoriale du royaume sera absolument respectée ;

« 2° Les troupes alliées évacueront le territoire grec aussitôt que les raisons militaires exigeant l'action auront cessé d'exister ;

« 3° La souveraineté grecque sera respectée ;

« 4° La liberté individuelle, la propriété et les conditions religieuses établies seront respectées ;

« 5° Tout dommage occasionné par les troupes allemandes pendant leur séjour sur le territoire grec sera indemnisé ;

« 6° Les alliés se comporteront d'une manière absolument amicale vis-à-vis de la population du pays... »

Le Gouvernement grec, malgré l'occupation des territoires par l'Entente, n'était pas entré en guerre. Avec l'occupation du fort de Rupel et des territoires helléniques par les Allemands, il était obligé ou de les laisser occuper pour ne pas sortir de sa neutralité, ou de les empêcher, c'est-à-dire d'opposer la force et par conséquent faire la guerre. L'Entente et le parti libéral se sentaient par cet événement plus forts et ils pensaient qu'avec une invasion germano-bulgare le roi et le gouvernement se décideraient à entrer en guerre au côté de l'Entente. Rien de cela. Le Gouvernement grec avait dit qu'il ne ferait pas la guerre et que, au contraire, il laisserait le champ libre aux deux ennemis. Le 27, Rupel, par protocole, se rendait aux Allemands.

Dès ce moment, une politique très répressive de l'Entente, pour faire entrer la Grèce en guerre à côté d'elle, commençait. Le 24 mai/6 juin 1916, l'Entente établissait un blocus le long des côtes grecques. Les navires grecs étaient empêchés de faire le trafic, excepté le cabotage. L'embargo était pratiqué dans les ports d'Angleterre, de France, d'Italie,

d'Egypte. Le 9, les Français occupaient l'île de Thassos. Le 11, Scouloudis télégraphiait aux légations grecques dans les capitales de l'Entente de faire connaître aux Gouvernements qu'une démobilisation de douze classes de l'armée grecque et de larges permissions pour les réservistes de huit autres classes étaient un acheminement vers la démobilisation générale pour des raisons pressantes d'économie et pour que les puissances voient « dans cette mesure la preuve incontestable que la Grèce, qui n'a jamais eu des intentions d'agression à leur égard, ne nourrit aucune pensée hostile et que, dès lors, les bruits insensés mis en circulation avec insistance au sujet d'une entente entre la Grèce et les Centraux ne méritent absolument aucun crédit. »

Mais l'Entente ne se contentait pas de ces paroles et actes du Gouvernement grec. Le 8/21 juin, elle lui remettait une note : « Les ministres de France, de Grande-Bretagne et de Russie, représentants des puissances garantes de la Grèce, ont l'honneur de faire au Gouvernement grec la déclaration suivante, qu'ils ont également reçu l'ordre de porter à la connaissance du peuple grec :

« Ainsi qu'elles l'ont déjà déclaré solennellement et par écrit, les trois puissances garantes de la Grèce ne lui demandent pas de sortir de la neutralité. Elles en donnent une preuve éclatante en mettant au premier rang de leurs demandes la démobilisation totale de l'armée grecque, pour assurer au peuple hellénique la tranquillité et la paix. Mais elles ont des motifs nombreux et légitimes de suspicion contre le Gouvernement grec, dont l'attitude à leur égard n'est pas conforme à ses engagements réitérés, ni même aux principes d'une neutralité loyale. C'est ainsi qu'il a trop souvent favorisé les agissements de certains étrangers qui ont travaillé ouvertement à égarer l'opinion du peuple grec, à fausser sa conscience nationale et à créer sur le territoire hellénique des organisations hostiles, contraires à la neutralité du pays et tendant à compromettre la sécurité des forces militaires et navales des alliés.

« L'entrée en Grèce des forces bulgares, l'occupation du fort de Rupel et d'autres points stratégiques, avec la connivence du cabinet hellénique, constituent pour les troupes alliées une nouvelle menace, qui impose aux trois puissances l'obligation de réclamer des garanties et des mesures immédiates.

« D'autre part, la Constitution grecque a été méconnue, le libre exercice du suffrage universel faussé, la Chambre a été dissoute pour la seconde fois en moins d'un an, contre la volonté nettement exprimée du peuple, les électeurs étant convoqués en pleine mobilisation, si bien que la Chambre actuelle ne représente qu'une faible partie du collège électoral, le pays tout entier a été soumis à un régime de pression et de

tyrannie policière et conduit à la ruine sans égard aux justes observations des puissances. Celles-ci ont non seulement le droit, mais l'impérieux devoir de protester contre de pareilles violations des libertés dont elles ont la garde vis-à-vis du peuple grec.

« L'attitude hostile du Gouvernement hellénique envers les puissances qui ont affranchi la Grèce du joug étranger et assuré son indépendance, la collusion évidente du cabinet actuel avec leurs ennemis, sont pour elles des raisons plus fortes encore d'agir avec fermeté, en s'appuyant sur le droit qu'elles tiennent des traités et qui se sont affirmés pour la sauvegarde du peuple grec chaque fois qu'il a été menacé dans l'exercice de ses droits ou dans la jouissance de ses libertés.

« En conséquence, les puissances garantes de la Grèce se voient dans la nécessité d'exiger l'application immédiate des mesures suivantes :

« 1° Démobilisation réelle et totale de l'armée grecque, qui devra être mise dans le plus bref délai sur le pied de la paix ;

« 2° Remplacement immédiat du ministère actuel par un cabinet d'affaires sans nuance politique et offrant toutes les garanties nécessaires pour l'application loyale de la neutralité bienveillante que la Grèce s'est engagée à observer à l'égard des puissances alliées, ainsi que pour la sincérité d'une nouvelle consultation nationale ;

« 3° Dissolution immédiate de la Chambre des députés, suivie de nouvelles élections dès l'expiration des délais prévus par la Constitution et après que la démobilisation générale aura remplacé le corps électoral dans des conditions normales ;

« 4° Remplacement, d'accord avec les puissances, de certains fonctionnaires de la police, dont l'attitude inspirée par des directions étrangères, a facilité les attentats commis contre de paisibles citoyens, ainsi que les insultes faites aux légations alliées et à leurs ressortissants.

« Toujours animées envers la Grèce de l'esprit le plus bienveillant et le plus amical, mais décidées en même temps à obtenir sans discussion ni délai l'application de ces mesures indispensables, les puissances garantes ne peuvent que laisser au Gouvernement grec l'entière responsabilité des événements qui se produiraient si leurs justes demandes n'étaient pas immédiatement acceptées. »

Pour bien comprendre cet ultimatum, il ne faut pas oublier qu'en Grèce il y avait deux politiques : celle du parti libéral, qui préconisait l'entrée de l'Etat grec en guerre à côté des alliés, parce que de ce côté se trouvaient les intérêts de la nation hellénique en estimant que, tant qu'il n'entrerait pas en guerre, l'Etat grec perdait des occasions exceptionnellement favorables et rares pour l'accomplissement de la grande idée ; et la politique opposée avec le roi, qui préconisait qu'après les victoires

des Centraux et l'occupation du pays par les troupes de l'Entente et par sa flotte, la seule politique sage qui servirait les intérêts grecs était la neutralité à tout prix. Le pays était donc divisé en deux camps opposés, fanatisés et surexcités tous les jours par les propagandes de l'Europe en guerre. Le roi et sa politique, croyant qu'ils serviraient les intérêts helléniques, usaient de tous les moyens pour prédominer de la politique du parti libéral qui était soutenu par l'Entente.

L'Entente espérait que le Gouvernement grec et le roi n'oseraient pas rendre le fort de Rupel aux Germano-Bulgares, à cause du grand fanatisme et de la haine des Hellènes contre les Bulgares. Mais quand le roi eut reçu l'engagement que l'intégrité de son pays serait assurée, il rendait le fort sans résistance; l'Entente qui, par cette occupation de Rupel, risquait allemande à l'occupation par l'armée du général Sarraïl du fort de Dova-Tepé, avait vu son armée risquer de perdre ses positions en Grèce, pensait résolument à entrer officiellement, et d'une manière plus efficace, dans les affaires intérieures du pays, soutenant plus vigoureusement le parti libéral et utilisant tous les moyens pour faire entrer la Grèce en guerre à côté d'elle. L'Entente s'était trouvée en état de nécessité, et cette nécessité lui avait dicté les termes de l'ultimatum. Devant le besoin de vouloir exister après cette guerre, qui se présentait comme une condition de vie ou de mort, le droit était une notion caduque et son application ne se réalisait que l'orsqu'il servait les besoins de la lutte.

Les « trois », voyant que le roi insistait dans sa politique de neutralité et ayant peur que celui-ci s'unisse avec les Centraux descendant en Grèce, demandaient une démobilisation totale de l'armée grecque, parce qu'ils croyaient, sans avoir raison d'ailleurs, que le Gouvernement grec, rendant le fort de Rupel, se trouvait en relations secrètes avec ses ennemis. En invoquant la qualité de garant, les « trois » protestaient contre la violation de la Constitution grecque et contre la violation, par le Gouvernement grec, des droits publics internes du pays et ils exigeaient, en plus de la démobilisation réelle et totale de l'armée, le remplacement du cabinet Scouloudis par un autre d'affaires, dissolution immédiate de la Chambre hellénique, nouvelles élections, remplacement, avec leurs sentiments, de certains fonctionnaires.

Cette qualité de garant, que les puissances invoquaient, suivant le protocole du 3 février 1830, le traité de Londres du 7 mai 1863, le protocole n° 4 de la Conférence de Londres du 26 juin 1863, les traités de Londres des 13 juillet 1863 et 29 mars 1864, provenait d'une garantie qui assurait l'indépendance complète d'un état monarchique et constitutionnel, d'une garantie territoriale. Il s'agissait d'une garantie pour empêcher les étrangers d'intervenir dans les affaires intérieures de l'Etat

grec souverain, d'une garantie de son territoire et non d'une garantie qui aurait pour résultat l'intervention d'un autre Etat dans les affaires de l'Etat grec, puisqu'un de ses organes avait violé sa Constitution, puisqu'une telle garantie aurait pour résultat l'abolition de l'indépendance complète de l'Etat grec, chose contraire à l'esprit et à la lettre de l'ensemble des traités ci-dessus mentionnés.

Après cet ultimatum, le cabinet Scouloudis démissionnait et le cabinet Zaïmis lui succédant, admettait, le 10/23 juin, l'ultimatum et le blocus prenait fin.

Le chef du parti libéral, croyant qu'il servait les intérêts réels de la Grèce en la faisant entrer en guerre à côté de l'Entente, préparait le mouvement de Salonique et ainsi, le 31 août 1916, la XI^e division grecque, sous le colonel Zymbrakakis, se révoltait contre le roi et sa politique à Salonique et un gouvernement provisoire s'y installait. Depuis ce moment, la Grèce était divisée en deux.

Mais tandis que la moitié de l'Etat grec se plaçait à côté de l'Entente, la propagande de cette dernière essayait de toute manière de créer des embarras au Gouvernement d'Athènes. Le 9 septembre 1916, un attentat simulé était organisé à la légation de France par M. de Roquefeuil, comme l'indique le rapport présenté par la Commission de la Marine de guerre à la Chambre française et adopté par elle dans sa séance du 24 septembre 1919 : « ...M. Guillemin, en rendant compte au président du Conseil de l'incident, le considère comme très sérieux et estime qu'il doit être suivi de représailles. Or, quelque temps après, on apprit, par les individus arrêtés, que la manifestation avait été montée de toutes pièces par l'attaché naval dans le but d'amener le ministre de France à approuver l'action coercitive qu'il avait constamment préconisée... Ils furent arrêtés au cours de la manifestation, mais l'attaché naval, pour les soustraire aux poursuites, les fit précipitamment embarquer avec des uniformes des marins français sur le *Résolu* (lui appartenant) et, après les avoir cachés trois jours à bord, il les envoya à Salonique, loin d'Athènes, c'est-à-dire loin du théâtre des opérations... Puis on les expédia en France aux fins d'internement, en priant les autorités compétentes de faire exercer à leur égard une surveillance rigoureuse et de ne les laisser communiquer avec qui que ce fût... »

Le Gouvernement grec s'inclinait devant les exigences de l'Entente de poursuivre et condamner les coupables; de punir les soldats et agents qui ne s'étaient pas opposés à l'agression et d'envoyer des excuses écrites au ministre de France au nom du Gouvernement. L'amiral Dartige du Fournet faisait débarquer des marins français, dont vingt-cinq étaient installés à la légation de France.

Tandis que le gouvernement d'Athènes exécutait l'ultimatum et que la démobilisation de l'armée continuait, les Centraux pénétraient jusqu'au sud du lac d'Ostrovo; le 17 août, les Bulgares occupaient Florina et, par la suite, la Macédoine orientale avec Serés et Drama et, le 17 septembre, Cavalla. Le IV^e corps d'armée grec, avec le colonel Chatzopoulos, résidant à Cavalla, demandait à M. Knox de lever le blocus de la ville, afin que le corps fût transporté au Pirée. Mais il n'obtenait la levée du blocus que sous la condition de transporter le IV^e corps à Salonique. Le colonel Chatzopoulos, préférant rester fidèle au roi, offrait à l'amiral anglais de faire prisonnier le corps et de le faire transporter à l'île de Thassos, sans succès. L'Allemagne offrait l'hospitalité au IV^e corps, chez elle, jusqu'à l'évacuation du territoire grec. Ainsi, le corps, ne voulant pas prendre part au mouvement de Salonique, n'obtenant pas la levée du blocus ou d'être prisonnier anglais et n'admettant jamais d'être prisonnier bulgare, acceptait l'hospitalité allemande.

Le 24 septembre, M. Venizelos, par les îles de Crète et de Lesbos, arrivait à Salonique. Il était suivi par le général Danglis et l'amiral Coundouriotis. C'était le triumvirat du Gouvernement provisoire de la Défense Nationale. M. Politis s'ajoutait après au Gouvernement provisoire comme ministre des Affaires étrangères. L'Entente, ayant à côté d'elle la moitié de la Grèce, essayait d'unir au Gouvernement provisoire l'autre moitié. En attendant, à Athènes, après Zaïmis qui avait démissionné, puisqu'il ne voulait pas retarder les élections imposées par l'ultimatum de l'Entente, Calogeropoulos avait repris le pouvoir. Celui-ci n'ayant pas pu se mettre en rapport avec l'Entente, et, en démissionnant, M. Spiridon Lambros constituait le cabinet d'Athènes. Ce cabinet déclarait suivre la neutralité bienveillante à l'égard de l'Entente. L'Entente répondait à la note du précédent ministère que : « Le Gouvernement hellénique a offert plus d'une fois depuis le commencement de la guerre de se placer à nos côtés ; mais chaque fois ses offres, tout particulièrement la dernière, était accompagnée de conditions les rendant inacceptables. » Elle voulait que la Grèce entre sans condition en guerre, qu'elle la déclarât de sa propre initiative à la Bulgarie.

La France, même en désaccord avec l'Angleterre, prenait des mesures de coercition de sa propre initiative d'une rigueur extraordinaire. Sous prétexte de danger qui, suivant même l'amiral du Fournet, « eût été puéril » de la part de la flotte grecque et des mouvements en Thessalie contre l'expansion des vénézélistes. Le 10 octobre, Dartige du Fournet, par un ultimatum, exigeait du Gouvernement d'Athènes :

« 1^o La remise, avec tout leur matériel et armement complet, de tous les bâtiments légers présents à Salamine, qui seront séquestrés à Keratsini

sous pavillon grec avec un petit noyau d'équipage destiné à leur entretien ;

2° Le débarquement des culasses et de tout l'armement des cuirassés *Kilkis*, *Lemnos* et *Averoff* ; la réduction de leurs effectifs ;

3° Le désarmement de toutes les batteries de côtes, sauf trois, que les alliés se réservaient d'occuper ;

4° L'établissement d'un contrôle sur le port du Pirée, sur la police et sur les chemins de fer ».

Des patrouilles françaises étaient débarquées au Pirée ; les batteries de *Castella* étaient occupées ; deux compagnies, avec des mitrailleuses, étaient installées le 16 octobre devant le théâtre municipal et, le 17, étaient transportées au Zappéion.

Malgré cela, les relations entre le Gouvernement d'Athènes et l'Entente paraissaient prendre un bon chemin et on espérait concilier le roi et Venizelos, avec l'intervention heureuse, mais sans résultat effectif, de Bénazet qui était reçu par le roi le 22 et le 24 octobre. Bénazet obtenait la démobilisation de la classe 1913 B et des hommes non exercés ; le renvoi au Péloponèse de la majeure partie des garnisons grecques ; la cession, moyennant indemnité, du matériel de guerre de l'armée et de la flotte avec ses munitions et ses torpilles, contre le prix de la neutralité que le roi demeurerait absolument libre d'observer. Bénazet répondait au roi : « Je me suis porté garant pour le Gouvernement français qu'en aucun cas la Grèce n'aurait à souffrir de cette cession. » Ainsi, le 2 novembre, l'amiral Dartige du Fournet demandait la cession des navires séquestrés, l'utilisation de l'arsenal de Salamine moyennant indemnité. Le Gouvernement grec protestait pour la forme. La France hissait son pavillon sur les bâtiments séquestrés et occupait l'arsenal sans aucune difficulté.

Malheureusement, cette bonne voix vers la conciliation et vers l'espérance de l'union du roi et de Venizelos était interrompue à cause de l'attaque du 4 novembre des soldats de la défense nationale et de leur pénétration vers la ville d'Ekaterini. L'accord Roi-Bénazet était détruit.

Par la suite, le roi demandait, à cause de cet incident, l'assurance contre les révolutionnaires de la Grèce, qui étaient sous les ordres du Gouvernement d'Athènes, la non distribution des armes aux vénizélistes, sans succès. La France continuait sa politique de coercition et l'amiral Dartige du Fournet remettait une note au nom du Gouvernement français, le 3/16 novembre, au Gouvernement grec : « Le Gouvernement grec a, disait la note, d'un autre côté, réitéré des assurances tout à fait catégoriques au sujet de sa neutralité bienveillante à l'égard des puissances de l'Entente. Et, parmi les témoignages de cette neutralité bienveillante qu'il a récemment donné, il y en a eu de très précieux, tels que la

remise de l'armée sur le pied de la paix et le transport, qu'il est en train d'exécuter, du III^e et du IV^e corps d'armée, de même que de la XVI^e division, dans les garnisons du Péloponèse. Il n'en est pas moins vrai que la livraison du fort de Ruppel et de Cavalla aux Bulgares et surtout l'abandon de l'important matériel de guerre qui s'y trouvait ont déterminé au profit des ennemis de l'Entente une rupture d'équilibre d'une importance considérable.

« Le Gouvernement français, soucieux de faire rétablir cet équilibre et prenant soin de mettre à la disposition du commandant en chef de l'armée d'Orient un surplus équivalent de matériel, a décidé de demander au Gouvernement grec la livraison de tout le matériel de guerre qui lui reste et que la remise de l'armée sur le pied de paix a rendu pour lui inutile.

« J'ai donc reçu de mon Gouvernement l'ordre de réclamer au Gouvernement grec : seize batteries de campagne, avec mille obus par chaque canon ; seize batteries de montagne, avec également mille obus pour chaque canon ; 40.000 fusils Mannlicher, avec 220 cartouches pour chaque fusil ; 140 mitrailleuses, avec un nombre analogue de cartouches ; enfin, 50 automobiles de transport.

« Dans une note récente relative à la flotte légère, j'ai porté à la connaissance du Gouvernement grec que j'avais le mandat nécessaire pour lui offrir une juste indemnité, en compensation des livraisons effectuées, mais aucune réponse ne me fut donnée à cette proposition.

« J'ai l'honneur de vous assurer par ma présente note que le Gouvernement français serait encore disposé, pour ce qui est du matériel de guerre qui nous serait livré, à offrir un dédommagement équitable ou bien assumer l'obligation de livrer en retour, après la fin des hostilités, un matériel semblable en parfait état.

« Comme les événements actuels donnent à la présente un caractère d'urgente nécessité qui ne saurait vous échapper, le Gouvernement français exige qu'en témoignage de la bonne volonté du Gouvernement grec dix batteries de montagne me soient immédiatement livrées, le reste du matériel devant m'être remis plus tard, dans le plus bref délai possible.

« Le matériel devra être déposé à la gare du chemin de fer de Thessalie à Athènes, d'où il sera transporté à Salonique par nos propres soins, et j'espère qu'un officier, désigné par le ministère, me soit envoyé pour régler les détails de l'exécution de ces mesures. »

Le roi réunissait le 19 un Conseil de Couronne qui décidait l'acceptation d'une autre note de l'amiral exigeant l'expulsion des agents diplomatiques centraux et la non-acceptation de la note de la cession des armes. Suivant l'opinion de M. Scouloudis exprimée à ce Conseil : « Le prétexte de

compensation invoqué par l'amiral pour exiger la livraison de nos armes est si absurde qu'il ne saurait convaincre personne. Son objectif est tout autre : il vise au désarmement de l'armée grecque. A pareille mesure, j'estime que nous ne pouvons en aucun cas acquiescer ; ce serait priver le pays et surtout la capitale de tout moyen de légitime défense. En pareil cas, Sire, vous verriez Venizelos venir, à la tête des quelques individus armés, s'établir en face du Palais et commander en dictateur. Mais, même en dehors de cette éventualité, est-il admissible qu'un Etat libre livre ses armes ? Jamais la Grèce ne saurait s'infliger à elle-même un pareil outrage. Et je suis sûr qu'officiers et soldats, même si vous leur en donnez ordre, refuseront de livrer leur armes sans avoir été vaincus. »

Le même jour, le roi disait au ministre de France : « Maintenant, c'est une affaire finie, le peuple et l'armée ne veulent pas que je cède, pour que vous remettiez à un « rebelle », à un « traître » des canons et des fusils qui en somme leur appartiennent et, comme on ne m'offre pas les garanties nécessaires, je n'ai aucun moyen de remonter ce courant d'opinion. »

Le roi se plaignait également contre la note si différente du convenu, sans aucune garantie, note provenant seulement du Gouvernement français et contre l'envoi d'armes de provenance française aux venizelistes.

Le 8/21, le premier ministre Lambros répondait par un refus formel à la note française : « En ce qui concerne l'équilibre des puissances, je puis vous assurer que les renseignements que vous avez à ce sujet ne sont pas exacts ; ainsi que vous pourrez vous en assurer par le tableau ci-joint, les autorités navales et militaires de l'Entente ont en leur possession un total de 213 canons grecs de divers calibres, dont la plupart à tir rapide et de modèle récent, alors que les armées des germano-bulgares n'en détiennent que 112 et dont la plupart sont de vieux modèles et devenus inutilisables. Vous possédez également un nombre de mitrailleuses et de fusils grecs supérieur à celui que possède vos ennemis.

« Après l'attitude de conciliation dont a témoigné le Gouvernement grec depuis son arrivée au pouvoir et après les preuves qu'il vous en a données en s'efforçant de régler amicalement les questions qui faisaient l'objet des lettres qu'en plusieurs occasions vous lui avez adressées, il avait le droit d'espérer que, dans l'avenir, ne lui seraient pas soumises des exigences que leur nature rend inacceptables.

« En cédant en effet son matériel de guerre, avec ou sans compensation, le Gouvernement grec se livrerait à une si flagrante violation de la neutralité de la Grèce que l'Entente a reconnue, que les Empires centraux, lesquels ont déjà protesté avec force contre la prise de la flotte légère grecque, considéreraient sans doute son acte comme un acte d'hostilité

à leur égard. Et, d'autre part, l'opinion publique du pays, qui se manifeste sans cesse sur la question présente, ne tolérerait pas de voir la Grèce démunie de ses armes et dans l'impossibilité de défendre ses intérêts vitaux si, dans l'avenir, ils venaient à être mis en danger.

« Pour ces raisons, Monsieur l'Amiral, je me trouve obligé, au nom du Gouvernement grec, d'opposer à votre demande, datée du 3/16 novembre, un refus tout à fait catégorique, bien que je garde l'espoir que vous en reconnaîtrez le bien fondé. »

Le Gouvernement grec expulsait les agents des puissances centrales le 22, malgré que la Grèce ne se trouvait pas en guerre contre elles.

Le 11/24, une autre note était adressée au Gouvernement d'Athènes par Dartige du Fournet en réponse à son refus : « Je suis d'accord avec vous quand vous dites que le Gouvernement royal grec a récemment marqué en plusieurs occasions son esprit de conciliation et vous savez que je suis, moi-même, inspiré du plus vif désir de dissiper tout malentendu entre nous. Je suis cependant obligé de faire observer que le refus catégorique que vous opposez aux demandes du Gouvernement français n'est pas inspiré de la neutralité bienveillante, dont le Gouvernement royal grec a toujours donné l'assurance et dont il avait l'occasion de donner la preuve.

« Je peux difficilement admettre, d'un autre côté, que l'opinion d'un pays aussi éclairé que la Grèce regarde comme intolérable l'idée de céder aux puissances, auxquelles il affirme sa neutralité bienveillante, une quantité d'armes et de munitions qui se trouvent non pas entre les mains de son armée, mais dans ses dépôts, complètement inutilisées. L'Entente n'a nullement l'intention de désarmer le pays et de l'empêcher de défendre ses intérêts vitaux. Il y a, sur ce point, une certaine confusion qu'une partie de la presse et des gouvernants grecs veulent créer, bien que la question soit extrêmement claire. Tout à fait différentes étaient les conditions dans lesquelles les Bulgares, envers lesquels la Grèce ne promettait de garder qu'une pure et simple neutralité, ont capturé à Cavalla le matériel, en même temps que les troupes. Et la protestation que le Gouvernement grec a formulée ne constitue nullement pour l'Entente une satisfaction suffisante.

« Si elle était mieux éclairée, l'opinion publique de la Grèce se serait sans doute rendue compte que cette cession de matériel aux alliés n'a rien qui puisse porter atteinte au patriotisme le plus loyaliste, ni aux règles de droit international.

« Ces armes sont destinées à combattre pour la libération d'un territoire arrosé par le plus noble sang grec. Elles n'ont pas leur place au fond d'un dépôt, mais sur le front de Monastir et de Macédoine, où se

joue en ce moment le sort de tous les Etats balkaniques, sans exception, belligérants et neutres. Voilà ce que vous devez répéter à ceux qui aiment leur patrie, à ceux qui n'ont comme seul idéal que la grandeur de l'hellénisme, grandeur dont les puissances protectrices se préoccupent plus que toute autre.

« Les ordres supérieurs, en vertu desquels j'agis, sont de ceux qui n'offrent pas de terrain à une longue discussion. Me référant donc à ma note précitée du 3/15 novembre, j'ai l'honneur d'assurer le Gouvernement royal grec que, comme preuve de sa bonne volonté, j'exige dix batteries de montagne pour le 1^{er} décembre (n. s.) au plus tard, la date de la livraison du matériel restant ne pouvant pas dépasser le 16 décembre (n. s.).

« Si je ne reçois pas satisfaction, je me trouverais obligé de prendre, à partir du 1^{er} décembre, toutes les mesures que la situation exigerait. »

Le Gouvernement d'Athènes, par sa note du 13/26 novembre, refusait à nouveau les clauses de l'ultimatum. Après avoir exposé que les armes de la Grèce n'étaient pas destinées à rester à jamais dans les dépôts, mais qu'elles étaient destinées à défendre les droits de la Grèce et que l'Etat grec ne pouvait pas les avoir à temps pour défendre ses droits, il concluait : « Je ne veux pas croire, Monsieur l'Amiral, qu'après avoir examiné avec bienveillance et équité les raisons qui mettent le peuple grec dans l'impossibilité de vous satisfaire, vous voudriez procéder à de « telles mesures que la situation exigerait », mesures qui viendraient à l'encontre des liens d'amitié traditionnelle unissant la France et la Grèce et que le peuple considérerait à juste titre comme des actes d'hostilités pris contre lui d'ordre du Gouvernement de la République. »

Le 17/30 novembre, le roi, par le maréchal de la Cour, proposait à l'amiral s'il se contenterait de la livraison des dix batteries et lui adressait une lettre lui disant que la tranquillité serait maintenue sous la condition formelle que ni la police secrète du service des puissances de l'Entente, ni les compagnies de débarquement ne procéderaient à des arrestations, disparitions ou déportations de sujets hellènes et que de même les venizelistes s'abstiendraient, de leur côté, de commettre tous actes de violence, d'excès ou d'abus qui pourraient provoquer des représailles.

La situation à Athènes était grave. Les mouvements entre les populations et les épistrates accusaient une grande nervosité.

L'amiral ne se contentait pas de dix batteries ; par son ordre secret n° 13, il ordonnait l'établissement du corps de débarquement, « au besoin par la force, sur des positions dont l'occupation par nos troupes constitue une menace pour Athènes et assurer la possession

d'établissements militaires ou d'utilité militaire se trouvant dans la zone d'opérations ». Le but de « la démonstration devant Athènes » était l'occupation des collines des Nymphes, Pnyx et Philopappos, le Zappéion et les alentours. La saisie et l'occupation de la poudrerie, des établissements du génie militaire grec, dits du Rouf, la cartoucherie et l'occupation militaire du Pirée.

Les fusils étaient chargés de l'un et de l'autre côté. Les uns voulaient garder leurs armes comme honneur national, comme leur propriété et comme conforme à leur neutralité; les autres préconisaient leur désarmement en employant la force, en prétendant le maintien de l'équilibre entre les armes grecques abandonnées aux germano-bulgares et celles détenues par eux et ayant comme but l'envoi de ses armes aux troupes venizelistes qui luttaient pour la cause hellénique à côté d'eux. Le résultat était les tristes événements des 1^{er} et 2 décembre qui coûtaient des vies à l'un et à l'autre. Le roi offrait les dix batteries pour faire arrêter l'effusion de sang. L'amiral, vers 18 h. 45 du 1^{er} décembre, acceptait la proposition, et l'ultimatum, malgré les moyens coercitifs et les tristes événements, restait sans application, sans que la politique de l'Entente abdiquée de faire sortir, à côté de la Grèce venizeliste, la Grèce sous le Gouvernement d'Athènes. De plus, la politique française, par M. Briand, préconisait déjà le détronement du roi Constantin et la descente de Venizelos à Athènes. Ainsi, la représentation de l'Angleterre et de la France auprès du Gouvernement provisoire de Salonique par des agents spéciaux, était le premier pas vers l'orientation de la nouvelle phase de la politique de l'Entente à l'égard du Gouvernement d'Athènes et, par la suite, la reconnaissance des représentants du Gouvernement provisoire à Londres par l'Angleterre. Des mesures extra-coercitives étaient appliquées contre le Gouvernement d'Athènes pour qu'il abandonne sa politique passive; le 8 décembre, l'Entente mettait en blocus les côtes grecques.

Le 30 novembre/13 décembre 1916, le Gouvernement d'Athènes, par un mémorandum, demandait la levée du blocus. Le 1^{er}/14 décembre, l'Entente répondait par un ultimatum demandant un déplacement des troupes et du matériel de guerre dans le Péloponèse et un arrêt du mouvement des troupes et du matériel vers le Nord. Elle donnait un délai de vingt-quatre heures pour l'acceptation pure et simple du Gouvernement, sinon les ministres des « quatre » quitteraient Athènes avec le personnel de leurs légations, en disant que le blocus ne serait levé qu'au moment où le gouvernement accorderait une entière réparation pour les attaques, et jusqu'à ce que les garanties suffisantes pour l'avenir, soient données.

Par la note du 2/15 décembre, le Gouvernement d'Athènes acceptait les conditions pour l'armée et le matériel de guerre de procéder à toute satisfaction légitime. Pour les réparations, et comme garanties pour l'avenir, il proposait « une étroite amitié, basée sur la confiance réciproque ». Le 18/31 décembre, par une nouvelle note, la France, la Grande-Bretagne et la Russie demandaient le transport de l'armée grecque et de son matériel en Péloponèse et le maintien, dans la Grèce continentale, des forces nécessaires pour la police et l'ordre, sous le contrôle des alliés ; l'interdiction de toute réunion des réservistes au nord de l'isthme de Corinthe ; rétablissement du contrôle des alliés, d'accord avec le Gouvernement grec ; la libération de toute personne arrêtée pendant les événements du 1^{er} et du 2 décembre et leur indemnisation après enquête ; la destitution du commandant du 1^{er} corps d'armée ; l'excuse du Gouvernement grec aux gouvernements des « quatre » et le salut de leurs drapeaux en présence du ministre de la Guerre et de la garnison rassemblée.

Les puissances maintenaient le blocus et prenaient l'engagement formel « de ne pas permettre aux forces du Gouvernement de la Défense Nationale de profiter du retrait des troupes royales de Thessalie et d'Épire pour franchir la zone neutre. » (Il s'agissait de la zone neutre établie d'accord avec le Gouvernement d'Athènes par le général Roques, par suite des événements d'Ekaterini, de l'Épire à l'Égée, sur une profondeur de quatre à cinq kilomètres.) L'Italie, qui n'avait pas participé aux démarches des « trois », par une note séparée, déclarait sa solidarité générale avec ses alliées, mais elle se déclarait désintéressée, comme s'agissant de questions d'ordre intérieur, de la question de la libération des personnes détenues et de leur indemnisation.

Le Gouvernement d'Athènes, par le memorandum du 23 décembre/6 janvier 1917, adressé à la conférence de Rome, répondait aux « quatre », acceptant les conditions de transport de l'armée et du matériel en Péloponèse, sous la condition de la garantie de non-extension du Gouvernement de Salonique au delà de son domaine d'avant le 1^{er} décembre ; il n'admettait pas la libération des personnes retenues que sous caution et il n'admettait pas une indemnisation qu'après recours des personnes intéressées à la justice. Et tout en cherchant encore une fois sa garantie envers le mouvement de Salonique, il demandait de plus la levée du blocus.

Le 8 janvier, les « quatre », par un autre ultimatum, demandaient l'exécution de leur note du 31 décembre, sans aucune réserve, dans un délai de quarante-huit heures, en s'engageant « de respecter entièrement sa résolution (du Gouvernement d'Athènes), de rester entièrement en dehors de la guerre européenne. » Ils assumaient l'obligation de ne pas

permettre aux adhérents du Gouvernement provisoire de profiter, soit par terre, soit par mer, du retrait des armées helléniques dans le Péloponèse, pour occuper une partie quelconque du territoire hellénique privé de tout moyen de résistance. Les puissances alliées assumaient également l'obligation de ne pas permettre l'établissement des autorités du Gouvernement provisoire sur aucun des territoires actuellement en possession du Gouvernement royal qu'elles pourraient se trouver éventuellement dans la nécessité d'occuper pour des raisons de nature militaire.

« Enfin, les Gouvernements alliés seraient prêts à lever le blocus, tout en conservant l'analogie quantitative des articles importés, aussitôt que leurs représentants particuliers jugeraient que le transfert des armées et du matériel a été effectué en partie et qu'il y aurait des garanties suffisantes pour son entière réalisation. »

Le Gouvernement d'Athènes, par une note du 10 janvier, acceptait l'ultimatum en maintenant son point de vue sur les réparations et les dommages-intérêts résultant des événements. Le 13 janvier, les ministres des « quatre » demandaient l'exécution pure et simple des demandes de leurs gouvernements. Le Gouvernement d'Athènes, après un Conseil de Couronne, acceptait la volonté de l'Entente, en commençant par la suite à exécuter les clauses de l'ultimatum du 31 décembre. Le 24 janvier, par décret, le général Callaris était révoqué de ses fonctions ; le 25, le Gouvernement grec présentait des excuses auprès des ministres des « quatre » ; le 29, le salut de leurs drapeaux avait lieu et le transport des troupes et du matériel se complétait.

Mais l'Entente, malgré l'exécution de l'ultimatum, fidèle à sa politique, ne levait pas le blocus, chose qui avait comme conséquences la famine, la mort d'inanition de personnes, le manque de travail pour beaucoup d'autres et le marasme économique dans le pays. L'Angleterre réquisitionnait la flotte marchande des Grecs.

Le 6 avril 1917, un meeting avait lieu à Salonique, la déchéance du roi était proclamée.

Le roi appelait, le 4 mai, au pouvoir M. Zaïmis pour la troisième fois. Celui-ci voulait réconcilier Venizelos et le roi, sans succès d'ailleurs. Les événements prenaient une autre tournure. L'Angleterre et la France préconisaient l'union d'action en Grèce, elles décidaient l'obéissance de tous leur agents à une personne pour donner une fin à la situation. Elles pensaient au détrônement du roi, chose qui ne plaisait ni à l'Italie, ni à la Russie. Ainsi M. Jonnart, par la volonté de l'Angleterre et de la France, partait en Grèce comme « haut commissaire des puissances protectrices ». Le 11 juin, à 9 heures du matin, par une note au nom des trois puissances protectrices, il demandait l'abdication du roi. « Monsieur le Président,

écrivait-il au premier ministre grec, les puissances protectrices de la Grèce ont décidé de reconstituer l'unité du royaume sans porter atteinte aux institutions monarchiques constitutionnelles qu'elles ont garanties à la Grèce.

« Sa Majesté le roi Constantin, ayant manifestement violé la Constitution, dont la France, la Grande-Bretagne et la Russie sont les garantes, j'ai l'honneur de déclarer à Votre Excellence que le roi a perdu la confiance des puissances protectrices et que celles-ci se considèrent comme dégagées à son égard des obligations résultant de leurs droits de protection ;

« J'ai en conséquence pour mission, en vue de rétablir la vérité constitutionnelle, de réclamer l'abdication de Sa Majesté le roi Constantin, qui désignera lui-même, d'accord avec les puissances protectrices, un successeur parmi ses héritiers.

« Je suis dans l'obligation de vous demander une réponse dans un délai de vingt-quatre heures. »

Le lendemain, après un Conseil de Couronne, M. Zaïmis faisait connaître officiellement à M. Jonnart que « Sa Majesté le Roi, soucieux comme toujours du seul intérêt de la Grèce, avait décidé de quitter le pays avec le prince royal, et à désigner comme successeur son second fils le prince Alexandre. »

Le roi, la même journée, s'adressait au peuple : « Accomplissant mon devoir envers la Grèce, proclamait-il, et n'ayant en vue que son seul intérêt, Je m'incline devant la nécessité et Je quitte avec le Diadoque ma Patrie bien-aimée, laissant sur le trône mon fils Alexandre.

« De loin comme de près, Nous garderons, la Reine et Moi, le même amour au peuple hellénique.

« Je vous prie tous d'accepter ma décision avec calme et sérénité, confiant en Dieu dont j'appelle d'en haut la protection sur la Nation.

« Que Dieu protège la Grèce. »

Le 15 juin 1917, le roi et le diadoque, sans signer leur abdication au trône, s'embarquaient d'Oropos à destination de l'Italie et de la Suisse.

La même journée, M. Jonnart, au nom des trois puissances protectrices, déclarait :

« Au Peuple hellène,

« La France, la Grande-Bretagne et la Russie ont voulu l'indépendance, la grandeur et la prospérité de la Grèce...

« Elles sont ici pour déjouer les manœuvres des ennemis héréditaires du royaume.

« Elles veulent mettre fin aux violations répétées de la Constitution et des traités, aux déplorables intrigues qui ont abouti au massacre des soldats des pays amis.

« Berlin commandait hier à Athènes et conduisait graduellement le peuple sous le joug bulgaro-allemand.

« Nous avons résolu de rétablir la vérité constitutionnelle et l'unité de la Grèce.

« Les puissances garantes ont, en conséquence, demandé au roi Constantin d'abdiquer.

« Elles ne prétendent pas toucher à la royauté constitutionnelle. Elles n'ont d'autres ambitions que d'assurer le fonctionnement régulier de la Constitution...

« Aujourd'hui, le blocus est levé. Toute représaille contre les Grecs, à quelque parti qu'ils appartiennent, sera impitoyablement réprimée.

« Aucune atteinte à l'ordre public ne sera tolérée, les biens et la liberté de chacun seront sauvegardés.

« C'est une ère nouvelle de paix et de travail qui va s'ouvrir devant vous.

« Sachez que, respectueuses de la souveraineté nationale, les puissances protectrices n'ont nullement l'intention d'imposer au peuple grec la mobilisation générale. »

Le roi Alexandre, prenant possession du pouvoir, proclamait au peuple :

« Au moment où mon auguste Père, faisant un sacrifice suprême à notre chère Patrie, me confie les lourds devoirs du trône hellénique,

« Je n'exprime qu'un seul souhait, c'est que Dieu, exauçant ses vœux, protège la Grèce et nous permette de la revoir unie et puissante.

« Dans une douleur d'être séparé, en des circonstances aussi critiques, de Mon Père bien-aimé, J'ai pour seule consolation de remplir son mandat sacré. Je tâcherai de le réaliser de toutes mes forces, suivant les traces de son règne si brillant, avec le concours du peuple sur l'amour duquel s'appuie la dynastie grecque. J'ai la conviction qu'obéissant aux volontés de Mon peuple, le peuple contribuera par sa soumission à ce que en commun nous tirions notre chère patrie de la terrible situation dans laquelle elle se trouve. »

Le 26 juin, Zaïmis, n'acceptant pas les conditions proposées par Venizelos aux conversations à Salamine depuis le 21, en ce qui concernait la convocation de la Chambre du 31 mai/13 juin 1915, la suspension de l'inamovibilité de la magistrature, l'opportunité de la révision de la Constitution, démissionnait et, le 27, Venizelos prenait en main le gouvernement de la Grèce entière.

Avec le détronement du roi, le blocus prenait fin. Avec l'arrivée de Venizelos au pouvoir central, la Chambre du 31 mai/13 juin 1915 était reconstituée ; il reprenait des alliés l'arsenal de Salamine, la flotte, les îles de Thassos et de Lesbos, il obligeait les Italiens à quitter l'Épire. La

mobilisation générale était décrétée et l'ensemble de la Grèce entraînait en guerre à côté des alliés naturels, à côté de ceux dont les intérêts de la nation coïncidaient.

§. IV. — Congrès de Paix et Traité de Sèvres

LA VAILLANCE HELLÈNE. — REVENDICATIONS HELLÉNIQUES EN EPIRE DU NORD, EN THRACE, SUR CONSTANTINOPLE, EN ASIE MINEURE. — LA QUESTION DE L'EPIRE DU NORD : ACCORD VENIZELOS-TITTONI ; DÉCISION DU CONSEIL SUPRÊME DU CONGRÈS ; ACCORD HELLÉNO-ALBANAIS ; DÉCLARATION DU SÉNATEUR LODGE ; ACCORD ITALO-ALBANAIS. — LA QUESTION DE LA THRACE : LES REVENDICATIONS BULGARES ; RAPPORT DE LA COMMISSION INTERALLIÉE ; PRÉTENTIONS BULGARES ; TRAITÉ DE NEUILLY-SUR-SEINE DU 27 NOVEMBRE 1919 ; OCCUPATION MILITAIRE GRECQUE DE LA THRACE OCCIDENTALE ; SOULÈVEMENT DE TZAFER TAYAR. — LA QUESTION DES ÎLES. — LA QUESTION DE L'ASIE MINEURE ; OPPOSITION ITALIENNE ; OPPOSITION AMÉRICAINE ; THÈSES ANGLAISE ET FRANÇAISE ; DÉCISION DU CONSEIL SUPRÊME ; OCCUPATION GRECQUE DE SMYRNE ET DU HINDERLAND ; LA COMMISSION D'ENQUÊTE ; DÉNONCIATION DE L'ACCORD VENIZELOS-TITTONI. — ARGUMENTATION TURQUE. — MÉMORANDUM DU PATRIARCHE ŒCUMÉNIQUE DE CONSTANTINOPLE ET DU PATRIARCHE ARMÉNIEN. — MÉMORANDUM DU PATRIARCHE ŒCUMÉNIQUE DE CONSTANTINOPLE. — TRAITÉS DE SÈVRES DU 10 AOUT 1920.

Avec l'entrée de la Grèce unie en guerre, le front dans les Balkans prenait un autre aspect. Nous ne voulons pas ici faire l'éloge de la vaillance des soldats hellènes, ni apprécier leur part dans la victoire, nous nous contenterons simplement de citer l'admiration de quelques chefs de l'armée d'Orient en rappelant quelques-uns de leurs propos. Les Grecs, le 15 avril 1918, avec la coopération des troupes britanniques, délivraient Kumli, Osmmonli, Calendra, Omondos, Osman-Kamila, Kiospikes, Salmahale, Kakaraska, Beylinmahale. Le 30 mai, ils enlevaient à l'ennemi, à la pointe de leurs baïonnettes, le formidable fort de Skra-Di-Legen et ainsi brisaient le front d'Orient et obligeaient, après la grande offensive de Macédoine, les Bulgares à signer l'armistice le 29 septembre. Le 4 octobre, l'armée grecque occupait la ville de Serès, le 7 Cavalla et le 8 Drama.

A l'occasion de la victoire, le général Franchet d'Espérey citait à l'ordre du jour : « En ce qui concerne plus particulièrement l'armée hellénique, le généralissime de l'armée d'Orient a relevé son entrain, sa vaillance, la fougue légendaire dont elle a fait preuve et le rôle glorieux qu'elle a joué sur les deux rives de la Tchernia et du Vardar. »

Au lendemain de la prise de Doïran, ce général disait au général Zymbrakakis (*Hestia* du 22/5 octobre 1918) : « Je ne doutais jamais que la division qui, la première, à ouvert la voie de l'honneur à l'armée grecque, se distinguerait. Mais je ne pouvais jamais m'imaginer un pareil héroïsme. Vous commandez, mon général, une division vraiment napoléonienne. »

Le commandant des troupes britanniques, le général Milne, citait à l'ordre du jour du 20 septembre, à l'occasion de la victoire de Doïran : « Vous avez attaqué avec un élan incomparable des positions fortes par nature et que l'ennemi avait rendues presque imprenables. Les résultats de vos exploits sont déjà visibles dans la retraite de l'armée bulgare. Je vous remercie pour votre vaillance et votre ténacité qui sont au-dessus de tout éloge. Je suis fier de vous avoir eu sous mes ordres. »

Après l'armistice bulgare du 29 septembre, les Turcs à leur tour, le 30 octobre, signaient également un armistice à Moudros, l'Autriche-Hongrie le 3 novembre et l'Allemagne le 11 novembre 1918.

Le 30 décembre 1918, le premier ministre grec Venizelos présentait devant le Congrès de la Paix les revendications helléniques. Il s'appuyait sur le principe de la conscience nationale et sur le nombre d'Hellènes esclaves, en laissant de côté les droits historiques de la nation grecque. Il s'appuyait sur le programme du président Wilson et sur le principe, accepté déjà, des peuples de disposer d'eux-mêmes.

L'éminent homme d'Etat grec exposait, devant le Congrès de la Paix, que la nation grecque comprenait 8.256.000 âmes, dont les 45 % vivaient hors du Royaume grec ; 4.300.000 habitaient le Royaume de Grèce, 151.000 l'Epire du Nord et l'Albanie, 731.000 la Thrace et la région de Constantinople, 43.000 la Bulgarie, avant les guerres balkaniques, 1.694.000 l'Asie Mineure, 102.000 le Dodécanèse, 235.000 l'île de Chypre, l'Egypte et le continent africain, 150.000 ; l'Amérique du Nord et du Sud, 450.000 ; la Russie méridionale, 400.000, et il éliminait les revendications de l'Etat grec sur les territoires balkaniques d'Asie Mineure et des îles.

En exposant les revendications helléniques sur l'Epire du Nord, Venizelos appuyait le droit de l'Etat grec : 1° Sur la population. De sa population mixte de 230.000 âmes, il revendiquait 130.000 Grecs et 80.000 Albanais, comme « inextricablement mêlés, et qu'il ne serait pas possible de séparer géographiquement de manière à englober les premiers dans l'Etat grec et les seconds dans l'Etat albanais », comme conforme à l'équité, parce que la population grecque était la majorité et l'Albanie se trouvait dans une situation de civilisation inférieure à celle de la Grèce et ne pouvant vivre en Etat indépendant sans une tutelle étrangère et incapable d'avoir un gouvernement tout à fait autonome,

tandis que l'Etat grec avait une vie politique indépendante. Il laissait à l'Albanie le district de Courvelessi, les parties des cazas de Tepelen et de Prémeti, situées au nord de la Voyoussa, et le caza de Starovo, situé au nord de Dévoli. 2° Sur la conscience nationale. Principe démocratique des Etats alliés et associés suivant lequel cette conscience nationale faisait le critérium de nationalité et pas la langue maternelle, le critérium de la langue et de la race était une conception germanique. Pour prouver que cette population, quoiqu'elle causait l'albanais, avait la conscience grecque, il rappelait que, pendant les luttes de l'indépendance grecque, cette population avait donné maints chefs militaires ; la danse de Zalogo, d'après laquelle les femmes de Souli, parlant l'albanais, se précipitaient du haut de l'abrupte montagne, après avoir lancé leurs enfants dans l'abîme, pour ne pas tomber entre les mains des musulmans albanais assiégeant leur pays ; les noms de l'homme d'Etat Répoulis, du général Danglis, de l'amiral Coundouriotis, qui avait comme langue maternelle l'albanais, et l'équipage de la flotte grecque avec lequel ce dernier causait hors service l'albanais.

Pour prouver particulièrement le caractère hellénique de Korytza, il faisait connaître que ses écoles grecques étaient exclusivement entretenues par des legs des gens de Korytza, qui comprenaient, avant les guerres balkaniques, 25.000 élèves, tandis que la seule école albanaise était dirigée par des Américains, et elle ne comptait que 200 élèves environ. Pour prouver sa conscience nationale, il rappelait que la communauté grecque de Korytza avait refusé un legs de 60.000 francs, parce qu'il était fait sous la condition de l'enseignement de la langue albanaise ; un autre, en 1886, de 100.000 francs, parce qu'il était adressé à « la communauté orthodoxe de Korytza », au lieu de « la communauté grecque orthodoxe de Koritza ». A l'appui des droits de l'Etat grec sur l'Épire du Nord, il rappelait de plus la formation du gouvernement provisoire après le retrait des troupes helléniques, en exécution du protocole de Florence, parce que les Epirotes ne désiraient pas que leur patrie fasse partie de l'Etat albanais ; le protocole du 17 mai 1914 de Corfou, qui reconnaissait à l'Épire du Nord le droit d'avoir une administration locale autonome même en faisant partie de l'Etat albanais ; la demande de l'Entente à la Grèce, qu'après l'abandon du trône albanais par le prince de Wied, d'occuper militairement l'Épire du Nord pour faire cesser l'anarchie ; l'acceptation de la Grèce, après le consentement de l'Italie, qui occuperait Valona, d'occuper l'Épire du Nord, sous la condition du règlement définitif au Congrès de la Paix, étant tacitement entendu que si l'occupation de Valona par l'Italie était confirmée, celle de l'Épire du Nord deviendrait également définitive ; et que les puissances, en recon-

naissant dans le traité du 26 avril 1915 le droit de l'Italie de quitter Valona, stipulaient que les limites de cette occupation ne devaient pas dépasser celles de l'Épire du Nord.

Se basant toujours sur les mêmes principes, le premier ministre de la Grèce, à la Conférence de la Paix, exposait le droit des revendications hellénique sur la Thrace, en se raisonnant d'abord sur l'hypothèse de l'examen de la question, sans aucune prévention contre la Bulgarie et, par la suite, sur ce que celle-ci n'avait pas le droit de compter sur la bienveillance de la part du Congrès.

En examinant la question sans aucune prévention contre la Bulgarie, M. Venizelos exposait que la population grecque de la Thrace, avec Constantinople, était de 730.822 âmes, et suivant les statistiques turques, une population bulgare de 112.174 âmes, c'est-à-dire la Thrace présentait son caractère hellénique, caractère que les Bulgares eux-mêmes avaient reconnu en 1912 au cours de leur collaboration avec les Grecs contre la politique de la turquisation du Comité « Union et Progrès », en admettant, pour les élections au Parlement ture, la soutenance de sept candidats hellènes et d'un bulgare.

Il ne revendiquait pas Constantinople, qui serait érigé en un Etat international et, à cause de ce fait, les revendications de la Grèce sur la Thrace devenaient plus fortifiées; et s'appuyant sur le principe du droit des peuples de décider de leur sort, il demandait l'éloignement de la Bulgarie de la mer Egée; en s'appuyant sur le principe des nationalités, il demandait une frontière grecque avec une ligne partant du sommet de Koula (Kouchlar Dag cote 2177), suivant le cours de l'Arda jusqu'à son confluent avec la Maritza, en suivant la frontière turco-bulgare de 1913, avec une petite modification en faveur de la Bulgarie au nord-est de Kirk-Kilissé jusqu'au cap d'Iniada. Cette concession de la Thrace à la Grèce, disait-il, laissait la Bulgarie seule indemne parmi ses alliés, si en tenait compte que la Roumanie serait disposée à lui rétrocéder la partie de la Dobrouitza qui lui avait échue en 1913. Il ne trouvait pas l'intérêt économique de la Bulgarie d'avoir des ports sur la mer Egée. Plus fort pour que le principe des nationalités cède devant lui, l'intérêt capital des populations de vivre sous une administration en harmonie avec leur conscience nationale; en tout cas, il était disposé à concéder un débouché commercial à la Bulgarie, quoique celle-ci avait déjà accès à la mer Noire, tandis que la Tchéco-Slovaquie, la Hongrie, l'Autriche allemande et peut-être la Pologne n'avaient pas accès à la mer, sous les mêmes conditions qu'il serait assuré un débouché à des Etats sans accès à la mer. En suivant son argumentation, il disait qu'il faudrait, avec l'accès à la mer Egée de la Bulgarie, prendre en considération l'intérêt

de la Grèce à maintenir la continuité de son territoire et de sa défense, puisque la Bulgarie pouvait utiliser Porto-Lago comme base de sous-marins et renverser ainsi à son profit l'équilibre des forces, elle pouvait, en cas de guerre, retarder avec les sous-marins le transport de l'armée grecque de ses îles.

En se plaçant sur l'autre aspect de la question, il soutenait que la Bulgarie n'avait pas droit à la bienveillance de la part du Congrès, parce qu'à peine constituée en Etat autonome, elle avait prétendu à l'hégémonie balkanique, en s'appuyant sur la supériorité de son organisation militaire, supériorité à laquelle elle ne pouvait pas prétendre depuis 1912, parce que les Grecs et les Serbes avaient aligné contre la Turquie des armées bien organisées et, de plus, notamment la Grèce, une flotte qui avait empêché la Turquie de transporter ses troupes par mer de l'Asie Mineure, et depuis la deuxième guerre balkanique, pendant laquelle la Serbie et la Grèce, en un mois, avaient écrasé complètement son armée. De plus, disait-il, la Bulgarie ne pouvait pas prétendre à une hégémonie en s'appuyant sur une civilisation supérieure; non plus sur une supériorité de masse ethnique, qui, suivant les statistiques turques, l'ensemble des Bulgares n'atteignait pas 4.500.000, et même avec des chiffres de propagande bulgare les plus exagérés, il n'atteignait pas le chiffre de 5.000.000, masse très inférieure à celle des Yougo-Slaves et des Roumains, masse qui équivalait à 60 % de la masse hellénique.

Par la suite, Venizelos rappelait la modération de la Grèce pendant les guerres balkaniques en soutenant les revendications bulgares à la Conférence de Londres sur la Thrace jusqu'à Rodosto en lui abandonnant même la Macédoine orientale; de la Serbie qui avait reconnu les territoires situés jusqu'à la rive du Vardar aux Bulgares et qui avait été prête à se soumettre à l'arbitrage du Tsar, en ce qui concernait les territoires de la rive droite.

Ces sacrifices, la Grèce les faisait, disait-il, parce qu'elle croyait à une confédération balkanique. Aucun prix ne lui paraissait trop exorbitant pour atteindre un pareil objectif. Il rappelait la guerre entre alliés balkaniques provoquée par la Bulgarie et que si la Grèce avait occupé toute la Thrace occidentale jusqu'à la Maritza et qu'elle l'avait repoussée jusqu'à ses frontières d'avant la première guerre, au traité de Bucarest, l'Etat grec acceptait de lui rétrocéder la Thrace occidentale avec Xanthi, Gioumuldjina et Dédéagatch avec une population dont les neuf dixièmes était grecque; que la Grèce était restée plus d'un mois pour protéger les pays contre l'occupation par les Turcs, parce que les Bulgares n'étaient pas prêts à l'occuper; qu'en arrivant, les Bulgares avaient expulsé en masse et sans délai la population hellénique en confisquant leurs biens. Si la

Grèce, affirmait-il, après la seconde guerre balkanique, avait concédé à faire ces sacrifices, c'était à cause de la pression de l'opinion publique en Europe et en Amérique, qui ne désirait pas que la Grèce exerce une hégémonie dans les Balkans et que la Bulgarie perde le fruit de la guerre contre la Turquie et sorte ainsi plus grande, plus peuplée et plus riche du traité de Bucarest que ses alliés la Grèce et la Serbie.

L'idée de l'hégémonie bulgare persistait même après le traité de Bucarest ; l'Entente, pour faire entrer la Bulgarie en guerre, lui avait offert la rétrocession de la Dobroutha ; la cession de la Thrace tout entière, à l'exception de Constantinople et des Détroits ; la cession de la rive gauche du Vardar, et sur la rive droite, de la zone considérée, d'après le traité bulgaro-serbe de 1912, comme incontestablement bulgare, y compris Monastir ; la cession de la Macédoine orientale malgré les protestations du Gouvernement grec. Mais la Bulgarie voulait encore le démembrement de la Serbie, une large partie de l'Albanie, afin de devenir une puissance riveraine de l'Adriatique, toute la Dobroutha, y compris la partie appartenant à la Roumanie depuis 1878. Si elle était conciliante envers la Grèce c'était par ordre de l'Allemagne, mais si elle était vainqueur, à la première occasion, elle pousserait la Grèce jusqu'à ses frontières de 1881.

En montrant ainsi qu'il n'y avait aucune raison que le Congrès éprouve à l'égard de la Bulgarie des dispositions bienveillantes, l'homme d'Etat grec disait qu'elle devait se contenter de la stricte justice des alliés, sans rien de plus. Ce serait une injustice flagrante si le Congrès sacrifiait les intérêts légitimes d'autres peuples. Ce serait un acte entaché d'immoralité, car on favoriserait l'ennemi d'hier au détriment de l'allié. L'assainissement moral, auquel l'humanité tout entière était fondée à s'attendre à la suite de la catastrophe que l'Allemagne avait provoquée sur le monde, serait à jamais compromis. Avant toute chose, ce serait un acte de mauvaise politique.

« On doit bien comprendre, disait-il, que la Bulgarie cherche à jouer, dans la péninsule des Balkans, le rôle que la Prusse a joué sur la vaste scène européenne. Ayant été le premier pays balkanique à organiser une force armée, elle pensa qu'elle pourrait facilement asservir tous ses voisins. C'est à juste titre que les Bulgares se vantent d'être les Prussiens des Balkans. » Il insistait pour que les alliés appliquent envers les Bulgares les principes élevés au nom desquels ils s'étaient battus, et il soutenait qu'il n'y avait plus de raisons pour faire des concessions aux Bulgares et si la Grèce avait consenti à leur donner la ville de Cavalla, elle le faisait pour que cette dernière entre en guerre aux côtés des alliés, pour leur victoire, pour l'intérêt de l'humanité et pour l'intérêt propre de la Grèce.

En examinant la question de Constantinople, Venizelos invoquait l'article 12 du programme du président Wilson, suivant lequel la souveraineté ottomane serait maintenue uniquement dans les « régions turques de l'Empire actuel. » Constantinople ayant une population de 1.173.670 habitants, dont 449.114 Turcs, ne pourrait rester sous la domination turque, il faudrait qu'elle soit donnée à la Grèce, parce que la population grecque était numériquement supérieure à celle des autres nationalités réunies, excepté des Turcs, 364.459 âmes ; parce que Constantinople était la capitale de l'Empire grec ; parce que, auparavant, elle avait été, pendant plusieurs siècles, une florissante colonie grecque ; parce que la population grecque possédait une place exceptionnelle sous le rapport de la force économique et de l'activité intellectuelle : elle entretenait 237 écoles avec 30.000 élèves ; parce qu'elle était le siège du patriarcat œcuménique grec. Il préconisait que si malgré ses titres l'Etat grec ne pouvait l'annexer, la formation d'un Etat international, sous la protection de la Société des Nations, englobant Constantinople, les Détroits et un suffisant hinterland.

En ce qui concernait l'Asie-Mineure, Venizelos proposait la création d'un Etat arménien en y rattachant le vilayet de Trébizonde comprenant une population grecque de 350.000 âmes et le vilayet d'Adana comprenant une population grecque de 70.000 âmes.

Il revendiquait l'annexion à la Grèce, outre des îles, d'une partie du vilayet de Brousse et le vilayet d'Aidin, à l'exception du Sandjak, presque exclusivement turc, de Denizli, avec une population de 1.188.350 Grecs et 1.042.050 Musulmans. Il ne revendiquait pas la ville de Brousse, qui était habitée par 83.000 Grecs, et les Sandjaks indépendants des Dardanelles et d'Ischmid, avec 111.964 Grecs, comme devant suivre le sort de Constantinople. Il appuyait ses revendications sur le principe déjà accepté : « Aux autres nations qui sont maintenant sous la domination ottomane, on devra garantir une sécurité absolue d'existence et la pleine possibilité de se développer, d'une façon autonome, sans être aucunement molestée », qui consacrant le droit des peuples de décider de leur sort n'excluait pas aux nations la faculté, au lieu de se former en un Etat autonome, de préférer leur annexion à un Etat existant de même nationalité ; pour cette raison, il demandait l'annexion de ces territoires au Royaume hellénique, puisque, s'érigeant autonome comme hellénique, il demanderait, dans l'avenir, son annexion à l'Etat grec, chose qui provoquerait des frictions internationales, qu'après la victoire il n'était pas permis de laisser de nouveaux problèmes à résoudre.

Il exposait, par la suite, que les Grecs de l'Asie Mineure occidentale étaient établis sans interruption depuis trente siècles ; ils étaient la véri-

table armature de la vie économique et intellectuelle du pays ; ils étaient répartis en quinze métropoles et diocèses et ils entretenaient 565 églises et 652 écoles avec 91.548 élèves. Il faisait appel au géographe allemand Philippson, en voulant soutenir que le territoire revendiqué par la Grèce constituait une section particulièrement distincte et séparée de l'Asie Mineure. Il excluait le maintien de la souveraineté ottomane, sous conditions des réformes, en rappelant qu'avant chaque réforme les Turcs massacraient les chrétiens, qui devaient bénéficier de ces réformes, que, pendant la guerre, 700.000 Arméniens et 300.000 Grecs avaient été exterminés et que, de 1914 à 1918, 450.000 Grecs avaient été expulsés de la Turquie. Il acceptait le transit turc par Smyrne. De plus, pour soutenir sa thèse, il invoquait que la population de l'Asie Mineure, avec celle des îles, était la plus pure population grecque.

Hors de ces populations revendiquées par la Grèce, continuait-il, il y avait encore les 922.545 habitants répartis en onze métropoles et diocèses, entretenant 1.740 églises et 1.386 écoles avec 100.863 élèves, dont une partie serait englobée dans l'Etat international de Constantinople, une autre partie dans l'Etat arménien et maints milliers resteraient encore sous la domination turque. Pour cette dernière population, il préconisait un engagement, de la part du Gouvernement turc, de racheter la fortune immobilière de ceux qui désireraient émigrer en Asie Mineure hellénique, comme aussi le Gouvernement grec serait tenu sous la même obligation et ainsi serait créé un mouvement d'émigration volontaire et mutuel, en espérant ainsi que, sous la domination turque, ne resterait que des populations musulmanes. Pour exclure des convoitises étrangères d'autres puissances sur le territoire hellénique, il faisait appel aux buts que cherchaient à réaliser la guerre, aux principes adoptés : « Comment pourrait-on imaginer que les peuples démocratiques, après la victoire complète qu'ils ont remportée pour défendre l'indépendance des petites nations et leurs droits de disposer d'eux-mêmes, placeraient une des parties les plus homogènes de la nation hellénique sous une puissance étrangère quelconque, pour la seule raison que celle-ci est une grande puissance, alors que la nation hellénique est une petite nation ? »

« Comment imaginer qu'ils saperaient ainsi par la base le fondement moral de la Société des Nations ? »

Il revendiquait toutes les îles de la mer Egée, même celles qui, à cause de raisons stratégiques, n'avaient pas été adjugées à la Grèce comme étant helléniques depuis des milliers d'années, et s'appuyant sur les principes du président Wilson qui formaient la base de la paix, il considérait sans effet le traité du 26 avril 1915 entre l'Entente et l'Italie, suivant lequel celle-ci s'annexerait Rhodes et le Dodécanèse et il se présentait comme

convaincu que l'Italie ne saurait vouloir imposer sa souveraineté à des populations purement grecques et créer ainsi une cause continuelle de froissements.

En ce qui concernait l'Epire du Nord, à la Conférence de la Paix, la Grèce se trouvait en face de l'Italie qui ne voulait pas la soutenir, à cause de ses vues en Albanie. L'Etat italien voulait faire sienne l'Albanie ou sinon une Albanie indépendante sous son influence, préconisant ainsi une Albanie aussi grande que possible. L'Amérique, également, s'opposait en partie pour les territoires revendiqués en Epire du Nord. Tout au contraire, l'Angleterre et la France soutenaient avec ténacité les droits helléniques.

L'Italie contestait les statistiques présentées par M. Venizelos et elle proposait les statistiques turques. Elle s'appuyait sur ce qu'une très petite minorité parlait le grec en n'admettant pas le principe de la conscience nationale soutenu par M. Venizelos. Elle prétendait que la Grèce demandait l'Epire du Nord pour des raisons stratégiques et que l'Albanie ne pouvait pas vivre sans la route de Santi-Quaranta-Korytza. A cette argumentation nettement contraire aux intérêts helléniques, s'ajoutait la thèse de l'Amérique du Nord qui donnait à la Grèce la côte avec Argyrocastro et Chimarra, sans Korytza, parce que : « La majorité paraît être grecque de sentiment et de penchant politique et est naturellement reliée à la Grèce par des relations de transports et de commerce », chose qu'ils n'acceptaient pas pour Korytza.

Sir Eric Crowe soutenait la thèse grecque. Il contestait le protocole de Florence, principalement comme n'ayant pas été reconnu par tous les signataires, parce que la France et la Russie avaient formulé des réserves.

La France soutenait complètement la thèse grecque et réfutait les arguments italiens un par un. Les statistiques turques, disait-elle, étaient rédigées pour la perception d'impôts et pour le rachat du service militaire, contenaient des chiffres inférieurs à la vérité de 25 à 50 %, parce que les chrétiens, pour éviter l'impôt et le rachat du service, ne se déclaraient pas. Argyrocastro et Korytza, soutenait-elle, se trouvaient toujours dans la sphère économique de Yanina; la route de Santi-Quaranta-Argyrocastro était vitale, pas pour l'Albanie, qui avait ses routes vitales vers Valona et Durazzo, mais pour l'Epire. Elle se déclarait pour le principe de la conscience nationale.

A la Conférence de la Paix, pour soutenir les droits de l'Epire du Nord, M. Carapanos avait soumis à la Conférence, le 19 janvier 1919, un memorandum. Il soutenait la thèse grecque, parce que, comme il disait, son intervention avait « pour objet d'exposer les faits concernant l'Epire avec plus de liberté que ne pouvait le faire le Gouvernement hellénique

dans une négociation diplomatique » en exposant les luttes des Hellènes de l'Épire du Nord et leur désir (conscience nationale) d'être unis avec la Grèce, il demandait l'annexion de l'Épire du Nord au royaume libre.

M. Venizelos, en soutenant une fois de plus pendant la Conférence de la Paix la thèse grecque, s'appuyait sur la conscience nationale, en disant entre autre que pendant l'enquête en 1913 des femmes fermaient leurs maisons puisqu'elles causaient l'albanais et, ainsi, elles évitaient le contrôle ; que la Grèce, en revendiquant l'Épire du Nord, le faisait pour des raisons ethniques et, pour soutenir sa thèse, il rappelait la ville de Moschopolis détruite par les Turcs en 1770, lors de la tentative d'Orloff. Cette ville, avec 55.000 habitants, la plus intéressante après Constantinople, avec son imprimerie datant de 1720, la deuxième dans les Balkans, son Académie et sa bibliothèque. Pour prouver le caractère ethnique de Korytza, il disait que par la communauté de la ville des écoles grecques étaient soutenues avec 24.000 élèves et seulement une école albanaise y existait avec 200 élèves sous une direction américaine. Il s'appuyait sur la carte italienne de Luigini, d'après laquelle, avant les guerres balkaniques, il y avait dans le sandjak de Korytza 177 écoles grecques avec 7.325 élèves et dans le каза de Korytza 72 écoles avec 3.425 élèves. Pour prouver la conscience hellénique des habitants, il rappelait la célèbre Chimarra, cette glorieuse ville grecque, qui même sous la domination turque, avait son administration autonome.

Les Albanais voulaient réfuter les arguments helléniques. Ils prétendaient que les orthodoxes de l'Épire du Nord, qui est l'Albanie du Sud, étaient Albanais et que la Révolution de l'Épire du Nord était faite par des soldats grecs et des Crétois et pas par des habitants de la contrée.

En attendant, un accord secret était signé à Paris, le 29 juillet 1919, concernant la Méditerranée orientale et la péninsule balkanique, accord dit Venizelos-Tittoni. Par cet accord, l'Italie devait soutenir les revendications helléniques en ce qui concernait la Thrace occidentale et orientale présentées dans le mémorandum de M. Venizelos, les revendications de la Grèce sur l'Épire du Nord, avec l'engagement pour l'État hellénique de rembourser au Gouvernement italien les dépenses faites par lui pour des travaux de caractère permanent ; d'accorder à l'Italie en location, pendant cinquante ans, une partie du port de Santi-Quaranta qui formerait zone franche ; d'accorder, de préférence à des sociétés italiennes, la construction des lignes de chemins de fer reliant le port de Santi-Quaranta à l'intérieur, à conditions égales à celles d'autres puissances, en cas où le Gouvernement hellénique ne ferait pas la construction lui-même.

La Grèce s'engageait à soutenir devant la Conférence de la Paix le

mandat de l'Italie sur l'Albanie ; la reconnaissance de la souveraineté italienne sur Valona et le hinterland ; elle confirmait la neutralité du canal de Corfou.

Les deux gouvernements s'engageaient réciproquement pour la non-construction des digues et défenses fixes entre le cap Stylos et Aspri-Ruga d'un côté et les îles opposées de l'autre côté ; pour la non-construction d'œuvres de fortification, depuis le cap Stylos jusqu'à Aspri-Ruga, sur une profondeur de 25 kilomètres, et sur la partie des îles situées en face ; pour ne pas créer dans cette zone aucune base militaire ou maritime ; pour une garantie spéciale des musulmans de l'Albanie soumis à la Grèce et des Grecs de Valona et de la partie de l'Albanie soumise à l'Italie ; pour une amnistie complète concernant les crimes et les délits politiques.

La Grèce était obligée de soutenir l'Italie à la Conférence en abandonnant ses revendications sur les territoires en Asie Mineure, depuis la baie de Scala-Nova jusqu'à la baie d'Adalie, même si la Grèce n'obtenait pas satisfaction sur Korytza par la suite de l'opposition éventuelle des Etats-Unis, elle consentirait à la création d'une zone franche pour l'Italie dans le port de Smyrne pendant cinquante ans.

L'Italie cédait à la Grèce les îles de la mer Egée qu'elle occupait, exceptée celle de Rhodes, qui resterait sous la souveraineté italienne.

« Dans le cas, concluait l'article 7, où l'Italie n'obtiendrait pas satisfaction en ce qui concerne ses aspirations en Asie Mineure, elle reprend pleine liberté d'action par rapport à tous les points du présent accord. »

« Dans le cas où la Grèce n'obtiendrait pas satisfaction en ce qui concerne ses revendications formulées dans l'article 4, elle reprend pleine liberté d'action par rapport à tous les points du présent accord. »

En exécution de cet accord, l'Italie soutenait les revendications grecques sur la région d'Argyrocastro et même sur celles de Korytza. Les Etats-Unis étaient donc isolés et, le 13 janvier 1920, le Conseil Suprême, se réunissant à Paris, décidait que : « L'Italie conservera Valona comme il est prévu dans le traité de Londres et, en outre, elle aura un mandat sur l'Albanie... La frontière méridionale de l'Albanie sera la ligne proposée par les délégations française et britannique à la Commission des affaires grecques. Elle laisse Argyrocastro et Korytza à la Grèce. »

Le 15 mai 1920 était signé à Kapestitsa un accord provisoire gréco-albanais par lequel les deux parties s'engageaient à maintenir un bon voisinage et « se conformer à la décision de la Conférence qui déterminera définitivement la ligne des frontières ».

Il ne restait donc contre la cause hellénique que l'opposition américaine, qui depuis la défaite du président Wilson aux élections, avait disparu. En effet, le Sénat avait voté le 17 mai 1920 la résolution du sénateur

Lodge du 3 mars 1920, suivant laquelle l'Épire du Nord, Korytza incluse, le Dodécanèse, la côte occidentale de l'Asie Mineure devaient être attribuées, par la Conférence de la Paix, à la Grèce et être incorporées dans le royaume hellénique.

La Grèce ne rencontrait plus ainsi aucun obstacle à s'annexer l'Épire du Nord et les Hellènes de cette contrée, avec l'expression enthousiaste pour leur cause du président Harding, espéraient devenir libres. Malheureusement, les intérêts des grands du monde prenaient une autre phase et l'Épire du Nord devait devenir une province d'un autre Etat moins civilisé qu'elle. L'Italie, ne pouvant s'installer comme protectrice en Albanie, avec le cabinet Giolitti-Sfortza, changeait de tactique. Elle voulait pénétrer en Albanie par les moyens pacifiques. Le 22 juillet 1920, elle faisait des démarches équivalant à une dénonciation de l'accord Venizelos-Tittoni, sans prendre en considération qu'elle était aussi engagée à la décision du Conseil Suprême du 13 janvier 1920. Le 2 août 1920, l'Italie, par un traité avec l'Albanie, reconnaissait son indépendance. Ainsi, la question de l'Épire du Nord prenait une autre phase, et dans la Conférence de la Paix, il n'y avait plus unanimité pour son annexion au royaume de la Grèce.

En ce qui concernait la Thrace, les revendications grecques, par le mémorandum de M. Venizelos, exigeaient des frontières communes avec l'Etat international de Constantinople. C'est-à-dire que les délégués grecs préconisaient d'enlever de la Bulgarie la Thrace et le retrait de la Turquie de l'Europe.

La Bulgarie se défendait par une propagande et, tout en oubliant les crimes qu'elle avait commis pendant la guerre, qu'elle était pour la deuxième fois vaincue par la Grèce, elle demandait la Macédoine du Sud-Ouest, Cavalla comme le port naturel de la Bulgarie, elle revendiquait la Thrace occidentale et une grande partie de la Thrace orientale, avec Andrinople comme foyer ethnique bulgare. Les Bulgares faisaient la distinction entre le gouvernement et le peuple bulgare et mettaient en circulation que la Bulgarie avait été trompée par son roi en entrant en guerre contre les alliés. Ils ne voulaient pas se croire vaincus et ils fermaient les oreilles devant les réclamations turques demandant leur libération du joug bulgare. Ils rêvaient de la grande Bulgarie en s'appuyant toujours sur l'idée d'une Macédoine indivisible. La politique de la Bulgarie, ne pouvant se prévaloir de la conscience nationale sur l'ensemble de la Macédoine et sur la Thrace, s'appuyait sur des arguments historiques qui ne pouvaient en aucune façon être supérieurs à ceux de l'hellénisme, tout en pratiquant pendant la guerre mondiale, sur ces contrées, des moyens d'extermination. Les rapports et enquêtes

de la Commission interalliée, sur les violations du droit des gens commises en Macédoine orientale par les armées bulgares, blâmaient sévèrement leurs actes. Ils flétrissaient les arrestations, les tortures, les terreurs, les réquisitions arbitraires, les corvées, les spoliations, les extorsions de sommes, les vols, les pillages, la pratique de la mort par la famine, les viols, les impôts supplémentaires imposés, les destructions de villages et d'immeubles, les déportations de personnes, les horreurs, les atrocités, etc. Sur les 305.000 habitants des 339 villages et villes sur lesquels la Commission avait enquêté, 235.000 seulement existaient selon son rapport du 21 avril 1919; sur 32.000 personnes décédées durant les deux années d'occupation bulgare, 30.000 étaient mortes de faim, de coups, de souffrances; 42.000 avaient été déportées en Bulgarie; 10.000 à 20.000 avaient émigré en Bulgarie pour fuir la famine et 12.000 n'étaient pas retournées chez elles comme décédées en Bulgarie.

« Il nous paraît certain, lit-on dans la conclusion de la Commission interalliée, que la Bulgarie a poursuivi un but : la destruction des populations orthodoxes helléniques de la Macédoine orientale. En agissant ainsi, elle donnait satisfaction à des sentiments de haine et de vengeance qui caractérisent la mentalité bulgare et elle préparait ses revendications sur une contrée qu'elle convoite depuis longtemps. Cette destruction fut entreprise dès le début de l'occupation, alors que les Gouvernements d'Athènes et de Sofia étaient encore en relations amicales... L'organisation de la famine fut un moyen sournois, mais encore bien plus cruel et bien plus efficace pour supprimer l'élément hellénique, en même temps qu'il enrichissait le Gouvernement et les particuliers bulgares.

« Les récits des morts collectives par fusillades ou autres moyens violents impressionnent le lecteur, par suite de l'image qu'il se fait des corps déchirés et du sang répandu ; mais, à notre avis, la brutalité de pareils crimes n'atteint pas en cruauté celui qui consiste à condamner des milliers d'êtres inoffensifs à mourir de faim après de longues et angoissantes tortures.

« Quant aux déportations, elles furent un acte condamnable en lui-même, comme étant une atteinte formelle aux lois et coutumes de la guerre; mais ce qui en fait un crime odieux et flétrissant, c'est qu'elles furent pratiquées, non comme une mesure de sûreté, mais comme un moyen d'extermination; plus du quart des déportés mâles succomba aux privations, aux coups ou tortures, aux travaux écrasants.

« Pas un seul peuple civilisé n'oserait appliqué à des criminels de droit commun le régime que subirent les déportés en Macédoine orientale. Pour les rescapés de Kitchevo, le mot « enfer » a désormais une signification. »

Et, en confirmant la responsabilité du Gouvernement et du commandement bulgares pour les crimes d'extermination par famine, par déportations, pour les pillages, les spoliations de toute nature, les réquisitions de travail imposées aux habitants, la violence et les meurtres à l'exécution des mesures ordonnées, les arrestations arbitraires, les tortures officiellement infligées aux personnes incarcérées, les décès et les infirmités, la démobilisation injustifiée, l'enlèvement des enfants, la Commission les rendait responsables en plus pour les crimes d'actes individuels des militaires et des comitatjis.

La Commission concluait ainsi : « Comment qualifier un Gouvernement qui fait preuve d'un esprit de dissimulation aussi profond, qui manque si facilement à sa parole, qui méconnaît les règles du droit international et les principes les plus élémentaires du droit des gens, qui condamne au supplice des milliers de personnes inoffensives ; qui n'hésite devant aucun moyen, si barbare soit-il, pour satisfaire ses appétits, sa cupidité et ses ambitions ? »

« Nous nous contentons de dire qu'il est dangereux, non seulement pour ses voisins immédiats, mais encore pour l'humanité civilisée tout entière.

« Il doit être condamné à la réparation du mal qu'il a causé, dans la mesure où cette réparation est possible. Quant au châtiment qu'il a mérité, il consistera surtout dans l'application des mesures propres à l'empêcher de renouveler ses entreprises criminelles. »

Les représentants bulgares, convoqués à se présenter devant la Conférence de la Paix, le 25 juillet, soutenaient que le Gouvernement bulgare « n'a pas voulu l'alliance germanique : ce n'est que contraint et forcé qu'il s'y est vu engagé ; il aurait pu peut-être résister avec succès à la violence à laquelle il s'est vu en proie, s'il avait pu compter sur l'appui moral de ses voisins ». Ils soutenaient que la Bulgarie, pendant les guerres balkaniques, « s'est vue trahie par ses alliés », que la responsabilité morale devait retomber sur la Grèce et sur la Serbie, « car les coupables ce ne sont pas toujours ceux qui commencent une guerre, mais ceux qui l'ont provoquée de propos délibéré », que l'attaque bulgare, en 1913, était une offensive défensive pour répondre aux provocations gréco-serbes qui partageaient la Macédoine par traité, à l'insu de la Bulgarie.

La délégation hellénique, qui appelait cette hypocrisie « un charmant euphémisme », rappelait les événements de 1915 pendant lesquels Venizelos consentait à donner à la Bulgarie même Cavalla et que celle-ci ne voulait pas entrer en guerre à côté des alliés parce qu'elle ne se voyait pas bien payée de son concours ; qu'elle ne pouvait pas tirer argument de sa propre faute (*nemo auditur turpitudinem suam allegans*) ; que la

cause de la conclusion du traité gréco-serbe était l'intransigeance de la Bulgarie à discuter avec la Serbie des accords devenus caducs et à répondre aux avances de la Grèce en vue d'une entente directe ; que le traité avait un caractère offensif et, d'après l'article 5, il n'en devait jouer qu'au cas où la Bulgarie refusait l'arbitrage et que son offensive militaire, fait capital, avait commencé au moment où ses alliés, décidés à accepter l'arbitrage du Tsar, attendaient les délégués bulgares pour partir pour Pétrograd.

A l'argumentation bulgare que la Grèce voulait, à cette coalition, « entraîner même la Roumanie » et que la preuve se trouvait dans le livre vert roumain, les délégués hellènes répondaient que le livre se bornait à faire état d'un bruit relatif à une prétendue entente gréco-turque, que la Turquie voulait profiter des sentiments des États balkaniques et que « le Gouvernement hellénique s'énorgueillit d'avoir repoussé » les ouvertures d'une alliance gréco-turque.

La Bulgarie prétendait encore que le traité de Bucarest « la frustrait de ses droits ». La Grèce rappelait qu'« aucun des États vainqueurs n'avait voulu profiter de la victoire pour obtenir complète satisfaction et qu'elle sortait d'une guerre qu'elle avait provoquée avec un territoire agrandi, un accès à la mer libre et sans aucune indemnité de guerre ».

La Bulgarie proposait que la Conférence connaisse la volonté des habitants de la région de Xanthi et de Gumuldjina pour qu'« elle ne mette pas en danger la paix et la tranquillité dans une contrée qui a toujours joui, sous l'administration bulgare, d'une liberté parfaite, d'un calme complet et d'une prospérité croissante ». Les Hellènes répondaient que la Conférence connaissait le sentiment des habitants de la région, des Grecs, qui expulsés en masse en 1913, attendaient de rentrer libres chez eux ; que les députés musulmans au Sobranié, le 12 décembre 1917, encore, entre autre fois, dénonçaient l'intolérance et les excès de l'administration bulgare. Ils rappelaient leur lettre au général Franchet d'Espérey du 31 décembre 1918, lui demandant « l'occupation militaire de la Thrace occidentale pour être débarrassés des Bulgares et voir améliorer leur sort, qui est intolérable ». Ils rappelaient encore les pétitions musulmanes et celles de Pomaks contre l'administration bulgare, en déclarant à la Conférence que si la domination bulgare devait y être maintenue, ils étaient résolus de brûler leurs villages et de quitter le pays, ne laissant aux Bulgares que des ruines. Elle sait, la Conférence, disaient-ils, que Grecs et Musulmans étaient d'accord pour désirer ardemment leur libération du joug bulgare, non seulement dans la région côtière, mais encore dans la partie septentrionale de la Thrace occidentale, qui, suivant leur demande, devrait suivre le sort du littoral.

La Bulgarie soutenait que la Thrace occidentale était un prolongement et l'achèvement naturel de la Bulgarie à la Mer Egée. Les Grecs, en s'appuyant sur les cartes bulgares de M. Rizoff, disaient que, depuis le ^{vii}^e siècle, époque de leur apparition dans les Balkans, jamais ils n'avaient pu l'occuper, d'où, par l'expérience des siècles, il était prouvé que la Thrace n'était pas le prolongement de la Bulgarie. La Bulgarie soutenait de plus que la Thrace occidentale était restée incontestablement dans sa plus grande partie bulgare, que les Pomaks étaient des Bulgares islamisés, ayant gardé la « langue, les coutumes et les traditions de leurs aïeux » ; que la race grecque formait des îlots cantonnés dans les villes et n'avait jamais rayonné dans le pays agricole ; que la délégation hellénique acceptait à la Conférence de Bucarest de 1913, sans objection, leur abandon à la Bulgarie ; que si une décision de la Conférence les donnait à la Grèce, cela portait atteinte au droit sacré des peuples, « car elle enlève à la Bulgarie un territoire qui est le patrimoine authentique de sa race » ; qu'il y avait injustice d'enlever à la Bulgarie l'angle formé par la Maritza, l'Arda et la ligne tracée au nord d'Ortakeuy comme essentiellement bulgare. Elle se plaignait de l'enlèvement de Karagatch et du sort qui attendait les Bulgares habitant le pays, de la privation d'une issue à la Mer Egée.

A ces arguments, la Grèce répondait que les Bulgares, dans l'ensemble de la province, étaient à peine le huitième, en s'appuyant sur des statistiques du patriarcat œcuménique, qui, dans leurs grandes lignes, concordaient avec les statistiques officielles turques ; que les Pomaks n'étaient pas des Bulgares islamisés, parce qu'au cours de la guerre russo-turque ils avaient combattu contre les Bulgares et les Russes, parce qu'ils demandaient toujours leur libération des Bulgares. M. Strasi-miroff, disait la Grèce, écrivait le 18 juillet 1915, dans le *Dnevnik* de Sofia, « qu'il était indispensable de désarmer les Pomaks qui, tant qu'ils conservent leurs fusils, considèrent le régime bulgare comme provisoire ». Les Pomaks n'étaient pas encore Bulgares, parce que dernièrement, par leur pétition du 11 octobre, à la Conférence, ils exposaient qu'il était impossible de vivre sous le joug bulgare et qu'ils acceptaient leur annexion à la Grèce.

En ce qui concernait la prétention bulgare, que les Grecs formaient des îlots ethniques seulement dans les villes et qu'il n'existait pas de Grecs dans les pays agricoles, les Grecs s'appuyaient sur la *Nouvelle Géographie universelle*, d'Elisée Reclus, qui disait que : « La population des villages et campagnes de la Thrace est composée presque exclusivement de Grecs. Ils possèdent le sol et le cultivent. » Et sur le Mémoire d'A. Antoniadès : « La puissance de l'hellénisme et le rôle éco-

nomique des Grecs en Thrace », dans lequel il disait que, dans les vilayets d'Andrinople, les industries agricoles appartiennent pour 50 % aux Grecs, 40 % aux Musulmans et 10 % aux autres éléments.

En ce qui concernait l'issue à la Mer Egée de la Bulgarie, les délégués hellènes disaient que si l'Etat grec, à la Conférence de Bucarest de 1913, avait abandonné à la Bulgarie le port de Dédéagatch, avec une frontière fixée à 5 kilomètres à l'ouest du port, c'était simplement pour montrer son bon vouloir, non plus pour le maintien de l'alliance balkanique, mais pour obéir à la pression de l'opinion publique d'Europe et d'Amérique, qui ne permettait pas, à cette époque, la prédominance de la Grèce dans les Balkans.

Pour montrer que la Thrace n'était pas le patrimoine authentique bulgare, la délégation grecque disait que jamais les hommes politiques bulgares n'avaient eu de prétentions sur la Thrace, en invoquant une circulaire de 1905 du Général Pétroff, la folie criminelle, de M. Guéchoff; un interview à la fin de l'année au Journal « Le Temps », de M. Malinoff; et que seulement depuis quelque temps les Bulgares avaient commencé à avoir des prétentions sur la Thrace et que les Allemands voyant le récent atlas de M. Rizoff étaient très étonnés : « Il est très difficile de trouver, on lit dans les « Mittheilung en der Geographischen geselschuff » du Munich, t. I, fasc. 2, 2 décembre 1915, même dans la littérature ethnographique du sud-ouest de l'Europe, un exemple analogue à ce que la coalition des ethnographes bulgares a fait, dans la lutte pour l'anéantissement, surtout en Thrace, contre les Grecs ».

Dans l'angle de Maritza-Arda-Ortakey, confirmaient les Grecs, il y avait 33.000 âmes dont 14.562 Grecs, 15.275 Musulmans et le reste seulement Bulgares, que le Karagatche n'avait aucun caractère bulgare, que en juillet 1915 les puissances l'avaient donné à la Bulgarie pour qu'elle entre en guerre.

Pour le sort des Bulgares de Thrace, les Délégués hellènes ne s'inquiétaient pas, parce que c'étaient des colons bulgares venus pour modifier le caractère ethnique du pays, parce que ils se soumettraient à la protection des règles de minorité ou à l'échange réciproque des populations.

La Grèce acceptait l'accès de la Bulgarie à la mer Egée, sous le contrôle de la Société des Nations, quoiqu'elle avait des ports sur la mer Noire, chose qui la mettait en une situation privilégiée en face de la Roumanie qui n'avait de port que seulement sur la Mer Noire; de la Suisse; de l'Autriche; de la Hongrie; de la Tchéco-Slovaquie qui étaient entièrement enclavées. La Grèce n'admettait pas le plébiscite en Thrace comme étant une véritable comédie après l'expulsion des Grecs et la colonisation du pays par les Bulgares; en soutenant que les Grecs vou-

laient s'unir avec la Grèce, comme aussi les Musulmans, en invoquant la lettre du 31 décembre 1918 et la pétition du 11 octobre 1918 des Musulmans, adressée à la Conférence pour montrer que seulement l'élément bulgare ne voulait pas l'annexion du pays à la Grèce.

Mais ce qui était très étonnant et très caractéristique de l'audace des Bulgares c'était leurs revendications sur la Thrace orientale et notamment sur Andrinople qu'ils présentaient comme le foyer de l'activité et du nationalisme bulgare. La Grèce, en rappelant, que la Thrace orientale n'avait jamais cessé d'appartenir à Byzance invoquait, pour montrer la minime minorité des Bulgares en Thrace, la nouvelle Géographie Universelle d'Elisée Reclus; les « connaissances générales se rapportant à l'Empire Ottoman » d'Ahmet Dzovad, publiées en 1873, où parlant des Grecs, il disait, qu' « ils constituent la population dans le Royaume de Grèce, les îles grecques, la Macédoine, la partie sud de la Thrace, les îles de Crète, de Chypre et de Rhodes et dans l'Asie-Mineure », et pour les Bulgares il disait « les Bulgares habitent le vilayet de Tuné et dans quelques quartiers des vilayets d'Andrinople et de Salonique », à une époque où le vilayet d'Andrinople comprenait la Thrace occidentale et orientale, la Roumélie orientale. Sur 450.000 milles carrés géographiques du vilayet de Thrace, il y avait 1.800.000 habitants disait-il. La proportion des musulmans vis-à-vis des chrétiens était à peu près de deux à trois; et suivant une autre statistique dans le vilayet il y avait 453.732 musulmans et 996.268 chrétiens,

La Grèce s'appuyait sur l'éthnographie et les statistiques de la Turquie d'Europe et de la Grèce, de Biaconni, qui, à la veille du Congrès de Berlin, disait qu'au sud des provinces de Philippopoli et de Yamboli, région, purement grecque, il y avait quelques colonies bulgares clair-semées. De plus, sur les statistiques officielles turques de 1894 qui, pour la région allant de Dédéagatch à Tchtaldja et de Ortakey à la Mer Noire, sur une population de 594.000 âmes, donnaient 296.000 Grecs, 232.000 musulmans et 65.000 Bulgares; et d'une manière supplémentaire elle s'appuyait sur les statistiques, du patriarcat œcuménique, de 1912, suivant lesquelles sur 700.000 âmes il y avait 364.000 Grecs, 294.000 Musulmans et 57.000 Bulgares.

Hors de ces revendications, la Bulgarie s'appuyant sur l'indivisibilité de la Macédoine revendiquait en plus la Macédoine. Sans se préoccuper, de ce que sur certains points macédoniens, comme l'acceptait la délégation hellène, il y avait prépondérance de la population bulgare, et sur d'autres, prépondérance grecque. La délégation grecque, pour réfuter la thèse si audacieuse de la Bulgarie, invoquait l'accord de deux éléments du 31 janvier 1912, relatif à la collaboration aux élections des Députés,

au Parlement Ottoman, et suivant cet accord, rentraient sous l'influence grecque en entier, le sandzak de Servia et le sandzak de Drama, pour un tiers le sandzak de Monastir, pour deux tiers le sandzak de Salonique, pour un tiers le sandzak de Serès et que la Grèce n'obtenait en 1913 qu'une partie seulement des vilayets de Salonique et de Monastir. C'est-à-dire le sandzak de Servia et un sur les cinq sandzaks de Monastir celui de Florina ; le sandzak de Salonique à l'exception des cazas de Cavadar et de Stroumitza, de la plus grande partie du caza de Geuvghèli et de la moitié du caza de Doiran ; trois sur huit cazas du sandzak de Serès, le sandzak de Drama à l'exception du caza de Rauptchous.

Pour comprendre ces revendications bulgares il faudrait prendre une idée, de la mentalité bulgare et pour cela il est très intéressant de se reporter à quelques documents qu'on trouve dans la brochure de M. Léon Savadjian « La Bulgarie à la Conférence de la Paix » : « L'opposition, on y lit, qui se manifeste par ci par là, contre la politique du Docteur Radoslavoff, a déclaré le Député Daskaloff, (séance du 20 avril 1915) ne constitue qu'une manœuvre politique dont nous connaissons l'origine. Les « ententophiles » bulgares savent bien que le peuple bulgare tout entier est derrière M. Radoslavoff et que notre politique de collaboration étroite avec les Empires Centraux est la seule politique que la Bulgarie peut suivre raisonnablement ».

Le 9 mai 1916, le plus grand quotidien à Sofia « Dnevnik » disait : « Notre alliance avec les puissances centrales et avec la Turquie a été une suite logique de notre passé historique et c'est pour cela qu'on ne peut rien y trouver de factice ni mal calculé ».

L'organe de M. Ghéchoff se présentant comme ententophile, le 24 mars 1916, écrivait : « Lorsque la Bulgarie eut proclamé la mobilisation, les cercles de l'Entente croyaient sincèrement à une révolution dans le pays. Même aujourd'hui, ils ne sont pas guéris de cette illusion et leurs journaux ne cessent de parler d'émeutes et de révolutions. L'Entente a payé extrêmement cher son erreur parce que c'est l'intervention bulgare qui a causé la débacle de l'armée serbe et qui a ouvert à l'Allemagne la route de tout l'Orient ».

M. D. Vatcheff, le Président du Parlement Bulgare, le 17 janvier 1917, déclarait au rédacteur de Neue Freie Press : « Notre peuple est sincèrement avec l'alliance centrale. La politique bulgare qui a relevé la Bulgarie aux « puissances centrales à une racine profonde dans l'âme du peuple bulgare. La Bulgarie continuera cette politique après la guerre. Pour le moment notre peuple est plein de confiance : il luttera vaillamment tant que l'alliance centrale n'arrivera pas à la paix par les armes ».

M. Léon Savadjian pour indiquer la préméditation bulgare pour entrer en guerre contre l'Entente rappelle les écrits de M. Auguste Gauvain dans le « Journal des Débats » à propos du traité de l'Autriche-Hongrie et de la Bulgarie de septembre 1914 au terme duquel elles « s'engagent » à suivre une politique amicale et à se prêter un appui constant »; la première de ces puissances garantit à la seconde son indépendance politique et son intégrité territoriale; la seconde promet : « de mettre en action toutes ses forces » en faveur de la première dans le cas où celle-ci serait attaquée par un état limitrophe de la Bulgarie. L'état ainsi visé était la Roumanie. C'est par ce moyen qu'on empêcha la Roumanie d'intervenir dans la guerre jusqu'en août 1916. Cela se devinait alors aisément. L'Entente aurait dû se préoccuper de pareils échos en préparant une action combinée contre la Bulgarie. Elle préféra négocier avec les hommes de Sofia comme s'ils étaient encore libres. En vain, protestâmes-nous en montrant que ces négociations avaient, du côté bulgare, pour unique objet de nous brouiller avec nos amis serbes et grecs, au dépens de qui nos négociateurs traitaient. Les conditions posées par M. Radoslavoff étaient combinées de manière qu'elles fussent irréalisables, comme l'ultimatum Berchtold à la Serbie fut rédigé de sorte qu'aucun gouvernement serbe ne put se résigner à l'accepter... ».

« Le second traité (1915), austro-bulgare fut conclu à la veille de l'attaque de la phalange Mackensen contre la Serbie. L'Autriche-Hongrie — derrière laquelle il faut toujours voir l'Allemagne — se trouvait alors obligée de reconnaître à la Bulgarie des agrandissements territoriaux précis. Elle s'était abstenue jusque là, de le faire parce qu'elle savait que cela rendrait beaucoup plus difficile la paix avec l'Entente. Mais, au milieu de 1915, elle n'avait plus le choix. Battue à plusieurs reprises par les Serbes, il lui fallait à la fois le secours allemand et le secours bulgare. Elle devait payer l'un et l'autre. Elle paya le premier par la vassalité, et le second avec des territoires serbes et grecs. A la fin de septembre 1915, les cabinets de l'Entente s'entêtaient à ne pas croire à ses engagements. Tout proclamait que la Bulgarie préparait un grand coup ».

M. Léon Savadjian citait le discours du 18 juillet 1916 de M. Todoroff, président du Conseil Bulgare : « Le Gouvernement Bulgare s'est entendu avec les Empires Centraux, en le faisant, il ne s'est pas engagé tout seul, mais il a engagé la responsabilité du peuple bulgare tout entier. Nous devons veiller tous, à ce que l'œuvre commencée avec les Allemands soit menée à bonne fin. Lorsque notre voiture arrive devant une rivière, nous pouvons apprécier en toute liberté par quel gué il sera plus facile de traverser. Mais une fois le véhicule engagé sur un gué et quand

il se trouve au beau milieu de la rivière, il faut employer toutes ses forces pour atteindre la rive opposée ».

Egalement, les écrits de « Mir » organe de M. Chéchoff du 20 mars 1916 : « Nous devons tous tenir à ce que nos relations avec les Empires Centraux soient bonnes parce qu'il n'y a que cette politique de notre état qui soit possible maintenant. Tout ce qui est de nature à gâter, les bonnes relations avec nos alliés doit être écarté. « De plus les déclarations du Ministre de l'Agriculture du gouvernement Malinoff à M. Pazzarge : « Partout où vit le peuple bulgare, s'élèveront des monuments pour l'Empereur Guillaume qui laisseront dans l'ombre celui du Tzar libérateur ».

Le Traité de Neuilly-sur-Seine était signée le 27 novembre 1919. Par l'article 42, la Bulgarie renonçait : « en faveur des principales puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur les territoires de la Thrace, qui appartenaient à la monarchie bulgare et qui, situés au delà des nouvelles frontières de la Bulgarie, telles qu'elles sont décrites à l'article 27-3°, partie II (Frontières de la Bulgarie) ne sont actuellement l'objet d'aucune attribution. La Bulgarie s'engage à reconnaître les dispositions que les principales puissances alliées et associées prendront relativement à ces territoires, notamment en ce qui concerne la nationalité des habitants, les principales puissances alliées et associées s'engagent à ce que la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la Mer Egée soient garantis.

Les conditions de cette garantie seront fixées ultérieurement. »

Par l'article 59, la Bulgarie s'engageait à reconnaître d'avance et à agréer les frontières de la Grèce telles qu'elles seraient fixées par les principales puissances alliées et associées.

Par l'article 60, elle s'engageait à reconnaître la pleine valeur des traités de paix et conventions additionnelles des puissances alliées et associées avec l'Empire Ottoman.

Par ce traité, la Grèce n'enlevait rien de la Macédoine aux Bulgares et la Thrace occidentale était entre les mains des Grandes Puissances. Le Conseil Suprême de la Conférence de la Paix invitait la Grèce en octobre 1919 à occuper militairement la plus grande partie de la Thrace occidentale avec les villes de Xanthi et de Gumultjina.

Mais la Grèce revendiquait hors de la Thrace occidentale, la Thrace orientale. Le 22 mars 1920, Djafer Tayar se soulevait, en Thrace orientale, désirant mettre l'Europe devant un fait accompli, et de faire renaître ainsi des complications à la Conférence de la Paix et empêcher la Grèce de l'occuper, notamment à une époque où les intérêts grecs se heurtaient contre les intérêts de quelques alliés et notamment de l'Italie.

L'Etat grec avait surmonté toutes les difficultés en capturant avec son armée Djafer Tayar et en faisant prévaloir sa thèse auprès de la Conférence qui lui cédait les îles de la Mer Egée qu'elle occupait avec Imbros et Ténédos comprises, parce que la position géographique de ces dernières ne jouait à ce moment aucun rôle, car on pensait ériger Constantinople et les Dardanelles en un état international. La Grèce n'obtenait pas le Dodécannèse puisque l'Italie n'abandonnait pas ces îles d'une population composée de 118.000 habitants, dont 103.000 Grecs, 4.000 Juifs, 11.000 Turcs et aucun Italien, refusant un plébiscite et oubliant les principes qu'elle avait invoqués pour accomplir son unité nationale, devant l'idée de conquête en Asie-Mineure, et en ne prenant pas en considération ses déclarations publiques : « Nous ne voulons, disait, le 3 juin 1915, M. Salandra, l'assujettissement, ni le protectorat de personne... le monde est insurgé. La Paix, la civilisation, l'humanité future doivent se fonder sur le respect complet des autonomies nationales ».

« Loin de nous toutes pensées, déclarait le 12 juin 1917 M. Sonnino, non seulement, l'oppression, mais aussi l'avilissement d'une race, d'aucun état, voisin ou lointain, grand ou petit. »

« L'Italie, déclarait le 1^{er} février 1918, M. Orlando, tendra volontiers la main à toutes les nations — eussent-elles encore à conquérir leur indépendance — qui agiront effectivement pour la cause commune des Alliés. Car nous ne connaissons pas de démarcations entre notre intérêt particulier et l'intérêt commun, ni d'incompatibilités entre notre bon droit et le droit des autres » ; et le 13 : « Rien ne peut nous causer une plus grande douleur que le soupçon aussi injuste et nuisible pour nous que pour les autres que les buts de notre guerre sont déterminés non seulement par des raisons inéluctables de notre existence même ; mais aussi par des convoitises impérialistes et des vues d'oppression. C'est le contraire et je proclame ici devant le Parlement et l'Italie : personne au monde ne peut considérer avec une plus grande sympathie que nous, les aspirations des différentes nationalités, gémissant encore sous l'oppression des races dominatrices. Si leur cause a rencontré de larges sympathies auprès de l'opinion publique dans tout pays civilisé et libre, elle trouvera l'Italie solidaire par suite de notre communauté de douleurs et d'espérance. »

Les habitants du Dodécannèse pour conquérir leur liberté, protestaient, faisaient des plébiscites, prenaient des résolutions, faisaient communiquer à la Conférence, des mémoires, des rapports. Ils dénonçaient la politique répressive de l'Italie, qui prenait des extensions insupportables pour faire étouffer leurs voix. Entre autre, nous citons ici un exemple typique de cette politique répressive, que nous trouvons

dans le mémorandum adressé à la Conférence de la Paix, le 13 juin 1919, qui énumérait les meurtres, les actes de violence dont les autorités italiennes se rendaient coupables à l'égard des Dodécanésiens à la suite de leur plébiscite pour leur annexion à la Grèce au jour de Pâques de l'année 1919. Au village de Valanova dans l'île de Rhodes, disait le mémorandum : « Parmi les personnes qui marchaient à la tête de la foule se trouvait un enfant de 10 ans qui criait comme tout le monde : « Vive la Grèce ! Vive l'union ! » En entendant ces cris, un soldat transperça avec sa baïonnette le bras de l'enfant, lequel, malgré la douleur et le sang qui coulait, continuait à acclamer la Grèce. Irrité, le vaillant Italien porta un second coup de baïonnette au bras de l'enfant, mais, comme le jeune et enthousiaste Dodécanézien continuait à crier sans cesse : « Vive la Grèce ! Vive Venizelos ! » il reçut un troisième coup de baïonnette à la cuisse, coup qui l'étendit par terre. » Mais si le droit de la Grèce se heurtait, pas seulement en Dodécanèse, contre les ambitions italiennes, mai aussi en Asie-Mineure, parce que si la politique italienne était si répressive dans ces îles, c'était à cause des revendications italiennes en Asie, chose qui se trouvait en face des intérêts de l'Hellénisme qui habitait ces contrées. La Grèce n'avait pas seulement à lutter contre une politique impérialiste que pratiquait l'oppression mais aussi contre une politique qui s'appuyait pour faire prévaloir ses buts de conquêtes asiatiques, sans aucun autre titre d'ailleurs, sur des traités invoqués à la Conférence de la Paix, comme la Convention de Saint-Jean-de-Maurienne (avril 1917) entre l'Angleterre, la France et l'Italie, par laquelle il avait été reconnu à celle-ci la zone comprenant Smyrne et la côte s'étendant en face du Dodécanèse.

A la Conférence, l'Italie invoquait cette convention et elle contestait les statistiques présentées par M. Venizelos concernant l'Asie-Mineure en s'appuyant sur les statistiques du Livre Jaune français de 1897 suivant lequel sur 9 millions d'habitants il y avait 1 million d'orthodoxes, qui n'étaient pas tous grecs, et les statistiques du Commandant Thomson suivant lesquelles il y avait à Smyrne, Magnésie, Aïdin et Dénizni, 633.000 Grecs.

L'Angleterre contestait l'accord de 1917 qui prévoyait l'adhésion de la Russie. Les Etats-Unis ne reconnaissaient pas, que des accords postérieurs puissent servir de base au changement de souveraineté de territoire, ou d'arrangement économique en invoquant le point 2 du Président Wilson.

La presse italienne se préoccupait de trouver des arguments depuis 1915, pour justifier l'installation de l'Italie en Asie-Mineure. Elle s'appuyait sur la tradition impériale romaine, sur la tradition marine domi-

natrice, colonisatrice des Républiques Italiennes. Elle revendiquait l'Asie-Mineure pour l'Italie, parce que suivant elle la langue italienne était comme langue européenne, parlée sur toute la côte de l'Asie-Mineure, à cause de l'existence de beaucoup d'hôpitaux, d'écoles, d'institutions, à cause de la place que tenait l'Italie en Méditerranée, à cause des émigrés italiens vivant dans le pays, à cause de l'installation de l'Italie dans le Dodécanèse.

A côté de l'Italie qui s'opposait aux intérêts de la Grèce en Asie-Mineure, se trouvaient les Etats-Unis, qui envisageaient à ce moment les possibilités d'un mandat américain en Asie-Mineure. Ils contestaient les statistiques de M. Venizelos, qui demandaient des territoires avec une majorité turque. Ils disaient que si en Ionie existait le plus pur sang grec, cela ne signifiait pas que la population voulait l'annexion du pays à la Grèce, que si elle détestait la Turquie elle pouvait demander un autre régime. De plus, disaient-ils, puisqu'on ne pouvait donner à la Grèce que des parties du littoral, elle ne pouvait pas laisser l'intérieur du pays sans débouché ; de plus la Grèce constituerait un état sans unité géographique ni économique.

L'Angleterre et la France préconisaient, pour le moment, de donner à la Grèce, la première la côte s'étendant de Scala Nova jusqu'à la Mer de Marmara, la seconde ne désirait pas un accès à la Mer de Marmara mais la côte s'étendant depuis le Golfe d'Adremid jusqu'au Golfe de Manelich avec l'obligation pour la Grèce de laisser des débouchés maritimes à l'Empire Ottoman. Le point de vue français prévalait sur celui de l'Angleterre.

Le Conseil Suprême décidait, que si en Asie-Mineure, un mandat européen ou américain devait être installé, la Grèce aurait un mandat international pour occuper Smyrne et son hinterland en basant sa décision sur la similitude des habitants de cette contrée au peuple de la Grèce.

Le 15 mai 1919, après des mouvements turcs en Asie-Mineure appelant les Musulmans en révolution, l'Etat grec, comme mandataire des puissances alliées et associées, occupait Smyrne et par la suite le hinterland pour maintenir l'ordre et la tranquillité. Malheureusement dès le commencement, les intérêts lésés des autres trouvaient des faits toujours inévitables avec des occupations militaires dans un pays de fanatisme, à accuser l'armée grecque et le Haut-Commissaire Stergiadès. Une commission d'enquête était créée, qui par la suite accusait l'armée grecque comme commettant des excès, qui exposait que l'occupation hellénique prenait un caractère de croisade et pas un caractère d'acte de civilisation. Cette Commission préconisait le remplacement des troupes grecques par des troupes interalliées et en cas du maintien des troupes grec-

ques, leur retrait à l'intérieur du pays. Elle accusait Stergiadès comme agissant arbitrairement sans se préoccuper des Représentants des puissances ni des fonctionnaires turcs. Elle trouvait que l'annexion du pays à la Grèce était contraire au principe des nationalités, parce que seulement à Smyrne et à Aïvali les Grecs se trouvaient en majorité des autres éléments.

Par suite de ce rapport de la commission, le Conseil Suprême, par M. Clémenceau, disait aux Représentants grecs, que l'occupation de l'Asie-Mineure était un fait ne donnant aucun droit sur le pays à la Grèce et que l'affaire se réglerait suivant la situation générale du monde et suivant les vœux et les intérêts de la population.

La Grèce répondait que suivant que le monde connaissait les revendications helléniques exposées officiellement devant la Conférence de la Paix, l'occupation du pays était un fait, mais un fait significatif ; qu'elle avait un grand intérêt, puisque la population du pays était grecque, à réussir le mandat ; que à cause de ce fait le peuple hellène croyait avoir la confiance en la résolution de la question suivant les aspirations helléniques ; que leur réalisation était conforme à la situation générale du monde, aux vœux et intérêts de la population du pays ; que en occupant l'Asie-Mineure, la Grèce ne pensait pas se trouver dans un pays étranger, comme en Russie, mais dans un pays grec ; que en occupant le pays elle avait tout au moins un intérêt moral. La thèse grecque l'emportait sur la thèse de la Commission d'Enquête.

Avec l'occupation de l'Asie-Mineure, on espérait que la question d'Orient prendrait une solution définitive, après une guerre si tragique, qui avait mis l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, la Turquie à la disposition des Alliés. Malheureusement la solution de la question d'Orient, comme toujours, n'était pas facile à cause des intérêts contradictoires des grandes puissances même amies, et l'Entente après sa victoire était restée incapable à la résoudre. On avait décidé quoique la Russie se trouvait entre les mains des Soviets, de laisser la Turquie à Constantinople. La première voix était venue de la France. Le 14 février 1920, M. Millerand déclarait que Constantinople resterait aux Turcs. La question d'Orient ainsi n'était pas résolue et elle réapparaissait avec toute sa force et la brutalité des intérêts. Le Conseil Suprême, le 11 mars 1920, décidait l'occupation par les Alliés de Constantinople et le 16 proclamait son occupation provisoire.

Avec l'occupation de Smyrne, la question grecque entraînait dans une nouvelle phase. La Grèce se heurtait de plus en plus aux intérêts des forts de l'Europe et en premier lieu aux intérêts de l'Italie, qui le 22 juillet 1920, au moment où la Grèce obtenait l'autorisation de faire

sortir ses troupes de la zone de Smyrne, dénonçait l'accord Venizelos-Tittoni. L'Italie déclarait, que suivant l'article 7 de la convention, elle n'avait pas obtenu satisfaction en ce qui concernait ses aspirations en Asie-Mineure et que par conséquent elle reprenait pleine liberté d'action à tous les points de l'accord. Le 2 août 1920, elle se mettait d'accord avec l'Albanie et reconnaissait son indépendance et son intégrité territoriale.

Les Turcs répondant au mémorandum de M. Venizelos, disaient, que si les Grecs avaient sauvé leur langue, leur religion, et s'ils étaient prospères économiquement, cela avait sa cause en la tolérance ottomane. Ils contestaient les statistiques présentées par Venizelos; ils déclaraient que, sur une population de 1.200.000 habitants du vilayet de Constantinople, il y avait 700.000 Turcs ou Musulmans, 500.000 non musulmans dont 200.000 seulement Grecs. Ils disaient, qu'en Thrace turque (Sandjaks d'Andrinople de Kir-kilisse et de Rodosto) sur une population de 612.356 habitants il y avait 400.298 Turcs et Musulmans et 212.058 non musulmans dont seulement 168.108 Grecs soit 30 % à peine de l'ensemble de la population. En ce qui concernait l'Asie-Mineure, les Turcs s'appuyaient sur l'ouvrage de M. Vital Quine. Selon cet auteur, en 1898, la Turquie d'Asie avait 7.175.437 Turcs et 939.686 Grecs c'est-à-dire 15 % de la population. De plus, sur les statistiques du Gouvernement ottoman d'avant la guerre, selon lesquelles sur 9.347.064 Turcs et Musulmans il y avait 1.782.142 Grecs et autres populations. Dans le vilayet de Trébizonde, disaient-ils, les Grecs ne vivaient pas en masse compacte et ils contestaient les statistiques de M. Venizelos selon lesquelles le nombre des Grecs de 353.533 représentait 30 % de la population turque. Ils trouvaient arbitraire d'ajouter aux populations des vilayets d'Aïdin, de Brousse, des Sandjaks d'Ismidt et des Dardanelles, la population des îles, comme étant toujours une province à part. La population grecque, disaient-ils, du vilayet d'Aïdin représentait 15 % de l'ensemble, celle de Brousse 14 %, et celle du Sandjak de Karassi 22 %. Les écoles grecques comme subventionnées par le Gouvernement grec et comme accessibles seulement aux Grecs ne donnaient pas l'instruction au pays, qui s'instruisait dans les écoles turques ouvertes à tout le monde.

Lad élégation ottomane à la Conférence de la Paix n'admettait pas le transfert de l'exercice de la souveraineté turque à Smyrne et les territoires adjacents. Elle invoquait le principe des nationalités, le droit de libre disposition des peuples en soutenant que la grande majorité des peuples de ces territoires était musulmane, elle prétendait que les Grecs pour présenter l'élément grec en majorité procédaient à des expulsions. Elle invoquait le rapport de la Commission d'Enquête de mai 1919 sui-

vant lequel l'occupation que « loin de se présenter comme l'exécution d'une mission civilisatrice, a pris immédiatement l'aspect d'une conquête et d'une croisade »; la responsabilité des faits de Smyrne et des environs du mois de mai incombaient d'une part « au Commandement Militaire Supérieur Grec » et d'autre part « aux autorités turques de Smyrne, qui n'ont pris aucune mesure pour empêcher l'invasion et l'armement des prisonniers de droit commun avant l'arrivée des Grecs »; les troubles graves de la zone intérieure du pays, la responsabilité, incombaient à la haute autorité civile grecque; les troubles dans la vallée de Méandre résultaient de l'occupation faite sans justification; les Grecs étaient « seuls responsables du massacre de Ménémén »; la situation créée à Smyrne « présente en réalité toutes les formes de l'annexion »; l'occupation était incompatible « avec le retour de l'ordre et de la tranquillité »; si l'occupation avait pour but l'ordre et la tranquillité, elle devait être confiée à des troupes alliées; une annexion serait « contraire au principe proclamant le respect des nationalités, car, dans la région occupée, en dehors de la ville même de Smyrne et d'Aïvali, la prédominance de l'élément turc sur l'élément grec est incontestable » le sentiment national turc n'accepterait pas cette annexion, il ne céderait qu'à la force.

La Turquie, disait la délégation ottomane, ne pouvait pas prêter la main à cette solution parce que c'était « une grande atteinte à l'unité politique et nationale », atteinte qui avait comme conséquence, d'enserrer Constantinople entre deux branches de la Grèce, des conflits permanents. Elle ne pouvait pas consentir à une Grèce occupant Smyrne « le centre commercial et industriel de toute une immense région dont elle est le seul débouché, qui ne peut vivre que par Smyrne ». Elle ne pouvait pas donner Smyrne comme le seul centre industriel de la Turquie. « Renoncer à Smyrne, disait la délégation ottomane, équivaldrait à se priver d'au moins la moitié de la valeur commerciale et agricole de toute l'Asie occidentale... l'institution, pour la Turquie, d'une zone franche dans le port de Smyrne ne saurait nullement compenser l'immense préjudice que lui causerait sa dépossession ».

En ce qui concernait la cession de la Thrace orientale à la Grèce, d'après l'article 27 du projet, la délégation ottomane disait qu'on se trouvait en face d'une disposition, qui « viole de la façon la plus grave le principe des nationalités, le droit de libre disposition des peuples », parce que la Thrace orientale avec Andrinople comptait 224.000 Grecs contre 360.000 Turcs qui possédaient 84 % des terres. Elle demandait une enquête. Cette disposition, disait-elle, de plus, viole « le droit à l'existence, le droit de conservation et de sécurité de l'Empire Otto-

man », parce que la Grèce s'étendant de la Mer Noire au bassin de la Mer de Marmara encerclait Constantinople à distance d'une portée de canon ; puisque cette ville ne pouvait pas vivre sans hinterland étendu, elle avait besoin du Lac de Derkos et de la région de Stranga pour son approvisionnement d'eau, qui situés à quelques kilomètres de la frontière seraient à la disposition d'une force armée grecque, et que Constantinople et la Thrace ne pouvaient que vivre ensemble. Constantinople devait à la Thrace la plupart de son ravitaillement et de son développement ; et que en limitant ainsi la frontière, la Turquie se trouvait en constante menace de sa liberté et de son indépendance.

La Turquie renonçait à tous ses droits et titres sur les îles d'Imbros, Ténédos, Lemnos, Samothrace, Mitylène, Chio, Samos et Nikaria ; à tous ses droits et privilèges sur Stampalia, Rhodes, Calki, Scarpanto, Casos, Piscopis, Misiros, Calimnos, Leros, Patnos, Lipsos, Simi, Cos, Castellorizo et les îles qui en dépendent.

La Conférence de la Paix à côté des arguments des Etats, recevait le mémorandum du Patriarche œcuménique de Constantinople et du Patriarche Arménien du 12/25 février 1919. C'était la voix officielle des opprimés depuis des siècles. Les chefs chrétiens disaient, qu'ils unissaient leurs voix pour la libération, à cause de leur vie commune, de leurs souffrances et de leur but commun, en indiquant, que la tyrannie turque avait réduit les Grecs de Turquie à 2.500.000 Grecs et à 1.500.000 Arméniens. « Si, disaient-ils toutes les populations grecques et arméniennes ne peuvent pas être comprises dans les limites de nos états respectifs, nous proclamons que notre désir le plus ardent est que ces populations vivent sous un gouvernement grec ou arménien, suivant les nécessités ».

« Nous réclamons une grande Arménie, ayant voie libre et large sur la Mer Noire et sur la Méditerranée, et nous, les Grecs, déclarons que nous serons heureux de voir la Cilicie être intégralement incorporée aux six autres vilayets et pouvant se développer librement.

« Nous réclamons le retour à la Grèce de tout ce qui lui a été ravi par la force et qui lui revient de droit ; et nous, les Arméniens, déclarons que notre désir est que la Thrace, Constantinople, les vilayets d'Aïdin et de Brousse et les sandjaks d'Ismidt (Nicomédie) et de Bigha soient intégralement incorporés à la Grèce ».

De plus, la Conférence, le 20 mars 1919, recevait par son Président le mémorandum du Patriarche œcuménique de Constantinople. Suivant ce mémorandum, les Grecs qui vivaient dans l'Empire Ottoman étaient 2.689.343, dont 120.000 Grecs du vilayet d'Adana, des vilayets arméniens, qui n'étaient pas envisagés. Ce mémorandum envisageait les 2.529.342

Grecs, qu'il divisait en trois groupes : celui de l'Asie-Mineure centrale (ville de Césarée et des environs); celui du Pont-Euxin (villayets de Trébizonde et de Sivas) et celui du groupe occidental comprenant la Thrace, le vilayet de Smyrne; une partie du vilayet de Brousse, du sandjak d'Ismidt et des Dardanelles; les îles d'Imbros, de Ténédos; le Dodécanèse; le vilayet de Constantinople.

En ce qui concernait le premier groupe, alors que les statistiques officielles indiquaient 91.630 Grecs, les statistiques du Patriarche donnait 13.716 élèves auxquels correspondaient 171.413 Grecs. Le locum tenens du Patriarche œcuménique, rappelait Alexandre le Grand, Byzance, Saint-Basile, Saint-Grégoire et demandait les garanties nécessaires pour leur développement libre.

En ce qui concernait le groupe du Pont Euxin, le patriarcat laissait le sandjak de Lazistan à l'Etat arménien. Il rappelait le caractère hellénique de la région, Byzance, le Royaume des Commènes. Il disait que les statistiques officielles donnaient comme Grecs 403.259, tandis que les statistiques scolaires donnaient 43.581 élèves correspondant à 544.762 Grecs. De plus il donnait pour cette région 78.450 Arméniens et 836.391 Musulmans. Il ajoutait 250.000 habitants du Pont qui étaient expatriés. Il demandait sinon leur annexion à la mère patrie à cause de la grande distance qui les séparait, tout au moins leur autonomie.

En ce qui concernait le groupe occidental; il disait que les statistiques officielles accusaient 2.111.075 Grecs et 304.292 Arméniens c'est-à-dire 2.415.367 chrétiens contre 2.402.400 Musulmans. Les statistiques scolaires donnaient 2.327.739 Grecs qui avec les Arméniens faisaient un total de 2.632.031 chrétiens contre 2.402.400 musulmans; qu'il faudrait pour les chiffres des musulmans faire une distinction d'une quantité de Persans, d'Albanais, d'Arabes, de Tcherkess, de Bosniaques, des émigrés de Thrace venus de la Roumélie orientale et du Caucase, à la suite de la guerre turco-russe de 1877 et d'innombrables fonctionnaires turcs qui avaient leur foyer en Anatolie, dont le nombre seulement pour Constantinople atteignait le chiffre de 200.000, que l'Etat Ottoman qualifiait de « population flottante ». Le patriarcat, faisant soustraction de ces catégories de musulmans, évaluait à 1.802.400 Turcs contre 2.632.031 chrétiens et 231.876 israélites et étrangers. Il demandait l'annexion de ce groupe à la mère patrie dont les droits dataient de plus de trois mille ans et parce que « au point de vue géologique et géographique, au point de vue historique et ethnologique — dans le temps et dans l'espace — cette région forme un tout indivisible qui est le domaine de l'hellénisme ».

Spécialement pour la région de Constantinople, il disait qu'elle était

le trait d'union de l'hellénisme de l'Europe avec celui de l'Asie, (vilayet de Constantinople, sandjak d'Ismid jusqu'au fleuve Sakaria; une partie du vilayet de Brousse; (casas de Kios, Brousse, Moudania, Mihalitz et Kernasti; sandjak des Dardanelles ou Bigha); que les statistiques officielles évaluaient les Grecs à 608.528, les Arméniens à 256.748, les Musulmans à 875.752, les étrangers à 100.000, les israélites à 54.000; que les statistiques scolaires élevaient le nombre des Grecs à 663.236. Il disait, que le nombre des fonctionnaires pouvait s'élever à 250.000 et exposant le droit de l'hellénisme sur Constantinople, qui était toujours la capitale grecque et la plus grande ville hellénique jusqu'à ce jour, la situation florissante de l'hellénisme de ces contrées au point de vue intellectuel, il demandait son annexion à la Grèce.

Le 10 août 1920, à Sèvres, était signé le traité de Paix avec la Turquie.

Par l'article 27, la Grèce obtenait la Thrace orientale, c'est-à-dire la presqu'île de Gallipoli avec tout le littoral européen de la Mer de Marmara, jusqu'à Boeyk-Tchekmédje et de ce point la frontière suivait une ligne vers la Mer Noire en aboutissant à quelques kilomètres à l'est de Thalingos. La Grèce se trouvait à une distance de 30 kilomètres de Constantinople.

Par l'article 17, la Turquie conservait ses droits et titres sur Constantinople qu'elle pouvait garder comme sa capitale. Mais cet article laissait la porte ouverte aux interventions dans les affaires de la Turquie et notamment son expulsion de la ville au cas où elle viendrait à manquer à la loyale observation des dispositions du traité ou des traités ou conventions supplémentaires particulièrement en ce qui concernait le respect des droits de minorités ethniques religieuses ou de langue. Les puissances alliées se réservaient expressément le droit de modifier la stipulation qui précédait et la Turquie s'engageait à agréer toutes dispositions qui seraient prises à cet égard.

Par l'article 37, la neutralité des Dardanelles était consacrée en temps de paix et en temps de guerre.

Suivant les articles 66 et 67, les territoires d'une profondeur dans l'intérieur de l'Asie Mineure depuis le Golfe d'Adremid jusqu'à celui de Scala-Nova sont « assimilés aux territoires détachés de la Turquie ».

L'article 69 stipulait que « la ville de Smyrne et les territoires décrits à l'article 66 restent sous la souveraineté ottomane », et que la Turquie était obligée de transférer l'exercice de ses droits de souveraineté à la Grèce, ayant seulement droit à ce que son pavillon soit hissé sur un fort extérieur de la ville.

L'article 70 rendait responsable le gouvernement grec de l'administration de la ville de Smyrne et de son hinterland en lui permettant suivant

l'article 71, d'y conserver des forces militaires nécessaires pour le maintien de l'ordre et de la sécurité publique.

L'article 72 prévoyait un Parlement local avec un système de représentation proportionnelle de fractions de la population y compris les minorités ethniques de langue ou de religion, qui devait être soumis par la Grèce à la Société des Nations dans un délai de six mois à dater de la mise en vigueur du traité. *

Ce transfert de l'exercice des droits de la souveraineté ottomane à la Grèce était un régime provisoire. L'article 83 prévoyait l'annexion complète de la ville de Smyrne et de son hinterland à l'Etat grec, « lorsque une période de cinq années se sera écoulée depuis la mise en vigueur du présent traité, le Parlement local prévu à l'article 72 pourra, par un vote émis à la majorité des voix, demander au Conseil de la Société des Nations, l'incorporation définitive dans le Royaume de Grèce de la ville de Smyrne et du territoire décrit à l'article 66. Le Conseil pourra requérir un plébiscite préalable dans les conditions qu'il indiquera.

« Au cas où la dite incorporation résulterait de l'application de l'alinéa précédent, le droit de souveraineté de la Turquie, visé à l'article 69, prendrait fin ». La Turquie déclare dès à présent renoncer, en ce cas, en faveur de la Grèce, à tous ses droits et titres sur la ville de Smyrne et sur le territoire décrit à l'article 66 ».

Par l'article 84, la Turquie renonçait en faveur de la Grèce, à tous droits et titres sur ses territoires d'Europe, situés au delà des frontières fixées par le traité; aussi, en faveur de la Grèce à tous ses droits et titres sur les îles d'Imbros et Ténédos qui en outre obtenaient confirmation de sa souveraineté sur Lemnos, Samathrace, Mitylène, Chio, Samos et Nikaria.

Par l'article 88 l'Arménie était reconnue comme un état libre et indépendant.

Par l'article 116, la Turquie renonçait à tous ses droits et titres sur ou concernant Chypre, y compris les droits au tribut antérieurement payé au Sultan par cette île.

Par l'article 122, la Turquie renonçait à tous ses droits et titres sur les îles de Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Khalki), Skarpanto, Casas (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Nisyros), Calimnos (Kalymnos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi) et Cos (Kos) occupées par l'Italie et les îles qui en dépendent, ainsi que sur l'île de Castellorizo.

Par le traité de Neuilly-sur-Seine, comme nous l'avons vu, la Bulgarie avait renoncé en faveur des principales puissances alliées et associées à tous ses droits et titres sur la Thrace occidentale. Le 10 août 1920, était

signé, à Sèvres, un traité relatif à la Thrace occidentale entre l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon d'une part, et la Grèce d'autre part, par lequel (Art. 1) les principales alliées et associées transféraient à la Grèce tous droits et titres sur la Thrace auxquels la Bulgarie avait renoncé en leur faveur. Par ce traité, la Grèce (Art. 4) était obligée d'assurer à la Bulgarie libre accès à la Mer Egée, la liberté de transit sur les territoires qu'elles obtenait par le traité. Le port de Dédéagatch (Art. 6) était déclaré d'intérêt international. Les ressortissants, les biens et les pavillons de tous les états, membres de la Société des Nations, jouiraient à Dédéagatch de l'entière liberté de l'utilisation du port. Par l'article 5, l'Etat grec était obligé de donner à la Bulgarie, à bail à perpétuité, si un terme n'était pas fixé par la Société des Nations dans le port de Dédéagatch un espace affecté au transit direct des marchandises en provenance ou à destination de cet Etat.

Par un autre traité entre la Grèce et l'Italie, de la même journée, signé à Sèvres, se réglait la question du Dodécanèse. Par l'article 1, l'Italie renonçait en faveur de la Grèce à tous ses droits et titres sur Stampalia, Chalki avec Alimia, Scarpanto, Casso, Episcopi, Nisyros, Calymnos, Leros, Patmos, Lipso, Symi et Cos et sur les îlots qui en dépendent. L'Italie, par l'article 2, obtenait la souveraineté sur Rhodes et les îlots qui en dépendent en étant obligée de donner une large autonomie locale. Le jour où l'Angleterre prendrait la décision de donner l'île de Chypre à la Grèce, l'Italie était obligée de laisser la population de Rhodes se prononcer librement sur le sort de l'île ; mais cette prononciation ne pouvait se faire avant l'expiration de quinze ans à partir de la signature du traité. La Société des Nations fixerait alors les conditions de participation au plébiscite.

Hors de ces traités, la même journée, à Sèvres, un autre était signé entre l'Empire britannique, la France, l'Italie, le Japon d'une part, et la Grèce de l'autre part. Traité concernant la protection des minorités en Grèce et les relations commerciales de celle-ci. Ce traité a une importance particulière pour la Grèce, parce que la France et la Grande Bretagne renonçaient à leur protection et garantie de l'Etat grec. Dans son préambule le traité disait : « La France et la Grande Bretagne renoncent en ce qui les concerne, aux droits spéciaux de surveillance et de contrôle qui leur avaient été reconnus vis-à-vis de la Grèce par le traité de Londres du 7 mai 1832, par le traité de Londres du 14 novembre 1863, et en ce qui concerne les îles Ioniennes par le traité de Londres du 29 mai 1864.

« La France et la Grande-Bretagne reconnaissent qu'en vertu du présent traité, la Grèce assume, pour le maintien des libertés religieuses,

des obligations qui sont placées sous la garantie de la Société des Nations, renoncent en ce qui les concerne au droit qui leur avait été reconnu par le protocole N° 3 de la Conférence de Londres du 3 février 1830, d'assurer la protection des libertés religieuses. »

Ainsi la Grèce obtenait toute sa liberté d'indépendance.

§ V. — La situation politique après le Traité de Sèvres

LE CONFLIT ENTRE LA POLITIQUE DES ALLIÉS. — DÉCLARATIONS DU 23 JUILLET ET DU 1^{er} DÉCEMBRE 1919 DU PARTI KÉMALISTE. — RENCONTRE PICOT-KEMAL. — ÉVACUATION DE LA CILICIE. — RETOUR EN GRÈCE DU ROI CONSTANTIN ; DÉCLARATION DE L'ANGLETERRE, DE LA FRANCE ET DE L'ITALIE. — ATMOSPHÈRE INTERNATIONALE HOSTILE ENVERS LA GRÈCE. — CONFÉRENCE DE LONDRES : NON ACCEPTATION PAR LA GRÈCE DES PROPOSITIONS DE LA CONFÉRENCE ; PROPOSITIONS DE LA CONFÉRENCE DU 12 MARS ; REJET PAR LA TURQUIE ; ACCORD FRANCO-TURC DU 9 MARS 1921. — ACCORD RUSSO-TURC DU 10 MARS 1921. — PROPOSITION AUX GRECS D'UNE MÉDIATION, CONTINUATION DE LEUR LUTTE. — TRAITÉ D'ANGORA. — SITUATION DIFFICILE DE LA GRÈCE ; PROPOSITION DE GOUNARIS. — COMMUNIQUÉ DE LA CONFÉRENCE DE PARIS. — NOTE GRECQUE DU 29 JUILLET 1922. — DÉFAITE GRECQUE. — CONVENTION DE MOUDANIA.

Le traité de Sèvres n'était destiné qu'à consacrer une situation précaire ; c'était l'application de la politique anglaise, le triomphe de la politique grecque. Ce traité était contre les intérêts de la Turquie vaincue, contre les intérêts de l'Italie qui voyait une Grèce s'établissant en Asie-Mineure, contre les intérêts de la France qui voyait un danger anglais, qui pensait que l'Angleterre voulait la chasser de l'Asie, enfin contre les intérêts des peuples balkaniques alliés ou non, qui ne désiraient pas un agrandissement de la Grèce et une hégémonie hellénique dans la Péninsule. Le traité de Sèvres non ratifié devait devenir inapplicable et le retour en Grèce du Roi Constantin était le prétexte du commencement de son inexécution. La Grèce donnait aux puissances les conditions favorables de prétexte, pour appliquer leur politique devenue hostile envers la Grèce et trouvaient la réalisation de leurs buts en la naissance du kémalisme.

Celui-ci par le Congrès d'Erzeroum, le 23 juillet 1919, déclarait à la Porte Ottomane et à l'Europe : « ... 2° Nous considérons que toute tentative d'occupation et d'intervention des puissances étrangères sera faite

en faveur des Grecs et des Arméniens ; aussi, avons-nous résolu, à l'unanimité, de résister à pareille tentative. Nous reconnaissons les droits accordés à ces éléments par les lois ottomanes, mais nous ne permettrons jamais que les Grecs et les Arméniens agissent à l'encontre des droits de souveraineté ottomane et contre les droits des Musulmans. Nous nous défendrons contre toute agression dirigée contre notre nation et notre parti. Nous n'hésiterons jamais à défendre de toute notre force nos droits et nos possessions sacrées, contre toutes les démarches des puissances ententistes qui se produiraient en faveur des chrétiens ;

« 3° Notre principe fondamental est la défense de l'Empire Ottoman, du Califat des musulmans. Nous agirons avec les autres provinces de l'Empire ; au cas où cette coopération serait impossible, les vilayets orientaux se défendront seuls.

4° Si le Gouvernement ottoman était obligé de céder ses provinces en signant un document quelconque nous proclamerons immédiatement un gouvernement provisoire dans les vilayets orientaux pour les restituer et les conserver à l'Empire et au Califat, et nous les gouvernerons sur la base des lois ottomanes ».

Le 1^{er} décembre 1919, au second congrès nationaliste à Sivas, le kémalisme déclarait au Sultan : « 1. Les Turcs n'accepteront jamais d'aucune façon la limitation de leur indépendance. Ils ne consentiront pas qu'une partie quelconque, d'un vilayet habité par les Turcs soit détachée de l'Empire ;

« Nous ne donnerons pas un pouce même de territoire à l'Arménie ou à une autre puissance étrangère.

« Si les puissances européennes désirent en réalité rendre service à l'humanité et éviter que du sang soit verser inutilement, elles doivent accepter immédiatement nos exigences et nous donner de ses chefs des assurances et des garanties réelles ainsi elles doivent évacuer immédiatement les vilayets de Smyrne, Adana, etc., et retirer immédiatement leurs troupes d'occupation des autres parties de l'Empire ».

Ainsi à côté de l'autorité turque existait le mouvement de Mustapha Kemal. Mouvement, qui si les vainqueurs de la Grande Guerre le voulaient, pouvait être étouffé dans son œuf. Mais puisque les intérêts des uns n'étaient pas en concordance avec le statu-quo du Traité de Sèvres, puisque les autres pensaient se substituer à l'influence allemande dans l'Empire ottoman, non seulement ce mouvement grandissait en liberté mais au contraire, avec joie et empressement on lui donnait de l'aide en lui procurant des armes, des munitions, des hommes et on mettait tout obstacle à l'efficacité de la lutte de leur mandataire. Le kémalisme s'énorgueillissait d'un jour à l'autre et il commençait à avoir confiance

en lui, notamment, depuis l'entretien à Sivas de Georges Picot et de Mustapha Kemal au cours duquel, le plénipotentiaire français disait que la France quitterait la Cilicie et depuis le 21 janvier 1920 lors de l'attaque de Marach pendant laquelle les troupes françaises se trouvaient dans l'impossibilité de protéger les chrétiens.

Les Grecs continuaient leur lutte, le 31 août 1920, ils occupaient Ouchak située au delà des limites du vilayet d'Aïdin. Le 16 septembre 1920, le Général Gouraud ordonnait l'évacuation de la Cilicie, chose qui permettait entre autres, au kémalisme de transporter leurs troupes de Cilicie sur le front hellénique.

Mais malgré la politique française qui se trouvait en antagonisme avec la politique anglaise et qui faisait le jeu de la politique italienne, la Grèce aurait pu avec son armée et la politique de Venizelos ne pas permettre les moyens, de la réalisation de la politique hostile à ses intérêts en évitant la manifestation des prétextes. Malheureusement les événements en Grèce donnaient la liberté absolue des prétextes à la politique hostile qui ruina la Grèce en l'obligeant à retirer ses troupes de l'Asie Mineure et par la suite de voir l'hellénisme d'Asie massacré et réfugié dans l'état libre, à quitter la Thrace orientale, les îles de Ténédos et d'Imbros. Venizelos perdait aux élections du 1^{er}/14 novembre 1920. Le parti royaliste triomphait et par le plébiscite du 4 décembre 1920, l'ex-roi Constantin décidait de reprendre son trône.

La veille du plébiscite, l'Angleterre, la France et l'Italie déclaraient au gouvernement et au peuple grec : « que le rétablissement sur le trône d'un souverain dont l'attitude et la conduite déloyale à l'égard des Alliés, au cours de la guerre, ont été pour ceux-ci la source de difficultés et de pertes graves, ne pourrait être considéré par eux que comme la ratification par la Grèce des actes d'hostilités du roi Constantin. Ce fait créerait une situation nouvelle défavorable dans les relations, entre la Grèce et les Alliés, et, dans ce cas, les trois Gouvernements déclarent se réserver une entière liberté d'action pour régler cette situation ».

Par cette déclaration, les trois puissances intervenaient dans les affaires intérieures de la Grèce. Elles voulaient empêcher le retour du Roi Constantin. Le retour du Roi fut funeste à la Nation hellénique, quoique l'Etat grec était libre d'exprimer sa volonté. Les circonstances étaient très critiques pour la Grèce et pour les chrétiens de l'Asie Mineure, parce que en dehors de la politique française et italienne, le bolchevisme soutenait toujours Kemal, qui s'appuyant sur le principe des nationalités demandait l'évacuation de l'Asie Mineure, de Constantinople, demandait la Thrace orientale et occidentale et puisque après les élections du 4 novembre 1920, l'Amérique revenait à sa politique conser-

vatrice de non intervention dans les affaires de l'Europe et du Proche-Orient.

En attendant, la Grèce faisait la guerre au kémalisme. En janvier 1921, elle était obligée de s'arrêter devant Eski-Chéïr et le 25, la Conférence de Paris décidait la convocation d'une conférence à Londres pour le 21 février. Par une note verbale du 13/26 janvier 1921, la Grèce prenait connaissance de la convocation de cette conférence qui aurait comme base le Traité de Sèvres sous réserve des modifications qui pourraient être reconnues nécessaires par suite des événements. C'est-à-dire le Traité de Sèvres serait modifié et tout naturellement en faveur des Turcs.

La Grèce acceptait l'invitation en répondant que : « Le Gouvernement Royal adhère au programme de la conférence communiqué par la note verbale du 13/26 février, dans la conviction qu'il correspond au maintien intégral du statu-quo en Orient, dont le traité de Sèvres est l'acte constitutif, libellé par toutes les puissances alliées, Ce traité est garanti par la vigilance dont la Grèce a donné jusqu'ici des preuves irréfutables; le public hellène est fermement décidé à aller jusqu'au bout dans la voie de l'exécution des engagements assumés par la Grèce.

« Cependant le Gouvernement Royal estime que la Conférence est en droit de procéder aux sanctions que les signataires du traité se sont réservés pour infliger à la Turquie les conséquences de son mauvais vouloir ».

La Grèce ainsi acceptait sous la condition de la non modification du Traité de Sèvres ou s'il y avait une modification elle serait au détriment de la Turquie, en vertu de l'article 36 du Traité de Sèvres suivant lequel les puissances n'apportaient aucune atteinte au droit et titre du Gouvernement Turc de Constantinople avec faculté de modifier leurs décisions au cas où la Turquie viendrait « à manquer à la loyale observation des dispositions du présent traité ou des traités et conventions complémentaires ».

Les conditions de la Grèce n'étaient pas prises en considération, tout au contraire, les puissances mettaient comme condition de l'invitation du Gouvernement Turc à la Conférence, l'existence dans la délégation ottomane d'un délégué du Gouvernement d'Angora. Ainsi, après que la France eût reconnu, tout au moins tacitement déjà par l'entretien de Sivas, le mouvement kémaliste, les Alliés par cette condition à la Porte, reconnaissaient aussi le Gouvernement d'Angora en acceptant de discuter avec lui, non seulement sur des actes futurs, mais sur la revision d'un traité au bas duquel figuraient les signatures des plus grandes puissances du monde.

M. Calogéropoulos, président du Conseil des Ministres, représentait la

Grèce. Il déclarait qu'au point de vue de la position et du moral, la situation de l'armée grecque était excellente; que l'armée hellénique d'Asie Mineure composée de 120.000 hommes était en mesure de pacifier l'Anatolie entièrement dans trois mois; que la Grèce était la moins épuisée de tous les belligérants; que la résistance économique garantissait l'exécution des engagements militaires à condition que les puissances prennent à son égard dans les questions financières une attitude bienveillante; qu'en politique étrangère et sur la question du Traité de Sèvres il n'y avait aucune divergence entre les Grecs; qu'il ne pouvait pas revenir sur des questions déjà réglées et il soutenait devant la conférence les mêmes statistiques qui avaient servi à l'élaboration du Traité de Sèvres en disant que : « il n'est possible à aucun Gouvernement grec d'abandonner l'honneur, la vie et les biens des populations chrétiennes menacées de subir sous le joug turc le sort connu des Arméniens et des Grecs ».

La Conférence proposait l'arbitrage des grandes puissances dans le règlement de la question de Thrace et de Smyrne après une enquête menée sur place par une commission spéciale : « En présence des divergences d'opinion, communiquait la conférence à M. Calogéropoulos, qui se sont produites au sujet de la population de la Thrace et de Smyrne dans les zones attribuées à la Grèce par le Traité de Sèvres, les puissances sont prêtes à soumettre la question de la population de ces deux zones à une commission internationale nommée par elles, ayant pour instructions de faire sur place une enquête rapide sur les statistiques antérieures et postérieures à la guerre, étant clairement entendu que les deux parties, c'est-à-dire la Turquie et la Grèce s'engagent formellement :

- a) à accepter les résultats d'un tel arbitrage ;
- b) à accepter loyalement les autres clauses du Traité de Sèvres maintenues sans modification.

Les conditions supplémentaires qui suivent sont attachées à la présente proposition :

- 1° Cessation immédiate des hostilités entre les parties intéressées ;
- 2° Echange des prisonniers à des conditions à examiner et à établir ;
- 3° garanties données pour la sauvegarde des minorités résidant en territoire grec ou turc, dans l'intervalle qui précédera la conclusion définitive de la paix ».

La Turquie tout en faisant des réserves sur les autres clauses du Traité acceptait l'arbitrage et l'envoi de la commission d'enquête.

M. Calogéropoulos, qui ne pouvait pas sortir de son mandat de l'Assemblée Nationale grecque « que le Traité de Sèvres constituera la

seule base des négociations de Londres », faisait connaître les propositions de la conférence à l'Assemblée hellène qui après les discours de MM. Gounaris, Baltazis et Stratos à la séance du 28 février 1921, décidait à l'unanimité « 1° qu'il est impossible d'accepter la revision du Traité de Sèvres qu'elle considère, d'une part, comme le minimum de satisfaction donné aux droits nationaux, eu égard aux sacrifices consentis pendant la Grande Guerre et aux luttes séculaires de l'hellénisme pour se constituer en Etat libre, et d'autre part, comme le moyen d'assurer la paix en orient.

« Accorde pleins pouvoirs au Gouvernement et à la délégation hellénique à Londres pour communiquer, au nom de l'Assemblée Nationale, à nos grands alliés, que la nation hellénique reconnaissante pour l'intérêt qu'ils ont toujours témoigné au sujet de ses droits, est convaincue qu'ils ne maintiendront pas cette proposition que la Grèce se trouve dans l'impossibilité absolue d'accepter ».

Le 6 mars, M. Calogéropoulos communiquait à la Conférence que : « La Grèce se trouve dans l'impossibilité d'accepter la proposition de la conférence concernant l'envoi d'une commission, car cela équivaldrait à l'abandon par la Grèce de droits que les sacrifices innombrables faits en commun par la nation grecque et ses grands alliés ont définitivement établis et que le traité de Sèvres est venu consacrer au point de vue international. Cette proposition exige de la Grèce de souscrire d'avance à des solutions à intervenir en dehors d'elle sur des questions qui sont pourtant, pour la Grèce, de toute première importance nationale ».

Malgré les conseils de Lloyd George que la Grèce accepte les décisions de la Conférence, elle refusait. Malheureusement les hommes qui dirigeaient à ce moment le pays ne voyaient pas que non seulement le kémalisme était contre l'hellénisme, mais aussi après la nouvelle situation créée par le retour du Roi, ses propres amis et alliés.

Le 12 mars, la Conférence préconisait la cession des hostilités par la démilitarisation des Détroits, la création de zones où ni Grecs ni Turcs ne pourraient pénétrer; elle préconisait l'évacuation de Constantinople en laissant de côté l'exécution du Traité de Sèvres par les Turcs; l'évacuation de la région de Smyrne par les troupes grecques exceptée de cette ville; une gendarmerie indigène commandée par des officiers alliés; le maintien de la souveraineté du Sultan sur tout le vilayet dont l'administration serait exercée sous le régime d'autonomie par un gouverneur chrétien; que le port de Smyrne soit libre pour tous les pays; que le Sultan reçoive quelques portions des revenus de Smyrne; et au bout de cinq ans sur la proposition d'une des deux parties (Grèce, Tur-

quie), la modification de ce règlement dans son ensemble par la Société des Nations.

La nationalisme turc n'acceptait pas cet arrangement avec une forme plus accentuée, parce qu'il voyait le désir des alliés de la Grèce de modifier le traité de Sèvres à son détriment; parce que il la voyait abandonnée par ses alliés, et parce qu'en se trouvant en relation avec les Alliés, il voyait qu'en insistant il pouvait obtenir davantage. Le Kémalisme n'acceptait pas les propositions de la Conférence avec d'autant plus de facilité que le 9 mars 1921, était signé, à Londres, entre M. Briand et Békir Sami, délégué d'Angora, un accord. Par cet accord, la France, traitant avec un gouvernement de fait, hors de ses alliés, avait pour but en abandonnant la Cilicie et en réglant les frontières de la Syrie, voulait s'assurer des concessions économiques en Asie-Mineure. Cet accord prévoyait une « collaboration économique franco-turque, avec droit de priorité pour les concessions à accorder en vue de la mise en valeur et du développement économique de la Cilicie, des régions évacuées par les troupes françaises, ainsi que des vilayets de Mamuret-el-Azis, Diarbékir et Sivas, dans la mesure où cela ne sera pas effectué directement par le Gouvernement ottoman ou les ressortissants ottomans à l'aide de capitaux nationaux.

« Concession à un groupe français des mines d'Argana Maden.

« les concessions comportant monopole ou privilège seront exploitées par les sociétés constituées selon la loi ottomane.

« Association la plus large possible des capitaux ottomans et français (pouvant aller à 50 % du capital ottoman).

« maintien des œuvres scolaires et hospitalières françaises et des institutions d'assistance.

« transfert à un groupe français de la section du chemin de fer de Bagdad entre les portes de Cilicie et la frontière de Syrie ».

Cet accord n'avait eu comme résultat qu'à rendre les Turcs plus exigeants en ne prenant en considération que la réalisation de leur but. Ainsi tandis que M. Briand, se mettait d'accord avec Bekir-Sami Bey à Londres; les représentants de la grande Assemblée Nationale d'Angora, le Docteur Kisa Nour Bey et Ali Fouad Bey, et les représentants des Soviets Tchitcherine et Djelal Korkmasoff concluaient, le 10 mars, un traité d'union et de fraternité, et la grande assemblée d'Angora désavouait Bekir Sami Bey comme ayant outre-passé ses pouvoirs.

Les Soviets et les Turcs s'engageaient par ce traité à considérer comme inexistant tous traités ou conventions internationales qui leur seraient imposés contre leur volonté. Les Soviets s'engageaient à ne pas reconnaître les conventions déclarées nulles par la grande Assemblée Natio-

nale d'Angora; ils reconnaissaient comme frontières turques, celles du pacte national publié par la Chambre des Députés de Constantinople le 28 janvier 1920; ils acceptaient l'abolition des capitulations. Angora s'engagerait pas un acte additionnel qui serait signé plus tard à ne pas conclure aucun traité avec aucun allié sans le consentement de Moscou.

En attendant, les Grecs se battaient contre les Turcs. Le 23 mars 1921, ils prenaient l'offensive pour enlever la grande artère de chemin de fer qui unissait Constantinople-Ismid avec Koniach-Bagdad et par un embranchement Eski-Chéir-Angora, sans succès.

Les alliés offraient à ce moment aux Grecs leur médiation en suspendant les hostilités, sans résultats, parce que suivant ces derniers « la Grèce se trouvait en face d'une situation dans laquelle seules les considérations militaires peuvent guider sa conduite et ses décisions.

« Tout délai dans les opérations au delà de la date et des limites indiquées par les chefs militaires, serait préjudiciable à la Grèce et compromettrait la situation actuelle à son désavantage, tout en encourageant l'adversaire à offrir une nouvelle résistance aux injonctions des puissances alliées.

« Il est donc évident que la méthode de procédure proposée par les alliés, qui entraînerait nécessairement une suspension des hostilités, est incompatible avec le but à atteindre.

« Les sentiments d'amitié dont les puissances alliées sont animées vis-à-vis de la Grèce sont une garantie pour le Gouvernement Royal que celles-ci seront, disposées à apprécier entièrement les considérations ci-dessus, et qu'elles reconnaîtront que la Grèce en persévérant dans ses efforts, met à leur disposition l'instrument le plus efficace pour la réalisation de leurs desseins.

« En effet, le seul espoir de voir la Turquie se soumettre aux propositions suggérées par les puissances alliées, et de lui faire respecter les droits sanctionnés par les Alliés, tout en garantissant les intérêts qu'ils considèrent dignes de leur appui, pour le maintien de la paix en orient, ne peut être basé que sur l'influence exercée par une action militaire ».

Le 10 juillet 1921, les Grecs recommençaient leur grande offensive; le 17 ils occupaient Kutahia, le 20 Eski-Cheir, désirant donner le coup mortel au mouvement d'Angora; ils s'écartaient de leur ligne inébranlable et le 14 août continuaient leur avance vers Angora; mais le 7 septembre ils étaient obligés après de grandes batailles, de s'arrêter devant Sakharia. C'était la limite de la force grecque.

La France se trouvait en relations officielles avec Angora. M. Franklin-Bouillon concluait le 20 octobre 1921 le Traité d'Angora. Cet accord comme le Général Gouraud disait dans sa proclamation aux habitants

de Cilicie après sa signature « mit fin à la guerre entre la France et la Turquie ».

Par cet accord, les deux parties fixaient les limites entre la Cilicie et la Syrie.

« Le gouvernement de la Grande Assemblée de Turquie (art. 10) accepte le transfert de la concession de la section du chemin de fer de Bagdad entre Bozanti et Nouseibine, ainsi que les divers embrachements construits dans le vilayet d'Adana, à un groupe français désigné par le Gouvernement Français avec tous les droits, privilèges et avantages attachés aux concessions, en particulier en ce qui concerne l'exploitation et le trafic ».

Ainsi la France, pour la deuxième fois, traitait avec le Gouvernement d'Angora malgré l'existence du pacte de Londres (novembre 1915) qui lui interdisait de contracter des accords séparés avec n'importe quel ennemi ; malgré la signature du Traité de Sèvres et les pétitions des chrétiens de ne pas les abandonner aux Turcs. L'Angleterre, naturellement, protestait contre la France qui concluait, malgré ses engagements, des accords séparés, parce qu'elle abandonnait les minorités et elle exposait la sécurité de la Mésopotamie en laissant la libre disposition du chemin de fer de Bagdad aux Turcs.

En attendant, la situation de la Grèce devenait, de jour en jour, plus difficile, étant abandonnée par ses alliés, qui lui refusaient même les crédits promis en 1918 et 1919. Le 15 février 1922, Gounaris adressait au Secrétaire d'Etat pour les Affaires Etrangères de l'Angleterre, Lord Curzon, une lettre dans laquelle il lui expliquait clairement et sincèrement la vérité, la situation difficile dans laquelle se trouvait la Grèce. Il lui rappelait qu'après les Conseils du 27 octobre 1920 pour que la Grèce laisse sa cause aux grandes puissances, elle avait accepté sans avoir depuis reçu de réponse ; que la lutte de la Grèce était la suite de la lutte de l'Entente ; que ses soldats, voyant que le but de leurs efforts ne réussirait pas, se décourageaient ; que le Trésor se trouvait dans une situation telle qu'il serait impossible d'entretenir l'armée après quelques jours ; que l'armée turque se renforçait tous les jours en hommes, comme aussi en armes, munitions que lui procuraient les alliés de la Grèce ; que la Grèce seule ne pourrait retenir désormais l'ennemi ; il demandait une évacuation de l'Asie-Mineure. De plus il rappelait le sort des chrétiens de la contrée et les revendications turques après cette retraite qui s'étendrait jusqu'aux Détroits.

Lord Curzon, le 6 mars, répondait qu'il croyait que l'armée hellénique serait à la mesure des circonstances quelles qu'elles soient. Il regrettait que la Conférence de Paris avait été longuement retardée et il espérait

qu'elle aborderait d'abord la question d'Anatolie et que la Grèce qui avait déjà remis sa cause, selon le conseil de l'Angleterre, écouterait les conseils de la Conférence.

La Conférence étant réunie à Paris dans les derniers jours de mars entre l'Angleterre, la France et l'Italie, sans aboutir à aucun résultat, le 28 mars à sa dernière séance donnait un communiqué dans lequel les « trois » déclaraient qu'ils faisaient une proposition d'armistice ; ils préconisaient l'évacuation par les troupes grecques de l'Asie-Mineure ; le maintien de la souveraineté turque sur tous le pays ; la restitution de Constantinople à la Turquie, « ils désirent rétablir la nation et la puissance turques dans les territoires qui peuvent être considérés comme leur appartenant, avec Constantinople, leur historique et illustre capitale, pour centre, et aussi avec les pouvoirs qui permettent à la Turquie de reprendre une existence nationale vigoureuse et indépendante » ; la modification des frontières du Traité de Sèvres en Thrace orientale pour protéger Constantinople contre les Grecs, en préconisant « le tracé d'une ligne qui s'étendra du voisinage de Ganos sur la Mer de Marmara dans une direction nord et nord-ouest vers la frontière de la Bulgarie, qu'elle atteindra dans le massif occidental des monts Strandga. Cette frontière laissera Rodosto, ville grecque, à la Turquie, elle placera Eski-Baba et Kirk-Kilissé du côté grec de la frontière turco-grecque. La configuration topographique du pays garantit la sûreté de la frontière qui se trouvera, en outre, renforcée par la démilitarisation de tous les territoires de la Thrace orientale, à la fois du côté grec et du côté turc de la frontière. Ainsi les Grecs ne seront pas en mesure de menacer Constantinople et les Turcs ne seront pas à même d'attaquer les Grecs » ; ils préconisaient de plus un accord ultérieur entre la Grèce et la Turquie en ce qui concernait les villes d'Andrinople et de Smyrne, « un accord amical qui garantirait aux éléments non turcs et non grecs des populations des deux villes une équitable participation à leur administration et qui, en outre, sauvegarderait les institutions et les édifices religieux d'Andrinople ».

La Grèce, depuis le mois de novembre 1921, avait accepté la médiation des puissances, et maintenant elle acceptait également la convention d'armistice proposée par le mémorandum. Malheureusement, politiquement, elle était isolée et militairement et financièrement épuisée. Le 29 juillet 1922, elle faisait un dernier effort ; par une note aux puissances elle demandait la permission d'occuper Constantinople, en se plaignant aux Alliés, qu'étant déclarés neutres, ils proclamaient aussi la neutralité des territoires occupés par leurs armées et ainsi empêchaient la Grèce d'agir au point le plus vulnérable et le plus sensible, contrairement au principe de la neutralité et des droits des belligérants. Seule l'occupation

de Constantinople, disait la Grèce, par l'armée grecque, imposerait la conclusion de la paix.

Le 26 avril 1922, les Turcs prenaient l'initiative des mouvements militaires. Le 8 septembre, ils occupaient Smyrne ; tandis que le 18, la France retirait ses troupes de la rive asiatique des Détroits. Les Anglais restaient dans la zone neutre des Détroits de la côte asiatique. Les troupes turques y pénétraient le 24 septembre, sans oser attaquer les troupes britanniques ; tout au contraire, après des conseils français, les Turcs acceptaient la convocation d'une conférence à Moudania, qui commençait le 3 octobre et qui aboutissait à la convention du 11 octobre 1922.

Par cette convention, la Grèce était obligée d'évacuer la Thrace orientale dans un délai maximum de quinze jours et de remettre les pouvoirs civils aux Alliés, qui les remettraient dans un délai maximum de trente jours à compter de l'évacuation grecque, aux Turcs.

§ VI. — Conférence et Traité de Lausanne

LA QUESTION DES FRONTIÈRES HELLÈNO-TURQUES EN THRACE. — LA QUESTION DES ÎLES DE LA MER ÉGÉE. — L'ÉCHANGE OBLIGATOIRE DES POPULATIONS. — TRAITÉ DE LAUSANNE ET D'AUTRES CONVENTIONS.

A la conférence de Lausanne ouverte le 21 novembre 1922, sous la présidence de Lord Curzon, il n'était pas question naturellement de l'Asie-Mineure et de la Thrace orientale. Il s'agissait principalement de la fixation des frontières hellèno-turques. Le délégué turc, Ismet Pacha, revendiquait, en Thrace orientale, les frontières de 1913 ; un plébiscite pour la Thrace occidentale. A la séance du 22, ce délégué, pour ses revendications des territoires situés à l'ouest de la Maritza, déclarait que, puisque par la note du 24 septembre 1922 et la Convention de Moudania, les puissances donnaient la Thrace orientale à la Turquie avec Andrinople, il demandait pour la Turquie l'ancienne Andrinople située à l'ouest de la Maritza avec le faubourg de Karagatch et les propriétés des habitants d'Andrinople ; le territoire où se trouvait la section Kouléli-Bourgas — Moustafa Pacha, du chemin de fer qui reliait Andrinople à Constantinople, et un élargissement de la frontière pour la sécurité de la ville. Il revendiquait ces territoires, disait-il, parce que leur population était turque.

M. Venizelos répondait que la Grèce n'était pas responsable de la guerre tout au contraire, la Turquie s'était placée la première à côté de l'agresseur ; la responsabilité de la guerre n'incombait en rien à la Grèce, qui

revendiquait l'honneur d'avoir accompli jusqu'à la fin son devoir d'allié fidèle, qu'elle revendique avec d'autant plus de force que les opérations avaient abouti à des résultats désastreux. Il refusait le plébiscite en Thrace occidentale, parce que, disait-il, le sort de cette région avait été réglé par le Traité de Neuilly qui était absolument indépendant du Traité de Sèvres.

Aux exigences turques sur Karagatch le délégué grec répondait que ce faubourg n'avait pas d'importance pour Andrinople, qui restait reliée par une voie ferrée avec Constantinople et que, au contraire, il était très important pour le trafic de la Bulgarie vers Dédéagatch, à qui la Grèce était disposée à donner des garanties internationales les plus précises. Venizelos, aux arguments ethniques d'Ismet Pacha sur la région de Démotika, répondait que la population grecque par rapport à la population turque était de 2 à 1.

Le délégué grec disait que la Grèce respecterait les propriétés turques, tout en ne pouvant donner ces territoires puisque, de plus, la vie économique, l'industrie et le commerce se trouvaient entre les mains des Grecs.

En ce qui concernait le plébiscite en Thrace occidentale, M. Venizelos disait qu'il regrettait que le représentant turc n'avait pas fixé les limites de la Thrace occidentale ; puisque, dans la partie qui était grecque, à peine la moitié de la population était restée turque. La Turquie, disait-il, ne pouvait pas de plus revendiquer la Thrace occidentale en argumentant la sécurité de la Thrace orientale, puisqu'on pouvait revendiquer par la suite pour la sécurité de la Thrace occidentale, la Macédoine orientale, etc.; de plus, parce que le peuple grec de la Thrace orientale, ayant compris qu'il resterait sous les Turcs, émigrerait en Thrace occidentale et ainsi la majorité de la population grecque allait croissante.

A la séance de l'après-midi, le représentant bulgare Stamboulsky demandait : « que la Thrace occidentale reste à la disposition des grandes puissances alliées, et qu'elles la dotent d'un régime qui la transforme véritablement en zone neutre, à travers laquelle s'étendra le réseau de nos voies ferrées et sur les plages de laquelle nous construirons nos ports, qui desserviront le commerce d'exportation et d'importation de tous les états civilisés d'occident et d'outre-mer, d'une part, et, de l'autre, de la Bulgarie et de ses voisins, la Roumanie, la Yougo-Slavie, l'Ukraine, etc. »

Venizelos, tout en revendiquant la souveraineté de la Grèce sur la Thrace occidentale occupée par elle, se disposait à consentir toutes les garanties désirables en vue de l'utilisation par la Bulgarie de la Maritza et de la voie ferrée, ainsi que du port de Dédéagatch, sous le contrôle

d'une commission internationale semblable par exemple à la Commission du Danube.

A la séance du 23, Ismet Pacha désirant réfuter l'argumentation du premier délégué hellénique disait : que la guerre entre les deux pays datait plutôt depuis le débarquement des Grecs à Smyrne en mai 1919; que la Grèce s'opposait au printemps de 1921, tandis que la Turquie acceptait le plébiscite proposé par la Conférence de Londres pour la Thrace et Smyrne; que aux propositions de la Conférence de Londres du 12 mars 1921, la Grèce répondait par l'offensive du 23; que aux propositions de juin 1921, la Grèce répondait par une marche en avant qui se terminait par la défaite de la Sakharia, tandis que la Turquie était toujours prête à déposer les armes, dès que ses légitimes revendications auraient été satisfaites. En ce qui concernait la Thrace occidentale, il disait que d'après l'article 48 du Traité de Neuilly, le sort de la Thrace interalliée restait à fixer et il demandait pour la population le droit d'autodisposition inscrit au programme de paix des grandes puissances, en déposant au Bureau de la Conférence des statistiques pour montrer que la population de cette zone contestée était turque. Et en exposant son argumentation, il faisait connaître que la Turquie n'avait pas cédé volontairement, en 1913 ces territoires, que Venizelos ne prenait pas en considération la sécurité de la Turquie. Il demandait le territoire où se trouvait la voie ferrée de Kouleli-Bourgas — Moustafa Pacha, l'éloignement de la frontière d'Andrinople; Karagatch pour que Andrinople puisse s'assurer des relations normales avec les autres parties du pays et pour qu'elle ne soit pas condamnée au marasme économique, parce que toutes les propriétés du faubourg de Karagatch appartenaient aux habitants d'Andrinople.

Venizelos, répondant à l'argumentation d'Ismet Pacha, disait que la guerre entre les deux pays ne datait pas depuis 1919, parce que pendant la guerre mondiale, une division turque avait opéré dans les Balkans; parce que la flotte grecque depuis 1917 avait collaboré au blocus des côtes asiatiques et des détroits; que le Gouvernement Gounaris depuis octobre 1921 avait accepté l'abandon de l'Asie Mineure avec une rectification de la frontière de Thrace à Tchataldja pour donner plus d'air à Constantinople; que le Gouvernement d'Angora n'avait pas accepté, parce qu'il demandait d'obtenir Andrinople jusqu'à la Maritza, chose que le Gouvernement hellénique n'avait pas pu accepter; que la question de la Thrace occidentale était réglée, parce que d'après l'article 48 du traité de Neuilly, les puissances s'engageaient ultérieurement par traité signé avec la Grèce; que la Thrace occidentale occupée par la Grèce ne comptait pas à peine la moitié de sa population turque et que

la physionomie du pays depuis les récents déplacements ethniques avait été modifiée. A l'argumentation d'Ismet Pacha revendiquant la Thrace occidentale, parce qu'elle était turque depuis les temps les plus éloignés. Venizelos répondait qu'il ne voulait pas discuter cette thèse historique. Il estimait, en démocrate, que les titres historiques ne devaient pas servir de base à des revendications territoriales; ce dont il fallait tenir compte c'était du présent, les aspirations actuelles du peuple devaient être satisfaites d'abord. En résumant son argumentation, le délégué grec disait que la question de la Thrace occidentale ne se posait pas, puisque elle avait été réglée par un titre autre que le Traité de Sèvres, qui seul était à refaire; que Karagatch était faubourg et pas un quartier d'Andrinople; qu'il y avait deux villes séparées en deux par un fleuve et administrées distinctement comme Fiume et Sussak. Il acceptait que Dédéagatch pourrait servir comme débouché en même temps à la Bulgarie et à Andrinople et la Grèce était prête à confier la voie ferrée et le port à une administration internationale donnant toutes les garanties pour la liberté du commerce bulgare.

Ismet Pacha répondant à l'argumentation de Venizelos à la séance du 25 acceptait la non construction par la Turquie de fortifications à ses frontières de la Thrace occidentale en demandant des garanties militaires et politiques.

Le représentant bulgare Morphoff demandait, s'appuyant sur l'article 48 de Neuilly, un accès libre à la Mer Egée à travers un territoire qui posséderait au moins un régime autonome.

Lord Curzon, prenant la parole au nom de tous les Alliés, interdisait à la Turquie le droit d'intervenir dans la disposition du territoire de la Thrace occidentale en vertu du Traité de 1913 et au Traité de Neuilly de 1919 qui l'avait remplacé. Il n'acceptait pas un plébiscite. La délégation turque invoque, disait-il, la doctrine de libre disposition des peuples ainsi que les principes associés au nom du Président Wilson; il se demandait si celui-ci, en inventant le mot « libre disposition », n'avait pas porté un coup redoutable à la paix du monde. Il demandait si la Turquie serait également disposée à consentir à un plébiscite à Karagatch, Démotika et Gallipoli, ou à Constantinople, plébiscite, qui s'il avait lieu dans la ville de Constantinople, sur la base des principes wilsoniens, il pourrait bien arriver, que les Turcs n'auraient recouvré leur capitale que pour en être chassés peu après; le principe de libre disposition, disait-il, est une arme à deux tranchants. En ce qui concernait le territoire situé à l'ouest de la Maritza, le Président de la conférence déclarait que les puissances étaient disposées à donner satisfaction à la Turquie à titre de concessions équitables. En ce qui concernait la demande de la

Bulgarie, de la création d'une zone sous un régime autonome, Lord Curzon répondait que la création d'une zone autonome à Dédéagatch où le transfert de la souveraineté sur ce port à la Bulgarie n'avait jamais été envisagé dans le Traité de Neuilly, qui par l'article 48 obligeait les puissances « à ce que la liberté des débouchés économiques de la Bulgarie sur la mer Egée soit garantie », que la revendication de la Bulgarie était entièrement nouvelle et que les puissances n'étaient pas du tout disposées à lui donner satisfaction.

Ismet Pacha pour des raisons de sécurité et de tranquillité demandait que les petites îles situées dans les eaux territoriales turques, restent sous la souveraineté ottomane. Il revendiquait que les îles de Ténédos et d'Imbros, dont le sort devait être déterminé par les grandes puissances d'après le Traité du 17/30 mai 1913, appartenaient à la Turquie dont les droits sur elles étaient confirmés par la note commune du 14 février 1914. Il réclamait au nom de l'équité, l'île de Samothrace comme située tout près de la côte turque des Dardanelles. En ce qui concernait les îles de Lemnos, Lesbos, Chio, Samos et Nikaria, il disait, que comme situées tout près de l'Asie Mineure c'était un péril pour l'Anatolie; que leur sort économique ne pouvait se développer en les séparant; que si la Turquie les avait abandonnées aux puissances c'était sous la condition de prendre en considération les intérêts des parties; qu'avec l'exemple de l'impérialisme en Asie Mineure de la Grèce, on voyait le péril pour la Turquie en les laissant à la Grèce; il demandait leur démilitarisation, un régime politique neutre et indépendant.

Venizelos en répondant, faisait une distinction entre les îles qui étaient depuis longtemps sous la souveraineté hellène et les îles pour lesquelles aucun acte international n'était intervenu. Ces dernières, dont la souveraineté était demandée par la Turquie, avaient une population exclusivement grecques, excepté Ténédos, qui contre 5.420 Grecs avait seulement 1.200 Musulmans; Cos 14.550 Grecs, 2.020 Musulmans; Rhodes 37.877 Grecs, 4.854 Turcs et 2.445 Juifs et étrangers. Les premières étaient exclusivement grecques.

A l'argumentation turque de sécurité, il répondait que pendant les dernières entreprises militaires en Asie Mineure, elles n'avaient jamais servi d'étape intermédiaire. Il n'admettait pas le rétablissement de la souveraineté turque en acceptant la démilitarisation même de Ténédos et d'Imbros avec une restriction importante de la souveraineté grecque sur les deux dernières.

Lord Curzon, au nom de ses collègues alliés, réfutait l'argument turc de droit, en invoquant l'article 5 du Traité de Londres de 1913, qui avait simplement confié aux grandes puissances « le soin de statuer sur le sort

de toutes les îles ottomanes de la Mer Egée, île de Crète exceptée et la péninsule du Mont Athos », sans aucune restriction. Les îles étaient données à la Grèce exceptées Imbros, Ténédos et Castellorizo. Le 14 avril 1914, les puissances avaient fait connaître à la Turquie leur décision de donner à la Grèce toutes les îles exceptées les trois ci-dessus mentionnées qui seraient conservées à la Turquie avec démilitarisation d'Imbros et de Ténédos.

Le Président de la conférence n'admettait pas l'enlèvement à la Grèce des îles Lemnos, Mitylène, Chio, Samos et Nikaria, pour avoir une certaine autonomie politique, parce que si on appliquait le principe wilsonien sur lequel s'appuyait la Turquie, et en faisant un plébiscite, cela serait défavorable à la Turquie. Il ne pouvait pas admettre une expérience constitutionnelle sous forme d'une autonomie en citant le malheureux exemple de Samos et de Crète. Il admettait la démilitarisation des îles en faisant une distinction entre les îles d'Imbros, Ténédos, Samothrace, d'une part, et les autres îles d'autre part.

Venizelos déclarait que la souveraineté de l'île de Samothrace était réglée depuis 1913, il n'acceptait pour elle, que la question de la démilitarisation.

A la séance du 1^{er} décembre 1922, la conférence abordait la discussion sur l'échange des prisonniers et la discussion sur un sujet qui restera une tache noire dans l'histoire de l'humanité civilisée, sur l'échange des populations.

Venizelos préconisait un échange des populations, volontaire, comme dans le cas de la Grèce et de la Bulgarie. Il n'acceptait pas l'échange des populations en ce qui concernait Constantinople, parce qu'une expulsion des Grecs de Constantinople, équivaldrait à une catastrophe politique, économique et sociale sans précédent; le nombre des réfugiés serait tel que la Grèce serait obligée de demander à l'Amérique d'augmenter le pourcentage d'immigrés grecs, et sous cette réserve, il acceptait un échange soit obligatoire soit volontaire,

La délégation turque, hors de la question d'échange présentée devant la conférence, demandait l'expulsion du Patriarche œcuménique de Constantinople.

La conférence se mettait d'accord sur l'échange des prisonniers de guerre et après beaucoup de discussion sur l'échange obligatoire des populations, à l'exception de la population grecque de Constantinople et de la population turque de la Thrace occidentale. De plus, le patriarcat restait à Constantinople, réduit à ses attributions spirituelles et ecclésiastiques.

La Turquie soulevait, à la conférence, la question de l'abolition des

capitulations. L'Europe s'inclinait devant la volonté turque. « Si les étrangers, disait Ismet Pacha, n'aiment pas le régime qui fonctionne en Turquie, ils n'ont qu'à s'en aller ; on ne les retient pas ».

Le 30 janvier 1923, la Grèce et la Turquie signaient la convention concernant l'échange des populations grecques et turques suivie d'un protocole signé le même jour. Par cet accord, l'échange obligatoire des populations commencerait à partir du 1^{er} mai 1923 à l'exception des habitants grecs de Constantinople, considérés comme tels, les Grecs installés dans les conscriptions de la préfecture de la ville de Constantinople, telles qu'elles étaient limitées par la loi de 1912, avant le 30 octobre 1918; des habitants musulmans de la Thrace occidentale, considérés comme tels tous les Musulmans établis dans la région à l'est de la ligne frontière établie en 1913 par le Traité de Bucarest. Le même jour un accord était signé entre les deux états relatif à la restitution des internés civils et à l'échange des prisonniers de guerre.

La conférence s'apprêtait à signer, le 4 février 1923, l'acte final, mais l'intransigeance turque produisait la rupture. Les travaux recommençaient le 23 avril. Par cette manière d'agir, la Turquie, si elle n'obtenait pas Castellorizo, parce qu'elle était possédée par l'Italie, obtenait la fixation de la frontière gréco-turque ou thalveg de la Maritza au lieu de la rive gauche, de plus le faubourg de Karagatch, comme indemnité de guerre en nature de la part de la Grèce.

Le 24 juillet 1923, était signé l'acte final de la conférence de Lausanne; le même jour le traité de paix de Lausanne, traité qui remplaçait celui de Sèvres. La Grèce perdait la Thrace orientale et l'Asie Mineure. Elle obtenait confirmation de sa souveraineté sur les îles de Lemnos, Samothrace, Mitylène, Chio, Samos et Nikaria. Elle s'engageait par l'article 13 en ce qui concernait les îles de Mitylène, Chio, Samos et Nikaria à n'y établir aucune base navale, aucune fortification. L'aviation militaire grecque n'avait pas le droit de survoler la côte de l'Anatolie, comme l'aviation turque les quatre îles ci-dessus mentionnées. Les forces militaires dans ces îles seraient limitées au contingent normal appelé pour le service militaire qui pourrait être instruit sur place, et un effectif de gendarmerie et de police proportionné à l'effectif de gendarmerie et de police d'ensemble de l'Etat grec.

Par l'article 14, la Grèce perdait les îles d'Imbros et de Ténédos qui « demeureront sous la souveraineté turque, jouiront d'une organisation administrative spéciale composée d'éléments locaux et donnant toute garantie à la population indigène non mulsumane, en ce qui concerne l'administration locale ainsi que la protection des personnes et des biens. Le maintien de l'ordre y sera assuré par une police qui sera recrutée

parmi la population indigène par les soins, et placée sous les ordres de l'administration locale ci-dessus prévue ».

Ces îles n'étaient pas soumises à l'échange obligatoire des populations

La Grèce par l'article 15, renonçait en faveur de l'Italie à tous ses droits et titres sur le Dodécanèse : Stampalia (Astropalia), Rhodes (Rhodos), Calki (Khalki), Scarpanto, Casas (Casso), Piscopis (Tilos), Misiros (Misyros), Calimos (Calymos), Leros, Patmos, Lipsos (Lipso), Simi (Symi) et Cos (Kos) et les îlots qui en dépendaient ainsi que sur l'île de Castellorizo.

Par l'article 16, la Turquie renonçait à tous ses droits et titres sur les territoires situés en dehors de ses frontières reconnues par le traité et sur les îles autres que celles sur lesquelles la souveraineté lui était reconnue.

Par l'article 20, la Turquie reconnaissait l'annexion de Chypre proclamée par le Gouvernement britannique, le 5 novembre 1914.

L'article consacrait la liberté de passage et de navigation par mer et dans l'air des Dardanelles, de la Mer de Marmara et du Bosphore en temps de paix comme en temps de guerre.

Par l'article 26, la Turquie s'engageait à reconnaître et à agréer les frontières de la Grèce avec d'autres Etats telles qu'elles seraient fixées en vertu des traités de paix et conventions additionnelles conclus par les autres puissances contractantes avec les puissances ayant combattu au côté de la Turquie.

Par l'article 28 « les Hautes Parties Contractantes déclarent accepter, chacune en ce qui la concerne, l'abolition complète des capitulations en Turquie à tous les points de vue ».

La Grèce ratifiait le traité le 11 février 1924 ; la Turquie, le 31 mars 1924.

Le même jour était signé, entre les mêmes puissances, une convention concernant la frontière de Thrace, suivant laquelle « depuis la Mer Egée jusqu'à la Mer Noire, les territoires s'étendant de part et d'autre des frontières séparant la Turquie de la Bulgarie et de la Grèce, seront démilitarisées sur une largeur d'environ trente kilomètres ».

Le même jour était signé un protocole entre l'Angleterre, la France, l'Italie, le Japon, la Grèce et la Turquie fixant la remise à la Turquie des territoires situés entre la Maritza et la frontières helléno-turque, le 15 septembre 1923 au plus tard, à la condition que la ratification du traité par la Turquie soit à cette date notifiée à la Grèce, sinon dans le délai de quinze jours à partir de la notification. Par ce protocole, les habitants grecs de Karagatch, qui en vertu de la convention du 30 janvier 1923 entre la Grèce et la Turquie étaient soumis à l'échange obliga-

toire des populations, avaient le droit d'émigrer dans les six mois, qui suivaient le rétablissement de la paix entre la Grèce et la Turquie.

Le même jour un autre protocole était signé entre l'Empire Britannique, la France, l'Italie, le Japon et la Grèce relatif à la ratification du traité conclu à Sèvres concernant les minorités en Grèce, et au traité du même jour relatif à la Thrace, par lequel elle s'engageait à déposer les actes de ratification en même temps que ceux des ratifications relatives au Traité de Lausanne et les autres actes signés à Lausanne. Comme nous l'avons vu, la Grèce ratifiait le Traité de Lausanne, le 11 février 1924.

L'Empire Britannique, l'Italie et le Japon ratifiaient le traité de Lausanne, le 6 août 1924 et la France le 30 du même mois.

CONCLUSION

La guerre de 1914 à 1918 est restée incapable, comme nous l'avons vu dans notre introduction, de résoudre la fameuse question d'Orient, pour des raisons déjà exposées. Le principe des nationalités, notamment, on ne peut pas penser qu'il a été appliqué, par le moyen d'échange obligatoire des populations, à cause principalement du grand danger, que ce procédé enferme en lui-même pour l'humanité, au point de vue de l'existence, de la civilisation et de la moralité. Quel Etat, peut vraiment accepter un principe qui met à la disposition et au bon vouloir du vainqueur de demain, l'existence de la population de la nation vaincue ? Très volontairement l'humanité accepterait, avec un procédé tel, la résolution de la question d'Orient, si la guerre ne pouvait pas reparaître comme un moyen de la résolution des différends entre les Etats. Dans notre introduction nous avons vu que la situation actuelle des relations des Etats, et de l'esprit, nous impose à ne pas le croire. Mais en examinant les causes de la guerre, nous trouvons que l'homme ne peut pas l'éviter, elles ont leurs racines dans la nature de l'homme. La guerre est l'un des deux états de la vie de l'humanité; c'est l'état anormal de l'organisme de la vie commune, qui succède à l'état normal de la paix. La guerre fait partie de la nature humaine, qui par ce point montre son imperfection. L'homme, partie de la nature, pour vivre, abat les êtres inférieurs à lui, exploite son semblable tout naturellement, à cause de l'inégalité naturelle. Pour parvenir à ses besoins il a organisé l'Etat; mais puisque ses besoins sont illimités et puisque le sol de la collectivité dans laquelle il vit ne peut tout au moins satisfaire ses besoins, il fait la guerre. Puisque la guerre lui fait des plaies et puisqu'il ne sait pas s'il sera le vainqueur, il veut l'éviter sans jamais y parvenir, pour cette raison, principalement, il a créé le droit international, et notamment à notre époque puisque le vainqueur ne sort de la guerre avec moins de maux que le vaincu et puisque à cause du progrès de la science la guerre se présente comme un danger colossal pour l'existence des nations, l'homme désirant l'éviter l'a déclarée comme un moyen de

solution des différends internationaux, hors de la loi, en créant en plus la Société des Nations. Cette ligue, pour pouvoir effacer la guerre, devrait se transformer en super-état, chose qui implique la tolérance religieuse, une langue unique, effacement des nationalités, une solidarité humaine sur une base se rapprochant le plus tôt possible du parfait. En admettant que la réalisation du super-état puisse se réaliser, nous pensons que cet organisme ne peut pas tenir l'homme à son état normal de paix, en lui évitant de tomber dans l'état anormal de guerre, puisqu'il lui serait incapable de changer la nature humaine, tout justement comme le médecin en guérissant l'homme ne peut pas le rendre immortel; de plus, parce que cet organisme se trouverait en face d'une loi naturelle, qui nous enseigne, que tout état de chose est le résultat d'une composition et d'une décomposition et qu'un état de chose par conséquent ne peut pas rester dans une des deux phases éternellement. L'homme crée la famille (il compose), cette famille se divise (se décompose) en autant de parties qu'il y a d'enfants dans la famille. La même chose se produit en ce qui concerne les Etats, se transformant, tantôt en Etat très étendu et puissant, tantôt en état petit et faible. Aucune chose ne peut éviter cette loi de l'évolution, puisque tous, nous faisons partie de la nature. Qui peut espérer à la naissance d'une doctrine supérieure à celle de Jésus-Christ, qui malgré son caractère d'universalité n'a pas pu unir le monde ? Nous aimons le croire, mais nous ne l'espérons pas, puisque la nature ne peut pas produire des êtres supérieurs à ses qualités.

De l'examen de la question d'Orient, nous avons pris la leçon que les obligations du droit international s'imposent toujours aux plus faibles du moment, toujours en se raisonnant suivant la loi de la relativité. L'homme en faisant la guerre et se trouvant devant la nécessité, oublie les règles du droit international écrites ou coutumières, les principes humanitaires et moralistes, en ne voyant que ses intérêts personnels, qui exigent et imposent souvent le degré de sa force ; notamment la Grande Guerre nous a montré, de quelque côté que l'on se place, cette vérité, que la force fait le droit, et heureux qui la possède.

Vu : le Doyen,
H. BERTHÉLEMY.

Vu : le Président,
L. LE FUR.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLÉTY.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	I
--------------------	---

Origine et naissance de la question d'Orient. — Sa définition. — Ses caractères successifs. — Les chrétiens n'empêchèrent point sa naissance. — Sa base fondamentale. — Le droit, l'Empire Ottoman et la Turquie. — Sa complexité. — Son existence à l'heure actuelle.

PREMIÈRE PARTIE

De la lutte de l'indépendance hellénique, à l'autonomie crétoise

CHAPITRE PREMIER. — La vie politique des Hellènes pendant la Révolution. Formation de l'état grec	9
---	---

§ I. — <i>L'atmosphère internationale au moment de la révolution grecque</i>	9
--	---

Situation révolutionnaire en Europe. — Coalition des monarchies. — Préconisation d'une politique d'intervention en leur faveur. — Intérêts européens. — Caractère à part de la révolution grecque. — Sa légitimité.

§ II. — <i>La vie politique des Hellènes jusqu'au Congrès de Vérone</i>	14
--	----

Adresse du Sénat Messénien à l'Europe lui demandant secours. — Intervention russe auprès de la Porte. — Proclamation de l'indépendance politique de la nation hellénique par l'Assemblée d'Épidaure ; vote de la première constitution hellénique à base démocratique. — Déclaration du blocus par le gouvernement hellénique

§ III. — <i>Le Congrès de Vérone (octobre à décembre 1822)</i>	22
--	----

La situation politique au moment de sa réunion. — Le non examen de l'affaire grecque et la non acceptation au Congrès des députés du Gouvernement provisoire hellénique.

§ IV. — <i>La question hellénique devient une question européenne..</i>	26
Changement de la politique anglaise en faveur des Hellènes. — Premier acte diplomatique reconnaissant l'indépendance de la Grèce. — Mémoire russe du 9 janvier 1824, Conférence de Saint-Pétersbourg (février-avril 1825).	
§ V. — <i>Demande par la nation hellénique en révolution du protectorat anglais</i>	30
Causes. — Manifeste de la demande. — Protestations des philhellènes de France et d'Amérique. — Paroles de Metternich. — Non acceptation de la part de l'Angleterre.	
§ VI. — <i>La médiation anglaise et sa transformation en médiation anglo-franco-russe</i>	38
Demande par les Hellènes de la médiation. — Protocole anglo-russe du 4 avril 1826. — Traité de Londres du 6 juillet 1827.	
§ VII. — <i>Reconnaissance de l'Etat grec</i>	44
Mesures coercitives de la triple alliance. — Protocoles du 16 novembre 1828, du 12 décembre 1828 et du 29 mars 1829. — Protocoles du 3 février 1830.	
§ VIII. — <i>Délimitation définitive de l'Etat grec sous une monarchie absolue</i>	52
La Grèce n'accepte pas les frontières fixées par le protocole du 3 février 1830 ; Léopold de Saxe-Cobourg refuse le trône hellénique. — Traités de Londres du 7 mai 1832, de Constantinople du 21 juillet 1832, autonomie de l'île de Samos, arrivée du roi Othon en Grèce.	
CHAPITRE II. — <i>De la formation de l'état grec à l'annexion de la Thessalie</i>	59
§ I. — <i>Règne d'Othon (1833-1862)</i>	59
Situation politique. — Le soulèvement nationaliste dans les îles Ioniennes ; en Crète. — Déchéance du trône du roi.	
§ II. — <i>Annexion des îles Ioniennes</i>	65
Guillaume de Danemark, roi des Hellènes. — Traités du 13 juillet et du 14 novembre 1863. — Protocoles du 25 janvier 1864. — Traité du 24 mars 1864. — Protocoles du 29 mars 1864 et 28 mai 1864.	
§ III. — <i>La question crétoise</i>	74
Situation administrative de l'île. — Pétition crétoise. — Proclamation de l'union avec l'Etat grec. — Relations tendues entre la Grèce et la Turquie. — Traité greco-serbe du 14 août 1867. — Intervention auprès de la Porte des Puissances. — Firman du 10 janvier 1865. — Conférence de Paris du 9 janvier 1869.	

§ IV. — <i>Traité de San Stefano (3 mars 1878)</i>	81
Nouvelle orientation de la politique russe. — Le schisme bulgare. — Soulèvement des Slaves. — La constitution turque du 24 décembre 1876. — Franchissement par les Grecs de la frontière turque. — Traité de San Stefano.	
§ V. — <i>Traité de Berlin (13 juillet 1878)</i>	85
Causes de la convocation du Congrès de Berlin. — Participation de l'Etat grec, sans aucune qualité précise. — Revendications helléniques, résultats.	
§ VI. — <i>Annexion de la Thessalie</i>	91
Conférence de Préveza. — Médiation européenne ; conférence de Constantinople. — Conférence de Berlin. — Traités du 24 mai et du 2 juillet 1881.	
CHAPITRE III. — De l'annexion de la Thessalie à l'autonomie crétoise.	98
§ I. — <i>La question de la Roumélie orientale et le blocus pacifique de la Grèce de 1886</i>	98
La situation politique (traités des 18 et 28 juin 1884. — Coup d'état bulgare du 18 septembre 1880. — Théorie de l'équi- libre stable. — Notes collectives du 13 octobre 1885, du 11 jan- vier 1886. — Note anglaise du 23 janvier 1886 et note collec- tive du 25 janvier 1886. — Blocus pacifique de la Grèce. — Adresse amicale de la France. — Ultimatum collectif du 26 avril 1886. — Fin du blocus le 7 juin 1886.	
§ II. — <i>Les réformes en Crète</i>	109
La charte de Helepa du 3 octobre 1878. — Révolution des Crétois en 1885. — Firman du 17 juillet 1887. — Demande de la Grèce de l'intervention européenne. — Firman du 25 novembre 1889. — Révolution en Crète 1894 ; mémoires crétois des 1/15, 10/22 septembre 1895, 1/13 décembre 1895 ; protestation du 16/28 février 1896. — Assemblée générale révolutionnaire cré- toise. — Intervention de l'Europe. — Demande de réformes par les Chrétiens. — Règlement du 25 août 1896.	
§ III. — <i>L'autonomie crétoise</i>	119
Situation politique de la Grèce. — Situation en Crète. — Inter- vention de la Grèce. — Mise en dépôt européen de la Crète. — Accord européen pour une autonomie crétoise. — Le droit de l'intervention de la Grèce. — Blocus de la Crète. — Procla- mation de l'autonomie crétoise par les Amiraux des « Six ».	
§ IV. — <i>Guerre gréco-turque de 1897</i>	129
Dispositions européennes. — Déclaration de la guerre. — Défaite grecque et reconnaissance de l'autonomie crétoise par le Gou- vernement hellénique. — Maintien du statu-quo de l'île pen-	

dant la guerre. — Médiation européenne et intervention personnelle du Tsar. Préliminaires de la paix. — Traité gréco-turc du 4 décembre 1897.

§ V. — <i>Règlement de l'autonomie crétoise par l'institution d'un Haut-Commissaire des Puissances</i>	143
--	-----

Les points de vue d'organisation des Puissances. — Projet de règlement provisoire. — Question de gouverneur de l'île. — Proposition anglaise. — Règlement du régime provisoire du 21 août 1898. — Massacres en Crète. — Evacuation de la Crète par les troupes ottomanes. — Institution du haut-commissariat. — Constitution crétoise.

DEUXIÈME PARTIE

De l'autonomie crétoise au traité de Lausanne

CHAPITRE PREMIER. — <i>Question macédonienne, le régime bâtarde en Crète ; guerre balkanique</i>	159
--	-----

§ I. — <i>La question de Macédoine et les réformes</i>	159
--	-----

Revendications et antagonisme des peuples balkaniques. — Les intérêts européens. — Politique bulgare de contrainte ; riposte grecque. — Intervention austro-russe. — Programme du Mürzsteg. — Intervention collective. — Rivalité balkanique. — Antagonisme européen. — Révolution des jeunes Turcs.

§ II. — <i>La question crétoise en 1904-1906</i>	175
--	-----

La politique personnelle et nationale du Haut-Commissaire. — Le mouvement libéral. — Conférence de Rome. — Relations entre les Puissances et les insurgés. — Situation difficile du Haut-Commissaire. — Notes d'Europe du 10/23 juillet et 1/14 août 1906. — Alexandre Zaïmis Haut-Commissaire.

§ III. — <i>La révolution en Crète en 1908</i>	184
--	-----

Soulèvement et proclamation de l'annexion de l'île à l'Etat grec. — Note du 15 octobre 1908. — Débarquement des marins des « quatre » dans l'île.

§ IV. — <i>La situation politique de l'hellénisme et la situation politique dans les Balkans</i>	187
--	-----

Révolution en Grèce le 22 août 1909. — La question des députés crétois. — La candidature de M. Venizelos comme député grec.

— Occupation du Dodécanèse par l'Italie. — Déclaration italienne. — Décret des Dodécanésiens du 4 juin 1912 (v. s.). — Leur mémoire à l'Europe. — Déclaration de l'annexion à l'Etat grec de l'île d'Icarie. — Révélation des buts italiens. — Situation politique dans les Balkans. — Politique serbo-bulgare et causes de l'union balkanique.	
§ V. — <i>Les alliances balkaniques</i>	194
Traité serbo-bulgare du 29 février-13 mars 1912. — Traité gréco-bulgare du 16/29 mai 1912.	
§ VI. — <i>L'atmosphère politique à la veille de la déclaration de la guerre turco-balkanique</i>	199
Situation politique. — Notes européennes du 8 octobre 1912. — Note balkanique du 12 octobre 1912. — Déclaration de la guerre.	
§ VII. — <i>Guerre turco-balkanique</i>	203
Victoire des alliés et la politique européenne. — Rapprochement plus étroit greco-serbe. — Armistice de Tchataldja. — Conférence de Londres. — Intervention européenne. — Continuation de la guerre, la politique d'Europe. — Protocole serbo-grec. — Médiation européenne. — Traité de Londres du 17/30 mai 1913.	
§ VIII. — <i>Guerre inter-balkanique</i>	212
Traité greco-serbe du 19 mai-1 ^{er} juin 1913. — Convention militaire greco-serbe. — Le différend serbo-bulgare. — Ambitions bulgares. — Intervention russe. — Défaite bulgare. — Interventions russe, européenne, roumaine. — Préliminaires de la paix. — Traité de Bucarest du 28 juillet-10 août 1913.	
§ IX. — <i>La question de l'Epire et des îles de la Mer Egée</i>	224
Les intérêts européens. — Association des deux questions. — Proposition de Sir Ed. Grey. — Protocole de Florence. — Note de Sir Edward Grey du 23 janvier 1914. — Note européenne du 13 février 1914. — Déclaration de l'état autonome de Chimara. — Notre grecque du 22 février et réponse européenne. — Autonomie du l'Epire du Nord.	
CHAPITRE II. — <i>La Grèce et la Grande Guerre de 1914 à 1918. — Traité de Lausanne</i>	231
§ I. — <i>La situation politique de la Grèce au moment de la déclaration de la guerre</i>	231
L'Etat grec ne pouvait pas rester indifférent dans un conflit européen. — Chemin à suivre. — La situation interne de la Grèce	

§ II. — *La question de l'intervention de la Grèce dans la guerre* 234

La Serbie demandait de connaître l'attitude grecque. — Correspondance entre Guillaume II et Constantin XII. — Propositions grecques à l'Entente. — Réponse. — La politique bulgarophile de l'Entente. — Propositions anglaises du 23 janvier 1915. — Opération contre les Dardanelles. — Les propositions du Cabinet Gounaris. — Nouvelles propositions de l'Entente à la Bulgarie. — Déclaration de Sir Edward Grey. — Débarquement des troupes de l'Entente à Salonique. — Demande par la Serbie de l'application par la Grèce du traité greco-serbe. — Proposition anglaise du 17 octobre. — Opinions sur la politique ententiste.

§ III. — *La neutralité grecque* 251

Les deux politiques en Grèce. — Retraite de l'armée française dans le territoire hellénique. — Politique coercitive de l'Entente : ultimatum de l'Entente ; accord greco-ententiste ; relations greco-allemandes ; occupation de l'île de Castellorizo ; arrestation des Consuls des ennemis de l'Entente, à Salonique ; occupation de l'île de Corfou ; destruction du pont de Démir-Hissard ; occupation du fort de Kara-Bournou. — Abandon par les Allemands de leur projet de pénétration en territoire hellénique. — La question du transport des soldats serbes de Corfou à Salonique. — Occupation du fort de Rupel. — Blocus de la Grèce. — Le mouvement de Salonique. L'incident simulé à la légation de France. — La question du IV^e corps d'Armée grec. — Gouvernement provisoire à Salonique. — Mesures coercitives de l'Entente : ultimatum du 10 octobre ; mission Bénazet, ultimata des 3/16, 11/24 novembre 1916 ; ordre secret n^o 13 de l'Amiral Dartige du Fournet ; arrangement provisoire ; correspondance politique et ultimatum du 18/31 décembre ; mémorandum grec du 23 décembre-6 janvier 1917 ; ultimatum du 8 janvier 1917 ; note grecque du 10 janvier et exécution de l'ultimatum du 31 décembre ; abdication du roi et du diadoque ; avènement d'Alexandre. — Descente de Venizelos, à Athènes.

§ IV. — *Congrès de Paix et Traité de Sèvres* 279

La vaillance hellène. — Revendication hellénique en Epire du Nord, en Thrace, sur Constantinople, en Asie Mineure. — La question de l'Epire du Nord : accord Venizelos-Tittoni ; décision du conseil suprême de Congrès ; accord helléno-albanais ; déclaration du sénateur Lodge ; accord italo-albanais. — La question de la Thrace : les revendications bulgares ; rapport de la Commission Interalliée, prétentions bulgares ; Traité de Neuilly-sur-Seine du 27 novembre 1919 ; occupation militaire grecque de la Thrace occidentale ; soulèvement de Tzafer Tayar. — La question des îles. — La question de l'Asie Mineure : opposition italienne ; opposition américaine ; thèse anglaise et française ; décision du Conseil Suprême ;

occupation grecque de Smyrne et du hinterland ; la commission d'enquête ; dénonciation de l'accord Venizelos-Tittoni. — Argumentation turque. — Mémoire du patriarche œcuménique de Constantinople et du patriarche arménien. — Mémoire du patriarche œcuménique de Constantinople. — Traités de Sèvres du 10 août 1920.

§ V. — *La situation politique après le Traité de Sèvres* 311

Le conflit entre la politique des alliés. — Déclaration du 23 juillet et du 1^{er} décembre 1919 du parti kémaliste. — Rencontre Picot-Kemal. — Evacuation de la Cilicie. — Retour en Grèce du Roi Constantin. — Déclaration de l'Angleterre, de la France et de l'Italie. — Atmosphère internationale hostile envers la Grèce. — Conférence de Londres : Non-acceptation par la Grèce des propositions de la conférence ; propositions de la conférence du 12 mars ; rejet par la Turquie ; accord franco-turc du 9 mars 1921. — Accord russo-turc du 10 mars 1921. — Proposition aux Grecs d'une médiation, continuation de leur lutte. — Traité d'Angora. — Situation difficile de la Grèce. — Propositions de Gounaris. — Communiqué de la Conférence de Paris. — Note grecque du 29 juillet 1922. — Défaite grecque. — Convention de Moudania.

§ VI. — *Conférence et Traité de Lausanne*. 321

La question des frontières helléno-turques en Thrace. — La question des îles de la mer Egée. — L'échange obligatoire des populations. — Traité de Lausanne et d'autres conventions.

CONCLUSION 331

